

*Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous!*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAIT SIMULTANEMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de G. Zinoviev avec la collaboration
immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Loun-*
tcharsky, Pokrowsky, Riazanov, Kaménev (Russie), *Sirota, Manner,*
Kuusinen (Finlande), *Höglund, Ström, Kilbom, Grimlund*
(Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Pannekek, Gorter,*
Wijnkoop, Rutgers, Ravestejn (Hollande), *Blagøw, Kalarov, Kirkov,*
Kabaktchieff (Bulgarie), *Gruber, Tomann* (Autriche), *C. Zelkin,*
M. Albert, Lévy, K. Radek (Allemagne), *Rothstein, Pankhurst*
(Angleterre), *Loriot, Deslinières, Monatte, Guilbeaux, Sadoul,*
Péricat (France), *Serrati, Bombaci, Darragoni, Balabanova* (Italie),
Platten, Münzenberg, Münch, Humbert-Droz (Suisse), *Béla-Kun,*
Rudas, Roudnyansky (Hongrie), *Marchlewsky-Karsky* (Pologne),
o o o *John Read, Jim Larkin* (Amérique), etc., etc. o o o

L'Internationale Communiste a déjà publié les articles des
camarades *M. Albert, A. Balabanova, V. Bystriansky, N. Boukha-*
rine, Henri Guilbeaux, M. Gorky, H. Gorter, K. Gruber, Z. Hög-
lund, N. Lénine, A. Lountcharsky, D. Maclean, J. Marchlewsky
(Karsky), E. Münch, E. Pankhurst, F. Platten, A. Roudnyansky,
J. Sadoul, Sirota, K. Timiriazeff, L. Trotsky, Clara Zelkin,
o o o o o o o *G. Zinoviev.* o o o o o o o



№ 12

2^e ANNÉE
JUILLET 1920

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20 et 1-19.

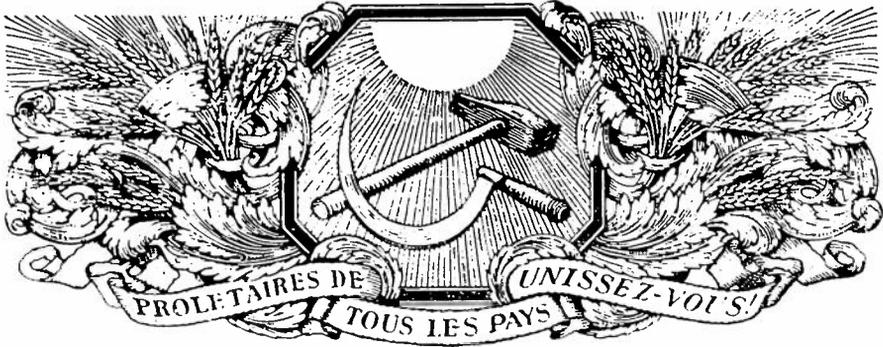
RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV



Karl Marx

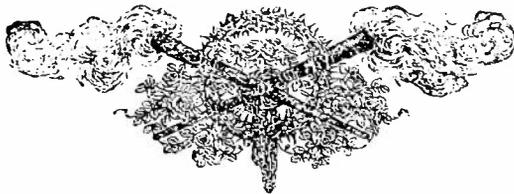
KARL MARX

Diese Photographie von Karl Marx ist von dem Gen. N. Rjasanow im Archiv des russischen Volkswirtschaftlers Nikolai —on gefunden worden. Vermutlich wurde beabsichtigt das Bild in der ersten russischen Ausgabe des „Kapital“ zu bringen, was die russische Zensur jedoch verhinderte.



Le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste montrera aux travailleurs du monde le chemin le plus court vers la victoire sur la bourgeoisie.

Vive le Deuxième Congrès International de la III-e Internationale Communiste!





Vladimir Ilitch Lénine.

Adepte lui-même d'une théorie qui affirme la nullité du rôle de l'individu dans le développement de la culture, V. I. Lénine est, à mon avis, un créateur d'énergies sans lequel la révolution russe n'aurait pu revêtir les formes qu'elle a revêtues.

Il m'est arrivé de le comparer bien conditionnellement à Pierre le Grand. On a ri de cette comparaison que l'on trouvait exagérée. Ce n'était là qu'une comparaison relative et conditionnelle; car le rôle de Lénine, réformateur social de la Russie, me paraît inférieur au rôle de Lénine révolutionnaire mondial. Il n'est pas seulement l'homme à la volonté duquel l'histoire a imposé la lourde mission de labourer jusqu'au tréfonds cette fourmière humaine baroque, bigarrée, fainéante, qu'on appelle la Russie; sa volonté est aussi un impitoyable bélier dont les coups puissants ébranlent les constructions monumentales des états capitalistes de l'Occident et les blocs séculaires hideux des despotismes de l'Orient.

Je continue à penser que la Russie n'est pour Lénine qu'un terrain d'expériences, d'expériences dont la portée doit être mondiale, planétaire. Cette pensée, assombrie par un sentiment de pitié envers le peuple russe, me révoltait autrefois; mais voyant le cours de la révolution russe s'approfondir et s'élargir toujours plus, suscitant et organisant des forces capables de détruire les fondements mêmes de la société capitaliste, je trouve à présent que, s'il est dans la destinée de la Russie de servir de terrain d'expériences, il serait injuste d'en rendre responsable l'homme qui s'efforce

de transformer l'énergie potentielle de la masse laborieuse russe en énergie cinétique, active.

Il est juste que chacun reçoive selon ses mérites. Un peuple gangrené dans l'atmosphère renfermée de la monarchie, inactif et sans volonté, un peuple qui n'a pas foi en lui-même, qui n'est pas assez „bourgeois“ pour être fort dans la résistance, pas assez fort pour tuer en lui-même la tendance misérable au bien-être bourgeois, — ce peuple doit évidemment, de par la logique même de sa médiocre histoire, connaître les drames et les tragédies inhérentes à l'existence d'une race passive, vivant à une époque de lutte de classes acharnées, dont la sanglante ignominie de la guerre de 1914—1918 est l'expression la plus infâme.

Je n'ai certes pas l'intention d'écrire un plaidoyer en faveur de V. Lénine. Ni lui ni moi n'en ressentons le besoin.

Mais je le connais quelque peu et lorsque des gens qui se flattent „d'avoir une pensée objective“ lui imputent la responsabilité d'une âpre guerre civile, du terrorisme et d'autres crimes, — je me souviens de M. Lloyd George qui en 1913 et 1914 souhaitant bon voyage à des écoliers anglais partant pour l'Allemagne et recevant en Angleterre des instituteurs allemands, prononçait de si beaux discours à l'adresse du peuple allemand, — tout en aiguisant lui-même les baïonnettes, tout en chargeant lui-même les obus qui devaient bientôt déchiqeter la chair des allemands.

Tous ces „grands hommes“, et dont le plus grand et le cynique le plus impudent: Clémenceau, le „naïf démocrate romantique

drovo Wilson, les socialistes qui votèrent les crédits de guerre pour la boucherie européenne, les savants inventeurs de gaz asphyxiants et d'autres infâmies, les poètes qui, en 1914 maudissaient l'Allemagne et en 1918 maudissaient l'Angleterre, toute cette écume et cette lie de la vieille société déliquescence, a profondément et peut-être mortellement blessé, de sa main misérable, la culture européenne; et elle continue à sadiquement déchirer la Russie en y encourageant la guerre civile, en l'étouffant par le blocus, en tuant ses petits enfants par la faim et le froid.

Les fautes — s'il faut en parler — ne sont pas des crimes. Les fautes de Lénine sont celles d'un honnête homme; et le monde n'a pas encore connu de réformateur infailible. Mais Lloyd George, Clémenceau et consorts condamnant tout un peuple aux tortures de la faim et du froid, perpétuant une guerre civile littéralement absurde — car il n'est en Russie, hors „les bolchéviks“, aucune force capable de prendre le pouvoir et de réveiller pour le travail productif les énergies d'un pays à bout de forces, — Lloyd George et Clémenceau sont, eux, infailibles, autant que de vieux forçats, des professionnels de l'assassinat.

* * *

Pour en revenir à Lénine, je tiens à dire que mes sympathies personnelles ne jouent aucun rôle lorsqu'il m'arrive de parler de lui. Je le considère comme un homme digne d'être observé, étudié au même titre que tous les autres sujets d'observation et d'études qui ne peuvent pas ne pas intéresser en moi le chroniqueur des mœurs de mon pays.

Il parle dans les réunions ouvrières. Sa langue est remarquablement simple. Ses mots sont de fer, sa logique est celle de la hache, mais je n'entends jamais dans ses dures paroles ni un mot de grossière démagogie, ni un mot de banale éloquence. Il parle toujours d'une seule et même chose: de la nécessité d'abolir l'inégalité sociale et des moyens d'y parvenir. Cette antique vérité sonne dans sa bouche, nette, implacable. Et l'on

Woodrow toujours qu'il y croit inébranlable, qu'il a la foi calme d'un fanatique, — mais d'un savant fanatique qui n'est ni métaphysicien ni mystique. Il me semble que l'individuel, l'humain ne l'intéresse guère; qu'il ne pense qu'aux partis, aux masses, aux Etats. Et il a, dans ce domaine, la prévoyance, l'intuition géniale d'un penseur-expérimentateur. Il a cette heureuse clarté de pensée qui ne s'obtient qu'au prix d'un labeur obstiné, ininterrompu.

Un Français m'a demandé:

— Ne trouvez-vous pas que Lénine est une guillotine qui pense?

J'ai répondu:

— Je comparerais plutôt le travail de sa pensée à celui d'un marteau-pilon — doué de conscience — dont les coups réduisent en poussière ce que depuis longtemps, il fallait anéantir.

Aux petits bourgeois de tous les pays, Lénine doit naturellement paraître l'Attila venu pour saccager la Rome du confort et du bonheur médiocre, fondée sur l'esclavage, le sang et les rapines. Mais de même que la Rome antique avait mérité sa chute, les crimes du monde moderne justifient sa destruction nécessaire. Cette nécessité historique, rien ni personne ne l'écartera.

On s'apitoie quelquefois sur la précieuse culture européenne, on parle avec affliction de la nécessité de la préserver d'une nouvelle invasion des Huns. De semblables propos ne sont sincères et sensés que dans la bouche du révolutionnaire; dans celle des organisateurs et des complices de la honteuse tuerie de 1914—1918 nous n'y voyons qu'un écoeurant mensonge.

Le processus de développement de la culture, s'il faut entendre par là le progrès ultérieur de la science, de l'art, de la technique et, parallèlement, l'humanisation de l'homme, le progrès de la culture ne peut pas être ralenti du fait qu'il ne sera plus l'oeuvre de quelques dizaines de milliers de personnes mais bien celle de masses formées de millions d'hommes.

* * *

Des audaces d'imagination obligatoires chez écrivain me font quelquefois me poser cette question :

-- Comment Lénine conçoit-il le monde nouveau ?

Et j'entrevois ce tableau grandiose : la terre est pareille à une prodigieuse émeraude magnifiquement taillée et sertie par le libre effort humain. Les hommes sont tous doués de raison. Chacun se sent personnellement responsable de ce qu'il fait et de ce qui se fait autour de lui. Il y a partout des villes-jardins où s'érigent de beaux édifices. Organisées et soumise par sa raison les forces de la nature sont partout mises en oeuvre pour l'homme qui se sent, enfin ! le maître véritable des éléments. Son énergie physique ne se dépense plus en peine grossière et malpropre ; elle s'est spiritualisée ; toute sa puissance se consacre à l'étude des questions essentielles de l'être, auxquels s'attaquait en vain, depuis toujours, la pensée humaine troublée et désorientée par les efforts nécessaires pour expliquer et justifier les faits de la lutte sociale, torturée par la conscience, inévitable dans le monde où règnent ces faits, du combat éternel de deux principes inconciliables.

Ennobli par la technique, ayant acquis une finalité sociale, le travail est devenu le plaisir de l'homme. La raison humaine — ce qu'il y a de plus précieux dans l'univers — est enfin libérée ; et, désormais, il n'est vraiment plus rien qu'elle craigne.

Une raison hardie et une perspicacité politique extrême tels sont les traits essentiels de la nature de Lénine. Jamais encore le monde n'avait entendu de langage comparable à celui de la diplomatie qu'il inspire. Qu'il soit brutal, qu'il écorche horriblement les tendres oreilles des diplomates en fracs et en smokings, soit : mais c'est un langage mortellement véridique. Et la vérité demeurea brutale tant que nous ne l'aurons pas faite belle, aussi belle que notre musique qui est une des bonnes vérités que nous avons créées.

Je ne pense pas attribuer à Lénine des rêves qui lui sont étrangers. Je ne crois pas le romantiser. Je ne puis pas me le repré-

senter sans ce rêve magnifique du bonheur futur de l'homme, de la vie radieuse et claire. Plus l'homme est grand, et plus son rêve est audacieux.

Lénine est plus grand que qui que ce soit de mes contemporains et quoique sa pensée soit le plus souvent absorbée par des considérations politiques que le romantique doit qualifier „étroitement pratiques“ je suis convaincu qu'en ses rares instants de loisir sa pensée s'envole dans l'avenir merveilleux bien plus loin que je ne puis le concevoir.

Le bonheur humain, commun à tous les hommes, est le but essentiel de toute la vie de Lénine et il doit apercevoir, dans l'éloignement des siècles la fin du grand processus dont sa volonté ascétique et courageuse est le point de départ. Il est un idéaliste, si par idéalisme on entend la cohésion de toutes les forces de sa nature en une seule idée, qui est l'idée du bonheur commun. Sa vie privée est telle qu'à une époque religieuse on en eût fait un saint.

Je le sais : des petits-bourgeois en seront exaspérés, de nombreux camarades en souriront et Lénine lui-même en éclatera de rire. Un saint ! Ce mot devient, en vérité, risible et paradoxal, appliqué à l'homme „pour lequel il n'est absolument rien de sacré“, comme s'est exprimé à son sujet un „homme-dieu“, d'autrefois, N. Tchaïkovsky, qui fut révolutionnaire. Saint, ce Lénine, que le leader des conservateurs anglais, lord Churchill, personnage cultivé, de bonnes manières appelle „l'homme le plus cruel et le plus dégoûtant“ !

Mais l'honorable lord ne contestera pas que la sainteté religieuse exclue rarement la dureté et la cruauté, ce que peuvent démontrer les sanglants pugilats des pères de l'Église autour des Conciles universels, l'Inquisition et bien d'autres vilénies. D'autre part la vie civique créa de tout temps, beaucoup plus de saints véritables, si l'on appelle sainteté le don de soi intrépide et désintéressé aux intérêts du peuple, à la liberté.

Réaliste austère et fin politique Lénine de-

vient peu à peu une personnalité légendaire. C'est bien.

Du fond des campagnes reculées de l'Inde, cheminant en secret par les sentiers des montagnes et des bois, risquant leur vie, des indous, tourmentés par le joug séculaire des bureaucrates anglais, viennent à Caboul demander à la mission russe :

— Qui est-ce que Lénine ?

Et à l'autre bout de la terre les travailleurs norvégiens disent au Russe quel qu'il soit :

— Lénine est l'homme le meilleur qu'il y ait jamais eu au monde !

Je dis que c'est bien. La plupart des hommes doivent croire pour commencer à agir. Attendre qu'ils se mettent à penser et à comprendre alors que le mauvais génie du capital les étouffe par la misère, l'alcoolisme, l'épuisement, serait trop long.

Il semble nécessaire de rappeler que les entraînements de l'amitié, — comme d'une façon générale, tout ce qui est humain — ne sont pas étrangers à Lénine. En parler est un peu incommode, un peu ridicule, mais les petits-bourgeois du monde entier sont tellement épouvantés, lord Churchill, tournant les yeux vers l'Orient s'exaspère de façon si déplorable pour sa propre santé ! Pris de compassion, je crois de mon devoir de rassurer quelque peu les apeurés les irrités, ainsi que les autres ennemis du chef du „bolchévisme“.

Il arrive à Lénine de surestimer les bonnes qualités des gens à leur avantage et au préjudice de la cause. Mais presque toujours ses appréciations défavorables — qui sembleraient parfois dénuées de fondement — sont infailliblement confirmées par l'activité ultérieure de ceux qu'il jugea avant même de connaître les résultats de leur travail. Ceci peut servir à prouver, soit que Lénine percevait mieux les défauts des personnes que leurs qualités, soit qu'il y a partout et généralement beaucoup plus de mauvaises gens que de gens utiles.

La petite flamme d'une tendresse presque féminine transparait parfois chez ce dur politique et je suis convaincu que la terreur lui

coûte des souffrances intolérables — quoique bien cachées. Il est invraisemblable et inadmissible que des hommes condamnés par l'histoire à cette terrible contradiction : tuer les uns pour la libération des autres, n'en soient pas torturés jusqu'au fond de l'âme. Je connais plusieurs paires d'yeux dans lesquels cette brûlante souffrance s'est inscrite à jamais, s'est inscrite pour toute la vie. Tout homicide m'inspire une répulsion physique, mais ceux-là sont des martyrs que ma conscience ne me permettra jamais de condamner.

J'observe que, parlant de Lénine, on voudrait malgré soi parler de tout ; et il ne peut sans doute en être autrement parce qu'on parle d'un homme placé au centre et au-dessus de tout.

On peut naturellement dire sur sa personne bien plus de choses qu'il n'en est dit ici. Mais je suis gêné par la modestie de l'homme complètement dépourvu de vanité et qui ne manquera pas de trouver superflu, exagéré, risible le peu qui vient d'être dit. Soit. Qu'il en rie ! lui qui sait bien rire. J'espère néanmoins que beaucoup liront ces lignes avec quelque profit.

Ces lignes ont été consacrées à un homme qui a eu l'intrépidité de commencer la révolution sociale européenne dans un pays où un pourcentage considérable des paysans veulent être de petits-bourgeois rassasiés — et ne veulent rien de plus. Cette intrépidité paraît à nombre de personnes, de la folie. J'ai commencé mon oeuvre de stimulateur de l'esprit révolutionnaire en chantant la folie des intrépides.

A un certain moment, un sentiment de pitié, bien naturel, envers la Russie, m'a fait considérer cette folie presque comme un crime. Aujourd'hui que je vois le peuple russe bien plus capable de souffrir avec patience que de travailler avec conscience et probité, je chante de nouveau la sainte folie des intrépides.

Or, Vladimir Lénine est parmi eux le premier et le plus fou.

MAXIME GORKY.



Thèses présentées au II-e Congrès de l'Internationale Communiste par le Comité Exécutif.

Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste.

Le premier congrès constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la III-e Internationale. Au moment où eut lieu son premier congrès il n'y avait dans la plupart des pays que des *tendances* et des *groupes* communistes.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de *tendances* et de *groupes*, des *partis* et des *organisations* communistes.

De plus en plus souvent, des partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la II-e Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La II-e Internationale est irrémédiablement défaite. Les partis intermédiaires et les groupes du „centre“ voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une „autonomie“ qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou „centriste“. L'Internationale communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du „centre“ d'adhérer à la III-e Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

Dans certaines conditions, l'Internationale Communiste pourrait être menacée par l'envahissement de groupes incédés et moyens qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la II-e Internationale.

En outre, certains partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la II-e Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la république des Soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le deuxième congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux partis et indiquer par la même occasion aux partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes:

1) La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste. Tous les organes de la presse du parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant fait leurs preuves et prouvé leur dévouement à la cause de la révolution prolétarienne. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits même de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III-e Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

2) Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement *écarter* des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les „centristes“ et les remplacer par des communistes éprouvés — sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.

3) Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de rem-

plir au moment décisif, son devoir envers la révolution.

4) Une propagande, une agitation systématique et persévérante, s'impose parmi les troupes. Des noyaux communistes doivent être formés dans toutes les unités. La plus grande partie de ce travail sera illégale; mais s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^e Internationale.

5) Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des *ouvriers* communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6) Tout parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation "démocratique" de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que les réformistes avérés, tels que Turati, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III^e Internationale. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III^e Internationale à la II^e.

8) Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9) Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats,

coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "centre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti.

10) Tout parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et tenacité l'"Internationale" jaune des syndicats fondée à Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12) La presse périodique ou autre et tous les services d'édition doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que des organes de publicité méusent de l'autonomie pour se livrer à une politique non conforme à celle du parti.

13) Les partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la *centralisation démocratique*. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.

14) Les partis communistes des pays où les Communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.

15) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes.

16) Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un parti, le parti aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.

17) Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les partis

affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée l'Internationale Communiste doit être beaucoup plus centralisée que ne l'était la II-e Internationale. L'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

18) Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'inti-

tuler: Parti Communiste de... (section de la III-e Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis „social-démocrates“ ou „socialistes“ officiels qui ont trahi le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.





Thèses présentées par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Supplément aux thèses sur le Parlementarisme.

Projet d'instructions aux députés Communistes membres des Parlements bourgeois et aux Comités centraux des partis communistes qui assument la direction de fractions communistes dans les parlements bourgeois.

L'opposition à l'entrée des communistes dans les parlements bourgeois puise surtout ses arguments dans les souvenirs du parlementarisme social-démocrate de l'époque de la II^e Internationale. La conduite de l'énorme majorité des députés social-démocrates au parlement bourgeois était en effet complètement dépourvue de principes et constituait même une véritable trahison. Cette expérience amère ne sera pas oubliée de longtemps par la classe ouvrière.

C'est pourquoi il est nécessaire que l'Internationale Communiste qui s'est néanmoins prononcée pour l'utilisation de la tribune parlementaire par les communistes, veille sévèrement sur le travail des députés communistes et prenne toutes les mesures qui s'imposent en vue de créer un type nouveau du parlementaire révolutionnaire, qui soit un combattant communiste.

Il est à cette fin nécessaire :

1) Que le parti communiste et son Comité central s'assurent d'une façon générale dans la période préparatoire qui précède les élections de la sincérité et de la valeur du candidat au Parlement. Le Comité Central doit répondre de tous les actes de la fraction parlementaire communiste ; il doit avoir le droit indiscutable d'écarter tout candidat désigné par une organisation quelconque s'il estime que ce candidat pourrait ne pas remplir son mandat communiste.

Les partis communistes doivent renoncer à l'habitude de choisir des députés surtout parmi les représentants des professions libérales, avocats etc. Qu'il soit de règle de choisir des candidats parmi les ouvriers, sans craindre leur inexpérience parlementaire.

Les partis communistes doivent repousser avec un mépris impitoyable les éléments arrivistes qui se glissent dans le parti à la veille des élections, à seule fin d'entrer au Parlement. — Les Comités centraux ne doivent approuver que la candidature des hommes qui par leur passé ont donné des preuves indiscutables de leur dévouement à la classe ouvrière.

2) Les élections achevées, l'organisation de la fraction parlementaire doit se trouver entièrement entre les mains du Comité central du Parti, sans tenir compte de

la légalité ou de l'illégalité de ce dernier. — Le choix des membres du bureau de la fraction parlementaire doit être approuvé par le Comité central. Le comité central du Parti doit avoir, dans la fraction parlementaire, un représentant pourvu du droit de veto. Dans toutes les questions politiques importantes, la fraction doit demander au préalable des directives au Comité Central.

Le Comité Central a le droit et le devoir de désigner ou d'écarter les orateurs qui doivent intervenir dans les questions importantes. Ceux-ci soumettent à son approbation les thèses de leurs discours, voire le texte complet.

Tout candidat de la liste communiste doit s'engager à donner sa démission à la première demande du Comité Central, afin que le parti ait toujours la possibilité de le remplacer.

3) Dans les pays où les éléments réformistes, demi-réformistes ou simplement arrivistes ont pénétré dans la fraction communiste (et c'est déjà le cas dans certains pays), les Comités Centraux du parti communiste doivent les en éliminer impitoyablement. Une fraction communiste peu nombreuse mais vraiment communiste sert mieux les intérêts de la classe ouvrière qu'une fraction nombreuse sans fermeté de principes communistes.

4) Tout député communiste au Parlement doit toujours avoir présent à l'esprit qu'il n'est pas un « législateur », parmi d'autres « législateurs » mais un agitateur du Parti envoyé dans le camp ennemi,

5) Tout député communiste doit selon la décision du Comité Central unir l'action illégal au à l'action légal. Dans les pays où les députés communistes bénéficient encore selon les lois bourgeoises de l'immunité des représentants, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégales du Parti.

6) Les députés communistes doivent parler au Parlement un langage intelligible à tout ouvrier ou paysan, afin que leurs discours puissent être imprimés et répandus dans tout le pays sous forme de tracts.

7) Les moindres actes des députés communistes au Parlement doivent être subordonnés à l'action non parlementaire du Parti. — Le dépôt de projets de loi pu-

rement démonstratifs et conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande et l'agitation, doit avoir lieu sur les indications du Comité Central.

8) Les travailleurs communistes doivent aborder sans crainte la tribune des parlements bourgeois et n'y jamais céder la place à de meilleurs «orateurs parlementaires»; en cas de nécessité, ils lisent leurs discours, destinés à être reproduits par les journaux et sous forme de tracts.

9) Les députés communistes doivent entretenir par tous les moyens (sous le contrôle du parti) le contact

avec les ouvriers, les paysans, et les travailleurs de toutes catégories.

10) Les députés communistes doivent utiliser la tribune parlementaire non seulement pour démasquer la bourgeoisie et sa valetaille officielle, mais aussi les social-patriotes réformistes, les politiciens indécis du centre et, de façon générale, les adversaires du communisme.

11) Les députés communistes, même s'ils ne sont que peu nombreux, doivent jeter le défi à la société bourgeoise et ne jamais oublier que seul est digne du nom de communiste celui qui, non par des paroles mais par des actes, se dresse en ennemi mortel de la Société bourgeoise et de ses serviteurs social-patriotes.





Thèses présentées par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

La mouvement syndical, les comités de fabriques et d'usines et la III-e Internationale.

1. Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme, se présentaient sous l'aspect d'organisations ouvrières, ayant pour but la lutte pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et l'amélioration des conditions du travail salarié. Les marxistes révolutionnaires, usant de leur influence morale et politique, ont cherché à rattacher les syndicats au parti politique prolétarien, aux fins d'une lutte commune social-démocrate pour le socialisme. Les raisons mêmes qui avaient fait de la démocratie socialiste internationale non une arme de lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement du capitalisme, mais sauf en de rares exceptions, une organisation entravant l'effort révolutionnaire du prolétariat, dans l'intérêt de la bourgeoisie, firent souvent des syndicats, pendant la récente guerre, des éléments du mécanisme militaire de la bourgeoisie, qui l'aidaient à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à verser abondamment le sang prolétarien dans l'intérêt de la bourgeoisie. N'englobant que les ouvriers spécialistes les mieux rétribués, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique complètement étranger aux masses et dépravés par leurs leaders opportunistes, les syndicats ont non seulement trahi la cause de la révolution sociale, mais aussi celle de l'amélioration des conditions du travail de l'ouvrier. Ils ont déserté la lutte syndicale contre les entrepreneurs et l'ont remplacée coûte que coûte par un programme de transactions amiables, avec les capitalistes. Cette politique a été celle des trades-unions libérales anglaises et américaines, des syndicats libres et prétendus socialistes allemands et autrichiens, et aussi des syndicats français.

2. Les conséquences économiques de la guerre, la désorganisation complète de l'économie nationale dans tous les pays, la cherté de la vie devenue excessive, l'exploitation sur une vaste échelle du travail des femmes et des adolescents, les habitations insalubres et inconfortables, tout cela pousse les masses prolétariennes à une lutte acharnée contre le régime capitaliste. Par son caractère et par l'envergure qu'elle a prise, cette lutte devient d'un jour à l'autre, une grande bataille révolutionnaire contre le régime capitaliste, dont les fondements sont ébranlés. L'augmentation de salaires que les ouvriers arrachent aujourd'hui aux entrepreneurs au prix d'une âpre lutte, se trouve le lendemain réduite à zéro par la cherté croissante des vivres.

C'est que la classe capitaliste des Etats victorieux, en ruinant par sa politique d'exploitation l'Europe centrale et orientale, non seulement ne peut pas réorganiser l'économie nationale des pays où elle règne, mais la désorganise, au contraire, de plus en plus. Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières, qui demeuraient jusqu'à présent en dehors des syndicats y affluent en vagues puissantes. On constate dans tous les pays capitalistes la croissance numérique extraordinaire des syndicats, qui n'organisent plus, à l'heure actuelle, les seuls éléments avancés du prolétariat, mais toute sa masse. Celle-ci, en entrant dans les syndicats, cherche à en faire une arme contre le capitalisme. Cette masse ouvrière pousse les syndicats à des mouvements grévistes, dont les répercussions se font sentir dans le monde capitaliste tout entier, interrompant sans cesse le processus capitaliste de la production industrielle et de l'échange commercial. Les masses ouvrières, en élevant, simultanément avec l'élévation du coût de la vie et avec leur propre épuisement, leurs revendications syndicales, détruisent par cela même les calculs capitalistes qui sont, comme on sait, les bases fondamentales de toute économie industrielle bien organisée. C'est ainsi que les syndicats, devenus, pendant la guerre, des moyens d'influencer les masses ouvrières, se transforment peu à peu en organes subversifs appelés à détruire le régime capitaliste.

3. Mais la vieille bureaucratie syndicale et les formes d'organisation surannées des Syndicats entravent ce processus de transformation des Syndicats. La vieille bureaucratie syndicale tend invariablement à remplacer les grèves, revêtant d'un jour à l'autre le caractère de conflits révolutionnaires entre la bourgeoisie et le prolétariat, par une politique de compromis avec les capitalistes, par une politique de contrats à long terme, ayant perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix sur le marché commercial. Aux moments les plus critiques de la lutte, cette vieille bureaucratie syndicale sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de diverses catégories d'ouvriers de se fondre en une seule vaste action de classe. L'organisation surannée des syndicats, basée sur les divisions professionnelles, contribue puissamment à l'oeuvre de la vieille bureaucratie, ces divisions morcelant les travailleurs d'une branche d'indus-

trie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous étroitement rattachés les uns aux autres par leur lutte commune contre l'exploitation capitaliste. La vieille bureaucratie syndicale s'appuie sur la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, sans cesse affaiblie par la destruction des privilèges de divers groupes prolétariens, et par la décomposition générale du capitalisme. La bureaucratie syndicale divise donc le mouvement ouvrier, le débilite, substitue aux grands buts révolutionnaires des revendications réformistes partielles et ralentit, en fin de compte, la transformation des luttes éparses du prolétariat en une vaste lutte révolutionnaire, tendant à la destruction définitive du capitalisme.

4. Etant donné la tendance nettement prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats et le caractère révolutionnaire objectif de la lutte que ces masses soutiennent, en dépit de la bureaucratie syndicale, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats, et travaillent à en faire des organes conscients de la bataille en vue du renversement du régime capitaliste et de l'établissement du communisme. Toute désertion volontaire du mouvement syndical, toute tentative de création artificielle de syndicats, toute tentative qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie syndicale (dissolution de filiales locales révolutionnaires isolées des syndicats par des centres opportunistes), présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle menace d'écarter les ouvriers les plus avancés et les plus conscients des masses en marche vers le communisme, et d'abandonner ces masses aux mains des leaders opportunistes de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et la facilité avec laquelle elles prêtent l'oreille aux arguments des leaders opportunistes, ne pourront être vaincues qu'au cours de la lutte qui s'envenime d'un jour à l'autre; on ne saurait avoir raison de ces traits de caractère négatifs de la classe ouvrière que si les couches les plus larges du prolétariat apprennent par l'expérience de leurs défaites et de leurs victoires que jamais le système économique capitaliste ne leur assurera une vie supportable; que si les travailleurs communistes avancés apprennent, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques des idées communistes, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. De cette façon seulement il sera possible d'éliminer les leaders opportunistes des syndicats.

Il n'est pas d'autre moyen pour les communistes de se mettre à la tête du mouvement syndical et d'en faire une force dans la lutte révolutionnaire pour le communisme. C'est à ce prix qu'ils pourront arrêter la désagrégation des syndicats, les remplacer par des centres d'action collective, substituer à la bureaucratie qui n'a rien à faire avec les masses des organes groupant les représentants des fabriques et des usines, tout en abondamment aux institutions centrales les fonctions strictement nécessaires.

5. En déterminant le but que cherchent à atteindre les syndicats et leur substance politique et économique, en dehors de leurs formes, les communistes ne doivent pas, lorsqu'ils militent dans le mouvement syndical, hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales, s'il leur fallait pour les éviter abandonner l'action révolutionnaire dans les

syndicats et cesser leurs efforts pour s'en faire une arme dans la lutte révolutionnaire. S'il arrive qu'une scission apparaisse comme absolument nécessaire, ils ne faudra y recourir que si les communistes réussissent, par leurs efforts ininterrompus contre les leaders opportunistes, et par leur participation très active à la lutte économique, à convaincre les larges masses ouvrières que la scission nécessaire ne se justifie pas par des considérations relatives aux buts encore très éloignés et peu intelligibles de la révolution, mais par les intérêts immédiats et concrets de la classe ouvrière, et correspond aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission est inévitable, la tactique des communistes doit se baser sur une analyse attentive de la conjoncture politique et sur la prévision des conséquences de la scission, notamment au point de vue de l'éloignement des communistes de la masse ouvrière.

6. Où la scission entre des tendances opportuniste et révolutionnaire du mouvement syndical s'est déjà produite, où existent à côté de syndicats opportunistes, des syndicats à tendances révolutionnaires, bien que non communistes, comme en Amérique, les communistes sont tenus de prêter leur concours à ces syndicats révolutionnaires, de les aider à se libérer de préjugés syndicalistes et à adopter le programme communiste, seule boussole, sûre et fidèle, dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Mais le concours prêté aux syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, les communistes s'efforceront de hâter cette évolution de la masse des syndicats vers la lutte révolutionnaire, et serviront à unir, politiquement et matériellement, les ouvriers organisés dans une lutte commune pour la destruction du régime capitaliste.

7. A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque du développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut se terminer par une bataille révolutionnaire qui mettrait les ouvriers en présence de la révolution. Dans toutes les phases de la lutte économique, les communistes doivent donc faire ressortir que le succès complet ne sera possible que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste en bataille rangée, lorsqu'elle se chargera après avoir institué sa dictature, de l'organisation socialiste du pays. Ce point de tactique incite les communistes à réaliser l'union la plus parfaite entre les syndicats et le parti communiste et la subordination des syndicats à la direction réelle du parti, qui est l'avant-garde de la révolution ouvrière. Les communistes doivent à cet effet organiser dans tous les syndicats des fractions communistes, et grâce à elles s'emparer politiquement du mouvement syndical tout entier et le diriger.

II.

1. La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses ouvrières aboutit à une situation sans issue. La désorganisation économique qui envahit, en proportion toujours croissante, un pays après l'autre, montre aux ouvriers même les plus arriérés que la lutte pure et simple pour la hausse des salaires et pour

la réduction de la journée ouvrière est totalement insuffisante et que la classe capitaliste perd, de plus en plus, la capacité de rétablir la vie économique ruinée, et de garantir aux ouvriers même les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre mondiale. Cette conscience, toujours croissante des masses ouvrières fait naître dans leur esprit une tendance à la création d'organisations qui pourraient entreprendre une action pour le salut de la vie économique du pays au moyen du contrôle ouvrier de toutes les branches de l'industrie. La tendance à la création de comités ouvriers d'usines et de fabriques, qui gagne le prolétariat de tous les pays, doit être énergiquement encouragée par les partis communistes. Chercher à former exclusivement ces comités d'ouvriers, partisans de la dictature du prolétariat, est une faute. La tâche du parti communiste est, au contraire, de profiter de la désorganisation économique, afin d'organiser tous les ouvriers et de les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat en élargissant et en approfondissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, que tous comprennent maintenant.

2. Le Parti Communiste ne pourra s'acquitter de cette tâche que dans le cas où il aura consolidé dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration régulière de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible et que cette restauration signifierait un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'Etat est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

3. La lutte des comités de fabriques et d'usines contre le capitalisme a pour but immédiat l'introduction du contrôle ouvrier dans toutes les branches de l'industrie. Les ouvriers de chaque entreprise, indépendamment de leurs professions, souffrent du sabotage des capitalistes qui estiment assez souvent que la suspension de l'activité de telle industrie — ou de telle autre — leur sera avantageuse, la faim devant contraindre les ouvriers à accepter les conditions les plus dures ou éviter à quelque capitaliste un accroissement de frais. A un moment où la cherté de la vie est un fait presque général, la lutte contre cette sorte de sabotage unit la plupart des ouvriers indépendamment de leurs idées politiques, et fait des comités d'usines et de fabriques, élus par tous les travailleurs d'une entreprise, de véritables organisations de masses du prolétariat. Mais la désorganisation de l'économie capitaliste est non seulement la conséquence de la volonté consciente des capitalistes, mais aussi celle de la décadence irrésistible de leur régime. Aussi, les comités ouvriers seront-ils forcés, dans leur action contre les conséquences de cette décadence, à dépasser les bornes du contrôle des fabriques et des usines isolées et se trouveront — ils bientôt — en face de la question du contrôle ouvrier à exercer sur des branches entières de l'industrie. Les tentatives d'ouvriers d'exercer leur contrôle non seulement sur l'approvisionnement des fabriques et des usines en matières premières, mais aussi sur les opérations financières des entreprises industrielles, provoqueront cependant de la part de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste des mesures de rigueur contre la classe ouvrière, ce qui transformera la lutte ouvrière pour le contrôle de l'industrie en une lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Cette conquête réalisée,

les comités ouvriers de fabriques et d'usines seront les derniers organes de direction de l'industrie nationale jusqu'à la création par l'Etat des organes économiques spéciaux, dont la classe ouvrière se servira pour administrer la vie économique du pays tout entier et mettre à profit, à cet effet, les forces scientifiques, léguées par le régime capitaliste.

La propagande en faveur des comités ouvriers de fabriques et d'usines devra se faire de façon à ce que les couches les plus larges des masses ouvrières, même celles qui n'appartiennent pas directement au prolétariat industriel, comprennent nettement et clairement que la responsabilité de la désorganisation économique incombe à la bourgeoisie et que le prolétariat, en exigeant le contrôle ouvrier, lutte pour l'organisation de l'industrie, pour la suppression de la spéculation et de la vie chère. La tâche des partis communistes est de combattre pour le contrôle de l'industrie, en profitant dans ce but de toutes les circonstances de l'actualité, de la pénurie de combustibles et de la désorganisation des transports; les communistes auront aussi à fusionner les éléments isolés du prolétariat et à attirer de son côté les milieux les plus larges de la petite bourgeoisie, qui se pénètrent de plus en plus fortement d'idées prolétariennes et endure en effet, des souffrances cruelles à la suite de la désorganisation économique.

5. Les comités ouvriers de fabriques et d'usines ne peuvent pas supplanter les syndicats. Ils ne peuvent que s'organiser, au cours de l'action, suivant diverses professions et créer peu à peu un appareil général susceptible de diriger toute la lutte. Déjà à l'heure actuelle, les syndicats sont des organes de combat centralisés, bien qu'ils n'englobent pas des masses ouvrières aussi larges, que celles qui peuvent embrasser les comités ouvriers de fabriques et d'usines, en leur qualité d'organisations accessibles à toutes les entreprises ouvrières. Le partage de toutes les tâches de la classe ouvrière entre les comités ouvriers de fabriques et d'usines et les syndicats est le résultat du développement historique de la révolution sociale. Les syndicats ont organisé les masses ouvrières aux fins d'une lutte pour la hausse des salaires et pour la réduction de la journée ouvrière, et l'ont fait sur une très vaste échelle. Les comités ouvriers de fabriques et d'usines s'organisent pour le contrôle ouvrier de l'industrie et pour combattre la désorganisation économique; ils englobent toutes les entreprises ouvrières, mais la lutte qu'ils soutiennent ne peut revêtir que très lentement un vaste caractère étatique. Ce n'est qu'après la conquête du pouvoir par le prolétariat qu'ils pourront devenir les foyers des syndicats dans les fabriques et les usines et créer conjointement avec le pouvoir ouvrier au centre et sur place, des organes économiques spéciaux.

6. La tâche des communistes se réduit aux efforts qu'ils doivent faire pour que les syndicats et les comités ouvriers se pénètrent du même esprit de résolution combative, de conscience et de compréhension des meilleures méthodes de combat, c'est-à-dire d'esprit communiste. Pour s'en acquitter, les communistes doivent soumettre, en fait, les syndicats et les comités ouvriers au parti communiste et créer ainsi des organes prolétariens de masses, qui serviront de base à un puissant parti prolétarien centralisé, englobant toutes les organisations prolétariennes et les faisant toutes marcher dans la voie qui conduit à la victoire de la classe ouvrière et à la dictature du prolétariat.

III.

Dès le temps de paix, les syndicats manifestaient une tendance à la formation d'une union internationale. Les capitalistes recouraient pendant les grèves, à la main d'oeuvre des pays voisins et aux services de briseurs de grèves étrangers. Mais avant la guerre, l'Internationale syndicale n'avait qu'une importance secondaire. Elle tendait à l'organisation de secours financiers réciproques et d'un service de Statistique concernant la vie ouvrière, mais elle ne cherchait pas à unifier la lutte ouvrière, parce que les syndicats, dirigés par les opportunistes, faisaient leur possible pour se soustraire à tout combat révolutionnaire international. Les leaders opportunistes des syndicats qui étaient pendant la guerre dans leurs pays respectifs les serviteurs fidèles de la bourgeoisie, cherchent maintenant à restaurer l'Internationale Syndicale et cherchent à en faire une arme du capitalisme mondial international contre le prolétariat. Avec Jouhaux et Gompers, ils créent un Bureau du Travail auprès de la Ligue des Nations, qui n'est autre chose qu'une organisation de brigandage capitaliste international. Ils tentent d'étouffer dans tous les pays, le mouvement gréviste, en faisant édicter l'arbitrage obligatoire des représentants de l'Etat capitaliste. Ils cherchent partout à obtenir, à force de com-

promis avec les capitalistes, toutes espèces de faveur pour les ouvriers spécialistes, afin de briser de cette façon l'union chaque jour plus forte de la classe ouvrière. L'Internationale syndicale d'Amsterdam est donc la remplaçante de la II^e Internationale de Bruxelles, en faillite. Les ouvriers communistes, qui font partie des syndicats de tous les pays, doivent au contraire travailler à la création d'un front syndicaliste international. Il ne s'agit plus de secours pécuniaires en cas de grève; il faut désormais qu'au moment du danger qui menace la classe ouvrière d'un pays, les syndicats des autres pays, en leur qualité d'organisations des masses, prennent sa défense et fassent leur possible pour empêcher la bourgeoisie de leurs pays de prêter aucun concours à celle qui est aux prises avec la classe ouvrière. Dans tous les Etats, la lutte économique du prolétariat devient de plus en plus révolutionnaire. Aussi, les syndicats doivent-ils employer consciemment toute leur énergie à appuyer toute action révolutionnaire, tant dans leur propre pays que partout ailleurs. Dans ce but, ils doivent s'orienter vers la plus grande centralisation de l'action non seulement dans tous les pays, mais dans l'internationale; ils le feront en adhérant à l'Internationale Communiste et en y fusionnant en une seule armée les divers éléments engagés dans le combat, afin qu'ils agissent de concert et se prêtent un concours mutuel.



Thèses présentées par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Sur la question agraire.

1. Le prolétariat industriel des villes, dirigé par le parti communiste peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes et des propriétaires fonciers, de la désorganisation économique et des guerres impérialistes, qui recommenceront inévitablement, si le régime capitaliste subsiste. Les masses laborieuses des campagnes ne pourront être libérées qu'à condition de prendre fait et cause pour le prolétariat communiste et de l'aider sans réserve dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement du régime d'oppression des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

D'un autre côté, le prolétariat industriel ne pourra s'acquitter de sa mission historique mondiale, qui est l'émancipation de l'humanité du joug du capitalisme et des guerres, s'il se cloître dans son intérêt particulier et se borne placidement aux démarches et aux efforts tendant à l'amélioration de sa situation bourgeoise parfois très satisfaisante. C'est ainsi que se passent les choses dans nombre de pays avancés où existe une „aristocratie ouvrière“ fondement des partis soi-disant socialistes de la II-e Internationale, mais en réalité ennemis mortels du socialisme, traîtres envers sa doctrine, bourgeois chauvins et agents des capitalistes parmi les travailleurs. Le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissant dans l'intérêt du socialisme, s'il ne se conduit pas comme une avant-garde du peuple laborieux que l'on exploite, s'il ne se comporte pas comme le chef de guerre, à qui incombe la mission de le conduire à l'assaut de l'exploitation; mais jamais cet assaut ne réussira, si les campagnes ne participent à la lutte des classes, si la masse des paysans laborieux ne se joint au parti communiste prolétarien des villes et si, enfin, ce dernier ne l'instruit pas.

2. La masse des paysans laborieux que l'on exploite et que le prolétariat des villes doit conduire au combat, ou, tout au moins, gagner à sa cause, est représentée, dans tous les pays capitalistes, par:

1) Le prolétariat agricole composé de journaliers ou valets de ferme embauchés à l'année, à terme ou à la journée et qui gagnent leur vie par leur travail salarié dans les diverses entreprises d'économie rurale. Ils forment dans les campagnes une catégorie indépendante et isolée; leur organisation (politique, militaire, professionnelle, coopérative, etc.), une propagande intense dans leurs milieux et une politique destinée à les amener au

pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat, telles sont les tâches fondamentales des partis communistes dans tous les pays.

2) Les demi-prolétaires ou les paysans, travaillant en qualité d'ouvriers embauchés, dans diverses entreprises agricoles, industrielles ou capitalistes ou cultivant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire pour assurer l'existence de leurs familles. Cette catégorie de travailleurs ruraux est très nombreuse dans tous les pays capitalistes; les représentants de la bourgeoisie et les „socialistes“ jaunes de la II-e Internationale, cherchent à dissimuler ses conditions d'existence véritables, particulièrement sa situation économique, tantôt en trompant sciemment les ouvriers, tantôt par suite de leur propre aveuglement par les routines bourgeoises; ils confondent volontiers ce groupe avec la grande masse des „paysans“. Cette manoeuvre, foncièrement bourgeoise, en vue de duper les ouvriers est surtout pratiquée en Allemagne, en France, en Amérique et dans quelques autres pays. Si le parti communiste veut adopter, à l'égard de ce groupe social, une ligne de conduite juste et rationnelle, nous y trouverons très promptement des partisans enthousiastes de la doctrine communiste, la situation économique de ces demi-prolétaires étant très précaire alors que l'adhésion au pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat leur vaudra des avantages énormes et immédiats.

3) Les paysans ne possédant ou ne louant que si peu de terre, qu'ils sont à même de la cultiver et d'assurer les besoins de leurs familles sans embaucher des travailleurs salariés. Cette catégorie de ruraux a beaucoup à gagner à la victoire du prolétariat; le triomphe de la classe ouvrière donne aussitôt à chaque représentant de ce groupe les biens et les avantages qui suivent:

a) non-paiement du prix du bail et abolition du métayage;

b) abolition des dettes hypothécaires;

c) émancipation de l'oppression économique multiple des grands propriétaires fonciers, et

d) secours agricole spécial et financier immédiat du pouvoir prolétarien, notamment secours en outillage agricole; octroi de constructions se trouvant sur le territoire de vastes domaines capitalistes expropriés par le prolétariat, transformation immédiate par le gouvernement prolétarien de toutes les coopératives rurales, et

des associations agricoles, qui n'étaient avantagées sous le régime capitaliste qu'aux paysans riches et aisés, en organisations économiques ayant pour but, de secourir en premier lieu la population pauvre, c'est-à-dire les prolétaires, les demi-prolétaires et les paysans pauvres.

Le parti communiste doit aussi comprendre que pendant la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire pendant la dictature du prolétariat, cette catégorie de la population rurale manifesterait des hésitations plus ou moins sensibles et un certain penchant à la liberté du commerce et à la propriété privée parce que nombre de ceux qui la composent, faisant le commerce des articles de première nécessité, sont déjà corrompus par la spéculation et par leurs habitudes de propriété. Si cependant le gouvernement prolétarien réalise, dans cette question, une politique ferme et inexorable et si le prolétariat vainqueur écrase sans merci les gros propriétaires fonciers et les paysans aisés, ces hésitations ne sauront être de longue durée et ne pourront modifier ce fait indubitable qu'en fin de compte, le groupe dont il s'agit sympathise avec la révolution prolétarienne.

3. Ces trois catégories de la population rurale, prises ensemble, forment dans tous les pays capitalistes, la majorité de la population. Le succès d'un coup d'état prolétarien, tant dans les villes que dans les villages, peut donc être considéré comme indiscutable et certain. L'opinion opposée est cependant très en faveur dans la société actuelle. En voici les raisons: 1) Elle ne se maintient premièrement, qu'à force d'agissements trompeurs de la science et de la statistique bourgeoises qui cherchent à voiler par tous les moyens en leur pouvoir, l'insondable abîme qui sépare ces classes rurales de leurs exploités, les propriétaires fonciers et les capitalistes, ainsi que les demi-prolétaires et les paysans pauvres ces paysans aisés; 2) Cette opinion persiste grâce à la maladresse des héros de la II-e Internationale jaune et de „l'aristocratie ouvrière“ dépravée par les privilèges impérialistes, et à la mauvaise volonté qu'ils mettent à faire, parmi les paysans pauvres, une propagande prolétarienne et révolutionnaire vigoureuse et un bon travail d'organisation; les opportunistes employaient et emploient toujours leurs efforts à imaginer diverses variétés d'accords pratiques et théoriques avec la bourgeoisie, y compris les paysans riches et aisés, et ne pensent nullement au renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois et de la bourgeoisie elle-même; 3) enfin, l'opinion dont il s'agit, se maintient jusqu'ici grâce à un préjugé opiniâtre et, pour ainsi dire, inébranlable, parce qu'il se trouve étroitement uni à tous les autres préjugés du parlementarisme et de la bourgeoisie démocratique; ce préjugé consiste dans la non-compréhension d'une vérité, parfaitement démontrée par le marxisme théorique et suffisamment prouvée par l'expérience de la révolution prolétarienne russe; cette vérité porte que les trois catégories de la population rurale dont nous avons parlé abruties, déshumanisées, opprimées et vouées dans les pays, même les plus civilisés, à une existence demi-barbare, ont par conséquent un intérêt économique, social et intellectuel à la victoire du socialisme, mais ne peuvent néanmoins appuyer vigoureusement le prolétariat révolutionnaire qu'après avoir conquis le pouvoir politique et fait justice des gros propriétaires fonciers et capitalistes et qu'après avoir constaté partiquement qu'elles ont un chef

et défenseur organisé, assez puissant, pour les diriger et leur montrer la bonne voie.

4. Les „paysans moyens“ sont au point de vue économique, de petits propriétaires ruraux qui possèdent ou prennent à ferme, eux aussi, des lopins de terre peu considérables sans doute, mais leur permettant quand même, en régime capitaliste et selon la règle générale, non seulement de nourrir leurs familles et d'entretenir en bon état leurs petites propriétés rurales, mais de réaliser encore un excédant de bénéfices, pouvant, tout au moins dans les années de bonnes récoltes, être transformé en économies relativement importantes; ces paysans embauchent assez souvent des ouvriers dont ils ont besoin pour toutes sortes de travaux. On pourrait citer ici l'exemple concret de „paysans moyens“ d'un pays capitaliste avancé: ceux de l'Allemagne; il y avait, en Allemagne, d'après le recensement de 1907, une catégorie de propriétaires ruraux possédant chacun de 5 à 10 hectares, dans les propriétés desquels le nombre des ouvriers embauchés s'élevait presque au tiers du chiffre total des travailleurs des champs*). En France où les cultures spéciales comme la viticulture sont plus développées, et où la terre demande beaucoup plus d'efforts et de soins, les propriétés rurales de cette catégorie emploient probablement un nombre plus important de travailleurs salariés.

Pour son avenir le plus rapproché et pour toute la première période de sa dictature, le prolétariat révolutionnaire ne peut pas se donner comme tâche la conquête politique de cette catégorie rurale et doit se borner à sa neutralisation dans la lutte qui se livre entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le penchant de cette couche de la population tantôt vers un parti politique, tantôt vers un autre est inévitable et, probablement, sera-t-il au commencement de la nouvelle époque et dans les pays foncièrement capitalistes, favorable à la bourgeoisie. Tendance d'ailleurs fort naturelle, l'esprit de propriété privée jouant chez elle un rôle prépondérant, l'intérêt de la spéculation et du commerce libre étant très vif et le sentiment d'antagonisme envers les travailleurs salariés très prononcé: Le prolétariat vainqueur améliorera immédiatement la situation économique de cette couche de la population en supprimant le prix du bail et les dettes hypothécaires. Cependant, dans la plupart des pays capitalistes, le pouvoir prolétarien ne devra pas abolir sur-le-champ et complètement le droit de propriété privée et, en tout cas, ne retirera pas aux paysans pauvres et d'aisance moyenne la possession de leurs terres dont il cherchera même à augmenter la superficie.

Toutes ces mesures, suivies d'une lutte sans merci contre la bourgeoisie, assureront le succès complet de la politique de neutralisation. C'est avec la plus grande circonspection que le pouvoir prolétarien doit passer à l'agriculture collectiviste, progressivement, à force d'exemples, et sans la moindre coercition à l'égard des paysans „moyens“.

5. Les paysans riches et aisés sont les entrepreneurs capitalistes de l'agriculture; ils cultivent habituellement

*) Voici quelques chiffres exacts: Allemagne: propriétés rurales de 5 à 10 hectares, se servant d'ouvriers embauchés — 662.708, ouvriers salariés — 487.704, ouvriers mariés — 2.008.638. Autriche (recensement de 1910): propriétés rurales se servant de travailleurs embauchés — 126.136; ouvriers salariés — 146.044, ouvriers mariés — 1.266.069.

leurs terres avec le concours de travailleurs salariés et ne sont rattachés à la classe paysanne que par leur développement intellectuel très restreint, par leur vie rustique et par le travail personnel qu'ils font en commun avec les ouvriers qu'ils embauchent. Cette couche de la population rurale est très nombreuse et représentée en même temps l'adversaire le plus invétéré du prolétariat révolutionnaire. Aussi, tout le travail politique des partis communistes dans les campagnes doit-il se concentrer, sur la lutte contre cet élément, et sur l'émancipation de la majorité de la population rurale laborieuse et exploitée de l'influence si pernicieuse, spirituelle et politique, de ces exploiters ruraux.

Il est bien possible que, dès la victoire du prolétariat dans les villes, ces éléments aient recours à des actes de sabotage et même à de prises d'armes, manifestement contre-révolutionnaires. Aussi, le prolétariat révolutionnaire devra-t-il commencer sur-le-champ la préparation intellectuelle et organisatrice de toutes les forces, dont il aura besoin pour les désarmer et pour leur porter, tandis qu'il renversera le régime capitaliste et industriel, le coup de grâce. A cet effet, le prolétariat révolutionnaire des villes devra armer ses alliés ruraux et organiser, dans tous les villages, des soviets où nul exploitateur ne sera admis et où les prolétaires et les demi-prolétaires seront appelés à jouer le rôle prépondérant.

Même dans ce cas cependant, la tâche immédiate du prolétariat vainqueur ne devra pas comporter l'expropriation des grandes propriétés paysannes, parce qu'à ce moment même les conditions matérielles et, en partie, techniques et sociales, nécessaires à la socialisation des grandes propriétés, ne seront pas encore réalisées. Tout porte à croire que, dans certains cas isolés, des terres affermées ou strictement nécessaires aux paysans pauvres du voisinage seront confisquées; on accordera également à ces derniers l'usage gratuit, à certaines conditions toutefois, d'une partie de l'outillage agricole des propriétaires ruraux riches ou aisés. Mais, en règle générale, le pouvoir prolétarien devra laisser leurs terres aux paysans riches et aisés et ne s'en emparer que dans le cas d'une opposition manifeste à la politique et aux prescriptions du pouvoir des travailleurs. Cette ligne de conduite est nécessaire, l'expérience de la révolution prolétarienne russe, où la lutte contre les paysans riches et aisés traîne en longueur dans des conditions très complexes, ayant démontré que ces éléments de la population rurale, douloureusement frappés pour toutes leurs tentatives de résistance, mêmes les moindres, sont pourtant capables, de s'acquitter loyalement des tâches de l'Etat prolétarien et commencent même, quoique très lentement, à se pénétrer de respect envers le pouvoir qui défend tout travailleur et écrase impitoyablement le riche oisif.

Les conditions spéciales qui ont compliqué et retardé la lutte du prolétariat russe, vainqueur de la bourgeoisie, contre les paysans riches dérivait uniquement du fait qu'après l'événement du 25 octobre 1917, la révolution russe avait traversé une phase „démocratique“ — c'est à dire, au fond bourgeoisie-démocratique, — de lutte des paysans contre les propriétaires fonciers; on doit encore ces conditions spéciales à la faiblesse numérique et à l'état arriéré du prolétariat des villes et, enfin, à l'immensité du pays et au débâlement de ses voies de communication. Mais les pays avancés de l'Europe et de l'Amérique ignorent toutes ces causes de retards, et c'est

pourquoi leur prolétariat révolutionnaire doit briser plus énergiquement, plus rapidement, avec plus de décision et beaucoup plus de succès la résistance des paysans riches et aisés et leur ôter à l'avenir toute possibilité d'opposition. Cette victoire de la masse des prolétaires, des demi-prolétaires et des paysans est absolument indispensable et tant qu'elle n'aura pas été remportée, le pouvoir prolétarien ne pourra se considérer comme une autorité stable et ferme.

6. Le prolétariat révolutionnaire doit confisquer immédiatement et sans réserve toutes les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire à toutes les personnes exploitant systématiquement, dans les pays capitalistes, que ce soit de façon directe ou par l'entremise de leurs fermiers, les travailleurs salariés, les paysans pauvres et même, assez souvent, les paysans moyens de la région, à tous les propriétaires qui ne participent aucunement au travail physique, dans la plupart des cas, descendants des barons féodaux (nobles de Russie, d'Allemagne et de Hongrie, seigneurs restaurés de France, lords anglais, anciens négriers américains) ou magnats de haute finance parvenus à la richesse ou, enfin, issus de ces deux catégories d'exploiteurs et de fainéants.

Les partis communistes doivent s'opposer énergiquement à l'idée d'accorder une indemnité aux grands propriétaires fonciers expropriés et lutter contre toute propagande dans ce sens; les partis communistes ne doivent pas oublier que le versement d'une semblable indemnité serait une trahison envers le socialisme et une contribution nouvelle imposée aux masses exploitées, accablées par le fardeau de la guerre qui a multiplié le nombre des millionnaires et accru leurs fortunes.

Quant à la culture des terres enlevées par le prolétariat vainqueur aux grands propriétaires fonciers, en Russie, elles étaient jusqu'à présent partagées entre les paysans; c'est que le pays est très arriéré au point de vue économique. Dans des cas très rares le gouvernement prolétarien russe a maintenu en son pouvoir des propriétés rurales dites „soviétistes“ et que l'Etat prolétarien exploite lui-même, en transformant les anciens ouvriers salariés en „délégués de travail“ ou en membres de soviets. Dans les pays capitalistes avancés, l'Internationale Communiste estime qu'il serait bon et pratique de maintenir intacts les grandes propriétés agricoles et de les exploiter de la même façon que les „propriétés soviétistes“ russes.

Ce serait cependant une erreur irréparable que de généraliser absolument cette règle et de ne point admettre la remise gratuite d'une partie des terres expropriées aux paysans pauvres et même aisés. Trois raisons doivent nous permettre de le faire au besoin.

1) L'objection habituelle qu'on oppose à cette remise et qui fait ressortir la supériorité technique des grandes propriétés foncières, se réduit, assez souvent, à un opportunisme malveillant et à une trahison envers la révolution. Le prolétariat, pour assurer le succès de sa révolution, n'a pas le droit de craindre une diminution provisoire de la production industrielle, tout comme les adversaires bourgeois de l'esclavage, aux Etats-Unis, ne l'avaient pas craint, pendant la guerre civile de 1863 - 1866, pour l'industrie cotonnière. Pour la bourgeoisie, c'est l'intensité de la production qui importe, mais pour le peuple qui travaille et que l'on exploite, la question capitale se réduit au renversement du joug des exploi-

teurs et à la fondation d'un régime qui mettrait le rendement de tout le travail de la classe ouvrière entre les mains de celle-ci et non pas dans les poches des capitalistes. La tâche urgente et fondamentale du prolétariat est donc d'assurer sa victoire et de la consolider ensuite. Mais cette consolidation du pouvoir prolétarien ne pourrait se faire sans la neutralisation des „paysans moyens" et sans l'appui à accorder à la majorité, tout au moins des „petits paysans".

2) Le développement et même le maintien des grandes propriétés foncières, telles qu'elles sont, fait supposer la présence dans le pays d'un prolétariat rural intellectuel, à conscience révolutionnaire et ayant passé par une bonne école d'organisation politique et syndicale. Là où cette condition n'est pas remplie et où les travailleurs conscients et compétents, que l'on pourrait charger d'accomplir une telle oeuvre font défaut, toutes les tentatives en vue d'organiser prématurément de grandes propriétés rurales ne pourraient que compromettre le pouvoir prolétarien, et il s'impose par conséquent d'agir avec la plus grande prudence et de préparer soigneusement le passage au système de „propriétés rurales soviétiques".

3) Presque tous les pays capitalistes, même les plus avancés ont gardé depuis le Moyen-Age la tradition de demi-corvées que les petits paysans de diverses régions font, jusqu'à nos jours, pour les grands propriétaires fonciers; citons, par exemple, les „Justenteu" en Allemagne, le „métayage" en France, et l'institution des „fermiers-associés" des Etats-Unis (où il ne s'agit pas seulement de l'exploitation des nègres, exploités de cette manière dans le sud, mais aussi de celle des blancs). L'Etat prolétarien doit dans ces cas transmettre aux anciens fermiers les terres prises à ferme par les petits paysans, parce qu'il n'y a pas, d'autre base économique et technique, permettant de régler cette question ni d'autre moyen d'en créer une.

Tout l'outillage agricole et technique des grandes propriétés foncières et rurales doit être confisqué et remis à l'Etat, à condition, toutefois, qu'après la distribution de cet outillage, en quantité suffisante, aux grandes propriétés rurales de l'Etat, les petits paysans en puissent profiter gratuitement en se conformant aux statuts élaborés à ce sujet par le pouvoir prolétarien.

Si, tout au commencement de la révolution prolétarienne la confiscation immédiate des grandes propriétés foncières, ainsi que l'expulsion ou l'internement de leurs propriétaires, leaders de la contre-révolution et oppresseurs impitoyables de toute la population rurale, sont absolument nécessaires le pouvoir prolétarien doit tendre systématiquement au fur et à mesure de la consolidation de sa position dans les villes et les campagnes, à l'utilisation des forces de cette classe, qui possède une expérience précieuse, des connaissances et des capacités organisatrices, pour créer, avec son concours, et sous le contrôle de communistes éprouvés, une vaste agriculture soviétiste.

7. Le socialisme ne vaincra définitivement le capitalisme et ne sera à jamais affermi qu'au moment où le pouvoir gouvernemental prolétarien, ayant réprimé toute résistance des exploités et assuré son autorité, aura réorganisé toute l'industrie sur la base d'une nouvelle production collectiviste et sur un nouveau fondement technique (application générale de l'énergie électrique dans toutes les branches de l'agriculture et de l'économie rurale).

Cette réorganisation seule peut donner aux villes la possibilité d'offrir aux campagnes arriérées une aide technique et sociale susceptible de déterminer un accroissement extraordinaire de la productivité du travail agricole et rural et d'engager par l'exemple les petits laboureurs, à passer, dans leur propre intérêt, progressivement à une culture collectiviste mécanique. Cette vérité théorique absolue, admise de tous les socialistes est dénaturée par l'opportunisme de la II-e Internationale jaune, dont sont pénétrés les leaders des „indépendants" anglais et allemands, ainsi que les „longuetistes" français. Ils précèdent d'une façon très simple, attirant l'attention sur le bel avenir relativement éloigné, pour mieux la détourner des tâches urgentes, et notamment du passage concret et difficile à cet avenir. En pratique, cette façon de procéder se réduit à préconiser un accord avec la bourgeoisie et la „paix sociale", — c'est-à-dire à une trahison complète envers le prolétariat qui lutte actuellement, dans les conditions de la pire misère créée par la guerre, contre une bande de millionnaires, enrichis par la guerre et vivant dans une opulence arrogante et sans égale.

C'est précisément dans les campagnes que la possibilité d'une lutte victorieuse pour la cause socialiste exige de la part de tous les partis communistes un effort pour susciter parmi le prolétariat industriel le sentiment de la nécessité des sacrifices à consentir pour le renversement de la bourgeoisie et pour la consolidation du pouvoir prolétarien; chose absolument nécessaire parce que la dictature du prolétariat signifie qu'il sait organiser et conduire les travailleurs exploités et que son avant-garde est toujours prête, pour atteindre à ce but, au maximum d'efforts héroïques et de sacrifices; en outre, la lutte victorieuse pour le socialisme exige que les masses laborieuses les plus exploitées des campagnes puissent voir dès la victoire des ouvriers, leur situation presque immédiatement améliorée aux dépens des exploités; s'il n'en était pas ainsi, le prolétariat industriel ne pourrait pas compter sur l'appui des campagnes et ne pourrait pas, de ce fait, assurer le ravitaillement des villes.

8. Les difficultés énormes que présentent l'organisation et la préparation à la lutte révolutionnaire de la masse des travailleurs ruraux que le régime capitaliste avait abruti, éparpillés et asservis, à peu près autant qu'au Moyen-Age, exigent de la part des partis communistes la plus grande attention envers le mouvement gréviste rural, l'appui vigoureux et le développement intense des grèves de masses des prolétaires et des demi-prolétaires ruraux. L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917, confirmée et complétée actuellement par celle de la révolution allemande et d'autres pays avancés, prouve que seul le mouvement gréviste progressant sans cesse (avec la participation, dans certaines conditions, de „petits paysans") peut tirer les villages de leur léthargie, réveiller chez les paysans la conscience de classe et le sentiment de la nécessité d'une organisation de classe des masses rurales exploitées et montrer clairement aux habitants de la campagne l'importance pratique de leur union avec les travailleurs des villes.

Le Congrès de l'Internationale Communiste flétrit et condamne sévèrement les socialistes félons et traités, que l'on trouve malheureusement, non seulement au sein de la II-e Internationale jaune, mais aussi parmi les trois partis européens les plus importants, sortis de cette Internationale; le congrès vote à la honte les socialistes

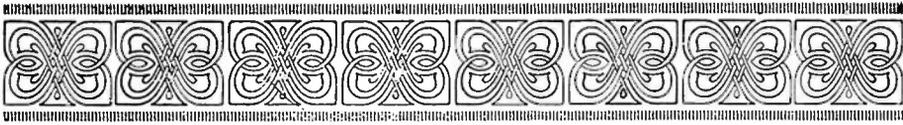
capables non seulement de considérer d'un oeil indifférent le mouvement gréviste rural, mais encore de lui résister (comme K. Kautsky), de peur qu'il n'entraîne une réduction du ravitaillement. Tous les programmes et toutes les déclarations les plus solennelles n'ont aucune valeur, s'il n'est possible de prouver, pratiquement, que les communistes et les leaders ouvriers savent mettre au-dessus de toutes choses le développement de la révolution prolétarienne et sa victoire, savent consentir pour elle les sacrifices les plus pénibles parce qu'il n'est pas d'autres issues, pas d'autres moyens pour vaincre la faim et la désorganisation économique et pour conjurer de nouvelles guerres impérialistes.

Un point particulier est à noter : les leaders du vieux socialisme et les représentants de „l'aristocratie ouvrière“, qui sont aujourd'hui d'assez fréquentes concessions verbales au communisme et passent même nominalement au communisme, pour essayer de maintenir leur prestige parmi les masses ouvrières de plus en plus pénétrées d'esprit révolutionnaire, doivent être mis à l'épreuve, prouver qu'ils sont réellement dévoués à la cause du prolétariat, et partant capables d'occuper des postes responsables dans un domaine de travail politique où la conscience et la lutte révolutionnaires se développent avec une rapidité extraordinaire, où les propriétaires fonciers et la bourgeoisie (paysans riches et aisés) résistent avec

un acharnement particulier et où la divergence de vues entre les socialistes-conciliateurs et les communistes révolutionnaires se manifeste avec une force extraordinaire.

9. Les partis communistes doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour commencer, au plus tôt l'organisation des Soviets dans les campagnes et, en premier lieu, des Soviets qui représenteraient les travailleurs salariés et les demi-prolétaires. Ce n'est qu'en coopération étroite avec le mouvement gréviste des masses et avec la classe la plus opprimée, que les soviets seront à même de s'acquitter de leur mission et deviendront assez forts pour soumettre à leur influence (et les incorporer par la suite) les „petits paysans“. Si cependant le mouvement gréviste n'est pas encore assez développé et la capacité d'organisation du prolétariat rural est encore trop faible, tant à cause de l'oppression des propriétaires fonciers et des paysans riches, que de l'insuffisance de l'appui fourni par les ouvriers industriels et par leurs syndicats, la création des Soviets dans les campagnes demande une longue préparation; elle doit être faite par la création des foyers communistes, par une propagande active, en termes clairs et nets, des aspirations communistes que l'on expliquera, à force d'exemples illustrant les diverses méthodes d'exploitation et d'oppression, et enfin, au moyen de tournées de propagande systématiques des travailleurs industriels dans les campagnes.





Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers?

(Thèses présentées par G. Zinoviev).

1. En Russie, les soviets des députés ouvriers naquirent pour la première fois en 1905, au moment du grand enthousiasme du mouvement révolutionnaire des ouvriers russes. Déjà en 1905, le soviet pétersbourgeois des députés ouvriers fit d'instinct ses premiers pas vers la conquête du pouvoir. A cette époque, le soviet de la ville de Pétrograd était aussi fort que le lui permettaient les chances qu'il avait de parvenir au pouvoir politique. Mais, dès que la contre-révolution tsariste se fut raffermie et que le mouvement ouvrier eut diminué d'intensité, après une végétation de courte durée, le soviet cessa complètement d'exister.

2. Lorsqu'en 1916, au début d'un nouvel et puissant effort révolutionnaire, l'idée naquit en Russie de créer promptement des soviets de députés ouvriers, le parti bolchévick prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate de soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour, où la révolution aurait commencé, l'heure venue de livrer combat pour le pouvoir.

3. Au début de la révolution de février 1917, en Russie, les soviets des députés ouvriers se transformèrent en soviets de députés ouvriers et soldats, bientôt ils entraînaient dans la sphère de leur influence les plus vastes milieux des masses populaires, obtenant ainsi une autorité prépondérante, car la force réelle était de leur côté et entre leurs mains. Mais, lorsque la bourgeoisie libérale se remit de la surprise du premier choc de la révolution, et que les traîtres socialistes-révolutionnaires et menchévicks facilitèrent à la bourgeoisie russe l'obtention du pouvoir, l'importance des soviets ne tarda pas à baisser. Ce n'est qu'après les journées de juillet et l'insuccès de l'attentat contre-révolutionnaire de Korniloff, que les grandes masses populaires se mirent en branle et que se produisit le krach du gouvernement contre-révolutionnaire des bourgeois-conciliateurs, que les soviets de députés ouvriers s'épanouirent à nouveau et gagnèrent dans le pays une influence exclusive.

4. L'histoire des révolutions allemandes et autrichiennes l'a prouvé de même. Lorsque les masses de la population se soulevèrent et que le flot de la révolution, ébranla les remparts de la monarchie des Hohenzollern et des Habsbourg, des soviets de députés ouvriers et soldats se formèrent spontanément en Allemagne et en Autriche. Les premiers temps,

la force fut de leur côté, et ils furent à la veille de prendre le pouvoir en fait. Mais, à peine le pouvoir eut-il penché, grâce à un enchaînement de circonstances historiques, vers la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires que l'on vit les soviets dépérir, et peu à peu disparaître. Lors de l'infructueuse tentative contre-révolutionnaire de Kapp-Lüttwitz, en Allemagne, des soviets se reformèrent pour quelques jours; mais sitôt la lutte terminée par une nouvelle victoire de la bourgeoisie et des traîtres socialistes, ces soviets qui venaient de dresser la tête, disparurent à nouveau.

5. Les faits précités prouvent que des prémisses déterminées sont nécessaires pour créer les soviets. On ne pourra donc organiser des soviets de députés ouvriers et soldats, que lorsque seront réunies trois conditions précises, à savoir:

a) enthousiasme révolutionnaire général dans les milieux les plus vastes composés d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de toute la population laborieuse;

b) crise économique et politique poussée au point où, le pouvoir échappe peu à peu, des mains du gouvernement précédent;

c) lorsque dans les rangs des masses de travailleurs et, avant tout, dans ceux du parti communiste a mûri la ferme résolution d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir;

6) au cas où ces conditions ne sont pas remplies, les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opinièrement l'idée des soviets, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population que les soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral. Mais, les conditions mentionnées n'étant pas remplies il est impossible de procéder à l'organisation immédiate des soviets;

7. Les tentatives des social-traîtres allemands de faire entrer les soviets dans l'engrenage constitutionnel-démocrate-bourgeois constituent, au point de vue objectif, une trahison de la cause ouvrière. Les soviets ne sont possibles que comme des organisations gouvernementales, qui se substituent à la démocratie bourgeoise, la brisent et la remplacent par la dictature ouvrière.

8. La propagande dirigée par les chefs Indépendants de la droite, tels que Hilferding, Kaustky et d'autres, en vue de prouver la compatibilité du système des soviets avec l'Assemblée Constituante bourgeoise, témoigne d'une incompréhension totale des principes du développement de la révolution prolétarienne, ou bien du désir de tromper sciemment la classe laborieuse. Les soviets, signifient la dictature du prolétariat, et l'Assemblée Constituante, celle de la bourgeoisie. Accorder et concilier la dictature des ouvriers avec celle des bourgeois est une chose impossible.

9. La propagande de quelques militants isolés de la gauche des indépendants allemands, proposant aux travailleurs un plan livresque et prématuré de „Système Soviétiste“ non rattaché au cours réel de la guerre civile, est le fait de doctrinaires qui ne font que distraire les travailleurs de la lutte authentique pour le pouvoir.

10. Les tentatives de groupes communiste isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir, ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétiste. Ces soviets artificiels, ces „fleurs de serre“

se transforment, tout au plus, en petites sociétés; ou pis aller, ils ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population, l'autorité des Soviets.

11. Une situation spéciale s'est créée en *Autriche*, où la classe ouvrière a réussi à conserver des soviets embrassant des grandes masses ouvrières. Cette situation rappelle celle de la Russie de Février à Octobre 1917. Les Soviets autrichiens constituent un facteur politique important et l'embryon d'un pouvoir nouveau.

Il va de soi que, dans cette situation, les communistes doivent participer au travail des Soviets, les aider à s'intéresser à toute la vie économique et politique du pays, y créer des fractions communistes et concourir de toutes façons à leur développement.

12. Sans révolution, les soviets ne sont pas possibles. Sans révolution prolétarienne, les soviets dégènerent en parodie.

Les soviets authentiques des masses constituent une forme de dictature prolétarienne indiquée par l'histoire même. Tous les partisans sérieux et sincères du pouvoir soviétiste doivent appliquer prudemment l'idée soviétiste; en la propageant parmi les masses, ils ne devront procéder à la création immédiate des soviets que lorsque les conditions mentionnées plus haut seront réunies.



Sur les tâches principales du 2-e Congrès de l'Internationale Communiste.

(Thèses présentées par N. Lénine).

1. Le moment actuel du développement du mouvement communiste international est caractérisé par le fait que, dans tous les pays capitalistes, les meilleurs représentants du mouvement prolétarien ont parfaitement compris les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire : la dictature du prolétariat et le gouvernement des Soviets, et se sont rangés à ses côtés avec un dévouement enthousiaste. Plus important encore est le fait que les plus larges masses du prolétariat des villes et des travailleurs avancés des campagnes manifestent leurs sympathies sans réserve pour ces principes essentiels. C'est là un grand pas en avant.

D'autre part deux fautes ou deux faiblesses du mouvement communiste international qui croît avec une rapidité extraordinaire se sont fait remarquer. L'une, très grave et qui présente un grand danger immédiat pour la cause de la libération du prolétariat consiste en ce que certains anciens leaders, certains vieux partis de la II-e Internationale, en partie inconsciemment et sous la pression des masses, en partie consciemment — et alors les trompant pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier — annoncent leur adhésion conditionnelle ou sans réserves à la III-e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique quotidien, au niveau de la II-e Internationale. Cet état de choses est absolument inadmissible. Il introduit parmi les masses un élément de corruption, il met en cause le respect dû à la III-e Internationale, en la menaçant du recommencement des trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes. Une autre faute, beaucoup moins importante et qui est bien plutôt une maladie de croissance du mouvement, est la tendance à gauche, qui conduit à une appréciation erronée du rôle et de la mission du parti par rapport à la classe et à la masse et de l'obligation pour les révolutionnaires communistes de militer dans les parlements bourgeois et dans les syndicats réactionnaires.

Le devoir des communistes n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais d'en faire ouvertement la critique afin de s'en débarrasser promptement et radicalement. A cette fin, il importe tout d'abord de définir, selon notre expérience pratique le contenu des notions de *dictature du prolétariat* et de *pouvoir des soviets*; en second lieu, en quoi peut et doit consister dans tous les pays le travail préparatoire, immédiat et systématique, en vue de la réalisation de ces mots d'ordre; et en troisième lieu, quelles voies et moyens nous permettent de guérir notre mouvement de ses faiblesses.

I. L'essence de la Dictature du Prolétariat et du pouvoir des Soviets.

2. La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige l'accomplissement par

le prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, des trois tâches suivantes. La première consiste à renverser les exploités et en premier lieu la bourgeoisie, leur représentant économique et politique principal, il s'agit de leur infliger une défaite totale, de briser leur résistance, de rendre impossible de leur part toute tentative de restauration du capital et de l'esclavage salarié. — La deuxième consiste à entraîner à la suite de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat, mais aussi toute la masse des travailleurs exploités par le capital, à les éclairer, à les organiser, à les éduquer, à les discipliner au cours même de la lutte impitoyable et téméraire contre les exploités, — à arracher dans tous les pays capitalistes, cette écrasante majorité de la population à la bourgeoisie, à lui inspirer pratiquement confiance en le rôle de directeur du prolétariat de son avant-garde révolutionnaire. — La troisième, de neutraliser ou de réduire à l'impuissance de nuire les inévitables hésitations, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des Soviets, de la classe de petits propriétaires ruraux, industriels et négociants, encore assez nombreux bien que ne formant qu'une minorité de la population, et des catégories d'intellectuels d'employés etc., gravissant autour de cette classe.

La première et la deuxième tâche exigent chacune des méthodes d'action particulières à l'égard des exploités et des exploités. La troisième découle des deux premières; elle n'exige qu'une application habile, souple et opportune des méthodes appliquées aux premières et qu'il s'agit d'adapter aux circonstances concrètes.

3. Dans la conjoncture actuelle, créée dans le monde entier et surtout dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus éclairés, les plus libres, par le militarisme, l'impérialisme, l'oppression des colonies et des pays faibles, la tuerie impérialiste mondiale et la «paix» de Versailles, la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes, et d'une évolution pacifique vers le socialisme, n'est pas seulement un signe de médiocrité petite-bourgeoise; c'est aussi une duperie, la dissimulation de l'esclavage du salariat, la déformation de la vérité aux yeux des travailleurs. La vérité est que la bourgeoisie, la plus éclairée, la plus démocratique, ne recule devant aucun mensonge, devant aucun crime, ne recule pas devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans à seule fin de sauver la propriété privée des moyens de production. Le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme d'état, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal etc., jusqu'à l'exil ou l'internement de tous les exploités les plus dangereux et les plus obstinés, sans exception, l'exercice sur leurs milieux d'une stricte surveillance pour la répression des tentatives qu'ils ne manqueront pas de faire dans l'espoir de restaurer

l'esclavage capitaliste, telles sont les mesures qui peuvent seules assurer la soumission *réelle* de la classe entière des exploités.

D'autre part, l'idée coutumière aux vieux partis et aux vieux leaders de la II^e Internationale, que la majorité des travailleurs et des exploités peut en régime capitaliste sous le joug esclavagiste de la bourgeoisie — qui revêt des formes infiniment variées, d'autant plus raffinées et, à la fois, plus cruelles et plus impitoyables que le pays capitaliste est plus cultivé — acquérir une pleine conscience socialiste, la fermeté socialiste, des convictions et du caractère, cette idée, disons-nous, trompe aussi les travailleurs. En fait, ce n'est qu'après que l'avant-garde prolétarienne, soutenue par la seule classe révolutionnaire ou par sa majorité, aura renversé les exploités, les aura brisés, aura libérés les exploités de leurs servitudes et immédiatement amélioré leurs conditions d'existence au détriment des capitalistes expropriés, — ce n'est qu'alors, et au prix de la plus après guerre civile, que l'éducation, l'instruction, l'organisation des plus grandes masses exploitées autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, pourra se faire; et qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leurs vices, leurs faiblesses, leur manque de cohésion, entretenus par le régime de la propriété privée, et de les transformer en une vaste et libre association de libres travailleurs.

4. Le succès de la lutte contre le capitalisme exige un juste rapport des forces entre le parti communiste dirigeant, le prolétariat, classe révolutionnaire et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Le parti communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il s'assimile tous ses meilleurs représentants, s'il est composé de communistes conscients et dévoués, éclairés et éprouvés par l'expérience d'une longue lutte révolutionnaire, s'il a su se lier indissolublement à toute l'existence de la classe ouvrière et par son intermédiaire à celle de toute la masse exploitée et leur inspirer une pleine confiance, ce parti seul est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale, la plus acharnée, contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un parti semblable que le prolétariat peut annihiler l'apathie et la résistance de la petite aristocratie ouvrière, composée des leaders du mouvement syndical et coopératif, corrompus par le capitalisme et développer toutes ses énergies, infiniment plus grandes que sa force numérique parmi la population, par suite de la structure économique du capitalisme lui-même. Enfin, ce n'est que libérée effectivement du joug du capital et de l'appareil gouvernemental de l'Etat, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité d'agir librement que la masse, c'est-à-dire la totalité des travailleurs et des exploités, organisés dans les soviets, pourra développer pour la première fois dans l'histoire l'initiative et l'énergie de dizaines de millions d'hommes étouffés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les soviets seront devenus l'unique mécanisme de l'Etat, que pourra être assurée la participation effective des masses autrefois exploitées à toute l'administration du pays, participation qui, dans les démocraties bourgeoises les plus éclairées et les plus libres était impossible quatre vingt quinze fois sur cent. Dans les Soviets seuls la masse des exploités commence à apprendre, non des livres, mais de son expérience pratique, ce qu'est l'édification socialiste, la création d'une nouvelle discipline sociale, et de la libre association des travailleurs libres.

II. En quoi doit consister la préparation immédiate de la dictature prolétarienne.

5. Le développement actuel du mouvement communiste international est caractérisé par ce fait que dans nombre de pays capitalistes le travail de préparation du prolétariat à l'exercice de la dictature n'est pas achevé et très souvent n'a pas encore été commencé de façon systématique. Il ne s'ensuit pas que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très prochain: elle est au contraire tout ce qu'il y a de plus possible, la situation politique et économique étant extraordinairement riche en matières inflammables et en causes susceptibles de provoquer son embrasement inopiné; un autre facteur de la révolution, en dehors de l'état de préparation du prolétariat, est notamment la crise générale en présence de laquelle se trouvent tous les partis gouvernants et tous les partis bourgeois. Mais il résulte de ce qui a été dit que la tâche actuelle des partis communistes ne consiste pas à hâter la révolution mais à intensifier la préparation du prolétariat. D'autre part les cas signalés plus haut dans l'histoire de beaucoup de partis socialistes obligent à bien veiller à ce que la reconnaissance de la dictature du prolétariat ne puisse pas rester purement verbale.

Pour ces raisons la tâche principale du parti communiste, du point de vue du mouvement international prolétarien, est à l'heure présente le groupement de toutes les forces communistes éparses, la formation dans chaque pays d'un parti communiste unique (ou le renforcement et le renouvellement des partis déjà existants) afin de décupler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir sous forme de dictature du prolétariat. L'action socialiste habituelle des groupes et des partis, qui reconnaissent la dictature du prolétariat est loin d'avoir subi cette modification fondamentale, ce renouvellement radical, qui est nécessaire pour qu'on en reconnaisse l'action comme étant bien communiste et comme correspondant aux tâches de la veille de la dictature prolétarienne.

6. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'interrompt pas la lutte de classe de celui-ci contre la bourgeoisie, mais au contraire ne fait que la rendre plus large, plus acerbe, plus impitoyable. Tous les groupes, partis, militants du mouvement ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du «centre» etc., se placeront inévitablement, par suite de l'extrême exacerbation de la lutte soit du côté de la bourgeoisie, soit du côté des hésitants ou (ce qui est plus dangereux) tomberont dans le nombre des amis indésirables du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre la tendance des réformistes et des «centristes», mais aussi la modification du caractère de cette lutte. Celle-ci ne peut pas se limiter à la démonstration du caractère erroné de ces tendances, mais elle doit aussi démasquer inlassablement et impitoyablement tout militant du mouvement ouvrier qui manifesterait ces tendances, le prolétariat ne pouvant pas savoir autrement avec qui il marche à la lutte finale contre la bourgeoisie. Cette lutte est telle, qu'elle peut changer à tout instant et transformer, comme l'a déjà démontré l'expérience — l'arme de la critique en critique par les armes. Tout manque d'esprit de suite, ou toute faiblesse dans la lutte contre ceux qui se conduisent comme des réformistes ou des «centristes» a pour conséquence un accroisse-

ment direct du danger de renversement du pouvoir du prolétariat par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît aux bornes qu'un «désaccord théorique» d'aujourd'hui.

7. Il est impossible de se limiter à la négation habituelle de principe de toute collaboration avec la bourgeoisie, de tout «coalitionisme». Une simple défense de la «liberté» et de «l'égalité» avec le maintien de la propriété privée sur les moyens de production, se transforme dans les conditions de la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en état d'abolir d'un coup la propriété privée en entier, en «collaboration» avec la bourgeoisie qui s'apera directement le pouvoir de la classe ouvrière. Car la dictature du prolétariat signifie l'affermissement gouvernemental et la défense, par tout le système d'Etat, non pas de «la liberté» pour les exploités de continuer leur oeuvre d'oppression et d'exploitation, non pas de l'égalité du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui conserve pour sa jouissance personnelle certains moyens de production créés par le travail de la collectivité) et du pauvre. Ce qui nous paraît jusqu'à la victoire du prolétariat n'être qu'un désaccord sur la question de la «démocratie» deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question qu'il faudra trancher par les armes. Sans transformation radicale de tout le caractère de la lutte avec les «centristes» et les «défenseurs de la démocratie» la préparation même préalable des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est donc impossible.

8. La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classes du prolétariat et de la bourgeoisie. Pareille lutte ne peut être victorieuse que lorsque l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne derrière elle l'écrasante majorité ouvrière. La préparation de la dictature du prolétariat exige pour ces raisons non seulement la divulgation du caractère bourgeois du réformisme et de toute défense de la démocratie impliquant le maintien de la propriété privée sur les moyens de production; non seulement la divulgation des manifestations de tendances, qui signifient en fait la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier; mais elle exige aussi le remplacement des anciens leaders par des communistes dans toutes les formes d'organisations prolétariennes, politiques, syndicales, coopératives, d'éducation, etc..

Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été longue et ferme, dans un pays donné, plus la bourgeoisie a réussi à amener aux postes importants du mouvement ouvrier, des hommes éduqués par elle, par ses conceptions, par ses préjugés, très souvent directement ou indirectement achetés par elle. Il est indispensable, et il faut le faire avec cent fois plus de hardiesse qu'on ne l'a fait jusqu'ici, de rejeter ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des travailleurs embourgeoisés, de tous les postes qu'ils occupent et de les remplacer, par des travailleurs même inexpérimentés, proches de la masse exploitée et jouissant de sa confiance dans sa lutte avec les exploités. La dictature du prolétariat exigera la désignation de travailleurs inexpérimentés aux postes les plus importants du gouvernement, sans quoi le pouvoir de la classe ouvrière restera impuissant et ne sera pas soutenu par la masse.

9. La dictature du prolétariat est la réalisation la plus complète de la domination de tous les travailleurs et de tous les exploités, opprimés, abrutis, terrorisés, éparpillés, trompés par la classe capitaliste, mais conduits par la

seule classe sociale préparée à cette mission dirigeante par toute l'histoire du capitalisme. C'est pourquoi la préparation de la dictature prolétarienne doit être partout et immédiatement commencée, entre autres, par les moyens que voici :

Dans toutes les organisations sans exception, — syndicats, unions, etc. — prolétariennes d'abord et ensuite non-prolétariennes, des masses laborieuses exploitées (qu'elles soient politiques, syndicales, militaires, coopératives, post-scolaires, sportives etc.) des groupes ou des noyaux communistes doivent être formés, de préférence ouvertement, mais s'il le faut clandestinement — ce qui devient obligatoire toutes les fois que leur fermeture et l'arrestation de leurs membres, sont à craindre; ces groupes, rattachés les uns aux autres et rattachés au centre du parti, échangeant le résultat de leur expérience, s'occupant d'agitation, de propagande et d'organisation, s'adaptant à tous les domaines de la vie sociale, à tous les aspects et à toutes les catégories de la masse laborieuse, doivent procéder par leur travail multiple, à leur propre éducation, à celle du parti, de la classe et de la masse.

Il est, cependant, de la plus haute importance d'élaborer pratiquement, — dans leur développement nécessaire — des méthodes d'action, — d'une part, à l'encontre des leaders ou des représentants autorisés des organisations, complètement corrompus par les préjugés impérialistes et petits-bourgeois; ces leaders, il les faut impitoyablement démasquer et exclure du mouvement ouvrier; d'autre part à l'encontre des masses qui, surtout depuis la tuerie impérialiste, sont disposées à prêter l'oreille à l'enseignement de la nécessité de suivre le prolétariat, seul capable de les tirer de l'esclavage capitaliste. Il convient de savoir aborder les masses avec patience et circonspection, afin de comprendre les particularités psychologiques de chaque catégorie, de chaque profession, de chaque groupe au sein de cette masse.

10. Il est un groupe ou fraction de communistes qui mérite tout particulièrement l'attention et la surveillance du parti: c'est la fraction parlementaire, autrement dit le groupe des membres du parti élus au Parlement (ou aux municipalités, etc.). D'une part, ces tribunes sont, aux yeux des couches profondes de la classe laborieuse retardaire ou farcie de préjugés petits-bourgeois, d'une importance capitale; c'est d'ailleurs la raison qui fait que les communistes doivent du haut de ces tribunes mener une action de propagande, d'agitation, d'organisation, et expliquer aux masses pourquoi était nécessaire en Russie (comme il le sera le cas échéant dans tous les pays) la dissolution du Parlement bourgeois par le congrès pan-russe des Soviets. D'autre part, toute l'histoire de la démocratie bourgeoise a fait de la tribune parlementaire, notamment dans les pays avancés, la principale ou l'une des principales arènes des duperies financières et politiques, de l'arriérisme, de l'hypocrisie, de l'oppression des travailleurs. C'est pourquoi la haine vivace nourrie à l'égard des parlements par les meilleurs représentants du prolétariat est pleinement justifiée. C'est pourquoi les partis communistes et tous les partis adhérant à la 3^e Internationale (dans les cas surtout où ces partis n'ont pas été créés par suite d'une scission avec les anciens partis après une lutte longue et acharnée, mais se sont formés par l'adoption souvent nominale d'une nouvelle position par les anciens partis) doivent observer une attitude très rigoureuse à l'égard de leurs fractions parlementaires, c'est-à-dire exiger: leur subordination complète au Comité

central du Parti; l'introduction de préférence dans leur composition d'ouvriers révolutionnaires; l'analyse la plus attentive dans la presse du parti et aux réunions de celui-ci des discours des parlementaires du point de vue de leur attitude communiste; la désignation des parlementaires pour l'action de propagande parmi les masses, l'exclusion immédiate de tous ceux qui manifesteraient une tendance vers la 2^e Internationale, etc.

11. Un des obstacles les plus graves du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-value du capital financier, etc. le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution; elle est par-dessus tout, pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite-bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable «point d'appui» social de la 2^e Internationale des réformistes et des «centristes» et elle est bien près à l'heure actuelle d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique large, déclarée, avec cette petite minorité qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience), donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat. Tous les partis adhérant à la 3^e Internationale doivent coûte que coûte donner corps dans la vie à ce mot d'ordre: «plus profondément dans les masses», — «plus étroitement avec les masses» en comprenant par masse tout l'ensemble des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation.

Le prolétariat ne devient révolutionnaire qu'autant qu'il ne s'enferme pas dans les cadres d'un étroit corporatisme et que pour autant qu'il agit dans toutes les manifestations et tous les domaines de la vie sociale, comme le chef de toute la masse laborieuse et exploitée. La réalisation de sa dictature est impossible sans préparation et sans la résolution de consentir aux pertes les plus grandes au nom de la victoire sur la bourgeoisie. Et sous ce rapport l'expérience de la Russie a une importance pratique et de principe. Le prolétariat russe n'aurait pas pu réaliser sa dictature, n'aurait pas pu conquérir la sympathie et la confiance générales de toute la masse ouvrière, s'il n'avait pas fait preuve de plus d'esprit de sacrifice et s'il n'avait pas plus profondément souffert de la faim que toutes les autres couches de cette masse, aux heures les plus difficiles des attaques, des guerres, du blocus de la bourgeoisie mondiale.

L'appui le plus complet et le plus dévoué du parti communiste et du prolétariat d'avant-garde est tout particulièrement nécessaire à l'égard de tout mouvement prévisiste large, violent, considérable, qui est seul en état, sous l'oppression du capital, de réveiller véritablement, d'ébranler et d'organiser les masses, de leur inspirer une confiance pleine et entière en le rôle directeur du prolétariat révolutionnaire. Sans une semblable préparation, aucune dictature du prolétariat n'est possible, et les hommes capables de prendre fait et cause contre les grèves comme le font Kautsky en Allemagne et Turati en Italie, ne doivent pas être tolérés au sein de partis qui se rattachent à la III^e Internationale. Ceci concerne certainement plus encore les leaders parlementaires et trade-unionistes qui, à tout moment, trahissent les ouvriers,

en leur enseignant par la grève le réformisme et non la révolution (exemples: la France et l'Angleterre au cours de ces dernières années.)

12. Pour tous les pays, même pour les plus «libres», les plus «légaux» les plus «pacifiques» au sens de la plus faible exacerbation de la lutte de classe le moment est venu où il est d'une nécessité absolue pour tout parti communiste, d'unir l'action légale et illégale, l'organisation légale et l'organisation clandestine. Car dans les pays les plus cultivés et les plus libres, ceux du régime bourgeois-démocratique le plus «stable», les gouvernements, en dépit de leurs déclarations mensongères et cyniques, établissent déjà de secrètes listes noires de communistes, violent à tout instant leur propre constitution en soutenant plus ou moins secrètement les gardes-blancs et l'assassinat des communistes dans tous les pays, préparent dans l'ombre les arrestations de communistes, introduisant parmi eux des provocateurs etc, etc.

Il n'est que le plus réactionnaire esprit petit-bourgeois, quelle que soit la beauté des phrases «démocratiques» et pacifistes dont il se pare, qui puisse nier ce fait et la conclusion obligatoire qui en découle: la formation immédiate par tous les partis communistes légaux d'organisations clandestines en vue de l'action illégale, organisations qui seront prêtes pour le jour où la bourgeoisie se mettra à traquer les communistes. Une action illégale dans l'armée dans la flotte, dans la police est de la plus haute importance; depuis la grande guerre impérialiste tous les gouvernements du monde ont pris peur de l'armée populaire et ont eu recours à tous les procédés imaginables pour constituer des unités militaires avec des éléments spécialement triés parmi la bourgeoisie et armés des engins meurtriers les plus perfectionnés.

Il est d'autre part également nécessaire dans tous les cas, sans exception, de ne pas se borner à une action illégale, mais aussi de poursuivre l'action légale en surmontant à cet effet toutes les difficultés en fondant des journaux légaux et des organisations légales sous les désignations les plus différentes, et le cas échéant, en changeant fréquemment leurs dénominations. Ainsi agissent les partis communistes illégaux en Finlande, en Hongrie, en Allemagne et dans une certaine mesure, en Pologne, Lithuanie, etc. Ainsi doivent agir les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) en Amérique, et devront agir tous les autres partis communistes légaux, au cas où il plairait aux procureurs de leur tenter des poursuites pour la seule acceptation des résolutions des Congrès de l'Internationale communiste, etc.

L'absolue nécessité d'unir l'action légale et illégale n'est pas que déterminée en principe par l'ensemble des conditions de l'époque que nous traversons, période de veille de dictature prolétarienne, mais par le besoin de montrer à la bourgeoisie qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir de domaines et de champ d'action, que n'aient pas conquis les communistes, et aussi parce qu'il existe encore partout de profondes couches du prolétariat, et dans des proportions plus vastes encore une masse laborieuse et exploitée non prolétarienne, qui font toujours confiance à la légalité bourgeoise démocratique, et qu'il est très important pour nous de dissuader.

13. L'état de la presse ouvrière dans les pays capitalistes les plus avancés montre de façon éclatante le mensonge de la liberté et de l'égalité en démocratie bourgeoise, de même que la nécessité d'unir systématiquement l'action légale et illégale. Tant dans l'Allemagne vaincue que dans l'Amérique victorieuse toutes les forces de l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie et toute

l'astuce des rois de l'or sont mises en mouvement pour dépouiller les ouvriers de leur presse: poursuites judiciaires et arrestations (ou assassinat commis par des spadassins) des rédacteurs, confiscation des envois postaux, confiscation du papier, etc. Et tout ce qui est nécessaire à un journal quotidien en fait d'information se trouve entre les mains des agences télégraphiques bourgeoises, les annonces sans lesquelles un grand journal ne peut pas couvrir ses frais sont à la « libre » disposition des capitalistes. En résumé la bourgeoisie par le mensonge, par la pression du capital et de l'Etat bourgeois dépouille le prolétariat révolutionnaire de sa presse.

Pour lutter contre cet état de choses les partis communistes doivent créer un nouveau type de presse périodique destiné à la diffusion en masse parmi les ouvriers, comportant: 1° des publications légales qui apprendraient, sans se déclarer communistes et sans parler de leur dépendance du parti, à tirer parti des moindres possibilités légales, comme les bolchéviks l'ont fait sous le tsarisme après 1903; 2° des tracts illégaux, ne fût-ce que d'un format minime, paraissant irrégulièrement, mais imprimés par les ouvriers dans un grand nombre de typographies (clandestinement, ou si le mouvement s'est renforcé, par la main-mise sur les typographies) donnant au prolétariat une information libre, révolutionnaire, et des mots d'ordre révolutionnaires.

Sans une bataille révolutionnaire, qui entraînera les masses, pour la liberté de presse communiste la préparation de la dictature du prolétariat est impossible.

III. — Modification de la ligne de conduite, et partiellement, de la composition sociale des partis adhérents et désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste.

14. Le degré de préparation du prolétariat des pays les plus importants, au point de vue de l'économie et de la politique mondiales, à la réalisation de la dictature ouvrière se caractérise avec le plus d'objectivité et d'exactitude, par le fait que les partis les plus influents de la II-e Internationale, tels que le Parti Socialiste Français, le Parti Social-démocrate Indépendant Allemand, le Parti Ouvrier Indépendant anglais, le Parti Socialiste Américain sont sortis de cette Internationale jaune et ont décidé, les premiers sous conditions, et le dernier sans réserves, d'adhérer à la III-e Internationale. Il est ainsi prouvé que l'avant-garde n'est pas seule, que la majorité du prolétariat révolutionnaire a commencé, persuadée par toute la marche des événements, à passer de notre côté. L'essentiel maintenant est de savoir achever ce passage et solidement affermir par l'organisation ce qui a été obtenu, afin qu'il soit possible d'aller de l'avant sur toute la ligne sans la moindre hésitation.

15. Toute l'activité des partis précités (auxquels il faut encore ajouter le Parti Socialiste Suisse si le télégramme nous informant de sa décision d'adhésion à la III-e Internationale est exact) prouve (et n'importe quelle publication de ces partis le confirme indubitablement), qu'elle n'est pas encore communiste et va fréquemment à l'encontre des principes fondamentaux de la III-e Internationale en reconnaissant la démocratie bourgeoise au lieu de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique.

Pour ces raisons le II-e Congrès de l'Internationale communiste doit décider qu'il ne considère pas comme possible de reconnaître immédiatement ces partis; —

qu'il confirme la réponse faite par le Comité exécutif de l'Internationale Communiste aux indépendants allemands; qu'il confirme son consentement d'entrer en pourparlers avec tout parti qui sortira de la II-e Internationale et qui exprimera le désir de se rapprocher de la III-e Internationale; qu'il accorde voix délibérative aux délégués de ces partis à tous ses congrès et conférences; qu'il pose les conditions suivantes pour l'union complète de ces partis (et partis similaires) avec l'Internationale Communiste :

1. Publication de toutes les décisions de tous les Congrès de l'Internationale Communiste et du Comité exécutif dans toutes les éditions périodiques du Parti;

2. Examen de ces dernières à des réunions spéciales de toutes les organisations locales du parti;

3. Convocation, après cet examen d'un congrès spécial du parti afin d'en exclure les éléments qui continuent à agir dans l'esprit de la II-e Internationale.

4. Passage de tous les organes périodiques du parti aux mains de rédacteurs exclusivement communistes.

Le II-e Congrès de la III-e Internationale doit charger son Comité exécutif d'accepter formellement les partis précités et similaires en ayant soin de vérifier au préalable l'exécution en fait de ces clauses et le caractère communiste de l'activité du parti.

16. En ce qui concerne l'attitude des communistes qui forment la minorité actuelle parmi les militants responsables des partis précités et similaires, le II-e congrès de l'Internationale communiste doit décider que par suite des sympathies sincères et toujours croissantes pour le communisme des travailleurs adhérant à ces partis la sortie des communistes n'en est pas désirable, aussi longtemps qu'ils auront la possibilité d'y mener une action dans le sens de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique, de critiquer les opportunistes et les centristes qui y demeurent encore.

En même temps le II-e Congrès de la III-e Internationale doit aussi approuver l'adhésion des groupes et organisations communistes ou sympathisant au communisme au Labour Party anglais, bien que ce dernier ne soit pas encore sorti de la II-e Internationale. Aussi longtemps que ce parti laissera à ses organisations leur liberté actuelle de critique, d'action, de propagande, d'agitation et d'organisation pour la dictature du prolétariat et pour le pouvoir soviétique, aussi longtemps qu'il conservera son caractère d'union de toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière les communistes doivent faire toutes les tentatives et aller jusqu'à certains compromis afin d'avoir la possibilité d'exercer une influence sur les grandes masses des travailleurs, de dénoncer leurs chefs opportunistes du haut des tribunes en vue des masses, de hâter le passage du pouvoir politique des mains des représentants directs de la bourgeoisie aux mains «des lieutenants ouvriers de la classe ouvrière capitaliste» pour délivrer au plus tôt les masses des dernières illusions à ce sujet.

17. En ce qui concerne le parti socialiste italien le II-e Congrès de la III-e Internationale trouve fondamentalement juste la critique de ce parti et les propositions pratiques qui ont été publiées, comme étant adressées au Conseil du Parti Socialiste Italien au nom de la Section Turinoise du parti, dans le journal «L'Ordine Nuova» du 8 mai 1920, et qui correspondent intégralement à tous les principes fondamentaux de la III-e Internationale.

Pour ces raisons le II-e Congrès de la III-e Internationale prie le Parti socialiste italien de convoquer au

plus tôt un congrès extraordinaire du parti pour examiner ces propositions et toutes les décisions des deux Congrès de l'Internationale Communiste, particulièrement au sujet de la fraction parlementaire et des éléments non-communistes du Parti.

18. Le II-e Congrès de la III-e Internationale considère comme inadéquates les conceptions sur les rapports du parti avec la classe ouvrière et avec la masse, sur la participation facultative des partis communistes à l'action parlementaire et à l'action des syndicats réactionnaires, qui ont été amplement réfutées dans les résolutions spéciales du présent congrès, après avoir été surtout défendues par «le Parti Ouvrier Communiste Allemand», et quelque peu par «le Parti Communiste Suisse», par l'organe du bureau viennois de l'Internationale Communiste pour l'Europe Orientale *Communismus*, par le Bureau d'Amsterdam aujourd'hui dissous, par des camarades hollandais, par certaines organisations communistes d'Angleterre, — dont la «Fédération Ouvrière Socialiste» etc, ainsi que par les «I. W. W.» d'Amérique et par les «Shop Stewards Committees» d'Angleterre, etc, etc.

Néanmoins le II-e Congrès de la III-e Internationale croit possible et désirable la réunion à la III-e Internationale de celles de ces organisations qui n'y ont pas encore officiellement adhéré, car dans le cas présent, et surtout à l'égard des «Shop Stewards Committees» anglais nous nous trouvons en présence d'un profond mouvement prolétarien, qui se tient en fait sur le terrain des principes fondamentaux de l'Internationale Communiste. Dans de telles organisations les conceptions erronées sur la participation à l'action des parlements bourgeois s'expliquent moins par le rôle des éléments issus de la bourgeoisie qui apportent leurs conceptions, d'un esprit, au fond petit bourgeois, telles que le sont souvent celles des anarchistes, que par l'inexpérience politique des prolétaires vraiment révolutionnaires et liés avec la masse.

Le II-e Congrès de la III-e Internationale prie pour ces raisons toutes les organisations et tous les groupes

communistes des pays anglo-saxons de poursuivre même au cas où les «I. W. W.» et les «Shop Stewards Committees» ne se rattacheront pas immédiatement à la III-e Internationale, une politique de relations plus amicales avec ces organisations, de rapprochement avec elles et avec les masses qui sympathisent avec elles, en leur faisant comprendre amicalement du point de vue de l'expérience de toutes les révolutions et surtout des trois révolutions russes du XX-e siècle, le caractère erroné de leurs conceptions, et en réitérant les tentatives de fusion avec ces organisations dans un parti communiste unique.

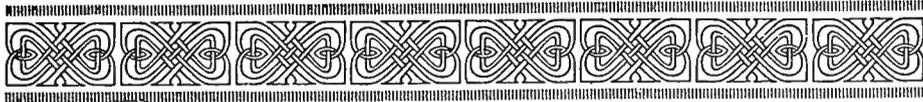
19. Le Congrès attire l'attention de tous les camarades, surtout des pays romans et anglo-saxons sur ce fait: depuis la guerre une profonde division d'idées se produit parmi les anarchistes du monde entier au sujet de l'attitude à observer vis-à-vis de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste. Dans ces conditions parmi les éléments prolétariens qui ont souvent été poussés à l'anarchisme par la haine pleinement justifiée de l'opportunisme et du réformisme de la II-e Internationale, on observe une compréhension particulièrement exacte de ces principes, et qui ne fait que s'étendre davantage au fur et à mesure que l'expérience de la Russie, de la Finlande, de la Hongrie, de la Lithuanie, de la Pologne et de l'Allemagne est mieux connue.

Pour ces raisons le Congrès croit du devoir de tous les camarades de soutenir par tous les moyens le passage de tous les éléments prolétariens de masses de l'anarchisme à la III-e Internationale.

Le Congrès considère que le succès de l'action des partis vraiment communistes doit être apprécié, entre autres, dans la mesure où ils auront réussi à attirer à eux tous les éléments non intellectuels et non petits-bourgeois, mais prolétariens de l'anarchisme.

4 Juillet 1920.

N. Lénine.



A propos du prochain congrès de l'Internationale Communiste.

A. Des Conditions d'adhésion à la III-ème Internationale.

I.

Les social-patriotes et leurs inspireurs bourgeois signalent que les dirigeants de la III-e Internationale („Moscou, bolchéviks“) adressent parfois à divers partis des sommations dictatoriales d'avoir à exclure certains de leurs membres, à modifier leur tactique etc. afin de pouvoir être admis dans l'Internationale Communiste.

Les socialistes du centre, kautskistes et longuetistes, reproduisent à leur tour ces accusations, mais sous une forme légèrement atténuée et s'efforcent de piquer au vif les sentiments nationaux des travailleurs de différents pays, en éveillant chez eux la défiance envers ceux qui voudraient les commander „du dehors“.

Par des reproches et des insinuations de cette sorte, s'avère la malveillante déformation bourgeoise — ou l'incompréhension bornée de l'essence même de l'Internationale Communiste qui, loin d'être un simple conglomérat des associations ouvrières et socialistes existant dans divers pays, représente une organisation internationale complète et autonome, poursuivant des buts bien déterminés par des procédés révolutionnaires strictement définis. Toute organisation d'un pays donné adhérant à la III-e Internationale, se conforme non seulement à sa direction générale, rigoureuse et vigilante mais acquiert le droit de prendre une part active à celle des autres partis de l'Internationale Communiste.

L'adhésion à l'Internationale ne poursuit pas un buts d'étiquette internationale, mais de combat révolutionnaire. Elle ne peut donc, en aucun cas, se baser sur des omissions, des équivoques ou des défauts de clarté. L'Internationale Communiste rejette avec mépris les adhésions conditionnelles qui entravaient tous les rapports des partis au sein même de la II-e Internationale et se basaient partout sur le même fait: les leaders de tout parti national faignaient de ne point s'apercevoir des déclarations et des actes opportunistes ou chauvins de leurs confrères des autres partis nationaux, dans l'espoir légitime de bénéficier de réciprocité. Les rapports des partis „Socialistes“ nationaux ne faisaient que refléter piteusement ceux des diplomates bourgeois pendant la période de paix armée. Et quand les généraux capitalistes cultibèrent la diplomatie capitaliste, les mensonges diplomatiques et conventionnels des partis fraternels de la II-e Internationale furent remplacés par le militarisme avoué de ses chefs. — Ceux qui se déclarent disposés à adhérer à la III-e Internationale et ne cessent pourtant de protester contre les conditions qu'on prétend leur im-

poser „du dehors“, prouvent par là leur totale inutilité au point de vue des principes et des procédés de la III-e Internationale. Une organisation internationale de lutte pour la dictature prolétarienne ne peut être créée qu'à la condition que seuls soient admis au sein de l'Internationale Communiste, des groupements pénétrés en réalité de l'esprit réel de révolte prolétarienne contre la domination de la bourgeoisie, et ayant par conséquent intérêt à ce que ni dans leur milieu, ni au sein de groupements économiques ou politiques avec lesquels ils collaborent ne soient tolérés ni les traîtres ni les lâches — ni même les sceptiques irrésolus, les perpétuels hésitants, les semeurs de panique et de confusion. Ce qui est irréalisable sans l'élimination constante et persévérante des idées fausses et des méthodes d'action erronnées, et de ceux qui les défendent.

Les conditions que la III-e Internationale pose et ne cessera par de poser à toute organisation entrant dans ses rangs, remplissent précisément cette mission.

Récapitulons: L'Internationale Communiste n'est pas l'ensemble de partis ouvriers nationaux, mais bien le *parti communiste du prolétariat international*. Les communistes allemands peuvent et doivent demander en termes catégoriques, de quel droit Turati appartient à leur parti. Quant aux communistes russes, ils sont en droit et même en devoir, lorsque sera examinée l'adhésion des social-démocrates indépendants allemands et du groupe socialiste français à la III-e Internationale, de poser des conditions, qui, à leur point de vue, devront garantir notre parti international contre toute dilution ou désagrégation. Toute organisation adhérant à l'Internationale Communiste oblit à son tour, le droit et la possibilité de réagir en fait sur la théorie et la pratique des bolchéviks russes, des spartakistes allemands etc.

II.

Dans son appel détaillé au Parti Indépendant d'Allemagne, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste identifie en principe les indépendants allemands aux longuetistes français, ce qui est parfaitement exact. Mais à l'heure actuelle, alors que la question de l'adhésion du parti socialiste français se pose au point de vue pratique, il est nécessaire d'établir outre les similitudes principales entre ces deux partis, leurs différences. Le fait que le Parti Socialiste français dans son ensemble, a manifesté son penchant vers la III-e Internationale, était de nature à

provoquer immédiatement des craintes bien naturelles. Et ces craintes ne feront qu'augmenter si l'on compare la situation du socialisme en France à celle du socialisme en Allemagne.

La vieille social-démocratie allemande est actuellement morcelée en trois parties, à savoir: 1) la social-démocratie chauvine Ebert-Scheidemann, parti gouvernemental avéré; 2) le parti indépendant, dont les meneurs officiels tâchent de se maintenir dans les limites de l'opposition parlementaire, alors que les masses de ses adhérents brûlent du désir de s'insurger contre la société bourgeoise; 3) le Parti Communiste faisant partie intégrante de la III^e Internationale.

Examinant la question de l'affiliation du parti indépendant à la III^e Internationale on s'aperçoit de cette différence entre l'attitude des chefs officiels et les tendances des masses; et c'est là le point d'appui de notre levier. Quant à la social-démocratie de Scheidemann, qui, vu la formation d'un ministère bourgeois homogène, est passée maintenant à des positions d'une stabilité problématique il ne peut certes pas être question de son adhésion à la III^e Internationale ou même de négociations à ce sujet. D'autre part, le Parti Socialiste Français est loin d'avoir une valeur égale à celle du parti indépendant d'Allemagne, nulle scission ne s'étant produite en son sein et les Ebert, les Scheidemann, les Noske français ayant tous conservé leurs postes responsables.

Pendant la guerre, l'attitude des chefs du Parti Socialiste français ne différa en rien de celle des socialistes patentés d'Allemagne, la trahison de leur classe atteignant de part et d'autre, les mêmes proportions. Quant aux formes sous lesquelles cette trahison se révéla, elles furent dans le Parti français plus choquantes encore et plus viles que dans celui de Scheidemann. Mais, alors que sous la pression des masses, la social-démocratie indépendante allemande a rompu avec ses Scheidemann, MM. Thomas, Renaude, Varenne, Sembat et autres appartiennent encore au Parti Socialiste Français.

Il est vrai, que contrairement au parti de Scheidemann, le groupe socialiste français a déserté les rangs de la II^e Internationale. Mais si l'on considère que ç'a été sans causer le moindre préjudice à l'unité avec les Thomas, les Renaudel et toute la valetaille de guerre de l'impérialisme, il sera tout à fait évident que, pour une partie considérable des socialistes officiels français cette sortie de la II^e Internationale ne signifie pas qu'il ait renoncé à ses principes, et n'est qu'une simple manoeuvre en vue de mieux tromper ultérieurement les masses laborieuses.

Pendant la guerre, le Parti Socialiste Français a fait si obstinément contre-poids au socialisme kaiseriste de Scheidemann qu'il serait désormais, très fâcheux, non seulement, pour Longuet, Mistral, Pressémane et pour les autres centristes, mais même pour les sieurs Renaudel, Thomas et Varenne, de demeurer au sein de la II^e Internationale, en tête-à-tête avec Scheidemann, Ebert et Noske, leurs corréligionnaires les plus proches. La sortie de la «cuisine» Huysmans a donc été imposée au socialisme officiel français par la présence de son orientation patriotique. Il est vrai qu'il a tout fait pour donner à son renoncement à la collaboration immédiate avec Noske et Scheidemann l'aspect d'un acte nécessité à son tour par l'internationalisme. Mais la phraséologie des résolutions de Strassbourg ne peut ni annuler, ni même atténuer

l'importance du fait que la majorité du parti strassbourgeois ne comprend aucun communiste français mais qu'en revanche, tous les chauvins en sont.

Le parti ouvrier indépendant d'Allemagne formant en tant qu'organisation, le contre-poids de la social-démocratie patriote, se voit forcé de la combattre ouvertement sur le terrain des idées et de la politique, par voie de presse et de réunions; il contribue ainsi, malgré le caractère archi-opportuniste de ses journaux et ses leaders à révolutionnariser les masses laborieuses. En France, tout au contraire, nous constatons ces derniers temps un rapprochement croissant de l'ex-majorité sur l'ex-minorité longuetliste, rapprochement qui supprime la possibilité même de toute lutte idéologique, politique ou organisatrice, entre eux.

Etant donné cet état des choses, l'affiliation du parti socialiste français à la III^e Internationale présente encore plus de dangers et de difficultés que celle de la social-démocratie indépendante d'Allemagne.

III.

Tant que le Parti Socialiste Français envisage pratiquement son adhésion à la III^e Internationale, il est de notre devoir de lui poser quelques questions absolument nettes et précises déterminées par les raisons que nous avons énumérées. Seules des réponses droites et claires confirmées par le «parti» lui-même c'est-à-dire par les éléments du parti directement intéressés pourront donner un contenu réel à l'adhésion du parti socialiste français à l'organisation internationale communiste.

Ces questions sont à peu près les suivantes :

1. Reconnaissez-vous comme par le passé le devoir de tout parti socialiste de participer à la défense nationale avec le gouvernement bourgeois? Croyez-vous admissible d'appuyer directement ou indirectement la République Française bourgeoise, en cas de conflit armé avec d'autres pays? Considérez-vous comme admissible le vote des crédits nécessaires tant pour le présent qu'au cas d'une nouvelle guerre mondiale? Refusez-vous catégoriquement d'adopter le mot d'ordre de défense nationale? Oui ou non?

2. Croyez-vous permis aux socialistes, en temps de paix comme en temps de guerre, d'offrir leur concours au gouvernement bourgeois? Jugez-vous faisable pour une fraction socialiste du parlement l'appui direct ou indirect d'un gouvernement bourgeois? Considérez-vous comme tolérable la présence dans vos rangs de misérables qui vendent leurs services politiques aux gouvernements capitalistes, aux organisations capitalistes à la presse capitaliste, en leur qualité d'agents de confiance de la Ligue des Nations, ligue de forbans (Albert Thomas), de rédacteurs de journaux bourgeois (A. Varenne), d'avocats ou de défenseurs parlementaires d'intérêts capitalistes (Paul Boncour) etc. etc... Oui ou non?

3. Etant donné les actes de banditisme et de pillage de l'impérialisme français envers toute une série de nationalités faibles, et principalement envers les peuples arriérés des colonies d'Afrique et d'Asie, croyez-vous de votre devoir de soutenir une lutte sans merci contre la bourgeoisie française, contre son gouvernement, son parlement, son armée, dans toutes les questions de brigandage mondial? Vous engagez-vous enfin à soutenir cette lutte par tous moyens

possibles partout où elle se produira et particulièrement sous sa forme d'insurrection des nations coloniales opprimées contre l'impérialisme français. Oui ou non ?

4. Estimez-vous nécessaire d'engager immédiatement une action énergique, sans merci, contre le syndicalisme officiel français, qui s'est orienté dans sa totalité vers la paix économique, la collaboration des classes, le patriotisme, etc., et substitue systématiquement à la lutte pour l'expropriation du capital par

la dictature prolétarienne, un programme de nationalisation des chemins de fer et des mines, à réaliser par le gouvernement capitaliste? Reconnaissez-vous enfin, le devoir pour le parti socialiste, — agissant fraternellement avec les camarade Lorient, Monatte Rosmer, etc. — de soulever parmi les masses ouvrières une agitation énergique pour épurer le mouvement syndical français, et le débarrasser des sieurs Jouhaux, Dumoulin, Merheim et autres traitres à la cause ouvrière? Oui ou non ?

B. Les groupements du mouvement ouvrier français et les tâches du communisme français.

I.

Le parti socialiste français réalisait, avant la guerre, dans la personne de ses dirigeants, l'expression la plus complète et la plus achevée de tous les côtés négatifs de la II-e Internationale: aspirations constantes à la collaboration des classes (nationalisme, collaboration à la presse bourgeoise, vote des crédits, vote de confiance aux ministres bourgeois, etc. etc.) dédain ou indifférence pour les théories socialistes, c'est-à-dire pour les tâches socialistes-révolutionnaires fondamentales de la classe ouvrière, vénération superstitieuse des fétiches de la démocratie bourgeoise, (République, Parlement, Suffrage Universel, responsabilité ministérielle etc.) internationalisme apparent purement décoratif, parlant à l'aise d'ailleurs avec un nationalisme étroit, un patriotisme mesquin et souvent avec un chauvinisme grossier.

II.

Le syndicalisme révolutionnaire français était la forme la plus éclatante de protestation contre ces côtés négatifs du parti socialiste. Comme la pratique du réformisme parlementaire et le patriotisme se voilaient de lambeaux de théorie pseudo-marxiste, le syndicalisme s'efforçait de consolider son opposition au réformisme parlementaire par la théorie anarchiste adaptée aux méthodes et aux formes du mouvement syndical de la classe ouvrière.

La lutte contre le réformisme parlementaire se transforma en lutte non seulement contre le parlementarisme, mais contre la politique en général, en *négation catégorique de l'Etat comme tel*. Les syndicats (unions professionnelles) furent proclamés comme étant la seule forme légale et véritablement révolutionnaire du mouvement ouvrier. A la représentation parlementaire on opposa l'*action directe* des masses ouvrières, tout en réservant le rôle dominant, dans cette action directe à une *minorité d'initiative*.

Cette courte caractéristique du syndicalisme montre qu'il s'efforçait de donner une expression aux besoins de l'époque révolutionnaire imminente. Mais ses erreurs théoriques fondamentales (erreurs de l'anarchisme) ont rendu impossible la création d'un noyau révolutionnaire fortement cimenté au point de vue des idées et capables de résister en fait aux tendances patriotiques et réformistes. La déchéance social-patriotique du syndicalisme fut parallèle à la décadence du Parti Socialiste.

Si, à l'extrême gauche du parti, à la tête duquel se trouve Lorient l'insigne de la révolte contre le social-patriotisme, à l'extrême gauche du syndicalisme le même rôle échoit au groupe tout d'abord peu nombreux de Monatte et de Rosmer: entre ces deux groupes la liaison nécessaire d'idée et d'organisation ne tarda pas à s'établir.

III.

Nous avons montré plus haut que la majorité longuetliste du parti, majorité informe et invertébrée se confond avec la minorité de Renaudel.

Quant à la minorité syndicaliste ainsi appelée qui, au dernier congrès des syndicats à Lyon, a réuni sur quelques questions le tiers des voix, elle représente un courant encore très vague, dans lequel les communistes révolutionnaires voisinent avec les anarchistes qui n'ont pas rompu avec leurs vieux préjugés et avec les "longuetistes" du syndicalisme français (les conciliateurs). Cette minorité subit encore fortement l'influence des préjugés anarchistes contre la prise du pouvoir d'Etat, préjugés qui chez beaucoup d'entre eux, d'ailleurs ne servent qu'à masquer la crainte de l'initiative révolutionnaire et le manque de volonté d'action. C'est cette minorité syndicaliste qui a mis en avant l'idée de la grève générale comme moyen de réalisation de la nationalisation des chemins de fer. Le programme de nationalisation qui avait été élaboré de concert avec les réformistes, comme formule d'accord avec les classes bourgeoises est, dans son essence, un programme d'intérêt national qui s'oppose au programme de pur intérêt de classe, c'est-à-dire à l'expropriation révolutionnaire du capitalisme dans les chemins de fer et les autres entreprises de la classe ouvrière. Et c'est justement le caractère conciliateur et opportuniste du mot d'ordre imposé à la grève générale qui paralyse l'élan révolutionnaire du prolétariat, introduit l'incertitude et le flottement dans ses rangs et le fait reculer indécis devant l'emploi d'un moyen aussi extrême que la grève générale qui exige de lui les plus grands sacrifices au nom de la réalisation d'un but radical-bourgeois purement réformiste.

Une mise au point claire et précise des tâches révolutionnaires par les communistes sera seule de nature à introduire la clarté au sein de la minorité syndicaliste elle-même, à débarrasser cette minorité des préjugés et des compagnons de hasard et., ce qui est le principal, à donner un programme d'action bien déterminé aux masses révolutionnaires prolétariennes.

IV.

Des groupements d'intellectuels purs comme le groupe *Clarté* sont très caractéristiques de l'époque pré-révolutionnaire. Une petite minorité d'élite des intellectuels bourgeois, pressentant l'approche d'une violente crise révolutionnaire se détache des classes dirigeantes pourries jusqu'à la moelle et se met à la recherche d'une nouvelle orientation idéologique. Par nature ces éléments intellectuels sont évidemment portés à l'individualisme, au fractionnement par sympathies et opinions personnelles en groupes isolés, distincts; ils sont incapables d'élaborer, et à plus forte raison d'appliquer un système déterminé de conception révolutionnaire et par suite réduisent leur tâche à une propagande abstraite purement idéologique avec une teinture de communisme délayé dans de vagues tendances humanitaires. Sympathisant sincèrement au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, ces éléments — et cela n'est pas rare — abandonnent pourtant le prolétariat au moment le plus aigu de la crise, quand l'arme de la critique fait place à la critique des armes, quitte ensuite à rendre leur sympathie au prolétariat quand ce dernier aura obtenu, grâce à la prise du pouvoir, la possibilité de déployer ses facultés créatrices dans le domaine de la civilisation intellectuelle et morale. La tâche du communisme révolutionnaire est de montrer aux ouvriers éclairés le caractère purement symptomatique de ces groupements et critiques passives des penseurs et leur étroitesse. Il ne convient, en aucun cas, que l'avant-garde ouvrière soit le choeur des solistes de la bourgeoisie intellectuelle; elle doit créer elle-même son organisation propre qui accomplira sa tâche indépendamment du flux ou du reflux des sympathies, même s'il s'agit de celles de l'élite de la bourgeoisie intellectuelle.

V.

En même temps qu'une révision fondamentale de la théorie et de la pratique du socialisme parlementaire, une révision catégorique de la théorie et de la pratique du syndicalisme français — afin que ses préjugés n'embarassent pas le mouvement révolutionnaire communiste dans développement — s'impose actuellement en France.

1) Il est de toute évidence que, continuer à s'en tenir à la „négation“ de la politique et de l'Etat serait pour le syndicalisme français une capitulation devant la politique bourgeoise et l'Etat capitaliste. Il ne suffit pas de nier l'Etat, il faut s'en emparer pour le vaincre. La lutte pour la possession de l'appareil de l'Etat, c'est la politique révolutionnaire. Y renoncer serait renoncer du même coup aux tâches fondamentales de la classe ouvrière.

b) La minorité d'initiative à laquelle la théorie syndicaliste confiait la direction du mouvement en la plaçant en fait au-dessus des organisations des mas-

ses ouvrières, ne peut rester amorphe. Si l'on organise comme il convient cette minorité d'initiative de la classe ouvrière, si on la soude par une forte discipline intérieure en conformité avec les impérieuses nécessités de l'époque révolutionnaire, si on l'arme de la véritable doctrine scientifique et du programme de la révolution prolétarienne, on aura le parti communiste qui se situe au-dessus des syndicats, ainsi que de toutes les autres formes du mouvement ouvrier dont illégalement l'idéologie et dirige tout le travail.

c) Les syndicats qui groupent les ouvriers par branches d'industrie, ne peuvent être l'organe de la domination révolutionnaire du prolétariat. Cet appareil de domination ne peut être constitué, pour la minorité d'initiative (ou parti communiste) que par les soviets englobant les travailleurs de tous les districts, de toutes les branches de l'industrie, de toutes les professions et qui par là-même sont en mesure de placer au premier plan, les intérêts fondamentaux, généraux, c'est-à-dire les intérêts sociaux et révolutionnaires du prolétariat.

VI.

Il résulte de ce qui précède qu'il est d'une nécessité impérieuse de fonder le Parti Communiste français qui absorbera la gauche révolutionnaire du parti socialiste actuel et le contingent révolutionnaire du syndicalisme français. Ce parti devra créer son mécanisme propre, complètement autonome, rigoureusement centralisé et indépendant du parti socialiste actuel, ainsi que de la C. G. T. et des syndicats locaux.

La situation actuelle des communistes français qui forment ici, une opposition dans la C. G. T. et là, une opposition dans le Parti Socialiste, réduit en quelque sorte le communisme français à n'être qu'un facteur subordonné, une sorte de complément des organes fondamentaux existants (parti et syndicats) et le prive de la force combattive qui lui est nécessaire, du contact direct avec les masses, de l'autorité indispensable à la direction du mouvement.

Le communisme français doit coûte que coûte sortir de ce stade de préparation.

Le moyen consiste à procéder immédiatement à la formation d'un parti communiste centralisé et avant tout, à créer sur-le-champ dans les principaux centres du mouvement ouvrier des quotidiens qui, à la différence des journaux actuellement existants, ne seraient pas des organes de critique d'organisation intérieure ou de propagande abstraite, mais des organes d'agitation révolutionnaire directe et de direction politique de la lutte des masses prolétariennes.

La création d'un Parti Communiste de combat en France est actuellement une question de vie et de mort pour le mouvement révolutionnaire du prolétariat français.

L. TROTSKY.



Ce qu'a été jusqu'ci l'Internationale Communiste et ce qu'elle doit être.

I.

Nous sommes à un tournant. L'Internationale Communiste doit désormais se mettre à l'oeuvre d'une tout autre allure que jusqu'à présent. Dans les 15 mois de son existence, sa croissance a été extraordinaire. A la veille du premier congrès de l'Internationale Communiste, la situation était la suivante : d'un côté la II-me Internationale, fortement ébranlée et compromise, mais englobant encore officiellement tout au moins, les anciens partis les plus considérables; de l'autre, dans la plupart des pays, les premiers groupes de ténéraires qui ne faisaient encore que lever l'étendard communiste. Il n'en est plus ainsi. Nous voyons maintenant d'un côté, la III-me Internationale dans les rangs de laquelle demandent à entrer presque tous les anciens partis et qui a déjà dans chaque pays une sérieuse base d'organisation, et de l'autre, au lieu où fut la II-me Internationale : un monceau de décombres.

L'Internationale Communiste, jusqu' à présent, a surtout été un organe d'agitation et de *propagande*. L'Internationale Communiste devient maintenant une *organisation de combat* qui doit avoir la direction immédiate du mouvement dans les différents pays. L'Internationale Communiste, pendant la première année de son existence n'a été que le *porte-drapeau* du prolétariat universel qui se lève pour la bataille suprême. L'Internationale Communiste devient maintenant l'organisateur pratique d'une grande lutte mondiale qui n'a pas son égale dans l'histoire.

Ce nouveau rôle impose à l'Internationale Communiste des obligations toutes nouvelles. Tant qu'un parti ou l'autre vient nous exprimer sa sympathie et qu'il ne s'agit que de cela, l'Internationale Communiste n'a rien à y perdre. Mais quand il est question du désir de partis qui, hier encore, appartenaient à la II-me Internationale, d'entrer en corps dans la III-me Internationale il nous faut redoubler d'attention et de prudence.

La question à l'ordre du jour pour l'Internationale Communiste est l'attitude à adopter à l'égard du Parti Indépendant d'Allemagne, du Parti Socialiste Français, du Parti Socialiste Américain, de l'Indépendant Labour Party anglais, du parti Socialiste Suisse et de quelques autres groupes, en un mot à l'égard de tout le courant centriste qui est maintenant à un tournant entre la II-me et la III-me Internationale. Le commun des membres de ces partis, les ouvriers, poussant ces organisations dans nos rangs et les chefs du "centre" annoncent maintenant leur résolution plus ou moins définitive d'entrer dans la III-me Internationale.

Il faut, nous semble-t-il, avant tout arriver à ce que tous les partis sus-nommés se fassent une idée

bien nette de ce que devient maintenant la III-me Internationale et des obligations qu'assume chaque parti en entrant dans son sein.

La rupture complète avec le réformisme et les réformistes : tel est le principe de l'Internationale Communiste et tel est l'ultimatum qu'elle pose aux partis dans lesquels ceux qui partagent nos idées sont la majorité (les partis italien, suédois, yougoslave, etc) que les représentants des partis sus-mentionnés qui désirent entrer dans les rangs de l'Internationale Communiste tiennent compte, avant tout, de cette condition.

Nous avons dû prendre connaissance de la réponse de la *Freiheit*, organe central du parti des Indépendants allemands, à la lettre-programme du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à ce parti. Ce qui frappe tout d'abord, c'est que la réponse à notre document ne porte aucune signature. Le Comité central du parti des Indépendants n'a point signé les articles insérés dans la *Freiheit*. Ce ne serait donc pas, semble-t-il, la réponse officielle du Comité Central. Et cette réponse n'est signée d'aucun publiciste. Nous sommes tout simplement en présence d'une série d'articles anonymes. Mais ce ne serait encore là encore qu'un demi-mal. Le grand mal est, qu'au cours de leurs sept articles, les auteurs se sont perdus dans les détails insignifiants et ont réussi à ne donner aucune réponse aux importantes questions de principe posées dans la lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Dans ces morceaux, on trouve des "démentis" partiels de faits secondaires, de longues considérations au sujet des informations exactes qu'ont données les communistes russes sur les affaires de Russie; mais bien pis, nous avons des informations non moins exactes sur les affaires d'Allemagne; une infinité de grandes phrases d'un éclectisme bienveillant tout à fait dans le genre du "socialisme" à l'eau de rose de Crispin. Mais ce qu'on ne trouve pas, dans la réponse des Indépendants c'est une véritable réponse loyale, franche aux questions d'actualité brûlante que nous avions posées ouvertement. Ce qu'il faut en conclure, c'est que la grande masse des membres du parti des Indépendants d'Allemagne, dans la personne des ouvriers et des ouvrières, exerce une pression de plus en plus forte sur ses chefs pour les obliger à déclarer honnêtement leur adhésion fraternelle et sans réserve à l'Internationale Communiste et que les chefs de la droite du Comité Central du Parti enrayent cette unification en cherchant comme toujours à s'en tirer avec des phrases creuses.

La situation dans les sphères dirigeantes du Parti Socialiste Français n'est pas meilleure. Marcel Cachin et Frossard ont fait au Comité Exécutif de l'Internationale des déclarations d'une grande importance. En même temps l'organe central du Parti Socialiste

Français continue à tenir son ancienne ligne. Dans les numéros que nous venons de recevoir de *l'Humanité* (dont comme on sait Marcel Cachin est le rédacteur) nous trouvons entre autres, un article de tête de l'illustre Renaudel, dans lequel ce citoyen se déclare être disposé à faire à la Russie l'honneur d'une visite, si le gouvernement soviétique lui garantit la faculté d'amener avec lui les traducteurs et les collaborateurs qui peuvent lui convenir et de parcourir librement tout le pays. Et la rédaction de *l'Humanité* qui sait parfaitement que M. Renaudel n'est qu'un agent de la Ligue des Nations, insère en première page cet article sans le faire suivre d'un seul mot de protestation. (*Humanité* du 10 juin 1920). Dans un autre numéro du même journal (16 juin 1920) nous trouvons, — ni plus ni moins ! un article du seigneur polonais, Ignace Dachinsky, „notre confrère polonais” — comme l'appelle l'honorable rédaction de *l'Humanité* qui insère cet article, en spécifiant poliment que c'est à titre documentaire. Dachinsky est le bras droit, le compagnon d'armes de Pilsudsky, le bourreau des ouvriers, le chef des bandes blanches polonaises qui combattent contre la Russie Soviétique. *L'Humanité* désire appartenir à la III-me Internationale et considère en même temps le misérable contre-révolutionnaire Dachinsky, membre de la III-me Internationale, comme son confrère. Nous lisons dans le même numéro un article de Longuet consacré aux tâches de „la mission de Cachin et Frossard dans la République Soviétique”. Chaque ligne laisse percer l'ancienne „diplomatie”; il n'y a de précieux que le renseignement suivant que nous donne Longuet: l'extrême gauche du parti socialiste, c'est-à-dire les communistes, a refusé catégoriquement l'aimable proposition des longuettistes français de faire partie de la délégation Cachin-Frossard.

Ceux qui peuvent suivre quelque peu la presse des Indépendants d'Allemagne et des longuettistes français voient clairement que Crispin et Longuet regardent l'entrée dans l'Internationale Communiste comme une simple formalité. Ils consentent à fraire une ou deux „déclarations de principes”, mais grandiloquentes, mais se figurent qu'on peut adhérer à l'Internationale Communiste en se réservant une complète liberté d'action dans la politique de l'opportunisme.

Ils sont „en principes” pour l'entrée dans l'Internationale Communiste, „seulement” en raison de considérations tactiques ils veulent attendre encore un peu et, en tout cas, conserver leur „autonomie”.

„Reconnaître en principe cela veut dire rejeter en fait: tel est le principe de tout diplomate sérieux. Ces paroles, si je m'abuse, sont de Bismarck. Les Bismarcks au petit pied que sont les Indépendants et les longuettistes agissent en pleine conformité avec son principe.

„Je suis pour l'adhésion à la III-me Internationale, dont j'approuve les principes. Mais pour des raisons de tactique, je ne pense pas que nous devions et puissions nous prononcer pour une adhésion immédiate. Je me rallie au point de vue des Indépendants d'Allemagne: En Suisse d'abord, à Moscou ensuite (voir page 57: La Revue Communiste, Paris, mars 1920). C'est en somme une tentative de convoquer en Suisse une conférence des partis intermédiaires et de constituer une sorte de „Deuxième Internationale et demie”. C'est le fameux plan de ceux qu'on appelle les „reconstructeurs”.

Telle est la déclaration faite par un des représentants les plus en vue du Parti Socialiste Français,

Raoul Veréuil, en réponse à l'enquête de la *Revue Communiste* de Paris.

Actuellement, quelques leaders des longuettistes renoncent paraît-il, au projet de bâtir une Internationale intermédiaire. Ils voient bien qu'aucune „reconstruction” n'est possible et qu'il leur faut ou adhérer à la III-me Internationale, ou rester des généraux sans armée. Les délégués de ce parti sont en ce moment à Moscou. Mais ce n'est pas encore là une garantie sérieuse que le parti est guéri de la maladie opportuniste et, à plus forte raison, assuré contre les possibilités de rechute.

Prenons encore un autre grand représentant du „centre”, l'ex-président de la commission de Zimmerwald, Robert Grimm. Il y a un an, il était résolument contre la III-me Internationale. Six mois plus tard, il penchait pour l'adhésion à la III-me Internationale. Quand le Comité Central du Parti Suisse résolut d'entrer dans la III-me Internationale, Grimm et son groupe revinrent à leurs hésitations et contribuèrent, au moyen du referendum, à faire adopter une décision portant le refus des Suisses d'entrer dans l'Internationale Communiste. Actuellement le Comité Central du Parti Suisse a de nouveau résolu d'entrer à la III-me Internationale. Et Robert Grimm semble disposé à voter cette adhésion. Mais voyez l'idée que se fait Robert Grimm de la nature et du rôle de l'Internationale Communiste.

La *Berner Tagwacht*, organe inspiré par Robert Grimm, publie une série d'articles intitulés; „L'Internationale”. Dans le quatrième de ces articles nous lisons:

„La Deuxième Internationale avait son bureau socialiste international. Son rôle était celui d'un bureau de poste central reliant les différentes sections. Ce bureau international n'assurait pas un travail indépendant, autonome et surtout ne dirigeait pas l'orientation idéologique des partis séparés. Et cela, non pas tant en raison des bases d'organisation du bureau international et des qualités personnelles de ses dirigeants qu'en raison de la différence d'opinions, de principes qui distinguent les divers partis affiliés à la II-me Internationale”.

Bien dit. En réalité, le bureau socialiste international dirigé par Huysmans et Vandervelde n'était qu'un bureau de poste. Et encore la clé de la porte d'entrée de ce bureau de poste était-elle toujours dans les mains des opportunistes les plus habiles. Il est clair que ce n'est pas d'un tel organe exécutif que nous avons besoin et que l'Internationale Communiste doit être constituée sur un tout autre type. Comment Robert Grimm et ses amis se représentent-ils actuellement le rôle de l'Internationale? Voyez plutôt:

„Ce qu'il nous faut maintenant, c'est avant tout une revue socialiste internationale qui ne serait pas seulement un organe d'information, mais qui pourrait discuter les questions importantes, critiques, faire des propositions.

„Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une influence constante directrice de l'activité parlementaire, en ce sens que les revendications révolutionnaires individuelles soient simultanément présentées dans chaque pays. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est l'organisation d'un service socialiste international d'information.”

Comme le voit le lecteur, le groupe de Robert Grimm qui critique si bien le rôle de bureau de poste de la II-me Internationale, donne à la III-me Internationale un rôle qui ne diffère pas beaucoup de celui d'un bureau de poste. Apparemment, il ne vient pas même à l'esprit de Robert Grimm et de son groupe que l'Internationale Communiste doit non seulement

éditer un journal et obtenir que dans tous les parlements les mêmes revendications soient présentées en même temps, mais doit savoir organiser la lutte armée des ouvriers contre la bourgeoisie.

Tous, ils ont donné de la barre à gauche, ceux qui nous ont si âprement critiqués ces dernières années. Voici par exemple, la déclaration-programme de Treves, le représentant bien connu du réformisme italien. A la question de la *Revue Communiste*, qui lui demandait son opinion sur l'adhésion à la III-me Internationale, il répond: Vous me demandez si je suis pour l'adhésion immédiate à la III-me Internationale. Je réponds: *Oui*. — Treves est catégoriquement pour l'adhésion à la III-me Internationale, mais... — ajoutez-il:

„Pour cela, toute intransigeance doctrinaire, toute uniformité qu'on prétend imposer aux différents partis territoriaux pour ce qui concerne leur programme et leur tactique locale est un non-sens, une absurdité fatale qui nous éloignera toujours du but de l'Internationale.“

(La *Revue Communiste* Paris, mars 1920).

Cette citation de Treves nous fait toucher au fond même de la situation actuelle du parti italien, dans lequel la majorité des ouvriers est indubitablement pour nous, mais où les réformistes les plus en vue, se sentent par malheur tout à fait chez eux“.

Les beaux esprits se rencontrent. Les littérateurs de „gauche“ du Parti Ouvrier communiste allemand réclament pour eux la même autonomie que Treves et les autres réformistes.

Nous venons de recevoir les derniers numéros du journal hambourgeois des communistes de „gauche“ dont l'orientation est celle de Wolfheim et Laufenberg. Nous y trouvons quelques articles sur les rapports du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et du Parti Ouvrier Communiste. Nous ne répondrons pas aux injures et aux tirades démagogiques. Mais la déclaration de „principes“ suivante des chefs „gauche“ du K. A. P. D. mérite l'attention. Dans le N° 64 du *Kommunistische Arbeiterzeitung* du 26 juin 1920, dans l'article intitulé „Les Poseurs et la dictature“ (Poseure und Diktatur) nous lisons:

„On nous mande de Stockholm que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, a répondu à notre déclaration (déclaration du K. A. P. D.) d'adhésion à la III-me Internationale, que notre partie, est sur toutes les questions de tactique, en désaccord complet avec l'Internationale Communiste. Voici ce que nous répondons: la tactique de l'Internationale Communiste n'est que la synthèse des tactiques des différents partis agissant chacun dans son pays; il n'y a pas et il ne saurait y avoir de tactique spéciale de l'Internationale, de tactique indépendante de la pratique effective des partis communistes, parce que c'est affaire aux prolétaires de chaque pays, et non à un cercle quelconque, de fixer la tactique à suivre dans ce pays. Si l'Internationale Communiste considère que la tactique spécifique russe est obligatoire et peut être imposée à tous les pays par ukase du cercle moscovite, elle ne fait ainsi que caractériser son point de vue d'une „politique internationale“.

Pas mal!

Continuez dans cette direction, messieurs Wolfheim et Laufenberg. Plus vous témoignerez de ces dispositions et mieux les ouvriers pénétreront vos desseins et plus vite ils vous abandonneront.

D'après la recette de Laufenberg et Wolfheim, la tâche de l'Internationale Communiste est simple: Donner une „synthèse“ de ce qui passe par la tête à divers brouillons nationalistes et autres; prendre les vues de Wolfheim et celles de Crispin, les as-

sembler, couper le tout en deux, et voilà une „synthèse“. Nous avions, jusqu'ici, compris les tâches de l'Internationale Communiste d'une manière quelque peu différente.

Laufenberg et Wolfheim ne s'aperçoivent pas de leur dégringolade idéologique de plus en plus accentuée. Ce qu'ils nous disent de la „tactique spécifique russe“ imposée aux autres pays est tout simplement copié de Kautsky et de Hillerding. Ce qu'ils proposent aimablement à la III-me Internationale, c'est un retour à la pratique de la II-me Internationale. Ni plus, ni moins.

L'Internationale Communiste, il va de soi, n'a pas l'intention de présenter à tous les partis les mêmes exigences. Elle a déjà montré, non seulement en paroles, mais dans la pratique, qu'elle sait tenir compte de l'infinie diversité des conditions dans lesquelles vivent et luttent les différents partis. L'Internationale Communiste se rend parfaitement compte qu'il est une catégorie de questions purement locales dans lesquelles le parti du pays doit avoir le dernier mot. Mais naturellement ce n'est pas de cela que Treves parle. Il s'efforce de se réserver de même qu'à son groupe réformiste une „autonomie“ qui, en réalité, équivaldrait pour eux à une complète liberté d'action.

Dans une remarque dont elle fait suivre la réponse de Treves, la rédaction de *La Revue Communiste* qui a une trop bonne opinion de sa politique dit: „Le camarade Treves est un des chefs des socialistes-réformistes d'Italie. Mais comme il y a loin de lui à nos Albert Thomas, Renaudel et consorts!“

Hélas! l'honorable rédaction de *La Revue Communiste* a une trop bonne opinion de la politique de Trévès. Entre Treves et Renaudel il y a, naturellement, une certaine distance, on ne saurait le nier. Mais cette distance se réduit en fait à ce que Trévès et ses amis défendent le réformisme d'une façon plus intelligente.

Les réformistes, — disons-nous — se sentent dans le parti italien „tout à fait chez eux“. Un des membres les plus actifs de la délégation italienne arrivée en Russie, le camarade Pozzani, dans un entretien avec le professeur russe Tiander, interview qui a paru dans le quotidien finlandais „Hufvudstadsbladet“ a déclaré:

„Dans les télégrammes que nous avons reçus de nos correspondants de Stockholm la délégation italienne de Serrati est représentée comme bolchéviste.“

Cette opinion s'est répandue en Finlande. Pozzani pourtant a protesté contre cette façon erronée de se représenter les choses. Les membres de la délégation ont été à la fois stupéfaits et révoltés de s'entendre traiter ainsi. Ils appartiennent tous aux parti social-démocrate, ce qui ne veut certes pas dire qu'ils soient des bolchéviks“.

Au cours du même interview, Pozzani déclare plus loin:

„Les avantages considérables que l'Italie a retirés de la guerre mondiale consistent dans l'annexion de Trieste et du Trentin. Elle a occupé en outre Valona et les hauteurs environnantes. Quant au reste de l'Albanie et à Fiume, la question n'est pas encore résolue“.

Quand, il y a quelque temps, nous mentionnions à quelques camarades italiens notoires, un interview d'un ton à peu près analogue donné par Filippo Turatti en Italie, ils répondaient avec candeur, — avec trop de candeur même — qu'il s'agissait là d'une

conversation privée, (ce qui n'était pas trop spécifié dans la presse) et que ses paroles avaient été dénaturées. Peut-on montrer plus de bienveillance à l'égard des réformistes ?

Le diplomate du réformisme italien le plus rompu à son métier, le député Modigliani dont le rôle est considérable à la fraction parlementaire du parti socialiste italien, a tout dernièrement visité Paris. Voici comment, dans une conversation avec Longuet, il exhortait le leader des „Indépendants“ français à entrer dans la III-e Internationale. „Ami Longuet—lui disait-il—en somme, pourquoi n'entrerions-nous pas dans la III-e Internationale? A quoi cela nous engage-t-il? En fait, à rien de plus qu'à envoyer, une fois tous les 15 jours, par exemple, une carte postale avec une jolie vue ou un paysage quelconque“. Ce passage du charmant dialogue des deux compères a été communiqué officiellement à une séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le camarade Serrati a également rapporté cette conversation dans son discours officiel au Comité Exécutif. Que ces paroles aient réellement été prononcées, cela ne fera pas l'ombre d'un doute pour ceux qui connaissent l'action du député Modigliani. Celui-ci se distingue des autres réformistes italiens par l'union „harmonieuse“ d'un certain sentimentalisme italien et d'un incroyable cynisme politique.

Le réformiste Modigliani dans sa courte mais expressive phrase, a dévoilé le „saint des saints“ du réformisme gauche. Ces messieurs supposent que leur entrée dans l'Internationale Communiste ne les engage à rien d'autre qu'à l'envoi de jolies petites cartes postales. D'autre part, l'avantage est pour eux évident: aux yeux du commun des ouvriers ils brilleront de tout l'éclat emprunté à la III-e Internationale; les travailleurs auront en eux plus de confiance et, en tout cas, ne les siffleront pas aux meetings.

Messieurs Modigliani et consorts n'agissent pas à la manière brutale d'un Noske. La leçon de Kérensky et Tséretelli n'a pas été perdue pour eux. Ils ne se jettent pas maintenant dans les ministères bourgeois où on les accueillerait à bras ouverts. Ils se réservent pour des jours meilleurs. En attendant, ils désirent s'arrêter à la III-e Internationale (absolument comme si c'était un hôtel) et se faire une situation parmi les ouvriers „révolutionnaires“. Et quand sonnera l'heure décisive, ils émergeront et on les verra saboter „du dedans“ la dictature du prolétariat.

Il faut absolument faire comprendre à tous les réformistes que l'adhésion à l'Internationale Communiste oblige à quelque chose de plus et que l'Internationale Communiste saura démêler la plus „fine“ politique des plus habiles mercantis du réformisme le plus retors.

L'Internationale Communiste devient l'organisation de combat des travailleurs révolutionnaires. Il nous faut des militants et non des „diplomates“.

II.

C'est l'immense évolution à gauche de la classe ouvrière du monde entier qui a suscité dans les „sphères dirigeantes“ des anciens partis socialistes des attitudes rien moins que désirables, dans le genre de celles que nous venons de mentionner. Mais cette évolution a aussi d'autres conséquences. Nous voulons parler ici du mouvement instinctivement révo-

lutionnaire, mais encore très confus au point de vue théorique des ouvriers qualifiés des usines et des fabriques en Angleterre (Shop Stewards Committes, I. W. W.—travailleurs industriels du monde entier) et dans une série d'autres pays, ainsi que des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes.

Les bolchéviks russes eurent à définir leur attitude à l'égard du syndicalisme révolutionnaire voici déjà 15 ans, alors que le syndicalisme révolutionnaire vivait en France sa lune de miel. Dès cette époque, les bolchéviks russes essayaient de séparer de l'ivraie le bon grain: ce bon grain, c'était l'opposition spontanée des masses ouvrières à l'opportunisme, opposition qui s'est traduite par la sympathie de ces masses pour le syndicalisme révolutionnaire.

Cette route, nous devons également la suivre au jourd'hui. C'est au fond celle, dont le premier congrès constituant de l'Internationale Communiste a posé les jalons. Il nous faut, — et absolument — surmonter les préventions manifestées par certains bons militants de l'Internationale Communiste quand il s'agit d'attirer dans nos rangs des partisans de Comités de fabriques et d'usines, des syndicalistes révolutionnaires, etc. Certes, tout n'est pas clair ni même simplement sensé dans ces mouvements; et nous sommes loin de le nier. N'empêche que ce sont mouvements sains, purement prolétariens de par leur composition. Il faut que nous ayons la patience de les laisser se cristalliser en mouvements communistes. Et ce nous est même un devoir de rendre cette transformation plus facile et plus rapide.

Ces mouvements ont un caractère transitoire. Ils ne sont que des étapes dans le développement du mouvement ouvrier aux pays où les vieilles et classiques trade-unions et les vieux partis communistes, si même ils y existent, sont encore extrêmement faibles. C'est avant tout le cas de l'Angleterre et de l'Amérique. L'Internationale Communiste ne doit pas céder et ne cédera pas une seule de ses idées aux préjugés de ces courants foncièrement révolutionnaires, mais théoriquement obscurs. Mais elle tendra la main aux groupes qui y adhèrent en sûre camarade, afin qu'ils se rapprochent de nous tous les jours un peu plus.

Ce qui manque le plus aux syndicalistes révolutionnaires, aux starostes de fabriques et usines, aux I. W. W. et à l'aile communiste des anarchistes, c'est à coup sûr la *compréhension du rôle du parti communiste*. Ces militants sont accoutumés à confondre la „politique“ avec la besogne malpropre du politicien. Ils sont habitués à ne voir que des partis sans principes, dirigés par des parlementaires arrivistes, rongés par l'opportunisme. Il faut, pour convaincre ces hommes, pour guérir ces organisations de leur prévention contre le parti, *leur montrer à l'oeuvre d'autres partis* — des partis véritablement communistes, des partis au programme précis, à la tactique révolutionnaire, à la discipline de fer, des partis qui sachent absorber ce qu'il y a de meilleur dans la classe ouvrière, des partis qui soient aptes à conduire le prolétariat à l'assaut des places fortes du capital. *C'est la propagande par le fait qui s'impose avant tout en l'occurrence.*

Tu ne crois pas en la possibilité de partis prolétariens véritablement communistes ?

Tout parlementarisme te semble fatalement être du parlementarisme opportuniste ? Tu estimes que les partis ne font qu'une politique de mauvais aloi ?

Mais, regarde : voici le Parti Communiste Russe qui a su se mettre à la tête de la classe ouvrière de son pays pour exproprier la bourgeoisie. Voici le Parti Communiste Allemand qui réussit, malgré tout, à unifier dans ses rangs la fleur de la classe ouvrière ! Voici qu'en Italie, en Bulgarie, en France, en Angleterre, en Amérique, partout se fondent des partis analogues ! Vois et instruis-toi ! Tu comprendras bientôt que renoncer au parti communiste, c'est renoncer pour ainsi dire à son propre bras droit.

Voilà comme on doit parler aux prolétaires de ces organisations. Et, s'il en est ainsi, ils ne tarderont pas à venir à nous et donneront d'emblée une base prolétarienne solide à nos partis communistes, — dans les pays où cette base leur manque encore.

III.

L'Internationale communiste, nous le répétons, ne s'est occupée, surtout jusqu'ici, que de propagande. Elle va désormais aborder l'organisation de l'action directe de la classe ouvrière des divers pays contre la bourgeoisie. C'est ce qui la place devant une tâche nouvelle. Nous devons faire en sorte qu'aucune organisation ouvrière tant soit peu considérable ne reste aux mains de nos adversaires.

Nous ne pouvons oublier que, malgré la défaite de la II-e Internationale, une internationale syndicale jaune s'est créée à Amsterdam sur laquelle la II-e Internationale tente de s'appuyer à nouveau.

Quant à la question de savoir si les communistes doivent, oui ou non, quitter les syndicats, question posée par les communistes „de gauche“ en Allemagne, en Hollande et en Angleterre, elle ne peut même pas être envisagée sérieusement par l'Internationale Communiste. Il ne s'agit pas de „quitter“ les unions, mais d'y entrer, là où ce n'est pas encore fait : tel est le mot d'ordre de l'Internationale Communiste. Les communistes doivent être partout où il y a des ouvriers. Il nous est impossible d'abandonner plusieurs millions d'ouvriers à l'action des social-traitres, et de nous tenir nous-mêmes à l'écart. Chassés des partis politiques, les social-traitres se sont embusqués dans les syndicats. Cette forteresse, nous la devons prendre aussi. Il nous appartient d'en faire le siège régulièrement, systématiquement, patiemment. Les traitres de la classe ouvrière, nous les devons déloger de leur dernière retraite. Ce tampon entre nous et la bourgeoisie, nous devons le briser ; nous resterons alors face à face avec les capitalistes qui trouveront à qui parler.

Il y a déjà six mois que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a mis à l'ordre du jour la question de la fondation d'une internationale syndicale rouge destinée à servir de contrepoids à celle des syndicats „social-démocrates“ ou „neutres“ des jaunes. Cette oeuvre nouvelle, nous ne nous le dissimulons point, est fort lente à venir. Nous nous heurtons à toute une série de difficultés d'ordre pratique. Nous avons à compter avec ce fait que même dans un pays tel que l'Italie, où cependant la classe ouvrière nous est toute acquise, les syndicats qui se disent communistes, sont en réalité sous la férule des leaders réformistes. On nous rapporte que voici déjà plus de six ans que ces leaders réformistes s'abstiennent, à dessein, de convoquer un congrès syndical en Italie : ils savent que l'état d'esprit des masses ouvrières

est bien trop à gauche. Nous devons encore compter avec cet autre fait que le travail de désagrégation au sein des trade-unions anglaises (formation de la „Triple Entente“, etc.) se poursuit toujours assez lentement et que les chefs de la gauche des trade-unions anglaises sont quelquefois, eux aussi, sujets à des préjugés réformistes. Nous sommes obligés, enfin, de compter à l'autre pôle, avec le fait que les meneurs du mouvement des comités d'usines et de fabriques et de mouvements analogues se trouvent souvent sous l'influence de préjugés anarchistes.

Et d'ailleurs, la question de l'unification internationale des syndicats rouges est de celles qui se prêtent difficilement à une solution. Nous sommes contre toute participation au Comité Central de l'Internationale syndicale jaune d'Amsterdam. Mais nous sommes pour la participation des communistes, et de ceux qui sympathisent avec nous, aux congrès internationaux des Fédérations d'industries ou des syndicats professionnels, ces congrès étant assez étroitement liés aux masses ouvrières. Nous sommes contre la scission pure et simple dans les syndicats, mais nous sommes pour une lutte sans merci contre les leaders jaunes des syndicats.

Toutes ces conditions réunies créent des obstacles sérieux à la solution de la tâche que nous nous sommes imposée. Mais encore une fois : pour que l'Internationale Communiste devienne ce qu'elle doit être, le problème de l'organisation d'une internationale des syndicats rouges, doit être résolu coûte que coûte.

IV.

Enfin, pour que l'Internationale Communiste puisse devenir ce qu'elle doit devenir, il faut qu'il n'y ait dans chaque pays qu'un seul parti communiste. En Amérique, il en a existé jusqu'ici deux. De même en Allemagne. En Angleterre, nous en avons quatre ou cinq. Même situation en France. Il faut mettre fin à cela.

C'est en Allemagne que la ligne de démarcation entre les deux partis communistes est la plus nette au point de vue des principes. Même là cependant, le plus difficile nous semble déjà vécu, et les temps sont proches, où nous réussirons à fonder en Allemagne un parti communiste unique. Le Comité Central du Parti Communiste Allemand (Groupe Spartacus), a commis, c'est certain, des fautes politiques et d'organisation sérieuses. Sa faute la plus grave, c'a été sa conduite pendant le coup de main militaire de Kapp. Nous publions dans le présent numéro des déclarations importantes des chefs du Parti Communiste Allemand, tels que Clara Zetkin, Paul Lévy, Ernest Meyer. Ces lettres, qui blâment sévèrement la position instable du Comité Central du Parti Communiste Allemand au cours des journées de Kapp, créent une situation nouvelle. Elles fournissent aux ouvriers révolutionnaires sincères qui ont adhéré au second Parti Ouvrier Communiste Allemand „de gauche“ le moyen certain de rejoindre leur ancien parti. Il y a dans les rangs du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne un grand nombre de prolétaires, dévoués et honnêtes que l'opportunisme et la maladresse de la majorité du Comité Central du Parti Communiste Allemand (Groupe Spartacus) empêchaient seuls de se joindre à nous. L'Internationale Communiste condamnera par principe les écarts „à gauche“



Jugendbildnis von
FRIEDRICH ENGELS

du Parti Ouvrier Communiste Allemand et signalera en même temps les fautes du Comité Central du vieux Parti Communiste Allemand. Ainsi pourra être bâti en Allemagne un parti communiste *unique*.

En France, nous aurons à vaincre et nous vaincrons à n'importe quel prix, le scepticisme qui se manifeste toujours à l'égard de l'idée même d'un parti communiste parmi les leaders du syndicalisme révolutionnaire, y compris, paraît-il, des militants émérites comme le camarade Rosmer. Le moment est venu en France d'organiser *quand même* un Parti Communiste unique. Et nous devons, cela va de soi, commencer par l'organisation d'un parti communiste réellement unanime à qui il appartiendra d'attirer plus tard dans ses rangs des éléments moins mûrs au point de vue communiste.

En Angleterre, le groupe de la camarade Sylvia Pankhurst a tenté, ces jours derniers, peu prématurément de créer un parti communiste sur la plate-forme de «gauche», qui comporte la négation de toute participation à l'action parlementaire et une attitude négative à l'égard de l'affiliation au Labour Party. L'Internationale Communiste ne peut en aucune façon considérer cette tentative comme le dernier mot de la sagesse communiste. Nous emploierons, au contraire, tous nos efforts en vue d'unifier en Angleterre, tous les groupes communistes, sans exception. Et ce ne sera certes pas sur la plate-forme d'un séparatisme «de gauche», mais bien sur celle des résolutions de l'Internationale Communiste tout entière.

Le parti fraternel *d'Italie* est mieux placé pour jouer un rôle historique considérable dans les destinées de son pays. Mais il doit pour cela s'épurer de ses éléments réformistes. Il faut pour cela que le mouvement syndical italien soit dirigé non par des réformistes, mais par des communistes authentiques. Il faut que les meilleurs éléments de la section de Turin, qui est actuellement opposition vis-à-vis de la majorité du parti, et que le mouvement «abstentionniste» dirigé par le communiste Bordiga, s'unifient avec la majorité directrice des communistes italiens *sur la base des résolutions du second congrès de l'Internationale Communiste*.

Le même travail d'épuration devra être fait par les communistes *suédois* qui comptent parmi eux nombre de réformistes conscients ou inconscients.

Car le réformisme est une maladie contagieuse. Certains partis nouveaux en sont même atteints. Exemple: notre parti *Yougo-Slave*. Le vieux parti Communiste émérite *de Bulgarie* n'en est plus tout à fait exempt. Il ne convient pas aux communistes de fermer les yeux sur leurs propres faiblesses, fût-ce par un sentiment de fierté mal compris. Nous devons compter avec les faits et savoir regarder le danger bien en face.

Parmi les partis appartenant ou désirant appartenir à l'Internationale Communiste, on remarque souvent un phénomène qui s'explique par ce qu'il ne se sont pas encore tout à fait débarrassés de leurs éléments centristes et réformistes, phénomène qu'on pourrait appeler «le jeu du tour de rôle». Le parti d'un pays déclare: «Nous n'engagerons pas la lutte décisive pour le pouvoir, tant que celui-ci ne sera pas conquis par les prolétaires dans tel pays voisin. Nous voulons, disent-ils, assurer d'abord notre arrière. Que les autres commencent! Que la victoire soit au

fait accomplie chez le voisin, et ce sera notre tour à nous . . . »

Entendons-nous bien: l'Internationale Communiste est loin de vouloir encourager des soulèvements entrepris à la légère. Elle ne se soucie en aucun cas de précipiter les événements; elle saura attendre leur développement avec calcul et sang-froid; elle n'appellera aux actes qu'au moment précis où les conditions nécessaires auront mûri. Mais il n'en est pas moins vrai, et l'Internationale Communiste ne l'oubliera pas, que cette idéologie de la lutte «chacun à son tour» était naturelle — et combien! — aux nombreux partis de la II^e Internationale. Cette simple constatation suffit à nous rendre sceptiques vis-à-vis des arguments du genre de ceux qu'on vient de citer.

L'Internationale Communiste de 1919 a été par excellence une association de propagande communiste. Celle de 1920 devient une association ouvrière de combat pour l'organisation de la lutte directe contre le capitalisme. La guerre civile, loin de s'affaiblir, augmente en intensité. La guerre de la Russie Soviétiste contre la Pologne aristocratique a une immense portée internationale et ouvre devant la révolution internationale des perspectives singulièrement favorables. Les événements ont à l'Orient une signification colossale. Or, ce qui se passe au Levant et en Extrême-Orient n'est qu'un faible commencement. On voit poindre là les premières lueurs rouges de l'incendie révolutionnaire. Nous verrons bientôt tout l'Orient embrasé par les flammes ardentes de la révolution.

Toutes les fureurs de la contre-révolution ne peuvent empêcher une nouvelle révolution prolétarienne de se préparer dans les pays où la classe ouvrière est restée au pouvoir, ne fût-ce que quelques semaines durant. C'est surtout en Hongrie que les bourgeois ont fait couler à flot le sang ouvrier. Mais là aussi, — on le sait maintenant, — la révolution prolétarienne redresse la tête. La seconde place, lorsqu'il s'agit de crimes commis par la bourgeoisie contre la classe ouvrière, appartient incontestablement à la blanche Finlande. Mais là encore on voit la révolution prolétarienne reprendre pied.

Nous avons eu l'occasion de nous entretenir ces jours-ci avec deux ouvriers qui venaient d'arriver de Helsingfors où ils avaient, pendant toute une année poursuivi un important travail communiste clandestin. Voici d'après leurs propos, un petit trait caractéristique de la situation actuelle en Finlande; on juger d'après cela de l'état d'esprit des ouvriers finlandais.

Ces camarades nous ont fait part de certains «Samedis» originaux, organisés à présent dans presque toutes les grandes villes et dans les centres industriels finlandais, qui furent en 1918 le théâtre de la guerre entre les blancs et les rouges. Tous les samedis après dîner et tous les dimanches, une foule d'ouvriers, et surtout d'ouvrières se rendent aux cimetières où sont enterrées les victimes de la terreur blanche, pour y entretenir avec amour les tombes et pour y ériger de modestes monuments aux travailleurs tombés dans le bon combat contre la bourgeoisie. De simples et naïves chansons, quelques poésies d'un accent profondément sincère sont dédiées par cette foule aux vaillants disparus. Dans ces chants, dans ces vers une pensée bien simple revient souvena

Vous n'êtes pas tombés en vain. Nous poursuivrons votre oeuvre. Et d'autres viendront qui vous vengeront. . . .

La bourgeoisie finlandaise regarde faire, impuissante à empêcher les masses ouvrières et la grande majorité des travailleurs des campagnes d'agir et de penser comme ils le font.

C'est un symbole. Cela jette tout à coup une vive lumière sur l'état d'esprit prolétarien à cette heure de guerre civile acharnée. La révolution prolétarienne pourra être ajournée; elle pourra coûter à la classe ouvrière par la faute des traîtres de notre propre milieu, un nombre plus considérable de victimes, mais elle ne pourra plus être vaincue.

Les camarades venus d'Helsingfors, capitale d'un pays où la bourgeoisie a massacré 30.000 prolétaires, nous ont déclaré: les ouvriers finlandais exècrent certes la bourgeoisie, mais ils exècrent encore davantage les social-démocrates blancs de Finlande qui nous ont trahis pendant la révolution. Tous, nous pensons qu'il faut *d'abord* en finir avec les traîtres, avec les social-démocrates jaunes; la bourgeoisie, elle, ne nous échappera point.

Sous une forme, peut-être involontairement paradoxale, ces paroles expriment une appréciation judicieuse du fait que dans presque tout l'univers, la

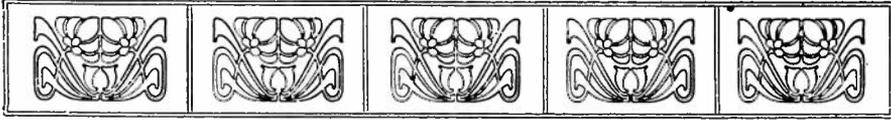
bourgeoisie ne se maintient plus que grâce à l'appui de la social-démocratie jaune. Jamais autant qu'aujourd'hui, le rôle réactionnaire de la II-e Internationale n'a été évident.

L'Internationale Communiste et les partis qui la composent ont à accomplir une oeuvre immense. L'Internationale Communiste est appelée à devenir le grand état-major de l'armée prolétarienne internationale qui grandit sous nos yeux. Le mouvement communiste international se développe avec la rapidité d'une avalanche. La révolution prolétarienne internationale s'étend. L'Internationale Communiste doit savoir l'organiser et la diriger. La mission de l'Internationale Communiste, ce n'est pas seulement de préparer la victoire, de guider la classe ouvrière pendant la conquête du pouvoir, mais encore de diriger toute l'activité de la classe ouvrière après cette conquête.

Où l'Internationale Communiste sera une organisation de combat internationale étroitement liée, disciplinée et centralisée, ou elle ne pourra remplir la grande mission historique qui lui incombe.

Voilà ce que doit devenir l'Internationale Communiste et ce qu'elle deviendra certainement.

G. Zinovicv.



La dictature du prolétariat.

(Deux questions litigieuses du mouvement ouvrier mondial).

La routine de l'idéologie et de la théorie des principes, leur lenteur à s'adapter aux besoins de la vie courante, leur continuuel retard sur les formes nouvelles de la lutte qui change — ont été plusieurs fois notés par le marxisme. Dans notre lutte pour le communisme, nous nous trouvons constamment en présence de ces faits, nous constatons journellement combien grand est l'asservissement à cette idéologie même des meilleurs champions du mouvement ouvrier s'ils se sont formés dans l'atmosphère de l'Europe d'avant la guerre.

Cet esprit conservateur se manifeste surtout dans la question de la dictature. Il semblerait que 6 années de guerre et de révolution (1914—1920) eussent dû éclairer cette question à fond, sur toutes les faces, par la pratique, les faits de la vie quotidienne des masses. Et pourtant il arrive souvent d'entendre même dans les milieux des camarades adhérant d'une façon ou d'une autre à la III^e Internationale, les questions suivantes : „Qu'est-ce que c'est que la dictature du prolétariat? Est-ce que le mouvement ouvrier ne pourrait pas atteindre son but sans la dictature? Pourquoi la dictature est-elle inévitable? Ces questions me furent posées non seulement par la délégation des trade-unions anglaises, mais aussi par quelques membres de la délégation des socialistes italiens.

En entendant de pareilles questions, il vous vient involontairement à l'esprit que ces gens ont laissé passer sous leurs yeux, sans la voir, toute une période historique, et principalement la guerre de 1914 — 1918. Car ces années-là furent des époques typiques de dictature et la façon de mener la guerre fut un échantillon de l'application des méthodes dictatoriales dans le gouvernement de l'Etat.

Au point de vue du gouvernement de l'Etat, la guerre impérialiste consistait à rassembler sous une direction unique des millions d'hommes, à assurer leur ravitaillement et leur déplacement et à forcer ces masses à remplir des tâches définies. Ces tâches étaient étrangères à ces millions d'hommes, et comportaient pour chacun d'eux en particulier et pour tous en général des souffrances et privations inouïes, ainsi que le risque d'être anéantis. De quelle manière les gouvernements de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie ont-ils résolu ce problème? Par quelles méthodes ont-ils assuré la levée de ces millions d'hommes, leur ravitaillement, leur déplacement, leur direction?

Par quelles méthodes sont-ils arrivés à ce que toute la vie économique et sociale du pays fût adaptée à l'exécution exacte des tâches posées par les gouvernements? Fut-ce par la voie de la démocratie? Par la voie du parlementarisme? Par celle de la souveraineté du peuple?

La souveraineté du peuple, la démocratie, l'Etat, le parlementarisme, même du point de vue de leurs hypocrites défenseurs bourgeois, ne peuvent pas ne pas signifier la discussion et la décision des questions, du moins des questions les plus graves de la vie nationale et sociale, par les citoyens „libres" et „égaux" devant la loi.

Cependant maintenant, les paysans les plus ignorants des pays les plus arriérés entraînés à la guerre, savent que l'administration de l'Etat, en 1914—1918, fut dans l'ensemble et dans chaque cas isolé, une réputation éclatante, simple et élémentaire de ce principe de la démocratie bourgeoise. La démocratie, les parlements, les élections, la liberté de la presse pour autant qu'ils demeurèrent, ne furent plus qu'un simple paravent; en fait, tous les Etats entraînés à la guerre, c'est-à-dire tout l'univers, fut gouverné selon les méthodes de la dictature qui utilisait, quand elle y avait avantage, et les élections, et les parlements, et la presse.

Il faudrait être idiot ou vouloir consciemment duper les masses, pour ne pas voir ou pour cacher ce fait fondamental: les Etats bourgeois de l'Europe, de l'Asie, et de l'Amérique, au moment le plus critique de leur histoire, au moment de la lutte pour leur existence, se sont défendus non par la démocratie et le parlementarisme, mais en passant ouvertement aux méthodes de la dictature.

Ce fut la dictature des états-majors généraux, du corps des officiers et de la grande industrie, qui avaient en fait et au point de vue légal le pouvoir dans l'armée et dans le pays et qui disposaient de la vie et de l'avenir de tout le pays et de chaque citoyen, non seulement de chaque citoyen déjà existant, mais aussi de chaque citoyen à naître (les emprunts de guerre et les dettes de messieurs Romanoff, Hohenzollern, Clémenceau et Lloyd George sont calculés en tenant compte de la vie et du travail des générations futures).

Devant toute l'humanité, durant plusieurs années, se déroule le tableau de la pratique de la dictature dominant le monde, disposant de tout, réglementant tout, pénétrant tout, et affirmant sa

réalité par 20 millions de cadavres sur les champs de bataille d'Europe et d'Asie. Il est donc naturel que les communistes répondent à la question: „Qu'est-ce que c'est que la dictature?“, de la façon suivante: „Ouvrez les yeux et vous verrez devant vous magnifiquement élaboré un système de dictature bourgeoise qui a atteint son but, car il a donné une telle concentration du pouvoir entre les mains d'une infime coterie d'impérialistes mondiaux que cela leur a permis d'organiser leur guerre et d'obtenir leur paix (de Versailles). Ne faites pas semblant de croire que la dictature comme système de gouvernement, comme forme de pouvoir, puisse faire peur à quelqu'un, sauf aux vieilles femmes du pacifisme bourgeois. La dictature du prolétariat ne renversa pas „l'égalité“, „la liberté“ et la „démocratie“, mais seulement la dictature bourgeoise qui s'est montrée de 1914 à 1918, la forme de pouvoir la plus sanglante, la plus tyrannique, la plus implacable, la plus cynique, et la plus hypocrite de toutes celles qui furent jamais pratiquées.

Les théoriciens du communisme, à commencer par Marx, ont cependant démontré depuis longtemps déjà que la dictature du prolétariat ne consiste pas à remplacer la bourgeoisie par le prolétariat dans le mécanisme de l'administration de l'Etat. La dictature du prolétariat a pour objet de briser l'appareil du pouvoir de l'Etat, créé par la bourgeoisie et de le remplacer par un autre appareil construit sur d'autres bases et s'appuyant sur d'autres rapports des classes.

La dictature du prolétariat figure dans les programmes des partis socialistes déjà à partir de 1870. Cependant pendant toute la période de la II^e Internationale, cette dictature ne devint pas une seule fois le problème pratique à l'ordre du jour et n'attira l'attention ni des praticiens, ni des théoriciens du mouvement ouvrier. L'idée de la dictature du prolétariat ne devint une force réelle qu'en 1914—1918, lorsque les traits non équivoques de la dictature bourgeoise se dessinèrent clairement sous le voile de la démocratie, du parlementarisme et des libertés politiques. Elle devint cette force, parce qu'elle s'empara — selon l'expression de Marx — des masses prolétariennes.

Dans le programme du parti social-démocrate russe de l'année 1903, programme qui ne voulait que formuler plus exactement les programmes des partis s.-d. constitués précédemment et qui en 1903, unissait les bolchéviks et les menchéviks, l'idée de la dictature du prolétariat est formulée ainsi:

„La condition indispensable de la révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire, la conquête par le prolétariat d'une force politique, lui permettant d'écraser toute résistance des exploités“. Le programme du Parti Communiste Russe adopta entièrement cette définition.

Les auteurs du programme de 1903 ne pouvaient nullement prévoir les conditions réelles dans lesquelles le prolétariat de tel ou tel pays devrait s'emparer du pouvoir. Ils n'essayèrent même pas sans doute, de définir alors en quelle mesure la dictature du prolétariat serait liée à la création de l'armée prolétarienne (Rouge), à la terreur et à la limitation des libertés politiques. Ils devaient souligner et ils ont souligné dans la dictature prolétarienne non pas les éléments variables, mobiles et différents selon les pays, mais son trait fondamental et invariable, obli-

gatoire pour chaque pays et pour n'importe quelles circonstances historiques dans lesquelles le prolétariat s'empare du pouvoir.

Le prolétariat ne s'empare pas simplement du pouvoir; en le conquérant, il lui donne un caractère de concentration, d'énergie, d'absolu qui, selon l'expression du programme, „lui permettra d'écraser toute résistance des exploités“. Voilà le trait fondamental de la dictature prolétarienne.

Ainsi, la dictature prolétarienne est une organisation de l'Etat et une forme de gouvernement des affaires de la nation qui, dans la période de transition du capitalisme au communisme, permet au prolétariat en tant que classe dominante, d'écraser toute résistance des exploités à l'œuvre d'organisation socialiste.

De cette façon, il est clair que la question de la nécessité, de l'inévitabilité de la dictature prolétarienne pour chaque pays capitaliste est intimement liée à la question de la possibilité de la part des exploités d'une opposition à leur expropriation par la société qui va au socialisme. De même, la question du degré de rigueur de la dictature, celle des dimensions et des conditions de la limitation des droits politiques de la bourgeoisie ou des libertés politiques en général, de l'emploi de la terreur, sont indissolublement liées à la question de l'étendue, des formes, de l'acharnement et de l'organisation qu'apporteront les exploités à leur résistance.

Qui doute que la dictature du prolétariat soit inévitable, comme étape nécessaire sur la route vers la société socialiste, doute par là-même d'une résistance au prolétariat de la part de la bourgeoisie, à l'heure décisive de l'expropriation des exploités.

La propagande qui se baserait là-dessus ne pourrait s'expliquer que par la bêtise individuelle ou l'intérêt d'un groupe désirant cacher aux yeux du prolétariat les conditions de la lutte prochaine pour ne pas lui permettre de s'y préparer.

Mais, lorsque des gens s'intitulent socialistes, déclarent la voie de la dictature admissible, explicable pour la Russie, mais nullement obligatoire et inévitable pour les autres pays capitalistes, il faut dire alors que l'on proclame là un principe tout à fait faux. En effet, la bourgeoisie russe est toujours restée jusqu'à la révolution d'octobre, la moins organisée, la moins développée au point de vue conscience de classe, la moins unie des bourgeoisies de l'ancienne culture capitaliste. Les paysans russes n'avaient pas eu le temps de faire surgir de leur sein cette classe paysanne forte et politiquement unie qui est la base d'une série de partis bourgeois en Occident. Les petits bourgeois russes, classe opprimée et politiquement ignorante, n'ont jamais présenté aucune analogie avec ces groupes de la population occidentale qui formaient et soutenaient les partis du „socialisme chrétien“ et de l'antisémitisme.

Ce fut au-dessus de ce milieu politiquement arriéré, peu actif et désorganisé qu'éclatèrent les premiers coups de tonnerre de la révolution prolétarienne mondiale. La résistance des exploités aux coups portés par le prolétariat russe, fut, on doit le reconnaître, faible, — faible naturellement en comparaison de l'activité que peut déployer la

bourgeoisie de n'importe quel autre pays européen. Ce ne sont pas les forces organisées de la bourgeoisie russe qui furent les éléments de la résistance active et firent durer la guerre 3 ans. Ce sont les interventionnistes étrangers, puis la bourgeoisie de Finlande, de Lithuanie, de Pologne et d'Ukraine qui marchèrent en première ligne. Cette bourgeoisie, en exploitant la haine séculaire contre la Russie tsariste, réussit à réunir sous l'enseigne du nationalisme pour la résistance au prolétariat russe certains groupes organisés. Sans ces circonstances extérieures, la résistance de la bourgeoisie russe aurait été brisée non en trois années, mais en trois mois, et l'appareil prolétarien du pouvoir aurait naturellement appliqué son énergie à d'autres objets.

Conformément au caractère de la résistance à laquelle on pouvait s'attendre de la part des classes possédantes russes et de leurs organisations, la dictature du prolétariat en Russie eut sa période d'„illusions roses" et de „jeunesse sentimentale".

Rien de plus erroné que de croire que le prolétariat russe ou même non le Parti Communiste arriva au pouvoir avec la recette toute prête des mesures propres à assurer la réalisation pratique de la dictature. Seuls des „socialistes" ignorants ou des charlatans pourraient affirmer que les communistes russes arrivèrent au pouvoir avec le plan tout préparé de l'armée permanente, des commissions extraordinaires et des limitations des libertés politiques, auxquelles le prolétariat russe après une expérience chèrement acquise dut recourir dans la suite. Son œuvre fut sauvée, parce qu'il profita bien vite de cette expérience et qu'il employa avec une énergie invincible ces méthodes de lutte lorsqu'il fut persuadé qu'elles étaient inévitables.

Le passage du pouvoir aux Soviètes et la constitution du nouveau gouvernement ouvrier et paysan eurent lieu le 7 novembre 1917. Telles étaient la perplexité et la désorganisation de la bourgeoisie, qu'elle ne dirigea contre les ouvriers qu'une force de plus ou moins d'importance. La résistance du gouvernement de Kérensky fut brisée en quelques jours. Les élections à la Constituante continuèrent leur chemin. Tous les partis jusques et y compris celui de Milioukoff avaient l'existence légale. La peine de mort fut abolie. On procéda à la démobilisation de l'armée. Le gouvernement ne possédait aucune force armée, sauf les détachements armés des volontaires ouvriers. Les ministres du gouvernement de Kérensky arrêtés les premiers jours, ainsi que les leaders du parti social-révolutionnaires : Avxentieff, Goz, Zensinoff, les généraux Boldaroff, Krasnoff et autres qui plus tard dirigèrent la lutte armée contre le pouvoir soviétique et furent membres des gouvernements insurgés de Sibérie, du Don et du Sud, — furent libérés. Les généraux Dénikine, Markoff, Erdeli et autres, restèrent jusqu'au 20 novembre au pouvoir du gouvernement soviétique dont ils quittèrent sains et saufs le territoire.

Oui, c'était là, la période des „illusions roses". Elle dura quelques mois.

Ce n'est que vers les mois d'avril-mai 1918 que la situation commence à changer. Ce n'est qu'en

avril 1918, qu'est promulgué le décret sur la création d'une armée rouge permanente. Au mois d'avril seulement, les commissaires extraordinaires sont investis du droit de faire fusiller les bandits arrêtés en flagrant délit et les officiers se rendant chez Korniloff pour obéir à son ordre de mobilisation secrète. Ce n'est que le 10 juin, que le Tribunal Révolutionnaire vote sa première sentence de mort dans l'affaire de l'admiral, ex-commandant de l'escadre de la Baltique. Au mois de mai seulement des mesures sont prises pour la suspension des journaux bourgeois (au moment de leur suppression, en juin 1918, rien qu'à Moscou, il en paraissait jusqu'à 30, contre 3 journaux socialistes). On attend jusqu'au mois de juin 1918, pour expulser les menchéviks des Soviètes.

Ainsi, au moment de la constitution du pouvoir soviétique jusqu'à l'emploi par le prolétariat des mesures de rigueur de la dictature, il s'écoula plus de six mois. L'application de ces rigueurs était motivée par une série d'événements graves: au mois d'avril, à Kiev, s'était organisé le gouvernement de Skoropadsky; le mois de mai avait vu le soulèvement des Tchéco-Slovaques qui s'étaient emparés du réseau des chemins de fer et la constitution dans les provinces orientales du pouvoir des social-révolutionnaires; c'est au mois de mai encore, que la contre-révolution des cosaques dans le Don (la Vendée russe) avait pris sous la direction du général Krasnoff, des proportions inquiétantes. Par suite, la classe ouvrière fut obligée de concentrer toute son attention et toute son énergie sur les problèmes de la guerre, et l'état soviétique se transforma en le camp retranché du prolétariat armé.

Telle est l'expérience faite par le prolétariat russe. Nous avons maintenant l'expérience de la lutte de classe pour l'état prolétarien en Finlande, en Hongrie et en Allemagne. La différence fondamentale de l'expérience de la Hongrie, de la Finlande, de l'Allemagne, avec celle de la Russie consiste en ce que la bourgeoisie de ces pays, comme on pouvait s'y attendre, étant bien mieux organisée, beaucoup plus unie que la bourgeoisie russe fit preuve d'une force combattive bien plus grande. Elle se rétablissait plus rapidement de son trouble; elle passa plus vite et plus énergiquement à une contre-offensive contre le prolétariat, abrégeant ainsi la période d'illusions du prolétariat sur le caractère de sa dictature.

L'expérience des prolétaires de Russie, de Finlande, de Hongrie et d'Allemagne nous permet d'établir une nouvelle loi empirique du développement de la dictature prolétarienne. Elle peut être formulée à peu près ainsi: — Le fait de la conquête du pouvoir central politique par le prolétariat ne termine nullement la lutte pour le pouvoir, mais n'est que le commencement d'une nouvelle période de lutte encore plus acharnée entre le prolétariat et la bourgeoisie. Après le premier coup de la révolution prolétarienne, après la prise de l'appareil central du pouvoir, la bourgeoisie a fatalement besoin d'un certain temps pour mobiliser ses forces, rassembler ses réserves et les réorganiser. Le passage de la bourgeoisie à la contre-offensive inaugure ensuite l'ère de la guerre ouverte où se mesurent les forces armées des deux partis.

C'est justement à cette période, que le pouvoir du prolétariat revêt les traits les plus accentués de la dictature: l'armée rouge, la terreur pour l'écrasement des exploités et de leurs alliés, les restrictions aux libertés politiques, deviennent inévitables, à moins que le prolétariat ne veuille céder sans combat le pouvoir qu'il a conquis.

La dictature du prolétariat est ainsi la forme de gouvernement de l'Etat la mieux appropriée à la guerre contre la bourgeoisie et la plus apte à assurer au prolétariat dans cette guerre, la victoire la plus prompte.

Y a-t-il des raisons de croire que cette guerre revête en Europe des formes moins aiguës; que la bourgeoisie européenne assiste avec plus de calme à l'expropriation de ses richesses par le prolétariat? Un homme raisonnable peut-il fonder sa tactique sur la supposition que la bourgeoisie européenne n'opposera pas au prolétariat, maître du pouvoir, toute la résistance dont elle sera capable? Peut-on supposer, qu'à son entrée en lutte contre le prolétariat détenteur du pouvoir, la bourgeoisie européenne soit moins armée, moins combattive, moins unie et moins perspicace que la bourgeoisie de Russie, de Finlande et de Hongrie? Peut-on croire qu'il y ait des moyens devant lesquels elle recule, depuis l'alliance étroite avec les traitres au socialisme du camp de la II^e Internationale, jusqu'au bombardement des quartiers ouvriers et à l'emploi des méthodes techniques perfectionnées de destruction de l'ennemi?

Dans ces conditions, que signifie le doute en la nécessité de l'application des méthodes de la dictature prolétarienne: ce le refus de travailler quotidiennement à la préparation du prolétariat à l'emploi des méthodes de la dictature pour la lutte prochaine?

Marcher à la conquête du pouvoir sans espoir de s'y maintenir et sans s'y préparer est le propre d'un aventurier; reconnaître la nécessité de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et douter de la nécessité de la dictature du prolétariat, renoncer à faire dans ce sens l'éducation des masses ouvrières, c'est préparer sciemment la trahison de la cause du socialisme. Qui ne reconnaît pas la nécessité de la dictature la plus rigoureuse du prolétariat à l'époque du passage du capitalisme au socialisme; qui ne prépare pas l'état de choses permettant au prolétariat, après s'être emparé de l'appareil central du pouvoir de l'employer immédiatement à briser la résistance des exploités; qui ne fait pas dès à présent comprendre au prolétariat que la lutte armée et les mesures de rigueur contre les trahisons et les hésitations sont les conditions sine qua non de sa victoire, qui ne lui procure pas les moyens nécessaires à sa lutte — celui-là prépare la perte du prolétariat et sauve la bourgeoisie.

Mais, si la dictature du prolétariat est l'organisation du pouvoir la plus appropriée à la guerre contre la bourgeoisie et à l'écrasement de la résistance de cette dernière, nous avons alors une réponse à la question posée habituellement aux communistes par les syndicalistes de toutes nuances. Les syndicalistes, même en reconnaissant la dictature du prolétariat, ne peuvent abandonner leurs anciens préjugés contre le parti politique du prolétariat. Par conséquent, la question se réduit à savoir, quelle

est l'organisation susceptible de réaliser les tâches de la dictature.

Il n'est pas douteux qu'au moment de la guerre suprême entre les classes, le pouvoir exécutif et coercitif doit se trouver entre les mains d'une organisation définie et capable de porter la responsabilité de chacun de ses actes dont elle doit pouvoir garantir la logique.

L'armée du prolétariat rangée en bataille, doit avoir un état-major général. En menant ses troupes à l'assaut, cet état-major doit être capable de se rendre compte de l'ensemble des conditions internationales, politiques et économiques de la lutte. Il doit avoir une compétence et une autorité égales en les armes de toutes sortes dont dispose la classe ouvrière. Il doit être à même de faire exécuter ses décisions par les syndicats et les coopératives ouvrières, ainsi que par les comités des fabriques et usines, les unions de la jeunesse ouvrière, l'appareil de propagande de la presse et les formations de combat des ouvriers armés.

A ce même état-major général incombent de nouvelles tâches, au moment où l'ancien pouvoir est renversé et où l'appareil de l'administration de l'Etat est entre les mains du prolétariat insurgé. La victoire du prolétariat signifie la désorganisation de toute l'ancienne vie sociale.

Créer une armée nouvelle, assurer le ravitaillement, organiser l'industrie sur des bases nouvelles, instituer des tribunaux, établir des rapports avec les paysans, nouer des relations diplomatiques avec les autres pays: telles sont les tâches qui se dressent toutes à la fois devant l'état-major général de l'armée victorieuse du prolétariat. La lenteur ou l'hésitation dans la solution de chacun de ces problèmes sont de nature à porter le plus grand préjudice au victorieux développement ultérieur de la révolution prolétarienne.

Ainsi cet état-major doit être un organisme centralisé, responsable et préparé à embrasser et à résoudre tous les problèmes politiques, économiques, sociaux. L'organisation en mesure de satisfaire à ces conditions et de remplir les tâches qui lui incombent peut être appelée de n'importe quel nom, mais au fond, — si l'on ne joue pas sur les mots — cette organisation ne peut être que le parti politique du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation des éléments révolutionnaires les plus avancés du prolétariat, unis dans la communauté d'un même programme politique et d'une discipline de fer.

Ce n'est pas en un jour, ni même en une semaine qu'une pareille organisation peut être créée: elle se constitue par une longue sélection de militants éprouvés qui ont fait preuve dans le travail quotidien de leur capacité de juger de chaque forme de la lutte ouvrière et des intérêts de chaque groupe isolé de la classe ouvrière du point de vue plus élevé de l'intérêt général de la classe ouvrière tout entière.

Le plus grand malheur qui pût arriver à la classe ouvrière, maîtresse de la citadelle du capitalisme, serait que l'appareil de direction se trouvât entre les mains de gens, de groupes, ou d'organisations dont toute l'activité précédente se serait développée exclusivement dans la sphère du mouve-

ment ouvrier. La tâche fondamentale de la dictature qui est de briser la résistance des exploités, n'est pas seulement un problème à la fois militaire, politique et économique. La résistance des exploités revêt sa forme la plus énergique dans la lutte armée; mais, à côté de cette lutte, les riches paysans ne lâchant pas leur blé nécessaire aux affamés, les ingénieurs sabotant l'industrie ou les représentants de la finance embrouillant tous les livres de comptabilité, ne sont pas des éléments moins importants de la résistance de la bourgeoisie. L'écrasement de toutes ces formes différentes de résistance ne peut être l'œuvre d'une organisation issue de la sphère étroite du mouvement professionnel ouvrier, pas plus que d'une organisation sortie de la sphère de la coopération ouvrière. Il ne peut être que l'œuvre d'une organisation générale de tous les travailleurs, sous la forme des Soviets, qui, représentant tous les aspects du mouvement ouvrier, sont guidés par un parti politique, concentrant en lui toute l'expérience de la lutte précédente de la classe ouvrière.

A l'époque de la dictature du prolétariat, le parti communiste est encore plus indispensable à la classe ouvrière, qu'à n'importe quelle autre époque. Il est une condition nécessaire de victoire. En fait, le refus de travailler à sa formation et à sa consolidation, signifie la renonciation à mener la guerre de classe en conformité au but à atteindre, c'est-à-dire la renonciation à la dictature, condition de la victoire du socialisme. Ce refus peut engendrer même inconsciemment la plus lâche trahison de la cause ouvrière, car, au moment le plus grave, il prive le prolétariat de son arme la plus importante. Celui qui doute de la nécessité de la dictature du prolétariat comme étape indispensable dans la victoire de ce dernier sur la bourgeoisie, facilite à cette même bourgeoisie les conditions de sa victoire; celui qui doute ou qui renonce au parti politique du prolétariat, prépare l'affaiblissement et la désorganisation des masses ouvrières.

Juin 1920

L. Kaméneff.



La Question Agraire et la Révolution Mondiale.

Ce n'est que par hasard que la Seconde Internationale n'a jamais mis la question agraire à l'ordre du jour de ses congrès, tandis que l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité d'en faire une étude immédiate. Les partis socialistes ne faisaient que parler de „révolution“, sans passer aux actes révolutionnaires. Dans le domaine agraire on se bornait dans le meilleur cas, à l'agitation parmi les travailleurs ruraux et les petits paysans et à quelque participation aux discussions parlementaires de projets de réformes agraires partielles. En effet, l'examen de cette question à une échelle internationale était alors dénué de sens, étant donnée la variété infinie des formes de la jouissance de la terre dans les divers pays. Il en est tout autrement maintenant que la question de l'action révolutionnaire est sur le tapis. Nous nous heurtons donc d'emblée à un fait capital connu de tous, qui est la division sociale du travail. Elle a abouti à une rupture complète entre la ville et la campagne, fait d'une importance décisive pour la révolution. Le prolétariat des villes et des centres industriels qui fait les révolutions, a besoin de se nourrir; or, toute son énergie révolutionnaire est paralysée si la classe contre-révolutionnaire des propriétaires fonciers lui coupe les vivres. Mais c'est surtout dans l'état de choses actuel, en raison de la terrible crise alimentaire provoquée dans toute l'Europe par la boucherie internationale, que l'approvisionnement des villes qui dépend intimement des campagnes, acquiert la plus grande importance pour toute action révolutionnaire.

A cet égard la révolution russe a fourni une leçon de choses des plus instructives, et l'on ne saurait négliger son expérience. Mais il est à noter d'autre part que la situation créée en Russie ne peut guère se présenter de nouveau dans les autres pays. Tout d'abord, la masse paysanne russe se trouvait placée, objectivement, dans des conditions révolutionnaires, bien qu'elle n'en ait pas eu conscience. Cette situation révolutionnaire s'explique par les conditions historiques. Le servage n'a été aboli en Russie qu'il y a un demi-siècle, et le régime capitaliste n'a pas encore eu le temps de prendre racine dans l'économie rurale. Avant la révolution de 1917, la Russie était le pays des vastes latifundia. Dans ces latifundia grand-russiens l'exploitation capitaliste n'avait qu'une extension infime. Leurs propriétaires n'exploitaient pas la terre eux-mêmes mais l'affermèrent aux paysans, presque toujours à courts termes, car le paysan appauvri, ne pouvait point, à la différence du fermier anglais ou américain, assurer une culture intensive et méthodique du sol. C'est ainsi que s'était développée une forme de culture extensive, telle qu'on n'en rencontre presque dans aucun pays capitaliste et qui se distingue par un rendement incroyablement modique. La meilleure terre ne fournit

au paysan qu'une récolte inférieure de 200% à celle que rapporte une terre médiocre dans l'Europe centrale et occidentale. La Russie exportait néanmoins beaucoup de blé. Mais ce n'était point le superflu, après satisfaction de ses propres besoins que l'empire du tsar allait écouler sur le marché mondial: la politique économique du gouvernement forçait le paysan à vendre ses produits bien qu'il fût lui-même malheureux et littéralement affamé. Ces conditions imposaient impérieusement un dénouement révolutionnaire et les paysans devinrent les alliés naturels du prolétariat qui allait leur assurer la jouissance de la terre et du produit de leur labeur. Mais ces mêmes paysans qui si révolutionnaires vis-à-vis des droits des gros propriétaires fonciers, n'étaient ni révolutionnaires au sens subjectif du mot, ni disposés à seconder volontairement l'établissement d'un régime prolétarien. Si le développement économique ne dépendait que des aspirations de la masse paysanne, on verrait bientôt surgir dans les villages un régime où les paysans jouiraient sur leurs petits lots de terre d'un droit de propriété illimitée. Aussi, une partie considérable de la masse paysanne se range-t-elle du côté de la contre-révolution. Mais ce qui lui donne à réfléchir, c'est le fait incontestable que les éléments directeurs de la contre-révolution, les gros propriétaires, les bourgeois et les bureaucrates, ne se soucient nullement de sanctionner „l'expropriation de la propriété foncière“. De plus, un sentiment d'égoïsme animal portait les paysans à refuser des vivres aux villes quand même ils en avaient en excédent, de sorte que le gouvernement prolétarien qui ne pouvait pourtant pas laisser les villes mourir de faim s'est vu obligé d'employer quelquefois la force pour combattre cet égoïsme animal et ce, d'autant plus que l'industrie, par suite de la désorganisation provoquée par la guerre extérieure et par la guerre civile, était incapable de produire les marchandises nécessaires à des échanges rationnels entre la ville et le village. La faible densité de la population en général et le chiffre relativement faible de celle des villes d'une part; le fait qu'en Russie un grand nombre d'ouvriers n'ont pas encore rompu tout-à-fait avec la campagne où ils conservent de solides attaches familiales, de l'autre, ont permis de gagner du temps pour un apaisement graduel de l'antagonisme qui existait entre les villes et les villages, et pour l'organisation, en dépit de l'état désastreux du transport, du ravitaillement des villes dans la mesure la plus modeste; car il est à noter que la majeure partie des travailleurs urbains se sont sauvés dans les campagnes.

En Europe Occidentale et en Amérique, la question se présente sous un tout autre aspect. Le prolétariat révolutionnaire s'y heurte à des difficultés plus grandes encore dans la question du ravitaillement des villes, et le problème

des rapports mutuels des villes et des villages, pour y être résolu, exige des méthodes différentes de celles employées en Russie. Cette raison suffit à elle seule pour rendre nécessaire un examen approfondi de la question agraire prise dans toute son ampleur, au point de vue de la révolution.

Le but de cet article n'est en aucune façon d'exposer le programme agraire de l'Internationale Communiste; d'ailleurs, pareil programme unique est impossible par suite de la différence des conditions dans les divers pays. Nous voulons simplement attirer l'attention sur les questions qui surgissent en connexion avec le problème agraire et les soumettre à un bref examen.

Les formes de la possession et de la jouissance de la terre dans les pays d'Europe.

Pour la commodité de l'exposé, nous proposerions d'examiner la question agraire dans les pays d'Europe, en les partageant en deux groupes: a) pays où le rôle prépondérant appartient à la grande économie rurale; b) pays où prédomine résolument la forme de la possession et de la jouissance de la terre par les paysans.

Au premier groupe appartient „l'Europe Centrale“, considérée non dans le sens ordinaire de ce terme: nous avons en vue un territoire, dans l'organisation originale de rapports fonciers duquel la grande économie rurale prévaut; — territoire compris dans la zone géographique qui s'étend approximativement du Dnieper, à l'est, jusqu'au territoire situé au-delà de l'Elbe, à l'ouest, et de la mer Baltique aux Balkans. En dehors de ce territoire, dans l'Europe du nord, du sud et de l'ouest, nous rencontrons une organisation de rapports fonciers tout à fait différente.

Cette „zone d'Europe Centrale“, ne se distingue, il est vrai, en aucune façon par une organisation de rapports fonciers complètement homogène; cependant dans tous les pays qui en font partie — Lettonie, Lithuanie, Pologne, Ukraine, Roumanie, Hongrie, Bohême, Allemagne Orientale et dans une partie de l'Autriche Allemande — nous voyons prévaloir la grande économie rurale. La cause historique de ce phénomène est partout la même: l'abolition relativement tardive du servage. Aussi aperçoit-on partout sur ces territoires des vestiges plus ou moins visibles d'une organisation agraire basée sur le servage des paysans. avec, il est vrai, de pays à pays, des différences considérables. L'essentiel, c'est que la grande propriété foncière occupe dans cette zone une place importante dans la vie économique, englobant par endroits, 30 à 50% de la superficie totale des terres — et parfois davantage — et que l'économie de ces grands domaines est assise sur les principes capitalistes: nous avons donc bien affaire à la grande

industrie rurale. Nous rencontrons donc dans ces pays une classe relativement nombreuse de travailleurs ruraux sans terre (journaliers), c'est-à-dire de véritables prolétaires. Dans presque tous ces pays, est aussi fortement représentée une autre classe: celle des propriétaires de petits lots de terre qui ne sont pas de „vrais paysans“, car ils possèdent trop peu de terre pour pouvoir subsister sur le revenu de celle-ci et qui vivent principalement des salaires gagnés dans les grandes entreprises d'économie rurale; aussi, sont-ils des „mi-prolétaires“.

Les paysans forment dans ces pays une partie très importante de la population, mais ils n'y représentent pas partout la majorité absolue des demi-prolétaires. Et,

quand bien même l'observation de Schaeffle sur „le crâne anti-collectiviste du paysan“ serait également juste par rapport aux paysans de notre „Europe Centrale“, ceux-ci n'en constituent pas moins un élément révolutionnaire dans une certaine mesure, dans la mesure, notamment, où le facteur essentiel de la vie politique et sociale de ces pays n'est autre que le contraste entre les paysans et les gros propriétaires terriens (les „barons“ en Lettonie, les „nobles“ en Pologne, en Lithuanie et en Ukraine, les „magnats“ en Hongrie, les „junkers“ dans l'est allemand). Le gros propriétaire terrien en tant qu'entrepreneur capitaliste s'y est assuré presque partout vis-à-vis des paysans un certain nombre de prérogatives, en raison desquelles des conflits incessants se produisent entre les deux classes entretenant dans la masse paysanne un certain état d'esprit révolutionnaire.

Ainsi, dans les pays appartenant à cette zone „d'Europe Centrale“, nous avons affaire, dans le domaine des rapports fonciers, à des éléments prolétaires et mi-prolétaires (à des journaliers sans terre et à des propriétaires de petits lots de terre), qu'on peut certainement attirer du côté de la révolution, et à une masse paysanne qui n'est révolutionnaire que dans la mesure où il lui importe infiniment de faire disparaître, coûte que coûte, le pouvoir politique des gros propriétaires fonciers. L'élément contre-révolutionnaire prêt à faire cause commune avec les „junkers“, est représenté par les paysans opulents, très peu nombreux, d'ailleurs, dans la plupart des pays en question. Dans ces conditions s'impose d'elle-même la pensée d'attirer à nous les éléments prolétaires, mi-prolétaires et paysans de ces pays à l'aide d'un programme proclamant le simple partage de la grande propriété foncière, entre les habitants ruraux. Ce serait cependant un pas en arrière dans la sphère des rapports de la production. En dépit du bavardage des théoriciens „démocratiques“ et „révisionnistes“, c'est surtout dans cette zone qui par son climat est la zone de la culture des céréales, que la supériorité de la grande exploitation foncière sur la petite constitue un fait indéniable. La disparition des grosses entreprises d'économie rurale qui dans tous ces pays sont exploitées, suivant des méthodes économiques plus ou moins rationnelles, aboutirait certainement à un abaissement de la fécondité du sol.

Enfin, la situation dans ces pays est telle que le partage de la grande propriété foncière n'y apporterait point à la masse de pauvres des avantages très appréciables pour la simple raison qu'il n'y aurait pas assez de terre à partager. Comme on aurait avant tout à s'occuper des travailleurs ruraux sans terre et des propriétaires des petits lots à qui la suppression des grands domaines ôterait leur gagne-pain, et comme, en outre, la superficie totale de la grande propriété foncière suffirait à peine pour leur assurer ne fut-ce que chichement, quelques lopins, il ne resterait presque rien pour les paysans cultivateurs. De plus, nous estimons tout à fait erroné l'effort tenace des travailleurs ruraux pour devenir quand même propriétaires. Mieux que quiconque, ils doivent savoir que la situation du journalier relativement bien payé est meilleure que celle du petit propriétaire paysan qui cultive à la sueur du front ses deux hectares de terre, accablé par la misère et criblé de dettes.

Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, la révolution n'intéresse la masse paysanne laborieuse de cette zone que dans la mesure où ses intérêts politiques sont foncièrement opposés à ceux des gros propriétaires ter-

riens. Mais il est de toute évidence qu'on ne pourra la disposer en faveur d'un régime communiste. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une immixtion révolutionnaire dans la sphère de la propriété foncière paysanne. Sans renoncer à leur but communiste final, les prolétaires peuvent, après la victoire, laisser au temps le soin de développer les rapports sociaux dans cette sphère. Seule l'expérience personnelle pourra convaincre les paysans de la supériorité d'un régime de grande économie communiste. La révolution prolétarienne peut cependant assurer aux paysans laborieux des avantages immédiats fort appréciables. *Ces paysans étant endettés sont asservis par le capital financier.* En annulant, après l'établissement de sa dictature, leurs dettes, le prolétariat leur ferait un cadeau équivalent à une augmentation notable de leur fortune. De plus, les paysans ne peuvent que gagner à une révolution qui, par le système des Soviets, leur donnera en fait l'autonomie dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins dans le domaine de l'économie agraire, des voies de communication et de la coopération.

Il s'en suit que ce n'est pas l'adhésion des paysans au programme communiste qu'il faut chercher; il suffit de les neutraliser pour toute la durée du combat décisif que le prolétariat livre au capitalisme. Compromis très avantageux pour les deux parties. Cette constatation faite, les partis communistes des pays de cette zone devraient adopter le programme agraire que voici:

„Pour des raisons d'ordre économique et politique, les gros propriétaires fonciers sont des ennemis extrêmement dangereux, qui doivent être vaincus coûte que coûte.

„Les terres de tous ces propriétaires fonciers, y compris l'outillage agricole et industriel qui s'y rattache, doivent être expropriées sans indemnité.

„Toutes les entreprises d'économie rurale sont à nationaliser, et leur exploitation ne pourra se faire que sous le contrôle de l'Etat, avec l'aide des travailleurs ruraux, organisés en soviets professionnels et appartenant principalement à la classe des paysans non-propriétaires et des demi-prolétaires ne possédant que des lopins insignifiants.

„Les excédents de produits alimentaires restant après le ravitaillement réglementaire des ouvriers, seront employés à l'approvisionnement de la population des villes.

„Les travailleurs ruraux sont des „travailleurs de l'Etat"; ils touchent des salaires fixes et parfaitement suffisants pour leur existence; ils approvisionnent les villes en produits alimentaires et en reçoivent, en retour, des articles manufacturés.

„Les droits de propriété et d'usufruit agricoles des paysans travailleurs restent inviolables. Toutes les dettes des paysans sont annulées, et ils acquièrent tous les avantages réels qui se rattachent à un système gouvernemental, basé sur le principe soviétiste."

On sait que le droit de propriété agricole des paysans avait soulevé plusieurs questions concernant les modes de réforme, dans le cadre de l'économie nationale capitaliste de la situation économique et agricole. Parmi ces questions figurent: celle de la réduction du parcelllement des propriétés agricoles, en rapport avec les droits de leurs héritiers; celle de l'organisation du crédit, celle des possessions agricole, coupées par d'autres propriétés foncières et de la suppression de ces intervalles par le fusionnement des terres en de vastes propriétés, etc.

L'examen de toutes ces questions, qui n'ont qu'une importance secondaire pour le programme communiste, est complètement inutile et inopportun; c'est l'affaire des paysans qui sauront s'en acquitter, avec le peu de concours que leur accordera à cette fin l'Etat prolétarien. Toutes ces questions pourront être résolues dans un avenir plus ou moins rapproché, et, dans les conditions d'un nouveau régime politique, se présenteront sous une tout autre lumière.

Une question, cependant, qui a trouvé, en Russie, une solution „révolutionnaire", demeure très intéressante. Tout travail salarié exécuté à l'avantage des propriétaires privés fut, en Russie, catégoriquement interdit. Cette interdiction prononcée pour empêcher la constitution de grosses propriétés foncières, paraît être une mesure visant spécialement les paysans possédant des terres importantes et ne pouvant se passer dans leurs domaines de travailleurs salariés. Il est bien douteux qu'on doive recourir à une mesure si radicale dans les pays de l'Europe moyenne. Une loi de cette sorte ne manquerait pas de provoquer une inquiétude très vive parmi les travailleurs qui, étant donnée la complexité des relations sociales actuelles, ne peuvent se passer de travailleurs salariés. D'autre part, le défaut, presque général, de main-d'œuvre rurale dans la plupart des pays dont il s'agit, rend plutôt inutile une semblable mesure prohibitive, parce qu'au moment où ces grosses entreprises d'économie nationale auront passé à une exploitation plus intense, et accorderont aux travailleurs des conditions très avantageuses, les paysans propriétaires ne pourront probablement trouver de travailleurs pour leurs propres besoins.

En présence de cet état des choses, ces paysans propriétaires se verront peu à peu dans la nécessité de réduire la superficie des terres qui leur appartiennent et le feront petit à petit de manière à pouvoir cultiver eux-mêmes les terres, qui resteraient en leur possession, alors que leurs excédents passeraient entre les mains d'autres travailleurs paysans qui, jusqu'alors en étaient privés. (Les terres appartenant aux paysans travailleurs ne doivent pas être nationalisées car, déduction faite de celles qu'il faudrait laisser aux ex-propriétaires pour leurs besoins personnels, le surplus serait ordinairement trop insignifiant pour permettre d'utiliser des entreprises de culture.)

Quoi qu'il en soit, cette question doit être attentivement examinée pour chaque pays à part.

Pays de petite propriété foncière.

A l'Ouest de l'Europe Centrale, commence un territoire où les grosses propriétés foncières ne jouent presque aucun rôle et où le régime agraire est entièrement caractérisé par de petites propriétés bourgeoises et par un système correspondant d'économie rurale. Ce sont: l'Allemagne Occidentale, une partie de l'Autriche Allemande, la France, la Suisse, la Belgique, la Hollande, l'Espagne, l'Italie et le Portugal.

La situation en Italie se présente sous un aspect quelque peu original grâce au système de domaines fonciers qui y abonde et qui maintiennent, depuis longtemps, parmi les paysans une grande effervescence révolutionnaire. Ces domaines fonciers ne sont pas très importants au point de vue territorial et ne méritent peut-être pas le terme dont on se sert à cet effet, en Europe Occidentale. On n'y applique que très rarement les prin-

cipes modernes de l'économie rurale; dans la plupart des cas, les terres y sont affermées aux paysans qui les cultivent avec une intensité extraordinaire (ce qui rapproche un peu cette culture de l'horticulture). Presque partout, les conditions de l'affermage sont très dures pour les paysans et les laboureurs pauvres. Exaspérés et désolés, ceux-ci sont en état de rébellion presque permanente. Il est peu probable que le passage immédiat à un système rationnel d'économie rurale, sur une large échelle, y soit possible dans les conditions actuelles de la culture agricole, (car on y cultive le riz, les légumes, et plus souvent encore, c'est la vigne; l'horticulture y est fréquente, de même que l'élevage du gros bétail). Nul autre issue de cette situation ne paraît probable, dans ces conditions, que le partage des domaines fonciers en lopins de terre, conformément au désir des petits paysans exploités, et la remise de ces terres à la population rurale.

Pour le prolétariat révolutionnaire, ces paysans sont des alliés à toute épreuve. Et il n'y a d'autre moyen de frayer la voie au communisme, dans ce pays, que de développer systématiquement la coopération.

La situation est quelque peu analogue en Espagne et au Portugal.

La révolution a beaucoup moins de chances en Allemagne Occidentale, en France, en Belgique et en Hollande où les petites propriétés bourgeoises ont une base extrêmement solide et où les paysans représentent, sous tous les rapports, l'élément le plus conservateur et même le plus réactionnaire de la population. Tout espoir de les engager ici à une action révolutionnaire est vain. En Belgique pourtant, dans certaines régions de l'Allemagne Occidentale (duché de Bade, provinces rhénanes et Westphalie) et en France (régions industrielles), ce sont les ouvriers qui forment le gros de la population. Quoi qu'il en soit, dans toutes les régions agricoles, le prolétariat révolutionnaire peut compter sur l'appui des travailleurs ruraux, et si ces derniers ne sont pas aussi nombreux dans ces „Etats paysans“ que dans les pays où les grosses propriétés foncières prédominent, ils y forment quand même une classe sociale assez importante.

Dans ces conditions, l'espoir de convertir ces paysans à la cause de la révolution prolétarienne est dénué de fondement. Le problème se réduit à rendre, par des compromis, ces paysans neutres et indifférents.

Les paysans de ces pays sont encore plus endettés que ceux de l'Europe moyenne, et leur émancipation du joug du capitalisme est donc pour eux une question de la plus haute importance. Vient ensuite la question du partage des grandes propriétés foncières. Il est peu probable que le maintien de ces vastes domaines fonciers soit toujours, dans ces pays, compatible avec l'intérêt public. Il y a, bien entendu, des endroits où ces grosses propriétés foncières ont une importance économique considérable (culture spéciale de semences, etc.), mais ils sont rares. Le partage d'une grande propriété foncière pour alléger l'existence des paysans pauvres n'y serait donc en aucune façon un acte économique régressif. La question des grosses propriétés foncières appartenant aux paysans est plus complexe. C'est aussi un problème de haute importance politique. Aux pays où les paysans, gros propriétaires réactionnaires, sont nombreux et jouent, de ce fait, un rôle prédominant (en Bavière, Wurtemberg, Scandinavie), la lutte révolutionnaire sera nécessairement dirigée contre ces paysans riches et réactionnaires. Et le mouvement sera caractérisé par l'union des petits pay-

sans et des travailleurs ruraux (assez nombreux dans les régions où les gros propriétaires dominent) avec le prolétariat des villes, aux fins de la réalisation en commun, d'une réforme agraire radicale.

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne tous ces pays où les gros propriétaires paysans prédominent, le fait que l'on ne doit jamais oublier et qu'il faut toujours mettre en relief, c'est que le programme du prolétariat communiste n'impose point l'expropriation des terres des paysans qui n'exploitent pas de main-d'œuvre salariée. Tandis qu'il s'agit par rapport à l'industrie, de la révolution sociale et de l'expropriation des biens des expropriateurs, — dans les pays où les propriétés foncières paysannes prédominent, — la révolution sociale future n'affectera directement le droit de propriété foncière que par ses conséquences politiques. Le système des Soviets qui conduit, du fait même de sa nature, à la réalisation du self-government, ne peut apporter aux travailleurs des campagnes que de nombreux avantages et aucun préjudice. Aussi, est-il à présumer que ces avantages, dont on fera une propagande plus ou moins habile, finiront par devenir évidents même aux yeux des paysans les plus arriérés. Dans ce cas, c'est probablement le clergé, foncièrement contre-révolutionnaire, qui opposera le plus de résistance. Comme il s'agit principalement de régions peuplées de catholiques, il ne faut pas diminuer le danger que présente cet adversaire qui doit être combattu impitoyablement et par tous les moyens en notre pouvoir.

L'Angleterre occupe, grâce au caractère tout à fait particulier des institutions qui régissent son agriculture, une place à part. Nous y voyons d'un côté, de grandes propriétés foncières, jouissant de privilèges féodaux, et, de l'autre, un système d'économie capitaliste, basé sur le principe de l'affermage. Personne ne doute que la classe parasite des landlords doive être renversée, la dictature du prolétariat étant impossible tant que les landlords détiendront les terres habitées par le prolétariat anglais.

Dans quelle mesure le fermier anglais est-il donc un partisan de son lord, et dans quelle mesure leurs intérêts sont-ils opposés? Une partie des fermiers sont des paysans travailleurs. L'expropriation des lords leur sera d'un avantage évident et direct. Si les terres sont nationalisées en Angleterre, le prolétariat anglais qui en sera le maître, saura assurer aux travailleurs paysans des conditions d'exploitation du sol très avantageuses et supprimera peut-être même, les prix des baux que touchaient jusqu'alors les landlords. Les autres fermiers présentent, au contraire, un type tout différent. Ce sont des entrepreneurs capitalistes qui appliquent aux terres qu'ils louent un système de culture extrêmement intense et emploient la main-d'œuvre salariée. Il va de soi que ces fermiers capitalistes seraient eux aussi, fort contents de voir le prix du bail supprimé; mais ils comprennent mieux encore qu'une révolution sociale ne peut pas respecter leurs propriétés capitalistes. Aussi, préfèrent-ils défendre le régime actuel. Et c'est pour cette raison qu'il faut également combattre, et les landlords et les fermiers capitalistes, en mettant à profit les alliés naturels du prolétariat révolutionnaire: paysans travailleurs, petits fermiers et journaliers.

Nous ne sommes pas désireux d'exprimer ici notre opinion au sujet de l'opportunité du maintien des grandes propriétés foncières, basées sur le principe capitaliste, et du partage des terres parmi les travailleurs ruraux. Les communistes ont pour tâche l'analyse et la solution pro-

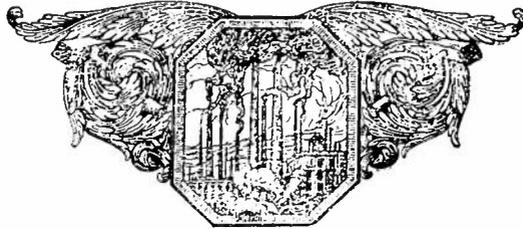
dente de ces questions qui, dès le moment où la révolution aura éclaté, exigeront une réponse catégorique et immédiate.

Comme nous l'avons déjà dit, nous ne cherchons qu'à souligner, dans cet article, la nécessité d'un programme très clair dans le vaste domaine des rapports agricoles. Malheureusement, il existe, en cette matière, bien des lacunes, et considérables, parce que les partis communistes de la plupart des pays ont jusqu'ici et forcément négligé ces problèmes. Nous ne leur en faisons pas un reproche. D'autres tâches ont absorbé toute l'énergie des partis. Mais le temps a ses exigences impérieuses. Nous ne pouvons être sûrs en ce qui concerne aucun pays de l'Europe, que le parti communiste ne s'y trouvera pas demain en

présence d'une situation qui le mettra en demeure de prendre le pouvoir, qu'il le veuille ou non. Il ne convient donc pas que les partis communistes restent inactifs devant les problèmes agraires. L'exemple de la Russie devrait prouver combien ces problèmes sont hérissés de difficultés, et combien s'impose une tactique conséquente et circonspecte, d'une importance capitale pour assurer le succès de la révolution sociale et le triomphe des idées communistes.

Espérons que la discussion de ces problèmes par le Congrès de l'Internationale contribuera à les élucider. La chose est strictement nécessaire.

J. Markhlevsky.





Le mouvement communiste en Angleterre.

Il existe en Grande-Bretagne quatre partis social-révolutionnaires que l'on travaille à souder en un seul parti communiste. Plusieurs conférences furent tenues, dont la dernière à la fin de mai, et en ce moment des sous-comités travaillent à la préparation d'un schéma qui sera soumis à une conférence devant avoir lieu dans la première semaine d'août.

Ces quatre partis sont: le Party Socialiste Britannique (The Britain Socialist Party), le Parti Ouvrier Socialiste, (The Socialist Labour Party), l'Union Ouvrière Socialiste (The Workers' Socialist Federation), la Société Socialiste du Sud du pays de Galles (The South Wales Socialist Society).

Le Parti Socialiste Britannique fut fondé en 1912, à la suite d'une tentative d'établir un parti socialiste unifié. Cette tentative d'unification n'eut pas beaucoup de succès, et ce qui en advint en réalité, ce fut la transformation du vieux parti social-démocrate en B. S. P. Le parti social-démocrate avait été le pionnier de l'organisation socialiste en Angleterre; à ce parti adhéraient William Marris, Harry Quelch, H. M. Hyndmen, Tom Mann et plusieurs autres personnalités bien connues. C'était un parti marxiste, qui avait toujours fait une grande propagande, et dont l'organe officiel était *Justice*; quand il devint le B. S. P., il continua son travail selon les mêmes traditions.

Quand éclata la guerre européenne, les vieux leaders de la B. S. P., des hommes comme Hyndmen, Hunter Watte, Victor Fischeer, Dan Irving, Adolphe Smith et d'autres tentèrent de transformer le parti en une organisation social-patriotique. Mais les plus jeunes éléments du parti, conduits par E. C. Fairchild, J. Fineberg, T. Quelch, A. Inkpin, Th. Rothstein et d'autres s'y opposèrent. Ils fondèrent un nouveau journal *The Call* (L'appel) et en mars 1915, ils avaient jeté par-dessus bord les traitres du parti. Hyndmen et consorts par une manœuvre habile réussirent toutefois à s'emparer du journal *Justice*, et *Call* devint alors le seul organe officiel du parti. Une forte campagne anti-militariste fut menée. Dans de nombreuses proclamations et pamphlets édités par le *Call*, à des meetings et pendant des démonstrations, la guerre fut dénoncée comme une aventure capitaliste et impérialiste. Le parti, aux conférences du parti du Travail et dans les organisations industrielles, soutint fortement le rétablissement des relations internationales des prolétaires, et pressa vivement la classe ouvrière de mettre fin à la guerre. Pour sa propagande, le parti fut en butte aux persécutions du gouvernement, plusieurs membres de la E. C. et beaucoup de camarades furent emprisonnés, et la police à plusieurs reprises fit irruption dans les locaux du parti. La littérature de propagande fut confisquée et un numéro spécial de *Call* fut supprimé.

Quand on convoqua la conférence de Zimmerwald, le parti s'associa au mouvement et demanda des passe-

ports qui lui furent refusés. Néanmoins Tom Quelch fut attaché comme correspondant à Zimmerwald et un contact étroit fut établi.

Quand eut lieu la révolution russe en mars 1917, le parti organisa des meetings et des démonstrations dans tout le pays pour fêter l'événement et réfuter les mensonges de la presse capitaliste qui proclamait que la révolution avait été faite dans le but de continuer plus vigoureusement la guerre.

La révolution d'Octobre fut accueillie avec enthousiasme par le Parti, et le Comité Exécutif se mit immédiatement à l'oeuvre pour provoquer une réplique chez le prolétariat anglais. Nous prîmes l'initiative en formant un Comité provisoire, destiné à relier entre elles les organisations socialistes. Les syndicats pour agir directement sur les masses, mirent en lumière la signification de la révolution russe et la responsabilité qui en découlait pour le prolétariat anglais. Une conférence fut convoquée en 1917, à Ledds; elle eut un succès énorme: plus de 1.200 délégués, représentants des organisations socialistes et des syndicats de toute la Grande-Bretagne y prirent part. Une résolution exigeant la paix sans annexions ni contributions, ainsi qu'une autre chargeant le Comité exécutif d'organiser des Conseils d'ouvriers et de soldats furent adoptées. Ces résolutions furent mises à exécution. Le pays fut divisé en 13 districts, dans chacun desquels des conférences furent organisées. Les organisations ouvrières de tout le pays et la section générale de l'armée nous vinrent en aide. Il va de soi que ce mouvement alarma le gouvernement qui prit des mesures énergiques pour y mettre fin. Les conférences des districts furent interdites par les autorités et sabotées par des bandes de voyous à gages. Nos efforts n'eurent pas de résultat immédiat. Néanmoins ils marquèrent un tournant dans l'attitude des masses envers la guerre.

Le parti inaugura une violente campagne en faveur du mot d'ordre: „Ne touchez pas à la Russie!“, et s'efforça d'éclairer le peuple sur les mobiles secrets de la conduite „des libéraux démocratiques“ de Grande-Bretagne, qui en réalité, voulaient restaurer le capitalisme et l'ancien régime en Russie. En outre, dans une propagande intense, on invita les travailleurs à suivre l'exemple des ouvriers de Russie. Le programme de la III-e Internationale fut immédiatement édité et largement répandu, un referendum sur les questions de la dictature du prolétariat, du système des soviets et de la III-e Internationale fut adopté, et à la majorité des voix le Parti décida de s'affilier à Moscou.

Le Parti fait dans la presse une propagande communiste intense par ses brochures, proclamations, meetings, et tous les moyens à sa disposition; il incite les organisations industrielles de

la classe ouvrière à entrer dans le Parti du Travail.

A la dernière conférence (Pâques 1920) une résolution importante, déjà connue des lecteurs de l'Internationale Communiste, fut adoptée sur la politique du Parti. On la trouvera dans notre **JÉ 11.**

* * *

Le Parti Ouvrier Socialiste (The Socialist Labour Party) fut fondé, il y a environ 15 ans, par quelques camarades qui abandonnèrent la S. D. P. ne la trouvant pas assez révolutionnaire. C'est un parti révolutionnaire marxiste qui possède quelques hommes de valeur dans ses rangs. Il mène une propagande active; pendant la guerre il déploya une grande activité. Aux dernières élections générales il avait trois candidats au parlement (Paul, Mc. Manus et C. C. Murphy) car bien que quelques-uns de ses membres soient contre l'action parlementaire, le Parti dans son ensemble est pour cette action. Son programme c'est l'action politique et l'unionisme industriel.

Son organe officiel est *Le socialiste*, publié à Glasgow. Récemment, trois des meilleurs orateurs et écrivains du Parti, en furent exclus pour des raisons que nous donnerons plus tard, et maintenant le Parti est aux mains d'un certain nombre d'extrémistes qui dénoncent tout ce qui ne leur paraît pas assez gauche.

L'Union Socialiste Ouvrière (The Worker's Socialist Federation) est l'organisation qui a Sylvia Panhurst à sa tête.

Elle se constitua de l'Association en faveur du suffrage des femmes après que le droit de vote eut été accordé à ces dernières, ayant ainsi perdu sa raison d'être. Ce parti est également ultra-gauche; il n'admet pas l'action parlementaire et, — autant qu'on puisse en juger par l'analyse de son programme — il est contre toute action politique. C'est un petit groupe composé surtout de femmes et dont l'organe officiel est le *Worker's Dreadnought*.

* * *

South Wales Socialist Society est une petite société très énergique composée surtout d'unions locales, déployant une grande activité dans l'organisation de l'industrie dans leurs districts. Elle est anti-parlementaire et syndicaliste.

* * *

Les principales difficultés dans la voie de l'unification sont: la question de l'action parlementaire et le Parti Ouvrier (The Labour Party).

A la première conférence d'unification, on ne put trouver de terrain d'entente. Alors un représentant du Parti Ouvrier Socialiste proposa qu'un parti communiste fût constitué et qu'on mît aux voix les questions litigieuses trois mois après la formation du Parti. On résolut d'en référer aux organisations et la B. S. P. consentit à entrer dans le S. L. P. ainsi qu'à la formation du Parti Communiste, mais refusa de mettre aux voix la question de l'attitude envers le S. L. P. Quant à la W. S. F. et à la South Wales Society, elles élevèrent des objections à propos de l'action parlementaire.

Les trois représentants du S. L. P., les camarades Paul, Mc. Manus et Bell continuaient à prendre part aux négociations en vue de l'unification, mais ils furent désapprouvés par leur parti, puis exclus. Actuellement le S. L. P. en tant que Parti, ne prend pas part aux négociations, mais un nombre considérable de ses membres y participent.

Sur la question de l'action parlementaire, il est probable que l'accord se fera, mais sur la question du Parti Ouvrier (The Labour Party), il y a des divergences de vues considérables; c'est pourquoi il est nécessaire d'indiquer ce qu'est le Parti Ouvrier et ce qu'il fait.

A la fin du XIX-e siècle, on réclama maintes fois que les trade-unions prissent part à l'action politique d'une manière organisée. A chaque congrès, cette question était remise sur le tapis, mais chaque fois, les vieux représentants routiniers des trade-unions clamaient: «Pas de politique dans les Unions!»

Ce n'est qu'à la fin du siècle que fut formé un Comité de Représentation des Ouvriers (The Labour Representation Committee) qui, en 1906 se transforma en Parti Ouvrier. C'était la victoire incontestable pour les éléments les plus avancés des trade-unions.

Le «Labour Party» est la section politique des Trade-Unions. Les membres des trade-unions versent chaque année une petite cotisation pour le fonds politique, et la trade-union prend sur ce fonds pour payer les dépenses pour la campagne électorale en faveur d'un certain nombre de candidats au Parlement qu'elle patronne. Une partie du fonds va au besoin du Labour Party qui couvre une certaine partie des dépenses pour la campagne électorale, fournit la littérature de propagande et donne les directives.

95% des membres du Parti Ouvrier ne sont pas membres au sens ordinaire du mot, — c'est-à-dire qu'ils ne sont pas entrés individuellement dans notre parti, mais y ont été affiliés collectivement par leurs syndicats. Ainsi les mineurs s'affilièrent, plus d'un demi-million en bloc.

Le parti, aussi bien que l'affiliation de particuliers, accepte celle de groupes socialistes tout entiers. Ainsi il a accueilli dans son sein le Parti Socialiste Anglais, (B. S. P.), le Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) et la Société Fabian. Les particuliers peuvent s'affilier aux sections locales du Parti Ouvrier, mais jusqu'à présent ils n'y sont entrés qu'en très petit nombre.

Le Parti Socialiste Anglais est la seule organisation révolutionnaire affiliée au Parti Ouvrier. Il considère que le Parti Ouvrier est l'expression politique de la volonté des ouvriers organisés de Grande-Bretagne, dans leur stade actuel de développement politique et que pour cette raison, il est nécessaire de se trouver au sein du Parti pour utiliser ses conférences et ses organisations locales dans le but de propager le communisme. Nous, membres du B. S. P., nous perdrons un moyen très important de propagation de nos idées, si nous sortions du Parti Ouvrier. Nous reconnaissons que ce n'est pas une organisation révolutionnaire, que quelques-uns de ses leaders comme Henderson, Thomas, Glynes et consorts sont des traitres de la classe ouvrière, qu'ils ont soutenu le gouvernement pendant la guerre et le soutiennent de différentes manières à l'heure actuelle; mais nous reconnaissons également que dans le Parti Ouvrier il se trouve des hommes comme Smilhe et beaucoup d'autres qui méritent d'être soutenus par

la parole et par l'action. Mais ce qu'il nous faut dire, c'est que la grande masse du prolétariat organisé se trouve dans le Parti Ouvrier, et qu'on peut beaucoup mieux arriver à elle en travaillant dans ce parti qu'en dehors de lui. Les leaders réactionnaires que nous démasquons seraient heureux de nous voir partir, car ils seraient ainsi délivrés de toutes nos critiques. Le B. S. P. désigne ses candidats au Parlement ou aux institutions municipales et les soumet à l'approbation des sections locales du Labour Party. S'ils sont approuvés, comme c'est le B. S. P. qui les a désignés, c'est lui aussi qui paye les frais de la campagne électorale. Nos candidats sont également présentés par leur syndicats (trade-unions); dans ce cas, c'est le syndicat auquel appartient le candidat qui prend les frais à sa charge.

Dans l'un et l'autre cas, nos candidats peuvent exprimer les opinions du Parti devant les électeurs.

Ce n'est pas pour affermir les institutions parlementaires et les rendre acceptables pour la classe ouvrière, comme le fait le S. L. P. que le B. S. P. envoie ses candidats au Parlement. Conformément à la résolution précitée, il use du Parlement pour contribuer à la destruction de ce dernier, montrer son inutilité et la nécessité de la création de nouvelles organisations.

Le S. W. S. et le W. S. F. ne veulent pas encore s'affilier au Parti Ouvrier. Ils soutiennent que les socialistes révolutionnaires doivent rester indépendants, refuser de s'associer aux sociétés non-révolutionnaires et suivre la voie qui mène directement au communisme. Ils attachent une très grande importance à la tactique de l'industrialisme pur.

Le B. S. P., lui, déclare que la question de la création d'un parti communiste unique est beaucoup plus importante que celle de l'affiliation au Parti Ouvrier et il a proposé d'adhérer tous à un Parti Com-

muniste unifié, mais sans plus appartenir au Parti Ouvrier; toutefois il réserve à ses membres le droit de soulever cette question dans l'avenir pour la discuter et la résoudre.

A cette proposition le S. L. P. (section officielle) ne consent pas encore, mais le W. S. F. a décidé de demander leur avis à ses membres.

Si le parti communiste se constitue à la suite de la future conférence d'août, beaucoup de gens qui ne sont membres d'aucune des quatre organisations sus-nommées, demanderont à entrer dans son sein. Le Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) à sa conférence de Pâques, a décidé de sortir de la Deuxième Internationale et de se renseigner sur le programme de la Troisième. Un groupe nombreux et influent du I. L. P. se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale et l'adoption par le parti du programme communiste. (Toutes les sections écossaises et locales du I. L. P. sont pour la III-e Internationale). Ramsay Mc. Donald, Philip Snowden et d'autres leaders de la I. L. P. partageant leurs opinions ne veulent pas du communisme et il semble bien qu'une scission soit inévitable. Au cas où elle se produira, l'aile gauche de la I. L. P. entrera dans le parti communiste.

On peut compter sur la B. S. P. pour exercer une vigoureuse pression dans le but d'un côté d'assurer à ce nouveau parti un programme basé sur les principes de la dictature du prolétariat du système des Soviets et le programme de la III-e Internationale, de l'autre de maintenir ce parti en contact étroit avec les ouvriers organisés, en travaillant dans les syndicats, dans le Parti Ouvrier, au Parlement et hors de ces institutions autant que le permettront les circonstances et les moyens.

Pour le Parti Socialiste Anglais (B. S. P.)

Win. Mc. LAINE, Tom QUELCH.

La situation actuelle en Angleterre.

I

Les organisations ouvrières anglaises.

Les organisations ouvrières anglaises se présentent en ce moment, sous l'aspect suivant.

Les trades-unions détiennent la première place. Elles englobent un nombre considérable de travailleurs de toutes catégories. L'on y trouve des mécaniciens, des menuisiers, des électriciens, des boulangers, des cheminots, des mineurs, et d'autres représentants de la classe laborieuse. Aux trades-unions se rattachent aussi de nombreux syndicats ouvriers et professionnels, telle que "L'Union ouvrière" et "L'Union ouvrière générale". Ces dernières organisations admettent, comme membres, les ouvriers ou les travailleurs spécialistes et demi-spécialistes. Le syndicat des mineurs compte environ 500.000 hommes et celui des cheminots à peu près 300.000. Le syndicat général des mécaniciens groupe 260.000. membres.

Toutes les organisations ouvrières anglaises reçoivent de leurs membres des cotisations diverses, régulièrement versées. C'est ainsi, par exemple, que les mécaniciens payent deux shillings tous les huit jours, alors que d'autres syndicats ouvriers se bornent à une cotisation hebdoma-

daire de 4 pences. En retour, les organisations ouvrières accordent à leurs membres divers avantages et allocations pécuniaires. C'est ainsi, par exemple, que le syndicat des ouvriers mécaniciens alloue un secours financier à tous ses membres, en cas de grève, de maladie et de chômage. Mais généralement les syndicats ouvriers n'accordent de secours pécuniaires qu'en cas de grève.

Les unions ouvrières ont une tendance fortement prononcée au fusionnement. Elles ont soin d'éviter toute division en sous-organisations isolées ou distinctes. C'est ainsi, par exemple, que le syndicat général des mécaniciens englobe une trentaine de professions: les mécaniciens proprement dits, les chaudronniers, les forgerons, les modelleurs, les électriciens et autres. La plupart de ces unions ouvrières distinctes se proposent de fusionner définitivement dans le courant de juillet prochain pour former une organisation plus compacte et plus intimement liée. Le syndicat des ouvriers mécaniciens comptera, après ce nouveau fusionnement, plus de 400.000 membres.

Toutes les organisations ouvrières possèdent, comme

administrateurs, des personnes officielles spéciales ou, pour mieux dire, des secrétaires-généraux: il existe pourtant un groupe de syndicats dirigés par des comités exécutifs. C'est ainsi, par exemple, que l'administration du syndicat des mécaniciens se compose d'un président, d'un comité exécutif de 7 membres, d'un comité d'organisation de 9 membres et de 4 sous-secrétaires. Toutes ces personnes sont élues ordinairement pour 3 ans, mais du fait que les membres de syndicats ne s'intéressent que très peu aux élections administratives, ce sont presque toujours les mêmes fonctionnaires qui se maintiennent à leurs postes pendant de longues années. La plupart des unions ouvrières ont des comités d'organisation et des secrétaires généraux permanents, mais tous sont élus ou désignés par les comités exécutifs. Le comité exécutif de "l'Union ouvrière" n'étant pas un organe d'administration permanent (tous ses membres étant occupés dans diverses industries ou entreprises commerciales), ne se réunit en séance plénière qu'une fois par mois.

Les membres d'une union ouvrière n'ont pas le droit de se mettre en grève, si leur comité exécutif ou leurs administrateurs officiels n'en ont pas reconnu préalablement la nécessité! Si la grève éclate sans l'approbation du comité exécutif, les membres de l'union ouvrière qui s'étaient ainsi comportés ne touchent pas "l'allocation gréviste" réglementaire.

La plupart des syndicats sont affiliés au Congrès des Trades-Unions et versent, pour en acquitter les frais 3 shillings par an et par membre. Le Congrès se réunit tous les ans et discute différentes questions, telles que: nationalisation des usines, organisation des grèves, pensions de retraite et autres. La session du Congrès dure ordinairement quatre jours et aboutit à plusieurs résolutions qui constituent en vérité, tout le travail utile et réel de cette assemblée générale annuelle. Les résolutions votées sont abandonnées habituellement à une commission parlementaire mise à la disposition du congrès et chargée de donner suite à toutes les décisions et vœux de celui-ci. Comme, dans la plupart des cas, les résolutions ne sont que des appels au gouvernement, pour l'engager à donner une solution à telle ou telle autre question, la commission parlementaire sus-mentionnée se borne à une remise pure et simple des textes des résolutions aux autorités. Lorsque celles-ci les déclinent, elle se hâte à attendre tout bonnement le prochain Congrès, où elle donnera lecture d'un rapport sur les travaux du Congrès au cours de l'année écoulée. Le Congrès en prendra acte, et la procédure habituelle recommencera. Plus de 400.000 trades-unionsistes sont des affiliés de ce Congrès.

L'action politique des unions ouvrières se fait de la manière suivante. Chaque syndicat décide lui-même, s'il doit s'associer avec le Parti Ouvrier, et dans le cas d'une résolution affirmative, chacun de ses membres verse à la caisse du Parti, à titre de cotisation politique, la somme modique de 3 shillings par an.

Les unions ouvrières qui expriment le désir de voir leurs membres siéger au Parlement, doivent rembourser toutes les dépenses qui en résultent. Ces unions, après avoir résolu en principe cette question, fixent le nombre de leurs candidats et en désignent les noms. C'est ainsi que le syndicat général des mécaniciens a l'intention de poser, aux prochaines élections générales, la candidature de 21 de ses membres. Il supportera lui-même tous les frais électoraux qui ne seront allégés, très faiblement d'ailleurs, que par une subvention de peu d'importance du Parti Ouvrier.

Ce dernier apparaît donc comme le département politique des trade-unions. Il se réunit, tous les ans, en une conférence spéciale. Celle de l'année passée a réuni 700 membres, représentant la presque totalité de tous les membres des unions ouvrières. Le Parti Ouvrier possède, en outre, des organisations locales qui ont pour but de préparer les élections parlementaires et municipales. Les conseils municipaux étant élus au suffrage universel, le Parti Ouvrier y participe également, et désigne ses candidats.

Une fois par an, le Parti ouvrier constitue un comité exécutif de dix membres éligibles, qui se met, de temps à autre, en contact avec le Comité ouvrier parlementaire et le Congrès des Trades-Unions. Le Comité du parti décide de l'action politique à mener, ratifie les noms des candidats désignés, publie des appels et contrôle dans une certaine mesure, le Parti Ouvrier Parlementaire.

Les candidats du Parti au parlement sont choisis parmi ceux que désignent les trades-unions et sont élus selon le mode ordinaire des élections générales. Presque tous ces membres sont des secrétaires généraux de trade-unions, et comme il leur faut assumer deux tâches à la fois, ils sont incapables de s'acquitter consciencieusement de leurs devoirs parlementaires. De ce fait, ils ne peuvent fréquenter régulièrement les réunions parlementaires et bien qu'il y ait quatre-vingt représentants du Parti ouvrier, la moitié seule assiste aux séances de la Chambre des Communes. Quelques-uns de ces députés appartiennent à des partis révolutionnaires, mais la plupart sont complètement étrangers aux idées révolutionnaires et constituent l'aile droite du Parti. A titre de membres d'une organisation politique bourgeoise, ils acceptent et approuvent son programme et son action. D'autres avaient été, avant leur élection au Parlement, des demi-révolutionnaires, mais, égarés depuis lors dans le dédale de petits travaux sans aucune importance et fœnicement capitalistes, ils ont complètement oublié leurs aspirations révolutionnaires d'autan.

Le Parti Ouvrier (Labour Party) a, comme associées et affiliées, les trois organisations suivantes:

Premièrement, le Parti Ouvrier Indépendant. C'est une organisation composée de socialistes, d'idéalistes, de pacifistes, d'anti-militaristes et de beaucoup de révolutionnaires. On y trouve des membres d'associations religieuses et même des quakers. Ce parti est dirigé par Ramsay Mac Donald, Philippe Snowden, Bruce Glasier et autres. Ils ne donnent pas l'impression d'être bolchéviks ou communistes. Ils admettent le Parlement comme institution sociale et se prononcent pour une politique de réformes progressives. Ils sont hostiles à la III-e Internationale et à la dictature du prolétariat.

Le Parti Ouvrier Indépendant mène une propagande politique sur une large échelle et compte à peu près 80.000 membres. Pendant la guerre, le Parti condamné et s'opposait énergiquement à la diplomatie secrète, aux traités secrets et à la guerre elle-même, mais uniquement du point de vue pacifiste. Ce n'est pas, proprement dit, un parti de lutte de classes. En ce moment, un groupe s'est formé au sein du Parti et tente de lui faire donner un coup de barre à gauche. Ce groupe, dirigé par Nembold et Saklavala, a fait paraître, quelque peu avant la conférence d'Eoster du Parti Ouvrier Indépendant, un manifeste en faveur de la III-e Internationale et a réussi à convaincre le parti de la nécessité de sortir de la II-e Internationale sans avoir pu obtenir toutefois son adhésion à la Troisième Internationale. Néanmoins, on procéda à la nomination d'une commission d'enquête, composée de Cliffort, Allen et de R. C. Wallhead, qui se trouvent actuellement en Russie. Cette délégation fut constituée indépendamment de l'aile gauche du parti et sans que Allen ou Wallhead en fussent partisans.

Si le Parti Ouvrier Indépendant n'adhère pas à la III-e Internationale, l'aile gauche sortira probablement du parti et fusionnera avec les communistes.

Vient ensuite la "Société Fabian", qui compte 2000 membres et qui a pour leader Sidney Webl. C'est une organisation collective qui fait paraître toutes sortes de statistiques, se rapportant aux chemins de fer, aux mines, à la navigation, etc. L'oeuvre à laquelle elle se consacre est assez importante et bonne, mais son organisation même et ses publications ne sont pas révolutionnaires. Les Fabians représentent un groupe de professeurs, d'artistes, de gens de lettres, de journalistes, de maîtres d'écoles et autres intellectuels.

La troisième organisation politique se rattache au Parti Ouvrier est le Parti Socialiste Britannique, le premier parti révolutionnaire anglais. C'est le parti qui comptait parmi ses membres Litvinoff, Tchitchérine, Teinberg et la plupart des communistes russes qui habitaient l'Angleterre. Pétroff, Rothstein et Mac-Leave en font aussi partie.

Le Parti avait été constitué avec les éléments de l'ancienne "Fédération" des Social-démocrates, à laquelle appartenait Morris et un grand nombre de vieux révolutionnaires anglais. En 1910, la Fédération changea de nom et s'appelle depuis lors le Parti Socialiste Britannique.

Au début de la guerre mondiale, Hyndman, A. S. Neadongley, Victor Fisher, Hunter Watts, et autres se prononcèrent en faveur de la guerre, ce qui provoqua une scission au sein du parti. Les membres plus jeunes, tels que Ternberg, Fairchild, Inkpin Mac-Leave, Quelch, McIavie et autres organisèrent dans le parti une section anti-militariste et firent paraître un nouveau journal — *The Call* — (L'Appel)

Au bout de quelques mois, les éléments anti-militaristes avaient gagné à leur cause la majorité du parti. Les membres de cette section ont fait preuve dans leur attitude, de beaucoup de fermeté et de persévérance, bien que certains d'entre eux fussent dévotus par la suite des social-patriotes et des chauvins de la pire espèce. Les patriotes s'étant emparés de l'organe du parti — *La Justice*, le journal *The Call* assumait la tâche de celui-ci. Hyndman, Headongley, Tister et consorts furent chassés du Parti Socialiste Britannique, qui se livra aussitôt à une campagne vigoureuse et énergique contre la guerre. Au cours de la guerre, le comité exécutif du parti fut arrêté. On alla même jusqu'à interdire à son secrétaire général, Inkpin, de travailler pour le parti. Mais, en dépit de ces obstacles, le parti s'acharnait à sa politique antimilitariste, dont la base était non pas les doctrines pacifistes, mais la lutte de classes. Le parti a organisé, dans tout le pays, de nombreux meetings, publié des manifestes et répandu des appels parmi les ouvriers, pour les inviter à se dresser contre la guerre. A plusieurs reprises la police a arrêté les leaders du parti et confisqué ses publications.

Quand la nouvelle de la première révolution russe parvint en Angleterre, le Parti Socialiste Britannique organisa une grande manifestation en l'honneur de cet événement. Dans son journal *The Call* et ailleurs, le parti conviait les ouvriers britanniques à tendre la main à la Russie, à l'aider à conclure la paix et à renverser le gouvernement capitaliste. Le parti suivit avec une attention particulière la lutte du parti bolchevique contre Kérénsky et c'est avec un joyeux enthousiasme qu'il accueillit la nouvelle de la Révolution d'Octobre. Il s'est efforcé de créer des Soviets d'ouvriers et de soldats et c'est mon camarade Quelch qui se chargea des fonctions de secrétaire du premier Soviet. C'est alors que les autorités organisèrent des bandes de rôdeurs et d'escarpes de barrière qui attaquaient et dispersaient les meetings. De nombreux camarades furent blessés, mais l'œuvre n'en fut pas moins poursuivie.

Le Parti Socialiste Britannique a publié de nombreux ouvrages relatifs à la Russie et à la révolution, notamment de Lénine: *«L'Etat et la Révolution»*, *«La Révolution prolétarienne»*; de Litvinoff: *«La Révolution bolcheviste»*, de Phillips Price: *«L'Europe capitaliste et la Russie Socialiste»* de Bela Kun: *«La IIIe Internationale»* et autres.

Des milliers de ces livres et pamphlets entièrement consacrés à la Russie et à la révolution bolchevique furent vendus dans tous les coins du pays.

Le Parti a approuvé la dictature du prolétariat et adhéré à la IIIe Internationale. La dernière conférence du Parti a voté deux résolutions dont l'une a été publiée dans le N° 11 de *l'Internationale Communiste* et dont nous croyons devoir citer l'autre:

— «La conférence du Parti Socialiste Britannique, tout en prenant en considération les récents succès électoraux de la classe ouvrière, la prévient que toute augmentation numérique du groupe parlementaire ouvrier et même la constitution d'un gouvernement ouvrier, ne feront pas avancer la cause des prolétaires, aussi longtemps que l'action directe, consciente et décisive de la classe ouvrière n'aura pas renversé le régime capitaliste. Déjà, certains groupes de la classe capitaliste et leurs journaux, prévoyant l'éventualité d'un triomphe définitif des ouvriers aux élections, cherchent à compromettre et à annuler les conséquences des succès déjà réalisés par la classe ouvrière, en lui faisant douter de «sa capacité de gouverner» et espérant la convaincre qu'elle dissiperait inutilement ses forces, si elle tente elle-même d'administrer le pays. Déjà, certains leaders ouvriers, dépourvus de toute perspicacité et de toute prévoyance révolutionnaire et se considérant eux-mêmes comme de futurs ministres éventuels, cherchent à entraîner les ouvriers dans cette voie désastreuse de compromis avec le capitalisme. La conférence déclare que toutes les tentatives de ce genre d'altérer le but de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière si elles réussissaient, conduiraient inévitablement à la réaction. Elle engage les ouvriers à ne soutenir que les candidats qui se servent de la politique comme d'une arme de lutte révolutionnaire du prolétariat pour l'instauration de sa dictature et pour le renversement définitif du régime capitaliste.»

Ces deux résolutions mettent clairement en relief l'attitude révolutionnaire du parti et sa ligne de conduite politique.

J'ai parlé si longuement de la position politique du Parti Socialiste Britannique, parce que certains de ses éléments refusent d'adhérer au Parti Ouvrier, en prétextant

que le point de vue de ce dernier ne diffère pas de celui du Parti Socialiste Britannique. Mais la majorité des membres de ce Parti estiment qu'il est nécessaire de fusionner avec le Parti Ouvrier. De toute façon, nous ne nous départirons pas de notre droit de dénoncer l'attitude de Henderson, de Hogge, de Brace, de Thomas et autres leaders ouvriers. Et c'est ce que nous faisons au sein même de leur parti. Nous nous méfions de certains de leurs actes. Aussi serait-ce avec la plus grande joie qu'ils nous verraient rompre avec celui-ci. Ils n'auraient plus, dans ce cas, à faire face à notre critique.

Le Parti Socialiste Britannique est une organisation politique foncièrement prolétarienne. Il ne renferme pas d'éléments bourgeois. Son comité exécutif comprend, en ce moment, trois mécaniciens, un ouvrier typographe, un contre-maître d'une fabrique de draps et deux membres de comités d'organisations de trades-unions, un homme et une femme. Il est évident que toutes ces personnes se trouvent en étroit contact avec les ouvriers organisés.

Au nombre des groupes politiques qui ne se rattachent pas au Parti Ouvrier, le plus important est représenté par le Parti Ouvrier Socialiste, dont le siège général est à Glasgow. Il a son organe périodique — *The Socialist* —, (*le Socialiste*) Le parti a été très actif pendant la guerre, au cours de laquelle il a mené une belle propagande antimilitariste. C'est un parti marxiste. Il a publié un grand nombre d'ouvrages de Marx, de Lénine, de Paul et de Liebknecht. Tout récemment, il eut à régler quelques dissensions d'ordre intérieur, et nombre de ses membres les plus actifs et les plus connus, W. Paul, A. Manus et T. Bell, furent exclus du parti. Ces gens ne voulaient rien entendre d'une union avec les communistes et se proposaient de ne résoudre les problèmes fondamentaux du Parti Ouvrier que par une voie lente, progressive et raisonnable; aussi, les a-t-on expulsés du parti. Le Parti Ouvrier Socialiste a désigné trois candidats aux dernières élections générales, notamment Paul, Manus et Murphy, comme candidats indépendants et ne se trouvant en aucun rapport avec le Parti Ouvrier.

La «Fédération Socialiste des Travailleurs» est le parti qui dirige Sylvia Pankhurst. C'est un petit groupe politique, composé d'hommes et de femmes très actifs; les femmes y prédominent. Ces camarades ne se trouvent pas en contact immédiat avec les ouvriers et de ce chef, leur action ne donne pas les résultats qu'elle aurait pu donner dans le cas contraire. La «Fédération Socialiste des Travailleurs» est une organisation anti-parlementaire qui néglige complètement le Parti Ouvrier. Parmi les autres groupes politiques, c'est le Parti Socialiste de Grande-Bretagne qui mérite quelque attention; c'est un groupe peu nombreux, et purement politique. On peut signaler encore le «Groupe anarchiste», également peu nombreux, et l'«Union Socialiste du Sud du pays de Galles» dont je ne pourrais dire grand-chose.

Dans le courant de l'année passée, on a tenté de faire l'union des forces socialistes. A cet effet, il s'est tenu une conférence commune des représentants du Parti Socialiste Britannique, du Parti Ouvrier Indépendant et du Parti Ouvrier Socialiste, mais l'on a constaté presque aussitôt qu'il n'y avait pas moyen d'aboutir à un accord entre socialistes de droite et de gauche. On a donc décidé de ne chercher qu'à obtenir l'union des forces de la gauche. Deux ou trois conférences ont été convoquées plus tard, mais elles n'ont pas donné de résultats satisfaisants. Au cours de la première conférence, les représentants du Parti Ouvrier Socialiste se sont ralliés à la proposition de constituer un parti communiste et de procéder trois mois après sa constitution, à un referendum au sujet du Parti Ouvrier. Mais la «Fédération Socialiste des Travailleurs» se prononça contre la proposition. En même temps, le comité exécutif du Parti Socialiste britannique refusa également d'approuver la décision de ses délégués et comme les camarades Paul, Mac Manus et Bell continuaient à militer en faveur de l'union des partis, ils furent expulsés du Parti ouvrier socialiste.

A l'heure actuelle, la situation générale se présente sous l'aspect suivant. Il est question de convoquer, en fin de juillet, un congrès aux fins de constitution d'un parti communiste; il est possible que le Congrès soit ajourné, pour attendre les décisions du Congrès de la IIIe Internationale, qui auront une très grande influence sur l'attitude des communistes anglais.

Le mouvement des Comités de fabriques anglais a eu pour origine la guerre. Avant la conflagration européenne,

de nombreux membres de trade-unions se montraient mécontents de l'attitude de leurs leaders et se mettaient en grève, à l'insu de ces derniers. Pendant la guerre les lois relatives à la défense nationale interdisaient formellement les grèves à toutes les organisations ouvrières. Dans la plupart des cas, les leaders en étaient très contents, parce qu'ils étaient pour la guerre à outrance, se trouvaient en parfait accord avec les impérialistes britanniques et n'avaient nul besoin de grèves. Finalement, la situation était devenue si intenable et si tendue qu'un comité trade-unioniste spécial fut créé à Londres, avec pour secrétaire mon camarade Tom Quelch. L'existence de ce Comité n'a pas été longue, mais ce fut la première opposition à laquelle le gouvernement se neurtura sur le champ industriel. Peu après, beaucoup de Comité des ce genre se constituèrent à Londres, Glasgow, Manchester et en d'autres villes. J'ai organisé un comité à Manchester où j'ai été nommé membre du premier Comité National des Comités ouvriers. Ces comités se répandirent bientôt dans tout le pays et furent les auteurs de la grande grève des ouvriers de 1917. Ils forcèrent les unions ouvrières à agir, et partout où l'action leur semblait peu satisfaisante, ils agissaient eux-mêmes. Depuis que la guerre a pris fin, ce mouvement s'est affaibli. Un grand nombre de ses membres, les plus actifs, ont été éprouvés par la guerre et ne peuvent pas trouver d'emplois ou d'occupations. Mais les ouvriers savent que ce mouvement n'est pas disparu et que le cas échéant il sera facile de le rappeler à la vie. Plusieurs révolutionnaires, énergiques et dévoués, y restent attachés, ainsi qu'un nombre assez considérable d'ouvriers mécontents. C'est, en substance, un mouvement apolitique, mais il est

possible qu'après le Congrès de la IIIe Internationale son programme et sa tactique se modifient sensiblement.

Les adeptes de ce mouvement font paraître *The Solidarity (La Solidarité)* à Londres (mensuellement), et *The Worker (L'Ouvrier)*, à Glasgow (tous les huit jours). L'auteur de cet article est un collaborateur assidu et fidèle du *Worker*, il en fait mention pour montrer que les membres du Parti Socialiste britannique, tels que Gallagher, Campbell, moi-même et autres, participent activement à ce mouvement.

Les tendances politiques de toute la classe ouvrière britannique penchent manifestement vers la gauche. Les vieux leaders perdent peu à peu leur influence sur les ouvriers et, l'un après l'autre, ils se voient remplacés par d'autres éléments plus jeunes et plus vigoureux. Je ne veux pas dire par là que les ouvriers soient, en masse, une classe consciente—ce serait inexact—mais j'y voudrais mettre en relief que bien des choses, dont, entre autres, le récent appel de Lloyd George aux capitalistes, sont de nature à fouetter le sentiment politique des ouvriers. Autrefois, les ouvriers se sont laissés tromper à maintes reprises, par les apparences. Ils ont vu deux partis capitalistes aux prises et ils ont pris cette misérable lutte de mots pour une véritable guerre. Maintenant que les politiciens capitalistes ont ouvertement déclaré la guerre au travail, nous n'aurons pas de peine à démontrer l'existence de la lutte de classes. En effet, plusieurs leaders ouvriers ne veulent pas voir, jusqu'ici, les fait s sous leur vraie lumière et continuent à bavarder sur l'harmonie sociale et autres puérilités. Mais les ouvriers agissent, en dépit de toutes ces balivernes.

II.

La situation politique et économique de l'Angleterre.

La guerre a mis fin, provisoirement, au conflit politique qui rongait l'Angleterre. Les deux partis capitalistes, les libéraux et les conservateurs, ont formé une coalition pour toute la durée des opérations militaires. Ils ont invité le Parti ouvrier à s'y joindre. Henderson, secrétaire du Parti ouvrier et Barnes et John Hodge ont reçu des postes ministériels. L'union sacrée fut ainsi heureusement complétée. Mais les partis socialistes n'ont pas trempté dans cet accord et ont continué la lutte contre la guerre. Le Parti Socialiste Britannique et le Parti Ouvrier Socialiste étaient ennemis de la guerre. Ils savaient que la sanglante aventure capitaliste, avait été déterminée par l'antagonisme des impérialistes et capitalistes de tous les pays, désireux de mettre la main sur les marchés mondiaux et de conquérir de vastes empires coloniaux. Le Parti Ouvrier Indépendant, dans son attitude contre la guerre, partait du point de vue pacifiste. Il affirmait qu'elle allait à l'encontre des intérêts sacrés de l'humanité.

Cette coalition des forces capitalistes a été l'oeuvre d'Asquith, président du conseil jusqu'en 1917, date à laquelle Lloyd George, ministre de la guerre, organisa avec le concours du feld-maréchal French, son fameux coup d'Etat et s'empara de la présidence. Lloyd George, a pu réaliser ses desseins grâce au précieux concours que lui apporta, à cet effet, le maréchal French qui déclara qu'Asquith était responsable du mauvais approvisionnement des armées britanniques en campagne.

La coalition subsista jusqu'en 1918, quand une conférence spéciale du Parti Ouvrier exigea que les membres du Parti siégeant au conseil des ministres donnassent leur démission. Henderson l'avait déjà fait, à la suite d'un conflit surgi entre lui et Lloyd George au sujet de la reconnaissance par l'Angleterre du gouvernement de Kérensky. Mais Barnes, Parker et Roberts et deux ou trois autres ministres ouvriers refusèrent de quitter

le gouvernement et pour ces raisons se virent retirer leurs pouvoirs de représentants du Parti ouvrier.

Vers la fin de la guerre, en novembre 1918, on souleva la question de la dissolution de la coalition. Asquith se prononça cependant pour son maintien, jusqu'au moment où les détails du traité de paix auraient été divulgués. Puis il proposa de commencer les préparatifs pour la campagne électorale. Mais Lloyd George exprima le désir que les élections commencent sur-le-champ, pour mettre à profit l'auréole de la paix victorieuse qui l'entourait (selon sa propre expression) et qui lui devait assurer le maintien de ses pouvoirs de représentant national. Son projet fut mis à exécution et il fit connaître au pays son programme politique qui comportait: „Le jugement du kaiser“, „Le remboursement par l'Allemagne de tous les frais de la guerre“, „L'amélioration des conditions économiques du peuple“. Les conservateurs approuvèrent le projet de Lloyd George, de même que les libéraux. Les éléments qui soutenaient Lloyd George formèrent donc une nouvelle coalition et tous ceux qui s'y montraient défavorables furent regardés d'un mauvais oeil.

Plusieurs libéraux se joignirent à Asquith et refusèrent d'adhérer à la coalition. Les élections donnèrent les résultats suivants: 500 partisans de la coalition, 67 membres du Parti Ouvrier, une vingtaine de libéraux indépendants et environ 500 simi feiners (membres du Parti irlandais). Les nationalistes irlandais n'eurent que trois ou quatre élus.

C'était une campagne électorale de guerre. Le peuple, brulant de chauvinisme et de préjugés, vota pour la coalition. — Depuis, les sentiments de la nation ont bien changé. Les masses qui espéraient voir tomber rapidement le coût de la vie, s'aperçurent que les prix allaient toujours crescendo. Ayant poussé l'illusion jusqu'à s'imaginer que les Allemands paieraient tous les frais de guerre, la population se vit frappée, au contraire,

de nouveaux impôts, dont le nombre et le poids augmentaient sans cesse. Aussi apprit-elle avec étonnement par les déclarations ministérielles que les indemnités de guerre ne pouvaient pas alléger la situation. Le peuple, revenu de la guerre espérait goûter les plaisirs du foyer, que lui promettait Lloyd George, mais il s'aperçut bien vite que tout allait de mal en pis dans le pays. Aussi l'état d'esprit actuel, comme on le pense s'est considérablement modifié.

Lloyd George s'est parfaitement rendu compte qu'un régime pareil ne pouvait durer. Il a donc lancé un appel à tous les éléments bourgeois, pour les inviter à serrer les rangs et à faire l'unité de front. Tout récemment, il déclarait dans un discours: «Un nouveau parti a fait son apparition sur l'arène politique; selon les pays, il s'appelle tantôt bolchévick, tantôt communiste ou socialiste. Mais au fond il est partout le même. Les milliers de petits meetings, tenus aux coins des rues et dont nous nous moquions ont abouti à la création d'un nouveau parti qui jette un défi à la sécurité de la société actuelle. Tous ceux qui tiennent à la conservation de l'individualisme et à l'initiative privée, doivent faire front contre cet ennemi commun».

Cet appel fut répété par Windson Churchill, ministre de la guerre et adversaire le plus irréductible de la Russie Soviétique. Unissant leurs efforts, ces deux hommes cherchent à grouper tous les éléments anti-ouvriers en un seul parti bourgeois, profondément pénétré de préjugés de classe. Plusieurs hommes politiques du régime capitaliste actuel n'approuvent pas cette tendance. Asquith voudrait maintenir le vieux parti libéral comme une unité politique distincte; lord Robert Cecil déplore la lutte de classes. Ces hommes ont des partisans qui savent que, pendant des générations, les ouvriers britanniques ont été les dupes des libéraux et des conservateurs, en prenant la lutte entre ces deux partis capitalistes pour un vrai conflit social. Asquith ne peut pas être considéré comme un ami des ouvriers. Il l'a d'ailleurs prouvé à maintes reprises. C'est à lui qu'incombe la responsabilité de l'envoi de troupes contre les ouvriers en grève, ainsi que de quelques arrangements secrets conclus en commun accord avec sir Edward Grey, avant et pendant la guerre.

Les partis capitalistes ne sont pas sans comprendre combien ils ont besoin de se sentir solidaires les uns des autres pour traverser, sans préjudice, la crise qui approche. Chaque élection complémentaire accuse la croissance du nombre de suffrages recueillis par les ouvriers. Lloyd George l'a constaté encore tout récemment, dans un de ses discours: «Si nous ne faisons pas bloc, les socialistes seront bientôt le parti le plus important dans notre gouvernement».

Cela ne veut pas dire que les masses anglaises soient révolutionnaires. Les conditions actuelles sont très bonnes et la situation générale n'est pas révolutionnaire. Néanmoins les choses sont dans cette direction.

En ce moment, les produits alimentaires abondent dans le pays et, sauf deux ou trois articles, on peut se les procurer sans la moindre difficulté. Le sucre est rationné, mais chacun peut en recevoir librement une demi-livre tous les huit jours; le beurre est aussi rationné; on le délivre à raison de deux onces par semaine par habitant. Il est vrai que ceux qui ont de l'argent peuvent acheter ces articles aux prix de spéculation plus élevés. En général, le coût de la vie est élevé et va toujours croissant. Le sucre coûte sept fois autant qu'avant la guerre; le charbon, trois fois; le beurre, quatre fois; le thé, deux fois. Les appointements et les salaires sont à peu près doublés par rapport à ceux d'avant la guerre.

Par suite de la hausse des prix, les ouvriers organisés se voient dans la nécessité de se mettre, de temps en temps, en

grève ou d'en menacer les patrons. Quoi qu'il en soit, l'augmentation du coût de la vie accélérera sans doute la crise.

Les ouvriers britanniques sont fortement exaspérés contre certains administrateurs de trade-unions qui se sont joints à la demande des capitalistes relative à «l'intensification de la production». Des journaux, des magazines et des revues techniques publient régulièrement des articles de Clynes, de Hodger, de Brace, de Thomas, de Brownlie et autres leaders trade-unions, qui exhortent les ouvriers à envoyer sur le marché plus de marchandises des fabriques et usines, des ateliers et des mines où ils travaillent. Cependant, les ouvriers ne se laissent pas tromper. Ils savent que «l'intensification de la production» signifie, sous le régime capitaliste, de gros bénéfices et d'énormes avantages pour les entrepreneurs et fabricants. Ce serait avec joie que les ouvriers intensifieraient la production dans une république ouvrière, mais pas sous le régime bourgeois. Tous ceux qui sont chargés de mener une pareille campagne en faveur de la surproduction se plaignent de la difficulté de leur tâche et du mauvais accueil qui leur est fait. Les masses ouvrières sont réfractaires à toute propagande de ce genre et ne veulent rien entendre.

Le problème irlandais est au nombre de ceux que le gouvernement capitaliste anglais ne peut solutionner. Après les élections générales de 1918, plus de trois quarts des membres du parlement élus en Irlande, tous des *sinn feiners*, prirent l'engagement de ne pas fréquenter la Chambre des Communes et refusèrent de prêter serment. Il ne reste donc que trois ou quatre nationalistes et un nombre insignifiant d'unionistes venant d'un coin du nord-est de l'Irlande. Ce dernier groupe comprend des hommes qui se sont installés en Irlande, mais qui ne sont pas d'origine irlandaise et ne sympathisent pas avec ce pays. Donc, en fait, l'Irlande n'est pas représentée à la Chambre des Communes. Ce qui n'empêche pas la Chambre des Communes de discuter un bill relatif au «home-rule», bien qu'il n'y ait pas un seul représentant réel de l'Irlande, les nationalistes n'assistant pas aux débats à ce sujet. Le bill en question n'est rien de plus qu'une farce, que l'Irlande repousse avec mépris.

Entre temps, l'Irlande se trouve sous le talon de fer du militarisme britannique. Partout dans les rues ce n'est que soldats, tanks, fils de fer barbelés. On se croirait en pays occupé par l'ennemi. Beaucoup d'agents de police ont été tués pendant la guerre de partisans et un grand nombre de bureaux de police et de caisses du fisc saccagés. Partout, le peuple irlandais est en révolte, mais il ne s'insurge pas ouvertement, car ce serait faire le jeu du gouvernement britannique qui ne dési-rerait pas mieux que de faire donner les troupes qu'il a concentrées à cet effet.

Une autre question, non moins importante, est celle des finances nationales. Pendant la guerre, la dette publique de l'Angleterre remonta de 700.000.000 de livres sterling à 3.000.000.000. Les intérêts que l'on perçoit sur cette dernière somme sont de 350.000.000 livres sterling par an, c'est-à-dire qu'ils dépassent le bilan d'Etat d'avant la guerre. A cette somme vraiment énorme, il faut ajouter d'autres millions que nécessitent les pensions des invalides de la guerre et l'entretien de l'armée et de la marine qui coûtent maintenant quatre fois plus cher qu'avant la guerre. Les frais de l'Etat sont actuellement si grands, que le chancelier de l'Echiquier doit avoir recours à des moyens spéciaux pour trouver l'argent qui lui est nécessaire pour faire face aux engagements financiers du gouvernement. Il voudrait bien imposer, d'une manière ou d'une autre, les capitaux ou frapper d'une taxe spéciale les bénéfices de guerre, mais il n'ose pas le dire ouvertement. Il avait chargé une commission spéciale d'éclaircir cette question, mais la commission s'est moutrée, tout aussi effrayée, que le chancelier lui

même. Les capitalistes qui ont réalisé, grâce à la guerre, de gros bénéfices, s'opposent à toute imposition de ces derniers et luttent avec acharnement contre tout projet dans ce sens du gouvernement. Quant à la taxe dont sont frappés les bénéfices extraordinaires de guerre, taxe représentant une mesure militaire spéciale, — les intéressés s'y dérobent en faisant construire de nouvelles fabriques et en les munissant d'un nouvel outillage technique. Il faut dire encore qu'ils ne perdent pas leur temps et qu'ils mènent une propagande très active pour faire supprimer cette taxe. L'attitude du capitaliste britannique est toujours la même: ne rien payer et amasser constamment. Il faut noter aussi que les emprunts de guerre britanniques appartiennent également aux capitalistes anglais, qui ont emprunté à l'Amérique 1.000.000.000 de livres sterling, de sorte que les intérêts perçus sur cette somme, iront tomber dans les poches des financiers britanniques.

Le chancelier de l'Echiquier, qui tremble devant ses maîtres capitalistes, mais qui a pourtant besoin de se procurer de l'argent, vend à tort et à travers toutes les propriétés, immeubles et objets que le gouvernement avait achetés pendant la guerre: automobiles, usines, machines, bâtisses, vêtements etc. et met le produit de ces ventes dans la caisse de l'Etat, sous la rubrique „recettes“. En même temps, il frappe, de plus en plus furement, les ouvriers de toutes sortes d'impôts. Le sucre, le thé, le tabac, la bière, les divertissements et une foule d'autres choses sont taxés et, en maintes occasions, très sensiblement. Les impôts élevés exaspèrent la population et provoquent la hausse croissante des prix.

Les mineurs ont entamé, il y a quelque temps, une campagne politique en faveur de la nationalisation des mines, dont le contrôle devrait appartenir aux ouvriers. Au congrès des trade-unions, en septembre dernier, il fut décidé d'adresser un ultimatum au gouvernement, exigeant la nationalisation des mines. Le gouvernement rejeta la demande des ouvriers. Un second congrès fut convoqué, mais il désapprouva les ouvriers dans leur intention de forcer le gouvernement à donner satisfaction à leur exigence. La campagne en faveur de la nationalisation, ainsi inaugurée, se poursuit. Il est certain que les ouvriers ne se calmeront pas, aussi longtemps que le contrôle de l'industrie ne sera pas entre leurs mains.

Les cheminots cherchent aussi à s'assurer le contrôle des chemins de fer et font, à cet effet, une propagande très énergique.

En Angleterre, on s'intéresse vivement à la question russe. Nombre de manifestations imposantes ont été organisées,

en diverses parties du pays, pour réclamer la mise à exécution du mot d'ordre „Hands off Russia!“ („Laissez tranquille la Russie!“). Il en a été de même dans tous les meetings du Premier Mai. Le *Daily Herald* et le *Call* ont consacré la plupart de leurs colonnes à des articles et appels sur ce sujet. Les masses veulent qu'on laisse la Russie en paix, pour qu'elle puisse se développer librement et à sa guise. Elles insistent sur la reprise des relations commerciales avec la République Soviétique, comprenant que le blocus de la Russie fait tort non seulement à ce pays, mais qu'il est aussi la cause de la cherté de la vie en Angleterre. Même les trade-unions modérées ont publié des déclarations, demandant la paix avec la Russie. Les communistes ont dénoncé la participation du gouvernement britannique aux exploits de Koltchak, de Dénikine et d'autres généraux blancs; ils se sont vigoureusement opposés aux projets réactionnaires de Churchill.

Les récentes révélations de Bonar Law concernant les grandes quantités de munitions de guerre envoyées aux bandits polonais ont produit une grosse émotion dans le peuple. Les Dockers ont refusé de charger ces munitions; les cheminots les ont imités. Les ouvriers surveillent attentivement tous les ports.

Il est encore d'autres questions qui préoccupent les ouvriers anglais; ce sont: l'attitude du gouvernement britannique à l'égard des Indes et de l'Egypte, les nombreux scandales de guerre et l'attitude arrogante des éléments qui jouissent insolemment de la vie, grâce aux fortunes inouïes qu'il ont édifiées au cours de ces dernières années.

Toutes ces choses: cherté de la vie, „intensification de la production“, Irlande, Russie, Egypte, finances et ainsi de suite — rendent le peuple de plus en plus irrité contre le gouvernement. La popularité de Lloyd George s'est évanouie. On le considère comme un avocat rusé, astucieux et de mauvaise foi, passant avec une rapidité extraordinaire d'une opinion à l'autre. Dans un appel spécial, il invita toute la bourgeoisie à se lancer énergiquement dans la lutte de classes. Maintenant les ouvriers ne s'y trompent plus, ils savent à qui ils ont à faire. Les événements marchent vers une crise imminente. Le gouvernement ne peut pas s'acquitter des problèmes qu'il a créés lui-même, sa chute est donc inévitable. Lentement, mais sûrement, les ouvriers anglais vont de l'avant et tournent de plus en plus vers la gauche; le Parti socialiste britannique les accompagne dans leur marche, travaille avec eux et les oriente vers le communisme.

Mc. Laine.

L'activité de l'Union des Comités ouvriers Ecossois.

L'Union des Comités Ouvriers Ecossois a pour but de répandre les principes communistes parmi la classe ouvrière, de créer l'unité de la production dans celles des industries où existent des organisations ouvrières séparées et concurrentes et d'organiser des comités ouvriers non officiels destinés à remplir ces tâches.

Le mouvement ouvrier professionnel de la Grande Bretagne est un des plus puissants au monde par ses ressources financières et par le chiffre de ses adhérents; il est en revanche déplorablement faible, en ce qui concerne l'expérience et l'esprit révolutionnaire. Au cours de son développement, il a créé une

forte bureaucratie conservatrice qui emploie tous ses efforts à canaliser le mécontentement des ouvriers, de façon à le rendre inoffensif (au point de vue capitaliste, bien entendu). L'ouvrier britannique moyen est rattaché à son organisation par des rapports de solidarité sociale et d'intérêts pécuniaires (secours en cas de maladie, de chômage, etc.). Toutes les tentatives faites par le passé en vue de pousser les ouvriers à quitter leurs syndicats réactionnaires et à fonder des organisations plus révolutionnaires sont demeurées vaines.

La force des trade-unions anglaises au point de vue numérique et financier, s'est encore accrue pen-

dant la guerre; mais la force de leur bureaucratie a augmenté en proportion. A chacun des mouvements industriels des masses qui ont eu lieu depuis la conclusion de l'armistice, l'influence de cette bureaucratie s'est appliquée à restreindre l'importance du mouvement, à le réduire à de petites réformes dans des cadres capitalistes. Et elle y réussissait souvent grâce à la faiblesse des éléments révolutionnaires et au manque général de compréhension de la pratique industrielle.

Le mouvement qui se traduit par l'organisation des Comités Ouvriers, se donne pour but de combler ces lacunes. Il aspire à y parvenir :

1) En organisant les communistes occupés dans une entreprise donnée, en un comité ouvrier et de propagande et en cherchant à atteindre la plus grande unité d'organisation; en dirigeant les ouvriers dans les conflits qui surviennent entre eux et l'administration. Les communistes sont de cette façon à même de propager leurs idées; de plus, les ouvriers s'habituent ainsi à les considérer comme leurs guides dans la lutte contre les entrepreneurs.

2) Par voie d'unification des Comités Ouvriers en des Comités d'arrondissements qui coordonnent l'activité de ceux-ci et qui prennent les mesures nécessaires pour réaliser la campagne de propagande systématique dans les limites de l'arrondissement. Cette propagande se fait habituellement sous forme de meetings organisés non loin des fabriques pendant l'heure du dîner; c'est un moyen excellent d'entretenir le contact avec les masses ouvrières.

Grâce à ces procédés, les comités ouvriers révolutionnent les esprits parmi les masses ouvrières, affaiblissent l'ascendant de la bureaucratie des trade-unions, contribuent à l'unification des ouvriers suivant les productions et constituent vis-à-vis des trade-unions une organisation parallèle qui saura unifier les travailleurs pour une action collective en cas de crise révolutionnaire, et cela en dépit des efforts de la bureaucratie corporative pour empêcher les masses de prendre part à un mouvement dirigé contre le capital.

Notre organisation est communiste et non syndicaliste. Nous sommes convaincus que la lutte écono-

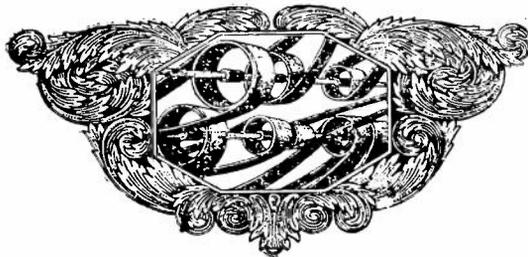
mique contre la classe possédante doit céder la place à la lutte politique des masses contre l'Etat capitaliste, qui doit être remplacé par la dictature du prolétariat, basée sur les Soviets des députés ouvriers.

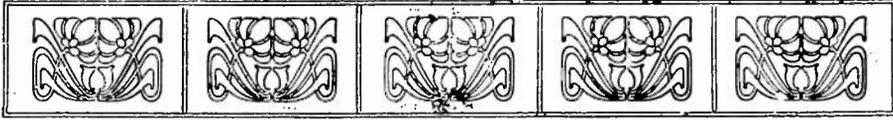
La lutte industrielle se transformera, sans doute, en Grande-Bretagne, en une lutte politique. Les masses ouvrières se montreront de plus en plus hostiles à l'Etat capitaliste (qu'elles considèrent encore comme neutre) pour la simple raison que leurs revendications pendant les conflits provoqueront l'intervention de cet Etat en faveur des entrepreneurs. Mais nous reconnaissons qu'il faut quelque chose de plus qu'une organisation industrielle pour mener à bonne fin la lutte de la classe ouvrière contre l'Etat capitaliste. Aussi nous efforçons-nous de propager nos „Comités Sociaux“, comme nous les appelons, lesquels unifient pour l'action révolutionnaire tous les communistes résidant dans un arrondissement donné.

Etablissement d'un budget concernant l'approvisionnement nécessaire à un district donné, étude des sources de ravitaillement, concentration de tous les renseignements relatifs à la production de l'industrie du district et surtout, étude topographique de celui-ci du point de vue stratégique, armement et exercice militaire clandestins de groupes d'ouvriers soigneusement triés: telle est notre politique dans ses grandes lignes. Nous sommes certains que notre activité à une importance capitale pour la révolution et nous affirmons sans crainte d'être démentis que nous sommes en Grande-Bretagne le seul groupe faisant un pareil travail à l'heure actuelle.

Nous publions, en outre, un journal hebdomadaire *l'Ouvrier* où les questions industrielles sont examinées au point de vue communiste. *L'Ouvrier* a été un des premiers journaux interdits en Grande-Bretagne pendant la guerre mondiale. Son rédacteur, président de comité, a subi une année d'emprisonnement. Notre hebdomadaire est en Grande-Bretagne l'unique organe interprétant les faits de la vie industrielle du point de vue communiste. Son tirage est assez considérable pour couvrir pleinement les frais de la publication.

K.





L'Irlande révolutionnaire et le Communisme.

On attribue pour deux raisons une importance toute particulière au rôle de l'Irlande dans le mouvement communiste international: 1) par suite de la situation stratégique de ce pays à l'égard de l'Angleterre, qui est le siège central de l'impérialisme britannique et 2) par suite de l'influence du développement politique de l'Irlande sur la masse de ses nationaux disséminés en Angleterre et aux Etats-Unis.

Il nous semble important de faire un exposé succinct du mouvement ouvrier et socialiste irlandais et de dépeindre les personnes qui ont joué et jouent encore un rôle plus ou moins important dans ce mouvement. L'histoire moderne du mouvement ouvrier irlandais ne commence, à vrai dire, qu'à l'arrivée de Jim Larkin dans ce pays, en 1907. Jusqu'à cette date, le nombre des ouvriers irlandais, organisés en syndicats, était insignifiant; encore, se trouvaient-ils (dans la proportion de 90% environ), incorporés dans des filiales irlandaises de trade unions anglaises. Ces membres purement officiels se bornaient au versement régulier de leurs cotisations et n'exerçaient qu'une influence minime ou à peu près nulle, sur la politique des unions, dont les organes exécutifs se trouvaient en Angleterre.

Jim Larkin, dont la personnalité était inséparable du Parti Ouvrier Indépendant anglais, dès l'origine de ce dernier, y apparut comme l'organisateur déjà connu du „Syndicat des Dockers anglais“; peu après son arrivée, les ouvriers irlandais déclaraient leur première grande grève, à Belfast. Elle fut d'autant plus remarquable que la police y participa. L'excitation fut très grande et nécessita l'intervention d'une force armée très importante. Quelques mois après le règlement du conflit de Belfast, les dockers de Cork se mirent aussi en grève. En manière de protestation contre son attitude envers les grévistes de Belfast, et les mêmes procédés ayant été appliqués à ceux de Cork, Larkin rompit avec le „Syndicat des Dockers anglais“ et organisa, sur les bases de l'unionisme industriel, le „Syndicat des Ouvriers des Transports et l'Union des Travailleurs irlandais *)“. Après

une série de grèves très mouvementées, ce syndicat se développa dans la plupart des grands ports et des centres industriels du pays. Connolly, rentré d'Amérique en 1910, alla aussitôt voir Larkin, qui se trouvait, à cette date, à la prison de Mountjoy, à Dublin. En résultat de cette entrevue, Connolly se chargea de la direction du Syndicat pour toute la durée de l'emprisonnement de Larkin et, plus tard, quand celui-ci fut remis en liberté, les deux militants unirent leurs efforts. Depuis lors, ils n'ont pas cessé de travailler ensemble, jusqu'au moment où Larkin se rendit en Amérique pour recueillir des fonds, dont avait besoin la caisse du Syndicat, presque complètement épuisée par la grande grève de Dublin, en 1913—1914.

Connolly avait, dans les jeunes années, de son activité politique, participé activement au mouvement socialiste en Angleterre et tout particulièrement en Ecosse. Il était de ces jeunes marxistes intrépides et peu nombreux, qui, aux origines de la Fédération Social-démocrate, avaient refusé de prendre part aux premières manifestations du social-patriotisme et du social-réformisme de Hyndman, pour constituer le Parti Ouvrier Socialiste (Socialist Labour Party), dont il fut l'organisateur et le premier président. Jusqu'à ces derniers temps, il resta en contact permanent avec ce parti et son influence s'exerce encore dans cette organisation qui est une des forces socialistes militantes, si peu nombreuses, de l'Angleterre. En 1896, il rentra en Irlande, y constitua le Parti Socialiste Républicain Irlandais, la première organisation socialiste en Irlande. Il était directeur de son organe officiel — *The Worker's Republic (La République Ouvrière)* — grâce auquel la doctrine révolutionnaire du parti commença à gagner peu à peu les masses ouvrières irlandaises. Notons ici que, seul parmi les autres partis, le P. S. R. I. fut le premier à se prononcer ouvertement en faveur de l'instauration en Irlande d'un régime républicain. Ce parti était numériquement faible mais très actif, et tenta, sans succès d'ailleurs, de participer aux élections municipales.

*) Note du traducteur. Nous traduirons: *Irish Labour Party* (I. L. P.) par Parti Ouvrier Irlandais; *Irish Transport Union* (I. T.) par Syndicat des Travailleurs des Transports;

General Worker's Union (G. W. U.) par Union Générale des Travailleurs Irlandais; *Irish Trade-Union Congress* par Congrès des Trade Unions Irlandaises.

En 1902, Connolly alla en Amérique, voulant en rapporter, pour les besoins du parti, des fonds qu'il se proposait de réunir au moyen d'une série de conférences politiques. Ce but atteint, il demeura quelque temps aux Etats-Unis et participa très activement à la création des I. W. W. et à l'organisation du Party Socialiste Ouvrier Irlandais. En 1908, il fonda la Fédération Socialiste Irlandaise d'Amérique et dirigeait son organe officiel *The Harp*, que l'on transporta plus tard en Irlande. En 1910, rentré dans son pays, il publia son livre *Labour in Irish History*, (*Le Travail dans l'Histoire de l'Irlande*), qui est la seule et unique interprétation marxiste de l'histoire du développement du prolétariat et de la classe paysanne irlandaise.

Depuis 1910, Larkin et Connolly se trouvaient à la tête du mouvement ouvrier et socialiste irlandais. Leur travail consistait dans l'organisation du Syndicat des Ouvriers des Transports et des Travailleurs irlandais, dans la propagande de l'usage des grèves de masses et des grèves de sympathie et dans la transformation du Congrès des Trade-Unions irlandaises en un Parti Ouvrier Irlandais. Le Syndicat sus mentionné dont le mot d'ordre était l'abolition du salariat devint bientôt si puissant, qu'en 1913 la bourgeoisie irlandaise et les capitalistes anglais se virent dans la nécessité de s'unir, pour écraser, d'un commun effort, cette organisation qui offrait du danger à leurs intérêts. Cette alliance eut pour résultat le lock-out et la grève de Dublin qui durèrent plus de dix mois et suscitérent la première levée en masse du prolétariat irlandais. Les ouvriers radicaux anglais vinrent en aide à leurs camarades irlandais, en envoyant à Dublin de l'argent et des vivres, mais les leaders du Labour Party britannique, restant fidèles aux intérêts de la classe capitaliste et sabotant toute action révolutionnaire ouvrière, empêchèrent la demande de secours, adressée en Angleterre, d'avoir des suites, si bien qu'à la fin les ouvriers irlandais durent battre en retraite. Ce ne fut pour la bourgeoisie qu'une victoire à la Pyrrhus: le Syndicat des Transports, quoique éprouvé numériquement et pécuniairement, garda néanmoins intacte son organisation intérieure, et les ouvriers demeurèrent dans un état d'exaspération amère qui se fit sentir plus tard, pendant l'action du prolétariat en 1916.

La conflagration européenne trouva le Syndicat des Transports assez vigoureux pour protester contre les social-traîtres du Labour Party britannique, qui ayant adhéré à la campagne de défense nationale, prenait une part active à la politique de représailles à l'égard de l'Irlande, considérée comme une petite nationalité, et des ouvriers irlandais, en tant que classe sociale. Larkin et Connolly ont organisé, dans tout le pays, une série de meetings, démasquant la nature impérialiste du conflit, exhortant les ouvriers

à profiter, par tous les moyens en leur pouvoir, de la crise, critiquant sans merci le Parti Ouvrier britannique et dévoilant le caractère bourgeois et impérialiste du parti parlementaire irlandais, qui portait jusqu'alors le masque d'un parti d'opposition à l'impérialisme britannique et qui soutenait maintenant la guerre; ils s'attaquèrent aussi à la réaction bourgeoise des sinn feiners qui s'étaient prononcés pour la neutralité de l'Irlande. Ces deux camarades, comprenant que les embarras de l'impérialisme britannique ne pouvaient être qu'utilés au prolétariat irlandais, préconisèrent l'armée citoyenne irlandaise, en élargissant la base, en armant ses partisans et rendant plus serrée l'organisation militaire de leur parti politique. Pour obtenir les fonds nécessaires à cette fin, Larkin ayant été expulsé par le gouvernement britannique, se rendit une nouvelle fois en Amérique, et Connolly se chargea, en son absence de la direction du parti et de la formation de l'Armée Citoyenne irlandaise, faisant lui-même presque tout cet important travail. Depuis lors et jusqu'à 1916, l'idée de l'Armée Citoyenne irlandaise absorbe les hommes politiques du Parti Ouvrier Irlandais.

L'Armée Citoyenne Irlandaise (Citizen Army).

L'Armée Citoyenne irlandaise fut créée à Cork, en 1908. Elle avait pour but la défense des ouvriers contre les brutalités de la police; en dehors de cette destination, on n'en entendait parler que très peu et elle n'eut aucune importance jusqu'à la fin de 1913, époque à laquelle elle prit part à plusieurs conflits au cours de la grève de Dublin. Mais dès le début de la guerre mondiale, les leaders politiques commencèrent à manifester à l'égard de cette armée un intérêt très vif, se mirent à son armement régulier, y invitèrent plusieurs instructeurs militaires, dont le capitaine White, fils du feld-maréchal britannique, sir George White, a été le premier. Cet officier avait été mêlé à la grève de Dublin et fut plus tard, en 1916, arrêté en Galles du Sud, sous l'inculpation d'avoir tenté d'y provoquer une grève de mineurs pour empêcher l'exécution de Connolly.

Connolly, en sa qualité de commandant, s'entoura d'un état-major socialiste, dont il avait désigné le chef, Eichel Malon, un tisserand en soie (exécuté en 1916, par les Anglais). L'effervescence révolutionnaire nationale se répandant rapidement par tout le pays; les Anglais la combattirent par l'état de siège, ce qui détermina la création d'un état-major de coopération, jouant le rôle d'organe intermédiaire entre les volontaires nationalistes irlandais (Nationalist republican armed forces) et l'Armée Citoyenne irlandaise; cet état-major de coopération fut constitué sur l'initiative du commandement de l'armée citoyenne et de-

meura à la tête de l'alliance jusqu'à l'insurrection de 1916. Le gouvernement britannique ayant suspendu tous les journaux révolutionnaires, Connolly se mit à publier son organe *Worker's Republic*, sous la protection de l'Armée Citoyenne, qui se chargea, en même temps, de la garde du „Liberty Hall“ („Salle de la Liberté“), où se trouvait le quartier général du Syndicat des Transports. Cet état de choses se maintint pendant trois mois, et le dernier numéro de la *Worker's Republic* parut deux jours avant l'insurrection.

L'organisation de l'Armée Citoyenne fut basée sur un principe prolétarien; l'armée avait un commandant, un état-major, composé d'officiers supérieurs, et des officiers subalternes, élus par les soldats; elle avait, en outre, un comité de direction, formé d'un nombre égal de représentants des officiers et des soldats. Le champ d'activité de l'armée se bornait à la ville de Dublin et à ses environs. C'était une force d'opération armée de premier ordre qui rivalisait sérieusement avec les Volontaires Irlandais; en maintes occasions elle soutint de véritables combats de rue; ses officiers, magnifiquement entraînés, et tout particulièrement son haut commandement, donnaient aux Volontaires Irlandais des leçons d'une grande utilité sur la guerre de partisans. L'Armée Citoyenne issue de la masse prolétarienne, comptait dans ses rangs de nombreux soldats qui avaient servi, pour des raisons d'ordre économique, dans l'armée anglaise.

L'Armée Citoyenne déclancha le mouvement révolutionnaire, précurseur de l'insurrection; en dépit des hésitations sempiternelles du gros des leaders des Volontaires Irlandais, l'Armée Citoyenne, en face de la crise et grâce à son attitude résolue et énergique, les contraignit à une participation directe au soulèvement armé. Si les forces révolutionnaires échouèrent dans leur entreprise, la faute en fut à l'ordre qui contremanda subitement la mobilisation des troupes républicaines irlandaises, commencée depuis onze heures. Ce fut l'oeuvre des leaders bourgeois, dont les efforts tendaient incessamment à enrayer ceux de Connolly et à empêcher toute coopération des Volontaires Irlandais et de l'Armée Citoyenne. Malgré ce fait, un millier de combattants irréguliers républicains ont défendu la capitale, dont ils s'étaient emparés, contre 47.000 soldats britanniques, armés et équipés d'après toutes les règles de l'art militaire moderne; les rebelles ont en outre combattu avec succès au nord de Dublin et provoqué plusieurs soulèvements armés dans l'Ouest de l'Irlande.

Au cours de la révolte, l'Armée Citoyenne, en tant que contingent des forces républicaines, attaqua le château de Dublin, où se tenait le quartier général du gouvernement britannique en Irlande. Elle s'en empara et prit possession de plusieurs positions stra-

tégiques dans la ville même. Connolly fut le commandant en chef de toutes les forces de la République pendant toute la durée de l'insurrection. Après la capitulation, Connolly, grièvement blessé au cours du combat, et Michel Malon, chef de l'état-major de l'Armée Citoyenne, furent exécutés en même temps que d'autres leaders nationalistes de l'aile gauche, alors que la plupart des militants prolétariens, plus ou moins connus, avaient péri pendant ou furent tués après la bataille. L'Armée Citoyenne fournissant un nombre de combattants beaucoup plus important que les Volontaires Irlandais et étant poursuivie avec acharnement par les autorités britanniques, elle sortit naturellement de la lutte complètement délabrée, comme organisation militaire, tandis que les Volontaires Irlandais, beaucoup moins éprouvés, réussirent à maintenir intacte leur organisation intérieure dans une grande partie du pays, où il n'y avait pas eu de combats.

Après la remise en liberté, en décembre 1917, de tous les prisonniers, l'Armée Citoyenne commença sa réorganisation en cherchant à maintenir à sa base le principe prolétarien; le rôle prédominant appartenait maintenant aux Volontaires Irlandais et presque tous les chefs de l'Armée Citoyenne ayant été tués, celle-ci perdit de plus en plus son influence et ne joue, en ce moment, aucun rôle dans la vie politique de l'Irlande. Il est à noter ici que l'Armée Citoyenne n'est pas une organisation communiste, bien qu'elle soit hostile aux tendances présentes du Parti Socialiste Irlandais et qu'elle n'ait coopéré avec lui qu'une seule fois, en défendant, contre la police, un meeting convoqué par le parti en faveur de la révolution bolchéviste russe. Le programme de l'Armée Citoyenne irlandaise prévoit l'instauration en Irlande, par la force armée, d'une république ouvrière, — bien que les formes et la structure de cette république ne soient pas assez claires à la majorité de ses membres.

Les Sinn feiners et les Volontaires Irlandais.

Pour bien comprendre les traits caractéristiques des Sinn feiners, il faut s'adresser à leur prédécesseur politique — le parti Parlementaire Irlandais. Ce parti a joué, pendant plus de 40 ans, un rôle prédominant parmi les hommes politiques nationalistes irlandais. Il avait pour but d'assurer à l'Irlande un *home rule* dans les cadres de l'Empire britannique; il y tendait par des moyens constitutionnels. Sur les 104 membres irlandais du Parlement britannique, le Parti Parlementaire Irlandais en comptait environ 80; le reste était composé d'unionistes hostiles au *home rule* et formant une groupe du parti des tories anglais.

Sous la conduite de Parnell, le Parti Parlementaire

Irlandais fit de l'obstruction au Parlement britannique et défendit énergiquement son indépendance politique, refusant tout accord avec les partis anglais quels qu'ils fussent et prêtant son concours parlementaire tantôt à un groupe, tantôt à un autre. Cette politique finit par le compromettre et en faire un auxiliaire du Parti libéral anglais. Peu à peu, malgré bien des efforts pour faire valoir leur indépendance politique en Irlande, l'attachement des députés irlandais au Parti libéral anglais les mit à la remorque des hommes politiques de l'Empire britannique, en les faisant renoncer à l'opposition dite démocratique, à l'impérialisme anglais. L'acte final de cette politique d'obstruction fut l'opposition des députés irlandais à la guerre sud-africaine de 1899-1901.

Pendant que le Parti perdait les liens qui le rattachaient à son pays, une nouvelle politique nationale naissait en Irlande: le mouvement Sinn feiner. Un pamphlet intitulé: „La Résurrection de la Hongrie, une parallèle pour l'Irlande“, commença, à cette date, à attirer vers lui l'attention générale. L'auteur de cet ouvrage, Arthur Griffith, journaliste indépendant bourgeois, dépeignait la lutte de la Hongrie pour son indépendance politique et recommandait l'application des méthodes et des moyens dont s'étaient servis les nationalistes hongrois. Il traçait un programme, dont le développement prévoyait la conquête du pouvoir par son parti après 1916 et dont les points capitaux étaient: a) formation, par la voie du système électoral anglais, d'un parti qui s'engagerait à ne pas participer au Parlement britannique, b) constitution d'un Parlement irlandais ou d'un conseil général, c) refus de payer les impôts à la Trésorerie royale anglaise, d) politique de défense contre les aspirations d'expansion du gouvernement britannique, e) encouragement de l'industrie irlandaise, f) constitution d'un corps consulaire irlandais et g) encouragement à tous les mouvements nationaux irlandais, tels que la „Gaelic League“ („Ligue gaélique“), la régénération et le perfectionnement de la langue irlandaise, la „Gaelic Athletic Association“ pour la restauration des anciens sports et jeux irlandais, la renaissance de la littérature et de l'art dramatique irlandais et l'organisation des boy-scouts irlandais pour faire face aux boy-scouts militaires anglais de Baden-Powell.

Les Sinn feiners reconnaissaient toute action politique et extra-parlementaire, mais ne recommandaient pas l'emploi des armes et ne tendaient pas à la création d'une République irlandaise. Il restaient fidèles aux méthodes hongroises et insistaient sur la constitution d'un Parlement irlandais qui ne devrait être uni au Parlement britannique qu'en la personne du monarque britannique, qui serait, en même temps, roi d'Irlande, et ratifierait ainsi les votes des deux Parlements. Le fait est que pendant la première décade du vingtième siècle, aucun parti, sauf le Parti

Socialiste Républicain Irlandais, ne professa ouvertement l'idée d'une république irlandaise.

Pendant nombre d'années, bien avant l'insurrection, malgré la popularité toujours décroissante et le krach politique du Parti Parlementaire Irlandais, les Sinn feiners ne réussirent pas à devenir une force, et existaient plutôt pour critiquer le Parti Parlementaire Irlandais et sans revêtir le caractère d'un parti politique concret. Leur programme économique s'accordait parfaitement avec les thèses surannées de l'économiste bourgeois Friedrich Litz et leurs décisions économiques respiraient un esprit de réaction outrancier. En 1913, les Sinn feiners se montrèrent hostiles à la grève de Dublin.

Pendant la période qui s'étendit du commencement de la guerre à l'insurrection, les Sinn feiners jouèrent un rôle plus révolutionnaire, étant fortement influencés par le mouvement des Volontaires Irlandais, qui étaient alors, bien plus que les Sinn feiners eux-mêmes, la force nationale prédominante dans toute la politique irlandaise. Après l'insurrection, les Sinn feiners, bien qu'ils n'eussent point participé activement à la lutte, se mirent à la tête du mouvement national irlandais, ayant éliminé de leur programme les éléments réactionnaires et mis le reste en accord avec les aspirations populaires tendant à l'instauration du régime républicain en Irlande. Ils allèrent de succès en succès et finirent, en 1918, au cours des élections parlementaires générales, par envahir politiquement tout le pays; il aboutirent à la constitution de leur propre parlement, „Dail Eireaun“, et tentèrent même de former un ministère et de prendre le pouvoir. Le parlement irlandais fut aussitôt déclaré illégal et fonctionne depuis lors, comme il peut, bien que la plupart de ses membres, soient détenus dans les prisons anglaises, dont ils ne s'échappent qu'à force de grèves de faim, d'assauts des prisons par le peuple et d'autres stratagèmes révolutionnaires. Au fur et à mesure que l'oppression du militarisme anglais augmente, les Sinn feiners tombent, de plus en plus, sous l'influence des Volontaires Irlandais, et c'est à l'heure qu'il est, cette dernière organisation, qui, ayant recours aux armes, démolit les bureaux du fisc anglais et les baraquements de la police, forme des comités judiciaires et des tribunaux, crée des conseils d'arbitrage agraires etc., bref, met à exécution la doctrine politique et économique des Sinn feiners. Durant les dernières élections, les Sinn feiners ont gagné à leur cause la plupart des municipalités et des conseils ruraux, ayant battu leur adversaire le plus sérieux, le Parti ouvrier irlandais, avec lequel ils se partagent l'administration locale du pays. Toute la politique des Sinn feiners ne tend qu'à rendre impossible la gestion de l'Irlande par les Anglais et à constituer le plus grand nombre possible d'institutions publiques qui permettraient au parti de se comporter comme un gouvernement bien organisé

Les Volontaires Irlandais forment une organisation purement militaire ayant un état-major général et des officiers élus par les soldats. Nombre de ces officiers, chargés de diverses fonctions exécutives sont des Sinn feiners membres du Parlement, qui relient en quelque sorte ces deux organisations et facilitent aux Volontaires Irlandais le contrôle de l'activité des Sinn feiners. Le programme des Volontaires Irlandais a pour base l'institution en Irlande, par la force des armes, d'un régime républicain, et cette république a déjà pris corps et est en voie d'établissement définitif par les efforts combinés des Volontaires Irlandais et des Sinn feiners. Les Volontaires Irlandais se composent principalement de prolétaires et de paysans, bien que la plupart des officiers appartiennent à la petite bourgeoisie et aux fermiers. La masse des Volontaires Irlandais considère l'instauration du régime républicain en Irlande comme la question la plus importante de leur programme et seraient enclins à ne poser les questions sociales qu'après l'accomplissement de leur grande tâche politique. Mais la fidélité des Volontaires Irlandais habitant la campagne à cette idéologie se trouve quelque peu ébranlée par suite de leur adhésion au Syndicat des Transports et à l'Union des Travailleurs irlandais (I. T. W. U.), et l'étincelle de conscience de classe qui éclaire, de ce fait, leur esprit leur montre que les difficultés économiques toujours croissantes les mettront inévitablement en opposition avec les Volontaires Irlandais appartenant à la classe des fermiers. En somme, les Volontaires Irlandais ne comptent parmi eux que très peu de socialistes et un groupe de partisans et d'admirateurs de Connolly, que séduit l'idée d'une république ouvrière.

A la suite de la constante effervescence révolutionnaire parmi toutes les classes de la population et en raison du mouvement anglophobe à peu près général qui pousse les diverses couches sociales à une coopération spasmodique avec les révolutionnaires, avec lesquels elles ne sympathisaient pas jusqu'ici, il est bien difficile d'établir, à l'heure présente, quelles sont les classes dont ces diverses organisations sont l'expression plus ou moins fidèle. Généralement parlant, les Sinn feiners sont représentés à la campagne par les petits fermiers et les paysans pauvres ou qui prennent des terres à ferme,—dans les villes d'importance secondaire par les petits boutiquiers et par la classe moyenne et, enfin, dans les centres industriels par les petits manufacturiers, les marchands et les bourgeois intellectuels. Ce mouvement ne comprend pas de gros propriétaires fonciers ni même de capitalistes moyens, ces classes dépendant, en Irlande, presque entièrement du capitalisme britannique et étant politiquement représentées par les tories anglais et les partis libéraux. Le caractère social du conglomerat que présente le parti des Sinn feiners y provoque nécessairement des

courants contraires et, tant que la coopération de ces classes et des masses ouvrières, lui sera indispensable pour réaliser l'indépendance politique du pays, le pays se trouvera dans l'impossibilité de formuler un programme social ou économique quelconque. Le but du parti étant l'indépendance politique, il estime nécessaire, pour y aboutir, la participation de toutes les classes de la population à cette oeuvre et, pour s'assurer cette coopération et la maintenir en vigueur, n'ose pas adopter officiellement tel ou tel autre programme politique ou économique. Le parti Sinn feiner a fait publier un soi-disant programme démocratique qui réunit tous les lieux communs hypocrites et faux de la bourgeoisie démocratique: souveraineté du peuple, égalité des citoyens, etc., et révèle, en même temps, son véritable esprit de classe, en promettant la réglementation internationale des conditions du travail, etc., de la classe ouvrière. En somme, l'idéologie de ces deux mouvements alliés, des Sinn feiners et des Volontaires Irlandais, est semblable à celle d'une petite nationalité. Les Sinn feiners basent toutes leurs espérances sur l'antagonisme existant entre l'Angleterre et l'Amérique et ils se sentent de plus en plus enclins à s'attacher au capitalisme américain et à lui être utiles.

Le mouvement ouvrier irlandais.

Le mouvement ouvrier irlandais est entretenu par le Syndicat des travailleurs des Transports, l'Union des Travailleurs Irlandais, les Syndicats professionnels locaux ou nationaux et les filiales de la grande Union des Syndicats ouvriers, ainsi que de l'Union nationale des cheminots et de l'Union générale des mécaniciens. Au point de vue national, ce mouvement agit sur les masses ouvrières par le Congrès des trade-unions irlandaises et par le Parti Ouvrier Irlandais; au point de vue local, par des conseils composés de représentants de diverses unions de province. Parmi les organisations sus mentionnées, la plus puissante est le Syndicat des travailleurs des Transports et l'Union générale des Travailleurs irlandais qui compte 120.000 membres. A ses débuts, l'Union avait pour base l'unionisme industriel et ne cherchait pas à s'accroître numériquement, bornant son activité aux grandes villes et centres industriels. Elle utilisait avec beaucoup d'énergie et de succès les armes dont elle disposait: influence sur les masses ouvrières, grèves de sympathie, etc., et se livrait, en même temps, à une campagne de propagande révolutionnaire permanente et très intense. Depuis l'insurrection, ayant perdu ses deux leaders les plus éminents et en augmentant, sans les choisir, le nombre de ses membres, l'Union a vu les idées révolutionnaires dont elle s'inspirait s'oblitérer au point qu'elle se trouve en ce moment réduite à une organisation professionnelle d'ouvriers non-spécialistes, bu-

reaucraticque et fortement centralisée. Elle n'a plus rien de commun avec les syndicats ouvriers, ni avec les récents succès de l'unionisme industriel, et tend à devenir une arme lourde et peu efficace, dont le prolétariat ne peut se servir ni contre l'impérialisme étranger, ni contre le capitalisme de son propre pays.

La plupart des membres du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs Irlandais se recrutent parmi les paysans pauvres et les laboureurs, qui sympathisent peu les uns avec les autres; et leur activité ne s'accorde pas avec celle du prolétariat industriel. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que l'organisation du prolétariat rural a été une rude besogne, et qu'elle a réveillé chez les prolétaires la conscience de classe. Quant à la forme d'organisation et à l'échec subi par le Syndicat des Transports, dans ses efforts d'élever politiquement ces ouvriers originaires des campagnes et de leur indiquer leur position de classe, il s'est depuis avéré qu'il n'appartient pas à l'organisation de jeter un pont entre les prolétaires agricoles et industriels.

L'atmosphère de la vie irlandaise étant imprégnée de nationalisme révolutionnaire, le Syndicat des Transports et des Travailleurs irlandais, tout comme les trade-unions du pays, a un esprit combattif beaucoup plus vigoureux que ses prototypes anglais. De concert avec les nationalistes, le mouvement ouvrier irlandais a fait échouer la conscription de 1918; le 1-er mai 1919, il a arrêté le travail des usines et fabriques dans la plupart des villes du pays; et tout récemment encore, toujours de concert avec les nationalistes, il contraignait le gouvernement britannique, par une grève de deux jours, à remettre en liberté plus de 100 prisonniers qui faisaient la grève de la faim. Dans la plupart de ces cas cependant, c'est l'impulsion populaire qui force le mouvement ouvrier à l'action qui est toujours autant le fait des non-unionistes que des unionistes.

L'apparition du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs Irlandais, en qualité de force prédominante, sur l'arène de la lutte politique ne date pas de loin, et les succès réalisés par ces organisations pendant les dernières élections municipales, n'ont fait que fortifier leurs tendances réactionnaires. Le Parti Ouvrier Irlandais et le Congrès des Trade-Unions, qui agit par l'organe de ses conseils locaux, sont sortis de cette campagne électorale détenteurs de la seconde place dans la vie politique; et la plupart des élus ouvriers appartiennent à leurs organisations. Tout ceci contribue à consolider la situation du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs vis-à-vis du Parti Ouvrier Irlandais et du Congrès des Trade-Unions auxquels il ont donné leur programme et leur forme actuelle. Bien que le Labour Party irlandais insiste sur le fait que son programme fut rédigé par Connolly et qu'il est par

conséquent, foncièrement révolutionnaire, il ne veut manifestement pas comprendre que ce fut à la veille de l'époque de la révolution mondiale et que les temps ont chargé depuis.

Les tentatives du Syndicat des Transports en vue d'absorber les trade-unions dans „l'Union Générale des Travailleurs“, ont eu pour conséquence le développement, au sein du Parti Ouvrier, d'un antagonisme très vif. Les unions ont fait objecter, à ce sujet, que leur idéologie ne leur permet pas de fusionner et que le Syndicat des Transports, loin de représenter l'unionisme industriel, a une tendance, toujours croissante, à soumettre tout le mouvement ouvrier à un régime bureaucratique. Les unions qui fonctionnent en Irlande sont de petites organisations, qui dégèrent de plus en plus et n'ont presque aucune importance politique, à l'exception d'une ou deux filiales des grandes unions anglaises.

Le Syndicat des Transports ne fait publier en Irlande qu'un organe ouvrier — *The Watchword of Labour* — hebdomadaire qui tire à 10.000 exemplaires et partage le sort de toutes les publications nationalistes et révolutionnaires irlandaises, c'est-à-dire la suspension périodique par le gouvernement. Cette revue, bien qu'elle prétende à l'honneur de poursuivre l'œuvre de la publication révolutionnaire de Connolly — *The Workers Republic* — ne fait, en réalité, qu'affaiblir et diluer sa théorie du marxisme révolutionnaire appliqué à l'Irlande, tout comme Kautsky s'applique à dénaturer les principes généraux du marxisme. Cet organe est le porte-voix des opinions politiques des éléments qui prédominent dans le Syndicat des Transports, notamment du Parti Ouvrier Irlandais et du Parti Socialiste Irlandais.

Au point de vue international, le mouvement ouvrier irlandais est affilié à l'Internationale jaune. Cathal O'Shannon, éditeur du *The Watchword of Labour*, membre du comité exécutif du Parti Ouvrier Irlandais et président du Parti Socialiste Irlandais; Thomas Johnston, trésorier du Parti Ouvrier Irlandais; William O'Brien, secrétaire du Parti Ouvrier Irlandais, trésorier du Syndicat des Transports et personnalité très en vue du mouvement ouvrier irlandais; Hughes, secrétaire adjoint des Transports et de l'Union des Travailleurs, représentant du Parti Socialiste Irlandais — tels sont les représentants accrédités de l'Irlande auprès de l'Internationale jaune.

Seuls, O'Shannon et Johnston, que le Parti Socialiste Irlandais avait munis de mandats supplémentaires ont pu arriver à Berne en 1919. Ils y ont signé la résolution Adler-Longuet.

Le Parti Socialiste Irlandais, créé en 1896, changea plusieurs fois depuis de programme et de nom.

Ce n'est jusqu'ici qu'une petite organisation politique, presque inactive et sans politique nationale nettement prononcée. Les personnes mêmes dont l'influence s'exerce sur le Parti Ouvrier Irlandais et sur le Syndicat des Transports, influencent et dirigent sa politique et sa tactique. Il y eut un moment où il fut, pour ainsi dire conquis, par sa gauche, laquelle réussit, en dépit de l'opposition très vive du reste du parti, à ajouter à son programme politique depuis longtemps élaboré, quelques idées révolutionnaires, obtint que l'adhésion à la résolution de Berne fut désavouée, assura un vote en faveur de la III-e Internationale et organisa, à Dublin, un meeting à l'occasion du dernier anniversaire de la révolution bolchéviste. Mais avant que la gauche eût eu le temps de consolider sa force, elle la perdit, et les décisions relatives à la III-e Internationale restèrent lettre morte. A l'heure qu'il est, ce parti compte, en tout, 150 membres environ, dont une trentaine seulement sont réellement attachés à leur organisation et résident à Dublin, alors que les autres, disséminés par tout le pays, n'ont guère de contact les uns avec les autres ou avec le siège central du parti, à Dublin. Le parti est presque inactif, il n'a pas de presse et toute sa publicité se réduit à quelques pamphlets rédigés par ses membres et dont aucun ne souffle mot des problèmes intéressant le prolétariat irlandais.

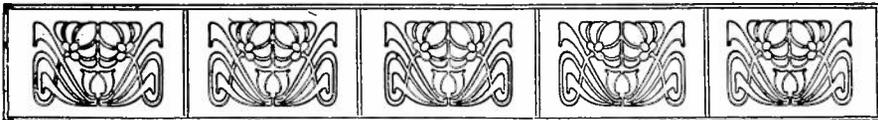
Il y a en ce moment, en Irlande, une force politique qui jouera, sans doute, un rôle très important dans le cours des événements révolutionnaires dans ce pays; c'est le mouvement coopératif que dirige Georges Russel. Ce mouvement, dont plusieurs branches sont parfaitement organisées, embrasse une part considérable de l'économie nationale du pays et pourrait être utilisé sur-le-champ par l'Etat prolétarien aux fins de solutionner les problèmes urgents du ravitaillement etc., pendant la première période de la dictature du prolétariat. La production coopérative des paysans pauvres du pays doit intéresser au plus haut degré les communistes. Ce mouvement, qui cherche à détruire, dès maintenant, parmi la classe paysanne la plus pauvre, l'idéologie de la petite propriété, est de la plus haute importance pour les communistes. Il tend, en effet, à la solution d'un problème qui paraît être le plus difficile et le plus sérieux pour l'Etat prolétarien; le procédé dont il se sert à cette fin est

simple: il organise les paysans pauvres sur la base très large de la production coopérative, harmonisant ainsi les deux éléments de la classe ouvrière et rendant certaine l'union des paysans et du prolétariat industriel sous la dictature de ce dernier.

L'Ulster, ou, pour mieux dire, le nord-est de l'Irlande, est un centre manufacturier et industriel de haute importance. Au point de vue industriel, il ressemble plus que tout autre partie du pays, aux régions les plus industrielles de l'Angleterre et de l'Ecosse. Toute cette contrée est sous la domination de gros capitalistes en contact très étroit avec la bourgeoisie britannique. Au point de vue économique, les ouvriers de cette région sont organisés en filiales étroitement rattachées aux unions professionnelles anglaises; au point de vue politique, le gros des travailleurs de l'Ulster adhèrent au Parti Unioniste qui est en opposition extrême aux Sinn feiners et à toutes les formes du nationalisme irlandais. Un facteur très important, quoiqu'il aille en diminuant d'intensité, c'est l'antagonisme religieux de l'Ulster à l'égard du reste du pays. Sous plusieurs rapports le problème communiste est ici plus facile à résoudre que partout ailleurs, le prolétariat local étant disposé à se rallier sur la plate-forme du passage direct de l'Etat capitaliste à l'Etat prolétarien. L'absence de tout sentiment républicain nationaliste chez la majorité des prolétaires de l'Ulster, les rend hostiles à une république bourgeoise irlandaise. Exception faite du sentiment anti-nationaliste, qui est, en partie, la conséquence de la dévotion religieuse, l'Ulster pose une question que l'on peut retrouver dans tout centre industriel, et c'est précisément pour cette raison qu'il peut devenir le foyer principal de la lutte du prolétariat contre la république bourgeoise irlandaise.

Nous nous sommes efforcés, dans notre exposé, de peindre sommairement les différentes forces et tendances qui se manifestent actuellement en Irlande et dont la connaissance est nécessaire pour comprendre la situation politique générale du pays. Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet que nous avons traité. Mais les événements qui se déroulent actuellement en Irlande revêtent l'aspect d'une guérilla perpétuelle entre les forces impérialistes et nationalistes; et ces dernières sont vigoureusement appuyées par le mouvement ouvrier irlandais.

Thomas Darragh.



Discours du camarade Marcel Cachin.

Camarades,

Nous sommes envoyés ici par un grand parti qui vient vers vous, fraternel.

Nous vous apportons son salut cordial.

Nous venons vous dire son admiration sans réerves.

Son voeu quotidien est que la Révolution russe l'emporte définitivement sur les innombrables ennemis qui l'assaillent sans pitié.

Ce ne sont pas là, camarades, des paroles de circonstance.

Depuis plus de 2 années, la meilleure partie du prolétariat français n'a cessé de tourner ses regards vers vous, et de partager vos angoisses et vos espoirs.

L'action essentielle du Parti Socialiste français pendant tout ce temps a été commandée par les événements de Russie.

Contre la guerre faite sournoisement ou brutalement à la République des Soviets nous n'avons cessé de nous élever de toutes nos forces. Nous avons employé toutes les armes à notre disposition. La presse française dans son entier vous a poursuivis d'une haine immense. Elle a corrompu notre opinion de ses mensonges sur vos gestes et vos intentions. Mais nos journaux socialistes ont pris en mains votre cause, comme c'était leur devoir. Il ne s'est pas passé un seul jour sans que la défense de votre grand mouvement n'y ait été assurée. Et si un revirement (important) s'est produit en notre pays en faveur de la Révolution russe, nous pouvons affirmer qu'il fut le couronnement de notre campagne persévérante.

Notre organisme central a multiplié les manifestations publiques de tous les genres, les meetings, les démonstrations, les appels, les affiches, les résolutions du Congrès.

Lors de notre agitation électorale du mois de novembre 1919, on nous a reproché souvent d'avoir subordonné la politique intérieure de notre pays à la défense de la Révolution russe. C'est comme alliés et solidaires des bolchéviks que nous fûmes attaqués par la bourgeoisie réunie contre nous en bloc compact. Paris socialiste mit en tête de l'une de ses listes le nom du citoyen Sadoul afin de signifier de la manière la plus éclatante son attachement à la République Soviétique.

Notre groupe parlementaire n'a pas fait, depuis 1917, moins de 15 interventions à la Chambre. Il a exigé la publication de tous les documents secrets de l'alliance franco-russe. Il a protesté sans se lasser, contre la politique d'hostilités envers la Russie révo-

lutionnaire, contre le recrutement de volontaires pour les fronts orientaux, contre l'envoi de troupes en Russie de Sud, contre la politique des fils de fer barbelés, contre l'excitation de la Pologne à la guerre; nous avons réclamé formellement, à maints reprises, la reconnaissance publique du gouvernement des Soviets, la reprise des relations commerciales avec vous.

En faveur des prisonniers russes détenus en France, en Algérie, nous avons exigé et obtenu, tardivement il est vrai, des améliorations dont nombre de prisonniers nous ont remerciés. Malgré la résistance et la mauvaise volonté de notre ministère des Affaires Etrangères, nous avons pu faire rapatrier de nombreux Russes, civils et militaires qui en manifestaient la volonté. La citoyenne Lafont a créé une Société des Amis des prisonniers de guerre qui a envoyé des vivres aux Russes détenus en Allemagne: depuis l'armistice, les Russes venus en France par milliers ont été aidés par cette société, matériellement et moralement. Des démarches répétées ont été faites pour mettre fin à la pression exercée sur les prisonniers que l'on voulait faire engager dans les armées contre-révolutionnaires. Surtout nous avons imposé la suppression de l'odieuse régence infligé à quelques-uns de vos compatriotes malheureux dans les camps et les forts de France ou on les a concentrés.

Nous avons engagé d'accord avec la C. G. T. plusieurs campagnes pour que les travailleurs français n'acceptent plus de fabriquer et de transporter du matériel de guerre à l'Est de l'Europe. C'est surtout l'organisation économique de la classe ouvrière française qui s'est chargée de faire appliquer une décision de cet ordre. Au dernier Congrès des Syndicats qui se tint à Lyon, fut adoptée la résolution suivante:

"Le Congrès, soucieux d'affirmer sa solidarité effective à l'égard du peuple russe, charge le bureau confédéral de demander aux organisations syndicales de refuser de transporter armes et munitions destinées à la Contre-Révolution russe".

Le secrétaire de la fédération des marins, et celui de la fédération des cheminots décidèrent durant le Congrès de provoquer des Assemblées générales de leurs corporations dans tous les ports et sur tous les réseaux. Il y était recommandé de rappeler avec force les prescriptions votées unanimement par les représentants des travailleurs.

De nombreux équipages français n'ont pas voulu transporter le matériel de guerre contre la Russie. Les gouvernements se sont alors avisés de certains stratagèmes. Lorsqu'ils s'agissait de chargements de cet ordre, on les fit diriger sur des ports anglais: on dut assurer les

marins et les dockers français que le matériel embarqué ne part pas pour la direction des fronts qui vous étaient opposés. Depuis d'ailleurs, les transports se font par voie de terre, et de la manière la plus clandestine.

Vous pouvez vous convaincre, camarades, que notre Parti socialiste français n'a pas oublié un moment ses devoirs vis-à-vis de vous. Eut-il pu faire davantage encore? Certains l'affirment et nous en font des reproches parfois dénués de justice. C'est ainsi qu'on a pu présenter d'une manière inexacte l'affaire de la grève de 24 heures dont il fut question pour le 21 juillet de l'année dernière. Quelques semaines avant cette date, notre camarade Faure avait pris l'initiative de proposer à notre Parti, et aux syndicats ouvriers de notre pays, d'entrer en rapports avec les Italiens et les Anglais à l'effet de préparer une démonstration internationale contre l'intervention de l'Entente en Russie. Des démarches eurent lieu, provoquées par notre C. A. P. Les syndicats anglais nous répondirent qu'ils ne pourraient pas s'associer au mouvement projeté sous la forme d'une grève de 48 heures, comme nous en avions suggéré l'idée, mais qu'ils organiseraient pour les dates du 20 et 21 juillet de vastes meetings dans les principales villes de Grande-Bretagne. En dépit de cette décision du Labour Party et de l'«Union Congress», les associations syndicales centrales de France et d'Italie résolurent de préparer une grève générale de 24 heures le 21 juillet. Le Conseil National du Parti socialiste français qui se tint le 14 juillet, 7 jours avant l'échéance fixée, prit l'ordre du jour suivant :

«Pour la 1^{re} fois dans l'Histoire du Travail, la classe ouvrière des trois plus grands pays de l'Europe occidentale organise pour le 20 et 21 juillet une démonstration comportant d'ores et déjà en France et en Italie la cessation du travail.

«Le parti socialiste appelle tous ses adhérents à participer de toute leur énergie à cette manifestation décidée à Paris, à Milan, à Southport par les délégués du prolétariat organisé. Le parti socialiste rappelle les buts essentiels de ce mouvement. Il se dresse contre l'intervention militaire et diplomatique en Russie et en Hongrie, pour l'amnistie, contre la vie chère.

«Le parti compte sur tous ses militants pour donner à cette grandiose manifestation de la solidarité prolétarienne toute l'ampleur qu'elle doit revêtir».

Ainsi, camarades, le socialisme français avait fait son devoir. Il avait provoqué l'idée du mouvement; il l'avait poussé de toute sa force dans sa presse, dans ses réunions, dans la délibération de ses organisations centrales.

Malgré tous ses efforts, il ne put soulever la classe ouvrière de son pays. Quelques jours avant le 21, alors que les mots d'ordre avaient été envoyés par la C. G. T., des nouvelles parvenaient de nombreux points du territoire et de Paris. Il apparaissait comme certain aux yeux des militants les plus autorisés et les plus résolus, que la prescription ordonnée ne serait pas suivie d'effet. Et pour cette raison le Comité Confédéral décida de surseoir à la grève générale. Il en appela à une réunion plénière de tous les représentants des syndicats français qui se tint à Paris le 21 juillet, et cette réunion, après explications, se termina par un vote de confiance à une grosse majorité au bureau de la C. G. T. Au reste, les délégués des organisa-

tions françaises ont l'intention de venir en Russie dans un proche délai, et ils pourront vous fournir sur cette question des détails et des précisions qu'ils auraient qualité et mandat de vous apporter.

Je voudrais, en terminant, vous dire l'état moral général du prolétariat français, comme il nous apparaît objectivement.

Les plus récentes consultations du peuple ont montré que le quart environ — un peu moins — des citoyens du pays est détaché entièrement des idées bourgeoises, sous quelque forme qu'elles se présentent. Sur plus de 8 millions d'hommes adultes, près de 2 millions ont donné le 16 novembre leur confiance au socialisme, malgré la violence de la campagne dirigée contre nous, malgré aussi la pauvreté de nos moyens. C'est à peu près le même nombre de citoyens français qui, actuellement, adhère à la C. G. T. Malgré la barrière qui continue à séparer l'organisation politique des ouvriers de leur organisation syndicale, les effectifs sont identiques, et en gros, les mêmes.

La masse de ce prolétariat est détachée du réformisme; son élite a gardé vivace l'idée révolutionnaire: tous comprennent plus ou moins clairement la nécessité d'une transformation radicale de la société capitaliste: ils ont perdu toute foi dans la bourgeoisie. Ils sont en un état psychologique révolutionnaire. Malgré les conditions défavorables dans lesquelles s'est engagée la dernière grève générale de mai, bien que le mot d'ordre de bataille fût équivoque, le mouvement a entraîné 6 à 700.000 hommes vers un but qui était d'ordre général. Ils ne réclamaient pas de salaires meilleurs, ni des heures réduites de travail. Cheminots, mineurs, marins, dockers, métallurgistes, chauffeurs avaient mis sur leur drapeau de lutte, le retour à la nation des moyens de transports. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée. Elle a compris qu'il s'agissait d'une mobilisation à caractère révolutionnaire, et elle a vigoureusement riposté en frappant avec brutalité tous ceux qu'elle rendait responsables du mouvement. Elle a révoqué des milliers de grévistes; elle a emprisonné des centaines de prolétaires. Pour troubler l'opinion elle a imaginé que la grève était le résultat d'un complot dans lequel elle a englobé au hasard 18 de nos camarades, les uns membres du Comité de la III^e Internationale, les autres syndicalistes modérés, d'autres de tendances diverses du Parti. Les géoles sont pleines en ce moment, et elle a éprouvé en ces dernières semaines une terreur que ses journaux ne dissimulaient pas. Durant tout ce combat de classe, le plus vaste et le plus ample qu'ait jamais engagé notre classe ouvrière, le moral d'une grande majorité de travailleurs a été excellent et plein pour nous des meilleurs promesses.

Mais notre bourgeoisie s'est défendue énergiquement. Elle a fait donner sa presse entière contre l'acte des ouvriers: elle a affolé le public. Malheureusement, les travailleurs en majorité lisent encore les journaux anti-ouvriers, et la masse a été influencée par les calomnies, les mensonges, les menées de l'adversaire. De même que le bloc capitaliste français avait vaincu politiquement le socialisme le 16 novembre, de même les syndicats ont été provisoirement battus il y a quelques semaines, par le gros bloc des patrons et des capitalistes solidement constitués.

Notre bourgeoisie est puissante: la guerre qui a appauvri l'Etat jusqu'à la ruine et à la menace de fail-

lite, a enrichi un grand nombre de particuliers. Le capitalisme s'est encore concentré; et de même que le prolétariat, il a signifié son esprit de bataille et de défense. Il est riche, intelligent et fort. De plus, dans la classe des paysans enrichis, délivrés de leurs dettes d'avant-guerre, propriétaires de leur sol qu'ils ont arrondi depuis cinq années, le capitalisme français a provisoirement trouvé un appui. La classe paysanne représente chez nous plus de la moitié de la population totale: nous avons donc besoin de faire le plus grand effort pour en conquérir moralement une partie appréciable, pour la détacher du bloc bourgeois auquel elle s'est agrégée, et lui faire comprendre la solidarité qui lui est malgré tout au sort des salariés de l'industrie.

Telles étaient les conditions de notre lutte de classes, telle était la situation de notre pays où la bourgeoisie se révèle comme une des plus réactionnaires de l'univers. Nous allons reprendre avec une vigueur accrue notre oeuvre d'organisation et d'action. Notre visite près de vous aura été du plus grand fait. Nous repartirons d'ici plus décidés aux actes, réconfortés au contact de votre pure ferveur socialiste. Vous nous offrez la preuve vivante que les difficultés les plus insurmontables sont surmontées par la foi, par l'énergie sans limites, par la ténacité farouche et indomptable.

Marcel Cachin.

Discours du camarade Frossard.

Camarades,

Notre camarade Marcel Cachin vient de définir les conditions de l'action socialiste en France. Il me reste à examiner conformément au double mandat que nous avons reçu, le problème de l'Internationale ouvrière et socialiste, tel qu'il apparaît à notre Parti.

Le Parti socialiste français, dans le Congrès qu'il a tenu à Strasbourg au mois de février dernier, a rompu, d'une manière définitive, avec la II^e Internationale. La décision de rupture a été votée par plus de 4200 mandats contre 337. En vertu de cette décision, toutes relations ont cessé avec le Bureau de Bruxelles et notre Parti ne sera pas représenté au Congrès de Genève.

Il est bon de rappeler que nous avons pris part, en février 1919, à la Conférence de Berne.

Au Congrès extraordinaire d'avril 1919 de notre Parti, la question de savoir si nous continuerions d'adhérer à la Seconde Internationale fut posée par notre extrême gauche. Une motion Longuet préconisant le maintien conditionné de notre adhésion obtint la majorité. Peut-être n'est-il pas inutile de reproduire les paragraphes essentiels de cette résolution.

Après avoir salué comme un heureux événement la reprise du contact effectué à Berne entre les prolétaires du monde, la résolution s'exprimait dans les termes que voici :

„Le Parti invite d'une façon pressante les sections qui n'étaient pas représentées à Berne à envoyer leurs délégués au prochain Congrès international pour :

1. procéder à la direction de l'Internationale et dans les sections affiliées aux épurations nécessaires,
2. remettre en pleine vigueur les principes de la lutte de classe et d'opposition irréductible aux gouvernements et aux Partis bourgeois,
3. orienter nettement et immédiatement l'Internationale vers la révolution sociale à l'exemple de la Russie, de la Hongrie et de l'Allemagne.

C'est pour soutenir et faire triompher cette politique que le Parti socialiste maintient pour le moment son adhésion au P. S. L. En attendant, le Parti socialiste affirme sa volonté d'entretenir autant que les circonstances matérielles le permettent, des relations fraternelles avec l'organisation de Moscou et particulièrement les partis socialistes de Russie, d'Italie et de Suisse, qui y sont affiliés.

C'est dans cet esprit que nous avons pris part, du 3 au 10 août 1919, à la Conférence de Lucerne. Nos interventions sur le statut de l'Internationale, sur le traité de paix, sur l'intervention en Russie ont toutes été inspirées de cette préoccupation dominante : orienter le socialisme international vers des fins révolutionnaires et écarter de la République des Soviets par une action vigoureuse des prolétaires du monde entier le péril de l'intervention militaire et du blocus.

Nous devons à la vérité de dire que nos efforts n'ont pas été couronnés de succès. Malgré notre désir d'unité, il nous est apparu que la Seconde Internationale, ravagée par la guerre, affaiblie plus encore peut-être par la collaboration ministérielle avec la bourgeoisie pratiquée par un nombre important de ses sections, ne correspondait pas à la situation révolutionnaire mondiale. Le prolétariat socialiste a besoin d'une Internationale d'action. L'expérience a montré que l'accord sur un ensemble de doctrines ne suffit pas s'il ne s'accompagne d'un accord aussi étroit sur les directions générales de l'activité socialiste, si pratiquement la propagande et l'organisation socialistes ne s'exercent suivant une méthode et dans un sens déterminé rigoureusement par l'Internationale elle-même, enfin si les résolutions délibérées par l'Internationale exemptes de toute équivoque ne deviennent contraignantes pour toutes les sections.

C'est pourquoi le Parti socialiste français, ayant définitivement condamné pour sa part toute collaboration sous quelque forme que ce soit avec la bourgeoisie, résolu à maintenir son action sur le terrain solide de la lutte de classes, ne pouvait continuer son adhésion à une Internationale de plus en plus infidèle

à ses principes et rendue impuissante par ses abdications successives. Notre congrès national de Strasbourg a donc été saisi de l'ensemble du problème. Il s'est prononcé dans les conditions que j'ai rappelés au début de ce bref historique. Il a quitté la Seconde Internationale.

Puis, par 3000 mandats environ contre 1600, il a écarté une proposition d'adhésion immédiate et sans conditions à l'Internationale Communiste.

La résolution adoptée par le Congrès de Strasbourg ne saurait cependant être considérée, en aucune façon, comme une démonstration d'hostilité à l'égard de la III-e Internationale. Son objet essentiel est de faciliter le regroupement des forces socialistes révolutionnaires actuellement dispersées. Elle proclame que c'est autour de l'Internationale Communiste que ce regroupement doit s'opérer. Elle y accepte les déclarations fondamentales non du bout des lèvres, mais comme une règle d'action vivante. Elle proclame en particulier la nécessité de condamner les collaborations de toute nature avec la bourgeoisie. Elle affirme que la thèse de la dictature du prolétariat est à la base de toute conception révolutionnaire. Par conséquent, entre le Parti socialiste français et la III-e Internationale il n'y a théoriquement aucune divergence essentielle. Si nous sommes ici, c'est précisément en vertu du mandat que nous a donné le Congrès de Strasbourg. Tandis qu'en effet il décidait de cesser toutes relations avec la Seconde Internationale, il invitait notre Commission Administrative permanente à entrer sans délai en négociations avec les organismes qualifiés de la III-e.

Il nous faut vous dire maintenant en toute franchise et dans l'esprit le plus fraternel les raisons qui ont fait hésiter jusqu'à présent notre Parti à transformer l'adhésion de principe qu'il vous a donnée en une adhésion effective à l'organisation elle-même.

La Troisième Internationale réunit en son sein un nombre important de Partis ou de fractions de Partis. Il lui manque encore la collaboration de grands partis animés de l'esprit révolutionnaire le plus ardent. Les uns, comme le Parti Indépendant d'Allemagne, le Parti Américain, l'Independent Labour Party d'Angleterre, le Parti Suisse, le nôtre ont déjà rompu avec la Seconde Internationale. Ils sont de cœur avec vous. Ils ont pour la Révolution soviétique qui est l'âme de l'Internationale nouvelle, l'admiration la plus vive et la plus passionnée. Les autres, comme le Parti Socialiste espagnol, ne tardent pas à suivre leur exemple. Qu'ils viennent à vous, et voilà l'Internationale que vous avez fondée, devenue représentative du prolétariat socialiste de tous les pays.

Le Parti socialiste français considère que ce but serait plus facilement atteint si ces partis étaient admis à débattre avec vous certaines modalités de tactique, sur lesquelles ils ont besoin d'obtenir des apaisements.

Il pense par exemple que, dans l'intérêt même de la Révolution socialiste il doit s'attacher à agir en plein accord avec les organismes ouvriers existants, syndicaux et coopératives et que l'adaptation de ces organismes au milieu économique doit constituer un des moyens fondamentaux de la transformation révolutionnaire. Le mouvement syndical français se développe en pleine autonomie. Il échappe à l'influence du Parti socialiste. On peut le regretter. C'est, dans

tous les cas, un fait que nous n'avons pas le droit de négliger. Notre C. G. T. compte plus de deux millions et demi d'adhérents. Elle a son originalité propre. Elle est jalouse de son indépendance. Il faut que nous en tenions compte si nous voulons avoir avec elle des relations de bonne harmonie sans lesquelles, en France, aucune action de masses n'est possible. Elle ne fera pas la Révolution sans nous. Nous ne la ferons pas sans elle. L'exercice du pouvoir prolétarien, chez nous, ne se conçoit que par l'accord réalisé sur des bases d'égalité entre la C. G. T. et le Parti. C'est dire que l'institution des conseils d'ouvriers et de paysans dans notre pays, se réaliserait difficilement en dehors des organisations syndicales et qu'elle devrait, le cas échéant, être adaptée aux conditions de la lutte ouvrière en France.

Sur ce point nous savons déjà que la pensée du Parti est identique à celle qu'ont exprimée à maintes reprises les hommes les plus représentatifs de la République des Soviets. Nous sommes d'accord avec eux. Nous le sommes aussi, pensons nous, avec la III-e Internationale?

Voilà la première question que nous nous permettons de vous poser au nom de notre Parti.

Il en est une autre. Nous ne devons point vous dissimuler que le Parti socialiste français a été fortement ému des excommunications prononcées contre certains de ses membres à la fois par des représentants qualifiés de la III-e Internationale, et par des bureaux auxiliaires qui la représentaient jusqu'à ces derniers temps dans l'Europe occidentale. Il ne s'agit pas de savoir, nous tenons à le préciser, si les jugements portés sur certains des nôtres sont légitimes. Nous ne voulons pas entrer dans un débat de cette sorte. C'est une affaire de discipline intérieure qu'il appartient à notre Parti de régler souverainement. Il a montré du reste, dans une circonstance récente qu'il savait exiger des siens le respect de sa charte constitutive et de ses résolutions de Congrès. Mais il ne saurait accepter, sans se diminuer gravement, que des exclusions lui fussent imposées du dehors. S'il donne son adhésion à une organisation internationale, c'est sous la réserve qu'il pourra y entrer avec toutes ses fédérations et sections, qu'il lui sera fait confiance enfin pour que les engagements par lui contractés du fait de son adhésion, lient tous ses militants.

Une dernière question. Nous avons émis l'idée d'une conférence en vue de grouper finalement, avec les partis constituant la III-e Internationale, tous les partis résolus à maintenir leur action sur la base des principes du socialisme. Nos camarades indépendants d'Allemagne, avec lesquels nous sommes en parfaite harmonie de pensée, suggéraient que l'initiative de cette conférence soit prise par la III-e Internationale. Nous l'eussions acceptée avec empressement. Mais voici qu'est convoqué pour le 1-er juillet prochain le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. La proposition des Indépendants ne semble plus pouvoir être retenue, du moins dans sa forme première. Mais peut-être ceux des partis socialistes qui se trouvent présentement en marge des deux Internationales et disposés à venir à la vôtre suivraient-ils volontiers les délibérations de votre Congrès. Ils sont avec vous dans l'action. Pour qu'ils le soient dans l'organisation, sans doute suffit-il que les malentendus se dissipent, que les difficultés secondaires disparaissent.

sent. Le Congrès peut beaucoup pour cela. Les admettriez-vous, à titre consultatif, à vos assises?

Nous croyons que cette prise de contact aurait les conséquences les plus heureuses. Dans notre intérêt commun nous exprimons le vœu qu'elle soit rendue possible.

Telles sont, camarades, les préoccupations dont le Parti socialiste français nous a chargés de nous faire l'écho devant vous. Nous accomplissons notre mandat en toute cordialité socialiste, avec le désir passionné

de travailler à cette unité du socialisme révolutionnaire mondial dont la nécessité est aujourd'hui plus évidente que jamais.

La bourgeoisie, partout étroitement solidaire, mène rudement la lutte contre le socialisme. L'issue de cette lutte ne sera pas douteuse le jour où nous aurons contre l'ennemi commun réalisé le front unique. C'est dans ce but que nous sommes ici. Aidez-nous!

L. Frossard.

Déclaration des camarades Cachin et Frossard.

Camarades, nous vous avons donné connaissance du mandat que nous a confié le Congrès de Strasbourg. Comme vous avez pu vous en rendre compte, le Congrès nous a chargés d'entrer en relations avec les organisations qui ont adhéré à la III-e Internationale.

Le Congrès du parti socialiste français a souligné dans toutes ses résolutions son entière solidarité avec le mouvement d'émancipation du prolétariat sous toutes ses formes. Le parti socialiste français a constaté que les déclarations essentielles de l'Internationale fondée à Moscou ne sont aucunement en contradiction avec les principes du socialisme, que la dictature du prolétariat est la pierre angulaire de l'idéologie révolutionnaire et que la formation des Soviets de députés ouvriers paysans et soldats est la conquête la plus importante dans la voie de la réalisation du pouvoir prolétarien.

Vous nous avez demandé quelques explications complémentaires sur certains points de notre première déclaration. Vous avez exprimé quelques critiques surtout en ce qui concerne l'activité intérieure de notre parti et de notre presse.

Nous croyons donc nécessaire de vous donner les explications suivantes.

Il convient tout d'abord de rappeler que depuis déjà 2 ans la majorité de notre parti a combattu en toutes circonstances la tactique réformiste. A l'heure actuelle, en présence de la situation économique et sociale, plus encore qu'à l'époque du congrès d'Amsterdam, nous pensons avec vous que toute tentative de restaurer ou seulement de soutenir le système économique, capitaliste est condamnée par la réalité et apparaît par conséquent comme purement utopique. La société bourgeoise approche à chaque heure de la crise mortelle, et le rôle de la classe ouvrière est précisément d'abréger autant que possible la période de convulsion que nous traversons en ce moment. Afin que l'ordre et la justice se rétablissent dans le monde, il faut que le socialisme triomphe au plus tôt.

Le socialisme ne peut naître ni aujourd'hui ni demain, à la suite d'élections parlementaires ou à la suite d'un plébiscite, la classe capitaliste faisant tout ce qui est en son pouvoir pour trahir la volonté véritable du peuple, l'église, la presse et l'or bourgeois accomplissant inlassablement leur oeuvre de corruption afin d'égarer la conscience des masses laborieuses. Il va de soi que nous ne reconnaissons pas le système parlementaire si cher à la démocratie bourgeoise. Nous connaissons trop bien le

parlementarisme pour pouvoir espérer que la majorité du peuple puisse un jour, en se servant d'un système aussi truqué, accomplir dans les cadres de l'égalité, par un simple scrutin, la grande oeuvre de l'émancipation de travail.

En plein accord avec vous, nous déclarons que seule la classe ouvrière doit transformer et ensuite administrer l'Etat. Et comme vous, nous affirmons que sous les coups puissants d'une minorité d'initiative de l'avant-garde prolétarienne, entraînant derrière elle toute la classe ouvrière pleinement consciente de son devoir, la vieille société s'effondrera, et l'heure de la révolution sociale et de la fondation du socialisme sonnera.

Vous nous avez fait revivre les grandes leçons de l'histoire. Vous nous avez prouvé une fois de plus de façon évidente que la vieille société ne peut être détruite et que le nouvel ordre social ne peut être fondé que par la force et l'action directe révolutionnaire, dans le feu de la guerre civile. Il est évident à nos yeux que nous n'avons pas d'autre choix: ou nous devons comme auparavant nous courber sous le joug du capitalisme et de l'impérialisme, ou nous devons, aussi impitoyablement que la réaction quand elle s'attaque au prolétariat, prendre l'offensive contre notre ennemi séculaire. A la dictature de la bourgeoisie le prolétariat doit opposer la sienne. La réalité l'exige impérieusement. Il nous suffit de nous rappeler notre passé national pour trouver la justification des méthodes de violence et de terreur auxquelles la classe qui lutte pour le pouvoir doit nécessairement recourir, si seulement elle veut vraiment vaincre et poser les fondements durables de la société de demain.

Vous nous reprochez quelquefois de voiler la nécessité d'exproprier la bourgeoisie en parlant de socialisation. Nous ne voulons pas renouveler les anciennes et banales discussions sur ce sujet, d'autant plus que la question des indemnités a été suffisamment débattue par les sections de l'Internationale. Qu'il nous suffise de dire que, dans la situation financière actuelle de tous les peuples, cette question devient oiseuse. Nous restons fidèles à notre programme socialiste et nous exigeons l'expropriation et la confiscation des grandes propriétés foncières et de tous les moyens de production et de transport du capitalisme.

En un mot, aucun représentant du socialisme révolutionnaire ne peut contester que le but prochain de tous les efforts de la classe ouvrière doit être l'expropriation,

ou comme nous l'avons dit, la confiscation. Le seul moyen de l'atteindre, c'est naturellement la violence avec toutes les conséquences de la guerre civile; et l'arme principale dans cette lutte doit être naturellement la dictature du prolétariat. En Russie, le régime des soviets a déjà donné à cette question une solution pratique.

Vous nous dites avec raison que la reconnaissance verbale de tous ces principes éclairés par la révolution russe ne suffit pas. Les mots doivent être justifiés par les actes et nous sommes entièrement de cet avis. Nous ne prétendons pas nier l'insuffisance et la débilité de notre tactique passée. Certes nous avons toujours combattu notre bourgeoisie et à chaque effort de la révolution nous avons tenté jusqu'au dernier moment de conserver toutes ses conquêtes. Mais vous avez raison à votre point de vue quand vous nous reprochez de n'avoir pas déployé une énergie et une activité suffisantes. En présence des longues et terribles souffrances de la classe ouvrière et paysanne russe, nous comprenons votre indignation et vos reproches: notre devoir était de vous venir en aide au moment opportun et nous n'avons pas su remplir ce devoir fraternel. Vous êtes aussi en droit d'exiger de l'action quotidienne de notre parti plus de résolution, plus de netteté, plus d'esprit révolutionnaire. Bref, nous aurions dû suivre la voie qu'a suivie la Russie où triomphe la révolution prolétarienne. Notre visite à Moscou nous montrera outre la signification du Congrès de l'Internationale, toutes les vérités que nous comprenons peut-être d'une façon trop théorique. Nous ren-

trons en France avec la ferme résolution de préparer notre prolétariat à s'assimiler les héroïques méthodes de lutte qui ont permis à la classe ouvrière russe de prendre le pouvoir, de le garder et de jeter dans les ruines de l'ancien régime les bases d'un nouvel ordre social dont nous entrevoyons toute la grandeur.

Certains de nos camarades se sont déjà déclarés solidaires du programme de Moscou. Complètement et fraternellement d'accord avec eux, nous unissons nos efforts aux leurs, afin que le Parti Socialiste Français décide d'adhérer à la III-e Internationale. Nous exigerons la réunion d'un Congrès extraordinaire auquel nous ferons connaître les résolutions du congrès de l'Internationale Communiste. Soyez persuadés, camarades, de la profonde sincérité de ces déclarations et croyez que nous sommes prêts à prouver par les actes notre volonté d'engager avec le capitalisme expirant une lutte à mort.

Marcel Cachin, Frossard.

Note de la rédaction. Les deux articles et la déclaration qu'on vient de lire ne doivent être considérés que comme exprimant l'opinion du "centre" du Parti Socialiste Français. Nous les publions à titre documentaire.

Notre attitude envers la majorité actuelle du Parti Socialiste Français qui nous adresse ces déclarations sera déterminée par le II-e congrès de l'Internationale Communiste.



L'Aventure Kapp-Lüttwitz et le Parti Communiste Allemand.

Note de la Redaction. Dans le but de faire la lumière la plus complète sur la tactique des communistes allemands pendant le coup de main militaire de von Kapp, nous publions aujourd'hui trois documents importants, trois lettres des camarades P. Lévy (alors emprisonné), Clara Zetkin, E. Meyer, tous les trois membres influents du Comité Central du Parti Communiste Allemand.

La passion dont elles sont empreintes—et surtout celle du camarade Lévy qui, soulignons-le, écrivait entre les quatre murs d'une cellule, est bien compréhensible. Nos ennemis se réjouiront certainement des désaccords survenus au sein du Parti Communiste Allemand. Grand bien leur fasse! Les communistes n'ont jamais craint de se critiquer eux-mêmes.

La rédaction de l'I. C. s'associe d'une façon générale aux critiques formulées dans les trois lettres qu'on va lire et à l'article du camarade Radek qui les suit.

La critique publique des fautes du comité central du parti communiste allemand, ne pourra que faciliter aux membres du Parti Ouvrier Communiste Allemand la fusion avec nos camarades au sein d'un parti communiste unique.

Lettre au Comité Central du Parti Communiste Allemand.

Berlin, 16. 3. 1920. Lehrterstrasse.

Au Comité Central de la K. P. D.

Je viens de lire votre proclamation. Mon opinion est que la K. P. D. court à la faillite morale et politique. Je ne puis comprendre, comment, dans une telle situation, on peut écrire des phrases de ce genre: „La classe ouvrière est, en ce moment incapable d'agir; il faut le déclarer ouvertement”.

„Le seul fait que le gouvernement Lüttwitz-Kapp a pris la place du gouvernement Bauer-Noske, n'apporte pas de changement immédiat à la marche de la grande lutte de classe” Ecrire de pareilles choses, c'est faire le jeu de ces misérables éléments du mouvement ouvrier, de ceux qui crient sans cesse: „Tout cela ne mène à rien!” Ils peuvent maintenant se réclamer de la K. P. D.

Après avoir, dès le premier jour, nié la capacité d'action du prolétariat, on fait paraître le jour suivant une proclamation: „Le moment est enfin arrivé où le prolétariat allemand doit commencer la lutte pour la Dictature du prolétariat et la République des Soviets!”. Et dans ce but on décide de faire: „La grève générale”. (Et cela après la déclaration formelle sur la complète incapacité d'action!). Puis quand la grève générale a fait sortir des usines tous les ouvriers, on fixe les élections des comités et on convoque un congrès des comités centraux. Bref, politiquement et en matière d'organisation, nos „pontifes” cassent le cou à la grève générale. Moralement ils l'achèvent. Selon moi c'est un crime que de briser l'action en criant au fort de la lutte: „Le prolétariat ne renuera même pas le petit doigt pour la République démocratique”.

Savez-vous comment cela s'appelle? Le plus traître coup de couteau dans le dos que l'on ait jamais donné au prolétariat allemand! Jusqu'à l'heure actuelle je croyais que nous étions tous

d'accord sur les points suivants: Quand une action a lieu, même pour le but le plus stupide (la révolution de novembre n'avait aucun but raisonnable et même aucun but du tout) nous devons soutenir cette action, nous efforcer par nos mots d'ordre de la canaliser vers un autre but révolutionnaire et développant cette action faire en sorte que les masses comprennent notre but. Mais il ne faut jamais crier dès le début: Ne pas remuer même le petit doigt! seulement parce que le but ne nous plaît pas. Il faut immédiatement donner des mots d'ordre concrets, dire aux masses ce qui doit être fait à l'instant. Il faut, cela va de soi élargir, le mot d'ordre, l'élargir peu à peu. La République des soviets, cela vient ensuite et non au début. Personne ne semble-t-il, ne pense en ce moment aux élections des conseils de fabriques et d'usines. Pour le moment le seul mot d'ordre est. „L'armement du prolétariat!”. Maintenant, regardez dans la Rote Fahne de dimanche: l'article intitulé: „Que faire?” Nous devrions bien nous dire qu'au cas de l'échec de l'insurrection militaire, le gouvernement Bauer-Ebert-Noske, s'il revenait au pouvoir, ne serait plus l'ancien gouvernement, car il aurait perdu son appui de droite. Ce serait, comme en janvier 1919, où il s'est modifié, après avoir perdu son soutien de gauche. C'est pourquoi il faut maintenant faire tous ses efforts pour, que l'émeute soit écrasée, sans compromis! Si on y réussit, toute „République démocratique” future ira fatalement à gauche, car elle aura perdu son soutien de droite. Et c'est alors seulement que viendra le temps où nous pourrions, déployer notre propre front! Mais à l'heure présente nous devons agir avec tous les autres (sans même en excepter les social-démocrates), mais avec des mots d'ordre différents de ceux des Indépendants, (Si seulement nous avions les mots d'ordre qui traînent dans la rue et non des mots d'ordre livresques!) Dans tous les cas, il faut avant tout, écraser l'insurrection, et le reste nous sera donné par surcroît. (Notre mot d'ordre pour l'heure présente: „Contre tout compromis!”)

Et au lieu de cela, nos aimables camarades mènent des pourparlers! Je ne puis conserver le calme en pensant que l'occasion, que nous attendions depuis de longs mois s'est enfin présentée: la droite a fait une bêtise colossale; et au lieu de lancer quelques proclamations, profiter de la situation pour assurer à notre parti, comme en 1918, le rôle dirigeant, nous nous amusons à des bagatelles. Je ne puis énumérer tous les détails, il y a de quoi faire hurler. Je ne vois pas comment le parti se remettra jamais de ce coup. Que de fois n'avions-nous pas dit: «Que vienne l'émeute contre-révolutionnaire! alors nous marcherons avec la S. P. D., car ils seront liquidés au cours de l'action. Et maintenant? «Ne pas remuer même le petit doigt». Et c'est là «un mot d'ordre communiste!»

Cette nuit, pour la première fois depuis que je suis ici, je n'ai pas dormi de toute cette histoire et je veux encore ajouter quelque chose à ce que je vous ai écrit hier. Ce qui pour moi était hier soir une profonde désillusion, est aujourd'hui un sujet d'indignation. Je vais pourtant tâcher de faire abstraction de mes sentiments personnels pour ne considérer que les faits.

A) Tout d'abord, en ce moment a lieu une grève à laquelle participent les ouvriers de toute l'Allemagne, Berlin y compris; c'est là, je suppose, un fait que ne peut nier même le Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne qui a déclaré que le prolétariat était incapable d'action. Mais une grève suppose des revendications. En la déclarant, il faut savoir ce qu'on veut en obtenir. En d'autres termes il faut savoir ce qui doit être réalisé pour que le travail recommence: quelles sont les revendications auxquelles doit satisfaire l'adversaire. C'était au K. P. D. de formuler ces revendications car le Vorwärts, il va de soi, ne l'a pas fait. *Ces exigences sont:* 1) *L'armement du prolétariat pour la sécurité de la République, c'est-à-dire la distribution d'armes aux ouvriers politiquement organisés.*

2) *La capitulation sous conditions des Kapp-Lüttwitz.* Ceci est de la plus haute importance. Evidemment, il y a déjà des machinations, on noue des intrigues.

3) *L'arrestation immédiate des chefs de l'émeute et leur jugement par un tribunal prolétaire exceptionnel, extraordinaire, car le conseil de guerre c'est de la comédie et rien de plus!* Ce que le comité central du K. P. D. écrit dans sa proclamation du 16 mars est inapplicable dans la pratique. «République Soviétiste», «Convocation du congrès de conseils» ce ne sont pas là des revendications de grève, avant l'acceptation desquelles on ne saurait reprendre le travail. Ce ne sont même pas en général des revendications que l'on puisse poser à l'adversaire. «A bas la dictature militaire! A bas la démocratie bourgeoise!» Ce ne sont pas non plus des revendications, ce ne sont que des phrases.

Les revendications concrètes énumérées dans la proclamation et qui ont été ensuite supprimées (pourquoi?) ne valaient rien non plus. Ce n'est pas la démission du gouvernement Kapp mais son «arrestation» qu'il faut réclamer. Les traités n'ont pas à donner de démission. «Le désarmement de la Reichswehr» est également un non-sens: si on faisait droit à cette revendication dirigée en partie contre les éléments de la «Reichswehr» sur l'appui desquels les ouvriers pourraient compter, cela pousserait dans le camp adverse les éléments qui sont contre l'émeute militaire. En

fin la confiscation immédiate des armes qui sont entre les mains de la bourgeoisie et la création d'une milice ouvrière sont des mesures qui ne peuvent être réalisées du jour au lendemain; cela demande des semaines, et c'est pourquoi, ces revendications ne sont pas des revendications de grève. Je ne vois pas, en ce moment, d'autres revendications à présenter que celles que je viens de citer. Peut être, au cours de l'action, en surgira-t-il de nouvelles que je ne puis prévoir.

B) Avec les mots d'ordre que j'ai indiqués, la K. P. D. aurait ainsi donné à la grève la raison d'être dont elle est privée maintenant. Avec ces mots d'ordre, au bout de quelque temps on aurait vu la justesse de ce que la K. P. D. affirmait dès le début, savoir que les social-démocrates ne prendraient pas part, ou plutôt ne pourraient prendre part à l'action jusqu'au bout. Et alors, mais seulement alors, e'aurait été le moment de montrer aux masses qui avait trahi leurs intérêts, qui était responsable de leur insuccès. Alors, mais seulement alors, quand les masses auraient adopté nos revendications et que les «meneurs» refusant de soutenir ces revendications auraient fait défection, la marche même des événements en aurait suscité de nouvelles: les Soviets, le Congrès des Soviets, la République Soviétiste, l'abolition de la république démocratique, etc. Toutes ces revendications auraient surgi d'elles-mêmes, si les revendications de la grève avaient reçu satisfaction. C'est autour de ces dernières qu'il faut tout faire converger dans le moment présent: si on y fait droit, la République glisse fatalement vers la gauche, même si Noske reste au pouvoir, ce qui est à peu près impossible. Car si les revendications de la grève étaient satisfaites, le prolétariat deviendrait le soutien de la République, et le nouveau gouvernement, quel que fût son nom, ne serait qu'une enseigne au changement radical survenu dans le rapport des anciennes forces sociales. Et alors après six mois de développement normal, nous aurions la République soviétiste. A l'heure actuelle, en ce qui concerne l'organisation, voici ce que nous devrions faire: 1) une fois, ou même selon les circonstances, deux fois par jour publier une petite feuille, de caractère général où il y aurait l'appréciation de la situation, les conclusions à en tirer, les revendications et, ce qui est particulièrement important, une critique de l'action du comité de grève qui se dispose à engager des pourparlers, 2) Publier des proclamations aux soldats. 3) Des feuilles dirigées contre les membres de la social-démocratie. 4) Des feuilles éclairant les fonctionnaires sur le sens de la situation. 5) Des feuilles pour les cheminots et les employés des P. T. T. 6) Faire en sorte que la vague du mouvement enfile de plus en plus, organiser de grandes manifestations au parc de Treptau en évitant toutefois les collisions. 7) Préparer les cadres de la lutte, même sans armes. D'ailleurs, quand commencera le combat entre les troupes amenées pour rétablir l'ordre et celles de la ville, la population ne devrait pas rester indifférente. Il devrait y avoir des cadres préparés à l'avance, ne serait-ce que pour tenir en respect la racaille qui va surgir des bas fonds et agir à l'arrière de nos troupes et pour n'avoir pas à répandre le sang.

Prison Cellulaire,
16 mars 1930.

P. Lóvy.



ROSA LUXEMBURG
(Fiche anthropométrique de la prison de Varsovie)

II

Sur la „Déclaration de Loyalisme“ du Parti Communiste.

(Lettre ouverte au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.)

Chers camarades,

Du fait que, par l'article inséré dans le numéro 10 de „l'Internationale Communiste“ vous avez été mis au courant des désaccords de tactique survenus au sein du Comité Central du Parti Communiste Allemand, au cours de la „semaine de Kapp“ et attendu que de semblables désaccords ont une importance énorme pour le stade donné de la révolution prolétarienne dans chaque pays, je crois de mon devoir de vous communiquer brièvement à substance des discussions qui s'élevèrent à ce sujet.

Il est un fait certain que la faiblesse d'organisation du Parti Communiste à Berlin fut une des causes pour laquelle le Comité Central dans son manifeste du 13 mars, annonça qu'il renonçait à participer à la grève générale déclarée par les syndicats et par le gouvernement de Noske. Mais seuls quelques camarades du Comité Central assistaient à la discussion qui eut lieu lorsqu'il s'est agi de fixer le texte de ce manifeste.

Bien que dans l'Allemagne centrale, à Erfurt, le parti-même fût faible, les camarades précités entraient immédiatement en action avec les mots d'ordre: „grève générale“, „armement du prolétariat“, „élection des Soviets Ouvriers“. Déjà le 14 mars, les membres du Comité Central qui, au début étaient pour une politique expectante, comprirent eux-mêmes leur faute, et dans un autre manifeste préconisèrent la participation à la grève générale, son renforcement, de même que la création des Soviets Ouvriers. Il n'est pas possible de nier que le refus erroné de prendre part à la lutte contre Kapp, eut des conséquences défavorables. Cela devint évident, lorsqu'à la fin de la première semaine de la grève, le syndicat unifié (Leghien et ses partisans) et la commission berlinoise des syndicats (dirigée par l'indépendant Rull) conseillèrent d'arrêter la grève.

Cette trahison des leaders des syndicats se produisit juste au moment où les ouvriers du bassin de la Ruhr obtenaient de grands succès militaires, qui correspondaient il est vrai à la gêne dans leurs foyers de même qu'„au front“ où ils souffraient de la pénurie des vivres. Ainsi il fallait empêcher la jonction des unités de la garde blanche en prolongeant la grève à Berlin et en la reprenant en province (dans l'Allemagne du Sud, la Saxe et dans les ports de Hambourg, de Lubeck, de Brême). On pouvait obtenir ce résultat à l'aide de la grève seule, sans avoir recours à un soulèvement armé.

Au Comité Central de grève, dans lequel entraient les représentants du Parti Socialiste Indépendant, du Parti Communiste Allemand et du Parti Communiste Ouvrier, seuls quelques camarades isolés menèrent une vive polémique contre la gauche du Parti Ouvrier Indépendant au sujet de ses objections contre l'entrée de la droite dans son gouvernement „purement socialiste“.

Les camarades affirmèrent que: 1) il est impossible de continuer la grève, 2) la grève a déjà amené un changement si profond dans la corrélation des forces entre les masses ouvrières et les patrons, que la formation d'un gouvernement de coalition bourgeois-socialiste n'est plus possible et qu'un gouvernement purement socialiste refléterait d'une façon adéquate la nouvelle corrélation des forces, 3) La formation d'un gouvernement purement socialiste dépend uniquement de cette question: est-ce que la gauche du Parti Indépendant Socialiste réitérera ses objections contre l'entrée de la droite dans le gouver-

nement? C'est pourquoi le Comité Central du Parti Communiste Allemand doit influencer le Parti Socialiste Indépendant en „déclarant son loyalisme“. Ces trois affirmations pèchent par la base et c'est, ce qui découle du développement ultérieur des événements.

1) Il n'est pas douteux qu'il eût été possible de continuer la grève à Berlin jusqu'au mardi de la seconde semaine du mouvement gréviste, lorsque la décision du Comité Central du Parti Socialiste Indépendant vint surprendre les ouvriers en grève. Après cela seulement, le Soviet Ouvrier berlinois (assemblée générale des Soviets révolutionnaires industriels, plus par les groupes industriels c'est-à-dire par l'assemblée des soviets de fabriques) décida à une majorité insignifiante, la cessation de la grève. En province, les rapports des courriers signalaient que dans nombre d'endroits, les ouvriers étaient prêts à recommencer la grève en faveur des ouvriers russes.

Dans la plupart de ces localités, la grève n'avait pas duré plus de 2 à 3 jours et c'est pourquoi au moment en question les forces pour une longue lutte n'étaient pas encore épuisées. A Erfurt, la grève se prolongea deux semaines encore en dépit de la défaite militaire.

2) Par suite de la cessation de la grève, la corrélation des forces se montra défavorable aux ouvriers. En province, l'armement des ouvriers ne fut que des cas isolés. En Bavière, la réaction de Kapp (le ministre Kopp) remporta une victoire complète. Des forces contre-révolutionnaires se concentraient dans toute l'Allemagne du Sud et dans la Prusse Orientale. Les socialistes de droite et les syndicats cherchaient obstinément à maintenir la coalition avec la bourgeoisie, coalition masquée par le remplacement des anciens ministres par les représentants des ouvriers. Ainsi un gouvernement „purement ouvrier“ succéda à la coalition bourgeoise socialiste.

Mais, pour la formation d'un gouvernement „purement socialiste“ il ne manquait précisément que la „prémisse indispensable“, c'est-à-dire l'armement des masses ouvrières et le renoncement à la coalition avec la droite du parti socialiste. Justement, l'examen par le Comité Central du Parti Communiste Allemand, de la question de la formation du gouvernement détourna les ouvriers de leur tâche principale: la continuation de la lutte. Les ouvriers appartenant au Parti Socialiste Indépendant, déclarèrent au comité central de grève (au début de la deuxième semaine du mouvement gréviste) qu'avant de donner plus d'ampleur à la lutte, ils voulaient attendre le résultat des pourparlers du Comité Central du Parti Socialiste Indépendant avec les syndicats concernant la formation du gouvernement afin de trancher ensuite la question soulevée par la proposition Meyer.

3) Tout ce qui vient d'être exposé au § 2 est démenti par l'affirmation du Comité Central (§ 3) que l'objection de la gauche fut le principal obstacle à la formation d'un gouvernement „purement socialiste“. Tandis que la droite du Parti Socialiste Indépendant s'efforçait de maintenir l'intégrité de ce parti au moyen de concessions à la gauche, nos camarades s'employaient à empêcher la scission menaçante du Parti Socialiste Indépendant, en conseillant amicalement à la droite d'accepter le point de vue démocratique-parlementaire de la droite; les camarades supposaient que la droite en entrant dans le gouvernement allait se

compromettre et qu'elle provoquerait ainsi la scission du Parti Socialiste Indépendant, mais ils ne tenaient pas compte que la droite acquerrait de ce chef un prestige moral, tandis que la gauche serait mise dans l'entière dépendance de la droite.

pas eu lieu, l'unique résultat des efforts de nos camarades pas eu lieu, l'unique résultat des efforts de nos camarades eût été le renforcement moral de la droite du Parti Socialiste Indépendant. Et effectivement, à partir de ce moment, la gauche devint bien plus faible, elle perdit son ancienne influence et sa volonté ferme pour une activité énergique.

Les objections contre „la déclaration de loyalisme“ peuvent se résumer ainsi:

1) Le moment de la „déclaration de loyalisme“, ne fut pas exactement fixé.

2) La „déclaration“ loin d'amener à la formation d'un gouvernement purement socialiste et d'accélérer cette formation, la retarda plutôt.

3) Le parti communiste se donnait pour tâche de détourner les ouvriers des buts réels de la lutte (armement des ouvriers et désarmement de la bourgeoisie) avant la fin de celle-ci et d'affaiblir l'activité des ouvriers en alléguant le prochain déplacement des forces: formation d'un nouveau gouvernement.

4) Par suite de l'exacerbation de la lutte de classe en Allemagne, il est tout à fait invraisemblable que la formation de quelque chose de moyen (Mittelding) entre la dictature du prolétariat et la bourgeoisie sous forme d'un „gouvernement purement socialiste“ puisse en général s'effectuer et être viable. Après l'expérience faite avec le Soviet des Délégués du Peuple pris au sein du Parti Socialiste Allemand et du Parti Socialiste Indépendant, aux mois de novembre et de décembre 1918, il fallait s'attendre à ce

que la bourgeoisie répondit à la formation d'un gouvernement pareil par la lutte de classe, sur tous les fronts. Les masses révolutionnaires ouvrières, y compris la plus grande partie du Parti socialiste indépendant, sont plus qu'incrédules quant à la coalition avec le Parti Socialiste Allemand. Il devient ainsi évident, que le moment de répit pour l'action pacifique du Parti Communiste Allemand, répit dont il s'agit dans la „déclaration de loyalisme“, ne se produira pas.

5) Le Parti Communiste Allemand considère qu'il n'entre nullement dans ses devoirs d'inciter les autres partis ouvriers à remplir leurs tâches historiques temporaires telles que la lutte contre les illusions parlementaires, bourgeoises et d'Anarchiques. La tâche du Parti Communiste Allemand doit être d'indiquer la route qui mène au-delà des limites du stade révolutionnaire contemporain. Les appels peuvent naturellement avoir un caractère provisoire, mais ils ne doivent nullement entrer en contradiction avec les principes du communisme, comme par exemple, le principe du gouvernement „purement socialiste“ opposé à la dictature des Soviets. Mais en revanche les mots d'ordre suivants sont tout à fait de mise: „la liberté de la presse révolutionnaire“, „armement des masses ouvrières“, „démobilisation de toutes les troupes bourgeoises“, „paix avec la Russie des Soviets“, etc.

Le Comité Central et le congrès du parti ont condamné presque unanimement „la déclaration de loyalisme“, et dans le centre du parti, dans une séance plus nombreuse, la majorité ne se prononça pas en faveur de cette déclaration. Malgré tout la question n'a rien perdu de son importance.

Salut Révolutionnaire.

Ernst Meyer.

III

La situation en Allemagne.

Le coup d'Etat militaire-monarchiste de Kapp-Lüttwitz était une étape inévitable du développement de la dictature de la bourgeoisie, qui se cache sous le pavillon de la démocratie. Il avait pour but de rétablir le régime capitaliste et de prévenir l'établissement de la dictature du prolétariat et du système des soviets. L'Assemblée nationale, le gouvernement de coalition, ainsi que les lois trompeuses de la socialisation et des conseils d'usines, avaient préparé le terrain pour le coup d'Etat tandis que le gouvernement de Noske s'était chargé de masser et d'armer les bataillons indispensables qui devaient réaliser le plan. Le gouvernement de coalition n'était rien de plus que l'incarnation de la sanglante terreur bourgeoise travestie dans le manteau de la démocratie. Le coup d'Etat militaire a fait tomber tous ces haillons et le militarisme est apparu dans toute sa nudité. Les partisans de Kapp veulent coûte que coûte établir la dictature bourgeoise, qui confèrera l'autorité aux junkers prussiens et aux représentants de la haute finance, sous la forme d'un pouvoir militaire monarchique. Les partisans d'Ebert veulent la dictature de la bourgeoisie, qui assurerait aux industriels et aux commerçants le rôle dominant et qui se réaliserait sous la forme d'une démocratie bourgeoise. La seule garantie véritable d'une victoire sur le militarisme monarchiste, serait la destruction du sol qui le nourrit et où il

prend racine. — Et pour cela il est indispensable d'élargir et de développer la révolution prolétaire, d'armer les ouvriers, de désarmer la bourgeoisie et les classes riches, et par conséquent, de détruire le militarisme renaissant, si tendrement bercé par Noske. Le gouvernement de la bourgeoisie et des socialistes, a eu peur de s'engager dans cette voie. Il n'ignorait pas que ce faisant, il briserait l'épée qui défend et soutient le pouvoir des capitalistes, et que par contre il armerait en même temps l'ennemi mortel de ce pouvoir de classe, qui ne tarderait pas à porter à celui-ci un coup terrible...

Adoptant le point de vue de la collaboration politique des exploités et des exploités, et considérant de son devoir de défendre le régime et la propriété bourgeoises, il est condamné à un ridicule et lâche piétinement. Il comprit tout de même que le prolétariat seul était en état de jeter bas la clique séditionnelle monarchique et militaire et de défendre avec succès les soi-disant „conquêtes révolutionnaires“ et la révolution elle-même. Mais pour ce gouvernement „les conquêtes révolutionnaires“ consistent en fauteuils ministériels, en grasses sinécures pour leur clients politiques, et pour leurs partisans fidèles. Car, au moyen de l'état de siège, des arrestations, de la censure, des cours martiales, de la garde gouvernementale, des corps de volontaires, etc., il a ravalé ces

conquêtes au niveau d'une liberté ordinaire démocratique-bourgeoise, tandis que par une série de mesures comme la fermeture de nombreux ateliers de chemins de fer, la mise en vigueur du travail aux pièces obligatoire ou volontaire, la loi sur les soviets industriels, les fusillades de grévistes, il a de nouveau renforcé le front capitaliste parmi les ouvriers.

Ce n'est pas pour la révolution, mais exclusivement pour la prolongation de leur propre béatitude, qu'Ebert et Noske ont appelé le prolétariat à proclamer la grève générale, que hier encore ils flétrissaient comme le crime le plus inqualifiable qu'on puisse commettre envers le peuple allemand. L'idée de l'armement du prolétariat les remplissait d'une peur mortelle. Ils se rendaient parfaitement compte que le prolétariat prenant les armes pour défendre la révolution et la République ne se bornerait pas à mettre les Kapp et les Lüttwitz dans l'impossibilité de nuire, mais que ce serait le signal de la lutte contre le capitalisme et contre le gouvernement de coalition, existant par la grâce de la bourgeoisie et défendant jalousement ses intérêts. Dès l'origine de la crise, il fut clair, que le gouvernement consentait bien à être sauvé par les ouvriers grévistes, mais se refusait à se laisser entraîner par les ouvriers sur la voie de la lutte pour le socialisme et de la dictature du prolétariat. La fuite de Berlin, sous le fallacieux prétexte: „Dans la guerre civile, pas une goutte de sang ne doit être versée“, était symptomatique. Ce prétexte constitue une contradiction flagrante avec la cruauté des disciples d'Ebert, qui ne s'arrêtent nullement devant les horreurs de la guerre civile, écrasant sans pitié à coup de mitrailleuses et de canons toute tentative révolutionnaire du prolétariat. Cette fuite ne fit que justifier ce dicton: „C'est pour mieux se réconcilier que les amis se disputent.“ Le gouvernement était prêt à conclure un accord avec les impérialistes insurgés. Tous les bourgeois démocrates (à l'exception d'un petit groupe n'ayant aucune influence) désiraient de toute leur âme s'unir au pouvoir militaire rétabli, pour opprimer le prolétariat à l'unisson. Il fut bien vite évident que pour ces messieurs, les soucis de la propriété et des autres biens bourgeois étaient autrement importants que toute la démocratie bourgeoise, à la défense de laquelle appelait le parti de coalition.

C'est ainsi que le prolétariat s'est vu contraint d'entrer en lutte contre la contre-révolution militariste, sans se faire cependant la moindre illusion ni sur la situation générale, ni sur les intentions de ses ennemis, mais inspiré uniquement par la conscience de sa tâche historique et de ses intérêts de classe, qui exigeaient le développement ultérieur de la révolution. Pour la masse du prolétariat il était clair, qu'il fallait détruire le militarisme pour enlever cette arme de domination des mains des exploiters capitalistes, qu'il devait, par le désarmement de la garde gouvernementale, de l'armée volontaire de la milice civile et bourgeoise, en un mot par le complet désarmement des classes riches et l'armement des ouvriers, conquérir une forte position qui sera le point d'appui et la clé pour la conquête du pouvoir politique. La conviction générale de tous les représentants de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat était que sans l'armement des ouvriers, il est impossible d'organiser la défense des soviets, et qu'aucune dictature du prolétariat n'est possible. Cette conviction n'a fait que s'ancre plus profondément dans le peuple. Et

maintenant, c'est pour tous l'évidence même que ni le gouvernement, ni la démocratie bourgeoise, ne peuvent accepter ces revendications: le désarmement de la bourgeoisie et l'armement des ouvriers. Cela ne pourra être que l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Des soviets ouvriers et des comités de guerre créés à la hâte, se mirent énergiquement à organiser et à diriger la lutte révolutionnaire. Dans un élan unanime, avec un superbe courage, les ouvriers affluèrent de toutes parts et se jetèrent dans la lutte. La grève générale comme une large vague s'est répandue sur le pays. Même le personnel technique, les employés de commerce et de diverses institutions furent submergés par cette vague. Les ouvriers et les employés de chemins de fer, de tramways, des postes et télégraphes, déclarèrent la grève. — Des grèves importantes eurent lieu dans les campagnes. Il ne peut y avoir aucun doute que pour quelques catégories de prolétaires, et surtout pour les fonctionnaires ce sont les mots d'ordre des social-démocrates qui les ont ralliés à la grève pour la République, pour la démocratie, pour la constitution, contre la monarchie.

Mais il est aussi bien certain, que la masse des travailleurs ne s'est pas mise en grève pour les beaux yeux de la bourgeoisie. — Leur mot d'ordre était: „A bas Kapp et Hindenburg, Bauer et Ebert!“, „A bas Lüttwitz et Noske!“. La masse comprenait très bien que le but de sa lutte ne pouvait pas être la démocratie bourgeoise et la „collaboration“ harmonieuse des exploiters et des exploités, que ce but devait être aujourd'hui comme demain, la dictature du prolétariat. Les prolétaires n'avaient pas la naïveté de croire que ce but pouvait être l'objet concret de la lutte actuelle. Pour le moment on ne pouvait faire effort que pour consolider les positions prolétariennes afin de pouvoir pousser plus loin la lutte pour la conquête du pouvoir. La grève se déroulait partout sous le mot d'ordre: désarmement de la bourgeoisie et armement de la classe ouvrière. A ce mot d'ordre s'était ajouté une autre revendication: la libération immédiate des révolutionnaires condamnés ou en prison préventive, la cessation immédiate de toutes poursuites intentées contre les militants révolutionnaires, la levée de l'état de siège, l'abolition de la censure, etc. Malgré la diversité des mots d'ordre proclamés par les différents partis socialistes et divers syndicats, les prolétaires se sont massés sur un seul front. Ce ne sont pas les appels et les résolutions formulés sur le papier et imaginés par les leaders et les hautes sphères qui les ont unis. Non, ce qui les soudait étroitement pour la lutte révolutionnaire, c'était ce qui était dicté par l'expérience, la conscience de leur position de classe. Ce fait caractéristique fut caché quel que peu par suite de la participation à la lutte des social-démocrates majoritaires, avec les mots d'ordres de la bureaucratie syndicale. Les leaders social-patriotes tâchaient de masquer l'importance du front unique qui venait de se former. Pourtant, en dépit de tous leurs efforts, ce fait a fortement réagi sur le sentiment social des masses, qui d'instinct, en ont compris tout le sens.

Au cours de cette crise, l'importance de la ligne du Main comme frontière social-politique, s'est fortement accusée. Ce n'est pas par un pur effet du hasard que le gouvernement d'Ebert s'est enfui à Stuttgart. Le gouvernement a trouvé là une défense à droite contre la contre-révolution, à gauche contre le péril constant

de la prise du pouvoir, non pas dans quelques milliers de gardes gouvernementaux, d'esprit militaire, mais dans sa milice, formée d'étudiants, de fils à papa, de petits bourgeois, de paysans qui luttèrent à leur risques et périls, défendant la démocratie contre le „bolchévisme“.

Il était clair, comme l'ont toujours soutenu les marxistes, que dans la phase actuelle du développement social, la démocratie politique de l'Allemagne du Sud est le résultat de son état économique arriéré et non pas de son progrès politique. En dépit du sentiment social et du courage suscités par le Parti Communiste du Wurtemberg, qui avait levé vaillamment l'étendard de la lutte prolétarienne, l'existence de couches profondes de petite bourgeoisie et de paysans, l'influence du faible développement de l'industrie et des antagonismes de classe, l'absence de grandes masses prolétariennes cimentées par la conscience de leur nombre et de leur force, se sont fortement fait sentir tout le cours de la révolution de l'Allemagne du Sud. Il se peut même que dans l'avenir, le pays situé au Sud de la ligne du Main, joue le rôle d'une „Vendée démocratique“, — „mutatis mutandis“, dans laquelle naîtra l'idée de „l'Alliance du Rhin“, et dès lors toute la force de ce mouvement sera dirigée contre le prolétariat révolutionnaire du Nord Industriel.

Il a suffi que le prolétariat-géant déclarât la grève, pour que le fantôme du gouvernement insurrectionnel de Kapp-Lütwitz se dissipât comme une bouffée de fumée. Dans cette affaire, il n'y eut pas que le caractère général de la grève qui y joua un rôle très important, mais aussi la fermeté et l'ampleur sans pareilles du mouvement à Berlin. Bien que Kapp et Lütwitz eussent été rapidement chassés, les Kapp et les Lütwitz sont encore nombreux en Allemagne. On n'a pas réussi à détruire complètement la soldatesque, parce que la bourgeoisie, qui veut se maintenir au pouvoir, ne peut renoncer à ses services. On n'a pas été plus heureux en ce qui concerne le désarmement de la contre-révolution bourgeoise, et l'armement des ouvriers sauf dans les localités où les prolétaires eux-mêmes se sont emparés des armes, ont chassés les troupes nationales et désarmé la garde civique, la milice municipale et les détachements de volontaires. C'est ainsi, que se sont passées les choses en Allemagne Centrale, notamment en Thuringe, en certaines localités de la Saxe et dans les provinces rhénanes de Westphalie, où les ouvriers industriels très nombreux représentent une masse compacte, pénétrée, grâce à sa supériorité numérique, de la conscience de sa force, et où le prolétariat des fabriques et des usines riche en espérances, s'est débarrassé de toutes les illusions qu'il se faisait autrefois sur la bourgeoisie démocratique et le gouvernement de coalition. Le coup d'Etat s'est accompli sans encombre, sans effusion de sang et même sans „violences“, là même où le prolétariat se trouvait sous les ordres du parti communiste, compact, bien organisé et connaissant parfaitement son but et les voies qui y mènent. En Thuringe, à Leipzig et dans la région de l'Allemagne centrale où se trouvent les principaux gisements de houille grise, le coup d'Etat s'est terminé, après une lutte acharnée du prolétariat, par l'avènement de la terreur blanche. Ce fait a été le résultat de la trahison, à peine voilée de la majorité social-démocrate et de la bureaucratie syndicale. Les leaders du Parti Socialiste

Indépendant, qui ont gardé une fidélité fanatique à la vieille tactique erronée du parti, ne sont pas eux aussi sans avoir leur part de responsabilité. Les Indépendants qui n'ont aucune ligne de conduite claire et précise, hésitaient constamment entre le désir d'abandonner le champ de bataille et les faibles velléités de lutte; ils entamaient, chaque fois, des pourparlers aux moments où il eût fallu agir, affaiblissant ainsi la fougue des combattants et paralysant leur énergie.

Néanmoins, la crise se termina par un succès des ouvriers révolutionnaires. Le gouvernement Bauer-Noske a eu le même sort que celui de Kapp-Lütwitz. Il va de soi que c'est là un succès très modeste, plutôt maigre. En réalité, il ne se produisit dans le gouvernement qu'un changement des personnages, qui n'étaient que des marionnettes entre les mains de la bourgeoisie au pouvoir; quant au programme gouvernemental et à tout le système de gestion, foncièrement bourgeois, ils sont restés l'un et l'autre, sans aucune modification. Le chancelier d'empire Müller poursuit toujours l'œuvre de Bauer; pour maintenir l'invulnérabilité et la gloire du régime exploiteur bourgeois, basé sur la propriété capitaliste, Müller continue à tromper, à opprimer et à fusiller les ouvriers. Noske n'existe plus, mais le „système Noske“ est toujours en vigueur et la terreur blanche militaire en pleine prospérité. Cet état de choses est dû, avant tout, à l'attitude criminelle de la bureaucratie syndicale, avec le social-traître Leghien en tête; ils réussirent à duper les ouvriers et le firent avec tant d'adresse que ceux-ci se déclarèrent satisfaits, lorsque le gouvernement consentit à donner suite, tout au moins verbale, aux neuf revendications présentées par les syndicats. Ceci obtenu, les Leghienistes firent sonner la retraite, exigeant la cessation immédiate de la grève qui n'eût ainsi pas le temps d'atteindre son point culminant.

Les leaders de l'aile droite des Indépendants sont également responsables du résultat de la grève. Partout et toujours, ils cherchaient à lier toutes les actions politiques du parti avec celle de la bureaucratie syndicale et de la majorité social-démocratique; en outre, la faute en est encore à la faiblesse de la conscience révolutionnaire et au manque d'énergie des leaders de la gauche des Indépendants qui n'ont pu résister aux Hillerding et Crispian. Néanmoins, le changement de gouvernement atteste la croissance incessante de la puissance du prolétariat que l'on est obligé de reconnaître et à laquelle on cède. Il se produisit, dans les couches les plus profondes de la société capitaliste, un mouvement assez violent qui modifia la corrélation des forces des classes en lutte pour le pouvoir et qui fit éraquer l'enveloppe extérieure: le régime social est encore debout, mais il est sapé de toutes parts.

La consolidation du pouvoir de la démocratie bourgeoise et la constitution d'un gouvernement de coalition ne sont que des succès provisoires, réalisés au prix d'une complète soumission au militarisme. L'action du prolétariat révolutionnaire allia fraternellement la démocratie bourgeoise aux conspirateurs militaires monarchistes; éfrayés par le danger d'une dictature prolétarienne, ils se sont tendu les mains. Le fusionnement de tous les éléments contre-révolutionnaires en un seul bloc hostile à la classe ouvrière, est un fait accompli; seule, une minorité insignifiante de la démocratie bourgeoise qui mène la lutte

contre le danger de la droite et qui insiste sur la nécessité de faire des concessions à la gauche, n'entre pas dans la composition de ce bloc. La *Frankfurter Zeitung* est devenue l'organe de ce groupe. Il faut en dire autant de certains milieux de petits paysans et fonctionnaires qui ont une tendance à faire des coquetteries tout au moins, au «bolchévisme nationaliste». A l'heure actuelle, le mot d'ordre de la démocratie tout entière n'est plus la lutte contre le militarisme, mais plutôt la lutte de concert avec celui-ci contre le «bolchévisme». La marche de ces événements, qui eut pour conséquence un dénouement contre-révolutionnaire, conduira, tôt ou tard, à la ruine de toute la démocratie bourgeoise. Elle sape ses fondements, détruit ses dernières illusions, anéantit sa confiance en elle-même et envenime la lutte de classe, la faisant tendre vers son but historique inévitable.

Une consolidation de forces, non moins considérable, s'est effectuée à l'autre pôle de la société. Depuis les combats révolutionnaires de 1919, le processus du renforcement de la conscience révolutionnaire et du groupement du prolétariat a progressé énormément. Au fur et à mesure de la croissance de la conscience révolutionnaire, les masses ouvrières manifestent de plus en plus énergiquement leur volonté révolutionnaire, leur combativité et leur empressement à consentir à tous les sacrifices nécessaires. La tactique et la stratégie des masses se sont développées, elle sont devenues plus fermes et leur appréciation de la corrélation des forces en lutte plus juste; leurs yeux saisissent maintenant avec plus de précision la différence entre l'objectif permanent de la lutte et ses buts provisoires; les masses ouvrières reconnaissent maintenant plus clairement la nécessité d'être solidaires les unes des autres et d'agir en parfait accord. L'expérience de la période révolutionnaire a fait connaître au prolétariat, tout entier, bien des choses; la force des traditions révolutionnaires, créées pendant les combats de l'année passée, se manifeste présentement dans la pratique. L'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière a beaucoup gagné en nombre, en conscience et en force d'influence décisive sur les grandes masses ouvrières. Ce fait s'explique non seulement par la leçon édifiante et pratique des événements, mais, en même temps, par l'activité et la propagande du Parti communiste non seulement parmi ses membres, mais aussi parmi les masses prolétariennes, qui s'étaient tenues jusqu'ici à l'écart de la lutte de classe prolétarienne, comme par exemple, la masse des Indépendants et tout particulièrement son aile gauche. Les derniers combats ont raffermi au sein du prolétariat la conscience de sa propre force; il est sorti de ces luttes avec une compréhension plus nette de la vérité pure et simple qu'il n'y a que l'armement des masses ouvrières qui pourra les rendre fortes et qu'il a besoin de ses propres organes de combat révolutionnaires, les soviets ouvriers, pour réaliser cet armement. Donc, la tâche principale de l'avant-garde révolutionnaire est de conserver les Soviets surgis pendant et pour la lutte, leur insuffler la vie et les rendre aptes au combat à force d'actions révo-

lutionnaires et non pas au moyen de formules morales. En s'acquittant de cette tâche, l'avant-garde révolutionnaire doit diriger le rapide mouvement révolutionnaire du moment historique actuel et en augmenter de plus en plus la vitesse. La lutte actuelle revêtira probablement d'autres formes aux prochaines élections, et dans ce cas celles-ci se présenteront sous l'aspect non pas d'élections parlementaires habituelles, mais d'élections *révolutionnaires*. Il est même possible que le Reichstag ne soit élu que pour être dissous.

Nous ne pouvons pas encore prévoir, dans quelle mesure la marche des événements changera la situation politique dans les provinces rhénanes de Westphalie, car les nouvelles qui nous viennent de là-bas manquent de précision et de clarté. Il paraît cependant, que jusqu'ici la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat y a revêtu un caractère non seulement plus acharné et plus vaste qu'ailleurs, mais qu'elle s'est caractérisée aussi par un renforcement toujours plus grand de son contenu intérieur.

Dans cette lutte, le nouveau gouvernement de coalition, qui est au pouvoir grâce à Leghien et avec la permission des syndicats, manifeste toute sa malhonnêteté et tout son cynisme. Ce gouvernement n'a passé les accords de Bielefeld et de Münster que pour les violer presque aussitôt. Le but de ces accords est de faire traîner la lutte en longueur, et de gagner du temps jusqu'à la fin des vacances de Pâques, date à laquelle il sera bien difficile de rassembler de nouveau les ouvriers, partis pour passer les fêtes dans leurs foyers, et de leur faire reprendre la lutte. En même temps, le gouvernement de coalition manifeste son empressement aveugle et obstiné à servir le régime capitaliste. C'est lui qui a provoqué l'entrée des troupes françaises à Francfort-sur-le-Mein et à Darmstadt, en envoyant la garde-blanche dans la zone neutre pour y réprimer l'insurrection ouvrière.

Quelle sera la fin de la lutte? Ce n'est pas le degré de sagesse du gouvernement formé de social-patriotes, de représentants du centre et de démocrates, qui en décidera, mais l'intensité de la discorde intérieure qui le ronge. L'issue de la lutte dépend aussi de la violence des repréailles militaires dont usera ce gouvernement pour défendre les magnats du capital et le régime bourgeois. Elle dépendra également de la conscience de classe, de la résolution aux sacrifices et de la volonté révolutionnaire que les prolétaires manifesteront, dans toute l'Allemagne, en défendant la cause pour laquelle leurs frères des provinces rhénanes de Westphalie se battent avec tant d'héroïsme et de sublime courage. Ils peuvent vaincre, ils peuvent conquérir une position très puissante dans la lutte pour le pouvoir politique, mais à condition qu'ils le veuillent, à condition qu'ils agissent avec toute l'énergie possible. Mais le sentiment social et la volonté révolutionnaire du prolétariat allemand, sont-ils assez forts pour qu'on puisse tenter, aussitôt après les grands combats de ces jours derniers, une nouvelle lutte, violente et grandiose? Le prolétariat est le seul qui puisse répondre à cette question.

Klara Zetkin.

Le Parti Communiste allemand pendant la période de l'aventure de Kapp.

Essai critique.

I. Inaction.

Le Parti Communiste allemand, — n'est pas seulement un parti de critique, — celui d'une critique qui a pour objet de montrer la désagrégation de la société bourgeoise, la servilité des social-parties qui la soutiennent, l'action de la social-démocratie allemande indépendante qui trompe et démoralise des ouvriers et enfin celle du Parti Ouvrier Communiste allemand (K. A. P. D.) qui tente de tourner les difficultés à force d'éloquence. Ce n'est pas assez: le Parti Communiste allemand doit également être un parti sachant se critiquer lui-même, — d'autant plus sévèrement que, malgré toutes les fautes qu'il a commises, il reste seul le centre du mouvement ouvrier en Allemagne.

Et précisément parce qu'il n'y a pas d'autre axe de cristallisation au mouvement ouvrier en Allemagne que le noyau formé par le Parti Communiste; parce que dans le mouvement ouvrier allemand, à part le K. P. D. il n'y a pas de centre spirituel, qui puisse étudier objectivement les besoins du mouvement et tirer de cette étude des déductions pratiques, — précisément pour toutes ces raisons le Parti doit analyser impitoyablement ses propres erreurs et en découvrir la source. La discussion commencée dans le Parti après l'aventure de Kapp, ne peut être considérée comme close, depuis que le congrès du Parti a dit son mot sur „l'opposition loyale“ du Comité Central.

Il est indispensable de continuer cette discussion pour découvrir la source des erreurs commises et tâcher de les éviter à l'avenir. Quant à moi, bien que je reconnaisse qu'une certaine responsabilité m'incombe dans la ligne politique du K. F. D., — je n'ai pourtant pas donné jusqu'à présent, d'avis sur les questions sujettes à controverse n'étant pas assez renseigné pour émettre un avis. Mais à présent, je ne crois plus possible, de m'abstenir, ayant à ma disposition toute la presse bourgeoise, social-patriotique, indépendante et communiste du moment, plus les avis des camarades Zetkin, Lévy, Braun et Meyer. Je commence par dire que la conduite du comité central pendant les jours de l'aventure de Kapp, fut marquée par une erreur impardonnable.

L'aventure de Kapp, fut une tentative de rétablir ouvertement le règne des junkers et du militarisme. La coalition des social-démocrates avec la bourgeoisie donnait aux officiers d'humeur belliqueuse, trop de pouvoir, — ce qui a rendu le coup de main possible. Mais la tentative même a démontré que les junkers ne sont guère satisfaits de l'état de choses actuel, du règne des Erzberger et des Noske. Tenter de rétablir la réaction des junkers, signifiait tenter de liquider tout ce qui fut fait par l'Allemagne depuis le mois de novembre 1918, époque où la direction de l'Etat passa dans les mains du capitalisme industriel et commercial. Comme le gouvernement des capitalistes est impossible chez nous sans l'appui des social-démocrates, l'existence de ce gouvernement veut dire l'usure de la social-démocratie, dernier rempart du capitalisme, dont la décomposition entraînera la chute du pouvoir du capital. Le retour de la politique allemande au règne des junkers et du militarisme permettrait à la social-démocratie, après toute sa trahison, de s'affubler du masque de l'opposition: elle lui donnerait

la possibilité de tromper de nouveau les masses. Cette dernière appréciation de la situation démontre que le Parti Communiste avait le devoir d'appeler le prolétariat à la lutte contre Kapp et Lüttwitz. Ce devoir était d'autant plus clair que la lutte avec Kapp-Lüttwitz menée énergiquement et sans pitié, pouvait avoir un autre résultat que le rétablissement du pouvoir d'Ebert et de Noske.

Elle devait entraîner un changement de forces, un coup de barre à gauche pour tous les spectateurs passifs des événements du 13 mars. Toute la difficulté de la tactique communiste en 1919 consistait justement en ce que, grâce au pouvoir de M.M. Noske et Lüttwitz, les ouvriers ne voyaient pas que chaque manifestation du Parti Communiste ne mobiliserait qu'une partie de la masse ouvrière. Au moment, où les syndicats et la social-démocratie étaient forcés, pour leur propre salut, d'appeler les ouvriers à une grève générale, — à ce moment, sans doute, le Parti Communiste devait se confier aux *vaugues de la lutte*, pour l'approfondir, la mener plus loin, que ne voulaient les Ebert et les Scheidemann. Il est vrai qu'il y avait chez nous diverses opinions. Wolfheim et Laufenberg, en décembre 1919, quand on sentait de plus en plus l'imminence du coup d'état militaire, écrivaient dans *le Journal Communiste Ouvrier*, qu'ils ne feraient que sourire: „en voyant Ludendorff casser la figure à Scheidemann et vice versa“.

Dès lors, dans un article qui fut reproduit par toute la presse communiste, je déclarais que, seuls les simples d'esprit, pouvaient tenir ce langage; que nous ne lutterions certes pas pour M. Noske et Ebert, mais que nous combattrions pourtant les Ludendorff de toutes nos forces.

Les camarades qui sont à la tête du K. P. D. partageaient mon opinion. *Comment se peut-il que le Comité Central, bien qu'affaibli par les arrestations et l'absence des militants les plus actifs, ait encore trouvé indispensable de déclarer que l'heure de la lutte n'avait pas encore sonné?*

Dans la brochure*) du camarade Braun nous lisons que cette attitude était due à la faiblesse de l'organisation berlinoise, incapable alors d'entrer dans la lutte.

Mais les ouvriers berlinois sont autrement nombreux que l'organisation berlinoise du K. P. D. et il est certain que tout membre du Comité Central doit bien comprendre qu'il ne s'agissait pas d'enflammer l'organisation berlinoise du Parti Communiste mais d'indiquer le but du mouvement au prolétariat berlinois, de lui donner le mot d'ordre qui le ferait passer les limites tracées par M.M. Leghien et consort.

On voit par l'appel du Comité Central les causes, non-seulement de l'inactivité du Comité, mais aussi de son attitude contre toute manifestation... Dans la lutte contre le „putschisme“**) nous n'avons pas cessé pendant 6 mois d'indiquer, que dans l'état de choses actuel en Allemagne, le terrain n'est pas encore assez préparé pour la conquête du pouvoir par le prolétariat. Bien que de

*) M. Braun. Les leçons de l'aventure de Kapp. Leipzig, édition Frank. Publié également dans le Nr. 10 de l'Inter-objectives y tendent de plus en plus, bien que le capitalisme, nationale Communiste.

**) Putschisme: doctrine préconisant l'émeute non organisée.

capitalisme ayant rempli sa mission économique, soit en voie de désagrégation la majorité de la classe ouvrière n'éprouve encore le désir de la révolution que trop faiblement pour pouvoir conquérir et retenir le pouvoir dans la lutte contre le capitalisme admirablement organisé.

Notre opinion est tout à fait fondée et les camarades s'en souvinrent quand ils publièrent leur appel.

Leur désapprobation du coup d'Etat, servit de terrain de développement à une sorte de quétisme; de l'impossibilité de conquérir le pouvoir politique en Allemagne,—impossibilité déjà établie empiriquement en 1919, — en mars 1920 ils ont conclu à l'impossibilité d'une manifestation révolutionnaire en général, conclusion qui était déjà inexacte pour l'année dernière et, au moment de l'aventure de Kapp, était non-seulement inexacte, mais objectivement préjudiciable au mouvement révolutionnaire.

Si, en 1919 nous n'étions pas de force à établir la dictature du prolétariat, nous étions pourtant de force à organiser une manifestation active contre la dictature du capital.

Et au moment, où nous étions menacés d'un affermissement ouvert du régime des junkers (ce qui forçait même les ouvriers social-démocrates à prendre part à la lutte), la position du Comité Central fut une manifestation de *crétinisme* coupé.

Si Braun déclare dans sa brochure que le 13 mars, l'appel à la lutte était psychologiquement impossible, car les ouvriers se réjouissaient du renversement de Noske, — il se montre mauvais observateur; comment expliquer autrement la grève générale qui, 24 heures plus tard, éclatait à Berlin. On ne peut accuser les masses d'inactivité; seuls sont fautifs les membres du Comité Central, qui étaient alors à Berlin, et se placèrent à un point de vue tout à fait faux.

Avant mon départ de Berlin, je voyais clairement, que l'anti-putschisme menaçait de faire reculer les communistes jusque dans le marécage d'une tactique d'expectative et j'ai manifesté cette appréhension dans ma lettre au Congrès du Parti autrichien, en faisant remarquer que la *Rote Fahne* de Vienne adoptait une position de critique et d'observation dans la lutte sociale prolétarienne. Je n'ai jamais cru que les chefs du prolétariat allemand, élevés dans les combats, pussent atteindre dans leur opposition au „Putsch“ à des absurdités telles que l'appel du Comité Central du 13 mars.

Après l'expérience des événements de mars, le devoir des camarades luttant contre le „Putschisme“, consistait non pas à empêcher la manifestation du prolétariat, mais à lui aplanir le chemin, en écartant tous les destructeurs, tous les phraseurs révolutionnaires du „Putschisme“ qui empêchent le prolétariat de saisir le moment favorable pour la Révolution; le devoir de ces camarades était de crier au Parti Communiste, que bien que nous soyons en minorité, nous sommes le Parti de l'action, et non le Parti de la propagande, que la passivité est un crime à un moment où les événements appellent à la lutte non-seulement l'avant-garde du prolétariat, mais le prolétariat tout entier.

Il est temps que les communistes allemands comprennent que nous n'en sommes plus au 6-ième ou au 9-ième mois de la révolution allemande; voici dix huit mois que l'Allemagne est en révolution. Pendant ces mois le processus de désagrégation du capitalisme a progressé à pas de géant; pendant cette année et demie, les dissensions de l'Entente n'ont pas cessé d'augmenter en gravité et le peuple comprend après l'aventure de Kapp, que la soi-disant démocratie le mène à la domination des généraux. D'après la manière dont la presse contre-révolutionnaire allemande décrit la chute imminente de la garde-blanche polonaise, on voit que si l'armée rouge russe vient à bout de la Pologne

contre-révolutionnaire, la contre-révolution allemande se tournera contre le prolétariat allemand, pour mettre un frein à la révolution mondiale qui commence en Occident. La conférence de San-Remo et de Hythe et la conférence qui doit avoir lieu à Spa prouvent que l'Entente est entrée dans la voie des compromis avec la contre-révolution allemande. La raison qui a fait naître cette nouvelle tendance, il ne la faut pas seulement chercher dans la conscience grandissante de l'inéductibilité du naufrage du capitalisme allemand, auquel sont étroitement rattachés les intérêts les plus grands de l'Entente elle-même, mais également dans la conscience, que la chute de la contre-révolution polonaise priverait l'Entente de la possibilité de se soumettre définitivement l'Allemagne et forcerait l'Entente à prendre la défense de la contre-révolution allemande et du capital allemand, qui leur servirait désormais de tampon contre la révolution mondiale. Dans ces conditions, le renforcement de l'activité politique du communisme allemand devient la question vitale de l'Internationale.

Le Parti ne peut d'année en année ruminer les „vérités“ anti-putschistes qui deviennent des erreurs par suite de l'irrésistible croissance de la révolution dans l'avant-garde du prolétariat allemand.

Il est impossible de donner de Moscou des directives concrètes au parti communiste allemand, et nous considérons toujours que sa tâche consiste à se créer lui-même sa ligne de conduite. Mais de même que le comité exécutif de Moscou comprit bien l'année passée que, dans le mouvement politique allemand, ceux qui luttèrent avec les „putschistes“, avaient raison, il lui devient aujourd'hui évident, que la propagande doctrinaire anti-putschiste n'est plus qu'un frein au mouvement, l'heure venant pour le parti de faire de grandes choses.

Les erreurs du 13 mars ne doivent pas être amoindries, elles doivent être appréciées historiquement comme le retour aux tendances de 1919.

L'activité montrée dans tout le pays, par le Parti Communiste allemand, malgré l'absence de soutien de la part du Comité Central, dans les événements du 13 mars, est une preuve de sa maturité. Une autre preuve de sa maturité c'est que le Parti, réuni en Congrès, a ouvertement condamné les erreurs du Comité Central.

II. L'opposition loyale.

Après que le poing de fer de la grève des masses ouvrières de Berlin eut fait rentrer sous terre les bandes de Kapp, les travailleurs se trouvèrent devant cette situation: *Kapp avait disparu, mais les soldats de Kapp étaient restés.* A Berlin et dans les environs ils étaient 10.000 hommes de troupes. Et il y avait mieux: ce qu'on appelait les troupes gouvernementales en province n'étaient rien autre que la même garde blanche. Cette situation créait tout le problème à résoudre efficacement: combattre les blancs, les combattre pour les désarmer et pour armer le prolétariat. Le reste n'était que sottises présentant quelque intérêt dans certaines coulisses, mais qui ne pouvaient modifier la corrélation des forces. Pour la classe ouvrière allemande toute la question était de savoir si elle pourrait concentrer suffisamment la lutte dans tous les centres pour que le gouvernement désorganisé de Noske et d'Ebert ne pût, de ces centres mêmes, faire son œuvre de réaction et pour que les éléments militaires de la contre-révolution privés de leurs chefs par la disparition du groupe de Kapp ne pussent pas servir d'appareils de répression.

Et c'est dans cette situation que les social-démocrates dirigés par le saltimbanque le plus impudent, Leghien, jetèrent

l'appât aux Indépendants. Ils traitent avec eux de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie, ni plus ni moins, et de l'établissement d'un gouvernement socialiste auquel devaient participer les paladins indépendants et... dépendants. Que ce n'était là qu'une manœuvre de filous, que Leghien ne fut qu'un droïter— et d'ailleurs vendu—de la social-démocratie allemande, la chose ne pouvait être perdue de vue à Berlin à l'heure de la lutte. On ne pouvait non plus perdre de vue, dans la mesure où les acteurs de la révolution se rendaient compte de la corrélation réelle des forces, le fait que le gouvernement d'Ebert ne pouvait en aucun cas rompre avec la coalition et chercher un point d'appui à gauche. Il ne constituait un facteur réel que dans la mesure où il disposait de certaines troupes de la Reichswehr qui n'avaient pourtant pas été envoyées contre Kapp; d'une part le gouvernement s'en défiait et de l'autre il voulait les réserver pour tenir tête, le cas échéant, aux masses ouvrières. Le gouvernement n'aurait pu s'appuyer quelque peu sur la Reichswehr que parce qu'il n'avait pas rompu avec les partis bourgeois et s'était sauvé à Stuttgart au moment où était rentré à Berlin l'ancien gouvernement national. Mais il lui eût suffi de rompre avec la bourgeoisie pour que ses troupes restées fidèles se fussent à l'instant jointes à celles de Kapp. Le gouvernement se fût ainsi trouvé absolument sans appui militaire et n'aurait pu trouver que dans les masses ouvrières des forces suffisantes pour maîtriser la Reichswehr. Et il fallait des farbes conscients de l'espèce de Leghien ou des d'eupeurs dupés du genre de Crispian et Hilferding pour songer à ce moment à l'établissement d'un gouvernement nouveau au lieu de penser à la continuation de la lutte et au désarmement à tout prix de la Reichswehr. Malheureusement une fraction du comité central du parti communiste allemand prit part à ce petit jeu, témoignant ainsi de son incapacité à concevoir les rapports véritables des forces. Et comme au 15 mars, lorsque cette fraction du comité central avait déclaré que l'heure des actions décisives n'était pas encore venue, elle ne fut pas cette fois encore une force motrice. La tâche du parti communiste à ce moment était uniquement d'adresser au prolétariat un puissant appel, de lui annoncer qu'il était temps de ramasser toutes ses forces pour une lutte armée contre la Reichswehr; car une semblable conjoncture, pendant laquelle ses troupes se trouvent dispersés dans le pays en fermentation peut ne pas se reproduire de longtemps; de longtemps une semblable confusion, une semblable discordance au camp de la réaction peut ne pas se reproduire. Les considérations sur l'insuffisance de maturité des masses doivent en ce moment passer au second plan et céder le pas à la résolution de combattre qui prouvera, elle seule, la maturité politique du prolétariat... L'époque révolutionnaire se distingue précisément du temps de paix en ce que l'expérience des masses s'y cristallise quelquefois à des moments spasmodiques de la crise; ce qui paraissait impossible hier devient aujourd'hui réalisable. Celui qui dans une semblable situation se borne à enregistrer le mouvement de l'histoire et n'est pas lui-même une force motrice est un historien et, non un politique. Il peut en qualité d'historien avoir raison par la suite et passer brillamment son examen d'histoire, mais il fera en attendant la culbute et c'est toujours là l'examen des faits. La fraction du Comité Central du Parti communiste allemand qui dirigeait à ce moment le parti politique a échoué à ses examens d'histoire; et comme l'incapacité d'action et la débilité de volonté mènent toujours aux illusions, de ce mariage d'incapacité d'action a surgi la déclaration du 21 mars, celle de l'opposition loyale.

Après que la social-démocratie eut proposé aux Indépendants d'entrer en négociations au sujet de la création d'un gouvernement socialiste, les droïters du parti des Indépendants firent pression sur la gauche refusant naturellement de participer sans eux

au gouvernement. Les Indépendants de gauche auxquels pendant toute une année nous n'avons pas cessé de répéter qu'un gouvernement de coalition avec Scheideman ne pourrait être qu'un gouvernement de trahison, qu'il n'y a pas de gouvernement ouvrier autre que celui des soviets, les Indépendants de gauche s'opposèrent à la constitution d'un gouvernement qui eût été fermé de social-démocrates et de membres de leur parti. Le camarade Braun l'écrivit dans sa brochure. Qu'est-ce à dire? Les Indépendants de gauche ont avec eux des millions d'ouvriers. Si, sous l'influence de ces masses ouvrières, ils se prononçaient contre l'illusion d'un gouvernement ouvrier sans désarmement de la garde blanche, sans formation de soviets, ce seul fait, donnait la possibilité de les pousser plus en avant au combat pour le désarmement. Il y avait une possibilité de les prendre au mot, de les contraindre à l'action et de les démasquer s'ils n'avaient pas tenu leurs promesses. Que fit donc la fraction du Comité Central qui avait à ce moment la responsabilité des actes du parti? Le compte-rendu du camarade Braun est à cet égard une perle digne de passer à la postérité. Il écrit: „Les communistes n'ont certes pas le droit de prendre le pouvoir tant qu'ils ne l'ont pas conquis et tant qu'ils ne peuvent s'appuyer sur les couches les plus profondes de la classe ouvrière. Il fallait d'autre part rendre impossible le retour du gouvernement de coalition. Pour tout parti indépendant qui n'est pas communiste, qui ne reconnaît pas dans la pratique la dictature du prolétariat et réfléchit ainsi de façon saisissante la maturité insuffisante du prolétariat pour la prise du pouvoir, un devoir historique s'impose. Celui de tirer les conclusions nécessaires et de se montrer tel qu'il est". On peut en variant quelque peu ces paroles dire du camarade Braun et de ceux dont il exprime l'opinion qu'ils ont véritablement le courage de se montrer tels qu'ils sont: des ratiocineurs et non des militants.

Il suffit d'y penser. Voici 18 mois que nous soutenons une lutte acharnée contre les Indépendants; grâce à l'action des faits mêmes et à nos efforts, les neuf dixièmes des adhérents du Parti Indépendant sont devenus des combattants et participent au combat de la révolution à côté des communistes.

Certains leaders des Indépendants font preuve de tendances communistes tellement prononcées que le Comité Central du Parti Communiste Allemand est entré avec eux en pourparlers de principe concernant leur adhésion à la III-e Internationale. Dans les conditions les plus favorables de la révolution allemande, les Indépendants de la gauche ont démontré qu'ils étaient effectivement enclins à reconnaître la dictature du prolétariat, mais une partie du Comité Central leur adressa l'appel suivant: „Vous n'êtes communistes qu'en apparence; en réalité, vous devez représenter l'insuffisance de la préparation des masses, et nullement leur maturité croissante. Dieu vous garde de rompre avec votre aile droite. Dieu vous préserve de renoncer à prendre part au gouvernement des Scheidemanns. Votre devoir historique est de lutter encore une fois le prolétariat"... Au lieu d'être une force motrice, incitant les Indépendants à défendre leurs opinions, cette partie du Comité Central les poussa à la suite des Scheidemanns, à la trahison de la classe ouvrière.

Malgré l'opposition de l'autre groupe, cette partie du Comité Central répondit à la question des Indépendants de la gauche sur l'attitude des communistes envers le pouvoir ouvrier par la déclaration du 21 mars, déclaration qui, sous forme marxiste, et se donnant l'apparence d'exprimer ce qui est, exprimait non la situation générale véritable du moment, mais l'opinion que s'en faisait alors cette partie du Comité Central, c'est à dire un simple cercle de raisonnements politiques. Le paragraphe 4 de cette déclaration fut vivement critiqué. Il reconnaissait évidemment la possibilité d'un ordre de choses où la domination de la démocratie bourgeoise serait possible sous une forme autre



Jugendbildnis von
FRIEDRICH ENGELS

que celle de la dictature du capital. Or, cela ne peut être qu'un lapsus calamiteux. Mais il ne réside pas le centre de gravité, le péché de la déclaration. Le vice de la déclaration consiste, premièrement, en ce que le Comité Central induisait les masses en erreur, en prétendant qu'elles pouvaient organiser un nouveau pouvoir révolutionnaire sans avoir préalablement désarmé les blancs dans une tenace lutte individuelle et de classe. Il consiste en ceci, que le parti communiste, poursuivant le fantôme du pouvoir révolutionnaire, renonce à ses positions révolutionnaires, en déclarant qu'il va poursuivre une politique d'opposition loyale envers le pouvoir, et fait remarquer qu'il entend par les mots "opposition loyale" son renoncement aux préparatifs d'une révolution par la violence, tout en restant fidèle à son devoir d'agitation politique, à la condition, toutefois, que le pouvoir socialiste combattrait la contre-révolution et n'opposerait point d'obstacles aux ouvriers dans leur lutte. Ainsi Don-Quichotte, embrassant une souillon dans une étable, lui prêtait serment de fidélité, s'imaginait qu'elle était fille de roi, qu'elle respindissait de beauté et possédait toutes les qualités morales et physiques. — De même, toutes ces suppositions ne-correspondant en rien à la réalité, ne furent qu'une manifestation de Don-Quichottisme, c'est-à-dire d'une conception irrationnelle de la vie. Quand les défenseurs de cette déclaration nous disent maintenant qu'ils se réservaient la possibilité de commencer une lutte impitoyable contre le gouvernement ouvrier, s'il ne remplissait pas son devoir, il ne reste plus qu'à leur répondre, qu'il n'entre nullement dans la tâche du parti communiste de paraître plus sot qu'il n'est en réalité. Le parti communiste aurait dû savoir que dans les circonstances données, le gouvernement dit ouvrier aurait trahi le prolétariat. Quand les social-démocrates commencèrent, de concert avec les Indépendants, leurs bavardages sur la formation d'un gouvernement ouvrier, le premier devoir des communistes était de mettre les prolétaires en garde contre ce jeu. Leur second devoir était de chercher à continuer la lutte. Ce n'est que dans le cas où l'on n'y aurait pas réussi, et où la formation d'un gouvernement ouvrier représenterait un couteau sans lame, s'il ne devient pas un poignard tourné contre la classe ouvrière. Ne lui portant pas confiance, nous nous tiendrons néanmoins en armes; si les social-démocrates annulent l'ordre de dissolution déjà mis en vigueur, s'ils reconnaissent les soviets ouvriers comme étant des organes constitutifs du gouvernement; s'ils le font, nous lutterons contre eux au sein des soviets ouvriers et nous ne leur casserons le cou que lorsque nous aurons, dans les soviets ouvriers élus démocratiquement, une majorité acceptant la plateforme de la politique communiste et de la dictature du prolétariat. Ce don, ce cadeau d'un gouvernement ouvrier ne pourrait être accepté par le parti communiste que lancé en main, "pointe contre pointe", comme il est dit dans le chant de Hildebrandt, et pas autrement.

En défense de la politique opposée, parfaitement illusoire, Braun signale la politique des bolchéviks russes exposée par Lénine à la fin de septembre 1917, après l'insurrection de Korniloff, dans son article sur les compromis. Braun a parfaitement raison en disant que les contingents de la classe ouvrière doivent étudier le plus minutieusement possible les expériences de l'autre classe dans la lutte révolutionnaire et doivent s'en servir. Mais étudier les expériences veut dire connaître à fond les conditions de lutte de chaque armée ouvrière. On ne peut pas étudier l'histoire des guerres sans avoir de bonnes cartes topographiques, sans se rendre clairement compte de la disposition des troupes ennemies et la corrélation de leurs forces. Il n'y a point d'autre stratégie que l'étude, détaillée des campagnes et des batailles isolées. Quelle que fût la situation du gouvernement menchéviste-social-révolutionnaire de Kérénsky pendant la révolte de Korniloff, la majeure partie de l'armée était opposée à la contre-révolution. L'insurrection de

Korniloff essuya une défaite, non pas tant à cause de la pression de la classe ouvrière, qu'à cause du refus de l'armée à la suivre. Si les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires avaient consenti à rompre avec la bourgeoisie, ils auraient pu s'appuyer non seulement sur la classe ouvrière armée, mais encore sur la majeure partie de l'armée révolutionnaire. C'est là que réside la première différence, car tandis que les Scheidemanniens se trouvaient à la merci de la Reichswehr, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires pouvaient s'appuyer, pour faire front à la coalition bourgeoise, sur des forces armées considérables et pouvaient, par conséquent, en théorie, modifier effectivement leur politique. Deuxièmement: aux jours de Korniloff la classe ouvrière s'arma; un sang nouveau afflua dans les veines des soviets ouvriers, ils devinrent le facteur décisif du pouvoir; en proposant aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires de rompre avec la bourgeoisie, les bolchéviks leur proposaient par là-même de se transformer en un gouvernement soviétiste. Braun lui-même cite les paroles suivantes empruntées à la brochure de Trotsky: "De la révolution d'octobre à la paix de Brest-Litovsk": Toutes les expériences de coalition précédentes ont démontré la possibilité d'une seule issue: la rupture avec les cadets et la création d'un gouvernement soviétiste. La corrélation des forces au sein des soviets était à cette époque telle, que le gouvernement soviétiste se serait trouvé entre les mains des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. En lançant leur mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets", les bolchéviks offraient donc aux menchéviks: 1) de rompre avec la bourgeoisie et 2) d'établir un gouvernement soviétiste. Ils poursuivaient, par conséquent, une politique qui non seulement n'était pas en contradiction avec leur programme, mais qui s'y conformait entièrement, politique de création d'un gouvernement soviétiste sur base de la corrélation de forces au sein des soviets. L'article célèbre de Lénine sur les compromis a précisément traité à cette question. Or, les auteurs de la déclaration sur l'opposition loyale ne voulaient pas de gouvernement soviétiste, au contraire ils n'aspiraient qu'à la répétition du Gouvernement Ouvrier, du modèle Scheidemann-Haase, et cela justement à l'époque où ce gouvernement des ouvriers se trouvait indubitablement sans appui: L'allusion à la politique réaliste des bolchéviks dans le but de défendre cette politique illusoire, ne fait que dévoiler le fait, qu'une partie des camarades du Comité Central furent des imitateurs et non des lutteurs politiques. Certes, Braun a parfaitement raison quand il traite de non-marxiste toute critique de principe qui n'admet pas de période de transition. Si les Indépendants et les Scheidemanniens avaient formé un gouvernement qui aurait entrepris de combattre la contre-révolution, nous aurions été obligés de prêter appui à ce gouvernement afin de le pousser en avant. Qui décline cela, propose des principes irréels; or, la souplesse de la tactique ne consiste pas à faire la chasse aux ombres, mais uniquement à mettre à profit pour la révolution les faits réels.

Quelle est donc la source des erreurs de la partie du Comité Central qui a fait la chasse au fantôme du gouvernement ouvrier et rappelé aux Indépendants leurs devoirs contre-révolutionnaires, au lieu de leur rappeler leurs devoirs révolutionnaires? La déclaration du 21 mars naquit de la déclaration du 13 mars. L'expérience de la stratégie a établi, que les erreurs commises au début de la campagne sont difficiles à réparer durant son cours. Ce fait empirique a une signification d'autant plus grande pour la stratégie de la lutte de classe que de telles erreurs ne résultent pas d'erreurs de calcul ordinaires, mais ont généralement leur source dans la direction d'ensemble. Ce que nous avons dit au début, dans la première partie de notre article, à savoir, qu'une partie du Comité Central appréciait en mars 1920 la tactique du commu-

nisme du point de vue de mars 1917, qu'elle craignait les aventures révolutionnaires, alors qu'elles se trouvaient au centre de l'action révolutionnaire de masse — voilà la source de cette erreur. Certes, la révolution n'avance pas plus rapidement qu'elle ne peut, mais celui qui à tout moment de l'action au lieu de chercher à hâter le cours de l'histoire s'efforce de le ralentir, celui-là cesse d'être un facteur de transformation sociale, pour devenir une force d'inertie. Au commencement de mars 1920 une partie du Comité Central était convaincue de l'inaptitude de la classe ouvrière au combat.

La classe ouvrière et le Parti Communiste leur donnèrent un démenti sur toute la superficie de l'Etat. Poussé par ses éléments plus perspicaces, le Comité Central entâma la lutte. Il ne prêchait déjà plus la cessation de la grève générale; mais le chant de l'inaptitude de la classe ouvrière au combat demeurerait toujours dans son âme, et quand les Indépendants commencèrent leurs coquetteries avec les social-démocrates, il poussa un soupir de soulagement. S'il est permis de nous exprimer ainsi, nous dirons: Le Comité Central atteignit donc l'oasis, où ceux qui n'avaient pas foi en la combativité des masses pouvaient se reposer sur le terrain d'une opposition loyale à l'ombre d'un fantôme de gouvernement ouvrier. Le crétinisme parlementaire céda la place au crétinisme gouvernemental. Le Comité Central ne se demanda pas s'il était possible de continuer la lutte, n'examina même pas la possibilité existante, en général, d'un soi-disant gouvernement ouvrier, sans un combat préalable contre la garde blanche. Le gouvernement ouvrier était pour lui, comme pour Kaïp, identique à l'entrée triomphale de Leghien et de Crispian dans la Wilhelmstrasse. Alors les ouvriers devaient être armés. Dans sa déclaration du 21 mars 1920 le Comité Central répète en trois paragraphes, que la classe ouvrière n'a pas de forces armées suffisantes à sa disposition. Qu'est-ce à dire? Que les armes et les arsenaux se trouvaient entre les mains des contre-révolutionnaires, de la garde blanche. Comment pourrait-on modifier ce fait dans la réalité révolutionnaire? Uniquement par la lutte des masses ouvrières désarmées ou insuffisamment armées; ce n'est qu'au moyen d'une offensive énergique et profonde dans tout le pays qu'elles auraient pu vaincre et disperser la garde blanche. C'était là une possibilité réelle. Au lieu de cela, le Comité Central fondait ses espérances sur un gouvernement qui désarmerait par ordre ou décret la garde blanche de la Wilhelmstrasse. La Wilhelmstrasse, terre promise: tel est le mot d'ordre qui renferme toute la sagesse de cette partie du Comité Central. Mais cette terre promise s'effondra dès que Leghien eut réussi, au moyen de négociations avec les Indépendants, à duper et calmer les masses ouvrières; les social-démocrates revinrent alors à leur premier amour la coalition avec la bourgeoisie et en récoltèrent les fruits dans leur défaite aux élections.

III. Contre le danger du possibilisme communiste.

Au Congrès des ouvriers communistes ces derniers se dressèrent énergiquement contre les erreurs et les aberrations de leurs chefs. L'épisode de „l'opposition loyale“ fut liquidé, mais c'eût été la plus grande erreur que de l'oublier ou de le considérer, par esprit de conciliation, comme une simple méprise. Que cette erreur fut possible de la part d'un parti fondé par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, voilà qui prouve seulement que le Parti Communiste Allemand a une psychologie quelque peu dangereuse. Cela prouve aussi que la lutte contre les aventures révolutionnaires a laissé dans le parti un

courant „possibiliste“ qui, s'il n'est pas définitivement liquidé intellectuellement, ne ferait que renforcer la tendance semi-anarchique qui se manifeste dans le parti communiste ouvrier. Le danger du „possibilisme“ doit être liquidé par ce moyen unique: le parti doit comprendre que les contrastes de classe s'accroissent de plus en plus, que les résultats des élections créent en Allemagne une confusion politique, que la situation politique mondiale devient de plus en plus compliquée, que la lutte de la Russie Soviétiste contre la Pologne ouvre des perspectives nouvelles, et que, par conséquent, le devoir du parti est de penser de plus en plus obstinément à ses fonctions actives et non pas à ses fonctions enrayantes. Nous ne voulons pas dire par là, qu'il n'y a plus d'étapes possibles sur la route qui mène à la République Soviétiste en Allemagne, bien que nous disions tout aussi franchement, que cette possibilité est, à notre avis, fort médiocre. Nous le pensons, parce que la social-démocratie allemande n'a pas en définitive de gauche qui consentirait à prendre sur elle, la lutte contre la bourgeoisie, ne fût-ce que sous forme démocratique. En outre, si les ouvriers entreprennent une lutte armée contre la garde blanche, ils perdront vite leurs illusions démocratiques. Toutefois, comme il a été dit, la politique cache des possibilités dont, bien qu'elles ne fussent que peu probables, il faut absolument tenir compte. Si nous réussissions à la prochaine collision révolutionnaire, à inciter les ouvriers à combattre pour la République Soviétiste, et si l'histoire nous imposait un état transitoire sous forme d'un gouvernement social-démocratique indépendant — sans aucun doute, nous ne nous jetterions pas dans la lutte avec des forces insuffisantes, nous ne refuserions pas à user de la liberté d'action considérablement élargie qu'un semblable gouvernement serait bien obligé de nous accorder. Mais nous devons nous opposer à ce gouvernement à cette possibilité, en ne reconnaissant qu'un loyalisme: le loyalisme envers le programme et la tactique du communisme, qui nous dit: Ne moissonne pas où tu n'as pas semé. Et non le loyalisme envers les social-démocrates et les Indépendants en cas de formation par eux d'un gouvernement socialiste et ouvrier dans le but évident de trahir la classe ouvrière.

Les leçons des journées de mars sont édifiantes non seulement par ce qu'elles ont montré le péril caché dans le parti communiste, mais encore parce qu'elles ont posé le problème sur lequel devront s'arrêter en passant les communistes de tous pays, ceux qui font l'éducation du parti communiste dans sa lutte avec les éléments instables de la classe ouvrière, qui dans certaines circonstances sont capables de former un bloc avec les opportunistes.

Dans son livre sur les *Maladies infantiles du Communisme* le pilote de la révolution mondiale Lénine préconise une si grande élasticité d'action dans le développement de la classe ouvrière qu'elle va jusqu'au bloc électoral avec Henderson et consorts en Angleterre tant que les masses ouvrières les suivent. Mais il dit aussi aux communistes: si les circonstances nous obligent à élire Henderson pour porter un coup à la coalition bourgeoise, faites-le, mais répétez aussi le plus souvent possible aux travailleurs: Henderson est un traître, Henderson vous trahira, et nous le jetterons bas. Répétez le plus souvent afin que les travailleurs puissent perdre leur confiance en lui. Nous le suivons comme ses héritiers. Et il n'est pas question d'opposition loyale. Et c'est ici le centre de gravité de votre action révolutionnaire; c'est ici que vous devez vous montrer capable de rejeter aux ordures les produits tarés de l'histoire. Et ceci est de la politique réaliste.

La politique communiste est menacée de deux dangers. Tout d'abord c'est que, par suite des appels réitérés et des coups

de trompette de ceux qui, dans la masse ouvrière, se tiennent à l'écart de l'action, cette politique pourrait être tentée de remplacer l'action directe. Le second danger réside dans la possibilité, pour le parti, de perdre, dans son désir de s'unir à la masse sur le terrain de l'action, ses traits intrinsèques et ses propres devises. L'Internationale Communiste doit lutter contre ces deux dangers. Nous ne pouvons pas poursuivre une politique communiste sans nous rattacher aux masses qui ne se développent que lentement, et nous ne pouvons pas, d'autre part, poursuivre une politique communiste en nous abaissant au niveau des masses qui se trouvent encore dans les phases inférieures de leur développement. La solution du problème consiste à avoir notre propre politique communiste, qui pénétrerait les masses, les pousserait en avant et à lutter pour conquête des syndicats. Le Parti Communiste Allemand a échappé au premier danger. Mais en mars dernier il a prouvé que le second dépassait ses forces; et ce second danger menace les partis communistes de tous les pays, qui partout absorbent les éléments centristes et sont contraints de maîtriser les éléments les plus impétueux en se conformant au rythme donné du développement. En ce dernier cas, nous sommes en présence d'un autre danger; ceci pour-

rait amener la dégénérescence du parti communiste, en tant qu'élément d'action d'avant-garde, et la formation de partis centristes sous le drapeau du communisme. L'attitude du parti communiste allemand envers l'erreur commise par certains éléments, du Comité Central permet de conclure que le danger ne peut être pour lui ni de longue durée, ni d'une grande importance. Il est plus grand pour le parti italien et pour le mouvement communiste français, c'est pourquoi le Parti Communiste Allemand et l'Internationale Communiste doivent, en tenant compte de la leçon des journées de mars, s'adresser aux partis communistes, en reconnaissant devant eux que le jour et l'heure de notre victoire dépendent non seulement des forces historiques, mais encore de notre propre force, de notre volonté de vaincre, de notre énergie. Prenez en considération les autres côtés du parallélogramme historique, mais augmentez, en premier lieu, votre pression, votre énergie, et le tracé des lignes changera autrement vite en notre faveur, que si nous tentions de devenir la diagonale de ce parallélogramme. Cette diagonale — ce sera l'action générale des masses; quant à nous, l'histoire nous prédestine à être la force impulsive de la révolution.

Karl RANEK.





Le mouvement italien.

(Rapport lu à la séance du Comité exécutif panrusse des Soviets, le 19 juillet 1920 au Kremlin.)

Mon rapport sur le mouvement socialiste en Italie sera très bref. L'attitude de notre parti envers la guerre et depuis son début est assez connue. Grâce à l'expérience de la guerre de Tripolitaine, le Parti ne fut pas surpris par la guerre mondiale et sut adopter la même attitude d'opposition prolétarienne intransigeante que pendant la guerre de Lybie. Dès les premiers jours, nous avions indiqué aux masses italiennes le caractère impérialiste de la guerre, et conformément aux résolutions du Congrès de Bâle nous l'avions combattue. Pas un membre de notre fraction parlementaire n'a voté les crédits militaires; pas une section de parti — et elles sont 2500 — n'a hésité une seule minute sur l'attitude à adopter. Les quelques membres qui hésitaient furent exclus du parti et le seul membre de la fraction parlementaire qui soit allé comme volontaire au front a été obligé de sortir immédiatement de nos rangs.

Parallèlement à notre action contre la guerre née, nous avons entrepris toute une série de tentatives en vue de reconstituer l'Internationale prolétarienne. Avec les socialistes suisses nous avons convoqué en octobre 1919, à Lugano la première Conférence internationale où nous avons déclaré la guerre à la guerre et exigé la convocation du Bureau de l'Internationale. Plus tard, avec les camarades russes nous avons convoqué les conférences de Zimmerwald et de Kienthal dont nous avons appliqué les résolutions en Italie. Nous avons été les adversaires de toute collaboration des classes, ligne de conduite que nous avons suivie même après la défaite de Coporetto. Notre organe central, *l'Avanti*, qui se plaçait avec intransigeance sur le terrain de la lutte révolutionnaire des classes n'a pas abandonné une seule fois cette fonction, bien que son tirage soit tombé de 46.000 exemplaires d'avant la guerre à 16.000 et que la vente en ait été interdite dans 22 provinces. La bourgeoisie a plusieurs fois essayé de le supprimer. Le 6 mai 1919, une bande de nationalistes a envahi la rédaction de *l'Avanti* dont elle a saccagé le local et brisé les machines. Les masses ouvrières y ont répondu en réunissant 1.500.000 livres en six mois. Actuellement le tirage du journal a monté à 400.000 exemplaires et il serait possible de l'augmenter encore n'était ce le manque de papier et de machines. Avec la conclusion de l'armistice la situation en Italie est devenue plus agitée et plus complexe. Toutes les fractions de la bourgeoisie ont constaté que la guerre a fini par une faillite générale et par la négation complète des principes pour lesquels elles se sont battues — elle avait été entreprise. Quant aux masses, leur mécontentement et leur irritation croissaient chaque jour. Les causes ainsi que les formes de ce mécontentement ont plutôt revêtu un caractère so-

cial-psychologique qu'un caractère économique, ce qui s'exprimait invariablement dans le mot d'ordre constant. „Nous ne voulons pas travailler pour les patrons“.

La bourgeoisie très inquiète de cet état d'esprit des masses a tenté de toutes façons de les apaiser. La plus large amnistie a été accordée en Italie, et ces jours-derniers le Parlement votait la journée de 8 heures. La situation économique non seulement des petits ou moyens paysans, mais aussi des ouvriers des villes et des journaliers agricoles a été améliorée. La Confédération du Travail a constaté par ses statistiques que dans aucun pays le salaire ne s'est élevé aussi haut qu'en Italie relativement à la cherté de la vie.

La vague des grèves plutôt politiques qu'économiques parcourt néanmoins constamment le pays; quelques unes, et par exemple, la grève de solidarité avec la Russie du 21 juillet 1919 ont arrêté toute la vie du pays.

Dans cette dernière grève, tous les paysans et tous les ouvriers, y compris les ouvriers des institutions d'Etat ont chômé. Dans le dernier moment les cheminots ont décidé de ne pas prendre part à la grève. Le gouvernement Italien avait reçu du gouvernement français l'avis que les ouvriers français l'avis ne se mettraient pas en grève et "avait affiché à Rome en ajoutant que les travailleurs français trahissaient les italiens.

La grève terminée, la bourgeoisie voulut éveiller la défiance de la classe ouvrière envers le Parti Socialiste. — Elle nous a reproché de n'avoir pas fait „la révolution“. Mais nous avons poursuivi le but bien défini: nous avions voulu manifester notre pleine et entière solidarité avec la Russie. Nous n'avions pas songé à faire la révolution à l'heure qui convient à la bourgeoisie.

Pendant, dès avant le 21 juillet, quand avec le camarade Daragono nous allâmes à Paris afin de nous entendre avec la C. S. T. sur la grève générale du 21, un mouvement gréviste se produisit en Italie, pendant lequel la foule saccagea les magasins et organisa les Soviets et des Comités des fabriques. Toute l'Italie est maintenant couverte tout entière de ces Comités dont la presse discute ardemment la structure juridique et technique. Ces temps derniers quelques fabriques et usines de la métallurgie et de la manufacture ont été réquisitionnées et une d'elles fut pendant deux semaines administrée uniquement par les ouvriers dont les capitalistes satisfirent à la fin les exigences. Les masses italiennes sont de tout coeur avec la révolution russe. La Révolution Russe, ses chefs, ses représentants et en particulier le camarade Lénine jouissant dans les masses d'une popularité immense. Le mouvement révolutionnaire mûrit

partout et se développe en profondeur et en largeur. Tous nos efforts visent à le rendre invincible, pour lui préparer le terrain et pour lui assurer le succès.

Le mouvement syndical croît très rapidement. La Confédération du Travail compte 2.000.000 membres dont 800.000 paysans. Les Coopératives se multiplient aussi; elles donnent à leurs membres une partie de leur bénéfice; leur fond de roulement s'élève à plusieurs millions.

Depuis la fin de la guerre, le nombre des membres du Parti a monté de 42.000 à 105.000 et nous devons souligner que nul n'est admis dans le Parti s'il fut pour la guerre ou pour la collaboration des classes. Dans 350 villes toute l'administration se trouve aux mains de socialistes: c'est le cas de Milan, d'Alexandrie, de Novate et le nombre de ces villes augmentera sans doute (avantage lors des prochaines élections municipales. Le Congrès de Bologne, en novembre, a eu une grande importance. Il revisa et compléta le programme du Parti fondé en 1892. Depuis lors la situation sociale et politique en Italie a radicalement changé. Il s'agissait alors de tracer une ligne de démarcation entre nous et les opportunistes, et nous entrions dans la période des luttes parlementaires. Il s'agit maintenant de parvenir au régime communiste par la dictature du prolétariat. Au Congrès de Bologne, tendance reconnaissant ceci a eu le dessus (49.000) voix, mais le parti Lazzari - Turati a opposé à cette tendance le „maximalisme unitaire“ qui prétend défendre la révolution démocratique et nie la violence. Lazzari se séparait des communistes à cause de l'acceptation par ces derniers du recours à la violence. La première tendance, — celle de Bordiga — eut une majorité de 3.000 voix sur ces deux questions: 1) le boycottage du Parlement et 2) l'exclusion du parti de Turati, de Modigliani, etc. En ce qui concerne l'adhésion à la III^e Internationale la résolution fut acceptée à l'unanimité—La campagne électorale a eu dans toute l'Italie un pur caractère de classes: ses mots d'ordre ont été la lutte contre toutes les fractions bourgeoises, pour la Russie Soviétiste et pour la révolution. 158 membres du Parti Socialiste ont été élus au Parlement. Le développement rapide du mouvement révolutionnaire a eu ses côtés négatifs: les organisations locales présentaient leurs candidats, les possibilités de contrôle du Comité Central ont été insuffisantes, de sorte qu'il est fort possible que quelques uns des nouveaux députés se soient déclarés extrémistes pour des raisons opportunistes, à seule fin de se faire élire.

La fraction parlementaire nouvellement élue élaborera promptement une série de projets législatifs dont l'application n'est pas possible en régime capitaliste et qui ont pour but de démontrer aux masses l'incompatibilité des intérêts prolétariens avec l'existence de l'ancien régime. — Quelques députés socialistes ont reçu le mandat d'élaborer un programme de socialisation de la terre et d'étudier d'autres mesures radicalement contraires aux bases principales de la société bourgeoise.

Quand à la politique extérieure, le Parti a non seulement demandé la levée du blocus de la Russie rouge, il a non seulement lutté contre l'intervention, mais exigé dès les premiers jours la reconnaissance de la Russie des Soviets. Le résultat de cette pression s'est manifesté dans le changement d'attitude des gouvernements impérialistes et pas uniquement du gouvernement italien, mais de ceux de tous les pays alliés*).

Le nouveau ministère de Giolitti représente une tentative de réconciliation même temporaire avec la classe ouvrière. Elle n'aura pas de succès, car les éléments les plus droitiers eux-mêmes ne consentiront pas à un rapprochement avec le gouvernement. Le Parti ne l'admettra jamais. De nouvelles élections en résulteront probablement, où notre Parti allant tout droit à la réalisation de son but final aura un nouveau succès.

Notre grande difficulté c'est le manque de militants de valeur ayant une expérience révolutionnaire suffisante et aussi le manque d'organisation dans l'armée où nous pénétrons très lentement. Il est vrai que sur ce terrain même nous avons commencé parmi les soldats et les officiers un travail plus énergique. Récemment se sont réunis sur notre invitation, plus de 500 anciens officiers socialistes.

La lettre de Lénine, qui répondait si bien à nos desiderata que beaucoup nous ont soupçonnés de l'avoir écrite nous-mêmes, nous a été très utile. Les indications qu'elle donnait correspondaient tout à fait à nos conditions et au programme du Parti.

Souligner la nécessité de la lutte parlementaire était d'autant plus utile que le mouvement opportuniste italien est relativement important et possède son propre quotidien qui tire à 45.000. Les syndiqués de l'Union Syndicale ne sont pas suivis par les masses surtout depuis la guerre pendant laquelle une partie des Syndicalistes a passé à l'impérialisme.

Notre parti poursuit donc son chemin consciemment et en droite ligne, vers la dictature du prolétariat et la révolution socialiste.

Nous allons vers ce but sans détour, et sans nous arrêter devant rien. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit faire confiance à notre Parti, qui a marché volontairement à ses côtés, en passant par Zimmerwald et Kienthal, pour aboutir à la III^e Internationale et qui a consciemment accompli son devoir envers celle-ci.

Serrati.

Kremlin, le 19 juin 1920.

*) Le Parti a aussi lutté et lutte de la façon la plus énergique contre la terreur blanche en Hongrie. Témoins les meetings de protestation, les réunions grandioses, les discours au Parlement et l'envoi des représentants du Parti en Hongrie dont le résultat fut le droit d'asile en Italie.

L'opposition des réformistes à la révolution communiste en Italie.

Par Nicolas Bombacci.

Les conclusions qui suivent, ont besoin d'être précédées de quelques explications historiques sur la fondation et le développement du Parti Socialiste Italien. Mon intention est de montrer pourquoi ce parti ne pourra faire de révolution communiste, étant donné les critères sur lesquels il se guide et les éléments qui le composent.

Le mouvement socialiste en Italie se divisait jusqu'à ces derniers temps en trois courants distincts. On considère comme les représentants du premier André Costa, Cafiero et Malatesta. Tous deux sont adeptes de l'idéologie bakouniste qui met au premier plan l'appel à l'insurrection. Constantin Lazzari représente le second courant : c'est le fondateur du Parti Ouvrier dont le programme si net de lutte de classe s'oppose à la démocratie de Cavallotti. Le troisième courant est celui de Turati qui, en collaboration constante avec Anne Koulichef, a étudié et répandu la doctrine de Marx, mais d'un Marx fâcheusement déformé au point de vue politique, bien qu'embelli sous le rapport littéraire.

Ces trois courants se sont unifiés en 1892, à Gênes pour former le Parti Socialiste d'Italie. Après une réunion orageuse, le groupe des bakounistes s'est partagé : les partisans de Costa ont adhéré au nouveau parti socialiste italien, tandis que ceux de Malatesta, qui étaient opposés à la prise légale du pouvoir, ont formé un groupe d'anarchistes-communistes.

Le parti italien a donc réalisé dès le début l'union de trois idéologies différentes. Il avait toujours l'amour de l'unité, bien que la lutte acharnée de ses diverses tendances aboutit parfois à la sortie de membres ou de groupes isolés représentant les trois courants en question. Le groupe Turati prédomina en règle générale, (moins parmi la masse des membres qu'au Conseil de Direction du parti), sauf dans les périodes de crise et de mécontentement populaire provoqué par la guerre coloniale. La théorie qui s'oppose à la prise du pouvoir par la force, à la dictature du prolétariat et qui espère s'emparer du parlement, des communes et de l'Etat par le moyen de la lutte légale est l'oeuvre de cette tendance. En raison de l'état d'esprit qu'elle a réussi à faire naître parmi les masses ouvrières, le mouvement syndical, dirigé depuis longtemps par les réformistes, s'est écarté de plus en plus de la lutte de classe et ses chefs ont aspiré toujours plus à résoudre les conflits par l'arbitrage. On a vu alors se former une organisation syndicaliste qui, sans présenter aucune force réelle, vu son origine étrangère, son caractère anarchiste et les qualités des hommes qui se trouvaient à sa tête, exerça pourtant une action sur les masses simplement parce qu'elle réagissait contre la politique assoupissante de la fraction réformiste.

La lutte pour le pouvoir n'était pas menée par les seules forces du prolétariat : pendant les campagnes électorales, l'union avec les partis bourgeois de gauche était admise par presque toutes les sections. Or, ces coalitions empêchaient pas seulement le sentiment de classe du prolétariat de se consolider, mais créaient encore à la

longue un mouvement, en faveur de l'acceptation du pouvoir en accord avec la fraction bourgeoise de gauche (et cela dans un état monarchique!). Le „renard de Drouot" Giovanni Giolitti, qui avait essayé de conduire chez le roi Turati lui-même, a fait l'impossible pour faire franchir le Rubicon par Bissolati, rédacteur en chef à ce moment-là de *l'Avanti*. La guerre de Lybie et la sévéricité du suffrage universel précipitèrent la crise psychologique qui éclata enfin grâce à propos de l'incident suivant. Invité à se présenter à la cour en qualité de conseiller du roi, Bissolati accepta cette offre. Cette trahison de l'idéal socialiste aurait dû entraîner l'exclusion immédiate du coupable du sein du parti. Or, il n'en fut rien en dépit de l'effervescence dans les milieux ouvriers. Les meneurs du parti tout en condamnant plus ou moins Bissolati, ne purent se résoudre à user de rigueur, liés qu'ils se sentaient par leurs opinions politiques.

L'incident permit à la fraction révolutionnaire intransigeante d'ouvrir une campagne en vue de s'emparer des organes directeurs du parti. Elle fonda un journal à Rome. Elle réclama l'exclusion de Bissolati, de Podreki et de divers autres avocats de la campagne de Lybie. La renaissance du mouvement révolutionnaire eut pour effet — et ce fut sa première victoire — la convocation d'un congrès extraordinaire à Modène, qui transmit la direction de *l'Avanti* à Treves. Quoique réformiste Treves était un adversaire résolu de la guerre de Lybie. Une année plus tard, au congrès de Reggio (Émilie), les éléments révolutionnaires obtinrent le départ de Bissolati du Conseil de Direction du parti et de la rédaction de *l'Avanti*. Ainsi se clôt la première phase du développement historique du parti socialiste italien.

Depuis le congrès de Reggio, l'influence directrice de la fraction révolutionnaire au sein du parti eut dû, semble-t-il, s'accroître. Elle ne s'accrut cependant que dans une faible mesure, bien qu'elle continuât à diriger *l'Avanti* et le Comité Central du parti, qui lui avaient été confiés. Mais toutes les autres institutions du parti ainsi que les syndicats restaient, comme par le passé, aux mains des réformistes. Le manque de discipline dans le parti, la liberté d'opinions et d'idées existant en Italie, expliquent ces anachronismes en matière de théorie socialiste. La discipline en politique n'est possible qu'entre des hommes qui se guident dans leur activité sur un but commun. Cette vérité est corroborée par toute l'histoire du mouvement socialiste italien de 1912 à ce jour. Après le dernier congrès comme auparavant, les réformistes profitent de l'ascendant que leur vaut leur adhésion au parti pour préconiser leurs méthodes de lutte en dépit des décisions de ce congrès et en défi à toute discipline. Leur ligne de conduite au parlement, leur activité de journalistes, sont restées absolument les mêmes. Les réformistes demeurent fidèles à leur tactique. Bien que ce soit là un trait fort louable, il n'en est pas moins vrai qu'ils causent un grand préjudice au mouvement révolutionnaire italien.

Voici quelques faits. En 1915 l'Italie ayant déclaré la guerre, le Comité Central du parti avait voulu protester contre la folie militariste par une grève générale de 24 heures sur tout le territoire de la péninsule. Or, le Congrès de Bologne, influencé par les discours de réformistes influents, n'accepta pas les propositions du Comité Central.

Pendant la guerre même, la lutte entre la bourgeoisie militariste et la gauche du parti s'étant envenimée, les bolchéviks s'étant emparés du pouvoir en Russie, les troupes italiennes ayant subi un échec grave à Coporetto, même alors, disons-nous, les réformistes ne crurent pas devoir se solidariser effectivement avec les camarades victimes de la réaction et ne se privèrent pas d'attaquer les révolutionnaires par la plume et la parole, bien qu'ils fussent membres du Comité Central qui était, lui, pour la lutte de classe, pour la dictature du prolétariat, pour Lénine.

L'auteur de ces lignes et Lazzari ont été condamnés à deux années de prison après que les procureurs eurent démontré, documents à l'appui, que la propagande antipatriotique des accusés blâmée par la bourgeoisie, était même en contradiction avec le socialisme véritable, c'est-à-dire avec le socialisme de Rigolia et de Turati. Et notre procureur de citer le journal de ce dernier, la *Critica Sociale*, organe du mouvement syndical. Je pourrais citer bien des faits de ce genre, si je ne tenais à être bref. D'ailleurs ceux-ci suffisent.

A l'heure actuelle, le Parti Socialiste Italien est nettement divisé en deux camps, à la différence du prolétariat qui s'est uni pour se préparer avec enthousiasme à l'assaut révolutionnaire. Le premier groupe est celui des maximalistes, convaincus qu'au moment historique actuel le capitalisme international, aussi bien en Italie que dans toute l'Europe, doit céder le pouvoir politique et économique au prolétariat qui n'y parviendra que par la dictature et par la réorganisation communiste de la société au moyen de soviets. Les réformistes qui nient la possibilité d'une pareille transformation du régime capitaliste et qui aspirent à s'emparer d'une manière légale et à nationaliser graduellement la grande industrie et la grande propriété foncière, forment le camp opposé. Est-il admissible qu'à une époque historique comme celle où nous vivons, où la philosophie, en matière de politique, doit céder la place à l'action, est-il admissible qu'un seul et même parti abrite dans son sein des mouvements aussi contraires? Certes, non. Ces éléments si essentiellement différents ne font que se nuire les uns les autres, semer le scepticisme et le trouble parmi le prolétariat, au lieu de développer sa conscience révolutionnaire et son esprit de sacrifice. Ainsi, d'un côté, de petites réformes, la démoralisation du prolétariat, de l'autre, les tentatives anarchistes stériles et inorganisées des masses désespérées et révoltées, tentatives qui au lieu d'atteindre la bourgeoisie sèment la discorde et la haine dans les milieux prolétariens.

Plus peut-être que la Russie, l'Italie a besoin de son „Kérensky". Les Kérensky de l'Italie, ce sont les réformistes qui sont censés appartenir au Parti Socialiste Italien. Ils espèrent entrainer les masses, surtout si l'expérience communiste russe avorte. C'est pourquoi dans l'intérêt de la révolution nous devons avoir le courage de prendre une décision nette. Si le Parti Socialiste Italien reste unifié, la cause de la révolution sera scri-

euement compromise. Un référendum, en Italie comme partout ailleurs en Europe occidentale, ne peut aboutir volontairement à l'aveu de la défaite de ceux qui depuis 40 ans peut-être en font leur évangile. On ne peut s'attendre ici à un suicide. Ce qu'il faut, c'est, dans une lutte à découvert, détruire ce cadavre vivant qui s'obstine à demeurer une espèce de relique pour des hommes aussi intéressants et charmants que F. Turati et quelques autres. L'union avec les réformistes fait perdre aux militants, dans le travail quotidien du parti, une énergie qui pourrait être mieux employée pour l'éducation du prolétariat. Le pessimisme et l'incertitude sont ses fruits.

Je me résume. Le Parti Socialiste Italien doit se débarrasser de ceux qui sont ouvertement hostiles, en théorie et en pratique, à la dictature du prolétariat, si toutefois le parti veut conserver les sympathies et l'influence dont il jouit, depuis dix ans, parmi les masses ouvrières et s'il tient à mettre son ascendant au service des buts révolutionnaires, après une sérieuse préparation et sans en être dérangé par des luttes intestines. La III^e Internationale, à moins qu'elle ne veuille répéter les fautes de la II^e, doit exiger de ses sections que les principes qu'elle proclame soient adoptés non seulement comme des vœux théoriques de la majorité, mais aussi pour être sincèrement et effectivement appliqués dans l'action quotidienne. Il en est à ce prix que le parti pourra se consacrer loyalement et librement à l'activité dictée par ses convictions et sa volonté. Je connais bien les objections que nous font certains camarades communistes d'Italie qui estiment que la discipline suffit à maintenir le parti dans la bonne voie et qu'il faut au moment décisif actuel éviter les querelles de tendances. Ils se trompent profondément. D'abord, parce que si les réformistes restent au sein du parti, les communistes de gauche en sortiront, de sorte qu'on verra chasser du parti ceux qui travaillent avec ardeur et foi pour la réalisation du communisme. Et, si le parti perd sa gauche, il finira par retomber dans la voie du réformisme en dépit de la formule du „maximalisme unitaire" qui ne lui servirait que d'enseigne, ce qui équivaldrait en réalité à l'annulation de l'oeuvre du Congrès de Bologne et au retour du programme de Lazzari-Turati de 1902. Ceux qui savent consulter les faits tels quels, au lieu de glisser sur leur surface, estiment que le réformisme prédomine encore parmi les chefs du mouvement socialiste en Italie, et qu'il est insensé de s'attendre à voir les réformistes adhérer à une méthode diamétralement opposée à la leur. Et il se pourrait alors qu'on voie se créer en Italie une situation pareille à celle qui s'est produite en Allemagne; la scission aurait lieu sur les places publiques le jour où les réformistes, portés au pouvoir grâce à la révolution victorieuse, coalisés avec la bourgeoisie démocratique, tourneraient la force armée de l'Etat contre le prolétariat communiste insurgé. Il ne s'agit pas d'un péril utopique. Si nous ne voulons pas nous condamner à des regrets inutiles, alors qu'il sera trop tard pour remédier au mal, c'est tout de suite qu'il faut vaincre, c'est tout de suite qu'il faut nous séparer définitivement de ceux qui n'ont pas foi dans le communisme et qui au moment historique que nous vivons ne veulent pas de révolution communiste ni en Italie, ni ailleurs.

N. Bombacci

Moscou, juin 1920.

Pour la régénération du Parti Socialiste Italien.

(Editorial publié par *l'Ordine Nuovo*, Turin, 8 Mai 1920).

Note de la rédaction. Nous attirons l'attention de tous les camarades et surtout des travailleurs Italiens sur le document que voici et qui est de toute première importance. Le camarade Lénine dans ses thèses publiées ici-même a déjà montré que les auteurs de ce document, les militants de Turin, ont parfaitement raison dans leur critique du Parti Socialiste Italien actuel. L'Internationale Communiste doit obtenir à tout prix que les réformistes soient chassés de ce parti, afin qu'il puisse entrer dans la voie communiste. L'état d'esprit du prolétariat italien y est incontestablement favorable. Il faut que le parti le conduise de l'avant vers le communisme au lieu de le retenir dans l'ornière du „socialisme" officiel.

Le rapport ci-dessous a été présenté par la fédération de province au Conseil National de Milan, par les représentants de la Section Socialiste de Turin et a servi de base à la critique de la tendance et des actes du Comité Central.

1. La physionomie de la lutte de classe en Italie est actuellement caractérisée par le fait que, dans tout le pays, les ouvriers et les paysans sont contraints de poser avec violence et netteté la question de la propriété des moyens de production. La crise nationale et internationale annulant graduellement la valeur de l'argent, démontre la ruine du régime capitaliste. Le système actuel de production et de répartition n'est plus à même de satisfaire aux besoins de la vie humaine, même les plus élémentaires, et ne subsiste que grâce à la force armée de l'Etat bourgeois. Tout le mouvement de la classe ouvrière italienne tend impétueusement à l'accomplissement d'une révolution économique gigantesque qui introduirait de nouvelles méthodes dans la production et un nouveau règlement du processus même de production et de répartition, en arrachant ces dernières des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers.

2. A l'heure qu'il est, dans le système en vigueur, les fabricants et les propriétaires fonciers ont réalisé le maximum de concentration, de discipline et de puissance de classe: tout ordre lancé par la Confédération Générale des Industriels Italiens est immédiatement appliqué dans toutes les fabriques. Ce n'est pas en vain que l'Etat bourgeois a créé un corps de mercenaires armés toujours prêts à exécuter les ordres de cette organisation jeune et forte de la classe des propriétaires, qui aspire à rétablir, par la terreur et le lock-out, sa propriété sur les moyens de production et à forcer par la violence les ouvriers et les paysans à consentir aux spoliations qui leur enlèvent une portion toujours grandissante des fruits de leur labeur. Le dernier lock-out des usines métallurgiques de Turin n'a été qu'un épisode dans l'offensive des fabricants en vue de subjuguier les ouvriers; ils profitèrent, dans cette circonstance, du manque de coordination et de concentration révolutionnaires des forces ouvrières italiennes, pour essayer de briser la solidarité du prolétariat de Turin de l'une part, et de l'autre, pour dé-

truire dans la conscience des ouvriers le prestige et l'autorité des organisations de fabrique (comités et commissaires d'usines et fabriques — Consigli e Commissari di reparto), qui avaient commencé la lutte pour le contrôle ouvrier. Les grèves prolongées des travailleurs agricoles à Novarese et Lomelline prouvent avec évidence que les propriétaires fonciers sont prêts à anéantir toute production et à affamer le prolétariat rural à seule fin de lui imposer les conditions de travail et d'existence les plus dures et les plus dégradantes.

3. La lutte de classe en Italie est actuellement dans la phase qui précède soit la prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire, dans le but de passer à un nouveau système de production et de répartition qui permettra le rétablissement de la production, — soit une terrible réaction de la classe des possédants et des dirigeants. Dans ce dernier cas, toutes les formes de violence seront mises en oeuvre pour assujettir le prolétariat industriel et rural à un travail d'esclave; tous les organes de lutte politique de la classe ouvrière (les partis socialistes) seraient inexorablement détruits, — et les organisations économiques (syndicats et coopératives) entreraient alors comme partie intégrante dans la machine de l'Etat bourgeois.

4. Les forces ouvrières et paysannes ne sont ni coordonnées ni concentrées. La faute en est aux organes dirigeants du parti socialiste qui ont prouvé leur totale incompréhension de la phase du développement que traverse actuellement l'histoire nationale et internationale et des tâches qui s'imposent aux organes de lutte du prolétariat révolutionnaire. Le parti socialiste n'est que le spectateur des grands événements qui se déroulent; il n'exprime jamais une opinion étroitement liée aux principes révolutionnaires du marxisme et de l'Internationale Communiste; il ne donne pas de mots d'ordre que les masses puissent accepter; il ne donne pas de direction générale au mouvement; il ne sait ni unifier, ni concentrer, ni coordonner l'action révolutionnaire. Organisation politique de l'avant garde de la classe ouvrière — le parti socialiste a le devoir de développer le travail d'ensemble à un point tel que toute la classe ouvrière puisse vaincre dans la révolution, et vaincre durable-

ment. Composé de cette partie de la classe ouvrière qui ne s'est pas laissé définitivement dégrader et asservir par l'oppression capitaliste, qui a su sauver et sa propre autonomie et l'esprit d'initiative et de discipline consciente, le parti socialiste aurait dû être, en même temps, l'incarnation de la conscience révolutionnaire vigilante de toute la classe exploitée. Sa tâche est de concentrer sur lui l'attention de toute la masse ouvrière, d'obtenir que ses directives deviennent des mots d'ordre communs à tous, de gagner la confiance inébranlable du prolétariat, de devenir son guide, sa pensée, sa tête. Aussi, est-il indispensable qu'il vive au cœur même de la lutte de classe menée par le prolétariat industriel et rural, pour comprendre ses différentes phases, ses épisodes, ses manifestations, pour discerner l'unité au sein de cette diversité, pour donner une direction réelle à tous les mouvements détachés, et convaincre les masses de la possibilité d'introduire à la place du grand désordre actuel un ordre qui, une fois réalisé, régènerait la société humaine et rendrait l'instrument du travail de nouveau apte à satisfaire aux exigences élémentaires de la vie et du progrès de la culture. Or, même après le congrès de Bologne, le parti socialiste n'en est pas moins resté un parti purement parlementaire, immobilisé dans le cadre étroit de la démocratie bourgeoise, se souciant exclusivement de l'appui apparent de la caste gouvernante, et il n'a pas même su se donner la physionomie caractéristique du parti du prolétariat révolutionnaire, qui doit être uniquement le parti de ce dernier.

5. Il était, après le congrès de Bologne, du devoir des organes centraux du Parti d'entreprendre immédiatement et de développer jusqu'aux limites extrêmes un travail énergique, afin de créer un parti révolutionnaire, homogène et cohérent, d'en faire un parti résolument communiste, adhérant à la III-e Internationale. Or, la polémique avec les réformistes et les opportunistes ne fut même pas entamée; ni le Comité Central, ni *L'Avanti* n'opposèrent leur propre tactique révolutionnaire à la propagande incessante des premiers au Parlement et dans les syndicats. Rien ne fut fait par les organes du parti pour donner aux masses une éducation politique, dans le sens communiste, ni pour éloigner les réformistes et opportunistes des comités centraux, des syndicats et des coopératives, ni pour enseigner aux sections et aux groupes de militants les plus actifs une tactique monotype et une méthode d'action déterminée. Aussi, alors que la majorité révolutionnaire du parti n'avait ni incarnation de sa pensée, ni représentant de sa volonté au sein des comités et des organes centraux, les éléments opportunistes surent s'organiser solidement, en bénéficiant du prestige et de l'autorité du parti, pour renforcer leurs positions au parlement et dans les syndicats. Le Comité Central leur laissa la liberté de s'unir et de voter des résolutions contraires aux principes et à la tactique de la III-e Internationale, hostiles à la tendance générale du parti. La tendance du parti donnait à ses organisations une autonomie assez grande pour qu'elles aient pu développer un travail hostile et propager des idées contraires aux principes et à la tactique de la III-e Internationale; le comité du parti se détachait systématiquement de la vie et de l'activité des sections et des camarades isolés.

La confusion qui existait dans le Parti avant le

Congrès de Bologne et qui s'expliquait dans une certaine mesure par l'état de siège, s'accrut encore; et il n'y a rien d'étonnant à ce que les tendances anarchistes aient dans ces conditions tenté de prendre le dessus. Le parti politique de la classe ouvrière ne remplit sa mission que lorsque, coordonnant et accentuant l'action révolutionnaire du prolétariat, il oppose un pouvoir révolutionnaire de fait à l'état bourgeois et ne limite pas la liberté d'initiative et de manœuvre des militants. Si le Parti ne réalise pas l'unité des forces et la simultanéité d'action, s'il est un organisme bureaucratique, sans âme et sans volonté, la classe ouvrière tend instinctivement à constituer un autre parti et se sent portée vers la tendance anarchiste qui ne cesse de critiquer la centralisation et le fonctionnarisme du Parti politique.

6. Le Parti est absent du mouvement international, cependant que la lutte de classes prend, à travers le monde, des proportions gigantesques; le prolétariat est partout forcé d'en renouveler les méthodes, souvent en s'insurgeant à main armée, comme, par exemple, en Allemagne, après la conspiration militaire. Le Parti ne se donne pas la peine de réfléchir à ces faits; il ne les explique pas aux masses ouvrières italiennes; il ne les commente pas du point de vue de l'Internationale Communiste; il ne développe aucun travail éducatif qui ait pour but d'inculquer aux masses ouvrières italiennes que la révolution prolétarienne est un phénomène mondial, dont tout épisode séparé ne doit être considéré et discuté que du point de vue de la situation générale. La III-e Internationale a déjà deux fois tenu ses assises en Europe Occidentale: en décembre 1919, dans une ville allemande, et en février 1920, à Amsterdam, et le parti italien n'y a pas été représenté; les membres du parti ne furent même pas tenus au courant par les organes centraux des discussions qui eurent lieu à ces conférences et de leurs décisions. La III-e Internationale poursuivit une polémique sur la doctrine et la tactique communiste qui amène parfois, comme en Allemagne, jusqu'à des dissidences. Le parti italien se tient entièrement à l'écart de cette lutte d'idées, où se retrempe la conscience révolutionnaire et où se crée l'unité d'esprit et le travail des prolétaires de tous les pays.

L'organe central du Parti ne possède de correspondants spéciaux ni en France, ni en Allemagne, ni même en Suisse: situation assez étrange pour le journal du parti socialiste représentant en Italie les intérêts du prolétariat international, et situation étrange pour la classe ouvrière italienne, qui puise, de ce fait, toutes ses informations dans celles, tendancieuses et sciemment déformées, des journaux bourgeois. Comme organe du Parti, *L'Avanti* aurait dû être en même temps l'organe de la III-e Internationale et toutes ses communications, ses polémiques, ses discussions des problèmes prolétaires intéressants la III-me Internationale y auraient dû trouver place. *L'Avanti* aurait dû poursuivre une campagne incessante contre tout compromis, contre toute déviation opportuniste. *L'Avanti* souligne au contraire des manifestations de la pensée opportuniste, telles que le récent discours parlementaire de Treves, qui se basait sur l'interprétation petite-bourgeoise des rapports internationaux et développait une théorie contre-révolutionnaire, de nature à exercer sur l'énergie du prolétariat une action dissolvante. La même absence de tout souci des organes



Lettre d'Autriche Allemande.

Situation économique.

La situation économique de l'Autriche Allemande est à l'heure actuelle des plus difficiles. Aux mois d'août et de septembre de l'année passée, elle semblait ne rien laisser à désirer. Le nombre des chômeurs était descendu de 160.000 à 50.000. L'industrie battait son plein. Mais de cette „félicité“ à la plus noire misère, il n'y avait qu'un pas: elle était bâtie sur le sable, et n'était due qu'au fait que les capitalistes étrangers, encouragés par le cours insignifiant des valeurs autrichiennes, se dépêchaient d'acheter en bloc les marchandises autrichiennes. Les conséquences ne devaient pas tarder à se faire sentir. Par suite du cours très bas de la monnaie, les industriels se voyaient dans l'obligation de payer les matières premières rachetées à l'étranger à des prix exorbitants, ce qui provoquait une hausse considérable sur les prix des objets fabriqués dans le pays. De plus les salaires s'accroissaient au fur et à mesure que le coût de la vie augmentait. Le résultat fut que lorsque les prix autrichiens eurent atteints les prix des autres pays, les clients étrangers cessèrent d'acheter. Aujourd'hui l'Autriche Allemande, sans matières, sans produits industriels, avec un cours insignifiant de sa monnaie et un prolétariat exploité à l'excès, est à la veille de la ruine la plus complète.

La situation économique des travailleurs a été rendue plus grave encore par le fait que les agrariens ont obtenu du gouvernement la hausse du prix taxé de la farine de 200 à 1.000 couronnes le quintal et la réduction d'un quart de la quantité de farine devant être remise au fisc. Il en est résulté un renchérissement sensible sur les produits de première nécessité.

Les difficultés économiques poussent le prolétariat à des grèves incessantes.

Le Parti Communiste de l'Autriche Allemande.

L'oppression économique grandissante en dessillant les yeux des ouvriers les plus politiquement arriérés, crée pour l'action du parti communiste d'Autriche Allemande des conditions propices.

Le parti situe le centre de son activité dans les petits foyers industriels. Toutes les entreprises possèdent des soviets ouvriers. La loi a accordé à ces soviets le droit de jeter un coup d'œil dans les livres d'affaires de l'entreprise, mais avec observation du „secret commercial“, ce qui empêche les soviets d'utiliser les renseignements qu'ils obtenaient ainsi à des fins d'agitation. Dans la plupart des entreprises où les communistes ont gagné les ouvriers à leur cause, les soviets ont brisé les cadres qui leur avaient été assignés par la loi. Pour ne citer qu'un exemple, ils se sont approprié le droit d'embaucher et de congédier les ouvriers. L'extension ultérieure

des droits des soviets ouvriers et l'accentuation de leur esprit révolutionnaire constituent la tâche du parti communiste. Les soviets doivent étendre leur influence dans le domaine de la production, la régularisation des prix, la réglementation du bénéfice, etc.

Il n'existe pas dans le parti de divergences de principes sur la question des syndicats et du parlementarisme. Le parti communiste de l'Autriche Allemande se distingue, en général, par sa solidité et sa solidarité, ce qui est dû dans une grande mesure, à l'absence dans le parti des éléments aux tendances conciliatrices. Il faut cependant, noter que, s'il y a dans le parti unanimité au point de vue des principes, il n'en est guère de même au point de vue de la tactique, qui divise les opinions. À côté de la majorité qui défend la plateforme élaborée par le camarade Radek, il existe „l'aile gauche“ avec le camarade Koritchener à sa tête.

Il faut signaler en outre que jusqu'ici le parti s'est abstenu de toute action parmi les paysans, et a concentré toute son attention sur le prolétariat industriel. Mais si pareille action a été négligée, c'est parce que les moyens faisaient défaut. Actuellement le parti prépare une campagne d'agitation systématique parmi la masse paysanne. Il se dispose à faire paraître un journal et autres publications destinés l'un et les autres au prolétariat agricole. L'action parmi la population rurale aura certainement un très vif succès, car en Autriche la classe des ouvriers agricoles et des petits paysans est très nombreuse. Une action adaptée à la mentalité du soldat, se poursuit dans l'armée sous des mots d'ordre économiques. En ce qui concerne le mouvement de la jeunesse, le parti a réussi à faire aboutir une grève d'apprentis. Ce succès a porté un coup sensible à l'union de la jeunesse social-démocrate.

Le parti entretient les rapports les plus intimes avec le prolétariat international, en particulier avec les partis communistes de Suisse, d'Italie et de Tchéco-Slovaquie.

La fête du 1-er mai.

Le premier mai à Vienne comme en Autriche en général, a valu un grand succès au parti communiste.

Les social-démocrates, profitant de ce que le Bureau d'Amsterdam avait lancé pour le 1-er mai le mot d'ordre de „Paix avec la Russie Soviétique“, avait proposé aux communistes de célébrer ensemble la fête prolétarienne. Ils avaient l'intention d'empêcher de la sorte une manifestation indépendante des communistes et aussi de diviser les forces de la classe ouvrière, car, au lieu d'une démonstration au centre de la ville, ils avaient imaginé des manifestations par rayons afin d'éviter les rassemblements excessifs

de foules ouvrières(!) Les communistes repoussèrent catégoriquement cette proposition, résolurent de célébrer indépendamment la Fête des travailleurs et d'étaler aux yeux de tous la puissance du prolétariat révolutionnaire. Il était nécessaire de souligner le caractère révolutionnaire de la fête du 1-er mai, d'autant plus que dans l'Autriche Allemande, le 1-er mai est une fête nationale, que les social-démocrates s'évertuent à assimiler à toutes les autres fêtes officielles.

La réunion grandiose qui eut lieu devant la cathédrale (Votirkirche) fut particulièrement imposante. Elle a revêtu un caractère international. Des discours en allemand, en italien, en russe, en polonais, en langue ukrainienne, en hongrois et en tchèque ont été prononcés. Après les discours, une manifestation de 25.000 personnes s'est organisée, et sur des écriteaux on pouvait lire les inscriptions suivantes: „Tout le pouvoir aux soviets ouvriers, soldats et paysans!“ „A bas le parlementarisme bourgeois!“ „Paix avec la Russie Soviétiste!“ „Rapprochement politique et économique immédiat avec la Russie Soviétiste!“ „Libérez les détenus politiques!“ „A bas le régime du capital!“ „Vive la dictature du prolétariat!“ „Vive la révolution universelle!“ etc.

Les cortèges social-démocrates par rayons ont été loin d'attirer autant de monde.

La trahison des social-démocrates.

L'aggravation de la situation économique et l'accentuation de la lutte de classe, épouvantent de plus en plus les capitalistes. Pour le moment, ils sont en quête de nouveaux moyens pour conjurer l'assaut de la classe ouvrière, et abondent visiblement dans les sens des Noske allemands.

Les social-démocrates raisonnent de la manière suivante: du moment que nous faisons partie d'un gouvernement de coalition et que nous vivons en république „démocratique“, l'observation de l'ordre et de la tranquillité ainsi que la protection de la production, sont le devoir de chaque citoyen, bien que dans cette fameuse république la part du lion des valeurs produites s'entasse, comme par le passé, dans la poche des capitalistes. C'est la thèse fondamentale des social-démocrates à laquelle ils subordonnent tous leurs autres principes, prêts à oublier jusqu'à l'honneur prolétarien et leur caractère de classe. La déclaration sur la paix sociale faite par le chancelier d'Etat (un social-démocrate), le docteur Renner, pendant les débats budgétaires, a démontré de quelle façon la lutte de classe est entendue par les social-démocrates. Ce qui auparavant ne s'était fait sentir que vaguement, est devenu aujourd'hui un fait pour ainsi dire palpable.

Toutes les grèves, qu'elles soient de caractère économique (comme celle des cheminots du sud) ou politique (comme celle de Tyrnitz et de Neuenkirchen), sont impitoyablement réprimées par les social-démocrates.

Ils vont même jusqu'à briser les grèves, comme par exemple à Neuestadt. Pendant la grève des cheminots, le maire adjoint, le social-démocrate Pikhler, ancien cheminot s'est rendu en chemin de fer à Vienne escorté par 15 gendarmes solidement armés. Les ouvriers, indignés par cette perfidie, ont arrêté le train à la station de Lising et après avoir fait descendre

le traître Pikhler et ses gendarmes fort apeurés, l'ont rossé copieusement.

Au moment le plus critique de la grève, le syndicat social-démocrate, à la tête duquel se trouve le conseiller national Tomchik, a abandonné les ouvriers grévistes à leur propre sort. Ce syndicat a décliné toute responsabilité, bien que la décision de se mettre en grève fût adoptée par des milliers d'ouvriers, par voie de vote général, afin d'arracher aux capitalistes une augmentation de salaires. Les ouvriers lâchés de la sorte ne perdirent pas la tête et élurent parmi eux un organe directeur; c'est alors que les social-démocrates eurent recours à la violence et firent échouer la grève.

La même tactique a été suivie par les syndicats pendant les grèves de Neuenkirchen et de Tyrnitz.

La perfidie de la bureaucratie syndicale qui a provoqué au suprême degré l'indignation des ouvriers, a été cause de leur sortie en masse du sein du parti et de l'union social-démocrate.

Pendant les événements de Linz, les social-démocrates ont joué le même rôle qu'a joué en Allemagne Noske dans l'intérêt des capitalistes. A Linz, le sang ouvrier a coulé par la faute du maire social-démocrate de l'endroit, qui avait défendu toute manifestation.

On fait erreur à l'étranger lorsqu'on parle de l'existence en Autriche d'une „gauche“ social-démocrate. C'est justement cette pseudo-gauche qui prend les mesures les plus sévères contre le prolétariat, dans les moments d'actions décisives de celui-ci. La gauche (Frédéric Adler, Otto Bauer), n'existe qu'en paroles pour leurrer le prolétariat et pour masquer la position flottante du parti social-démocrate. Le social-démocrate Fren, qui est à la tête de l'aile „gauche“ du parti et qui est pour la sortie de celui-ci du sein du gouvernement de coalition, n'ose pas lui-même rompre avec l'opportunisme pour passer des paroles aux actes.

Les échos de la contre-révolution en Allemagne.

La situation dans l'Autriche Allemande s'est aggravée au commencement du mois de mai en raison des événements d'Allemagne. La réaction est devenue ouvertement agressive. Vienne a été inondée de feuilles volantes et d'affiches aux inscriptions pogromes, telles que: „Hors d'ici les juifs orientaux!“ (Ostjuden). Puis on a vu s'organiser en ville un grand nombre de réunions d'officiers et de membres du „Bürger und Städterat“. Les ouvriers ayant voulu les disperser, il s'en est suivie une collision armée. Les ouvriers ont fait intervenir la milice nationale contre la garde de la ville (Sicherheitswache) qui avait fait cause commune avec la bourgeoisie. Dès que cette milice parut sur les lieux, armée de fusils et suivie de mitrailleuses, la garde s'est sauvée affolée de peur. La milice nationale a occupé la caserne de la police où elle a placé une mitrailleuse. Une autre partie de cette milice s'est chargée de la garde de la réunion des ouvriers.

Une seconde rencontre eut lieu simultanément aux abords de l'université. Les étudiants, pour la plupart des nationalistes germaniques et des socialistes chrétiens, ont tiré des coups de feu aux cris de „Hors les juifs“. Par suite de l'absence de la police, ils sont restés pendant un certain temps les maîtres des rues avoisinant l'université. C'est alors que le parti communiste est intervenu. Les ouvriers ont fini par

contraire les étudiants réactionnaires à lâcher pied. Soutenus par le parti communiste, les étudiants socialistes ont obtenu du recteur la réouverture de l'université. Un nouveau mot d'ordre communiste vient d'être proclamé: „La prolétarianisation de l'université et l'abolition de tous les privilèges des classes possédantes“.

La réaction a atteint son apogée lors de la manifestation des artisans où l'on a vu les petits bourgeois affolés manifester sous le mot d'ordre „Nous ne donnerons pas nos biens“ (gegen die Vermögensabgabe). Le jour de la démonstration, toutes les entreprises de Vienne ont fermé à quatre heures de l'après-midi, et un cortège de plusieurs milliers de personnes s'est dirigé vers la Ringstrasse. Les ouvriers ont compris la signification menaçante de la démonstration, et en de nombreux points de la ville on a vu, en signe de protestation contre la réaction agressive, s'arrêter spontanément le travail dans les fabriques les plus importantes de la ville. Les social-démocrates ont employé, naturellement, tous leurs efforts pour faire retourner les ouvriers dans les fabriques et détourner ainsi le danger qui menaçait de la gauche le gouvernement de coalition. Les communistes ont obtenu la convocation immédiate du conseil ouvrier de l'Empire en vue d'organiser une contre-manifestation prolétarienne. Au cours de la séance de ce conseil, Frédéric Adler, comme toujours, a plaidé pour le gouvernement et la police, recueillant les approbations de la plupart des social-démocrates. Les communistes ont saisi le conseil d'une proposition exigeant, sous forme d'*ultimatum*, du gouvernement la prolétarianisation immédiate de la police qui devra être soumise au contrôle du conseil ouvrier, le renvoi des fonctionnaires de police réactionnaires, pour les remplacer par des employés subalternes, la délivrance immédiate de tous les détenus politiques, l'organisation de l'échange avec les institutions prolétariennes de la Russie, du pays Tchéco-Slovaque, de la Slavonie méridionale et de la Bulgarie, et cela sans l'intermédiaire des spéculateurs et des usuriers et sous le contrôle du conseil ouvrier. Celui-ci, composé en majeure partie de social-démocrates, a repoussé les revendications les plus importantes des communistes; il s'est surtout opposé au caractère d'*ultimatum* de la requête. C'est alors que les communistes ont refusé de participer à la manifestation annoncée par les social-traitres et ont décidé d'en organiser une particulière sous leur propre drapeau. Les social-démocrates avaient fait tout ce qui dépendait d'eux pour augmenter les rangs de leurs manifestants. Sous menace de radiation, les syndicats ont astreint les ouvriers à prendre part à la manifestation officielle. Chose admirable, c'est qu'en dépit de la terreur social-démocrate, les communistes ont réussi à attirer à leur manifestation près de 30.000 ouvriers.

Mis hors d'eux par le refus des communistes de participer à leur dernière manifestation, les social-démocrates ont soulevé la question de savoir, s'il y aurait lieu pour eux de continuer à collaborer au conseil ouvrier avec les communistes. Le dernier événement n'est certes qu'un prétexte. La cause profonde en est que, de l'avis social-démocrate, le conseil ouvrier exerce sur les masses une influence par trop révolutionnaire. La politique systématiquement révolutionnaire du parti communiste force les social-démocrates à prendre une attitude déterminée; c'est ce qui

résulte du discours prononcé à Linz par le chancelier d'Etat; le Dr Renner. En attaquant l'activité révolutionnaire des communistes, le social-démocrate Renner s'est prononcé résolument contre l'établissement de la dictature du prolétariat: „La réaliser, a-t-il dit, c'est jouer son va-tout, ainsi qu'en témoigne l'exemple de la Hongrie. Nous voulons, en général, exclure le sabre de la politique, et nous devons mettre fin à la violence“. Après ces paroles qui contredisent singulièrement la terreur appliquée par eux à l'égard des ouvriers, Renner a abordé la question des difficultés auxquelles se heurtent les ministres social-démocrates, et il a ajouté: „Il nous est impossible de suivre l'exemple de la Russie dans la question de la main-mise prolétarienne sur la production, parce qu'en Russie les étudiants qui fournissent les ingénieurs sympathisent avec la social-démocratie, tandis qu'en Autriche la situation est tout à fait différente. Ensuite, à la différence des paysans russes, les paysans autrichiens se tiennent à l'écart du mouvement social-démocrate et ne reconnaissent jamais la dictature du prolétariat. Toute tentative d'établir chez nous cette dictature, constitue un crime contre la classe ouvrière, d'autant plus que sous le rapport de l'approvisionnement et des matières premières nous dépendons de l'étranger. Or, nous n'avons rien à attendre de la Russie“ (?). Et l'orateur a conclu en revenant à la question du parti communiste: „Aujourd'hui on voit abuser de l'idée, qui se trouve à la base du communisme, des gens, dont la vie est pleine de conflits avec le droit des lois (?), étrangers à l'ordre et la discipline (?), qui n'ont jamais été socialistes (?) et désorientés par la guerre. Les excès des éléments anarchistes n'aboutissent qu'à la perte de tous les droits et libertés conquis par le prolétariat et qu'à l'établissement de la dictature militaire des généraux. La haute notion du prolétariat sur la rénovation de la société humaine n'a rien de commun avec l'activité de la plupart des social-démocrates.“

La fourniture d'armes à la Pologne.

Avant de terminer, je m'arrêterai sur la fourniture du matériel de guerre aux troupes contre-révolutionnaires de la Pologne et de la Hongrie par l'industrie militaire de l'Autriche. En dépit de la conclusion de la paix, les fabriques qui travaillaient pour la défense n'ont pas été démobilisées et la fabrication des armes se poursuit en toute hâte, aussi bien dans les usines de l'Etat que dans les entreprises privées. Les armes sont envoyées en Pologne et en Hongrie par contrebande, au su et avec l'assentiment du gouvernement socialiste.

Pour l'Entente, l'Autriche constitue l'unique source de matériel de guerre, vu que les ouvriers dans ces pays s'opposent à cette sorte d'exportation.

L'Entente a également chargé la Hongrie de cette abominable mission contre-révolutionnaire, la Hongrie, d'où nous avons reçu des renseignements suivant lesquels la fabrique de cartouches Manfred Weiss, à Tcheppel, travaille jour et nuit pour la préparation des engins pour la Pologne.

Le 15 mai, l'Entente a fait une démarche à Vienne, en vue d'obtenir une augmentation de la fourniture du matériel de guerre pour la Pologne. Le gouvernement de coalition d'Autriche a consenti à mettre

à la disposition de l'Entente toute la production de l'industrie militaire autrichienne.

Le parti communiste se trouve devant la tâche de commencer la campagne la plus énergique contre l'exportation des armes. Notre agitation porte déjà ses fruits: les ouvriers de certaines fabriques ont dé-

truit des engins de guerre destinés à la Pologne, tandis qu'une partie des cheminots ont déclaré à Frédéric Adler, président du conseil ouvrier de l'arrondissement de Vienne, qu'ils refusaient de transporter des marchandises militaires.

Les Soviets Ouvriers en Autriche allemande.

Aussitôt après la révolution, les soviets ouvriers eurent en Autriche allemande, un champ d'action illimité.

Aux élections qui eurent lieu après la révolution ne prirent pas seulement part les ouvriers d'usine: la petite bourgeoisie, les employés tâchèrent de s'adapter au nouvel ordre de choses à qui l'avenir paraissait appartenir. Pourtant, malgré l'élan unanime qui avait suivi l'écroulement du militarisme autrichien, la grande majorité des Soviets nouvellement élus se trouva encore sous le charme, sous l'influence du parti social-démocrate qui s'était assimilé une politique spéciale de mensonges et retenait les énergies de la classe révolutionnaire. Et voilà que les soviets ouvriers qui s'apprétaient à envoyer leurs représentants dans tous les établissements gouvernementaux, en partie pour les contrôler, en partie pour étudier sur place les fonctions vitales pour le peuple, n'ont pas mis leur dessein à exécution, ayant prêté l'oreille aux ordres impérieux de l'organisation social-démocrate centrale des soviets ouvriers.

Ainsi, dès le début du fonctionnement des soviets ouvriers, la discussion s'est engagée sur le terrain politique. Ce n'est qu'au bout de quelques mois, lorsque l'Assemblée nationale nouvellement élue se rendit compte de l'importante modification dans la corrélation des forces en faveur de la bourgeoisie, que les soviets ouvriers commencèrent à former des commissions, et à se mêler aux questions économiques. Dès ce moment, il ne restait plus à l'assemblée plénière qu'à accepter les rapports des commissions, et à fixer la position de l'ensemble du soviet ouvrier, par rapport aux questions concrètes. Mais même dans ce cas, les soviets ouvriers restaient complètement sous la tutelle de la social-démocratie. Comme il en avait été autrefois pour les questions politiques, il en était maintenant pour la lutte économique, où la timidité et l'indécision caractérisaient leurs actions. Les premières attaques de la presse bourgeoise qui, naturellement, ne se firent pas attendre, causèrent tant de peur aux soviets ouvriers qu'avant de prendre une décision quelconque ils se lançaient dans des discussions tellement interminables que leur enthousiasme tombait et qu'ils finissaient par laisser passer le moment propice.

Et c'est justement à ce moment (où par suite de l'instabilité de la situation générale, lorsque la bourgeoisie tout en ne cachant pas sa haine pour les ouvriers, allant même jusqu'à les couvrir de boue, ne se décidait pas néanmoins à une intervention ac-

tive qui eût servi de pierre de touche à la corrélation réelle des forces) que les soviets ouvriers auraient pu dans les intérêts de la classe ouvrière s'immiscer presque sans limites dans la vie économique.

Mais ils se bornaient à rapiécer, et encore le faisaient-ils mal et de mauvais gré. Entre temps les conditions de la vie devenaient de plus en plus dures pour la classe prolétarienne. La dépréciation de l'argent avait provoqué une hausse considérable sur les articles de première nécessité.

L'hiver trouva le prolétariat sans nourriture et sans vêtements, sans moyens d'éclairage et de chauffage.

A certains moments, il fallait même, faute de charbon, suspendre le service des tramways, ce qui obligeait les ouvriers affamés et grelottant de froid, à se rendre à pied à leur travail.

Le soviet ouvrier observait cette misère, les bras croisés; les ouvriers ne tardèrent pas à adopter envers le soviet une attitude indifférente et même hostile et se mirent à exiger bruyamment des rélections. Le nouveau soviet ouvrier, réélu en octobre et novembre 1919, se distinguait du précédent par le fait qu'il comptait déjà une minorité communiste assez importante. Les communistes tâchèrent d'arracher le nouveau soviet ouvrier à sa passivité et de le pousser à des actions décisives. Ils exigeaient qu'on prit des mesures radicales contre la spéculation sur le charbon et sur les produits alimentaires, insistant pour que les marchandises trouvées fussent réquisitionnées et immédiatement distribuées au prolétariat affamé.

Ils réclamaient la réquisition des vastes appartements et palais, vides où à moitié, pour y installer les familles ouvrières qui logeaient dans de misérables taudis.

Ils exigeaient qu'au moment de la suspension du service des tramways, on réquisitionnât pour mettre à la disposition des ouvriers, les automobiles et les voitures qui les transporteraient à leurs fabriques et à leurs usines. Mais ces revendications étaient le plus souvent déclinées par les assemblées plénières, où elles se heurtaient à la résistance obstinée du parti social-démocrate et des leaders officiels des syndicats.

Ces groupes tenaient encore la majorité du soviet ouvrier. Comme par le passé, ils réussissaient à parer tous nos arguments, en indiquant que les mesures que nous propositions devaient inévitablement conduire à une sanglante guerre civile. Lorsque par

hasard nous réussissions tout de même à faire accepter quelques-unes de nos revendications par l'Assemblée plénière, la décision de l'Assemblée se trouvait inmanquablement paralysée par le sabotage des social-démocrates dans les commissions.

Les social-démocrates tâchaient par tous les moyens de condamner le Soviet ouvrier à l'inactivité.

Ainsi, par exemple, ils ne convoquaient le Soviet que rarement et de plus, à une heure où des débats prolongés étaient impossibles, vu la défense d'user de la lumière. A 8 heures précises, ainsi qu'il était entendu, toute assemblée devait prendre fin, même si l'on y discutait à ce moment les besoins les plus urgents du prolétariat viennois, en butte à toutes les privations. Un autre moyen de saboter l'activité du Soviet consistait à transformer la séance en une conférence politique, où en qualité d'orateur parlait un social-démocrate; et il n'y avait pas lieu de craindre que la discussion s'engageât, car les portes des maisons se fermaient de très bonne heure et chacun était pressé de rentrer chez soi. Néanmoins, sous la pression continue des membres communistes du Soviet et sous l'influence de la colère croissante des masses ouvrières, le Soviet décida de passer à des actes révolutionnaires. Pour débiter, on proposa d'organiser une imposante démonstration du prolétariat viennois, contre la réaction et pour l'imposition des grandes fortunes. Mais les dirigeants officiels du parti social-démocrate trouvèrent encore le moyen de se tirer adroitement de cette situation embarrassante. Le comité Exécutif du Soviet viennois dans lequel les social-démocrates de droite étaient l'élément dominant, convoque au lieu du Soviet ouvrier „l'Assemblée mixte“, c'est-à-dire une organisation dans laquelle entre, en plus des membres du Soviet ouvrier, un grand nombre de dirigeants officiels du parti social-démocrate et des syndicats.

Cette assemblée d'argie devait avoir une autorité politique beaucoup plus grande. La séance de cette „assemblée mixte“ se prolongeant un peu trop, une se-

conde réunion fut fixée, et on en aurait sans doute fixé beaucoup d'autres encore, si les communistes n'avaient pas mis fin à l'assemblée en la boycottant. Mais les social-démocrates n'en avaient pas moins atteint leur but: on laissa échapper le moment le plus propice pour la démonstration, et pendant 15 jours le Soviet ouvrier ne se réunit pas. „L'Assemblée mixte“ se prononça contre une démonstration en masse et trouva le temps avant sa disparition, de menacer le Soviet ouvrier du sabotage de toutes ses décisions par la puissante organisation des syndicats. Ainsi au début de mars 1920, les Soviets ouvriers de l'Autriche allemande, et en particulier, le Soviet ouvrier viennois sont entrés dans une phase nouvelle.

La déclaration de guerre des social-démocrates de droite et le sabotage de leurs bureaucrates syndicaux qui ne prennent pas part aux assemblées des Soviets ouvriers menacent d'envenimer le conflit à l'extrême. Entre temps, le prolétariat viennois, qui vit dans des conditions terribles, souffrant de la faim et du froid, gémit sous un joug écrasant. Toutes les lois et les décrets, qui devraient tant soit peu contraindre, limiter le luxe insolent de la bourgeoisie, sont enfreints de la manière la plus impudente et les organes gouvernementaux qui devraient mettre un frein à cette bacchanale restent inactifs. Tandis que les quartiers prolétariens sont plongés dans le silence et l'obscurité, les marchands et les spéculateurs font fête dans les salles brillamment éclairées.

Mais déjà dans les plaisirs de la danse et de la musique où l'on essaye d'oublier la venue imminente des grands événements, Vienne entend le sourd grondement du tonnerre. La classe ouvrière de l'Autriche allemande abattue et outragée, commence à protester et à se révolter contre le système maudit, qui n'a toujours que des pierres à lui donner au lieu de pain.

Hilda Wertheim

(Vienne).



La situation en Suède.

Au début de l'année 1920, le gouvernail de l'Etat, en Suède, se trouvait entre les mains d'un gouvernement de coalition composé de libéraux et de social-démocrates. D'une incapacité complète, il flottait continuellement entre la droite (agariens et gros industriels) et les partis de gauche. Absolument passif dans les conflits économiques et politiques, il ne jouissait d'aucune autorité et provoquait le mécontentement toujours croissant des ouvriers et des paysans. Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait rester longtemps au pouvoir.

La tentative de sauver le gouvernement par l'élimination des ministres les plus compromis, ne fit que retarder la crise de quelques semaines. Sous l'influence des critiques de plus en plus violentes des socialistes de gauche, qui, de jour en jour, gagnaient du terrain parmi les masses ouvrières, les socialistes de droite, membres du ministère de coalition, donnèrent leur démission. Le refus des ministres libéraux de saisir le Rixdag d'un projet de réforme du système d'imposition, auquel les socialistes de droite attachaient une grande importance et leur intention de mutiler la réforme domiciliaire furent les causes formelles de la rupture. Mais la véritable raison était que les socialistes de droite craignaient, — au cas où le gouvernement de coalition resterait au pouvoir encore quelques mois — de voir les masses ouvrières, aux élections d'automne, lâcher les social-démocrates pour donner tous leurs suffrages aux groupes de gauche.

Le roi offrit d'abord au leader des libéraux de former un ministère. Mais celui-ci, après avoir consulté son parti, refusa. Le roi s'adressa alors à Branting, qui ne pouvait pas ne pas accepter, car c'était par sa faute que le gouvernement de coalition était tombé.

C'est ainsi que, quelques jours plus tard, on vit apparaître en Suède le premier gouvernement de socialistes de droite, avec Branting comme ministre-président. Le baron Palmstiern avait le portefeuille des affaires étrangères; Torsan, celui des finances; Svenson était à l'Intérieur; Olsan à l'Instruction publique; Nilsan à l'Agriculture; Khansan à la guerre. Le reste des membres étaient des ouvriers pour la plupart.

Le nouveau gouvernement n'avait la majorité ni dans la Chambre haute, ni dans la Chambre basse et fut considéré, dès le début, comme un gouvernement de minorité parlementaire.

Le programme gouvernemental de Branting avait un caractère foncièrement bourgeois, c'est ce que ce dernier reconnut et souligna lui-même dans sa déclaration.

Ce programme comprenait: la réforme de l'imposition communale (très timide), la réforme domiciliaire

(encore plus timide) et la dissolution de la commission pour l'étude de la question de la démocratisation de l'industrie.

Dès le début, les socialistes de gauche formèrent l'opposition. Quant aux libéraux modérés, ils déclarèrent vouloir s'en tenir à l'expectative. Branting et ses collègues s'engagèrent solennellement à défendre le royaume jusqu'à la dernière goutte de leur sang. La masse ouvrière était mécontente du nouveau gouvernement: dans des réunions importantes elle réclama un programme plus vaste, et en tout premier lieu une réforme domiciliaire sérieuse, un abaissement des prix, l'entente avec la Russie et l'appui au prolétariat dans sa lutte pour l'augmentation des salaires. Mais Branting déclara ces réformes irréalisables. Son premier discours fut dirigé principalement contre les socialistes de gauche.

Dès le premier jour de son existence, le cabinet Branting fut l'instrument docile des partis bourgeois. Il ne saisit le Rixdag d'aucune réforme de caractère tant soit peu socialiste. Tout ce qu'il fit, et encore ne le fit-il que dans un but démagogique, ce fut de former plusieurs commissions qui n'accouchèrent probablement que dans quelques années de projets de demi-mesures. Bien plus, le règlement même sur les commissions mixtes fut mutilé par des amendements de toute sorte. Néanmoins, l'effervescence parmi les ouvriers tomba quelque peu à la venue de Branting au pouvoir. Leur mouvement à gauche s'interrompit: ils espéraient de la part de Branting des mesures pratiques.

Bien que Branting filât résolument à droite, les partis de droite, dans différentes questions, lui firent une série de surprises désagréables.

Plusieurs journaux bourgeois (ceux du haut clergé entre autres) mettaient la bourgeoisie en garde contre l'attitude d'opposition qu'elle avait prise à l'égard du cabinet Branting, déclarant que pareille opposition ne faisait que le jeu des révolutionnaires. En effet, dans les milieux officiels et dans les sphères de la haute finance, on répétait en se frottant les mains: „Sans Branting, nous aurions la révolution“.

N'empêche que sur les questions les plus graves, les libéraux volaient vers la droite contre Branting, qui était soutenu par deux groupes paysans nouvellement fondés et peu nombreux.

Il devenait de plus en plus clair que la Suède marchait à une nouvelle coalition: celle des socialistes de droite avec la classe paysanne moyenne. Dans les questions du système d'imposition et de la crise du logement, la droite s'unit aux libéraux pour combattre le projet de Branting. Afin de mettre les partis paysans de son côté, celui-ci avait pour-

tant modifié ses projets de loi dans un sens plus restrictif encore.

Ainsi le projet de la réforme de l'imposition ne portait presque plus trace des principes du socialisme de droite; quant à celui de la réforme domiciliaire, les formules seules en voilaient le caractère foncièrement réactionnaire. La question se posa alors de savoir si c'était la peine de présenter au Rixdag des projets de loi ainsi mutilés.

Il s'était à peine écoulé quelques mois que, de difficile et instable qu'elle était au début, la position du cabinet Branting était devenue désespérée. Branting ne savait s'il devait démissionner ou rester au pouvoir. Démissionner, c'était abandonner la plénitude du pouvoir aux mains de la bourgeoisie avant même d'avoir réalisé une seule des réformes annoncées, fait que n'eussent compris et, à plus forte raison, approuvé les masses ouvrières. Rester, c'était continuer à tenir le gouvernail sans être le capitaine du navire; c'était se résigner au rôle d'esclave de la bourgeoisie sans avoir la possibilité de rien entreprendre; ce que les ouvriers n'eussent point compris, non plus.

Les relations diplomatiques entre la Suède et la Finlande sont fort tendues par suite de la question des îles d'Åland.

Le conflit va s'aggravant de jour en jour.

La campagne électorale est déjà commencée. Naturellement il est encore difficile de dire quels en seront les résultats. Les libéraux modérés perdront, selon toute probabilité, une douzaine de sièges, de même que les socialistes de droite qui seront plus atteints que tout autre parti.

Ce sont, jusqu'à présent, les partis paysans et les socialistes de gauche qui l'emportent aux élections. Ils arriveront probablement à doubler le chiffre de leurs mandats. Mais si l'arrêté illégal sur les élections actuellement en vigueur avait été rapporté, la gauche socialiste vraisemblablement obtiendrait un nombre de suffrages triple.

La situation respective des partis au Rixdag est la suivante: au Sénat, on compte 3 socialistes de gauche, 17 membres du parti paysan, 40 libéraux, 40 droites, 52 socialistes droite.

A la Chambre il y a 11 socialistes de gauche, 13 membres du parti paysan, 55 membres de la droite, 60 libéraux, 86 socialistes de droite.

La situation économique.

Au point de vue du cours des fonds publics suédois sur le marché mondial, la situation économique du pays est excellente.

Le cours est relativement très haut: il est supérieur de 15% au cours des fonds publics norvégiens et de 25% à celui des fonds danois. Mais cette médaille a son revers. Les prix en Suède sont extrêmement élevés, et ils ne cessent de croître. Le loyer annuel d'un petit logement de deux pièces est actuellement de 900 à 1000 couronnes (ce qui équivaut à 9 ou 10 mille marks allemands, le mark allemand valant en Suède 10 ores).

Un costume coûte de 300 à 500 couronnes: une paire de bottines, de 40 à 70 couronnes; un chapeau 30 couronnes, le linge de corps (chemise et

caleçon) 120 couronnes; un déjeuner 3 couronnes, un dîner 5 couronnes. Le beurre vaut 8 couronnes le kilo, le pain 1,40; la viande 5; le bois coûte 30 couronnes la portée et le reste à l'avenant. Ce sont là les prix des marchandises de moyenne qualité. Les marchandises de qualité supérieure coûtent beaucoup plus cher encore. Les impôts, également, augmentent dans des proportions colossales. L'ouvrier qui gagne 4.000 à 5.000 couronnes par an, paie 500 à 600 couronnes d'impôt. La cherté croissante de la vie provoque une lutte systématique pour l'augmentation des salaires. Et cette lutte devient de plus en plus acharnée. Au cours des derniers mois, toute une série de graves conflits entre patrons et ouvriers ont éclaté dans un grand nombre d'industries (aux imprimeries, chez les tailleurs, parmi les ouvriers agricoles, les métallurgistes, etc.). Ce n'est qu'après des grèves et des lock-out de plusieurs mois que ces conflits ont cessé pour un temps grâce à des concessions réciproques, qui n'ont néanmoins satisfait personne.

Quelque temps encore, et les conflits renaîtront. Un vif mécontentement règne parmi les ouvriers. Les augmentations de salaires qu'ils peuvent obtenir au moyen de la grève n'étant pas de nature à compenser l'enchérissement de la vie, les ouvriers en sont réduits à chercher de nouvelles méthodes de lutte professionnelle et dans ce but ils s'organisent. Le capital et les syndicats ouvriers rassemblent leurs forces: aussi la lutte sociale en Suède ne fait-elle que se développer et s'envenimer.

L'industrie suédoise traverse une crise sérieuse, malgré les bénéfices énormes qu'elle a procurés aux industriels pendant la guerre mondiale. A cette époque, la Suède fournissait de marchandises la presque totalité des pays belligérants, et les capitalistes empochaient des revenus colossaux. Le nombre des millionnaires suédois a décuplé. Or, maintenant c'est la crise. Toutes les valeurs, mais surtout celles des grandes entreprises industrielles, dégringolent effroyablement. La concurrence de l'Angleterre, de l'Amérique et même de l'Allemagne se font fortement sentir. Les titres des banques baissent, mais les bénéfices des banquiers augmentent démesurément. L'industrie suédoise tout entière est devenue la vache à lait de la haute banque. Ce n'est que la situation pénible de l'industrie nationale qui a forcé le gouvernement à rétablir les échanges commerciaux avec la Russie Soviétiste.

Les entrepôts de l'industrie pour l'exportation regorgent de marchandises que personne ne veut ni ne peut acquérir. Cette industrie traverse une crise formidable et le prolétariat suédois une période de chômage complet. C'est alors que l'ange sauveur apparaît en la personne de la Russie Soviétiste. Mais la crise industrielle n'en continuera pas moins de s'aggraver en Suède, en raison même de la cherté grandissante de la vie et sous l'influence de la concurrence étrangère, et aussi, et surtout, parce que les ouvriers sont las de trimer pour les capitalistes. Une mauvaise récolte, et la catastrophe est fatale. Il est vrai que ces dernières années, les récoltes en Suède ont été particulièrement bonnes, mais on ne peut répondre de l'avenir prochain.

La dette publique de la Suède augmente rapidement. Le budget de l'Etat monte par bonds gigantesques; chaque année voit l'établissement de nouveaux impôts. Les tarifs des chemins de fer, des tramways, des bateaux ont quadruplé.

Un billet de troisième de Stockholm à Göteborg, qui coûtait auparavant 6 couronnes, en coûte aujourd'hui 26, et ainsi de suite. La taxe des tramways, il y a deux ans, était de 10 ores; aujourd'hui, elle est de 25 à 70 ores. L'affranchissement des lettres pour l'intérieur de la ville était, il y a un an, de 5 ores; il est maintenant de 20 ores. Cependant ni l'Etat, ni la ville ne parviennent à boucler leur budget.

Cette crise économique, dont souffrent tous les ouvriers, n'existe, au fond, sous sa forme actuelle, que depuis le 1-er janvier. On constate également une aggravation de la condition des petits paysans qui sont grevés de lourds impôts.

En somme, donc, les temps ne sont bons que pour les grands propriétaires fonciers, les marchands de bois, les fabricants de papier et les représentants de la banque.

F. Ström.

Stockholm, le 12 Juin 1920.

L'association suédoise de la jeunesse.

En Suède, en dehors du parti social-démocratique de gauche, il n'y a guère qu'une organisation adhérent à l'Internationale Communiste: c'est l'*Union Social-Démocratique de la Jeunesse*. Durant son existence, cette Union a su occuper une place marquante dans le mouvement ouvrier suédois; au début, comme avant-garde de la propagande socialiste en général; ensuite, en qualité de centre de ralliement pour tous les éléments d'opposition de l'aile gauche de l'ancienne social-démocratie, et enfin, comme organisation communiste, la plus importante et la plus vitale. Il ne s'est pas encore écoulé un an depuis que l'Union de la Jeunesse a adopté en entier le programme et la tactique communistes et s'est affiliée à la Troisième Internationale. Cette décision a été prise au congrès de juin 1919, donc avant la réunion du congrès du parti de gauche. Celui-ci a voté également une résolution analogue, mais à une moins grande majorité.

Pour le moment, ce parti comprend une minorité encore assez considérable qui ne reconnaît pas le communisme et dans laquelle figurent divers éléments, tels que les représentants de la tendance de Vennerström qui sont pour l'action parlementaire et sont en tête de la majorité de la fraction parlementaire des „humanistes“, dont le leader est Lindhagen. D'autre part, l'Union de la Jeunesse, qui lors de la scission du parti social-démocrate de droite en 1917, est devenue la charpente du mouvement socialiste de gauche, sans le concours duquel, ces trois dernières années, aucun nouveau parti, aucune nouvelle édition n'auraient pu être créés, est intégralement pour l'orientation nouvelle, pour la lutte dont les pionniers ont été jusqu'ici et sont encore, les bolchéviks russes.

Il est certain que, pour tout militant du mouvement ouvrier révolutionnaire habitant hors de la Scandinavie, il serait curieux de connaître le développement de la jeunesse communiste en Suède. Et comme il ne peut être question d'un compte-rendu historique détaillé ou d'une description de ce mouvement, nous nous bornerons à quelques notes sur l'histoire de l'Union de la Jeunesse et à un court exposé de la situation actuelle.

Vers 1880, par la force des choses, la Suède est mûre pour la naissance d'un mouvement de classe ouvrier, et grâce aux agitateurs et à de petits journaux, la propagande socialiste pénètre dans les couches de la population, qui déjà préparée offre un terrain favorable et, par tout le pays, des organisations surgissent en différents endroits. Vers 1890, on fait l'essai à Stockholm, d'un nouveau type d'écoles socialistes dominicales, et quelques années plus tard, en de nombreux endroits des organisations indépendantes de jeunesse se créent pour jeunes gens et jeunes filles. Ces institutions locales forment une union qui, toutefois s'égaré dans les marais de l'anarchisme vers le début du XX-e siècle; cette union n'a jamais eu d'influence considérable.

Quelques-uns des clubs (organisations locales) les plus considérables formèrent en mars 1903, une Union social-démocratique de la jeunesse qui se mit en contact avec l'ancien parti ouvrier, lequel ne jouissant point d'une très grande influence au Parlement, était alors tout autre qu'il ne le fut par la suite. Les premiers temps d'existence de l'Union de la Jeunesse furent une époque d'activité intense ayant pour but, d'une part, la création du plus grand nombre possible d'institutions locales, et d'autre part, l'appui au mouvement ouvrier, en général.

Immédiatement après sa fondation, l'Union de la Jeunesse se créa un organe propre, la revue mensuelle *En Avant* („Fram“) qui prit rapidement une extension fort considérable et fit une propagande couronnée de succès pour la fondation d'organisations indépendantes de la jeunesse. En été 1905, lorsque l'alliance suédo-norvégienne fut annulée, l'Union de la Jeunesse à peine âgée de deux ans, commença à agir sur une vaste échelle. Les chauvins réclamaient à cor et à cri des mesures militaires contre le pays voisin et „la guerre avec la Norvège“ était alors le mot d'ordre de la population nationaliste. Parmi les masses laborieuses, il éclata alors des protestations contre les projets de guerre contre le peuple frère de l'autre partie de la péninsule Scandinave, et dans cette lutte c'est la jeunesse ouvrière qui marcha en tête de tous. De concert avec le congrès de l'Union, en 1905, une campagne fut entreprise contre l'armement et l'intervention. Le congrès lança un manifeste sommaire, mais éclatant, où il appela la jeunesse ainsi que

la classe laborieuse en général, à coopérer au maintien de la paix. „Paix avec la Norvège“ devint le mot d'ordre, et la paix ne fut pas troublée.

Mais pour avoir rédigé son manifeste, le citoyen Höglund qui, par la suite (1909—1917), fut le premier porte-drapeau du mouvement rouge de la jeunesse en Suède, fut condamné à six mois de prison. Afin d'éviter tout malentendu sur la teneur de ce manifeste, peut-être sera-t-il opportun d'en citer les lignes suivantes: „La jeunesse, y est-il dit, connaît son devoir et ne permettra pas de disposer d'elle en cas de guerre avec les travailleurs de la Norvège, qui savent parfaitement que, si un jour on met les armes entre les mains des ouvriers suédois, ils ne s'en serviront pas contre les Norvégiens.

Après 1905, l'oeuvre de la réorganisation de la jeunesse en une puissante corporation combattive, se poursuivit. Malgré certains dissentiments concernant l'indépendance de l'Union de la Jeunesse (car on voulait la soumettre entièrement aux meneurs du parti), les rapports avec celui-ci furent satisfaisants. Jusqu'en 1908, il n'y eut de divergences que sur une ou deux questions. Mais dès cette époque tout changea d'aspect. Dans le courant de la même année, le parti social-démocrate acquit une situation beaucoup plus influente au Riksdag; et après un grand succès aux élections, Branting fit son apparition au Parlement à la tête du parti socialiste qui avait plus que doublé. C'est à peu près vers cette même époque, que se firent sentir les conséquences des crises économiques. Sur le marché du travail, après la grande grève de 1909 qui se termina par une défaite et qui fut une collision grandiose du travail avec le capital, il se produisit une série de conflits, sans succès hélas, pour les serfs du capitalisme, après quoi les ouvriers se mirent à l'oeuvre politico-réformatrice, dans l'espoir d'alléger par voie parlementaire leur situation d'opprimés.

A cette même époque, le mouvement eut à traverser une nouvelle crise: la plupart des travailleurs qui étaient enregistrés dans la liste des membres des syndicats professionnels furent forcés d'en sortir et bon nombre de membres actifs devinrent victimes de la grande grève, car les patrons dans leur soif de vengeance, avaient dressé des „listes noires“, grâce auxquelles les „fauteurs“ des grèves ne purent obtenir dans leur pays aucun travail; il ne leur resta ainsi d'autre issue que celle d'émigrer. L'Union de la Jeunesse en fut particulièrement éprouvée. Mais les forces de la Jeunesse rouge grandirent peu à peu, et en dépit de tout, un an après la grève générale de 1909, grâce à l'activité de l'Union, le mouvement avait retrouvé toute son énergie.

Entre temps, l'Union avait des différends avec le parti qui, par ses tendances, ainsi que la fraction social-démocrate du Parlement à la tête de laquelle était Branting, prouvaient avec une évidence de plus en plus grande son désir de pousser la démocratie vers le camp des opportunistes. En 1909, l'Union dans son congrès manifesta nettement ses tendances gauches, lors des élections au Conseil de direction qui adhéra à l'unanimité à l'opposition toujours croissante, luttant contre les mesquineries de parti.

Au début de 1909, sur l'initiative de plusieurs clubs on fonda à Stockholm un journal hebdomadaire, sous la direction de Z. Höglund, et le congrès décida de déclarer cette nouvelle feuille nommée *Tocsin*

(„Stormklockan“) organe officiel, de même que la gazette „*En Avant*“. En 1911, après les élections au Parlement, où les „gauches“ essayèrent leur premier échec, alors que la social-démocratie avait augmenté le nombre de ses représentants, le pays obtint un gouvernement libéral et le parti se maintint au pouvoir. Ce qui y contribua pour une large part, ce fut le passage d'un nombre considérable de soi-disant radicaux bourgeois (dont le baron Palmstjerna si bien connu, par la suite) du côté de la social-démocratie qui venait de se renforcer, grâce aux élections. L'aile droite de ce parti se mit à préparer le terrain pour l'admission des social-démocrates au ministère et comme politique générale, elle lia des relations étroites avec les bourgeois de la gauche ou libéraux. En 1912, un nouveau congrès de l'Union de la Jeunesse se réunit. Il se prononça contre l'entrée des socialistes dans le gouvernement, ainsi que contre leurs rapports avec la bourgeoisie et en somme, il souligna le désir exprimé par la Jeunesse ouvrière que ces masses laborieuses se maintinssent fermes sur le terrain de la lutte de classe. C'est alors que tous les membres de la Jeunesse fidèles à Branting et au parti quittèrent l'Union. D'autre part, de nombreux membres envoyèrent au „Tocsin“ leur approbation pour sa constante et violente critique à l'égard des meneurs opportunistes. Ce n'est qu'à partir de cette époque¹⁾, qu'il put être question d'aile droite ou d'aile gauche de ce parti politique; l'aile gauche reçut un appui considérable du fait du concours des membres de l'Union de la Jeunesse au mouvement suédois ouvrier. Toutefois, les collisions entre les deux ailes ne commencèrent qu'après la déclaration de la guerre, lorsque la direction du parti conclut la paix civile et prit part aux travaux de réorganisation de l'armée, travaux qui eurent pour résultat un budget de „défense nationale“ inouï pour un petit pays comme la Suède: en somme, c'était le militarisme bourgeois.

Aussitôt après la déclaration de la guerre, un congrès du parti se réunit, auquel Branting menaça de quitter son poste, si l'on ne votait pas une résolution reconnaissant un ministère de coalition social-libéral. Ce fut une nouvelle et éclatante preuve de la perfidie de cette politique à l'égard des masses laborieuses qui caractérise la social-démocratie de ces derniers temps.

Le congrès de l'Union de la Jeunesse qui se réunit un peu plus tard, notamment vers la fin de 1917, répondit à ces agissements d'une part, par de nouvelles tentatives de se faire reconnaître entièrement indépendante et d'autre part, par une protestation violente contre la transformation de la social-démocratie en un parti bourgeois, ainsi que contre la transaction infâme conclue avec la bourgeoisie par la majorité de la fraction parlementaire. Les tentatives d'engager la Suède dans la tuerie mondiale aux côtés de l'Allemagne se heurtèrent, en 1915, à une résistance ferme de la classe ouvrière pacifique. Et lorsque le parti surestimant ses forces, entreprit la lutte contre la criminelle spéculation de la guerre, le *Tocsin* profita de cette occasion et en été 1915, il démasqua le zèle germanophile de certains „camarades de parti“, les plus notoires de l'aile droite qui engageaient à s'inscrire dans la clique des activistes, menant une agitation dans le but de décider la Suède à prendre la défense de la patrie du Kaiser et de Krupp.

¹⁾ C'est-à-dire, depuis bientôt huit ans.

La jeunesse de parti qui avait formé une union spéciale, prit sur elle la tâche de démontrer la nécessité pour la Suède d'une lutte de classe et d'y propager parmi les masses des idées de socialisme révolutionnaire, dans l'esprit du vrai marxisme.

Lorsque, après la ruine de la II-e Internationale, l'étendard rouge se fut à nouveau levé sur tout le globe et que, sur l'initiative des camarades italiens et russes, une conférence fut convoquée à Zimmerwald qui porta le premier coup aux social-chauvinistes de tous les pays, l'Union social-démocrate de la Jeunesse fut à la hauteur de la situation: elle y délégua deux de ses représentants pour faire connaître son adhésion. Après cette conférence, l'Union de la Jeunesse se mit en contact étroit avec le courant révolutionnaire toujours croissant des nations belligérantes et devint ainsi l'avant-garde de l'Internationale Zimmerwaldienne en Suède. C'est à cette époque que le conflit s'accrut entre la jeunesse et le parti politique qui allait vers la droite et s'enlizaît de plus en plus dans la vase de la paix civile.

Au commencement de 1916, la Suède fut à nouveau menacée d'être entraînée dans la guerre mondiale et, comme il fut impossible de décider la droite à prendre des mesures afin d'éloigner la spéculation criminelle de la guerre, l'Union de la Jeunesse résolut de convoquer de son propre chef un congrès ouvrier pour traiter de la question de la paix. Ce dernier se réunit au mois de mars 1916 à Stockholm, et outre les délégués des clubs de la Jeunesse, y prirent part des représentants de plusieurs associations professionnelles et organisations de parti locales, dont la majorité était formée de membres des clubs de la Jeunesse et autres éléments radicaux convaincus de la nécessité d'une lutte en règle contre les agents allemands qui agitaient en faveur de la guerre. Ce n'est pas le moment de signaler ici l'importance du congrès ouvrier dans la campagne menée contre la participation de la Suède à la tuerie mondiale. Mais une grêle d'accusations tomba sur la tête de 30 camarades, et trois d'entre eux qui avaient pris part au congrès furent mis en jugement pour haute trahison. En outre, le Congrès ouvrier de paix eut pour résultat d'accélérer la scission dans le parti en accentuant les divergences d'opinion. Le fait que les éléments bourgeois de la social-démocratie se réunirent au mouvement soulevé contre le congrès et ses participants, ne provoqua aucune collision entre les deux courants. Mais vers cette époque l'organisation s'effondra, et la fraction du Rixdag se scinda: une douzaine de membres formèrent un groupe socialiste de gauche indépendant après s'être séparé de la fraction composée d'une centaine de membres (il est à regretter que nous n'ayons pas actuellement les chiffres exacts).

Vers le mois de mai, les membres des clubs de la Jeunesse, de concert avec les vétérans du parti de tendance gauche, entreprirent l'édition d'un journal, le *Politiken* qui, à sa fondation, parut tous les deux jours et est à l'heure actuelle l'organe quotidien du mouvement communiste, sous la rédaction de Turé Nörman.

Il se forma ainsi une divergence de points de vue qui devait aboutir à une rupture complète entre les deux courants. En février 1917, une conférence de parti fut convoquée, dont les résolutions montrèrent avec évidence qu'il n'y avait plus rien de commun

entre l'Union de la Jeunesse et le parti social-démocrate et qu'il ne restait aucun espoir de créer une majorité de parti en faveur du point de vue social-révolutionnaire. Ce n'est que grâce à l'appui des membres des clubs de la jeunesse que fut reconstitué le parti social-démocrate de gauche.

Le *Politiken* dans la suite commença à paraître tous les jours et de nombreux organes furent fondés en province. La moitié des actions de la société de l'Union de la Jeunesse, nommée „En Avant" en mémoire de la première feuille fermée en 1912, fut prise par le parti-même. Et en mai 1917, lorsque se réunirent simultanément l'assemblée constituante du nouveau parti et le congrès de l'Union de la Jeunesse, ces deux formations qui avaient englobé, à elles seules, tout le pays, procédèrent ensemble aux travaux de la préparation du terrain pour l'affranchissement de la classe laborieuse en Suède, s'efforçant, en premier lieu, de dévoiler aux ouvriers les intrigues traîtresses des social-patriotes et des oppresseurs-capitalistes. Ces trois dernières années, n'étant plus obligée de consacrer la plupart de son temps à mener sa politique d'opposition intérieure, ni de lutter pour l'obtention de la majorité dans ces organisations de parti, l'Union de la Jeunesse put employer ses forces vitales à sa tâche immédiate d'éducation de la Jeunesse; et vers cette époque, l'importance et le chiffre de ses associations augmentèrent sensiblement. En outre, elle ne négligea point les occasions de prêter main-forte au parti de gauche, dans ses actions révolutionnaires hardies. L'Union de la Jeunesse déploya une activité particulièrement intense dans sa lutte contre l'inflâme campagne de mensonges que la bourgeoisie et les partisans de Branting menaient contre la Russie Soviétiste, défendant le droit à l'existence de cette dernière avec fermeté et vaillance.

Ainsi que nous l'avons dit dans notre préface, d'après les statuts de l'Union de la Jeunesse, son but n'est autre que la propagation des idées communistes, surtout parmi la jeunesse. (Lors du vote de l'adhésion à la III-e Internationale, il n'y eut que quelques voix contre cette motion). Dans les statuts il est dit sommairement que l'Union social-démocrate de la Jeunesse soutenant une lutte politique contre la démocratie bourgeoise, reconnaît la dictature prolétarienne comme forme transitoire à un nouvel ordre social. Dans le programme on souligne la nécessité du désarmement de la bourgeoisie; c'est là que se manifeste le point de vue de l'Union sur la question du militarisme, et qu'on voit les défauts de clarté des articles des anciens programmes concernant le désarmement.

* * *

„L'Union social-démocratique de la Jeunesse" (mais avec les nouveaux mots „de la III-e Internationale") constituée à l'heure actuelle une puissante organisation active. Afin de donner quelque idée de son extension, nous exposerons ici, dans les grands traits, ce qui a été fait en 1919.

Tout comme auparavant, des agitateurs de l'Union parcouraient le pays entier, agissant d'après un plan déterminé. Leur activité consistait en général, à faire des conférences du soir, soit dans les sièges d'associations locales de l'Union, soit dans des lieux où il n'y avait encore aucune organisation. En outre, dans le courant de l'année dernière, on a fait l'essai d'une nouvelle méthode d'agitation. Les organisateurs étaient

dirigés sur divers lieux, devant se trouver, par exemple, pendant un mois dans un endroit déterminé ou bien stationner plusieurs jours consécutifs en différents lieux, afin d'y faire des conférences publiques, donner aux clubs locaux les instructions nécessaires, pratiquer la propagation de la culture, de la littérature et de la presse; en un mot, faciliter le développement du mouvement communiste parmi la jeunesse. On employa à cette tâche cinq instructeurs qui, en 126 jours, firent 97 conférences et prononcèrent 42 discours sur les méthodes d'instruction. Actuellement il a été décidé de nommer plusieurs organisateurs permanents dans les districts ayant le plus besoin d'orateurs et d'agitateurs. L'année dernière, des agitateurs cyclistes procédèrent à des travaux systématiques d'agitation et d'organisation; à cet effet, des agents spéciaux de l'Union de la Jeunesse parcoururent à bicyclette les régions du pays insuffisamment pourvues de chemins de fer. Ces agitateurs, en nombre de 45, ont pour mission spéciale de répandre la littérature de propagande et d'exercer leur influence personnelle sur la population des campagnes. C'est ainsi que dans le courant de l'été, ils organisèrent 791 réunions à entrée libre et 45 séances à huis clos, où les membres des clubs de la Jeunesse reçurent les instructions nécessaires sur l'organisation de ces clubs.

Pour les voyages dans le pays, on eut également recours à une automobile rouge avec deux orateurs munis de littérature révolutionnaire, — l'Union se servant de cette auto conjointement avec le parti de gauche.

Il est donc à noter ici que l'Union de la Jeunesse mit en général en vigueur nombre de procédés d'agitation entièrement nouveaux pour la Suède. Quant à l'automobile rouge, la jeunesse commença à l'employer dans ses excursions spéciales en 1911, qui suscitérent un intérêt inusité de la population, ainsi qu'une attention générale. C'était alors un procédé tout nouveau et les associations bourgeoises qui plus tard entreprirent à leur tour cette agitation en automobiles, n'eurent jamais le brillant succès qu'avait obtenu l'Union de la Jeunesse avec ses auto rouges. La caricature politique était alors également inconnue en Suède, où le *Tocsin* s'en servit pour la première fois après s'être assuré le concours permanent d'artistes en renom. Voici quelques exemples de la fertilité d'imagination, d'initiative et d'esprit organisateur de cette jeunesse „criminelle“, ainsi que s'était permis de la surnommer une feuille rampant devant la bourgeoisie.

Comme un exemple de l'activité de notre union pendant l'année 1919, il convient de signaler l'organisation de trois jours spéciaux d'agitation, savoir: le „dimanche rouge“, le 2 mars, consacré uniquement à une propagande verbale et par voie de presse en faveur de la Russie Soviétiste; le 7 septembre, fête de l'Internationale de la Jeunesse, et le 7 novembre, 2-e anniversaire de la révolution prolétarienne en Russie. Ces jours-là, des orateurs spéciaux se sont dirigés vers différents points, propageant sur leur passage des ouvrages littéraires, édités spécialement à cette occasion. Or en 1919, il parut un recueil spécial du *Tocsin*, en un tome séparé, tiré à un million et demi d'exemplaires. En plus, de concert avec le parti gauche, on éditait des numéros du premier mai et de Noël, de même qu'une brochure contre la bienfaisance de la bourgeoisie. Outre ce travail effectué par le

comité central de l'Union de la Jeunesse, il convient de mentionner l'activité des associations régionales, car l'Union de la Jeunesse suédoise comprend 25 rayons, dont chacun possède un comité spécial ayant pour tâche de diriger les travaux d'organisations locales ou clubs, dans chaque rayon.

L'année passée, l'Union de la Jeunesse étendit son action sur l'enfance. Malgré la résistance opiniâtre et acharnée opposée par les laquais de la société capitaliste, tant à l'église qu'à l'école, dans une cinquantaine d'endroits et au cri de guerre «Soins aux enfants», les membres de l'Union de la Jeunesse s'élançèrent dans le feu de la lutte, afin de former et d'entraîner des groupes d'enfants et d'adolescents de huit à quinze ans. On fit paraître un organe spécial mensuel intitulé *Journal pour enfants*; on nomma également des surveillants spéciaux pour les enfants: un à la direction de l'Union, un par comité de district et un par comité de club.

L'oeuvre d'instruction de la jeunesse mérite qu'on lui consacre un chapitre à part.

L'Union a fait tout son possible pour développer parmi les ouvriers le désir de l'instruction en général, et dans les sciences socialistes, en particulier. Il existe en Suède, un syndicat ouvrier de l'instruction, syndicat commun pour la gauche et pour la droite du parti socialiste, ainsi que pour les unions professionnelles et groupements syndicalistes et socialistes, ou anarchistes. Dans les organisations locales, les travaux d'instruction sont effectués par «cercles» et, par le nombre d'institutions qui lui sont subordonnées, notre Union de Jeunesse constitue une des plus vastes organisations de ce genre. Nous faisons aussi des travaux communistes proprement dits, dont le programme comprend entre autres, la lecture et l'analyse des ouvrages d'Engels, de Boukharine, Radek, Marx, Lénine et autres.

Nous ne pouvons nous attarder plus longuement sur l'examen de ce côté du travail, et nous devons par conséquent, nous contenter de conclusions générales. Les travaux d'instruction des membres de l'Union, et surtout d'instruction communiste ont pris l'hiver dernier, une extension considérable. En comparaison des années précédentes, le nombre des cercles et celui des conférences a considérablement augmenté.

Enfin, on a poursuivi parmi les soldats l'oeuvre de propagande qui nous fut de tout temps chère à nos coeurs. Les efforts que nous avons faits pour révolutionner les syndicats ont aussi porté leurs fruits. Le fait que bon nombre d'organisations professionnelles ont renoncé à adhérer de manière collective au parti socialiste de droite en est la preuve. Tout cela, plus les données susmentionnées, nous donne une idée approximative de l'activité de la jeunesse suédoise rouge, en 1919.

* * *

L'Union de la Jeunesse comprend déjà 500 clubs, avec un total de plus de 25.000 membres. Pour la comparaison, nous rappellerons que le chiffre des membres du parti de gauche monte à peine à 20.000, bien que plusieurs milliers de membres de l'Union de la Jeunesse appartiennent également à ce parti.

Ces derniers temps nous voyons que dans les différents pays, sur lesquels s'est étendue l'activité de l'Internationale de la Jeunesse, les Unions de la Jeunesse ont également augmenté rapidement, de même

qu'en Suède. Mais si l'on prend en considération le chiffre d'habitants de chaque pays, on pourra dire qu'aucune des unions ne peut être comparée à celle de la Suède, tant pour le nombre total de membres que pour leur activité. Il convient de noter qu'actuellement la population de la Suède monte en tout à 5 ou 6 millions d'habitants (ce chapitre est consacré principalement à des données numériques précises), et que l'organisation de la jeunesse aura à faire beaucoup d'efforts dans les autres grands pays pour élever à un tel niveau le rapport entre le nombre des membres de l'union et celui de la population totale.

Quant à l'Internationale de la Jeunesse, la section suédoise s'est efforcée autant que possible, de faciliter la concentration des forces, afin de reuverser la „Grande Muraille“ que les capitalistes avaient établie entre les différents pays. L'union de la jeunesse suédoise a pris part, de concert avec ses camarades suisses et italiens, au Congrès qui s'est réuni à Berne en 1915. Ses représentants ont participé au Congrès de Berlin en 1919. Et actuellement l'Union a entrepris la publication d'un journal rédigé en langue allemande: *La Jeunesse Internationale*, et fait tout son possible pour propager en Suède et même en Europe Occidentale et en Amérique des renseignements concernant les buts et l'activité de la Jeunesse Internationale Communiste.

* * *

Comme dans tout pays, où les capitalistes dominent encore la classe laborieuse, l'exploitant et l'opprimant, en Suède, la situation de la jeunesse prolétarienne est des moins enviables. Dès l'âge le plus tendre les garçons et les fillettes des villes et des campagnes se voient forcés d'abandonner leur maison pour accomplir de pénibles travaux, dans les mines, dans les usines et fabriques, aux ateliers de couture etc., en mer, dans les forêts et en plein champ. Après avoir suivi un médiocre cours de courte durée d'une école primaire, ces jeunes gens deviennent ainsi que leurs parents, frères et soeurs, l'objet de l'exploitation des capitalistes. Mais il est plus difficile d'asservir la jeunesse que la vieille génération, car elle n'a pas eu le temps de se faire au joug de l'esclavage, à l'empire de la prétraille, de la presse bourgeoise et aux autres procédés de réaction de la bourgeoisie. La jeunesse ne se laisse pas influencer non plus par les charmes de la démagogie social-patriote et de la démocratie bourgeoise. Il est symptomatique qu'en Suède, où le sieur Branting règne à l'heure actuelle sans conteste, où pendant plus de deux ans les socialistes-libéraux se sont trouvés à la tête du gouvernement, mais où, voilà déjà plusieurs mois, le pays est gouverné par un ministre bourgeois de social-traîtres dont, naturellement, les capitalistes sont enchantés; il est, dis-je, symptomatique qu'en Suède, où les travailleurs n'ont pas encore démasqué cette gigantesque comédie jouée par les socialistes gouvernementaux, la jeunesse soit précisément l'ennemi le plus redoutable de ces gens et de leurs laquais. La jeunesse rouge de Suède n'oubliera

jamais qu'en ces dernières années, alors que les vagues orageuses de la révolution mondiale avaient roulé jusqu'à la paisible demeure du vieux parti social-démocrate et qu'on avait en main les éléments d'une action intense, cette misérable clique pourrie jusqu'à la moelle trahit alors la cause du peuple. Oubliant facilement les choses, les vieux ouvriers ne se souviennent plus des temps de famine provoquée par le blocus de l'Entente pendant la guerre; ils ne se rappellent plus comment Branting et consorts afflu d'obtenir le pouvoir, promirent au peuple le suffrage universel, ainsi que d'autres importantes réformes socialistes, voire même tout un système de socialisation réalisée sur une vaste échelle, et comme par la suite ces gens-là déçurent les espérances de chacun. La mémoire des jeunes gens est plus fraîche; car ils n'oublient point leurs déceptions et se souviennent par exemple que les promesses de réforme des droits électoraux n'ont été pour eux qu'une privation du droit civil commun. Et, bien qu'il soit aisé d'attirer la jeunesse prolétarienne au travail grâce aux nouvelles idées, ceci toutefois rend sa tâche difficile pour les travaux qui doivent avoir lieu sur une vaste échelle et au sein même d'organisations communistes. Il est donc préférable, dans l'intérêt de notre cause, de développer parmi la jeunesse un mouvement distinct et entièrement indépendant qui contribuerait à un renforcement prodigieux de la puissance créatrice de la révolution.

Il nous est nécessaire de fonder des jardins enfantins, car ainsi que nous l'a prouvé l'exemple de la Suède, l'activité communiste parmi les enfants est une chose tout à fait à part, et pour la jeunesse les écoles fonctionnant sous la surveillance de bonnes femmes ne peuvent avoir aucune importance par ces temps de nouvel évangile. Dans cette lutte de classe, nous avons actuellement besoin d'une avant-garde de jeunes gens, de guerriers unis dans leurs propres organisations et qui, agissant séparément, se trouvent en liaison intime avec leurs camarades de classe, soldats de l'armée internationale prolétarienne.

Selon toute probabilité, cette manière d'envisager les choses ne sera point comprise de tout le monde. Cependant il est hors de doute que le meilleur moyen d'éduquer les masses du prolétariat et de les faire prendre part à la lutte révolutionnaire consiste à en créer des bataillons de lutte appropriés à cet effet. Le mouvement de la jeunesse en Suède en est une preuve. Et ainsi, l'importance de ce mouvement augmentera incommensurablement, et l'exemple de sa vitalité favorisera la préparation du terrain pour l'Internationale de la Jeunesse dans les pays où celle-ci n'a encore qu'une influence minime, et où elle est même encore méconnue. Nos camarades de la IIIe Internationale, nos aînés devront tendre la main à la Jeunesse Internationale communiste, dont les membres en rangs serrés marchent en avant, sous l'étendard sanglant de la Liberté du prolétariat révolutionnaire.

Hjalmar Wixten.

Moscou, juin 1920.

La situation en Danemark en 1920.

Pendant la guerre mondiale, le Danemark s'est trouvé dans une situation très favorable par rapport aux pays combattants, car tout ce qui se fabriquait dans le pays, était acheté par les belligérants aux prix les plus élevés. La Bourse était en proie à la spéculation la plus éhontée. Des fortunes colossales s'édifiaient journellement et des quantités d'entreprises plus ou moins charlatanesques faisaient leur apparition. La situation commerciale était très favorable à l'encontre de ce qui avait été jusqu'à 1914, où le Danemark avait pas mal de dettes à l'étranger. Mais du plus large point de vue social, le bien-être de la population, s'est au contraire aggravé. Seule une petite clique de grands commerçants et industriels, a tiré profit des circonstances, et si les grandes fortunes ont encore augmenté, les ouvriers n'en sont pas moins restés pendant 5 ans avec un salaire insignifiant et constamment en butte au chômage (60 à 70 mille en hiver, pas moins de 20 mille en été, sur une population de trois millions). Les employés se sont prolétarisés tout à fait, car si les prix ont terriblement monté, leur salaire n'en a pas été modifié pour cela.

L'Etat s'efforce de combler l'abîme entre la classe des bourgeois, vivant dans l'opulence et le peuple appauvri, grâce au système bien connu dans tous les pays, du „socialisme“ d'Etat panaché, qui consiste à contrôler l'exportation et l'importation, la répartition des denrées, les subventions gouvernementales pour la baisse des prix, le soutien des pauvres sous différentes formes, etc.

Mais ces mesures réagirent bien peu sur la situation, et même le rationnement des produits était ressenti comme une mesure de classe, car les riches pouvaient se procurer facilement tout ce dont ils avaient besoin.

La paix a profondément modifié la situation commerciale. Toute la vie économique du Danemark se trouve sous la complète dépendance de l'étranger, car elle ne possède ni matières premières, ni sources d'énergie et même l'agriculture, qui est son nerf principal, dépend de l'importation des machines et du fourrage, car l'industrie rurale du Danemark consiste presque exclusivement en la fabrication du jambon, du beurre, etc. etc. Pendant la guerre la quantité du gros bétail a diminué de 10 fois, soit à cause de la spéculation, soit par suite du manque de fourrage. Les dépôts de marchandises s'étant épuisés, la population a ressenti durement les misères de la disette.

Lorsque le commerce international a été repris, la balance commerciale s'en est trouvée changée défavorablement pour le Danemark.

An cours d'une période relativement courte, non seulement nous avons épuisé nos provisions, mais l'importation a tellement excédé l'exportation, que présentement nous devons à l'étranger 2 milliards de couronnes, — et le cours de la couronne danoise tombe rapidement.

La dette de l'Etat a plus que doublé. Les cinq dernières années, toutes les sociétés ont dû contracter de grands emprunts. Ces derniers furent réalisés

dans les banques danoises, et la conséquence en est que ces dernières, outre un bon rapport, se sont encore assurées une grande influence sur toute la vie politique. Pour ne citer qu'un exemple, en 1916, les banques ont forcé le gouvernement à adopter une série d'impôts indirects.

Pendant la guerre une grande concentration de capitaux s'est opérée.

De nombreux trusts industriels ont été créés.

L'année 1920 a apporté, avec la transformation de la situation commerciale, nombre de krachs des entreprises de chantage créées pendant la guerre; quelques vieilles maisons de commerce et quelques petites banques ont fait également connaissance avec la banqueroute. En ce moment nous nous trouvons en présence de tous les symptômes d'une grande crise économique.

An cours de cette période, la production du pays n'a cessé de tomber.

La situation des ouvriers.

Les ouvriers danois sont organisés en syndicats, et ces derniers à leur tour en „Collaboration des syndicats“ (De samvirkende Fagforbund, D. S. F.). Leur principal adversaire est le puissant syndicat des patrons.

La liberté d'action des syndicats est entravée par le traité de 1899 (contrat de septembre). Dans les syndicats la direction appartient aux opportunistes modérés. Ils préfèrent les pourparlers aux grèves, et les allocations à l'augmentation du salaire.

L'opposition qui revêt un caractère syndicaliste, a fondé ses propres groupes dans la plupart des syndicats; ces groupes se sont rattachés à leur tour à „l'Union de l'opposition syndicale.“ (Fagoppositionens Sammenslutning, F. S.) qui publie son propre journal quotidien „Solidaritet“.

Par suite de dissensions intestines dans la D. S. F., une partie des syndicats s'est détachée et a fondé „L'Union des syndicats libres“ (De Frie Fagforeningers Sammenslutning) dans laquelle chaque syndicat garde sa complète liberté d'action. Le plus important est le syndicat des ouvriers du bâtiment, l'organisation des marins, et l'union des dockers de Copenhague.

Quelques-unes de ces organisations revêtent un caractère syndicaliste.

Pendant la guerre, les salaires ont baissé, du fait que les augmentations ne répondaient pas à l'élevation du coût de la vie.

D'après la statistique officielle, le salaire d'un ouvrier moyen en 1914 était de 1.350 couronnes, en 1918, 2004 couronnes. La valeur de la couronne toujours d'après la statistique officielle, valait en 1918, 56 ores. Ainsi le salaire réel ne s'élevait qu'à 1120 couronnes, d'où un déficit de 230 couronnes et pour les années intermédiaires, le déficit était de 50, de 110 et 250 couronnes.

En 1919 les conditions se sont améliorées, et le déficit par rapport à 1914, ne s'élève qu'à 185 couronnes.

Vers le 1-er Janvier 1920, le déficit s'élevait à 455 couronnes et un stacicien a calculé, qu'en admettant

que les conditions ne changent pas plus fortement, il faudra près de trois ans pour que les ouvriers puissent couvrir leur déficit. Mais cela prouve seulement que de 1914 à 1923, aucune amélioration n'est survenue et ne surviendra dans la situation des ouvriers en dehors de la diminution de la journée de travail.

Les ouvriers tâchaient d'obtenir eux-mêmes, par une action directe, sans passer par des contrats et les syndicats, et souvent même au prix d'une lutte acharnée et de grèves „illégalles" l'amélioration des salaires et des conditions de travail. En 1918, les ouvriers du bâtiment, au prix d'une grève de trois mois, ont obtenu la journée de 8 heures.

Par la suite, la journée de 8 heures a été sanctionnée légalement.

Le 1-er Février 1920 le terme des 14 points est arrivé à expiration. Aussitôt le trust des patrons déclarait, qu'il ne céderait sur aucun point et versait en même temps au compte courant 25 millions de couronnes pour les dépenses „militaires". Entre temps, la O. S. F. se vit forcée de revendiquer pour ses membres certaines concessions, notamment, l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

Beaucoup d'ouvriers travaillaient pour des salaires de famine. Les ouvriers cordiers, papetiers, boulangers ainsi que certaines autres catégories de travailleurs se trouvaient dans une situation des plus difficiles.

Ce qui n'empêcha pas la D. S. F. de déclarer à ses membres qu'elle n'avait pas assez d'argent dans sa caisse pour mener la lutte.

Les pourparlers ont duré 2 mois et n'ont mené à aucun résultat. Vers la fin de mars, les patrons ont fait peser la menace d'un lock-out général.

Par suite des conditions politiques, la situation s'est d'abord fortement tendue. Pendant la guerre le cabinet avait à sa tête le radical Tzalé, soutenu par le parti social-démocrate qui durant les dernières années avait son représentant dans le cabinet de Staouning.

Le cabinet s'appuyait sur la majorité (composée de 2 voix) dans le Folkting, (1-ère chambre) alors que dans le Landsting (2-ème chambre) l'opposition conservatrice dominait. Sur la question des réélections, les voix dans le Folkting étaient également partagées. — Le roi a profité de cette situation pour dissoudre le cabinet Tzalé et former un cabinet conservateur.

En réponse au coup d'Etat royal, le parti social-démocrate mit en demeure la D. S. F. de déclencher la grève générale.

La grève générale fut saluée avec enthousiasme par toutes les organisations ouvrières; les cheminots et les employés des postes s'y joignirent. Toutes les divergences politiques furent mises de côté. Les organisations syndicalistes ne se sont pas que jointes à la grève, mais encore ont posé des revendications économiques spéciales. Elles sont même allées jusqu'à exiger l'amnistie des prisonniers politiques. Beaucoup de militants révolutionnaires et anti-militaristes actifs se trouvaient emprisonnés. Cette revendication figurait dans le programme de la grève générale.

Devant la volonté inflexible des ouvriers, la bourgeoisie a dû céder. Le roi a dissous le cabinet conservateur et formé un ministère d'affaires, dans le-

quel sont entrés 2 social-démocrates. L'amnistie politique fut accordée. L'idée d'un lock-out général fut abandonnée et il fut annoncé que des pourparlers particuliers auraient lieu avec chaque syndicat séparément, et que des concessions de la part des patrons n'étaient pas chose impossible.

Les „syndicats libres" qui avaient participé à la grève, n'ont pas acquiescé à l'accord, car leurs revendications économiques ne reçurent pas satisfaction.

Il s'entendirent, et comme les matelots et les dockers de Copenhague, considéraient le moment favorable, pour défendre leurs intérêts (un accord venait d'être conclu avec l'Angleterre pour une importante livraison de produits agricoles), ils ne cessèrent pas la grève et posèrent leurs conditions aux grandes compagnies maritimes, qui, pendant la guerre, donnaient des dividendes fabuleux.

Les autres syndicats décidèrent de reprendre le travail et de soutenir économiquement les grévistes, attendu que leur refus de reprendre le travail ne pouvait avoir aucune influence sur la marche de la grève.

Cette grève continue encore (28 Mai), elle en est à sa huitième semaine. Le commerce pendant ce temps se trouve complètement paralysé, et les produits agricoles dorment dans les dépôts. La grève a provoqué une certaine baisse de prix sur les produits alimentaires.

Les capitalistes mènent la lutte avec la plus grande exacerbation. Toute la presse bourgeoise est mobilisée pour faire chorus contre les grévistes. On tente même de les pousser à certains excès, mais jusqu'à présent ils évitent avec soin de tomber dans toute provocation. On veut emprisonner leurs leaders. Un corps bourgeois de briseurs de grèves, „l'aide sociale" (Samfundshjælpen) travaille dans le port sous la protection de la police. Le premier jour ils furent conduits à l'ouvrage par le social-démocrate Jensen, membre du gouvernement.

Tandis que cette lutte acharnée se continue, quelques syndicats ont commencé les pourparlers avec les patrons. Mais les concessions faites aux travailleurs sont si minimes, qu'elles ne peuvent amener la „paix sociale". Les premières grèves „illégalles" dans l'industrie des chaussures, ont éclaté après la conclusion de cet accord. Mais la plupart des syndicats n'ont toujours pas conclu de contrats.

Les tendances révolutionnaires.

La social-démocratie danoise suit ponctuellement la ligne politique des Scheidemannistes allemands.

C'est ce qui a provoqué au printemps 1918, la fondation d'une nouvelle organisation révolutionnaire: le parti ouvrier socialiste (Socialistisk Arbejderparti) qui est issu du vieux parti. Cette organisation a souffert dès ses premiers pas de l'insuffisance de forces dirigeantes, car seule une fraction minime de l'opposition a quitté le parti tandis que la majeure partie, les leaders de l'union social-démocrate de la jeunesse, sont restés dans le parti par considérations de tactique voulant voir quelle serait son attitude après la guerre.

Le parti socialiste ouvrier a mené entre temps une forte propagande révolutionnaire et pendant l'été de 1918 a organisé quelques grandes démonstrations

ouvrières (contre la cherté de la vie et le militarisme).

L'affluence des membres dans le parti fut assez importante. En octobre, il a commencé la publication d'une petite feuille *Klassekampen* (La lutte des classes).

En novembre 1918, le parti avec „l'Union de l'opposition du mouvement syndical“ (F. S.) a de nouveau organisé deux grandes démonstrations, pour la libération des prisonniers politiques. On est allé jusqu'à une rencontre avec la police (sans aucun doute par suite d'une provocation).

Les leaders du parti, le président Tégersen et le rédacteur du journal *Klassekampen* Maria Nilsen, furent arrêtés et mis en prison avec de nombreux syndicalistes.

Après avoir purgé une prévention de six mois, à laquelle les emprisonnés mirent fin en déclarant la grève de la faim, les leaders du mouvement furent condamnés à une année et demie d'emprisonnement, et les autres personnes impliquées à des peines moins graves. Le parti ouvrier socialiste, encore faiblement préparé et avec une organisation précaire, a périéclité par suite de l'absence de chefs. L'organe du parti a même cessé de paraître.

En été 1919, l'union social-démocratique de la jeunesse a décidé de rompre avec la social-démocratie. Beaucoup de social-démocrates indépendants et de membres du parti ouvrier socialiste, ont fondé une nouvelle organisation: „Le parti socialiste gauche“ (Venstersocialistiske Parti) qui publie un petit journal hebdomadaire *Arbeidet* (Le travail).

Au début, le parti se ressentit fortement de l'absence de leaders. Ces derniers devaient être fournis par l'union social-démocrate de la jeunesse. Pendant ce temps, les éléments modérés acquéraient la prépondérance dans l'union de la jeunesse. Une scission s'étant produite lors de la formation du nouveau parti, sa fraction révolutionnaire est actuellement excessivement faible.

Le parti possède dans une certaine mesure un caractère parlementaire. Il s'est signalé par sa propagande au cours des dernières élections et par la publication de son organe, qui n'a pour le moment qu'un très petit nombre d'abonnés.

La situation politique n'est pas favorable à un tel parti.

Les élections d'avril 1920 ont donné la majorité au parti conservateur dans le Folksting, comme dans le Landsting, et de ce fait le pouvoir gouvernemental leur est échü.

La social-démocratie, qui, pendant la „grève générale“, a regagné en grande partie les sympathies des travailleurs, s'est vue contrainte de passer à l'opposition. Elle a rompu avec l'alliance bourgeoise, et c'est avec un programme très radical qu'elle se présente aux élections qui doivent avoir lieu en juillet. Ce pro-

gramme comporte: la république, le système d'une chambre unitaire, le droit de vote à l'âge de 21 ans et les „conseils industriels“.

Il est hors de doute qu'elle n'est pas en état de mener une politique tant soit peu socialiste. Elle est trop corrompue par les idées bourgeoises. Mais elle saura maintenir son influence pendant quelque temps sur les masses ouvrières, que son „opportuniste“ a orientées vers le parlementarisme.

En même temps les antagonismes de classe deviennent plus aigus. On peut s'en rendre compte par les grèves incessantes, qui éclatent dans le pays et pendant lesquelles la social-démocratie collabore presque toujours avec la bourgeoisie, pour briser les grèves. C'est ainsi qu'elle a mis un terme à la grève déclenchée par le bureau des syndicats de Copenhague. Mais elle va trop loin dans cette politique, et ce faisant elle aide au développement des travailleurs de tendance anti-parlementaire.

„Les syndicats libres“ ne se bornent pas à mener une politique de grève sur une base purement économique, mais s'efforcent avec énergie d'obtenir „le droit de coparticipation“, et le contrôle sur l'industrie.

Par suite d'une telle situation, „l'opposition du mouvement syndical“ joue un rôle prépondérant, et son organe *Soldaritet* atteint un tirage assez élevé (10 mille exemplaires).

En 1919 „l'opposition du mouvement syndical“ a élargi le cadre de son organisation et lors des réélections elle s'est placée sur la plateforme du système des soviets.

Pourtant, par peur d'être accusé „d'adhérer à un parti“ contre la politique parlementaire, elle n'a pas jugé possible de s'unir à la III-e Internationale.

L'union de la jeunesse socialiste, de tendance plutôt anarchiste, se trouve dans la même position. Elle édite un journal mensuel *La guerre rouge* (Den røde Krig). Dans son congrès tenu récemment, cette union s'est prononcée pour l'idée des soviets, mais n'a pas adhéré à la III-e Internationale, „pour ne pas se lier par des méthodes et une tactique spéciales“.

En général, au Danemark le mouvement révolutionnaire organisé est faible. Mais il faut dire qu'en ce moment les idées fermentent fortement parmi les ouvriers.

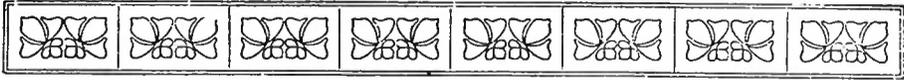
L'union du parti socialiste avec „l'opposition du mouvement syndical“ F. S. et la publication par eux d'un organe commun, leur seraient extrêmement utiles. Cela permettrait de placer tous les éléments ouvriers révolutionnaires sous une direction générale. Cependant, une lutte paraît probable entre les deux groupes (bien que jusqu'ici leurs rapports aient été neutres), car le parti socialiste de gauche a commencé à fonder ses sections d'opposition syndicale et dans ce cas il devra se heurter à la résistance de „l'opposition du mouvement syndical“. (F. S.).

Maria Nilsen.

oo

Tant que le prolétariat se sert de l'État, il ne le fait point pour assurer la liberté mais pour écraser ses ennemis; mais aussitôt qu'il pourra être question de liberté, l'État comme tel cessera d'exister.

Frédéric Engels.



Le mouvement gréviste en Finlande.

I.

Après avoir étouffé au printemps de 1918 la révolution ouvrière, la bourgeoisie finlandaise s'est efforcé consciemment de briser pour longtemps la force du prolétariat. Elle a voulu que, dans l'avenir, les ouvriers n'aient plus aucune envie de reprendre *la lutte de classe*.

Et pour qu'il en soit ainsi, politiciens, capitalistes et dirigeants bourgeois ont déchaîné leur garde blanche sanguinaire sur le prolétariat finlandais. La bourgeoisie se délectait de saignée infligée à l'ennemi qui avait osé se révolter contre *l'ordre sacré* capitaliste. Elle applaudissait à cette répression qui aurait pour effet, d'affaiblir la classe ouvrière.

Pour les mêmes raisons les capitalistes tendirent jusqu'à l'extrême violence les forces de leur appareil d'oppression, afin d'annihiler les acquisitions antérieures des travailleurs qui auraient pu leur servir de prémisses pour le relèvement du mouvement ouvrier et de l'action des masses.

Aussi la bourgeoisie atteignit-elle son but, mais ce ne fut que pour un temps. En 1918, aucune trace du mouvement ouvrier, encore moins d'explosions révolutionnaires. Il ne se manifesta même pas sur le terrain économique, bien que les souffrances des travailleurs fussent insupportables.

La classe ouvrière n'était pas alors en état de se défendre, même faiblement, contre l'exploitation économique et les persécutions politiques.

La pression de la terreur bourgeoise et de la dictature capitaliste fut épouvantable. Les masses ouvrières — les unes dans les camps de concentration ou aux travaux forcés, les autres entassées dans leurs misérables mesures — se crispèrent dans des convulsions terribles.

La même situation continua en 1919. Mais tout de même, de ci, de là, on pressentait déjà le réveil. Tout doucement l'action de la social-démocratie et des syndicats, l'action d'organisation commença ouvertement, sous la conduite de chefs opportunistes. L'action communiste clandestine se fit aussi sentir. Et au printemps de 1919 parurent *les premières hirondelles*.

Nous voulons parler des grèves économiques de 1919; toutefois, elles furent peu nombreuses. Nous ne possédons pas de renseignements précis à ce sujet, mais le rapport de l'organisation syndicale centrale de Finlande sur l'activité des syndicats en Finlande au cours de l'année 1919 mentionne 15 grèves survenues dans huit branches différentes de l'industrie. Ce ne furent toujours que des grèves de faible importance, des tentatives déterminées par la situation désespérée, probablement en connexion avec l'accroissement de l'esprit révolutionnaire.

Les grèves des ouvriers du transport, et des dockers de Helsingfors et de Kotka sont une exception sous beaucoup de rapports. Elles se déclenchèrent sans l'autorisation des chefs opportunistes des syndicats et furent relativement acharnées. Ces grèves provoquèrent une forte indignation parmi la bourgeoisie, étant donné qu'elles étaient la première collision entre la classe laborieuse qui commençait à se réveiller et la bourgeoisie qui prospérait dans les trains de sang ouvrier.

Ces grèves ne purent, bien entendu, ébranler sensiblement les fondements du régime bourgeois. Mais elles sont les signes avant-coureurs des futures actions des masses.

Les résultats de la lutte de classe en 1918 — 1919 furent favorables à la bourgeoisie. Ainsi le journal progressif bourgeois *Korjalan Aamulehti* dans son article du 19 mai sur les grèves, écrit, entre autre, ce qui suit:

„Pendant deux ans notre pays a connu la tranquillité et s'est reposé des désordres sérieux provoqués par les ouvriers. Sous ce rapport il y régnait un calme plus grand que dans tous les autres pays”.

Mais ces temps sont loin. Les premières hirondelles furent suivies par d'autres en 1920. L'organe des ultra-activistes-nationaux „*Suunta*” constate dans son numéro du 1-er mai:

„*Les grèves deviennent un phénomène de plus en plus ordinaire dans notre pays* et nous présagent de ce que nous avons à attendre en été”.

La supposition du journal *Suunta* est juste. De notre côté nous ne pouvons que constater que la politique visant à la destruction de l'esprit de combativité de la classe laborieuse, inaugurée par la bourgeoisie en 1918 et poursuivie ensuite avec une conséquence parfaite, n'a tout de même pas donné les résultats espérés.

La désorganisation économique pousse les masses à l'action malgré toutes les mesures préventives de la bourgeoisie. En Finlande les prix ont aussi monté d'une façon incroyable. Le gouvernement bourgeois est forcé d'avouer qu'ils ont monté de 3 fois en comparaison des prix de 1914. Il avoue en même temps que le salaire n'a augmenté que de 7 à 8 fois. D'après des renseignements fournis par des ouvriers, il résulte qu'à Helsingfors, par exemple, les prix ont monté de 10 fois. Selon les mêmes renseignements, les salaires n'ont pas augmenté dans la mesure affirmée par le gouvernement.

Citons quelques passages empruntés aux articles concernant la situation de la Finlande sous ce rapport.

Le fameux leader opportuniste des syndicats écrit dans le journal opportuniste *Le Social-Démocrate de Finlande* du 3 mars:

„Bien que la Finlande ait échappé à la mort par la famine, la situation économique est telle que la majorité de ses habitants se trouve dans les plus misérables conditions d'existence”. Les impôts inouïs jettent les petits contribuables dans le déséquilibre économique, la situation est aggravée par l'augmentation énorme des prix sur toutes les marchandises dépassant de plusieurs fois les prix existant dans les pays soi-disant neutres.” *La Finlande est devenue la terre promise des spéculateurs, des mercantis et des dilapidateurs des deniers publics*”.

Le même collaborateur écrit plus loin, „Cette situation économique devient intolérable pour les travailleurs, et il est impossible de les sauver par des parades militaires et par une économie publique dirigée à coups de bâtonnettes”.

Les chefs opportunistes n'ont pas coutume d'exagérer les dangers de la situation du régime bourgeois qu'ils défendent. Et la situation était bien telle qu'il la décrivait.

Un camarade communiste, dans sa lettre de Finlande au journal *Vapaus*, décrit la situation de la manière suivante:

„La république de la réaction finlandaise est en pleine décadence économique et se trouve à la veille d'une catastrophe

Les social-démocrates blancs s'appliquent de toutes leurs forces à améliorer la situation financière du pays, mais le budget est devenue chose si ardue, que les partis bourgeois ne savent plus comment le boucler. *Toutes les classes sociales sont épouvantées par le poids écrasant des impôts.* Les industriels menacent d'arrêter les usines, les propriétaires de cesser les travaux dans leurs exploitations agricoles, et les travailleurs et les petits employés ne savent que faire, ni où se procurer les moyens d'acheter le pain si cher, si le salaire qu'ils reçoivent leur est repris sous forme d'impôts.

Ce même camarade dit que «la situation économique empirant de jour en jour, pousse les ouvriers aux grèves».

Et en effet, en examinant les événements survenus en Finlande pendant les derniers mois, nous constatons un mouvement progressif parmi les travailleurs basé sur des questions économiques.

Ce mouvement a commencé dès le début de l'année. Au cours de janvier et de février, des grèves dans l'industrie métallurgique éclatèrent dans six endroits. Le mouvement gréviste n'a pas cessé d'aller en s'élargissant. Les ouvriers de l'atelier de fonderie de l'usine de Tali, bien qu'ils ne fussent qu'un nombre de trente, provoquèrent par leur grève la suspension des travaux dans tous les autres ateliers de cette usine. Cette grève fut des plus acharnées et ne s'est terminée que récemment. Les électriciens de Tammerfors, les ferblantiers d'Abo et une partie des métallistes de Helsingfors commencèrent aussi à s'agiter. Le journal *Karjala* du 11 mai publie un article sur «la prochaine grève générale des métallistes».

Les ouvriers du bâtiment d'Abo et de Helsingfors présentent aussi leurs revendications. A Helsingfors les capitalistes n'ont abouti qu'à un contrat provisoire avec les ouvriers du bâtiment et sont tenus de conclure prochainement un contrat permanent s'ils veulent s'éviter de gros embarras.

Les menuisiers de l'usine Bilnäs (grande entreprise manufacturière) s'agitèrent et, dans quelques endroits, les peintres aussi. Le mouvement gréviste se répandit jusqu'où le travail paisible n'était ordinairement pas troublé. La grande entreprise coopérative «Elanto» dirigée par des chefs opportunistes de la social-démocratie et par les éléments progressifs bourgeois du même genre, excita contre elle une partie de ses ouvriers. Une grève éclata. Les téléphonistes de la société téléphonique de la Finlande du Sud, par suite de la modicité de leur salaire, eurent recours à un moyen qui dans leur milieu paraissait impossible: la grève. Les capitalistes réussirent à étouffer cette grève et les malheureuses furent forcées de continuer à traîner la même vie de demi-famine.

Dès les premiers jours du printemps, les grèves se déclarèrent parmi les ouvriers flotteurs. Ces grèves eurent lieu en province. Elles causèrent de grandes inquiétudes à la bourgeoisie qui craignait, qu'elles ne fussent les premières hironnelles, qui viendraient faire entendre aux ouvriers agricoles des chants d'appel à la lutte. L'angoisse dans l'âme, la bourgeoisie entrevoyait déjà «les émeutes des ouvriers agricoles succédant aux grèves des flotteurs». Le journal *Karjala* du 11 mai déclare, avec un soupir de soulagement, que jusqu'à présent rien de pareil n'est survenu et l'on ne peut que constater une augmentation insignifiante des salaires des ouvriers agricoles pendant l'été, sur la propre initiative des patrons eux-mêmes.

Nous connaissons les propriétaires finlandais et les exploitants de la campagne. S'ils ont augmenté le salaire des ouvriers agricoles — chose que nous n'avons pu contrôler — ils ne l'ont fait que pour éviter de plus gros ennuis sur le terrain économique.

Actuellement la possibilité d'une complication de la situation

n'est pas exclue, étant donné que les conditions de vie des ouvriers agricoles sont loin d'être brillantes.

Cette avalanche de grèves a inquiété, paraît-il, la bourgeoisie, qui vécut en parfaite tranquillité pendant deux années. Ainsi, le journal *Suunta* si souvent mentionné, en rappelant les grèves de l'année passée, écrit au 1-er mai:

«Les armateurs sont très inquiets par suite de l'esprit qui règne parmi les dockers, lesquels, paraît-il, sont prêts à suivre l'exemple de leurs camarades de l'étranger en désertant le travail au début même de la reprise de la navigation».

L'organe des monarchistes de Helsingfors *Uusi Suomi* s'exprime sur le même ton le 11 mai.

Les augures ne se sont pas trompés. Déjà le 20 mai les grèves ont commencé dans les environs de Viborg et dans les ports de Trangund, Björkö, Tervaniemi et Harjuniemi. Simultanément une collision se produisait aux scieries de Harjuniemi et Justila, dans la première sous forme de lock-out capitaliste.

La grève des armateurs engloba de 1200 à 1500 ouvriers, mais elle aurait pu entraîner des masses ouvrières plus considérables dans les branches de l'industrie du bois et dans le transport, ce qui fut prouvé par la suite. Les grèves aux environs de Viborg ont été les plus importantes de l'été. En outre, autant qu'on en peut juger, elles furent très acharnées de part et d'autre.

II.

Bien que la bourgeoisie elle-même soit forcée d'admettre que la situation de la classe ouvrière est misérable—ce qui la pousse à lutter—la presse de la réaction finlandaise discute néanmoins, cette année, comme l'année passée pendant les grèves des dockers, la question du caractère du mouvement gréviste actuel.

Il n'y a pas journal bourgeois plus ou moins important, qui ne discute la question du caractère politique ou économique de ces grèves.

Les motifs de pareilles discussions sont nombreux. Le premier c'est certainement, que la bourgeoisie pense avec crainte à l'influence de sa dictature sur la classe ouvrière, qui a pour résultat des émeutes parmi les ouvriers. C'est pourquoi le journal conservateur suédois de Helsingfors *Hufvudstadsbladet* écrit: «L'abîme entre les rouges et les éléments bourgeois est plus profond que jamais et le nombre des premiers s'accroît de jour en jour». «Le fait est que les esprits fermentent, que beaucoup d'agitateurs s'en vont à travers le pays pour exciter le peuple et que les bolchéviks finlandais n'attendent qu'une chose, une nouvelle révolution».

Ce ton est très habituel dans les cercles bourgeois. C'est la crainte des grèves qui s'y fait entendre, elle explique aussi l'intérêt qu'ils portent à leur caractère.

En ce qui concerne le caractère des grèves, elles poursuivent — autant que l'on peut juger d'après les revendications formulées—l'amélioration de la situation économique de la classe ouvrière. Toutes ont été suivies d'une revendication d'une augmentation des salaires. En outre, on réclamait le remplacement de la journée de 9 heures par celle de 8 heures. La journée de 8 heures conquise en 1917 simultanément avec les camarades russes, fut supprimée par la dictature de la bourgeoisie en 1918. Pendant les grèves des dockers dans la région de Viborg les ouvriers déclarèrent que l'obtention de la journée de 8 heures avait plus d'importance que le relèvement des salaires. Ainsi, la lutte pour la journée de 8 heures tendait à ce que les résultats obtenus auparavant par les ouvriers fussent légalement reconnus.

Un fait surtout saute aux yeux quand on examine le caractère des grèves.

Ces grèves ne s'effectuaient pas, paraît-il, sous la direction des leaders et des bureaucrates du mouvement syndical opportuniste.

Le journal *Unsi Suomi* écrit le 11 mai :

„Bien souvent les organisations ouvrières et les syndicats n'approuvent pas les grèves, mais dans ce cas leur influence est presque nulle. Lorsque, par exemple, les ouvriers du bâtiment commencèrent au printemps à désertier le travail, le *Social-Démocrate* de Finlande publia maintes fois des articles les invitant à le reprendre, mais ce fut en vain". „Les dernières grèves sont évidemment soutenues, par de soi-disant syndicalistes ayant à leur disposition de l'argent russe". „Ils ont organisé par tout le pays une agitation en faveur des grèves". „Faute d'autre issue, les organisations ouvrières sont obligées de soutenir les grévistes".

Le même journal écrit plus loin : „Quant à l'arrêt des travaux dans le bâtiment de a commencé justement par cette désertion du travail".

„Ce qui frappe, c'est que toutes les complications commencent dans des entreprises dont l'arrêt aurait eu pour résultat la cessation de tous travaux de construction".

En ce qui concerne l'industrie métallurgique, „une partie des ouvriers de Helsingfors ne venait pas au travail".

Dans une réunion du syndicat des petits capitalistes „fabricants et artisans" qui eut lieu récemment à Helsingfors, un trait en rapport avec la situation du prolétariat de Finlande en général, fut constaté. Ces messieurs se rendirent compte que „le front n'était pas aussi solide du côté des patrons, qu'il l'était par le passé", pendant les grèves.

A propos de la grève des couvreurs et des chaudronniers de Helsingfors, le journal *Unsi Suomi* écrit : „On peut noter, comme trait caractéristique, de cette grève, que les éléments ouvriers socialistes de la droite se prononcèrent contre la grève, tandis que les communistes qui forment la majorité, s'en tiennent à leurs prétentions premières".

En complément à ce qui a été dit ci-dessus sur le caractère de la grève actuelle, on peut constater, qu'elle est une répercussion de la lutte acharnée et de longue date entre les éléments opportunistes et révolutionnaires du mouvement ouvrier de Finlande qui a mené à la formation d'un parti socialiste de la gauche, qui a décidé d'adhérer à l'Internationale Communiste. Comme résultat : la rage de la bourgeoisie dictatrice se manifeste en arrestations et en poursuites judiciaires. Quelques décisions prises au congrès des syndicats, dont le résultat principal amena la rupture avec les anciens chefs ultra-opportunistes — sont la conséquence de cette même lutte.

Dans ces conditions, il y a tout lieu d'affirmer que bien que le mouvement gréviste en Finlande ne s'exprime que par des revendications économiques, son caractère est tout de même politique, car il prouve que les masses se ressaisissent et qu'elles ont conscience du sentiment de leur force. Ces circonstances provoquent l'exacerbation de la lutte de classe.

Malgré tous les événements des deux dernières années et demie et peut être par suite même de ces événements, la lutte de classe en Finlande n'est rien moins qu'une guerre civile. De la part de la bourgeoisie, elle est déclarée, armée et violente. De la part de la classe ouvrière elle n'est encore ni violente, ni armée. Toutefois, bien des circonstances — les grèves actuelles autant que les autres — dénotent une exacerbation de la lutte de classes. Sera-t-elle la même qu'au printemps et qu'en été de 1919, comme le craint la bourgeoisie — c'est ce que l'avenir dira. Mais l'impression que font les grèves — quand on examine parallèlement les aspects de la lutte politique et surtout la croissance du mouvement communiste — est que le pays va rapidement vers la révolution. Les événements de l'étranger, les périodes de guerre civile, les flots de la révo-

lution internationale favorisent certainement son développement. Un traité de paix entre la Finlande et la Russie Soviétiste serait, à notre avis, d'une importance énorme.

Les chefs opportunistes de la social-démocratie et des syndicats voient eux-mêmes que le mouvement ouvrier s'est échappé de leurs mains, et qu'il se développe dans le mouvement des masses, ébranlant les bases du système bourgeois, bien que dans la majorité des cas il soit inorganisé et instinctif. En tout cas, il est hors de la sphère d'influence des laquais de la bourgeoisie.

La situation actuelle des ouvriers et leur état d'esprit expliquent ce fait que l'un des chefs des syndicats lui-même constate dans le journal opportuniste, *Suomen Social-demokratii*, la stérilité de la politique réformiste. Il écrit dans le numéro du 3 mars : „Attendu que la vie économique du pays et même de toute l'Europe est en décadence, le mouvement syndical ne peut certainement pas améliorer d'une façon tant soit peu satisfaisante la situation des ouvriers par des revendications d'augmentation des salaires". Un mois plus tard et dans le même journal, un article sur les métallurgistes dit en substance : „La bourgeoisie finlandaise craint partout une nouvelle révolution. Elle voit la fermentation parmi les ouvriers et les accuse en bloc de tous nos maux. Mais le fait est que la faim et les misères ont créé une situation tellement désespérée pour les ouvriers, que, malgré leur expérience amère et le glaive menaçant des gardiens du capital, l'effervescence s'accroît dans leur milieu et ils sont forcés de recourir à tous les moyens possibles pour améliorer leur situation. La classe ouvrière ne peut actuellement tenir compte de ce que ses revendications soient acceptables pour la bourgeoisie et qu'elles soient conformes aux lois ou non, — elle ne cherche qu'à améliorer sa situation difficile".

De telles paroles, exprimées par des chefs social-démocrates ne sont que des paroles creuses ou des menaces stériles et, en ce qui les concerne, ils ne songent pas à les mettre à exécution. Au moment de leur réalisation ils prennent la fuite, comme les Kautskistes, ces ennemis de la révolution prolétarienne et de la dictature de la classe ouvrière. Toutefois, le contenu de la citation ci-dessus a en vue de décrire ce qui se dit dans les milieux ouvriers et d'attirer les ouvriers de son côté. Peine perdue!

Il est évident que par suite des rapports réciproques actuels des classes, la bourgeoisie se tient sur ses gardes. Le journal *Suunto*, partisan enragé de la politique de fer et de sang, demande dans son numéro du 1-er mai : „Le gouvernement a-t-il entrepris quelque chose pour le cas où ce qui s'est produit il y a trois ans se répéterait aujourd'hui?"

La bourgeoisie et le gouvernement finlandais se sont, selon toute probabilité, bien préparés. C'est ce qui explique, entre autre, pourquoi la police voulait savoir à l'usine de Tali „s'il y avait de l'autre côté de la frontière quel'un qui prenait part à la grève" et „d'où le syndicat touchait ses fonds". Pendant la grève de „l'Elanto", la police mit ses automobiles à la disposition des social-traitres qui étaient à la tête des ouvriers, pour briser la résistance des grévistes. Il s'ensuit donc, que l'on doit avoir recours à la police, car les troupes ne sont plus sûres. Les social-traitres à la tête des ouvriers d'„Elanto" n'acceptèrent pas cette proposition — ce qui nous étonne — car ils ont commis en Finlande des crimes bien plus graves envers la classe ouvrière.

Quelle que soit la forme de la lutte dans les conditions où le prolétariat de Finlande est tenu de lutter, cette lutte est difficile. Les forces de la dictature bourgeoise sont considérables. Et son arrogance n'a pas de limites. La classe ouvrière doit lutter quand-même. Et comme nous le voyons, elle lutte!

Koullervo Maunio.



L'Orient révolutionnaire et la tâche immédiate de l'Internationale Communiste.

La I-re et la II-me Internationale n'ont été que des associations de masses de l'Europe et de l'Amérique. Elles ne s'occupaient que très peu de la „question d'Orient“ et en général des „questions coloniales“. La plupart des chefs officiels de la II-me Internationale firent de leur mieux pour mettre les „questions coloniales“ sous le boisseau et pour séparer le mouvement ouvrier occidental, de la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux asservis; ils craignaient de poser ces questions franchement et ouvertement.

Chaque fois que les leaders officiels de la II-me Internationale arrivaient au „problème d'Orient“, ils en étaient tout autant effrayés que les politiciens bourgeois, qui font constamment état de leur vénération pour la „démocratie“, la civilisation et la culture. Les questions complexes de la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux asservis, composant la plus grande partie de l'humanité en lutte, étaient étrangères aux idéologues du parlementarisme. Lors de la fondation de l'Internationale Communiste, l'Asie fut faiblement représentée, ce qui ne manqua pas de se refléter sur l'action en Orient. Mais la nécessité de nouer la lutte révolutionnaire des masses laborieuses orientales avec celle des masses d'Occident se faisait sentir de plus en plus. La grande et victorieuse révolution d'octobre en Russie, fut la première à frayer une route entre l'Occident prolétarien et l'Orient révolutionnaire. La Russie des Soviets est devenue un lieu entre deux mondes jusqu'alors séparés. La nécessité de mener simultanément la lutte prolétarienne en Orient et en Occident ne fut jamais ressentie d'une façon si impérieuse, qu'au moment où les classes dirigeantes faisaient des déserts des champs florissants, et transformaient en monceaux de ruine les villes et les villages paisibles, et lorsque la classe ouvrière décida de lever l'étendard de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir des masses laborieuses et pour une nouvelle vie de liberté pour toute l'humanité.

Aujourd'hui, lorsque le souffle de la révolution sociale passe sur le monde entier, lorsque la bourgeoisie fait son dernier effort pour retarder d'un instant l'heure de sa chute, le 2-me Congrès Universel de l'Internationale Communiste doit plus que jamais tourner ses regards vers l'Orient, où le sort de la révolution mondiale peut être décidé. Car il est une chose sûre, c'est celui qui saura s'approcher des peuples asservis d'Orient, et qui saura s'en faire des alliés, sortira victorieux de la grande guerre du Travail contre le Capital.

L'acuité de la crise économique (inévitabile au moment du passage du féodalisme au capitalisme)

et la politique barbare des grandes puissances dans les colonies, ont créé en Asie un terrain favorable à la révolution. Cette politique a développé en Orient des tendances nettement nationalistes. Tout en admettant que le premier stade de la révolution en Orient sera une victoire de la bourgeoisie libérale et des intellectuels nationalistes, nous n'en devons pas moins dès maintenant préparer nos forces pour le stade suivant. En attendant, nous devons aller dans les grandes masses agricoles, asservies par le régime féodal et les organiser afin de provoquer au plus tôt, en Asie, la Révolution agraire. Le prolétariat industriel, exception faite du Japon, est trop faible en Asie, pour que nous puissions nourrir le sérieux espoir d'une prochaine révolution communiste, mais en revanche la victoire de la révolution agraire est certaine si nous venons à bout des tâches urgentes de la grande lutte sanglante.

Le prolétariat russe qui se trouve au poste le plus avancé de la révolution mondiale, a pu soutenir pendant 3 ans les attaques désespérées de la bourgeoisie universelle, uniquement parce qu'il a su attirer de son côté les petits et moyens paysans. Si l'avant-garde du prolétariat d'Europe et d'Amérique réunie autour de l'Internationale Communiste désire remporter une prompte victoire sur la classe capitaliste, elle doit lutter la main dans la main avec les millions de révolutionnaires de l'Orient. C'est l'évidence même que cette victoire est impossible sans la collaboration des peuples coloniaux et il serait superflu de le démontrer. L'histoire de la 2-me Internationale qui a péri sans gloire, a clairement montré que la bourgeoisie mondiale pourra repousser l'assaut le plus violent du prolétariat insurgé, aussi longtemps qu'elle aura la source de sa puissance dans les colonies en général et dans l'Asie en particulier.

L'Internationale Communiste en dirigeant l'Orient qui se réveille sur la véritable route de la révolution, tuera ainsi l'opportunisme et l'indécision du prolétariat occidental. Mais il faut coordonner les actions de telle façon, que le prolétariat européen assène à sa bourgeoisie un coup sur la tête juste au moment où l'Orient révolutionnaire portera un coup mortel dans le ventre du Capital. Le soulèvement victorieux des peuples „coloniaux“, signera l'arrêt de mort de tout „bersteinianisme“ et de tout trade-unionisme petit-bourgeois. Une prompt solution de ce problème, hâtera le triomphe de l'Internationale Communiste dans le monde entier.

On se demande maintenant quelles sont les forces qui révolutionnent l'Orient. La plupart des ci-devant de la noblesse, des bourgeois libéraux et des intellectuels petits-bourgeois qui constituent la force

spirituelle de la révolution en Asie ont compris après une longue lutte contre les oppresseurs étrangers et à la suite d'une douloureuse lutte intérieure d'idée, que la régénération de l'Orient est impossible en dehors de la domination des grandes masses laborieuses. La faillite de la 2-me Internationale a contribué au développement rapide des idées révolutionnaires en Orient en faisant perdre à ces peuples tout espoir d'obtenir une existence libre sans le triomphe de la révolution sociale en Europe, en Asie et dans les autres pays. Deux voies opposées s'ouvrent devant les nationalistes d'Asie: l'une mène au bonheur personnel fondé sur la souffrance des autres et sur la dégénérescence progressives des grandes masses; l'autre mène à la révolution sociale qui les privera jusqu'à un certain point de leurs privilèges matériels, mais apportera la libération de leur peuple. La plupart des nationalistes d'idée, à notre grande joie, se sont trouvés du côté de la révolution. Il y a naturellement dans les milieux révolutionnaires des éléments qui viennent à nous, internationalistes, dans le seul but de conquérir leur liberté politique nationale. Mais nous utiliserons leur esprit révolutionnaire pour la lutte contre le capital mondial, pour le triomphe de la révolution sociale dans tout l'univers. Si, par la suite, la révolution l'exige, nous saurons diriger nos armes contre l'allié "d'hier" et nous vaincrons sans aucun doute car les masses populaires de l'Orient, libérées de l'asservissement politique et économique étranger, ne se soumettront certainement pas au joug de nouveaux maîtres. Les soi-disant gouvernements socialistes qui craignent la "révolte du sentiment patriotique" des masses laborieuses peu conscientes des pays où les classes dominantes mènent une politique barbare, ne sont pas capables de mener une politique qui soutiendrait les mouvements nationaux dans les colonies.

L'Internationale Communiste n'a pas à craindre cette "révolte", car l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international dont les rangs grossissent d'heure en heure, estimera son activité à sa valeur et approuvera sa tactique clairvoyante. Ainsi, quoique nous luttons de concert avec les éléments nationalistes précités, nous ne pouvons pas les considérer comme des camarades avec lesquels nous pourrions en toute confiance aller jusqu'au bout de notre route. Nous devons sans faiblir un instant, expliquer aux grandes masses laborieuses de l'Orient que la liberté nationale et politique seule ne les mènera pas au but de leur lutte et qu'il n'y a que l'émancipation sociale qui leur assurera une complète liberté.

La victoire du premier stade de la révolution en Asie, coïncidera avec celle de la révolution socialiste en Occident. L'Europe prolétarienne ne pourra rester le témoin indifférent des souffrances des grandes masses laborieuses de l'Orient, qui gémissent sous le joug de la démocratie bourgeoise. Le prolétariat européen animé d'un sentiment de solidarité leur viendra en aide. Naturellement, nous pouvons prédire à l'avance que le camp bourgeois poussera de terribles hurlements. Mais les camarades occidentaux seront reçus (soyez-en convaincus) fraternellement et à bras ouverts par le prolétariat et les masses laborieuses de l'Asie, car si l'Orient fut de tout temps contre une intervention étrangère qui apportait avec elle les chaînes de

l'esclavage, il sait que l'intervention du prolétariat socialiste d'Occident lui sera d'un grand appui et même indispensable dans sa lutte contre l'exploitation et l'oppression. Et cette intervention est attendue avec impatience par tous les prolétaires d'Orient.

Le deuxième Congrès qui doit donner au prolétariat révolutionnaire un plan d'action défini pour le diriger dans une heureuse lutte contre l'impérialisme mondial, n'oubliera naturellement pas le rôle de l'immense Orient révolutionnaire dans le mouvement international ouvrier.

Et alors, les masses laborieuses de l'Orient avec le soutien des camarades européens et américains qui auront vaincu les oppresseurs étrangers et les asservisseurs nationaux, changeront l'Asie, pays de possibilités religieuses — en une oasis communiste des possibilités révolutionnaires.

Thèses sur les tâches de l'Internationale Communiste en Orient.

1. Au moment de l'immense corps à corps des deux forces opposées: Capital et Travail, — le mouvement libérateur des "peuples coloniaux" qui se produit sous forme de soulèvement gigantesque, apporte une aide puissante au prolétariat combattant des pays capitalistes avancés.

2. A mesure que s'élargit et que s'approfondit l'abîme entre le travail et le capital, la nécessité de l'étroite unité de l'Occident Communiste et de l'Orient communiste, se fait sentir de plus en plus.

3. L'expérience de la longue lutte du prolétariat européen, qui finira par la libération de toute l'humanité souffrante et les sanglants exemples de la longue guerre libératrice menée par les peuples coloniaux dicent au continent et à la métropole la nécessité des actions révolutionnaires coordonnées pour arriver plus promptement à une victoire sur les exploiters.

4. La "Ligue des nations" créée par les brigands de l'impérialisme et la 2-me Internationale Jaune son alliée, ne peuvent pas être l'organe suprême dirigeant cette lutte titanique. Ce rôle ne revient qu'à l'Internationale du travail, de la lutte révolutionnaire et du prolétariat communiste, c'est-à-dire à la III-me Internationale.

5. L'Internationale Communiste doit mettre à nu toute la ruse des champions du capital universel, agissant sous le pavillon de la "Ligue des nations" et préparant une campagne contre les masses laborieuses du monde entier, opprimées jusqu'alors, et qui luttent pour plus de bien-être et pour une existence libre. Elle doit dévoiler inlassablement l'absence de vitalité, l'indigence révolutionnaire et partant, l'inutilité absolue de la 2-me Internationale "Jaune" dans la grande lutte libératrice des peuples de l'Orient.

6. L'Internationale Communiste dirige elle-même sans intermédiaire les peuples esclaves des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme spoliateur, à l'encontre de la 2-me Internationale, qui sous prétexte de "civilisation" et de "culture", soutenait

ouvertement la politique spoliatrice et barbare des gouvernements bourgeois.

7. L'Internationale Communiste en menant une lutte implacable contre le trade-unionisme des petits-bourgeois, contre l'opportunisme et le révisionnisme, qui retiennent l'élan révolutionnaire du prolétariat des pays avancés et en soulevant le puissant Orient qui s'éveille à une vie nouvelle, aréantira jusque dans ses fondements l'indécision, cette maladie pernicieuse dans le corps sain du mouvement révolutionnaire du socialisme International.

8. La différence des conditions économiques et des conditions de culture donne un caractère spécial à chacun de ces deux groupements de l'humanité laborieuse; le prolétariat des pays capitalistes avancés est incontestablement la phalange la plus développée, la plus consciente de l'armée Internationale du travail. La tâche de l'Internationale Communiste ne consiste pas à former une caste à part des ouvriers industriels des pays les plus avancés au point de vue de l'industrie et qui se trouvent en minorité dans l'humanité laborieuse. Au contraire, l'Internationale Communiste doit avec l'aide des ouvriers industriels les plus fermes et les plus conscients de l'Occident, organiser toute la masse laborieuse de l'Orient qui se réveille et l'amener dans le torrent commun de la lutte révolutionnaire du travail contre le capital.

9. L'Internationale Communiste doit lutter inlassablement contre le pacifisme bourgeois qui entrave l'énergie combattive de l'Orient révolutionnaire, contre le panmongolisme et le panislamisme, qui sont les ennemis de la solidarité internationale des masses laborieuses et de leur coopération dans la lutte pour la liberté et pour la fraternité des peuples.

10. Il faut mener une propagande incessante en faveur de la révolution agraire parmi les peuples des colonies et surtout en Asie, afin de donner à leur mouvement libérateur un contenu non seulement politique, mais également économique; il faut réveiller le sentiment de classe des masses, il faut les attirer au mouvement social, transformer ce dernier, d'un mouvement d'intellectuel en un mouvement des masses, en expliquant la mission historique du prolétariat prêt à s'emparer du pouvoir.

11. Ayant en perspective cette révolution socialiste-agraire en Orient, l'Internationale Communiste doit immédiatement aborder l'élaboration de la méthode révolutionnaire de l'édification de société nouvelle, de la société communiste, c'est-à-dire, elle doit procéder à la création d'un plan économique pour le passage le moins douloureux du régime agraire au régime socialiste, en évitant la période pleine de tourments du développement du capitalisme privé en Orient.

Pak Dinchoun.



Le Mouvement Révolutionnaire dans l'Inde.

Pour comprendre les causes économiques, sociales et politiques de la révolution dans l'Inde, il convient d'avoir sous les yeux un tableau général de l'évolution des bases économiques et sociales de l'ancienne Société hindoue.

Sous la domination des monarchies hindoues et bouddhistes, l'évolution économique et sociale du pays était en quelque sorte orientée vers le communisme. L'Unité politique et économique du pays était en ce temps le „Paychaït“, base de tout l'édifice social.

L'organisation et le travail de ces communes agricoles requièrent un examen attentif.

On admet généralement que ces organisations, qui furent intentionnellement détruites par le gouvernement, n'étaient pas autre chose que le clan familial de tous les peuples primitifs. Elles n'étaient évidemment pas basées sur une claire notion du communisme scientifique; mais elles se créaient pourtant consciemment et méthodiquement en vue d'administrer la vie économique et sociale de la Communauté. L'idée directrice de ces organisations était que les membres de la Commune devaient faire leurs affaires eux-mêmes. — Tous les métiers et toutes les professions y étaient représentés dans la Commune par leurs anciens membres. En plus du paiement de la dime au monarque régnant, sa fonction principale était de surveiller la répartition des produits appartenant à la Commune selon les besoins de ses membres. Les magasins communautaires étaient administrés sous le contrôle du „Paychaït“. Les artisans, (coiffeurs, blanchisseurs, les potiers etc.) ne recevaient pas de salaire particulier, mais un terrain suffisant pour nourrir leurs familles. Le village administrait la police et la justice et remplissait toutes les autres fonctions sociales et politiques communales; la Commune était autonome.

En un mot, les hindous n'ont jamais connu l'oppression de l'Etat avant que les Anglais ne leur aient apporté la centralisation et la bureaucratie. En Inde, le pouvoir de l'Etat, n'ayant subi pendant de longs siècles aucune évolution, apparaissait à la masse populaire comme une sorte d'abstraction. Quoique jusqu'à la fin du XIX-e siècle la grande industrie n'ait été que très faiblement développée, il serait pourtant erroné de penser que le pays fut exclusivement agricole. La grande partie de la population de l'Inde, depuis l'époque la plus reculée de l'histoire jusqu'au milieu du XVIII-e siècle avait exercé différentes industries et fournissait le monde entier de ses produits; — les branches d'industrie ne furent jamais centralisées comme dans le système capitaliste et les masses populaires vivaient dans des conditions relativement bonnes. La féodalité ne s'établit jamais solidement malgré l'existence des plusieurs dynasties régnantes. Les castes qui, au début, furent des sortes de syndicats héréditaires ont préservé les masses ouvrières et paysannes

des guerres dynastiques. — La caste militaire, qui avait entre ses mains l'administration politique du pays faisait la guerre par ses propres moyens, le reste de population pouvait toujours se livrer librement à ses occupations habituelles. La société agricole conservait son autonomie et les masses ne se rendaient pas un compte exact du joug de la monarchie établie. L'indifférence à la forme et à l'esprit du gouvernement central se développa pour ces raisons chez le peuple hindou. Les conflits, dont il existe des exemples, entre les grands propriétaires fonciers ou bien les bourgeois de villages et les masses laborieuses ont toujours été des conflits locaux d'un caractère économique ou social.

La première invasion mongole se rapporte au milieu du XI-e siècle, et le pays fut conquis dans la première moitié du XIII-e siècle. La caste militaire du Nord de l'Inde qui possédait alors tout le pouvoir politique, résista à l'invasion. L'empire mahométan fut fondé, mais n'apporta point de modifications importantes dans la structure économique et sociale de la société. Le pays fut conquis par la force des armes; un empereur mahométan entouré d'une noblesse hindoue et musulmane monta sur le trône impérial. Les masses continuaient à paisiblement travailler, chacun exerçant sa profession; les paysans continuaient à labourer leurs champs sous l'administration autonome des „Paychaïts“. En un mot, la victoire musulmane eut pour résultat le remplacement d'une dynastie par une autre; elle ajouta quelques noms à ceux de la brillante noblesse qui existait déjà; mais elle n'apporta pas un nouveau régime économique. La tyrannie mahométane se manifesta principalement dans la question religieuse et un peu dans les rapports sociaux.

L'animosité entre vainqueurs et vaincus eut un caractère exclusivement religieux et se fit principalement sentir parmi les classes gouvernantes, — c'est-à-dire parmi le clergé et la caste militaire qui s'étaient mis à la tête du mouvement national anti-musulman. L'insurrection contre le joug mahométan fut le premier grand mouvement populaire de l'histoire de l'Inde. Elle éclata à la fin du XVII-e siècle quand les chefs militaires de l'Inde méridionale se révoltèrent contre l'empereur et rassemblèrent sous leurs drapeaux les paysans et les montagnards.

Le peuple, mûr exclusivement par la haine religieuse et assoiffé de liberté, renversa le pouvoir despotique de la noblesse et de la caste militaire mahométanes. Les commerçants européens qui pénétraient déjà en Inde à la fin du XVI-e siècle, profitèrent de la guerre civile et de l'interrègne provoqué par la révolution pour saisir le pouvoir politique et instituer l'exploitation économique.

L'occupation anglaise ouvre une ère nouvelle dans l'histoire du peuple hindou. A l'arrivée des Anglais,

les masses populaires de l'Inde se trouvèrent pour la première fois sous le joug de l'exploitation économique centralisée. Afin de défendre la grande industrie anglaise, le gouvernement britannique a détruit l'ancienne petite industrie indigène, dont les produits alimentaient principalement l'exportation, jusqu'au commencement du XVIII^e siècle. L'introduction de la grande industrie a détruit l'ancienne structure économique de la société hindoue. L'ancienne petite industrie ayant été détruite et le développement de la grande industrie rencontrant des obstacles intentionnels, le résultat en fut que presque toute la population se tourna vers l'agriculture et que l'Inde devint le pays des paysans sans terre.

Sous les empereurs hindous et mahométans, il y avait deux procédés d'agriculture :

1) Les terres communales étaient labourées en commun sous le contrôle de la population du village.

2) La grande propriété était divisée en petits lots, que l'on louait pour une certaine quantité de produits.

Au premier moment de la domination anglaise, une grande partie des terres de la première et de la seconde catégorie fut occupée par les commerçants anglais pour la production de l'indigo qui fut, dès les origines, l'objet principal de l'exportation de l'Inde. On louait, dans ces domaines une grande quantité d'ouvriers qui, grâce à la destruction de la petite industrie et à la confiscation des terres, se trouvaient sans travail. Ainsi fut créé un vaste prolétariat agricole, placé dans la situation des esclaves et qui se souleva bientôt contre ses oppresseurs.

Cette révolution agraire qui prit un caractère menaçant au début du siècle passé aurait, peut-être, été le commencement d'un grand mouvement prolétarien si l'extraction de l'indigo végétal n'avait été brusquement anéantie par la découverte des couleurs d'aniline. L'insurrection des travailleurs agricoles hindous, il y a un siècle, qui se répandit très vite dans tout le pays, fut une véritable lutte de classes.

Quand les Anglais conquièrent le pays et initièrent leur politique de destruction de l'industrie et du commerce locaux, un grand nombre de commerçants et des industriels de l'Inde s'allièrent aux étrangers. De grands propriétaires louèrent leurs terres pour la culture de l'indigo et des commerçants hindous exploitèrent avec les Anglais les masses laborieuses. Les paysans se révoltèrent contre la confiscation des terres communales et des lots affermés et contre le travail forcé dans les domaines. Dès le début, l'insurrection fut impitoyablement réprimée. Les masses complètement désarmées ne pouvaient pas faire une révolution et renverser le gouvernement. Leur révolte n'était d'ailleurs dirigée que contre les entrepreneurs, les propriétaires, les fermiers et les surveillants : ils n'avaient pas encore l'idée de renverser le gouvernement. Quand la culture de l'indigo fut abandonnée, étant devenue trop peu profitable, le gouvernement n'eut plus besoin du travail forcé des ouvriers. Pour écarter le danger d'une nouvelle insurrection des masses désespérées, les terres autrefois occupées par la culture de l'indigo leur furent distribuées.

Telle fut la fin de la première insurrection prolétarienne de l'Inde.

La seconde eut lieu en 1857-58 et est connue sous le nom de révolte des Cipayes.

Ce fut un vaste mouvement armé qui réussit presque à renverser la domination britannique. Ses chefs furent les princes hindous et les rois musulmans humiliés. Mais la principale cause de la révolution fut le mécontentement de l'armée indigène. Quoique plus puissant au point de vue militaire, le mouvement n'avait pas le caractère économique des révolutions paysannes précédentes. Et si cette tentative avait réussi, l'Inde aurait eu un régime démocratique, d'un grand secours pour les peuples européens dans leur lutte pour l'émancipation sociale et économique. La révolution de 1857 fut la première où les masses populaires combattirent pour l'indépendance politique. Quoique, à proprement parler, la bourgeoisie n'existât pas encore à cette époque, il y avait une classe moyenne qui fut l'inspiratrice de cette révolution. Si le mouvement avait vaincu, elle aurait pris le pouvoir politique et fondé un régime démocratique. La révolution fut si atrocement écrasée que le peuple en demeura pour longtemps moralement anéanti.

Le système économique que l'empire Britannique a introduit dans l'Inde a exercé son influence sur le caractère de l'administration d'Etat ; au lieu de meurtres, de vols, de pots de vins etc. nous voyons un mécanisme bureaucratique très bien organisé en vue de subordonner toute la productivité du pays et de la population aux intérêts de l'industrie britannique. Sous l'influence de ce système impitoyable, toutes les anciennes traditions de la vie économique ont disparu et nous voyons pour la première fois dans l'histoire tout un peuple exploité économiquement par un pouvoir d'Etat authentique.

La croissance de la conscience politique — au sens moderne du mot — premier résultat de cette situation, apparut dans les classes moyennes grâce à la formation de toute une armée de fonctionnaires serviles, juristes, clercs, etc. nécessaires à la lourde machine bureaucratique. La nouvelle classe moyenne n'a pas tardé à attirer dans ses rangs les meilleurs cerveaux du pays qui ont de suite compris que l'unique moyen d'échapper à l'oppression anglaise complète serait d'obtenir le pouvoir politique. Comme il y a cependant à la tête de ces fonctionnaires qui s'éveillent à la vie politique des gens grassement rétribués par le pouvoir britannique, la conscience politique s'est orientée vers l'idée d'un gouvernement constitutionnel qui admettrait et l'existence et le bien-être de la bourgeoisie. D'où, l'origine du mouvement nationaliste qui a trouvé son expression au Congrès National Hindou tenu vers 1880. A proprement parler, ce mouvement ne dépasse pas les cadres du parti des réformes Constitutionnelles : ses chefs évitent de se dire nationalistes — dans la crainte d'être confondus avec les nationalistes révolutionnaires qui préconisent jusqu'à l'insurrection armée pour se libérer du joug étranger.

Le gouvernement a accordé des concessions au Congrès National pour complaire aux mécontents de la classe moyenne. Afin d'empêcher le développement politique des grandes masses populaires — ce développement était le privilège de la classe moyenne

instruite, peu nombreuse et composés d'arrivistes — le Congrès se réunissait chaque année et votait invariablement les mêmes résolutions. Certains de ses membres avaient plus d'une fois insisté dans la presse et par voie de propagande sur l'aggravation incessante des conditions d'existence du peuple écrasé par des impôts élevés, souffrant de l'absence de contrôle sur le ravitaillement et le trafic des matières premières, ainsi que les restrictions auxquelles était soumise l'industrie locale. Or, ces réformateurs populaires malgré leur éloquence sonore, se tenaient à l'écart du peuple dont ils semblaient défendre le bien-être. De sorte qu'à la fin, l'agitation du Congrès National se restreignit à un milieu de politiciens bourgeois, avocats, médecins, professeurs et représentants des branches rares et florissantes de l'industrie. Les concessions excessives du Congrès finirent néanmoins par provoquer le mécontentement parmi la jeune intelligence bourgeoise, et l'on vit surgir, à la fin du siècle passé parmi les Mahrattes et les Bengalais, de petits groupes de jeunes gens d'un état d'esprit nettement révolutionnaire, qui aspiraient à secouer le joug britannique. Leurs organisations, qui acquièrent, en quelques années une influence remarquable, avaient pour chefs des idéalistes convaincus qui voulaient noblement mettre fin aux souffrances cruelles de notre peuple.

La première faute de ces jeunes révolutionnaires, ce fut leur foi dans le terrorisme. Ils croyaient qu'il suffisait pour sauver le pays d'organiser une société clandestine pour la fabrication de matières explosives et que l'affranchissement du peuple pouvait être conquis par une poignée d'intellectuels révolutionnaires dévoués. Leur propagande se basait exclusivement sur le sentiment. Leur unique devise était „la Patrie libre“ et ils étaient résolus à la réaliser coûte que coûte. Leur héroïsme, leur vaillance qui allait souvent jusqu'au sacrifice absolu de soi-même, attirèrent des milliers de jeunes intellectuels des classes moyennes dans les rangs d'un parti qui terrorisait en 1908 le gouvernement. L'activité révolutionnaire terroriste de ces jeunes nationalistes libres-penseurs ne s'arrêtait devant aucune mesure de rigueur du gouvernement, qui finit par établir l'état de siège dans presque tout le pays. Mais ils ne se rendaient pas suffisamment compte de la nécessité d'élaborer un programme défini, de préparer l'organisation du pays après la libération du joug anglais, de donner au peuple une notion exacte sur la liberté en faveur de laquelle ils l'appelaient à combattre. Aussi ne purent-ils pas, malgré le succès relatif de leur propagande révolutionnaire parmi certaines catégories de la population, diriger les masses dans la voie d'une révolution véritable.

La tactique terroriste du parti révolutionnaire national pourtant a forcé le gouvernement d'aller au-devant de la politique du Congrès. En 1909 et en 1911, quelques réformes constitutionnelles ont été réalisées. Les leaders du mouvement libéral les réclamaient depuis des années. Les révolutionnaires eux-mêmes commençaient d'autre part à se rendre compte de la stérilité de leur travail aussi longtemps qu'ils ne pourraient s'appuyer sur les masses populaires. Ils se sont maintenant persuadés de l'impossibilité d'un dénouement heureux de la révolution sans la participation active des classes laborieuses. Ils ont conçu l'idée de l'éducation politique des masses po-

pulaires. Des cours du soir ont été organisés partout, des instituteurs envoyés dans toutes les parties du pays. Mais la police a promptement connu ce travail révolutionnaire et pris des mesures énergiques pour le réprimer. Et les instituteurs ont été arrêtés et condamnés comme des conspirateurs et des agitateurs clandestins.

Or, il n'y avait pas que les vexations gouvernementales qui entravaient l'oeuvre d'instruction populaire; il y avait aussi la misère: les masses n'avaient pas même le moyen de fréquenter les cours du soir gratuits des nationalistes révolutionnaires. Aux Indes, l'ouvrier moyen (l'ouvrier industriel aussi bien que le travailleur rural) travaille 12 à 14 heures par jour, pour un salaire absolument insuffisant à le nourrir. Surmené affamé, opprimé, il est hors d'état de suivre des cours sur des sujets scientifiques tels que l'histoire, la géographie, les doctrines politiques, etc. La seule science accessible aux masses laborieuses, serait celle qui montrerait le chemin le plus court et le plus sûr vers une amélioration de leur situation économique, qui leur indiquerait une issue de leur situation intolérable. Mais la plupart des nationalistes-révolutionnaires, qui avaient l'esprit bourgeois, ne comprenaient ni la mentalité, ni les intérêts des masses. Aussi, n'ont-ils pas su insuffler aux masses leur enthousiasme révolutionnaire; celles-ci demeureraient indifférentes vis-à-vis du mouvement de la jeune intelligence aux tendances idéalistes.

Bien que l'appel des jeunes réformateurs révolutionnaires au sentiment d'indépendance nationale du peuple n'ait pas trouvé d'écho dans l'âme de celui-ci, ce même peuple allait bientôt se tourner inconsciemment du côté de la révolution, poussé qu'il y était par les conditions économiques de son existence. Jusqu'à la fin du siècle passé, il n'y avait pas encore aux Indes de prolétariat dans le sens généralement admis de ce mot. Mais depuis la soumission du pays à la domination du capital impérialiste britannique, 80% de la population se sont transformés en prolétaires. La presque totalité de la propriété foncière du pays a passé aux mains du gouvernement qui afferme les terres aux cultivateurs à des prix exorbitants. Les paysans meurent de faim. Les 80% de la population vivant du travail agricole, les trois quarts ne possèdent pas la plus petite parcelle du sol qu'ils labourent. La misère de ces millions d'êtres humains est indescriptible. Bien que sa véritable cause réside dans l'impérialisme capitaliste britannique, ils ressentent plus vivement l'oppression des éléments indigènes: des propriétaires de domaines, des traitants, des fonctionnaires administratifs, de la police et de la nombreuse valetaille de l'impérialisme étranger. Quoi d'étonnant à ce que les masses ne se laissent pas séduire par l'idée de se libérer du gouvernement britannique qu'elles ignorent.

Un mouvement révolutionnaire qui prendrait pour devise: „La terre aux cultivateurs“ gagnerait rapidement les esprits parmi la masse paysanne. En d'autres termes, la révolution aux Indes ne pourra résulter que d'une lutte de classe victorieuse. L'impérialisme britannique, qui concentre les intérêts des classes dominantes, doit être brisé; mais avec la domination britannique doit disparaître toute domination de classe.

On remarque d'ores et déjà parmi les masses une certine effervescence et un grand esprit de révolte; il

n'y manque qu'une direction consciente pour l'achever dans la voie qui convient. Le mouvement nationaliste n'a pas atteint son but par suite de son idéologie bourgeoise. Le mouvement révolutionnaire aux Indes doit prendre une nouvelle direction, il doit s'appuyer sur un principe solide: l'intérêt de classe.

En comparaison avec la population rurale, le prolétariat industriel n'est pas nombreux aux Indes. Les procédés sans vergogne du gouvernement britannique ont détruit presque totalement l'industrie rurale du pays; d'autre part les obstacles qu'il oppose sans cesse à toute tentative d'introduction de l'outillage industriel contemporain, ont fait qu'aux Indes il n'existe presque pas de prolétariat urbain. Certaines branches d'industrie ne s'en sont pas moins développées pendant les vingt dernières années, de sorte que l'on compte dans certains arrondissements près de 5.000.000 d'ouvriers. Ces ouvriers se répartissent comme suit:

Plus de 100.000 sont occupés dans les filatures de coton et les fabriques de tissus des rayons méridionaux, travaillant presque exclusivement avec les capitaux locaux. 700.000 travaillent dans les plantations de thé; ils cultivent, préparent et empaquettent le thé. De nombreuses plantations employent de 15 à 20 mille ouvriers. Plus de 5.000 ouvriers sont occupés dans les fabriques de grosse corde du Bengale (environs de Calcutta); 200.000 sont employés aux chemins de fer, dans les ateliers, et près de la moitié de ce chiffre sur les voies. (Les chemins de fer sont tous aux mains des Anglais). Plus de 200.000 personnes travaillent dans les houillères, appartenant soit à des indigènes, soit à des étrangers. Près de 50.000 personnes sont employées aux chemins de fer des cinq villes les plus importantes du pays. Plus de 50.000 personnes sont occupées dans les papeteries, imprimeries et ateliers de reliure. 50.000 travaillent dans la métallurgie et 55.000 dans les fabriques d'armes et munitions du gouvernement. Les autres ouvriers sont éparpillés un peu partout dans le pays. Au prolétariat appartiennent également, sans doute, les millions de travailleurs ruraux qui ne possèdent absolument aucune propriété et qui subsistent exclusivement, dans les provinces entières (qu'ils peuplent et qui ont une population de 20.000.000 h. et plus) de leur labeur salarié dans les fermes colossales appartenant au gouvernement. Les masses y labourent la terre et souffrent de la faim, tandis que les richesses produites par leur travail sont exportées; de même, une énorme quantité de semences s'en va à l'étranger alors que la famine la plus terrible sévit dans le pays. Comme en témoignent ces données, le chiffre des ouvriers qui pourraient former un parti révolutionnaire, est suffisamment important.

L'idée de l'organisation des masses dans le sens contemporain du mot, est relativement peu répandue aux Indes. La première organisation ouvrière a été créée dans le pays il y a trois ans par les ouvriers des tramways de Madras, qui se sont organisés en syndicat.

Depuis, les syndicats ont commencé à se répandre rapidement, en dépit de l'attitude malveillante et tracassière du gouvernement et du refus des entrepreneurs de les reconnaître. Ainsi, le type d'organisa-

tion ouvrière le plus inoffensif est encore considéré dans l'Inde anglaise comme subversif.

Le développement du mouvement gréviste aux Indes mérite une étude. La 1-ère grève importante eut lieu en 1906; les ouvriers et employés du chemin de fer de l'Est demandaient une augmentation du salaire. Le gouvernement prit immédiatement les mesures les plus rigoureuses; les meneurs furent arrêtés et la grève échoua lamentablement. Plusieurs centaines d'hommes, appartenant à la caste sacerdotale, qui avaient pris une part active à l'organisation de la grève, furent révoqués — ce qui les fit se joindre aux révolutionnaires. Par la suite, plusieurs autres grèves importantes se produisirent sans effet sur la situation générale. L'existence des sans-travail et des masses affamées rend impossible une grève d'ouvriers qualifiés, d'autant plus que l'industrie nécessitant le travail qualifié sur une vaste échelle, est fort peu développée.

La hausse incessante des prix des produits de première nécessité pendant la guerre a provoqué parmi les ouvriers une vive fermentation. Les grèves se poursuivent dans tout le pays. Depuis trois années, le sentiment de solidarité s'est développé parmi le prolétariat des Indes au point que la grève des ouvriers des filatures qui a éclaté à Akhmedabad, a pris dans l'espace de plusieurs journées des proportions colossales et revêtu un caractère manifestement politique, jusqu'à se transformer à la fin en un soulèvement contre le gouvernement. Les ouvriers des chemins de fer entravaient le déplacement de l'armée. On faisait sauter les voies, on arrêtait les trains militaires, tandis que les stations étaient occupées par les grévistes en révolte. Même les épiciers et les petits commerçants prenaient part à la grève.

Le soulèvement a été étouffé, mais le prolétariat a compris pour la première fois la signification d'une organisation de masses.

Des nationalistes-révolutionnaires vivant soit aux Indes, soit à l'étranger, et qui avaient aspiré de la façon la plus sincère à la liberté et au bien-être du peuple, se sont aujourd'hui persuadés que la révolution prolétarienne est la seule voie conduisant à leur but sacré. Un certain nombre des vieux leaders nationalistes participent activement au mouvement ouvrier et luttent pour l'affranchissement économique des masses laborieuses; ils consacrent notamment leurs efforts à l'organisation syndicale.

Les méthodes de réalisation d'une révolution prolétarienne aux Indes ne sont pas encore bien définies. La plupart des révolutionnaires de ce pays ne sont pas encore prêts à devenir les organisateurs et les directeurs d'une révolution socialiste. Les connaissances théoriques leur manquent encore aussi bien que l'expérience organisatrice. Mais les masses se réveillent: les conditions économiques les ont forcées à s'insurger contre le pouvoir. En tout premier lieu, il y a à créer un parti discipliné, centralisé et véritablement révolutionnaire qui mobilisera toutes les forces du prolétariat et de la masse paysanne non-proprétaire et qui entretiendra un contact étroit et systématique avec elles.

Il existe aux Indes de nombreux éléments capables de se grouper autour du drapeau d'un semblable parti. De nombreux nationalistes-révolutionnaires qui désirent sincèrement l'affranchissement du peuple,

adhéreront volontiers au parti communiste révolutionnaire prolétarien et paysan. Mais ils ont besoin de chefs, et il leur faut un appui moral et financier.

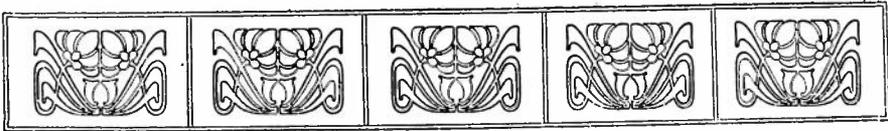
Le prolétariat hindou vit très pauvrement. Les conditions de son travail sont des plus pénibles. La journée de travail dans les fabriques et les usines est de 10 à 11 heures en moyenne, les salaires sont très bas. Les ouvriers vivent souvent à une distance de 6 à 8 milles de leurs entreprises, distance qu'il sont obligés de faire à pied deux fois par jour, les chemins de fer et tramway n'existant presque pas. Les ouvriers habitant les villes, logent par groupes de 15—20 personnes dans de petites pièces sales, sans lumière et sans air. La situation des journaliers agricoles est peut-être plus mauvaise encore. Leur salaire est inférieur à celui des ouvriers industriels. Ils travaillent au moins 12 heures par jour dans les conditions climatiques et sanitaires terribles, et ne peuvent même pas manger à leur faim. Tout comme le bétail, ils sont vendus par centaines et par milliers, en vertu d'un contrat imposé, aux plantations de thé et aux exploitations de caoutchouc de la presqu'île de Malacca ou des colonies anglaises. Ces levées d'esclaves donnent parfois lieu à des soulève-

ments. La traite légalisée est le monopole du gouvernement, qui maintient cet état de choses par la force des armes. Les soldats de l'armée indigène se recrutent parmi les misérables, acculés par la faim à cet odieux mercenariat. Les soldats indigènes adhéreront certainement au parti qui aura pour devise: „Toute la terre aux travailleurs“.

Le Pendjab, où sont concentrées à l'heure actuelle la majeure partie des troupes indigènes sera très propice au développement des idées révolutionnaires du nouveau parti. Il en sera de même plus forte raison, grâce à un contact plus grand avec le monde extérieur, de la population de cette province qui est politiquement plus développée et se distingue par son esprit révolutionnaire. Quand ces masses auront pris conscience de leurs intérêts de classe, elles formeront un noyau solide de l'armée prolétarienne et des forces révolutionnaires des Indes.

Le Parti Communiste prolétarien, qui entreprendra une lutte systématique contre la politique du nationalisme bourgeois et qui conduira les masses populaires vers l'affranchissement social et économique, groupera autour de son drapeau toutes les classes opprimées du malheureux pays.

Roy.



La Question Polonaise et l'Internationale.

La Pologne, avant-garde de la Révolution Européenne, contre la Russie du Tsar. La libération de la Pologne, tâche du prolétariat international, la Pologne, poste avancé de la contre-révolution capitaliste, contre la révolution ouvrière russe, foyer de la Révolution prolétarienne universelle. L'écrasement de la Pologne bourgeoise, tâche de la classe ouvrière Internationale. Et, à la tête de la Pologne réactionnaire, Joseph Pilsudski, un des leaders du parti socialiste polonais, qui adhère à la 2^{ème} Internationale. Cela ne vous paraît-il pas une série de paradoxes ? Non ! Ce sont simplement des étapes du développement historique des phases de la lutte du prolétariat pour son émancipation. Rien ne pourrait mieux donner une idée des étapes de ce développement, que le contraste des rôles de la question polonaise dans les trois époques du mouvement ouvrier, dont deux sont déjà du passé et la troisième de nos jours.

Par les discours et les articles qu'ont publiés Karl Marx et Frédéric Engels sur la question polonaise entre 1845 et l'œuvre d'Engels sur la politique extérieure du Tsarisme, parue en 1890, on peut juger malgré bien des hésitations de leur point de vue sur cette question de la manière suivante : à l'Occident le prolétariat prenait place dans les premiers rangs de la révolution bourgeoise, luttait pour la démocratie qui lui devait servir de moyen pour arriver à la Révolution prolétarienne.

Dans cette lutte il s'est heurté surtout à deux puissants ennemis. Premièrement : Le capitalisme anglais, despote du marché mondial sans la destruction duquel toutes les révolutions européennes sont vouées à l'échec, car il incarne la force la plus puissante du capitalisme. Deuxièmement, toute victoire en Europe occidentale était menacée par une deuxième puissance réactionnaire en Orient. Cette puissance, c'était la Russie tsariste et féodale qui, bien qu'à cette époque sous l'influence du développement capitaliste elle commençât à se désagréger et ne pût plus sa force que dans la rivalité des puissances capitalistes, n'en avait pas moins à sa disposition des millions de paysans abêtis qu'elle eût put envoyer en Europe pour réprimer un mouvement révolutionnaire. En Occident, toute révolution pouvait de ce fait être noyée dans le sang par les troupes du tsar. La démocratie bourgeoise de même que la naissante démocratie prolétarienne reconnaissait que l'Europe, pour employer l'expression de Guillaume Liebknecht „serait ou républicaine ou cosaque“, car elle comprenait qu'entre la Révolution et la réaction tsariste il ne pouvait y avoir qu'une lutte à vie ou à mort.

Cette lutte était une nécessité historique. Le partage de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, a transformé ces deux derniers complices de cet acte de brigandage en vassaux du principal brigand. De peur de laisser échapper la proie, les deux puissances germaniques s'étaient livrées à la diplomatie du tsar, et étaient devenues les satrapes du tsarisme. Toute tentative des démocrates allemands de jeter bas ses propres despotes, se heurtait aussitôt à l'opposition de la diplomatie du tsar. La démocratie allemande était forcée d'avance de compter sérieusement avec le péril russe. Aussi, vaincre ce péril était devenu une des conditions de lutte contre sa propre bourgeoisie. De ce fait il ne pouvait y avoir pour Marx et Engels qu'une seule politique : la lutte implacable contre le tsarisme. Pour cette lutte ils cherchaient des alliés. Et le seul peuple en lutte contre le tsarisme était la Pologne.

Le partage de la Pologne ne devait pas mettre fin à sa lutte émancipatrice. „Les Polonais conspirent toujours“, écrivait Mochnatzki, le brillant historien de la révolution de 1851. Quand leurs affaires vont mal, ils se révoltent contre le besoin. Ils se soulèvent car ils ne peuvent pas vivre autrement. Quand leurs affaires vont bien, ils se révoltent car ils peuvent se révolter. Dans tous les cas ils se révoltent.“

En réalité ce n'était pas le peuple polonais qui se révoltait, mais la partie mécontente de la noblesse, autrefois toute-puissante en Pologne, qui ne pouvait se faire à l'idée de la perte de l'indépendance du pays et à la perte de son autorité de classe. Cette partie était fortement séparée. Sous le drapeau de la lutte pour l'indépendance de la Pologne, les aristocrates se groupaient et comptaient davantage sur les démocrates de l'Europe capitaliste, que sur les révolutionnaires de l'Europe qui voulaient lier le sort de la Pologne à celui de la Révolution bourgeoise dans le reste de l'Europe, encore moitié féodale.

Sous ce drapeau luttèrent tout aussi bien tous les révolutionnaires honnêtes qui s'étaient pénétrés à l'étranger des fortes idées socialistes que ceux qui tentaient de transformer la lutte pour l'indépendance de la Pologne, en une lutte pour le socialisme. Marx et Engels avaient déclaré dans un manifeste communiste qu'ils soutiendraient toute fraction de polonais révoltés, qui aurait pour devise la révolution agraire. Cette fraction était loin de représenter la plus puissante partie des forces patriotiques. Mais il était clair que la mobilisation par la Pologne de forces suffisantes contre le tsarisme n'était possible qu'à la condition que les classes possédantes

polonaises et en premier lieu la noblesse terrienne fissent abandon de leurs privilèges féodaux, libé- rassent les paysans et les intéressassent à la lutte pour l'indépendance de la Pologne.

En soutenant cette partie de la noblesse polo- naise, Marx et Engels espéraient pousser contre la Russie du Tsar une véritable force révolutionnaire. L'indépendance de la Pologne était pour eux une re- vengence concrète, nécessité par la situation his- torique; c'était le but de la lutte au nom de la la- quelle le prolétariat international devait agir non seulement par pur emballement de peuples asservis, mais par l'intérêt concret de fonder en Orient contre la Russie du Tsar une force considérable, qui dût constamment servir de rempart à la Révolution Européenne contre l'Orient barbare.

Toutes les tentatives d'insurrection de 1846, 1848, 1863 qui ont eu lieu du vivant de Marx, ont succombé moins sous la pression militaire de la Russie d'alors, que du fait que les espérances fon- dées sur une insurrection paysanne contre la Rus- sie ne se sont pas réalisées.

La majeure partie de la noblesse était loin de songer à se départir de ses privilèges. La tragi- comédie de l'histoire consiste dans le fait que la frac- tion la plus démocratique de la noblesse, la petite noblesse était la moins capable de renoncer à l'exploitation des paysans, car elle était la moins en état de remplacer l'exploitation capitaliste. Toute tentative de réforme agraire fondamentale se termi- nait en promesses tardives qui ne donnaient amais rien de concret. Et c'est la raison qui faisait que pas une de ces tentatives ne pouvait faire naître le sentiment national des paysans, ou même simplement ébranler leur méfiance profondément enracinée contre leur bourreau: le seigneur. Toutes les révoltes polo- naises se terminaient par de petites réactions éma- nant d'une minorité insignifiante et dont le tsarisme venait facilement à bout. Et malgré cela, Marx et Engels se tenaient fermement à leur mot d'ordre. Après l'échec de la révolte de 1863, ils soule- vaient constamment cette question dans les con- grès de la Première Internationale, et faisaient tou- jours de nouvelles tentatives pour que la classe ouvrière européenne devint le champion de l'indépen- dance de la Pologne. Et ils ne lâchaient pas cette idée malgré la forte opposition du prolétariat français.

La lutte au sein de la Première Internationale pour l'indépendance de la Pologne jette une lumière intéressante sur la façon dont ce problème a été posé par Marx et Engels. Les proudhoniens français étaient contre le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, contre le soutien de cette idée par le parti ouvrier pour la simple raison qu'ils étaient proudhoniens. Ils étaient adversaires de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et niaient la nécessité de tout Etat. Ils se représentaient le socia- lisme comme la victoire du prolétariat, qui, organisé en associations industrielles, transformerait la société capitaliste en un certain nombre de communautés et de sociétés de production. Et ces sociétés liées entre elles par le libre échange industriel détruiraient le capitalisme. Adversaires de la lutte pour l'Etat pro- létarien, ils étaient, cela va sans dire, les adver- saires du soutien de la lutte pour l'indépendance de la Pologne, lutte qui, de plus, était menée par la noblesse polonaise.

D'autre, part Marx et Engels étaient placés de- vant le fait que Napoléon III avait également comme mot d'ordre la libération des nationalités. Marx et Engels pouvaient craindre que leur soutien de la Pologne ne facilitât la pénétration dans le proléta- riat de l'idéologie mensongère bonapartiste. Mais Marx et Engels ont su brillamment contourner le danger menaçant et accomplir leur tâche contre les proudhoniens; ils défendaient non seulement la né- cessité de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de l'état prolétarien comme moyen pour briser la résis- tance des capitalistes, mais encore la nécessité de la démocratie bourgeoise, comme base sur laquelle la classe ouvrière, qui n'avait pas d'autres possibi- lités de s'emparer immédiatement du pouvoir, s'orga- niserait dans le cadre national pour la lutte contre le capitalisme. De plus, ils ont su, de la manière la plus évidente, souligner la différence profonde entre leur point de vue et celui de Napoléon III, pour qui la libération des petites nationalités n'était qu'un jeu. Cela a été fait en premier lieu par Frédéric Engels dans son article de „Communisten“ le „Bien Commun“ écrit en 1863. Il indiquait que la question ne consistait nullement à éveiller à la vie de l'Etat tous les fragments de différents petits peu- ples, qui se sont formés historiquement dans les ca- dres des grandes puissances, mais à en faire des Etats indépendants. Il traitait cette tendance de réactionnaire du fait qu'elle poursuivait le but de morceler de grands états capitalistes, qui portent en eux la culture contemporaine, et de les affaiblir à la face du tsarisme russe qui ne pouvait fonder ses espérances que sur la victoire des peuples réaction- naires. Engels indique que le prolétariat européen est concrètement intéressé à la fondation de l'Etat polonais, comme rempart contre la Russie du Tsar, et que le prolétariat doit tendre à fonder cet état dans les frontières de 1772, bien que les polonais forment la minorité dans les limites indiquées. Engels va même jusqu'à donner à la Pologne Riga et Odessa, pour la transformer en une puissance de premier ordre.

* * *

Cette politique a pris fin en 1871. Dès cette épo- que cesse la période des révolutions bourgeoises en Europe occidentale. Après la formation de l'Empire allemand et de l'Italie Libre, tous les espoirs de grandes révolutions dans les divers pays devinrent problématiques, du moins pour un avenir rapproché. La bourgeoisie, devenue conservatrice ne pense plus à lutter contre la Russie. La démocratie bourgeoise se meurt. Il ne reste plus comme révolutionnaire que la classe ouvrière et encore dans une faible proportion. Le développement des colonies anglaises, la baisse du prix du pain en Europe, grâce à la concurrence du marché américain, ont concouru à diminuer l'énergie du prolétariat anglais. Le parti ouvrier français ne se remet que lentement de ses défaites de 1871 et ce n'est que vers 1890 qu'il apparaît de nouveau sur l'arène de l'histoire, comme force politique. Toutefois il ne se consacre tout d'abord qu'aux questions de politique intérieure et non extérieure. En Allemagne, en Autriche, le mou- vement social-démocrate grandit aussitôt étouffé par la classe dominante; il est d'esprit violemment révo- lutionnaire et tâche de suivre les traditions de

l'Internationale, de se concentrer sur les grandes questions mondiales. C'est alors que pour la première fois Guillaume Liebknecht soulève la question de l'Indépendance de la Pologne. Frédéric Engels publie sur cette question une forte analyse de la politique extérieure du tsarisme. Mais de grands changements se remarquent déjà dans la position de Frédéric Engels et de Liebknecht. Désormais il leur faut compter avec deux faits : d'abord que la Russie a cessé d'être une force contre-révolutionnaire homogène. La Russie de 1870 et de 1880 est déjà un foyer de révolution. Les conséquences de la réforme agraire russe, les suites de la guerre russo-turque de 1878, les succès du développement capitaliste ont amené à la fondation de la „*Volonté du peuple*”, à la lutte de la classe intellectuelle russe contre le tsarisme, sous le drapeau du nationalisme. Cette lutte prend une telle envergure qu'il apparaît par moments que la classe intellectuelle russe réussira à porter un coup mortel au tsarisme.

En même temps, il devient de plus en plus évident que les polonais ne savent pas que conspirer et préparer des révoltes, ce que d'ailleurs ils oublient bien vite pour devenir des maîtres dans l'art de fabriquer l'eau-de-vie et les produits textiles dont l'exportation en Russie les reconcilie avec leur sujétion à la Russie tsariste. C'est à ce moment que surgit le mouvement révolutionnaire ouvrier polonais. Il cesse d'avoir un caractère de lutte pour l'Indépendance de la Pologne et se transforme déjà en lutte pour le socialisme. De nouveau Marx et Engels dans leur message du 27 novembre 1880 adressé aux représentants du socialisme polonais, réunis à Genève, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution polonaise de 1830, déclarent que le prolétariat polonais ne lutte pas pour les mêmes buts, au nom desquels s'était battue la noblesse polonaise. Dans ce message, nous voyons que Marx et Engels, tout en rendant justice aux grands mérites des révolutionnaires polonais issus de la noblesse, n'en cessent pas moins de mettre en avant le mot d'ordre de la lutte pour l'Indépendance de la Pologne. Quand fut fondée en 1889, la II-me Internationale, le point de vue traditionnel sur la question polonaise, a trouvé son expression dans la décision d'organiser une section spéciale polonaise, composée de délégués des trois parties de la Pologne, c'est-à-dire de la Pologne autrichienne, allemande et russe.

Au cours des années suivantes, la scission dans le mouvement ouvrier polonais devait être provoquée par la question de l'Indépendance de la Pologne. A ce sujet, les rapports des diverses fractions socialistes polonaises et de la II-me Internationale sur les désaccords de principes et de tactique, — sont très caractéristiques.

Le mouvement ouvrier polonais à revêtu en 1886, un caractère de soulèvement de classe. Une avalanche de puissantes grèves a poussé le prolétariat à prendre part à la vie sociale, et devant les socialistes s'est dressée la question des buts de la lutte. Le socialisme polonais est né sous le signe de la négation de la question nationale en général. Dans sa lutte contre toutes les formes d'idéologie bourgeoise, il a dû s'élever violemment contre l'idéologie du patriotisme bourgeois, contre le fétichisme patriotique. Et la tâche essentielle des premiers protagonistes du socialisme polonais, fut de démasquer les patriotes polonais. Ce

point de vue purement négatif à l'égard du patriotisme, correspondait également au fait que le socialisme polonais, né sous le joug du tsarisme, comme mouvement illégal de la classe intellectuelle dans sa première phrase, ne pouvait discerner de mieux que le socialisme russe les étapes de la lutte pour le but final du mouvement ouvrier. Ce but final, les premiers militants socialistes de Pologne se l'imaginaient comme le résultat d'une courte période d'organisation et de lutte révolutionnaire. Le miracle révolutionnaire devait faire passer le prolétariat de l'enfer du tsarisme dans le paradis socialiste. Toute étape semblait superflue et toute lutte pour la création d'un état bourgeois était à leurs yeux une trahison des intérêts du prolétariat. Cette opinion eut fait son temps, dès que la leçon du mouvement en masse des ouvriers polonais eut démontré, que le prolétariat, sur le chemin de la révolution a besoin, dans la période d'organisation, d'être politiquement constitué, comme classe et qu'il ne peut ni s'organiser, ni mener la lutte, sans avoir conquis au préalable ses libertés politiques.

Les socialistes étaient placés devant la question du programme minimum, qui affirmait l'inévitabilité des étapes, et ils la devaient trancher dans une situation historique bien déterminée. Le trait caractéristique de cette situation historique était la coïncidence de l'élan du mouvement polonais avec la décadence du mouvement révolutionnaire russe. Pour parler brièvement, c'était l'époque qui suivit la grande défaite de la „*Volonté du Peuple*”, du nationalisme russe, et qui précéda l'apparition en Russie, du mouvement ouvrier de masse qui a surgi de la grève générale des tisserands de Moscou, en 1896. En même temps, la vie politique en Pologne se faisait plus vivante. Tandis que la noblesse polonaise et la bourgeoisie après leur défaite de 1886 se lançaient simultanément à la poursuite du gain et du profit, renonçant à toute espèce de lutte politique, et vantaient hautement leur course à l'or, comme un travail organique, — nous assistons par contre vers 1863 à la résurrection de l'esprit patriotique et social-réformiste, dans une partie de la bourgeoisie polonaise. C'est alors que la petite bourgeoisie fortement renforcée par les nobles ruinés à fait son apparition sur la scène politique.

La petite bourgeoisie devenue plus mesquine encore sous l'influence du capitalisme et prise de plus en plus dans l'engrenage de l'histoire, avait tourné ses regards vers le passé alors que le capitalisme n'avait pas acquis sa formidable puissance et qu'elle menait encore une vie relativement paisible. Ce passé, c'était l'Indépendance de la Pologne.

Les yeux tournés vers le passé, la petite bourgeoisie n'a pas pu ne pas considérer les causes de la décadence de la Pologne et de l'impossibilité de sa renaissance. Elle en a rejeté toute la faute sur la noblesse polonaise, et elle a opposé à la politique aristocratique de celle-ci, la politique de la démocratie, la politique des réformes sociales. En tant que classe nombreuse et socialement persécutée, elle était profondément intéressée à voir ces réformes se réaliser. Aussi unissait-elle la volonté de rétablir la Pologne, à l'élan vers les réformes sociales, vers un socialisme de petite-bourgeoisie. Du fait que la bourgeoisie polonaise était surtout allemande ou israélite, et que la noblesse (au dire des historiens bourgeois, qui mesurent l'histoire à leur aune), a joué dans l'histoire de la Pologne un rôle de traître,

la petite bourgeoisie exigea la confiscation des biens de la noblesse et la remise des fabriques aux ouvriers, ce qui donna l'illusion d'une politique socialiste. Une partie des socialistes polonais n'a pas compris, n'a pas su discerner, dans les mots d'ordre socialistes, les éléments de leur caractère nationaliste et bourgeois. Elle a vu en eux des alliés dans la lutte pour la libération du prolétariat, qui devait remplacer les frères d'armes russes, les révolutionnaires russes.

Mais si la révolution russe s'était définitivement éteinte comme l'affirmaient des socialistes polonais, il est clair, que la lutte pour le socialisme, à laquelle le prolétariat aurait été en état de se préparer, ne pouvait être menée de front avec la révolution russe. Au contraire, elle ne pouvait compter sur le succès qu'en séparant nettement la lutte de la classe ouvrière polonaise de la lutte de la petite bourgeoisie contre le tsarisme. Dans de telles conditions, c'était l'évidence même que l'enjeu de la lutte ne pouvait être que l'indépendance de la Pologne, et non pas le renversement du tsarisme. D'ailleurs, la victoire de la démocratie en Russie était aux yeux des représentants de cette fraction des socialistes polonais la plus vaine des utopies. Ils déclaraient qu'en cas même où le tsarisme se verrait dans l'obligation d'accorder quelques réformes, il ne pouvait être tout au plus question que d'insuffisantes réformes libérales, sans garantie aucune contre les persécutions nationales. Ceux des socialistes polonais, qui s'en tenaient à l'indépendance de la Pologne, fondèrent le parti socialiste polonais. Les autres socialistes polonais répondirent à cette façon de poser la question en invoquant le silence de mort qui régnait en Russie. Et s'il était bien vrai, que la révolution en Russie fût morte pour longtemps, dès lors l'espoir de la conquête de l'indépendance de la Pologne ne devait plus être qu'une vaine illusion, car cette période d'accalmie eût donné au tsarisme assez de forces pour étouffer tout mouvement révolutionnaire en Pologne. Ces socialistes polonais à preuve de leurs assertions attiraient l'attention sur la situation générale en Europe pour démontrer l'improbabilité d'une modification quelque peu importante de la carte Européenne avant qu'elle ne l'ait été par le prolétariat victorieux conformément à ses intérêts.

C'était l'époque qui précéda l'apparition des tendances impérialistes de la bourgeoisie. La bourgeoisie européenne semblait incapable de courir les risques d'une guerre sur les champs de bataille de l'Europe pour modifier la carte européenne. Il eût été difficile de prévoir à cette époque que la tempête s'élèverait des centres coloniaux. La social-démocratie polonaise en rejetant le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, en tant que revendication prolétarienne, ne faisait pas que le nier en tant que mot d'ordre du prolétariat, mais croyait à une certaine stabilisation de la corrélation des forces des puissances, jusqu'à la révolution sociale. Au mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, elle a opposé celui de la lutte de tout le prolétariat russe pour la démocratie. Elle a tourné en ridicule le programme du parti socialiste polonais qui entendait passer immédiatement du tsarisme à la dictature du prolétariat. Elle a fondé sa politique sur l'union du prolétariat russe et polonais et s'est efforcé d'amener ce dernier à la conclusion que, du moment qu'il n'y avait pas en Russie de mouvement ouvrier

de masse, la tâche du prolétariat polonais devait consister à hâter par sa lutte l'éveil du prolétariat russe. Ce point de vue obtenu par voie empirique fut théoriquement fondé par Rosa Luxembour, qui rejetait en général tout rapport du prolétariat avec l'Etat national et tirait une réponse concrète du point de vue du développement de la Pologne. Rosa Luxembour a expliqué que la tâche de la bourgeoisie consiste à faire de l'état bourgeois un organe de sa souveraineté, tandis que la mission historique du prolétariat consiste à supprimer et non à fonder l'état capitaliste. Partout où le prolétariat existe comme force de masse, il est prouvé que dans cette sphère concrète, la bourgeoisie n'a nullement besoin d'un état national spécial pour l'exploitation et l'oppression du prolétariat en tant que classe.

L'existence du prolétariat et de la bourgeoisie, de ces deux classes modernes sur même territoire qui, bien qu'appartenant à la même nationalité, ne forme pas un état national, les amènent à poser cette question concrète: pourquoi donc la bourgeoisie polonaise a-t-elle renoncé à la lutte pour le socialisme?

Dans une série de brillants travaux historiques, Rosa Luxembour a démontré, comment la bourgeoisie polonaise fondée sous l'égide du tsarisme, n'a pas trouvé dans ce dernier qu'un instrument de domination sur le prolétariat polonais, mais aussi d'expansion économique extérieure. La dépendance de l'industrie polonaise des marchés russes, selon l'expression de Rosa Luxembour, a été la corde qui a étranglé dans la bourgeoisie polonaise toute velléité de lutte pour l'état national.

Dans la lutte des deux tendances du mouvement ouvrier polonais qui a fait naître pendant la grande guerre l'épithète de social-patriote, les deux fractions du communisme polonais ont tenté chacun de leur côté de gagner les bonnes grâces de l'Internationale.

D'un côté, les représentants du parti socialiste polonais s'efforçaient de raviver les vieilles traditions de l'attitude de Karl Marx et Frédéric Engels sur la question polonaise, trouvant un appui en premier lieu chez le détenteur de ces traditions, F. Engels.

D'un autre côté, Rosa Luxembour dans les plus importantes revues du socialisme européen tâchait de faire comprendre les changements qui se produisaient tant dans la situation internationale que polonaise, et qui empêchaient l'acceptation sans réserve du point de vue de Marx. Le désir de faire de la Pologne un rempart contre la Russie était une preuve de méfiance contre la force révolutionnaire du prolétariat russe qui s'éveillait; il était le résultat de l'ignorance du fait que le tsarisme pendant les dix dernières années du siècle passé n'était plus le pilier de la réaction mondiale, mais un mercenaire de la haute finance.

La II-me Internationale tâcha, -- et c'est ce qui démontre son caractère opportuniste, -- d'éviter de préciser sa position dans cette question en litige. En ce qui concerne la résolution proposée par le parti socialiste polonais faisant allusion à la conquête de l'indépendance de la Pologne selon la tradition marxiste, comme une des tâches les plus immédiates du prolétariat européen, le Congrès de Londres de la II-me Internationale, en 1896, déclare qu'il est à fond pour le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, que sa sympathie va aux travailleurs de tout pays qui gémit sous le joug du militarisme et du despotisme social ou autre. Il fait appel aux travailleurs de

tous les pays pour qu'ils prennent place dans les rangs des prolétaires conscients du monde entier, pour vaincre le capital international et pour réaliser les buts de la social-démocratie internationale. La II-e Internationale dans cette résolution n'a pas soufflé mot en ce qui concerne sa position à l'égard des questions litigieuses du socialisme polonais. Elle n'a pas osé faire de l'indépendance de la Pologne un but politique concret.

Elle ne l'a pas fait parce que la social-démocratie allemande déjà à ce moment ne voulait en aucun cas renoncer à défendre le butin polonais dont s'était emparé l'aigle prussien.

Même alors, les idées que les socialistes-démocrates allemands avaient sur les minorités nationalistes opprimées de l'Allemagne étaient d'ordre opportuniste et ils cherchaient à les voiler de lieux communs sur les sympathies qu'ils nourrissaient à l'égard des peuples opprimés. Si la II-ème Internationale a fait à cette date ressortir la nécessité de la solidarité du prolétariat dans sa lutte pour le socialisme, elle n'en a cependant tiré aucune conclusion sur l'inadmissibilité de la rupture du front commun prolétarien international par l'admission de divers programmes politiques dans les cadres d'un seul Etat. Elle a non seulement toléré l'oeuvre désorganisatrice du parti socialiste polonais qui tendait en Pologne russe, et en Allemagne à éloigner les Polonais de leurs frères de classe, mais elle a poursuivi une campagne acharnée contre les social-démocrates russes et allemands qui les accusaient d'aspirations chauvines. Les social-démocrates allemands, qui jouaient un rôle prédominant dans la II-me Internationale, n'ont pu soutenir une lutte systématique contre le nationalisme polonais, parce qu'ils savaient qu'il ne tenait qu'aux socialistes patriotes polonais de leur démontrer, que le passé des social-démocrates allemands n'était pas meilleur que le leur. Aussi, la II-me Internationale assistait-elle passivement à la lutte de tendances politiques au sein de la classe ouvrière polonaise, sans faire le moindre effort pour se créer une position politique indépendante. Seuls les social-démocrates russes devaient tenter d'occuper une position bien déterminée, comme le prouve l'article du camarade Lénine, en date du 13 Juillet 1903, paru dans l'organe central des social-démocrates révolutionnaires russes de cette époque.

Dans cet article, les social-démocrates russes déclaraient d'une façon catégorique, que le devoir de la classe ouvrière est de s'opposer à l'incorporation forcée de nations dans les cadres d'Etats étrangers. Sans détour, les social-démocrates russes reconnaissent le droit à chaque nation de se séparer de ses oppresseurs, ajoutant en même temps, que cela ne veut point dire que les partis ouvriers soient tenus, en présence de toute situation politique dans tout pays, d'y soutenir les tendances séparatistes. En refusant leur concours aux efforts de la bourgeoisie tendant au maintien des Etats spoliateurs, les partis ouvriers ne doivent appuyer activement les aspirations du peuple vers son indépendance que dans le cas où celles-ci correspondent parfaitement aux intérêts de la classe ouvrière. Quoi qu'il en soit, le devoir des ouvriers de tous les pays, oppresseurs ou opprimés, est de tendre vers la création du front commun prolétarien pour la lutte contre le capitalisme. Car seule la plus étroite union de

toute la classe ouvrière, sans distinction de nationalités, peut assurer au prolétariat, dans sa lutte contre le capitalisme, la victoire décisive qui lui apporterait la liberté nationale et l'émancipation sociale. L'article précité déclare ensuite que, dans la question polonaise, la classe possédante de la Pologne s'unit de plus en plus au tsarisme et renonce à la lutte pour l'indépendance. En même temps, l'article adoptait le point de vue de ceux qui signalaient le changement qui s'opérait dans la situation polonaise depuis que la classe ouvrière russe menaçait de plus en plus le tsarisme. L'article faisait aussi remarquer qu'il se peut créer une situation internationale où la bourgeoisie polonaise posera comme une revendication, l'indépendance de la Pologne, et dans ce cas, tout dépendra de la situation politique concrète qui se formera par suite de la classe ouvrière à l'égard de cette question. Ce point de vue de la social-démocratie russe a eu le don de lui permettre de faire de son côté la plus vive opposition à la politique d'oppression nationale du tsarisme et de gagner ainsi la confiance des ouvriers polonais. Dans nul pays, les rapports des social-démocrates du pays dominant à l'égard des masses ouvrières polonaises n'étaient si étroits et si intimes qu'en Russie, où non seulement les marxistes polonais (la social-démocratie de la Pologne russe) constituaient une fraction du parti général russe, mais même les ouvriers contaminés de sentiments nationalistes par le parti socialiste polonais, créaient à tous moments critiques, un front commun avec la classe ouvrière russe. Mais, comme nous l'avons déjà dit, la II-me Internationale ne pouvait adopter entièrement cette position, parce qu'elle exigeait une rupture définitive avec la bourgeoisie, ce qui était chose absolument impossible pour la II-me Internationale, divisée par des tendances opportunistes. Si les social-démocrates russes ont pu agir ainsi, c'est parce qu'ils formaient dans leur majorité un parti révolutionnaire, et le fait que l'article précité fut écrit par Lénine dans l'*Iskra*, est très caractéristique.

La question litigieuse du mouvement polonais fut éprouvée au feu de la révolution et de la guerre impérialiste de 1914. La première révolution russe, celle de 1905, a montré la corrélation réelle des forces en Pologne: la classe ouvrière polonaise se joignit tout entière à la classe ouvrière russe et abandonna le parti socialiste polonais. A cette époque, la majeure partie des ouvriers polonais ont non seulement lutté pour la république démocratique russe, sous le drapeau de la social-démocratie de Pologne qui faisait partie de l'organisation social-démocrate russe, mais leurs masses très nombreuses, qui se trouvaient derrière le parti socialiste polonais, dans leur tendance instinctive vers l'union avec la classe ouvrière russe, poussaient de plus en plus ce parti vers la gauche et l'ont réduit à abandonner le mot d'ordre qui proclamait l'indépendance de la Pologne. Certains éléments du parti socialiste polonais, qui s'en tenaient encore à ce mot d'ordre formèrent un petit groupe de chefs sans troupes et organisèrent un parti indépendant. Mais ce parti prouva tout de suite, qu'il ne pouvait plus compter sur les ouvriers du fait qu'il avait substitué à la révolution en masse, qui était le seul moyen d'obtenir l'indépendance de la Pologne, nombre de petites organisations militaires révolutionnaires nouvellement constituées qui devraient, dans le cas d'une guerre mondiale, lutter pour l'indépen-

dance de la Pologne, aux côtés de l'impérialisme allemand et autrichien. La faillite des social-patriotes polonais pendant la première période de la révolution conduisit à la formation des organisations défensives de Pilsudsky, présentement maréchal des troupes polonaises. La position qu'adopta alors la classe ouvrière fut la conséquence naturelle du fait que dans le processus du développement capitaliste avait fusionné l'économie nationale polonaise avec celle de la Russie et fait de la bourgeoisie polonaise une partie de la bourgeoisie russe, et de la classe ouvrière polonaise une partie de la classe ouvrière russe. De ce fait, la Pologne ne comptait, au début de la guerre, parmi ses partis politiques aucune organisation dont le drapeau portât, comme devise, l'indépendance de la Pologne. Les classes aisées polonaises en Allemagne et en Autriche tendaient au renversement du tsarisme russe et à la réunion des vieux territoires polonais soit sous le sceptre des Habsbourgs, soit sous la forme d'un vaste Etat de l'Europe centrale, autrement dit, sous la forme d'un trust capitaliste allemand. Les leaders de la bourgeoisie polonaise en Russie déclarèrent également que les Polonais veulent, tout en restant en contact plus ou moins étroit avec l'Etat russe, reconstituer le territoire de la Pologne. Se rendant parfaitement compte de la conjoncture politique internationale, ils déclarèrent qu'il n'y avait plus lieu de constituer de petits Etats indépendants et que pareille politique ne correspondait plus aux intérêts de la bourgeoisie de ces petites nations. Il était évident qu'ils préféreraient participer au développement du capital victorieux plutôt que rester confinés dans un petit Etat, sans accès direct sur les grandes voies mondiales. De son côté, la classe ouvrière des centres industriels de Pologne adoptait une ferme attitude anti-militariste. Elle protesta contre la guerre et, dès le début des hostilités, elle tenta, à Varsovie, de manifester contre la guerre. Le parti socialiste polonais, qui avait pris parti, au nom de ses masses ouvrières, pour l'impérialisme allemand, trouva de la sympathie parmi les intellectuels polonais, mais non parmi les masses ouvrières. Ce parti a subi, dans cette guerre, une défaite irréparable. L'impérialisme allemand après avoir tiré tout le profit possible, le repoussa dédaigneusement et alla même jusqu'à jeter en prison son héros national Pilsudsky, chef des légions polonaises. La tentative du parti socialiste polonais de conquérir l'indépendance de la Pologne avec l'aide de l'impérialisme allemand, eut pour résultat l'occupation de la Pologne par les troupes allemandes et le complet asservissement du peuple polonais par l'impérialisme allemand qui devait l'émanciper. Les aventuriers polonais qui s'étaient jetés dans les bras de l'impérialisme allemand, n'en tirèrent qu'une seule conclusion: se jeter dans les bras de l'impérialisme français et anglais. Ainsi au bout de la troisième année de guerre, ils firent preuve à l'égard de cet impérialisme qu'ils considéraient comme le futur sauveur de la Pologne, d'autant de vénération qu'ils en avaient témoigné à l'impérialisme allemand durant la première année de guerre. La victoire de la révolution russe, ainsi que l'explosion révolutionnaire allemande, ont brisé les forces qui enchaînaient la Pologne depuis plus de cent ans.

* * *

La Pologne est devenue indépendante. Et de ce fait,

il se créa une conjoncture politique que Lénine avait prévue dans son article de 1903, où la bourgeoisie polonaise allait trouver intérêt dans l'indépendance de la Pologne. La révolution russe créa une menace pour la bourgeoisie polonaise qui ne pouvait défendre ses intérêts que dans le cadre d'un Etat indépendant et avec l'appui du capitalisme victorieux de l'Entente. Toutefois elle ne renonçait pas par là à mettre à profit l'impérialisme russe, de même qu'à l'exploitation du peuple qu'elle tenait sous son joug. Mais l'impérialisme russe mort, elle n'avait plus rien à espérer de celui-ci. En créant son indépendance, la bourgeoisie polonaise épousa les intérêts du prolétariat qu'elle avait défendus jusqu'alors dans les cadres de l'Etat impérialiste russe. Maintenant elle cherchait à devenir un parasite de l'impérialisme de l'Entente. La France impérialiste qui a vaincu l'Allemagne avec le concours de ses alliés, et qui par les conditions de la paix voulait la crucifier, avait besoin d'un allié qui aurait une frontière commune avec l'Allemagne et qui aiderait le capital français à la maîtriser. Ce rôle fut dévolu à la Pologne. Aujourd'hui la bourgeoisie polonaise vend au capital français ses ouvriers et soldats comme chair à canon, pour la guerre future contre l'Allemagne, tout comme le faisait auparavant le tsarisme russe. En récompense de ses services elle ne reçoit pas d'emprunts, mais des canons et des munitions qui doivent lui servir pour l'oppression du prolétariat polonais. Si, lors de la formation de l'Etat républicain polonais, on entendait dire, dans certains milieux, que la politique des social-démocrates polonais, qui refusaient opiniâtrement de faire leur mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, avait été éronnée, la politique de la bourgeoisie polonaise prouve maintenant au prolétariat combien les social-démocrates avaient raison, quand ils lui disaient qu'il n'a aucun intérêt à lutter pour l'instauration d'une république bourgeoise indépendante qui ne pourrait être qu'une arme d'exploitation.

Mais cette position des social-démocrates polonais n'épuise, nullement, la question de l'attitude de la III-me Internationale à l'égard de la Pologne. Il est évident pour tout le monde que la classe ouvrière polonaise doit lutter, par tous les moyens en son pouvoir, contre son gouvernement capitaliste et que la classe ouvrière internationale doit combattre de toutes ses forces la Pologne qui a pris les armes contre la Russie Soviétiste. Cependant, la question qui se pose devant nous, est celle de l'attitude de l'Internationale Communiste à l'égard de l'indépendance de la Pologne, au moment de la victoire de la classe ouvrière polonaise ou au moment de l'écrasement de l'armée blanche polonaise par l'armée rouge de la Russie Soviétiste, à laquelle la criminelle agression de la Pologne a imposé la guerre. Mais cette question ne pourra pas provoquer de divergences de vues au sein de l'Internationale Communiste.

Le peuple polonais qui a supporté plus d'un siècle le joug d'une oppression nationale, manifeste naturellement de la défiance pour toute domination étrangère. Cette raison est suffisante pour que la III-me Internationale se prononce clairement et nettement, en faveur de l'indépendance de la Pologne. La classe ouvrière polonaise doit lutter maintenant pour la conquête de son propre pouvoir et non pour mettre la Pologne sous la tutelle d'un autre Etat quelconque. Aucun Etat prolétarien, tant la Russie Soviétiste

que la future Allemagne prolétarienne, n'a d'intérêt à imposer au peuple polonais sa domination politique. Au contraire, l'une et l'autre sont intéressées à tout ce qui peut affermir la situation de la classe ouvrière polonaise le jour de sa victoire. Elles ont donc intérêt à dissiper la défiance nationaliste des masses de la petite bourgeoisie polonaise. Voilà pourquoi la République Soviétiste reconnaît ouvertement l'indépendance de la Pologne et c'est pour les mêmes raisons, que l'Internationale doit également adopter franchement et nettement une attitude analogue. La république soviétiste a déclaré qu'en cas de victoire sur les hordes blanches polonaises elle ne songerait, en aucune circonstance à conquérir la Pologne et qu'elle reconnaîtrait sans réserve l'indépendance de la Pologne communiste. La Pologne indépendante pourra résoudre elle-même la question de ses relations avec la Russie et l'Allemagne Soviétiste, s'il en existe une à ce moment. Il va de soi que si la bourgeoisie polonaise fait appel à l'appui de la bourgeoisie victorieuse de l'Europe occidentale, le prolétariat polonais fera appel aux États prolétariens victorieux et, plus le danger qui menace le prolétariat se fera grand, plus la désorganisation économique que le régime capitaliste lui aura léguée sera profonde, et plus les prolétariats de ces pays chercheront à s'entraider et à se soutenir mutuellement. L'attitude de la classe ouvrière polonaise au cours des longues années de lutte pour son émancipation du tsarisme et du capitalisme, la lutte héroïque du prolétariat polonais sous le joug du tsarisme et sous l'occupation militaire allemande, sa lutte contre la bourgeoisie polonaise dans les cadres de l'État indépendant polonais, tout cela est une preuve que, quelle que soient les grandes difficultés qui l'attendent au moment où elle aura conquis le pouvoir, le nationalisme étroit ne constituera jamais une menace ou un obstacle à l'action commune du prolétariat polonais et du prolétariat mondial.

L'Internationale avait pris fait et cause pour l'indépendance de la Pologne afin de l'utiliser comme rempart contre le tsarisme russe. Aujourd'hui, le centre de l'Internationale se trouve sur le territoire de la Russie révolutionnaire, et la Russie soviétiste est en ce moment le cœur de la révolution prolétarienne universelle. La Pologne ne doit plus désormais servir à l'Internationale de rempart contre la Russie, mais d'un pont jeté de la Russie Soviétiste à l'Allemagne prolétarienne. Aujourd'hui, par suite des modifications qui se sont produites dans la situation internationale, l'indépendance de la Pologne n'a plus l'importance d'un rempart contre la Russie, pays de la Révolution, qu'aux yeux du Capital Universel. Entre l'époque de la I-re Internationale, qui avait considéré la Pologne comme un rempart dressé par la révolution bourgeoise contre les hordes du tsarisme, et l'époque de la III-e Internationale, arme de la révolution mondiale,

qui réunira à travers la Pologne, ses avant-gardes aux armées du prolétariat occidental, se trouve celle de la II-e Internationale, époque des phrases radicales et de l'absence complète de toute action, époque de lutte contre l'oppression nationale en paroles et de la coalition en fait avec la bourgeoisie qui incarnait cette oppression. En fait, l'Internationale communiste n'a rien de commun avec cette époque et quiconque voudrait rappeler à sa mémoire l'image de la II-e Internationale, n'aurait qu'à jeter un coup d'oeil sur la Pologne mourante où à la tête des armées combattantes contre la Russie et pour les intérêts de la contre-révolution mondiale, se trouve Joseph Pilsudky, leader et idéologue du parti socialiste polonais et qui incarne, mieux que personne, l'esprit de la II-e Internationale. Que l'époque de la II-e Internationale expire, qu'elle soit vouée à la mort, c'est ce que prouve d'une façon éclatante la politique suivie par le parti socialiste polonais. Bien que la Pologne blanche fasse la guerre à la Russie Soviétiste sous les ordres du leader actuel du parti socialiste polonais, lequel se tient derrière son chef à tous les moments décisifs, sans oser critiquer; bien que l'armée blanche polonaise ne soit conduite et inspirée que par l'état-major des „Pilsudky" composé de membres du parti socialiste polonais, — ce parti n'a pas, malgré tout, le courage d'appuyer ouvertement la politique de son leader. Le parti soutient Pilsudky lors des votes parlementaires, il l'aide à voiler l'état de choses réel, mais, en face des masses ouvrières, il se voit forcé de combattre, bon gré mal gré, sa politique et à participer aux manifestations publiques en faveur de la paix.

La II-e Internationale est morte; elle ne peut donner signe de vie qu'au moyen de manoeuvres frauduleuses, qui peuvent encore lui donner un semblant de vie, mais qui ne sont plus en état de lui rendre sa vitalité. La III-e Internationale remplit son devoir non seulement par les manifestes et par ses résolutions, mais aussi dans la lutte de la classe ouvrière russe, dans les exploits héroïques de l'armée rouge, dans toute action des travailleurs anglais, français, autrichiens, italiens, allemands à l'égard de la Pologne blanche. Et le point de vue adopté par ces travailleurs quant à la question polonaise ne restera pas dans le domaine théorique, mais il acquerra bientôt une importance pratique considérable. Aujourd'hui l'Internationale est encore une organisation révolutionnaire illégale, mais elle sera demain l'union des États prolétariens. Et la Pologne, la Pologne des ouvriers et des prolétaires, la Pologne unie à la Russie Soviétiste et au prolétariat universel, deviendra membre de cette Internationale révolutionnaire, membre de l'union des États révolutionnaires.

K. Radek.



L'Ukraine, objectif de la contre-révolution internationale.

1. L'hypnose ukrainienne.

La guerre universelle de 1914—1918, qui anéantit des dizaines de millions de vies humaines, qui détruisit les colossales richesses amassées dans tous les pays pendant des décades de paisible labeur, ne fut qu'une grande lutte pour la possession des pays producteurs de matières premières, ravitaillement, denrées et combustible, et pour la conquête des voies ferrées et maritimes ouvrant les régions riches en matières premières et en combustible.

L'Ukraine, avec ses richesses illimitées, son admirable situation géographique, au croisement des routes qui mènent de l'Europe Occidentale au Caucase, dont les richesses minérales et les énormes gisements de naphte acquièrent de jour en jour une importance plus grande dans la vie économique des peuples, au Turkestan riche en coton, à la Perse et à l'Asie Centrale— ne pouvait manquer de devenir un objet de convoitise pour tous les pays impérialistes.

Au lendemain de la paix de Brest-Litovsk, ce ne fut pas vers la Russie des Soviets ou la Russie Centrale, ni contre Moscou ou Pétrograd que les impérialistes allemands jetèrent leurs troupes — ce fut contre l'Ukraine. Lorsque les diplomates allemands s'évertuaient à semer la discorde entre la Russie des Soviets et l'Ukraine, ce n'était que dans le but d'affaiblir cette dernière, pour l'annexer, directement ou indirectement, et l'enchaîner au char triomphal de l'Empire Allemand.

Lorsque en novembre 1918, la révolution allemande renversa le trône des Hohenzollern, et que les troupes allemandes d'occupation retournèrent dans leur patrie, de nouveaux conquérants vinrent remplacer les envahisseurs casqués. Après la chute des Hohenzollern et la débâcle de l'Allemagne, l'Ukraine devint l'objet des convoitises des capitalistes français et anglais. Si Krasnof et Skoropadsky y avaient été les agents de l'impérialisme allemand, travaillant à l'affirmation de l'hégémonie allemande en Ukraine, — Dénikine et Vrangél, par contre, furent les instruments des capitalistes anglo-français visant l'Ukraine. C'est ainsi qu'après avoir pris Kharkow et Tsaritzin et avoir donné à ses troupes l'ordre resté historique de marcher sur Moscou, Dénikine n'avança pas en ligne droite vers la vieille capitale des tsars, mais se tourna vers l'Ukraine, tâchant d'occuper Ekaterinoslav, Poltava et Kiev. Ce n'est que vers la fin de septembre, trois mois après qu'eut été décidée la marche sur Moscou, que commencèrent les opérations de Dénikine dans la direction de Koursk et de Voronège. Dénikine se hâta, évidemment, de se saisir de l'Ukraine tout entière dans l'intérêt et sur l'ordre de son commandement supérieur — c'est-à-dire des bourgeoisies française et anglaise. En perdant trois

mois à conquérir successivement la rive gauche et la rive droite du Don, il ne fit qu'affaiblir ses troupes et hâter l'heure de la défaite, Inévitable dans cette lutte avec un adversaire terrible — la Russie des Soviets. Après la débâcle de Dénikine, l'Ukraine sembla sauvée de l'emprise du capitalisme européen. Mais voici entrer en scène, au lieu des cosaques, des «cent noirs» et des galonnés de l'ancienne autocratie, la noblesse polonaise. A son tour, elle élève des prétentions sur l'Ukraine.

Le manifeste de Pilsudsky jette une lumière éclatante sur les cartes des classes dominantes de la Pologne. Il ne laisse aucun doute sur le véritable but de la noblesse polonaise dans la guerre avec les deux républiques fédératives. Ce but — c'est l'occupation de l'Ukraine par les troupes polonaises, c'est, en d'autres termes, la possession de l'Ukraine.

Et de nouveau, au lieu de marcher en droite ligne sur Moscou par Smolensk et, au lieu de livrer combat à leur terrible adversaire dans les plaines de la Russie des Soviets, les troupes polonaises suivent la même route que Charles XII, les Allemands et Dénikine. Telle est la force d'attraction de l'Ukraine, l'hypnose Ukrainienne qui agit sur tous les ennemis du régime des Soviets, et semble leur obscurcir l'esprit aux heures décisives. Mais qu'est-ce donc qui rend l'Ukraine l'objet de désirs si ardents de la part des stercoraires du capitalisme, et d'où proviennent cette hypnose ukrainienne et cette force attractive de l'Ukraine, agissant infailliblement sur tous les ennemis du pouvoir des Soviets?

2. Rôle de l'ancien Empire Russe dans l'économie mondiale.

Dans la période qui a précédé la guerre mondiale, l'ancien empire Russe, avec ses 200 millions d'habitants, son territoire illimité occupant plus d'un septième du globe terrestre, ses inépuisables richesses naturelles, les produits de son agriculture, ses forêts, son lin, etc. jouait un rôle colossal dans la vie économique du monde. Caché sous la forme pécuniaire de l'échange des marchandises, ce rôle ne sautait pas aux yeux. Les colossales exportations russes, leur grande importance pour l'économie universelle, furent en quelque sorte masquées par l'insignifiance du prix d'échange de marché de notre exportation. Les marchandises russes étaient exportées à l'étranger sous forme de matériaux bruts, et c'est pourquoi elles étaient cotées à bas prix, et la valeur totale de l'exportation russe, exprimée sous forme pécuniaire, en roubles, francs et livres sterling était insignifiante, comparée à son importance réelle dans l'économie mondiale. Par contre, beaucoup de matières russes exportées, puis réimportées en Russie sous forme d'articles manufacturés (marchandises en bois russe,

cuir de Russie, métal russe etc.) se vendaient en Russie à des prix dix et même cent fois plus élevés que ceux des matières premières exportées.

L'ancien empire russe n'est pas seulement un des plus riches pays du monde par ses trésors naturels; — chose plus importante, il dispose des *éléments fondamentaux de la production*, à savoir: du coton dont la culture sert de base à toute l'industrie textile; de la houille et du fer, sans lesquels il est impossible de mettre en marche aucune fabrique, et enfin — des éléments fondamentaux de l'alimentation humaine: blé, viande, sucre, graisse et sel. L'Allemagne actuelle est presque entièrement privée de coton, ne possède que fort peu de houille, de fer, de blé et, le régime capitaliste subsistant, elle est condamnée à la perte, à l'extinction, à la dégénérescence. Elle est menacée d'un sort pire que celui de l'Espagne, jadis florissant pays industriel et devenue la contrée la plus pauvre de l'Europe. En qualité de puissance capitaliste, l'Allemagne ne peut exister qu'en reprenant à la France, l'Alsace et la Lorraine ainsi que le bassin de la Sarre, et réoccupant l'Ukraine, bref — au prix d'une nouvelle guerre universelle qui ne serait qu'une aventure plus inepte encore et plus risquée que celle de 1914—1918. La France et l'Angleterre, en dépit même de leurs énormes acquisitions territoriales, ne sont pas en état de se passer encore longtemps de l'appui de l'Ukraine et de la Russie des Soviets — avec ses riches forêts septentrionales, son Turkestan riche en coton, son Caucase, riche en naphte, etc. Il n'existe au monde qu'un *pays capitaliste* qui puisse vivre sans avoir recours aux richesses de l'Ukraine et de la Russie des Soviets. Mais ce pays — les États-Unis — se trouve sur un autre continent. Il possède du blé, de la houille, du fer, et même du coton en quantités suffisantes, et c'est pour cette raison que la bourgeoisie américaine témoigne moins d'intérêt que les bourgeoisies française et anglaise à l'anéantissement du régime des Soviets, tant en Russie qu'en Ukraine.

Au lendemain de la fin de guerre universelle, lorsque se fit sentir partout la disette des principaux produits alimentaires, tels que le pain, la viande, le sucre et des matières premières, telles que — lin russe*), houille, minerais, bois de construction, cuirs, graisses, etc., la chute inattendue d'un anneau tel que l'ancien empire de la Russie, de la chaîne commune des états capitalistes, porta à ces derniers un coup terrible.

Durant les quatre années de guerre, l'humanité fit littéralement sauter la houille, le coton, le blé, le cuir, employés exclusivement pour les besoins de la guerre par milliards de tonnes, et, au moment actuel, alors que la bourgeoisie internationale se trouve devant la nécessité urgente de procéder à l'exploitation intense de la vieille Russie et à sa transformation définitive en colonie de la bourgeoisie internationale — ce dessein devient plus irréalisable que jamais. Pour ceux des savants bourgeois européens qui ont compris l'impossibilité d'un retour au passé, qu'il n'y a pas lieu d'espérer la restauration des rapports de dépendance ou de servage qui existaient naguère entre l'ancien empire russe et les états de l'Europe Occidentale — la nécessité absolue de terminer la guerre avec la république fédérative des Soviets de la Russie, est évidente. Le seul moyen de sauver l'Europe Occidentale de la débâcle économique, de la famine et de l'appauvrissement matériel — serait,

d'après l'opinion de ces économistes et politiciens bourgeois — le rapprochement avec la Russie.

La résolution prise par la conférence de Londres par rapport à la lutte contre la famine, porte dans sa partie concernant la question russe, le passage suivant: «La conférence estime que le rétablissement de l'industrie mondiale ne pourra se réaliser tant que la Russie n'aura pas toutes les possibilités de régénération économique et ne pourra mettre à la disposition des autres pays ses réserves énormes de matières brutes et de produits alimentaires». Or, le premier pas vers ce but, c'est la cessation de toute intervention des puissances étrangères dans les affaires russes, que ce soit par violence masquée ou avouée.

La plupart des dirigeants des pays bourgeois continuent cependant à méditer des plans d'intervention violente dans les affaires russes. L'aventure polonaise en est la meilleure preuve.

3. Richesses naturelles de l'Ukraine. Rôle de l'Ukraine dans l'économie mondiale à la veille de la guerre.

L'Ukraine occupait dans le corps de l'ancien empire russe une superficie relativement insignifiante qui n'égalait que les 14,3% de la Russie d'Europe (moins la Pologne, les gouvernements de Kovna, Grodna, Vilna, Arkhangel et la Courlande). Toutefois, comparée aux pays de l'Europe Occidentale, l'Ukraine occupant un territoire de 45 millions de dessiatines représente un Etat considérable, ne le cédant que de très peu à l'Allemagne, à la France, à l'Espagne, dont la superficie ne dépasse pas 46 à 50 millions de dessiatines.

Tout en n'occupant que les 14,3% du territoire de la Russie d'Europe, l'Ukraine jouait dès avant la guerre, un rôle colossal dans le commerce extérieur, en exportant nombre des objets principaux du commerce russe. Le froment, l'orge, le seigle, la farine, le bétail, l'alcool, le sucre, le sel, et quantité d'autres denrées exportées annuellement avant guerre par la Russie tsariste à l'étranger, provenaient d'Ukraine. En ce qui concerne le sucre, en particulier, on se fera une idée de l'importance de l'industrie sucrière ukrainienne, en prenant en considération que, sur un nombre total des 294 raffineries en activité en Russie d'Europe, 198 appartenaient en 1914—1918 à l'Ukraine.

On sait le rôle que jouait avant la guerre le blé ukrainien dans l'approvisionnement des pays de l'Europe Occidentale. Le seigle ukrainien était exporté en Allemagne, le froment ukrainien — en Angleterre et, partiellement en Italie.

L'Ukraine produit principalement des céréales, du froment et de l'orge en particulier. Suivant les données sur la production, l'importation et l'exportation, l'excédent des besoins des neuf gouvernements ukrainiens pour les années 1909 — 1913 représentait 180.000.000 de pouds de froment, et 211.000.000 de pouds d'orge. Ces chiffres sont suivis à une grande distance par 32.000.000 de pouds d'avoine (!). Le surplus moyen des céréales donne au total pour ces cinq années, le chiffre formidable de 432 millions de pouds (soit 6.912.000 tonnes). Il va sans dire qu'étant donné les progrès ultérieurs de la culture agricole en Ukraine,

*) La Russie fournissait 80% de la production mondiale de lin.

(!) Le poud russe pèse 40 livres de 400 grammes, soit 16½ kilos.

Note du trad.

la fertilité de ses terres s'accroîtra considérablement, et que l'Ukraine pourra consacrer un énorme excédent de céréales à l'approvisionnement des autres pays.

Outre les céréales, l'Ukraine exportait du bétail, en quantité moins considérable, il est vrai. Conformément aux données statistiques des chemins de fer, l'exportation moyenne nette des neuf gouvernements ukrainiens ne comportait, pour les trois années 1912 — 1914, que 231.000 têtes, ou six millions de pouds environ. Il est évident que l'élevage intensifié des bestiaux permettra à l'Ukraine d'en exporter à l'étranger une quantité infiniment plus considérable.

L'industrie sucrière jouait un rôle très important dans l'économie de l'Ukraine à la veille de la guerre. En 1913 — 1914, l'Ukraine comptait 200 raffineries, avec une production annuelle qui, de 1909 à 1914, s'éleva à 67 millions de pouds en moyenne.

Quant à l'alcool, les neuf gouvernements ukrainiens en produisaient en moyenne pendant la même période, 50 millions de seaux (alcool à 94%) dont 61% seulement étaient consommés sur place, l'excédent étant exporté en Grande Russie, au Caucase et à l'étranger.

A la veille de la guerre, l'Ukraine était le fournisseur d'oeufs le plus important du marché mondial. Elle en exportait des milliers de wagons par an.

Cet aperçu succinct du commerce d'exportation de l'Ukraine en produits de l'économie rurale à la veille de la guerre, fait ressortir le rôle que la question de l'exploitation de l'Ukraine et de l'exportation — forcée en cas de besoin — de son blé, son bétail, etc. devait jouer après que plusieurs années de guerre eussent provoqué dans le monde entier l'appauvrissement ou la famine, de plus en plus sensibles en Europe. Rien d'étonnant à ce qu'au lendemain de la paix, les impérialistes allemands jetèrent leurs troupes non pas contre la Russie ennemie, mais contre l'Ukraine „amie“. Ainsi que le camarade Rakowski le rappelle dans son exposé du 18 mai 1920 au 4-e Congrès panrusse des Soviets, l'Ukraine de Pétlura, selon les clauses du traité passé entre la république populaire ukrainienne d'une part, l'Allemagne et l'Autriche de l'autre, devait livrer avant le 1-er juin 1919, 70 millions de pouds de céréales, 11 millions de pouds de bétail sur pieds, 30.000 moutons, 2 millions de pièces de volaille, 45.000 pouds de graisse, 2500 wagons d'oeufs, 2 millions et demi de pouds de sucre, 20 millions de litres d'alcool, etc.

La question de la houille et du fer ukrainiens joua le rôle le plus important dans notre guerre civile. Le bassin du Donetz occupant la première place entre les autres régions industrielles de la Russie et de l'Ukraine par suite de sa richesse en houille et en fer, fut un brandor de discorde pour la contre-révolution dans sa lutte avec la Russie des Soviets et l'Ukraine. Les Krasnof, les Kalédine, les Dénikine et leurs patrons européens révalent de condamner en arrachant le bassin du Donetz à la Russie et à l'Ukraine, les deux républiques des soviets au froid et à la faim. D'autre part, le capital étranger avait trop d'intérêts dans le bassin du Donetz pour le livrer sans combat aux républiques des Soviets et se priver des revenus énormes que son exploitation donnait aux capitalistes européens.

On sait qu'au lendemain de la paix de Brest-Litowsk, l'Allemagne impérialiste s'efforça de s'emparer du bassin du Donetz et que la presse impérialiste allemande dédia force colonnes à l'énumération descriptive de ses richesses, en escomptant minutieusement les quantités de houille, de métaux et minerais que les entrepreneurs

allemands et les troupes allemandes d'occupation pourraient extraire de cette région au profit de l'industrie allemande.

Quand les troupes allemandes furent forcées d'abandonner le bassin du Donetz, ce dernier devint l'objet des convoitises de l'Entente.

En ce qui concerne la houille et le fer du Donetz, à en croire les données statistiques d'avant guerre, ils ne furent exportés à l'étranger qu'en quantités peu considérables. Par contre — et ce fait a une importance beaucoup plus grave au point de vue des intérêts de l'impérialisme international et de la contre-révolution — le fer et la houille du Donetz furent l'aimant qui attira dans la région d'énormes capitaux européens. Les entrepreneurs français et belges placèrent des sommes énormes dans les usines métallurgiques et les houillères du Donetz, et toute l'industrie houillère et métallurgique se trouva, jusqu'à la révolution d'octobre, entre les mains du capital anglo-français-belge. A la veille de la guerre, en 1914, sur 3600 fours à coke des houillères du bassin du Donetz, avec une production de 175 millions de pouds, 3150 fours (d'une production totale de 153 millions de pouds de coke) appartenaient à des sociétés anonymes au capital de provenance exclusivement étrangère. Quant à l'industrie métallurgique, le capital étranger y jouissait à la veille de la guerre, d'une hégémonie absolue. Ainsi, la célèbre „Prodamet“ qui concentrait 80% de toute la production des métaux, était un syndicat de capitalistes surtout belges et français, dont le siège Central était à Paris.

Les capitalistes étrangers placèrent des sommes énormes non seulement dans les mines métallurgiques, usines et houillères du bassin du Donetz, mais encore dans les tramways municipaux, les stations électriques, les chemins de fer et autres entreprises industrielles de l'Ukraine; et ils n'étaient nullement disposés à renoncer sans combat à leurs revenus. Les Allemands une fois chassés de l'Ukraine, Petlura qui avait commencé par la vendre à Guillaume II, se rendit à Odessa, chez M. Anselme, consul général de France, afin de conclure un nouveau traité de vente de l'Ukraine. Conformément à ce traité, tous les chemins de fer et toutes les douanes du pays devaient être contrôlés par la France et passer aux mains de la Bourse française.

En ce qui concerne l'Angleterre impérialiste, son intérêt se porte sur la conquête du blé ukrainien encore plus que sur la question de la possession économique des régions houillères et métallurgiques du bassin du Donetz, des chemins de fer ukrainiens, des douanes, des stations électriques, etc. Le journal bourgeois anglais, *Daily Telegraph*, dans un article publié en août 1919, au moment de l'offensive de Dénikine, écrivait: «La moisson en Ukraine est satisfaisante, et elle serait à même de suffire aux besoins de l'Europe toute entière, si l'on y apportait le travail nécessaire». Le camarade Sokolnikoff cite un rapport caractéristique d'un des agents anglais à lord Balfour emprunté au «Livre Blanc» anglais, consacré aux bolchéviques: «L'Europe souffrira d'une sérieuse pénurie de produits alimentaires jusqu'à ce que la Russie, ce grenier principal de l'Europe, puisse approvisionner tous les États européens par l'exportation de ses céréales».

Ces considérations, complétées par les données ci-dessus sur l'exportation ukrainienne avant la guerre, suffisent à elles seules à expliquer pourquoi les puissances capitalistes s'efforcent d'anéantir coûte que

coûte, le gouvernement des Soviets en Ukraine et d'assurer la dépendance absolue de cette dernière vis-à-vis du marché capitaliste international. Ces mêmes données nous expliquent aussi pourquoi, en commençant leurs campagnes contre les deux républiques fraternelles, la Russie et l'Ukraine, le capitalisme international jette chaque fois le gros des forces militaires dont il dispose, justement sur l'Ukraine. C'est dans la situation catastrophique de tout le marché capitaliste, dans le besoin pressant de se procurer le plus vite possible, aujourd'hui et non pas demain, quelques millions de pouds de blé, de sucre, de sel etc. que gît la cause de l'«hypnose ukrainienne», qui se fait sentir si vivement chez tous les ennemis du gouvernement des Soviets. L'histoire a enregistré de

nombreux cas où les considérations militaires et les plans stratégiques réguliers furent, en temps de guerre, sacrifiés à des mobiles politiques, à des intérêts dynastiques, compromettant même le sort de la campagne. Dans le cas qui nous occupe, les intérêts brûlants de l'estomac, le besoin que ressent l'impérialisme d'un sac de farine ukrainienne, d'un poud de sucre raffiné ukrainien, ont pesé lourdement dans la balance de la guerre et contraint les stratèges qui dirigeaient la campagne contre la république des Soviets à marcher sur Moscou non par le chemin le plus court, mais par Kiev et par l'Ukraine.

Kharkov.

M. Pavlovitch.



Les relations entre républiques soviétistes.

Russie et Ukraine.

La révolution socialiste change non seulement la structure intérieure politique et économique des Etats, mais modifie aussi profondément les relations, qui existaient auparavant entre eux. Les relations entre Etats Soviétistes diffèrent totalement des relations entre Etats bourgeois. L'étatisme bourgeois et l'étatisme prolétarien diffèrent entre eux dans leurs principes fondamentaux. L'étatisme prolétarien ne trouve place dans aucune des classifications établies par les juristes de l'ancien monde depuis Aristote.

Le caractère isolé, renfermé, limité, fut le caractère général de toutes les anciennes formes de gouvernement, gouvernement aristocratique ou démocratique, monarchie absolutiste ou constitutionnelle, république, etc. etc. Les républiques les plus démocratiques opposaient leurs citoyens à l'étranger, et celui-ci était exclu de la vie politique du pays. La vie politique était le privilège d'une certaine classe nationale ou, dans le meilleur des cas, de tous les citoyens, mais seulement de ceux de l'Etat en question.

L'un des principes fondamentaux de la constitution des Etats soviétistes, de la Russie, comme de l'Ukraine porte au contraire: „Les étrangers appartenant à la classe ouvrière et la classe paysanne laborieuse jouissent de tous les droits électoraux“.

Cette disposition constitutionnelle amène toute une révolution. Elle est incompréhensible au législateur bourgeois habitué à prendre pour point de départ l'opposition de son Etat aux autres Etats, l'opposition de ses citoyens aux étrangers. Elle découle cependant logiquement du but même de l'Etat prolétarien.

En quoi consiste la différence radicale entre l'Etat prolétarien et l'Etat bourgeois? Dans leurs bases économiques différentes qui s'excluent.

L'Etat bourgeois ainsi que les formes d'organisations étatiques qui l'ont précédé, est basé sur le principe de la propriété privée du sol et des moyens de production. Le droit, appelé droit civil, qui règle les rapports privés entre propriétaires est basé sur ce principe. L'Etat tout entier avec ses appareils militaires, administratifs, économiques et son église, était la propriété (il n'était naturellement pas une propriété privée) des possesseurs des instruments du travail — de toute la classe des propriétaires, de la classe dominante des bourgeois ou des esclavagistes.

Le but de chaque possesseur est d'élargir et d'agrandir sa propriété. La concurrence est un moyen d'y parvenir. Le résultat de la loi de concurrence est l'abolition ou, dans le meilleur des cas, la soumission des propriétaires moins riches et moins adroits à ceux qui disposent de plus grands

moyens, de plus grands capitaux et d'une plus grande habileté. Cette même loi règle le développement des Etats bourgeois. Ils sont des organisations concurrentes sensiblement aux organisations privées des propriétaires, et cela conduit aux mêmes résultats, à l'absorption des Etats les plus faibles ou, dans le meilleur cas, à leur complète subordination aux Etats plus forts. L'étatisme bourgeois se manifeste précisément dans la création de ses Etats isolés, nationaux, luttant entre eux. Ces Etats peuvent conclure entre eux des traités de commerce, des conventions postales, ou télégraphiques, des conventions concernant les chemins de fer; ils peuvent selon la situation internationale, créer entre eux des alliances défensives et offensives — mais tout cela n'a jamais qu'un caractère provisoire, accidentel et partiel. Ces alliances ne peuvent abolir le profond antagonisme existant entre les Etats, antagonisme inhérent à tout le régime capitaliste. Dès que le danger commun qui les unit ou dès que l'intérêt temporaire passent, la lutte et l'hostilité qui leur sont propres se rallument de plus belle.

Sous ce rapport, l'histoire de la coalition des pays de l'Entente et de leurs alliés pendant et après la guerre impérialiste est tout à fait édifiante.

Le nationalisme est l'idéologie de l'étatisme bourgeois. Les intrigues bourgeoises, les supercheries de toutes espèces, la mutuelle mauvaise foi, sont les moyens habituels de cette idéologie. Lorsque dans le premier manifeste de l'Internationale, Marx parlant de la politique étrangère des Etats capitalistes, y opposait une politique basée sur les lois de la morale humaine, il n'entendait certes pas dire, que dans une société bourgeoise, les socialistes doivent opposer à cette politique la morale chrétienne: „Ne fais pas à autrui, ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit à toi-même“. Il montrait au prolétariat, que seul le triomphe de la révolution prolétarienne peut créer les conditions nécessaires à l'établissement de relations honnêtes et sincères entre tous les peuples.

A l'encontre de l'étatisme bourgeois, l'étatisme prolétarien en niant la propriété privée sur les moyens de production, la nie également sur le territoire de l'Etat même. L'intérêt de la classe ouvrière tout entière est le principe directeur de l'état socialiste et non l'intérêt de l'exploiteur privé. Les frontières entre les Etats socialistes cessent d'avoir un caractère politique et se transforment en frontières administratives ordinaires. Disparaissent de même les limites séparant les industries privées, isolées, réglées seulement par les lois de la concurrence. La production organisée, nationalisée, se développant rationnellement sur un plan général, embrassant

tout l'Etat et sur une échelle non seulement nationale, mais même internationale, prend la place de l'économie capitaliste, chaotique, où la production intensive et l'exploitation de l'ouvrier déterminent la succession des crises économiques et des périodes de chômage.

La révolution socialiste tend à la centralisation politique et économique, en attendant la fédération internationale. Cette fédération ne peut naturellement pas être créée d'un trait de plume, elle sera le résultat du processus plus ou moins long de l'abandon du particularisme, de tous les préjugés bourgeois démocratiques et nationaux, le résultat de la connaissance mutuelle et de l'adaptation mutuelle.

Les relations entre les républiques soviétistes actuelles, et en première ligne entre la Russie Soviétiste et l'Ukraine Soviétiste, sont basées sur les principes proclamés autrefois par la I-e Internationale des ouvriers.

Dès le premier moment de la coexistence de ces Républiques, la Russie Soviétiste et l'Ukraine Soviétiste régèrent leurs relations économiques et politiques sur le principe fédératif. Bien que dans cette première phase qui dura jusqu'au mois de juin 1919, les deux Républiques eussent dans toutes les branches de l'activité de l'Etat des Commissariats indépendants, un lien et un plan commun rattachaient déjà ces commissariats.

Avec le temps, ces relations contractuelles aboutirent sous le rapport de l'organisation, à la création de centres uniques. Au mois de juin 1919, le Comité Exécutif de la République Ukrainienne vota une résolution sur la nécessité de fusionner divers Commissariats des deux Républiques, à savoir; les Commissariats de la Guerre, des Voies et Communications, des Finances, du Travail, des Postes et Télégraphes et le Conseil Supérieur de l'Economie Populaire. Cette décision fut confirmée par le Comité Central Exécutif de la République Soviétiste Russe. Dans la même année, le 4-ème Congrès des Soviets des Ouvriers et des Paysans d'Ukraine, confirma de son côté la décision des deux Comités Exécutifs en une résolution motivée que nous publions séparément.

Le statut détaillé des organes fédéraux, c'est-à-dire des organes unifiant les Commissariats ukrainiens et ceux de la Russie, n'est pas encore élaboré. Le Comité Central Exécutif de la Russie a nommé, dans sa session de février, une commission chargée d'élaborer la constitution fédérale. Les membres responsables de cette commission ayant depuis été désignés à divers postes militaires et politiques éloignés de Moscou, elle n'a pu malheureusement remplir sa tâche, et les rapports fédéraux sont déterminés dans chaque circonstance spéciale par des accords entre les deux gouvernements.

Un accord semblable fut conclu au mois de janvier dernier en ce qui concerne le département de la guerre. Tout en unifiant l'appareil militaire, cet accord prévoit la création prochaine des cadres pour des régiments ukrainiens rouges où le commandement se ferait en langue ukrainienne. On prévoit, dans ce but, la création d'une Ecole d'officiers ukrainiens rouges (ce qui est déjà un fait accompli). Nous organisons une école centrale de commandants rouges (tchervony starchiny) à Kharkow. L'accord prévoit aussi la création d'une section de guerre attachée au Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine, afin de maintenir des relations constantes avec l'appareil militaire et administratif existant en Ukraine, subordonné immédiatement au Conseil Révo-

lutionnaire de Guerre de la République, dont la compétence s'étend à toute la Fédération.

Les Commissariats populaires de l'agriculture, de l'industrie publique, des affaires intérieures, de l'assurance sociale, de la santé, de l'approvisionnement, de l'inspection ouvrière et paysanne, les commissions extraordinaires pour la lutte avec la contre-révolution, gardent leur individualité dans les deux républiques. Le Conseil Ukrainien des Commissaires du Peuple consiste actuellement de commissaires populaires de la République Ukrainienne Socialiste et Soviétiste et de délégués de tous les commissariats unifiés. Ces derniers ont voix délibérative à l'égal des commissaires ukrainiens.

Ce système de rapports fédéraux ne peut être considéré ni comme achevé, ni comme parfait. Ce n'est pas dogmatiquement que nous avons abordé la question des rapports fédéraux: nous n'avons jamais estimé que les relations d'Etat à Etat, en général et celles des républiques soviétistes entre elles en particulier, pussent être établies à priori, sur des règles abstraites. La constitution fédérale des républiques soviétistes a été dictée par la nécessité même et tenait compte de l'expérience acquise. Les conditions spéciales où se trouvaient la Russie et l'Ukraine Soviétistes facilitaient de beaucoup la création rapide de rapports fédéraux étroits entre elles. Le prolétariat des deux Etats était lié historiquement dans le passé par sa lutte commune contre le tsarisme russe. En outre, l'Ukraine et la Grande Russie étaient attachées par la communauté de leur vie économique. Après la révolution d'octobre, la Russie Soviétiste devint l'appui naturel des ouvriers et des paysans d'Ukraine dans leur lutte contre la Rada Centrale, l'occupation austro-allemande, les hémans, la domination de Dénikine et, enfin, acuellement contre les Polonais. La révolution paysanne et ouvrière ukrainienne dut naturellement s'orienter vers la Russie Soviétiste qui fut l'unique centre des soviets. Les mouvements communistes d'Ukraine et de Russie sont encore liés par le passé historique. Le parti bolchévick organisait la classe ouvrière sur toute l'étendue de l'ancien Empire Russe. En Ukraine, sa besogne était facilitée du fait que le prolétariat des villes ukrainiennes est dans sa grande majorité de nationalité russe*).

REMARQUE.*) Dans les thèses élaborées par le Comité du Parti Communiste d'Ukraine sur les relations entre la Russie et l'Ukraine, ces principes sont développés aux paragraphes 8, 9, et 10. Nous en citons ici le texte complet:

8. „L'indépendance des masses laborieuses ukrainiennes, le droit à la jouissance des fruits de leur labeur et des richesses de l'Ukraine—terres, mines, usines etc.—ne peuvent être garantis que par pouvoir authentique des paysans et des ouvriers c'est-à-dire, par la République Ukrainienne Soviétiste et Socialiste. Tous les efforts des paysans et des ouvriers ukrainiens doivent être tendus vers le renforcement du pouvoir socialiste soviétiste. Or, l'expérience de la Hongrie, de la Bavière et de l'Ukraine elle-même a démontré clairement que la contre-révolution peut venir facilement à bout de toutes les républiques soviétistes lesquelles—étant donné les dimensions restreintes de leur territoire et de leur population, et l'absence d'un appareil civil et militaire suffisamment organisé, ainsi que leur manque d'expérience politique—ne sont pas à même d'opposer une résistance suffisante.

9. Parmi toutes les républiques soviétistes existant à ce jour, la Russie Soviétiste a seule été en état de résister victorieusement à l'attaque de la contre-révolution internationale intérieure et de porter des coups mortels à son adversaire. Elle

Toutefois, les divers partis petits bourgeois „socialistes" d'Ukraine, qui mettaient au premier plan le motif national et sacrifiaient l'affranchissement social de la classe ouvrière, s'employèrent dès les premiers jours de la révolution, dès le mois de février 1917, à semer la discorde dans la classe ouvrière de l'Ukraine, en opposant

est placée dans des conditions géographiques spéciales, elle possède des ressources économiques et politiques très grandes (vastes territoires, population énorme, richesses considérables, prolétariat industriel révolutionnaire s'élevant à plusieurs millions d'hommes, appareil civil et militaire organisé, expérience politique) qui en ont fait une forteresse prolétarienne invincible, malgré les attaques répétées de l'impérialisme international. Par suite de ces circonstances, la Russie Soviétiste est le guide et l'organisateur du prolétariat international dans sa lutte contre l'impérialisme international. Toute nouvelle république soviétiste, guidée par son instinct de conservation cherche appui et soutien dans la Russie Soviétiste. L'alliance effective avec la Russie Soviétiste est le devoir révolutionnaire de tout nouvel état soviétiste.

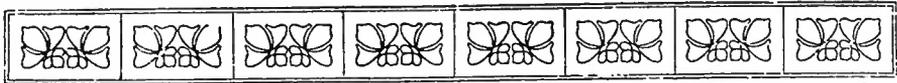
10. Hormis les intérêts de la défense, l'alliance étroite entre la République Ukrainienne Soviétiste et Socialiste et la Russie Soviétiste est dictée par diverses considérations qui découlent de leur sort historique commun. Les ouvriers et les paysans russes et ukrainiens étaient déjà unis par leur lutte contre l'oppression du tsar et de la bourgeoisie grande-russienne. Ils le sont par la parenté de leurs langues, par leur population mixte, par la communauté de leur vie économique. La séparation complète de ces deux états soviétistes serait artificielle, en contradiction avec la lutte passée et future des ouvriers et des paysans russes et ukrainiens. L'individualisation complète de l'Ukraine comme état, a pour résultat immédiat une lutte nationale interne en Ukraine et l'accroissement de la ruine économique de l'Ukraine et de la Russie".

les ouvriers ukrainiens et surtout les paysans ukrainiens, aux ouvriers russes, l'Ukraine à la Russie. Du temps de Kérénsky, ils cachaient encore leur politique nationaliste sous des mots d'ordre fédéralistes, car ils voyaient dans le gouvernement provisoire un pouvoir petit bourgeois, dont ils se sentaient proche. Et ils étaient disposés à lui sacrifier quelque chose de leur nationalisme.

Après la révolution d'Octobre, ces partis nationalistes et conciliateurs revendiquèrent ouvertement la séparation complète de la classe ouvrière ukrainienne et paysanne ukrainienne des travailleurs russes. Pendant les négociations de la paix de Brest-Litovsk, ils passèrent définitivement à l'impérialisme austro-allemand. A partir de ce moment, les socialistes-nationalistes ukrainiens s'en tinrent définitivement à leur orientation vers l'Occident, c'est-à-dire vers la contre-révolution impérialiste.

Au cours de deux années et demie, l'Ukraine fut le théâtre de la guerre civile, qui jetait d'une part les ouvriers et les paysans contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, et de l'autre, la partie consciente de la classe ouvrière contre les éléments inconscients qui se traînaient à la suite des partis petits bourgeois nationalistes-socialistes, faisant le jeu de la contre-révolution russe et internationale. On peut dire que la guerre civile en Ukraine atteint actuellement son double but: le prolétariat a remporté une victoire décisive et sur la contre-révolution des gardes blancs, et sur celle de la petite-bourgeoisie nationaliste. Les partis nationaux-socialistes ukrainiens se sont dissous. Leurs meilleurs éléments sont entrés dans le Parti Communiste - Bolchévik Ukrainien, qui est actuellement le seul représentant politique du prolétariat et des paysans révolutionnaires de l'Ukraine.

Ch. Rakovsky.



Lettre du cadet P. Strouvé à M. Ivan Mikhaïlof, membre du gouvernement de l'amiral Koltchak.

Cher Jean Adriaanovitch.

Je profite d'une occasion pour vous faire part de la situation ici.

Il doit vous être très important de connaître les rapports des forces, et aussi, la manière dont on envisage ici la situation en Russie et les problèmes qu'elle pose. Une circonstance prime maintenant en tout, qui jusqu'à présent n'a pas été assez comprise par les Russes, ou ne l'a pas été du tout. Nous avons ressenti la destruction de l'Etat Russe comme une grande calamité parallèle à la révolution russe. Non seulement, cette destruction n'est pas pour nous le contenu de la révolution, mais, au contraire, elle la sape et la désarme à nos yeux. Au contraire, les Allemands l'ont dès le début considérée comme le trait principal et le plus précieux de la révolution russe, trait qui d'ailleurs leur était très avantageux. Tel est le sens de l'appui que les Allemands ont prêté et continué de prêter jusqu'à leur krach aux réfugiés ukrainiens et autres. A présent, de nombreuses personnalités alliées adoptent consciemment ou non la manière allemande d'envisager le problème russe et c'est en cela que réside la difficulté fondamentale de la situation russe et le danger qu'elle comporte. Le danger n'est pas dans le bolchévisme, qui n'est en lui-même, que faible et passager; mais étant une conquête de la révolution, il a préparé le démembrement de la Russie qui pourra être un fait de longue durée et ne sera réparable qu'au prix des plus grandes difficultés et des plus grands sacrifices. Il faut se rendre un compte exact de ces choses pour arriver à l'intelligence de la situation ici. Nous pouvons faire route avec les Alliés tant qu'ils ne se placent pas au point de vue «allemand» de Brest-Litovsk etc., même dans ses variantes les plus démocratiques. Dans le cas contraire, nos chemins bifurquent et le démembrement de la Russie, qu'ils admettent, doit provoquer de notre part l'opposition la plus énergique. Mais cette opposition ne signifie nullement un changement «d'orientation» qui serait maintenant tout à fait funeste. Nous devons, tout en restant dans l'orbite des Alliés, lutter contre l'idée et contre le fait du démembrement de la Russie qui s'accomplit aujourd'hui sous le drapeau populaire de la lutte contre le «tsarisme».

En Europe, un équilibre politique anti-germanique stable est impossible sans la Russie. Sans une Russie forte, satisfaite, formant un état unifié, le danger bolchéviste restera également suspendu au-dessus de l'ancienne Europe cultivée. Ce sont les thèses principales que nous devons faire valoir aux yeux des Alliés.

Je passe à présent à la position prise par les pays alliés dans les questions russes. A mon avis, la France se rapproche le plus du point de vue de «Brest-Litovsk»,

étant la puissance la plus faible, et privée en dehors de la paix avec l'Allemagne, dont je parlerai plus loin, de la possibilité d'avoir une politique énergique extérieure aussi bien qu'intérieure. Le centre de gravité pour toutes les questions russes, s'est évidemment transporté en Angleterre et Paris n'est un centre qu'au point de vue formel, à cause de la conférence de la paix qui y siège. Les Anglais traitent, somme toute, les questions russes beaucoup plus à fond et d'une façon plus réaliste. Ils sont plus forts que les Français sous tous les rapports, non seulement parce qu'ils ont moins souffert de la guerre, mais encore pour d'autres raisons plus profondes.

Quoique le prolétariat soit bien plus nombreux en Angleterre, qu'il formule des revendications sérieuses et parfois même irréalisables, quoiqu'il soit devenu manifestement socialiste en comparaison du passé, le caractère de ses exigences et de sa lutte est purement économique. C'est toujours du «business» le plus pur. L'ouvrier français par contre et un grand nombre de socialistes comprennent la lutte contre le capitalisme etc., comme une lutte purement politique.

Leur but est la prise de possession du pouvoir et l'établissement de la dictature prolétarienne. C'était avant, de la phraséologie socialiste, de la métaphysique politique marxiste. Maintenant, à la suite de l'expérience russe dont l'action dissolvante est en partie incomprise, en partie ignorée à dessein — cette métaphysique s'est changée en une séduisante réalité expérimentale. Un savant historien français m'a dit qu'à son avis la France va vers une guerre civile. Dans tous les cas, les socialistes français la préparent dans les esprits et dans les coeurs et peut-être aussi la préparent-ils encore de la même façon que les bolchéviks la préparent chez nous. Mais je suis persuadé que l'explosion révolutionnaire n'aura pas une longue durée importante, qu'elle sera étouffée et suivie de réaction. Nous devons dès maintenant compter avec de pareils événements en France, et compter en elle avec la réaction européenne qui changera l'état des choses en Russie et le simplifiera beaucoup, en corrélation avec les courants occidentaux. Tout dépendra des configurations que prendra le problème de la paix. La paix proposée par les Alliés à l'Allemagne, voilà quelques jours, sera en sa substance refusée par cette dernière. Je doute même qu'elle soit «signée» par elle au point de vue formel, mais si même elle l'était, ce fait ne changerait pas le côté essentiel de l'affaire. Au fond, le monde est encore très loin de la conclusion de la paix et c'est la France qui le sentira de la façon la plus lourde et la plus funeste. Nous devons compter avec cela dans notre politique ultérieure. Nous allons peut-être à la rencontre d'un état de choses qui pendant de longues années plongera le continent européen, — tant qu'il ne sera

pas embrasé par les flammes de la guerre civile — dans une situation qui ne sera ni la guerre ni la paix, mais une sorte de nouvelle lutte à la fois armée et «désarmée» des vaincus contre les vainqueurs.

Parlons maintenant de quelques questions privées. Les puissances victorieuses ont reconnu l'indépendance de la Finlande. J'avais prévu l'imminence de la chose. C'est pourquoi j'avais recommandé avec insistance de commencer nous-mêmes par la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande et j'avais recommandé de forcer les Alliés à établir dans leurs propres intérêts et dans les nôtres, des garanties militaires stratégiques de la nouvelle situation créée par la reconnaissance de l'indépendance et par l'existence d'une Finlande, Etat autonome. Le point de départ est maintenant que l'indépendance de la Finlande est créée sans nous et malgré nous, ce qui affaiblit sans doute notre situation internationale. Notre diplomatie aura à élaborer une façon nouvelle de poser cette question. On ne peut comparer la Finlande avec les autres territoires qui cherchent maintenant aussi à faire reconnaître leur indépendance, mais qui ne peuvent nullement être mis au même niveau qu'elle. J'ai constamment soutenu ici l'idée que, précisément parce que les Alliés ne cessent de flirter avec les petites nations et que ces dernières réclament toute leur indépendance, — nous devons tracer une ligne de démarcation bien distincte entre elles et la Finlande. De grandes fautes ont été commises dans cette question, des fautes dont on ressent les contre-coups dans l'opération tentée contre Pétrograd. Je n'en parle pas, parce que c'est une question bien tranchée et qui ne vaut pas la peine qu'on en parle dans une lettre.

Autre question. Il me semble que le gouvernement d'Omsk ne devait pas faire en son temps d'objections à l'admission d'Avxentieff au Conseil Politique. Maintenant cette question a perdu l'importance qu'elle avait lorsque les succès des opérations militaires des armées du gouverneur suprême ne s'étaient pas affirmés aussi manifestement, mais même actuellement (c. a. d. le 10 mai) je pense que pour le gouvernement d'Omsk, en tant que gouvernement et pour toute la cause russe, l'admission d'Avxentieff au Conseil Politique serait avantageuse. Cette admission aurait renforcé le Conseil Politique ici, auprès des gouvernements alliés et dans l'opinion publique des couches sociales avec lesquelles

Clémenceau et Lloyd George, sans parler de Wilson, doivent beaucoup compter.

Outre Avxentieff, Kérensky qui habite toujours l'Angleterre, est arrivé ici. Kérensky ne peut jouer aucun rôle dans les milieux russes, et tandis qu'Avxentieff est resté acceptable pour le Conseil Politique — Kérensky est absolument inacceptable. Je dois vous dire personnellement que les milieux gauches d'ici, et sans doute aussi Avxentieff et ses amis, sont montés contre vous bien plus que contre tous les autres hommes politiques d'Omsk. Mais ceci naturellement n'a au fond aucune importance; ce n'est intéressant que comme trait psychologique.

Je pose maintenant une question personnelle. Je trouve que la place des Russes est actuellement en Russie et si, personnellement, je puis être utile à votre gouvernement, je suis prêt à m'y rendre. Je me sens attiré en Russie.

Ici naturellement la question la plus importante est la reconnaissance du gouvernement de Koltchak et l'appui matériel donné à Omsk, à Ekaterinodar et au gouvernement de Youdénitch. Les succès des armes du gouverneur suprême donnent des ailes à tous.

Communiquez cette lettre à l'amiral Koltchak, à Soukine et à tous ceux à qui le contenu peut en être utile. N'en publiez rien. J'ai récemment envoyé à Oustrougoff, sous forme de télégramme, mon opinion destinée à la publicité.

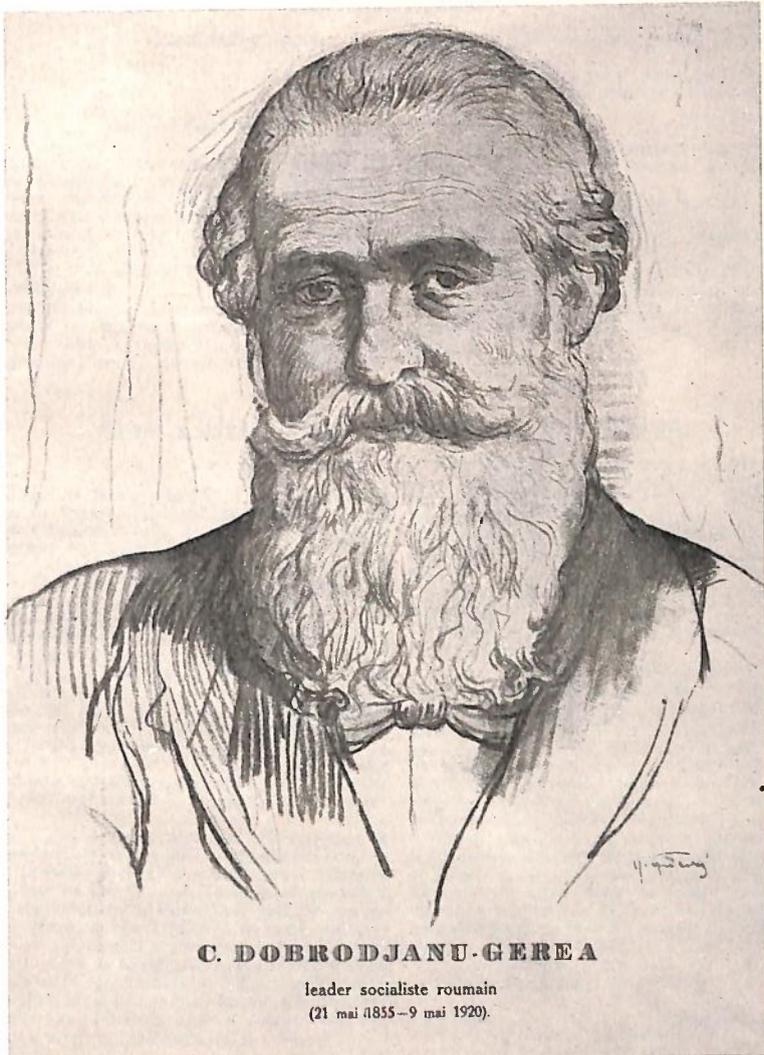
Salut à vous tous, en commençant par le gouverneur suprême et en finissant par le plus simple des champions de la régénération et de l'unité de la Russie. Je vous serre vigoureusement la main et je vous prie de saluer tous mes amis et toutes mes connaissances personnelles.

Bien à vous

Paris
10 mai 1919.

Pierre Strouvé.

Note. J. Mikhaïloff, membre du parti s.-r., fils d'un propriétaire, prit part au coup d'Etat de novembre en Sibérie au profit de la dictature de Koltchak. On rencontre le nom de Mikhaïloff dans presque tous les actes de la contre-révolution en Sibérie, que ce soit celle de Koltchak ou des s.-r.



C. DOBRODJANU-GEREA

leader socialiste roumain
(21 mai 1855-9 mai 1920).



Lettre de Henri Barbusse au rédacteur de „La Revue Communiste.“

Villa Célestine. Antibes,

le 9 mai 1920.

Cher camarade,

Je reçois votre lettre aujourd'hui seulement, au retour de Genève où je me suis occupé du Congrès International des Anciens Combattants (lequel, entre parenthèses, était composé des délégués d'un million d'anciens soldats de tous les pays: Français, Allemands, Anglais, Autrichiens, Alsaciens-Lorrains, Italiens, et a volé de fraternelles salutations à la III^e Internationale).

Je n'ai pas besoin de vous dire avec quel affectueux plaisir j'ai reçu votre demande, je vais songer dès que cela me sera matériellement possible, à un article pour le journal; comme vous le dites très

bien, j'ai en effet sur le cœur quelque chose à dire à son public.

Je vous serre amicalement les mains ainsi qu'à vos camarades.

Henri Barbusse.

Je vous adresse en attendant, un passage de mon discours d'ouverture du Congrès de Genève, le 30 avril:

„Nous montrerons là-bas, en Russie, le commencement des temps nouveaux, l'humanité régénérée, l'humanité de l'avenir, qui déjà entreprend contre le capitalisme hérissé d'armes du reste de l'Europe, une lutte aussi démesurée, aussi définitive et aussi simple que celle du jour contre la nuit, et nous ne nous donnerons pas le ridicule odieux de marchander notre approbation aux immenses réalisateurs de Moscou!“

H. B.

Une Lettre de Maxime Gorky à Wells.

Mon cher Wells!

Le *Times* du 26 avril publiait le récit d'un Anglais de retour de Russie qui relatait avoir mangé dans un des réfectoires communaux de Pétrograd une soupe où nageaient des doigts humains.

Si cette sinistre ineptie avait été publiée dans une de ces feuilles, comme on en vend dans toutes les rues afin d'alimenter les mauvais instincts de la foule, je n'aurais naturellement accordé nulle attention aux inventions saugrenues d'un monsieur visiblement aigri et probablement sot; mais ce récit ayant trouvé place dans le *Times* je crois nécessaire de vous dire que l'informateur a menti.

Croyez-moi, mon cher Wells, nous ne sommes pas encore revenus au cannibalisme en Russie,—bien que les nations hautement cultivées de l'Europe se préoccupent visiblement de créer à la Russie des conditions d'existence susceptibles de la ramener dans le plus bref délai à la barbarie et à la dégénérescence.

Nous vivons en des temps où l'imagination la plus déréglée, où la fantaisie la plus méchante, ne peuvent produire aucune calomnie, aucun mensonge qui surpasse en horreur et en honte la simple vérité.

La persécution de la Russie est une de ces vérités qui écœurent: persécution d'un pays qui consacre toute sa volonté à une œuvre d'expérimentation sociale dont la signification aura sans nul doute une importance considérable pour l'humanité entière.

Il faudrait nous abandonner, Russes, à notre raison ou à notre folie, les deux pouvant donner à l'Europe des renseignements également utiles.

Mais l'Europe—incarnée par la France et l'Angleterre—veut nous étouffer. Je ne crois pas qu'elle y réussisse; mais il est possible que sa politique rapproche la Russie de l'Asie. Ne voyez-vous pas dans cette alliance possible de la Russie et des peuples de l'Asie une terrible menace pour la culture européenne?

Cette question devient, pour moi personnellement, un cauchemar.

Permettez-moi de finir en consacrant quelques mots à Lénine.

Le *Times* parle du luxe et de la servilité asiatique qui l'entourent. C'est un mensonge.

Lénine est complètement étranger à l'accroissement de son pouvoir. D'une nature puritaine, il vit au Kremlin tout aussi modestement qu'il vivait à Paris, en émigrant. C'est un grand homme et un honnête homme. Son rôle, en Russie, est comparable à l'œuvre d'une charrie grandiose qui labourerait inlassablement une terre pierreuse, inféconde.

Croyez-bien que je ne ferme pas les yeux sur les conséquences fâcheuses de la guerre et de la révolution; mais je vois aussi naître chez le peuple russe la volonté de créer, je vois ce peuple devenir lentement une force active. Et, pour moi, l'activité est le commencement de tous les commencements car „au commencement il y avait l'action“.

Mes meilleurs vœux, Wells!

Maxime Gorky.

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



DECLARATION d'un groupe de membres du I. L. P. (Parti ouvrier Indépendant) Anglais.

Camarades,

Nous soussignés, nous estimons que notre devoir à l'égard des membres du Parti Indépendant anglais (I. L. P.) et de la cause que nous défendons, ne sera pas rempli, si, aux jours critiques que traverse le mouvement socialiste britannique, nous ne nous prononçons pas en faveur de l'adhésion des partis à l'Internationale de Moscou.

Nous n'avons pas d'organe à nous et nous ne pouvons profiter de l'organe du parti pour combattre l'opinion de ceux (principalement des représentants éligibles du parti) qui s'opposent à notre adhésion au mouvement communiste international. Nous ne nous plaignons pas de ce que le Comité Exécutif du parti donne ses conseils à ceux devant lesquels il est lui-même responsable et qui lui ont confié le soin de la direction du parti. Nous ne voulons que préciser les motifs qui font, à notre avis, de l'adhésion du Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) à la III^e Internationale une nécessité impérieuse de l'heure présente.

Nous cherchons à soutenir la bonne réputation que le Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) s'est acquise pendant la guerre par son opposition à la politique du capitalisme et par sa ferme résolution de ne point conclure d'armistice avec les ennemis de la classe ouvrière. Au cours de la guerre, il n'a point sympathisé avec la tactique opportuniste des socialistes, partisans de la guerre, tels que Arthur Henderson, Albert Thomas ou Emile Vanderveide; il n'a pas suivi, non plus, la tactique équivoque dont Karl Kautsky fut le défenseur le plus éminent.

Bien que le Parti Ouvrier Indépendant n'ait pas agi conformément à la théorie marxiste, et se soit laissé plutôt guider par son propre instinct, il s'est tenu néanmoins à l'écart de la II^e Internationale et s'est montré résolument hostile aux tendances qui avaient transformé cette Internationale en un foyer d'infection politique pour la classe ouvrière.

Cette opposition permanente au capitalisme et au militarisme — son acolyte inséparable — a mis le Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) au rang des socialistes italiens, serbes et roumains et des fractions socialistes qui ont soutenu autrefois Liebknecht en Allemagne et Lénine et Trotsky en Russie. Camarades, nous étions fiers et nous le sommes encore de notre

attitude pendant la guerre et nous redoutons les accords que l'on nous propose de passer ou de renouveler.

Pour conserver leur place d'honneur parmi les socialistes révolutionnaires, les membres de notre parti — hommes et femmes — ont courageusement pris la parole aux réunions et assemblées, bravant le mécontentement de leurs auditeurs, rompant des liens d'ancienne amitié et préférant cent fois l'emprisonnement pour de longues années à la soumission aux exigences de leurs ennemis de classe et oppresseurs.

Camarades, le Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) a refusé de suivre, pendant la guerre, la voix «prudente et sûre» et il a méprisé les dangers qui se dressaient devant lui. Serait-il possible qu'après la lutte que nous avons soutenue pendant la guerre, nous ne pensions plus qu'à nos futurs succès et à la conquête de sièges au Parlement, au lieu de faire face bravement, comme par le passé, aux ricanements hostiles, au dédain de ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas comprendre le vrai sens et la vraie portée du bolchévisme?

Nos chefs et leaders — nous voulons le dire encore une fois à ceux que nous avons élus et qui sont appelés à nous servir — nos chefs et leaders s'opposent à l'idée même de la révolution. Ils nous recommandent la voie des réformes progressives. Ne tenant pas compte des leçons de l'histoire de notre propre peuple, ils veulent réaliser l'idéal de la propriété publique des moyens de production et de répartition des produits (but déjà extrêmement révolutionnaire en soi), uniquement par voie constitutionnelle et au moyen des organes créés par les capitalistes dans leur intérêt et dont les propriétaires fonciers et les ploutocrates ne font aucun cas aux moments critiques de l'histoire de la Grande-Bretagne.

Ils parlent, écrivent et se comportent comme si le socialisme pouvait être réalisé au moyen d'un vote parlementaire.

Ils ont été les témoins de la politique éhontée de tromperie continue qui a été celle de la diplomatie secrète pendant ces six années dernières; ils ont cru passionnément aux chants fallacieux et doucereux de la démocratie américaine et, malgré l'expérience politique de la dernière génération, ils ont demandé au

président libéral des Etats-Unis et à un aristocrate britannique vieux ton, ancien membre du parti conservateur et ministre de la guerre et des affaires étrangères, de délivrer le monde du chaos; ils ont vu comment l'idée de la Société des Nations, au lieu d'incarner un rêve idéaliste, se transformait, en pratique, en une arme dont se servait le créancier pour menacer son débiteur de l'intervention et du blocus; ils ont vu enfin la mise à mort lente et impitoyable de femmes et d'enfants impuissants de l'Europe centrale; et voilà qu'ils nous recommandent à présent d'agir et de procéder à l'avenir comme si les capitalistes étaient prêts à s'en aller sur-le-champ, dès que nous les en prions; voilà qu'ils nous recommandent de raisonner et d'agir comme si les classes riches étaient prêtes à se laisser exproprier à la première réclamation du Parlement.

Nous ne doutons point que les capitalistes tolèrent un gouvernement ouvrier et se soumettent à ses mesures législatives, tant que ce gouvernement leur laissera la libre propriété de leurs terres et de leurs capitaux; mais c'est précisément ce gouvernement-là que nous ne voulons pas. Selon nous, puisque le Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) s'est assigné certaines fins, il doit employer les moyens menant à ces fins.

Dans notre pays, le prolétariat forme la plus grande partie de la population. Chez nous, un gouvernement ouvrier, s'il a recours à ce qu'on appelle la "dictature du prolétariat" peut s'appuyer simultanément sur les syndicats professionnels et sur la majorité nationale. Un gouvernement de cette sorte n'a pas besoin de chercher à justifier l'utilisation de l'armée dans l'intérêt de la classe ouvrière, alors que le capitalisme se servait et se sert toujours des forces armées du peuple pour réprimer les justes révoltes de la classe ouvrière. Nos camarades écossais entre autres n'ont pas oublié, sans doute, l'invasion de Glasgow, au début de 1919, par toute une armée, munie de nombreux tanks; nous avons encore présentes à la mémoire toutes les mesures qui furent si soigneusement prises pour la répression par la force armée de la grève des cheminots en 1919. L'exemple de Sir Edward Carson, qui a menacé de représailles militaires pour maintenir toute l'Irlande dans un état d'asservissement, est aussi très édifiant. Les mesures violentes et irréflicibles dont le général Dyer a usé lors des fameux massacres d'Amritsar pour jeter la panique parmi 300 millions de Hindous qu'il fallait soumettre à la volonté de quelques milliers de capitalistes de la métropole leurs exploités, sont aussi un exemple assez intéressant de dictature impérialiste.

L'Internationale de Moscou est loin de désapprouver la participation aux élections et l'entrée au Parlement; au contraire, elle la recommande chaleureusement, mais dans un but de propagande, à condition de dévoiler l'action nuisible du Parlement pour le prolétariat, et pour lutter avec succès contre les capitalistes, par toutes les mesures d'obstruction qui peuvent se trouver à la disposition des membres d'une pareille institution. Le camarade Lénine, dans sa réponse à la brochure de Kautsky: "La dictature du prolétariat", écrit, entre autres:

"Prenez les parlements bourgeois. Est-il possible qu'un savant comme Kautsky ignore le fait que les parlements bourgeois se soumettent de plus en plus

docilement au pouvoir de la Bourse et des banques au fur et à mesure du développement de la démocratie? Naturellement, il ne s'ensuit pas qu'il faille négliger complètement le parlementarisme bourgeois. Les bolchéviks, par exemple, l'ont mis à profit, avec plus de succès que tout autre parti au monde, en 1912 et 1914, quand ils s'emparèrent de toute la représentation ouvrière de la quatrième Douma".

En voici un second exemple, non moins probant: M-me Klara Zetkin, qui représente avec honneur le communisme allemand et figure parmi les créateurs du groupe "Spartacus", participe activement au parlement du Wurtemberg.

Bien que nous soyons favorables à l'utilisation la plus large de toutes les possibilités que nous peut fournir la constitution, nous pensons cependant que, sous le régime socialiste, la classe ouvrière n'aura que faire du parlement, tout comme jadis la bourgeoisie révolutionnaire n'a pas su utiliser l'organe suprême du régime féodal, notamment le Conseil Royal Secret. Nous sommes d'avis que toute l'organisation étatique devra être détruite et qu'il faudra créer une nouvelle organisation sociale dans le sein de laquelle tout citoyen qui remplit ou remplissait auparavant telle ou telle fonction d'utilité publique, pourrait participer à la direction de la vie de la commune. Nous renions catégoriquement le principe de propriété foncière privée qui est la base du cens politique contemporain et nous exigeons pour tout le peuple travailleur le droit à la participation aux affaires publiques, aux affaires de l'Etat.

Nous pensons que les comités de fabriques et d'usines, composés de socialistes et d'ouvriers, organisés par branches d'industrie et comprenant d'autres groupements professionnels et tous les citoyens travaillant à domicile, doivent former la base du nouveau régime étatique; et nous insistons sur ce que le Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) doit prendre à tâche de contribuer par tous les moyens en son pouvoir au développement ultérieur des syndicats dans cet esprit.

Voilà, camarades, les principes fondamentaux et la politique que nous appuierons, nous l'espérons, et qui attireront, sans doute, votre bienveillante attention.

Nous savons très bien que le fait même d'avoir exprimé, par le seul moyen à notre portée, nos idées à nos camarades de parti, nous mettra probablement sous le coup de la critique que l'on fait subir habituellement à tous les perturbateurs de la paix serine des sphères politiques officielles. Cette perspective ne nous inquiète pas. Mais nous prions tous les camarades qui, après avoir bien pesé le pour et le contre, auront adopté notre point de vue, de nous venir en aide et de faire leur possible pour que les organisations locales profitent utilement, réellement et sérieusement de leur droit de vote et de leur influence parmi les membres du parti et donnent toutes les instructions nécessaires à leurs délégués au prochain congrès du parti à Glasgow. Ce résultat cependant ne saurait être atteint qu'à force de votes solidaires et constants en faveur des résolutions demandant la sortie du parti de la II-e Internationale et son adhésion à la Troisième. C'est la seule issue possible à la situation. Ne vous laissez pas détourner du droit chemin. Votez fermement contre toutes les résolutions vagues et hésitantes, quelle que soit la forme sous laquelle on vous les présente.

Même une résolution pour l'adhésion à la III-e Internationale peut-être réduite à rien, si sa mise à exécution se trouve confiée à un Comité Exécutif veule ou manifestement hostile à Moscou. Bien qu'il importe énormément qu'une résolution pareille soit votée par le Congrès et que le comité exécutif soit homogène au point de vue de sa composition et de ses idées politiques, et ne soit pas un organe perpétuellement hésitant, il faut, néanmoins, ne pas perdre de vue que les délégués sont élus au congrès sur des listes préparées d'avance et que dans les élections interviennent souvent de mesquines questions de parti.

Aussi, est-il nécessaire d'exercer, par l'organe de votre organisation, une pression constante sur le Comité d'Administration national pour qu'il mette réellement à exécution la volonté de votre organisation et prenne sérieusement contact avec la III-e Internationale.

Nos salutations fraternelles.

(Suivent 159 signatures).

Note. Cette déclaration avait été préalablement répandue comme lettre confidentielle à tous les membres du I. L. P.

DÉCLARATION

de Bela Kun et de ses camarades au Soviet des Ouvriers du district de Vienne.

Nous, soussignés communistes-révolutionnaires, déclarons que notre grève de faim de trois jours est terminée.

Cette démonstration a été entreprise parce que nous n'avons plus voulu admettre que le mensonge que nous jouissons, soi-disant, de droit d'asile en Autriche allemande reste sans démenti devant le prolétariat. Le troisième jour de la grève de faim, on nous a déclaré de la part du chancelier d'Etat Renner que tous les internés seraient remis en liberté, sauf Bela Kun, Max Lévine et Ernst Pora qui, à la demande de l'ambassade italienne devraient rester internés.

Nous avons accepté ce compromis comme une solution temporaire de la question et c'est pour cela que nous avons cessé la grève de faim. Dans la nuit du 31 au 1-er du mois courant, le secrétaire d'Etat, Eldach, nous a fait savoir que tous les internés contre lesquels il y avait des demandes d'extradition resteraient arrêtés, étant donné que l'ambassade italienne s'opposait de nouveau à notre libération.

Nous vous laissons la liberté de qualifier le fait comme il le mérite, mais nous devons vous faire remarquer que l'ambassadeur italien avait démenti la veille une déclaration analogue du secrétaire d'Etat Eldach. Ce n'est pas à nous de décider lequel des deux est le menteur.

De tout cela il résulte que la déclaration officielle que l'on veut nous protéger contre les attentats des gardes blancs qui fourmillent à Vienne est fautive. Il est de toute évidence que notre détention n'est qu'une

forme d'arrestation puisque à maintes reprises on a déclaré qu'il ne serait fait droit à aucune demande d'extradition contre nous, aussitôt que nous aurions quitté le territoire de l'Autriche allemande.

Nous notons avec satisfaction que grâce à la grève de faim, nous avons réussi à réfuter le mensonge sur le droit d'asile dont nous jouissons, soi-disant à Steinhof. Le fait que notre détention a tous les caractères d'une arrestation, prouve que le „noskisme“ peut se manifester sous forme non seulement de dictature militaire, mais aussi de dictature policière.

Il est hors de doute qu'à Vienne et en Autriche allemande nous sommes prisonniers de la contre-révolution impérialiste internationale et que le gouvernement autrichien a pris sur lui le rôle de geôlier.

Faire une démonstration contre une telle façon d'agir n'a pas de sens même dans le cas où ce rôle est joué par les membres d'un parti ouvrier.

Nous sommes fermement convaincus que la section italienne de la III-e Internationale, le parti du prolétariat italien qui n'a jamais refusé de lutter contre les bandits de l'impérialisme international, ne permettra pas qu'en son nom l'on rende des services amicaux aux bandits de Horty.

Vive la solidarité internationale!

A bas les bandits et les laquais de l'impérialisme!

Vive la Révolution Sociale Internationale!

Salut Communiste: **Bela Kun, Max Lévine, Ernst Pora, Bella Vago, Mathias Pakosi, B. Haller.**

Vienne, Steinhof, 1-er Avril 1920.

RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE SOCIALISTE BALKANIQUE.

En 1920, les socialistes balkaniques ont tenu, à Sofia, une conférence à laquelle ont pris part les partis suivants: le parti communiste bulgare, le parti ouvrier socialiste (communiste) de Yougoslavie, le parti socialiste de Roumanie. Cette conférence est la troisième tenue jusqu'à ce jour par les partis socialistes balkaniques (la première avait eu lieu à Belgrade, en 1910, et la deuxième — à Bucarest en

1915. Cette conférence a voté les importantes résolutions suivantes:

Les tâches des partis communistes et socialistes balkaniques.

Les peuples balkaniques ont participé à la guerre mondiale, sans résultats. Non seulement ils n'ont pu ni réaliser leur union et émancipation nationales

ni résoudre leurs problèmes nationaux, ni aplanir les causes de leur inimitié, mais ils se sont trouvés, à l'issue de la guerre, épuisés économiquement, ruinés financièrement et soumis politiquement aux grandes puissances impérialistes de l'Entente. Ce sont là les conditions dans lesquelles ils se trouvent, et qui renferment les ferments de la haine et de la guerre. Maintenant les peuples balkaniques commencent à comprendre que la conflagration mondiale, loin de leur apporter leur union nationale, comme le leur avait assuré leur bourgeoisie dirigeante, les a conduits, au contraire, à la perte de leur indépendance, à l'asservissement politique et à l'appauvrissement des masses ouvrières.

Ruinés économiquement, surchargés de dettes publiques et d'impôts écrasants, soumis politiquement et financièrement aux impérialistes de l'Entente, qui en ont fait, en fin de compte, leurs colonies européennes, les peuples balkaniques ne peuvent pas, dans leurs limites territoriales, relever leur vie économique et alléger, de ce fait, la situation pénible de leurs masses laborieuses. Les formidables dettes de guerre, qui pèsent sur les peuples balkaniques et qui en pressentent tout ce qu'ils peuvent encore donner pour le déverser ensuite dans les coffres des banquiers européens, entravent sérieusement le développement économique de la péninsule balkanique. Les peuples qui viennent chercher secours dans les grands pays impérialistes, doivent perdre finalement la liberté de leur développement économique, parce qu'ils sont forcés d'importer dans ces pays les matières premières et d'en exporter toutes sortes d'articles fabriqués.

Il n'y a que la révolution prolétarienne qui puisse assurer aux petites nationalités une existence et un développement libres, parce qu'elle les émancipera de leurs énormes dettes publiques, dégagera leurs forces productrices des limites étroites où elles se débattent et ouvrira à ces pays de vastes horizons, en les fusionnant en une seule alliance économique.

L'émancipation des peuples balkaniques du joug politique, financier et économique de l'Entente impérialiste, leur libération nationale et leur étroite union, la création des conditions qui leur sont nécessaires pour le développement de leurs forces productrices, ne seront possibles qu'au moyen d'une révolution prolétarienne, que par leur fusionnement en une seule République Soviétiste et socialiste des Balkans.

La conférence de la Fédération communiste balkanique déclare donc, en présence de cet état des choses, que seules la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, avec leurs soviets d'ouvriers et de soldats rouges libéreront les peuples balkaniques de toute oppression et faciliteront leur organisation politique, en les fusionnant en une République soviétiste et socialiste, une et indivisible.

La Conférence fait appel aux prolétaires et aux habitants pauvres des villes et villages balkaniques pour se grouper sous le drapeau rouge du communisme, en formant, à cet effet, de puissantes organisations révolutionnaires. La conférence les convie à se préparer à la lutte et à s'armer de force, de conscience révolutionnaire et de discipline, étant donné que le développement objectif des conditions de la vie leur fait incombier un grand rôle historique. L'émancipation définitive du joug qui les accable, la paix et la prospérité des peuples balkaniques, ruinés, asservis, épuisés par tant de sang versé, dépendent en-

tièrement de la façon dont ils s'acquitteront de la grande mission historique qui leur est dévolue.

La conférence estime que les partis communistes et socialistes balkaniques doivent propager la doctrine révolutionnaire et socialiste (marxiste) dans les masses prolétariennes, pour leur faciliter la compréhension de leurs tâches historiques et du but élevé du mouvement émancipateur prolétarien et pour les grouper en des organisations de masse luttant pour le triomphe de la révolution communiste internationale.

Adhésion de la Fédération Communiste balkanique à l'Internationale Communiste.

La conférence de la Fédération socialiste balkanique, qui comprend le Parti communiste bulgare, le Parti socialiste ouvrier (communiste) de Yougoslavie, le parti socialiste ouvrier de Grèce et le parti socialiste de Roumanie, en présence des représentants de tous les partis sus-mentionnés, a délibéré dans sa séance du 15 janvier 1920, à Sofia, sur l'adhésion de la Fédération socialiste balkanique à la III^e Internationale. La conférence en est arrivée aux conclusions suivantes:

1. La situation révolutionnaire dans le monde entier et tout particulièrement en Europe, résultant de cinq années de guerre impérialiste où l'antagonisme de classes a été porté au paroxysme de son exacerbation, a inauguré une nouvelle ère révolutionnaire qui pousse irrésistiblement le prolétariat de tous les pays capitalistes à la conquête du pouvoir politique. Il faut donc s'attendre à se trouver tout prochainement en présence de révolutions socialistes prolétariennes dans les pays avancés de l'Europe, dont la plupart traversent déjà la première phase de cette révolution.

2. Etant donné cette époque révolutionnaire et la situation révolutionnaire internationale sus-mentionnée, les partis communistes et socialistes des Balkans estiment que leur tâche fondamentale consiste à coordonner leurs actions politiques et à exercer le plus d'influence possible sur les masses balkaniques, pour que celles-ci donnent leur appui le plus complet à la République Socialiste des Soviets de Russie et à la prochaine révolution socialiste européenne, en retenant toutes les forces contre-révolutionnaires qui pourraient être lancées contre ces dernières du côté ou à travers les Balkans.

3. La situation des peuples balkaniques provoquée par la guerre et qui a entraîné dans la péninsule des changements radicaux dans toute sa vie économique, est caractérisée, d'un côté, par une concentration colossale des capitaux, par une monopolisation sans pareille de tous les moyens de production industrielle et d'échange commercial et par les luttes acharnées d'intérêts de classe incompatibles, et d'un autre côté, par la ruine économique et par la disette, par la misère et l'épuisement complet des masses ouvrières. Les partis balkaniques sont impuissants à rétablir cette situation si pénible et à donner satisfaction aux énormes besoins de masses ouvrières.

Cet état de choses fait peser sur les Etats balkaniques la menace d'une faillite financière qui sera la conséquence de la guerre, du fardeau insupportable des énormes dettes publiques et des conditions financières très onéreuses, que leur ont imposées les grandes puissances impérialistes de l'Entente. Divisés, très hostiles les uns aux autres, dépendant complètement des Etats impérialistes de l'Entente, les pays

balkaniques ne peuvent pas relever, dans leurs limites territoriales actuelles et sur la base capitaliste, leur vie économique sans le concours du capitalisme européen; mais si toutefois celui-ci consentait à accorder aux pays balkaniques ce concours indispensable, il ne pourrait que leur ouvrir la voie de leur développement économique qui ne tarderait pas à être ruiné à son tour par les révolutions socialistes qui s'annoncent en Europe. Si l'on y ajoute l'exiguïté des territoires, l'abondance des problèmes nationaux inextricables et les formes d'administration réactionnaires et empreintes de violence, dont use la bourgeoisie balkanique, on comprendra la situation pénible et difficile où se trouvent les peuples balkaniques et dont ils ne peuvent sortir par suite de leur désunion. Mais, d'un autre côté, il leur est impossible de fusionner en une fédération d'Etats balkaniques, tant que la bourgeoisie reste au pouvoir, tant qu'elle persiste dans sa mégalomanie, par suite des obstacles qu'opposent dans tous ces pays les dynasties, le monarchisme et le militarisme.

Cette conjoncture à laquelle les pays balkaniques doivent leur situation pénible et le développement du mouvement communiste, en présence des révolutions prolétariennes en Europe, forceront les partis communistes et socialistes des Balkans à s'emparer tout prochainement du pouvoir politique, à établir la dictature du prolétariat, en s'appuyant sur les Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats rouges et à créer une République Socialiste des Soviets des Balkans.

4. Le triomphe de la révolution socialiste prolétarienne et la réorganisation du régime capitaliste actuel en une société communiste, basée sur des principes socialistes, ne pourront être réalisés, avec le maximum de rapidité et le minimum de sacrifices et de victimes pour le prolétariat, qu'à la condition que la dictature prolétarienne, sous forme de Soviets, soit réalisée vigoureusement et consciencieusement, que les prolétaires de tous les pays se soutiennent mutuellement dans toutes leurs actions politiques et qu'autant qu'ils fondent leur lutte révolutionnaire particulière dans la lutte commune, émancipatrice, révolution-

naire et internationale, en subordonnant la première aux intérêts du triomphe de la révolution prolétarienne.

5. Pour assurer la solution de tous ces problèmes importants, les partis socialistes et communistes balkaniques insistent sur la nécessité de se trouver en contact permanent et étroit et de coordonner leurs actes et leur lutte avec l'action des partis prolétariens qui se sont donné pour tâche d'accomplir au plus tôt la révolution prolétarienne internationale, et qui, en vue du triomphe de celle-ci, reconnaissent la nécessité d'une lutte de classes implacable et la dictature du prolétariat, sous forme de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

6. La III-e Internationale Communiste, fondée à Moscou en mars 1919, a mis au nombre de ses tâches : a) de débarrasser le mouvement ouvrier de tous les éléments impurs d'opportunisme et de social-patriotisme qui ont conduit, en 1914, la II-e Internationale à une faillite politique et qui se trouvent en opposition avec la lutte révolutionnaire du prolétariat; b) d'unir en un seul bloc les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial, qui mettent en pratique les principes et les méthodes de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat, sous forme de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats, c) de faciliter et de hâter ainsi le triomphe de la révolution communiste universelle.

Ceci dit, la conférence décide :

1. La Fédération communiste balkanique, comprenant les partis communistes et socialistes de Bulgarie, de Serbie, de Grèce et de Roumanie, adhère à la III-e Internationale Communiste dont elle forme la section balkanique, qui adopte les principes et les méthodes de la lutte de classes révolutionnaire et de la dictature du prolétariat, réalisée au moyen des Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

2. La Fédération socialiste balkanique, comme s'appelaient jusqu'ici l'Union des partis communistes et socialistes balkaniques, se nommera dorénavant "Fédération Communiste balkanique".

THÈSES DIRECTRICES SUR LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE DANS LA LUTTE POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE.

I.

Comme le capital mondial a prouvé, par la guerre impérialiste mondiale, qu'il n'est pas en état de devenir le maître des forces productives que le capitalisme a créées, ainsi le *Capital de l'Entente*, victorieux dans la guerre mondiale, prouve qu'il n'est pas capable de reconstruire le monde tombé en ruines, de lui donner même cette petite mesure de sécurité et d'ordre que l'organisation capitaliste a présentée jusqu'à ce jour. Le capital de l'Entente a jeté par terre les puissances centrales et s'occupe maintenant à faire ses esclaves les peuples de l'Europe centrale, par quoi il ne fait que poser les fondements d'une nouvelle guerre en même temps qu'il crée dans l'Europe centrale une "irredeinte" allemande, qu'il érige toute une série

de petits Etats qui se combattent les uns les autres, il soumet les pays balkaniques à la domination des politiciens d'affaires serbes et des boyards roumains entre lesquels il partage des grandes parties du peuple bulgare. De cette façon, les Balkans restent un centre de conflits politiques comme ils l'ont été jusqu'à présent. Le démembrement de la Turquie ouvre l'ère de la querelle entre les Etats de l'Entente pour l'héritage turc, ainsi que de leurs conflits avec la population indigène. En Extrême-Orient, l'Entente a vendu 40 millions de Chinois "alliés" à l'impérialisme japonais, par quoi elle n'a fait que rendre plus aigu le conflit entre les capitalistes japonais et américains, pendant que l'Entente qui est entrée en guerre sous le signe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, laisse les peuples d'Irlande,

Note de la rédaction. — Nous insérons ce projet du Bureau de l'Europe Occidentale à titre documentaire.

d'Égypte, de l'Inde, revenus à la vie, sous le knout anglais, elle presse l'entrée de ces peuples dans la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme anglais. La tentative de créer une Société des Nations dont le but était de soumettre les intérêts des pays vaincus, ainsi que des petits peuples et de plusieurs centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique à l'exploitation commune du capital de l'Entente, a échoué. Même aujourd'hui, il est clair que dans le camp même de l'Entente se préparent de nouvelles coalitions impérialistes qui travaillent les unes contre les autres. Incapable de maintenir l'ordre capitaliste, l'Entente cherche par tous les moyens à étouffer dans le germe l'ordre socialiste communiste naissant, pendant qu'elle continue la guerre contre la Russie des Soviets et cherche à l'entourer par une ceinture de petits Etats qui devraient créer un cordon de la mort autour de la Russie des Soviets, mais qui se transforment eux-mêmes en des contrées de la mort et de la dévastation.

Cette politique mondiale du capital victorieux de l'Entente ne lui permet pas d'utiliser même les maigres possibilités d'une reconstruction de l'ordre social capitaliste que lui a laissé la guerre mondiale. Le travail destructif de quatre ans de l'impérialisme ne pouvait être réparé, l'énorme fardeau ne pouvait être enlevé que si le capital victorieux avait aidé le capital vaincu, par l'appoint de matières premières et de moyens de subsistance, à courber de nouveau les masses prolétariennes sous le joug capitaliste, afin d'imposer les frais de la guerre au prolétariat du monde entier.

Pendant que le capital victorieux de l'Entente dévaste la Russie et cherche à priver l'Europe centrale de ses derniers moyens de production, il ne condamne pas seulement cette plus grande partie de l'Europe à un *anéantissement économique et à la mort par la faim*, mais il prononce en même temps un arrêt de mort au développement capitaliste dans ses propres pays. L'Europe centrale et orientale pourrait former le meilleur marché pour les produits industriels de l'Occident. Elle pourrait fournir de grandes quantités de matières premières. Leur affaiblissement signifie la *languueur économique progressive* des pays industriels de l'Occident, le chômage croissant, l'acuité des conflits sociaux qui, déjà, indépendamment de cela, avaient beaucoup augmenté, grâce à la cherté de la vie, au fardeau croissant des impôts et à la conscience de sa force qui a grandi chez le peuple des travailleurs pendant la guerre. A cause de cela, la politique de l'Entente fortifie les tendances révolutionnaires; elle pousse les masses ouvrières et paysannes des pays vaincus dans le bras de la révolution mondiale. Elle accélère la transformation, en Occident, de la lutte aggravée des classes en guerre civile, elle montre d'une façon manifeste aux masses populaires de l'univers entier, qu'elles seules, — classes des travailleurs — sont appelées à mettre de l'ordre dans le chaos capitaliste, à construire le monde sur une base nouvelle. Non seulement la *révolution mondiale communiste*, telle qu'elle a pris son départ en Russie, n'a pas été brisée par la victoire de l'Entente, mais par la politique du capital victorieux de l'Entente elle a, pendant l'année qui a suivi la guerre, bien travaillé dans cette direction et accéléré le développement révolutionnaire.

II.

Les partis communistes existant dans les pays qui se trouvent encore sous le régime capitaliste, acceptent ces tendances du capital mondial travaillant pour la révolution mondiale comme le *point de départ de leur lutte*. En même temps qu'il se montre incapable de reconstituer l'ordre capitaliste, le capital mondial a anéanti pour longtemps toute possibilité d'une politique dirigée vers la réforme. La tâche de la classe des travailleurs dans l'Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Amérique, *n'est pas la transformation du monde capitaliste*, ni la conquête de concessions partielles, mais le *renversement du capitalisme*, qui ne signifie actuellement que malheur, chaos et guerre, et l'établissement de l'ordre socialiste. Les leçons de toutes les révolutions bourgeoises, ainsi que la révolution russe, ont démontré qu'un ordre social nouveau ne peut être réalisé que par la guerre civile des masses populaires asservies, contre la classe dominante qui se meurt, et les porteurs victorieux de l'ordre nouveau ont à assurer par leur *dictature*, le passage de l'ancienne organisation sociale à la nouvelle.

La révolution prolétarienne russe a montré au prolétariat international, dans les *Conseils d'ouvriers*, l'organe de cette dictature inévitable pour la réalisation du socialisme. Le socialisme peut être institué, non par les institutions parlementaires embrassant toutes les classes du peuple, mais uniquement par les conseils des travailleurs, réunissant tous les ouvriers, manuels aussi bien qu'intellectuels qui sont intéressés au nouvel ordre et qui détiennent dans leurs mains tout le pouvoir législatif et exécutif. La révolution prolétarienne russe a montré comment les classes capitalistes résistent de toutes leurs forces à toute tentative de libération de la part de la classe ouvrière, comment elles ne reculent pas devant la trahison, devant l'alliance avec les pays étrangers capitalistes contre leur propre pays, par quoi la classe ouvrière est forcée d'opposer tous les moyens violents de la révolution à la violence de la contre-révolution, de défendre, le glaive en main, l'établissement du socialisme. L'armée de l'évolution politique dans l'Europe centrale et orientale aussi bien qu'en Amérique, a confirmé les leçons de la révolution russe, a appris que toute pensée à la réalisation de socialisme par un compromis avec la bourgeoisie, sur le terrain de la démocratie bourgeoise est une parfaite utopie dont la propagation ne sert que la bourgeoisie et amène le désarroi dans le prolétariat. Malgré la peur d'un mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie sabote toute politique, non seulement de la socialisation, mais même de l'attribution à la classe ouvrière du moindre droit de collaboration dans la direction de la production. La bourgeoisie répond au mouvement révolutionnaire, non par des concessions sociales, mais par son union dans un camp de réaction brutale, et elle ne recule pas devant l'emploi des plus honteuses mesures de violence contre le prolétariat. C'est pourquoi l'Internationale communiste doit déclarer de la façon la plus énergique comme destinée à tromper le prolétariat, toute tentative faite pour boucher l'opposition contre l'effort du prolétariat vers l'affranchissement et la dictature capitaliste, par un compromis, tel qu'il est représenté par les social-patriotes allemands et par les leaders des indépendants de droite, par la social-démocratie.

cratie de gauche de l'Autriche, par l'opportuniste hollandais Troelstra, et par le socialiste-réformiste suédois Branting qui sollicitent la création de chambres de travail à côté d'un parlement bourgeois. La tâche des partis communistes dans les pays encore capitalistes est, en premier lieu, de faire comprendre par la parole et par l'action, au prolétariat, qu'il n'y a pas pour l'humanité qui travaille, d'autre issue que la lutte révolutionnaire jusqu'à l'établissement de la dictature du prolétariat dans la forme des républiques, des conseils, leur union et leur défense par tous les moyens contre les forces du capitalisme.

III.

La lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat augmentera en acuité, en profondeur et en largeur avec le progrès de la décomposition du capitalisme. Sa domination deviendra toujours plus insupportable au prolétariat; la classe ouvrière apprendra toujours davantage, par l'expérience, que la lutte pour la dictature, est inévitable; mais en opposition à la Russie, la victoire du prolétariat dans les pays capitalistes développés, ne sera pas conquise d'un seul élan, mais dans une longue période d'une lutte pénible et riche en sacrifices. C'est seulement s'ils prennent pour le point de départ de leur tactique, cette considération, affirmant le caractère long et pénible de la lutte d'affranchissement prolétarienne, que les partis communistes de l'Occident pourront prévenir le prolétariat contre les tentatives irréflechies de conquérir le pouvoir avec des forces insuffisantes, des petites minorités impatientes en lui ouvrant la compréhension des moyens de lutte qui doivent être appliqués.

La victoire n'échappera pas au prolétariat avant que les couches socialement déterminantes de la classe ouvrière, les mineurs, les métallurgistes, les cheminots, les ouvriers agricoles, ne passent du côté du communisme et ne possèdent assez de forces pour briser la résistance d'une réaction bien organisée, armée militairement et s'appuyant sur une large couche de paysans riches, et pour former des fondements capables de porter l'édifice de la dictature des conseils, qui se maintient et qui tombe avec la volonté consciente de puissance des masses prolétariennes.

IV.

Ces masses se réunissent en corporations, qu'elles ont formées pendant l'époque pacifique du mouvement ouvrier; elles se réunissent là pour mener, comme avant, la lutte pour l'amélioration de leur situation. Les communistes ont le devoir d'aller dans les organisations des masses du prolétariat, quoique la bureaucratie corporative cherche à les transformer — des organisations de lutte du prolétariat qu'elles sont — en des organes contre-révolutionnaires de l'entente avec le capital. Ils ont à combattre la politique contre-révolutionnaire, non seulement en opposant, au moyen de la propagande, les idées communistes aux idées social-démocratiques, mais ils ont à essayer de briser l'influence de la bureaucratie corporative, en formant dans la lutte économique le facteur stimulant. Ils ont non seulement à expliquer aux travailleurs, par le moyen de la propagande, que l'union du

travail avec la classe capitaliste mène à l'esclavage, que tout gain partiel, comme l'élévation des salaires, est anéanti par la croissante cherté de la vie, mais ils ont à pousser la classe ouvrière à la lutte toujours renouvelée, lorsque cette classe, déçue par la défaite ou par une victoire, réduite à rien, ne voit plus aucune issue.

C'est seulement en luttant toujours de nouveau pour l'amélioration de sa situation, pour l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail et en se soutenant réciproquement dans cette lutte que la classe ouvrière se réunit en une classe révolutionnaire, qui sera en état de mener la lutte non seulement pour l'amélioration de la situation, qui à la longue, dans la période de la dissolution capitaliste paraît infructueuse, mais pour la transformation de la société capitaliste en la société socialiste.

Dans cette lutte, les communistes ont à éclairer les masses ouvrières sur le fait que le degré atteint de l'évolution capitaliste condamne les luttes économiques isolées à l'impuissance, qu'il faut se hâter de venir en aide à chaque partie combattante sur le front commun, qu'il faut étendre et élargir la lutte économique pour des réclamations particulières, en en faisant la lutte pour la conquête du pouvoir politique, pour le renversement du gouvernement capitaliste.

Dans cette lutte, les communistes ont à entrer dans les corporations pour que celles-ci transforment, avec le nivellement croissant des conditions de travail et des salaires des différentes catégories prolétariennes, — comme la dissolution du capitalisme les entrainera avec elles — en des sociétés industrielles qui en face du capital réuni, possèdent une capacité de défense et d'offensive beaucoup plus grande que les corps de métier divisés. Ils ont à y entrer pour que la bureaucratie contre-révolutionnaire centralisée qui, d'en haut, fait marcher les masses, cède la place au système élastique des hommes de confiance qui, prenant, où cela est possible, leurs racines dans les exploitations conduisent, sans frottement, l'initiative des masses vers la direction corporative, comme ils ont en même temps à répandre dans les masses le sens politique et l'expérience de la direction.

La lutte économique du prolétariat à l'époque de la révolution sociale consiste dans l'aggravation et la généralisation de la pression des masses, dans le but de renverser la bourgeoisie, mais pas dans la destruction et la détérioration des moyens de production aussi souvent que cette dernière puisse accompagner la guerre civile. Pour cette raison, les communistes ont à s'opposer, dans la lutte économique, avec toute leur force, à l'idée du sabotage des moyens de production et à expliquer aux masses du peuple que la désorganisation de l'économie doit rester à la charge de la bourgeoisie qui, incapable de l'ordonner à nouveau est prête à la transformer en ruines rien que pour empêcher la classe ouvrière de prendre dans ses mains les moyens de la production et de les utiliser pour le bien des masses souffrantes du peuple.

V.

La lutte économique pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière se transformera, avec sa propagation et son aggravation croissantes, en la lutte pour la conquête du pouvoir, comme condition de la

conquête des moyens de production. Le contrôle de la production forme le point de transition dans cette lutte. Plus augmente le manque de marchandises qui ne permet pas aux ouvriers, même avec de hauts salaires, de satisfaire leurs besoins les plus modestes, plus, s'accroît l'anarchie de la production, plus les forces productives qui ne suffisent pas aux industries les plus nécessaires, pour la vie, sont gaspillées dans l'intérêt de la spéculation pullulant sur le capitalisme qui s'écroule comme les vers dans un cadavre, et plus les masses ouvrières éprouveront le besoin du contrôle de la production. Par le temps de chômage croissant, elles feront établir, par leurs hommes de confiance, si la fermeture des fabriques n'est pas un acte de l'arbitraire capitaliste, dans le but de faire partir pour l'étranger le capital mobile ou d'épuiser par le chômage les ouvriers en lutte. Dans le cas d'un manque de matières premières, la classe ouvrière éprouvera le besoin de surveiller, par ses hommes de confiance, la distribution des matières premières. Pendant les luttes pour l'augmentation des salaires, il sera de l'intérêt de la classe ouvrière de contrôler toutes les conditions de la production afin de rendre impossible aux capitalistes de présenter l'augmentation des prix provoquée par la passion du gain, comme le résultat des salaires, élevés, et de cette façon, exciter contre les ouvriers, les masses des petits bourgeois souffrant de la cherté de la vie.

L'effort fait pour contrôler la production doit devenir le point de départ des luttes prolongées et ininterrompues pour la création des conseils d'exploitation. Les conseils d'exploitation ne peuvent pas être formés par en haut, par une simple propagande, comme un système économique; car sans parler de ce que les gouvernements bourgeois réprimeraient de toutes leurs forces, une pareille tentative organisée pour établir une organisation économique des conseils, il manque quelquefois à la classe ouvrière la compréhension générale de la nécessité du contrôle de la production, sans quoi, les conseils d'exploitations, au lieu d'être les représentants des exploitations entières, les représentants de la classe deviennent des représentants seulement des ouvriers conscients au point de vue révolutionnaire. C'est seulement dans la mesure où des parties séparées des groupes particuliers du prolétariat grâce aux défaites dans la lutte économique, grâce à l'annihilation de leurs acquisitions par le processus progressif de la dissolution capitaliste acquèrent un vif intérêt pour le contrôle de la production que des conseils d'exploitation seront fondés dans des points particuliers, dans des branches isolées de l'industrie, dans la lutte contre des groupes particuliers d'entrepreneurs, obtiendront selon l'état de leurs forces, un contrôle plus ou moins grand dans les fabriques et chercheront à se réunir suivant les branches de l'industrie. Ce n'est pas comme un schéma imposé par en haut à la partie révolutionnaire du prolétariat, mais comme une organisation se formant dans la lutte, se rejoignant dans la lutte que les conseils d'exploitation peuvent se développer et préparer des parties toujours croissantes de la classe ouvrière à la direction ultérieure de l'industrie, après la conquête du pouvoir politique.

Là où on n'aura pas réussi à conquérir de pareils conseils d'exploitation, dans la lutte révolutionnaire, où le gouvernement réussira à tromper provisoirement par la formation de semblants de conseils légaux, le be-

soin du prolétariat d'exercer le contrôle de la production, dans le but d'admettre quelques prolétaires dans l'antichambre des bureaux capitalistes, tandis que la direction réelle de la production sera remise entre les mains des directeurs et des réunions secrètes des fabricants, là, les communistes ont à veiller à ce que les moyens de tromper de la bourgeoisie, se retournent contre elle-même. Ils ont à rendre vaine toute tentative d'établir un faux semblant de contrôle, en attirant, dans les réunions d'exploitation ainsi que dans la presse, l'attention des travailleurs sur toutes les manoeuvres frauduleuses des directions d'exploitation, et en entreprenant avec toute leur énergie, la lutte contre toute violation des intérêts des ouvriers et de la communauté, par les fausses institutions de contrôle, en combattant sans égards les représentants de l'exploitation qui se laissent prendre ou acheter par les capitalistes. Ils ont, sans s'occuper des limites fixées par la loi au droit de contrôle des ouvriers, à mener les ouvriers dans les exploitations, à la lutte pour l'élargissement des droits de contrôle des conseils d'exploitation, ainsi que l'exige l'économie populaire.

Pendant que les communistes cherchent, pas à pas, à changer les conseils frauduleux créés pour tromper le prolétariat, en véritables conseils d'exploitation, l'intérêt pour le contrôle de la production peut être éveillé chez les ouvriers, avec le progrès de la dissolution capitaliste, et les faux conseils de contrôle, soit transformés en véritables conseils d'exploitation, soit remplacés par de pareils conseils.

VI.

La victoire de la révolution prolétarienne ne sera remportée dans chaque pays que lorsque la classe ouvrière aura atteint dans ses luttes économiques et politiques partielles, le degré de détermination, le degré de conscience qui est nécessaire pour que non seulement elle oppose à tous les actes de violence de la bourgeoisie un refus décisif de se laisser utiliser plus longtemps comme un bétail, mais qu'elle brise aussi la résistance de la bourgeoisie dans une lutte ouverte. La victoire du prolétariat n'est possible que par la voie d'une décomposition et d'une rupture complète des organes d'oppression de l'état capitaliste. Là où ces états, dans la lutte contre la révolution prolétarienne croissante, forment des gardes blanches, là cette victoire sera remportée dans l'insurrection des masses du peuple. Toute pensée de la conquête du pouvoir politique par des chemins détournés, par le sabotage de la production capitaliste, par la création d'une barricade pour la classe ouvrière dans l'exploitation ou moyens d'organisations d'exploitation, est un opportunisme aussi bien que la victoire par le vote parlementaire. Le prolétariat ne peut pas vaincre d'abord économiquement et ne prendre qu'en suite le pouvoir politique. La conquête du pouvoir politique de la dictature du prolétariat est la condition nécessaire de l'expropriation des expropriateurs. Dans toutes les phases de la lutte économique et politique, les communistes ont à répandre la conviction que toutes ces luttes ne représentent qu'une partie, une étape, dans la lutte générale pour l'affranchissement, qui est une lutte pour le pouvoir politique dans l'Etat. L'illusion syndicaliste et anarchiste sur la possibilité de l'affranchissement prolétarien sans la formation d'une organi-

sation prolétarienne de l'état, comme le moyen pour abattre la résistance de la bourgeoisie, doit être combattue aussi bien que l'illusion démocratique du réformisme. Tous les moyens que le prolétariat a appliqués jusqu'à présent dans sa lutte pour l'affranchissement doivent être employés d'après leur utilité, comme moyens auxiliaires de l'enseignement révolutionnaire, de l'organisation et de la mobilisation des masses du peuple et appliqués en lieu et temps convenables.

Comme la révolution sociale, regardant de sa hauteur, ne connaît, avant l'insurrection armée sur le terrain de la lutte économique, aucun remède nouveau, mais seulement le renforcement, l'accroissement, la combinaison des vieux moyens de lutte économique, de même ne connaît-elle sur le terrain de la lutte politique, aucun remède miraculeux quelconque, ou interdite-t-elle un moyen quelconque de ceux qui ont été employés jusqu'à présent. Dans la lutte économique aussi bien que dans la lutte politique, la révolution sociale ne signifie qu'un seul changement: il consiste en ce que les masses ouvrières entrent elles-mêmes en mouvement et poursuivent leur combat en y mettant leur nombre; tous les autres moyens qui occupent le premier rang pendant l'époque pacifique, ne conservent en face du mouvement des masses, qu'une importance subordonnée. Parmi ces moyens, se trouve également l'emploi du droit de vote comme de tous les autres droits que la bourgeoisie offre aux masses du peuple pour les tromper; jusqu'au moment où elle est forcée d'entreprendre contre elles une lutte avec des armes physiques. Quand cette lutte de classe à classe sera entrée dans la phase décisive, elle brisera le terrain parlementaire. La bourgeoisie se montrera ouvertement comme une dictature non dissimulée. Pendant le temps où les masses ne font que se réunir pour le combat, où elles se fraient seulement un chemin, où dans les moments suivant les défaites, les communistes doivent expliquer aux ouvriers révolutionnaires la nécessité d'utiliser même les plus petites possibilités de propagande ou d'organisation que présente la tribune parlementaire.

Tout abandon de l'action parlementaire n'est pas, dans de pareilles situations, un acte de combat révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, mais il rind au contraire plus facile la tromperie bourgeoise, la campagne de calomnie capitaliste contre le communisme, fuite de la tribune parlementaire qu'on voit de loin.

Là où la bourgeoisie est tellement ébranlée qu'elle est obligée de concéder à la classe ouvrière, encore avant la conquête du pouvoir politique, un large champ d'action, les communistes doivent travailler pour la création des conseils ouvriers politiques, en qualité d'organes dans lesquels est représentée toute la classe ouvrière, et dans lesquels, pendant la lutte contre la bourgeoisie, contre les illusions démocratiques, la volonté, de la classe ouvrière se concentre, s'unifie et se dirige vers la lutte pour la dictature. A tous les degrés du mouvement, dans tous ses stades, c'est la tâche des communistes de créer, dans le mouvement des masses et dans les organisations de ces dernières, des fractions communistes particulières qui, dirigées d'une façon uniforme, mènent la propagande des idées communistes dans et par l'action prolétarienne. D'après le degré de leur puissance, les communistes pourront se mettre en avant dans les organisations des masses du prolétariat en lutte, ou bien organiser de leur propre initiative le combat du

prolétariat. Mais, même là où, encore trop faibles pour créer leur propre organisation, ils sont obligés de se soumettre aux actions des masses du prolétariat, qui ne se développent que lentement vers le communisme, les communistes doivent représenter dans leur propagande, dans les mots de ralliement, par lesquels ils cherchent à pousser de l'avant les organisations des masses, le point de vue clair et non falsifié du communisme dans la conviction que plus sera claire et conséquente la propagande des partis communistes, et plus utilement elle agira dans l'avenir, même si, au moment donné, les masses ouvrières ne se trouvent pas encore à la hauteur des idées du parti communiste.

Aussi bien que le détachement des masses par le sectionnement communiste, la dissolution des partis communistes dans les organisations ouvrières générales, est, sous un clair dessein révolutionnaire, un danger pour le développement de la révolution mondiale. En s'isolant des mouvements et des organisations des masses du prolétariat, les communistes détachent de ces masses les éléments les plus éclairés et les plus progressifs. En abandonnant leur existence particulière, leur représentation fermée comme parti communiste, ils enlèvent aux masses qui luttent le cerveau de la direction. Le parti communiste ne peut pas, étant une minorité, conquérir le pouvoir, mais aussi les masses ouvrières ne peuvent pas s'affranchir sans devenir communistes, sans suivre consciemment la direction communiste. La dictature, qui est indispensable pour la réalisation du socialisme, ne saurait être qu'une dictature des masses compactes et conscientes des prolétaires, mais du moment qu'elle est la dictature des ouvriers révolutionnaires conscients de leur classe, elle est en même temps la dictature du communisme.

VII

L'Internationale Communiste sortie des luttes des rangs avancés du prolétariat contre la guerre mondiale impérialiste, fondée sous la direction de la classe ouvrière du premier pays qui a réalisé la dictature prolétarienne, sous la conduite du parti communiste, se développe pas à pas avec la dissolution du monde capitaliste, avec le renforcement de la révolution mondiale, tandis qu'à mesure de son développement, la Deuxième Internationale tombe de degré en degré, en se transformant toujours davantage en une alliance de laquais de la bourgeoisie et d'assassins du prolétariat. Il ne peut y avoir aucun compromis entre la Deuxième et la Troisième Internationale, comme aucun compromis n'est possible entre la bourgeoisie et le prolétariat. La tentative faite par les éléments chancelants du socialisme pour servir d'intermédiaires entre la Deuxième et la Troisième Internationales, n'est qu'une tromperie des chefs socialistes en faillite qui voient tous les jours davantage que les masses prolétariennes qui se trouvent derrière eux se tournent dans tous les pays, en nombre croissant, vers la Troisième Internationale. Ces tentatives sont condamnées à l'insuccès, puisqu'elles sont dénuées de toute idée politique: il n'existe aucun point de communication entre les dictatures prolétarienne et capitaliste. Les partis et groupes communistes doivent, dans tous les pays où les éléments chancelants du socialisme exercent encore une pression sur les masses ouvrières, expliquer à ces masses le sens de leur propre lutte et leur mon-

trer que, pendant qu'ils luttent contre leur propre bourgeoisie, ils entrent en liaison avec la troisième Internationale, dont rien ne les sépare sinon l'indécision de leur pensée ou la fidélité envers leurs chefs qui les ont trahis pendant la guerre, soit par leur inaction, soit par l'appui direct prêté à la bourgeoisie. Les partis communistes doivent tendre la main, par une action solidaire, aux masses ouvrières qui deviennent toujours plus révolutionnaires, mais qui ne sont pas encore ralliées, d'une façon organisée, à la troisième Internationale. *L'unité de la classe ouvrière ne peut pas être atteinte par un compromis avec les chefs en faillite du social-patriotisme et du social-pacifisme, mais uniquement par la clarté qui augmente dans la lutte révolutionnaire, et par la décision des masses des travailleurs.*

La troisième Internationale est née comme une Internationale de l'action prolétarienne, comme une Internationale de la lutte commune du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale. Cette unité du prolétariat mondial n'a été réalisée jusqu'à présent, politiquement, que dans une petite mesure. L'appui prêté à la Russie des Soviets par les ouvriers révolutionnaires du monde entier, et en première ligne par celui des pays de l'Entente, représente le début pratique de la lutte révolutionnaire solidaire du prolétariat mondial. *L'appui prêté à la Russie des Soviets forme le point de départ de la politique mondiale du prolétariat.* Dans la mesure où le prolétariat s'unit pour la défense de la Russie des Soviets, où il force, par les actions des masses, la bourgeoisie à abandonner l'appui prêté à la contre-révolution russe, de cesser la guerre avec la Russie des Soviets, le

prolétariat mondial, non seulement aide la classe ouvrière russe à sauver ses conquêtes de la contre-révolution internationale, avide de sang et de boue, *mais il assure aussi les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne sur le continent européen.* La Russie des Soviets, comme une source de matières premières et de vivres, la Russie des Soviets, quand elle sera débarrassée du fléau de la guerre, quand elle aura organisé ses forces, cette Russie aidera le prolétariat des autres pays à passer de l'avant malgré le danger d'un blocus maritime de la part des puissances capitalistes plus fortes, qui dominent les arrivages des vivres, à vaincre leur propre bourgeoisie et à reconstruire sur des bases nouvelles l'Europe ruinée et mise en lambeaux.

Pour cette raison, *la défense active de la Russie des Soviets par les masses prolétariennes de tous les pays représente un devoir qui doit être rempli sans égards aux sacrifices que la lutte exigera.*

Chaque Etat prolétarien naissant percera déjà plus facilement en face des Etats capitalistes si la Russie des Soviets sort invaincue de la guerre, en faisant la première brèche dans le système d'Etats prolétariens. La troisième Internationale, cette union des gens ayant les mêmes idées pour la lutte pour la dictature, se transformera alors en une union des républiques des conseils, qui sortiront de la révolution mondiale comme gardiens du nouvel ordre socialiste.

**Le Secrétariat de l'Internationale
Communiste de l'Europe Occidentale**

Janvier 1920.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Lettre ouverte du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en réponse aux questions du Parti Ouvrier Indépendant de Grande-Bretagne.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a reçu du camarade Wallhead, président de l'Indépendant Labour Party de Grande-Bretagne, et du camarade Clifford Allen, membre du Conseil national de ce parti, la lettre qui suit, en date du 25 Mai 1920.

Le Parti Ouvrier Indépendant à la III-e Internationale.

Le dernier congrès du Parti Ouvrier Indépendant a voté les résolutions qui suivent, ayant trait à son attitude à l'égard de l'Internationale :

1) Le Congrès prescrit au Conseil National de rompre toutes relations avec la II-e Internationale.

2) Le Congrès confirme la décision du Conseil National d'inviter le Parti Socialiste Suisse à organiser une conférence, afin de discuter la question du rétablissement d'une Internationale unique qui embrasserait tous les partis. La conférence doit prendre à tâche l'élaboration des bases d'une Internationale, qui, tout en approuvant pleinement nos buts socialistes, faciliterait aux Sections Nationales l'adaptation de leur politique aux conditions spéciales, politiques et économiques de chaque pays. Aussitôt que cette question aura été étudiée et que les débats auront pris fin, un congrès spécial devra être convoqué, auquel l'organe exécutif présentera son rapport.

Le Parti Ouvrier Indépendant a rompu avec la II-e Internationale et mis à l'étude le programme et les conditions d'adhésion à l'Internationale de Moscou; le Parti a ensuite invité le Parti Socialiste Suisse à convoquer les représentants de la gauche des différents partis socialistes. Quand toutes ces enquêtes auront pris fin, un congrès spécial sera convoqué afin de décider de l'adhésion à l'Internationale de Moscou.

Le Parti Ouvrier Indépendant tient à savoir si la III-e Internationale a une constitution officielle à laquelle doivent se soumettre les partis de l'I. L. P. qui désirent y adhérer. S'il en a une, les délégués désirent en prendre connaissance. Quoi qu'il en soit, nous prions la III-e Internationale de nous faire parvenir, par écrit, ses réponses aux questions qui suivent.

1) Quelles sont les exigences de la III-e Internationale envers les partis des différents pays en ce qui concerne leur stricte application des méthodes et du programme de l'Internationale?

2) La III-e Internationale consent-elle à nous dire, comment elle comprend la théorie de la dictature du prolétariat, appliquée à l'Angleterre?

3) En quelle mesure la III-e Internationale reconnaît-elle les méthodes du parlementarisme?

4) Comment la III-e Internationale considère-t-elle le fait que le Parti Ouvrier Indépendant fait partie du Parti Ouvrier (Labour Party)?

5) Le régime gouvernemental des Soviets est-il le principe fondamental de la III-e Internationale?

6) En quelle mesure la III-e Internationale reconnaît-elle la possibilité de diverses formes du régime soviétiste en divers pays?

7) Les partis, qui appartiennent à la III-e Internationale doivent-ils reconnaître, que le communisme et la dictature du prolétariat ne peuvent être établis que par la force des armes, ou bien la III-e Internationale admet-elle aussi dans son sein des partis qui laissent cette question ouverte?

8) En quoi le communisme diffère-t-il, d'après la III-e Internationale, des autres formes du socialisme?

9) Est-ce que les partis et les organisations qui voudraient adhérer à la III-e Internationale sont tenus de reconnaître comme obligatoire pour eux la forme du communisme dont parle la réponse à la 8-me question?

10) La III-e Internationale a-t-elle l'intention de mandater des délégués au congrès des représentants des gauches socialistes qui doit se réunir en Suisse?

11) La III-e Internationale est-elle disposée à convoquer un congrès international aux fins de discuter de son programme, de ses méthodes et de sa constitution?

12) Quelle serait, dans ce cas, sa représentation normale au congrès et ses pleins pouvoirs?

Le Président : **R. S. Wallhead.**

Le Membre du Conseil d'Administration
Nationale : **Clifford Allen.**

Le Comité exécutif, après divers entretiens avec les camarades précités, a décidé d'adresser la lettre suivante aux travailleurs organisés de l'Independent Labour Party. Les réponses aux questions posées s'y trouvent dans leur ordre logique.

1) Le Communisme et les autres tendances du mouvement ouvrier.

La 8-e question des camarades anglais concerne la différence entre le communisme et les autres formes de socialisme. A cela nous ne pouvons répondre qu'en rappelant aux ouvriers anglais la courte histoire du socialisme contemporain, de sa naissance jusqu'à sa crise de guerre impérialiste et jusqu'à nos jours, jours de lutte pour la réalisation des buts du socialisme.

Le socialisme est né comme une aspiration de la classe ouvrière de renverser le régime capitaliste par la lutte révolutionnaire, de détruire la propriété privée sur les principaux moyens de production, à l'aide de la dictature du prolétariat, de mettre en vigueur la possession collective des moyens de production et de les développer pour le plus grand bien de la société laborieuse tout entière. Tel était le socialisme de Marx et d'Engels, tel qu'il est imprimé dans le „Manifeste Communiste“ et dans toutes les autres oeuvres des grands créateurs du socialisme prolétarien. Ces oeuvres n'ont pas été le fruit de l'imagination de théoriciens du socialisme scientifique; elles ont défini les buts du mouvement ouvrier en se basant sur l'expérience des révolutions bourgeoises, sur les enseignements du capitalisme et sur l'expérience du premier grand mouvement révolutionnaire du prolétariat et, précisément, du mouvement chartiste anglais. Mais, simultanément avec ce socialisme révolutionnaire prolétarien, diverses tendances, petites bourgeoises, philanthropiques, et même féodales ont existé dans le socialisme; c'est-à-dire que maintes fois, le désir d'amener le prolétariat sous l'influence des autres classes sociales, de le détourner de la lutte révolutionnaire en le trompant au nom du socialisme s'est manifesté. Marx et Engels ont lutté dès le début contre toutes ces falsifications du socialisme, en mettant à nu tout ce qui se cachait derrière ces faux pavillons.

Lorsque, après l'échec de la révolution de 1848, le capitalisme poursuivit son développement en s'élargissant et se fortifiant de jour en jour; lorsqu'il fut évident que la prise immédiate du pouvoir était chose irréalisable, Marx et Engels, voyant les choses en face, tracèrent la voie pour la préparation de la classe ouvrière en vue des futurs combats décisifs et révolutionnaires pour la prise du pouvoir. Il lui indiquèrent que le capitalisme lui donne la possibilité de s'organiser, de s'unir, qu'il donne la possibilité aux couches avancées de la classe ouvrière d'influencer ses couches retardataires, de leur insuffler le sentiment de la solidarité de classe de tous les opprimés. Ils exigèrent des ouvriers conscients que, sans attendre le jour du combat final, ils profitassent de toutes les possibilités, que les capitalistes étaient obligés de leur accorder pour la formation de partis ouvriers légaux, pour l'organisation de syndicats, car plus la classe ouvrière sera unie, organisée et conciente, plus il lui sera facile d'utiliser toute crise de capitalisme dans les intérêts de la victoire de la cause des opprimés; ils convièrent les ouvriers à lutter pour le suffrage universel, pour la démocratie, afin que les travailleurs

puissent du haut de la retentissante tribune du parlement mettre à nu toute la fourberie capitaliste, prouver aux masses que les arrangements conclus par les diverses coteries capitalistes ne se font qu'aux dépens de la classe ouvrière. Ils conseillèrent aux travailleurs de tirer parti de tous les conflits entre les divers clans de la classe capitaliste pour obtenir d'elle des réformes économiques et sociales, qui apporteraient un adoucissement au sort de la classe ouvrière, qui la fortifieraient, qui lui permettraient de mieux combattre le capitalisme. Ils appelèrent les masses ouvrières à prendre activement part à la politique, et à opérer une pression directe sur la bourgeoisie. Ils convièrent la classe ouvrière à ne jamais oublier que toute cette lutte pour la démocratie, pour des réformes n'était qu'une lutte préparatoire dont le but était de fortifier l'organisation et le sentiment social de la classe ouvrière pour l'époque des grandes rencontres, des mêlées décisives, quand nous arriverions au moment où le capitalisme déchiré par des contradictions intérieures, ne pourrait plus maintenir l'ordre parmi les masses populaires, mais, au contraire, déchaînerait leur insurrection révolutionnaire.

Mais la longue durée de l'époque de paix du capitalisme a fait oublier les buts éloignés de notre lutte et la période d'organisation de cette lutte est devenue aux yeux de la majorité des leaders de la classe ouvrière, ainsi que d'une importante partie de celle-ci, elle-même, le but unique. Se développant et s'enrichissant aux dépens non seulement des masses prolétariennes de l'Europe, mais aussi des masses paysannes du monde entier, de l'Asie, de l'Afrique, et de l'Amérique, le capitalisme actuel s'est efforcé de détourner les masses ouvrières des aspirations révolutionnaires en achetant les fractions du prolétariat les plus développées et les plus cultivées. Les ouvriers qualifiés, qui constituent la fraction la mieux organisée du prolétariat, la plus nécessaire au capitalisme, ont obtenu au cours des trente années qui ont précédé la guerre, une amélioration sensible de leur situation. Et c'est alors que la conviction s'est accréditée parmi eux qu'ils pouvaient dans la société capitaliste sans la jeter bas, obtenir une existence humaine. La lutte pour l'amélioration de cette existence s'est transformée pour eux non pas en moyen d'action révolutionnaire, mais en but unique; pour ces raisons ils n'ont pu se représenter désormais le socialisme autrement que comme une suite de réformes partielles. Ces illusions de la classe ouvrière, qui ne voyait ni l'immense misère de millions de travailleurs non-qualifiés, ni celle de centaines de millions de paysans du monde entier ruinés par les requins de la finance internationale, les représentants des ouvriers aux Parlements et les leaders des syndicats n'ont fait que les fortifier. Vivant dans l'atmosphère du Parlement, témoins des repoussantes combinaisons de coulisse, négociant au nom des syndicats pour l'obtention de concessions infimes, ces leaders ont perdu de vue et les grandes masses ouvrières misérables et la croissance de l'exploitation capitaliste et les buts révolutionnaires du prolétariat. Les capitalistes ne les traitaient-ils pas comme des égaux, comme des associés, ce qui leur semblait être le commencement de l'égalité des droits du Travail et du Capital? Se trouvant eux-mêmes dans une meilleure situation, assurés socialement de tout ce qui leur est nécessaire, ils voyaient le monde

entier à travers les vapeurs roses de leur paisible existence bourgeoise. Et du fait que toute aspiration prolétarienne au sein du prolétariat gênait leur politique de paisible marchandage avec les représentants de la bourgeoisie, ils sont apparus comme des ennemis convaincus des aspirations révolutionnaires du prolétariat. Ils ont commencé par ridiculiser ces aspirations aux yeux de la classe ouvrière, en les représentant comme une maladie infantile de son histoire. La II-e Internationale, créée par eux dans cette époque de paix du capitalisme, de métamorphose du socialisme révolutionnaire prolétarien en socialisme réformiste et conciliateur de l'aristocratie ouvrière, en est venue pratiquement, dans sa majorité, à ce point de vue. Elle y est venue, bien qu'en paroles elle comptât avec la popularité des phrases révolutionnaires, héritées du passé, et voilà sa politique d'accommodement avec la bourgeoisie de grands mots révolutionnaires.

Contre cette politique réformiste, représentée en Angleterre par Ramsey Mac Donald et Snowden, en France par Millerand et Jaurès, en Italie par Treves, et Turati, en Autriche par Victor Adler, en Suède par Branting, en Danemark par Stauwing, deux tendances ont combattu. L'une, qui avait à sa tête Karl Kautsky, l'a combattue en paroles; elle a déferlué dans de nombreuses résolutions le principe de la lutte de classe qui s'avivait de jour en jour, protestant contre l'appui donné à la bourgeoisie et à la politique impérialiste de brigandage. Mais lorsqu'il s'est agi de passer de la parole aux actes, Kautsky et ses amis européens ont toujours su trouver une porte de sortie qui permettait aux réformistes de réaliser leur politique. Ce fut par exemple le cas au moment de la lutte contre le premier acte de la politique de trahison, d'accommodement avec la bourgeoisie, de subordination du prolétariat à la bourgeoisie, au moment de l'entrée de Millerand dans le ministère bourgeois Waldeck-Rousseau. Kautsky se prononça contre cette politique de coalition pernicieuse pour le prolétariat et, ne l'admit qu'en cas de danger national, autrement dit, en cas de guerre, — alors que la guerre apparaissait comme la forme la plus raffinée et la plus forte de l'utilisation du prolétariat par la bourgeoisie au nom de ses intentions criminelles. Ce «centre» de la II-e Internationale roulait de plus en plus bas chaque année, à mesure de l'exacerbation de la lutte de classe. Lorsque, après les deux crises marocaines et après la crise des Balkans de 1908, qui mit le monde à deux doigts de la guerre, il fallut dire franchement que l'heure des grandes luttes était proche, qu'il était nécessaire de redoubler d'activité, de recourir de jour en jour et de plus en plus aux méthodes de la grève générale pour faire contre-poids au danger impérialiste et pour préparer les forces que pourrait opposer le prolétariat au capital, au cas d'une menace de guerre universelle, le centre de la II-e Internationale, et Kautsky tout le premier s'est mis à leurer le prolétariat en lui faisant entrevoir la possibilité d'un désarmement de l'impérialisme au moyen d'un accommodement avec la bourgeoisie libérale. Partisan, en paroles, des méthodes de lutte révolutionnaire, il n'a fait en réalité que lutter, par la propagande et l'agitation, contre la grève générale, en lui opposant le bulletin de vote et la coalition avec la bourgeoisie.

La deuxième tendance de la II-e Internationale,

la plus faible, représentée par la tendance des radicaux de gauche allemands et des bolchéviks russes, s'était efforcée au cours des années qui ont précédé la guerre de montrer au prolétariat le terrible danger de l'impérialisme, et de le préparer à la lutte révolutionnaire.

Par quoi se distingue le communisme des autres tendances du mouvement ouvrier? La guerre l'a montré de façon éclatante. La droite de l'Internationale, avec son président Vandervelde en tête Henderson en Angleterre, Renaudel en France, Scheidemann, Ebert, Leghien en Allemagne, Bissolati en Italie, Victor Adler et Renner en Autriche, les menchéviks en Russie, s'est mise au service de la bourgeoisie, après avoir déclaré au prolétariat que la devise: „Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!" était supprimée et remplacée en temps de guerre par la devise „Prolétaires de tous les pays, égorgez-vous les uns les autres au nom des intérêts supérieurs de la patrie!" Par défense de la patrie, la droite de la II-e Internationale entendait l'appui donné aux capitalistes d'un pays, contre ceux d'un autre. Les représentants de cette droite sont devenus pendant l'extermination du prolétariat mondial par le capital, les favoris de leurs bourgeoisies nationales et Ministres, ils se sont prodigués pour persuader aux ouvriers d'intensifier la production de guerre et de lutter jusqu'à leur dernier souffle sur les champs de bataille pour le triomphe de „leurs" capitalistes, en leur faisant entrevoir qu'en retour de leurs services, ces mêmes capitalistes leur accorderaient après la guerre toutes sortes de bienfaits, en réformes sociales et démocratiques. Ils ont aidé les capitalistes à dépouiller les ouvriers de toutes leurs conquêtes dans le domaine de la législation sociale, du droit de coalition, du droit de grève, considérant qu'en temps de guerre la lutte de classe prolétarienne est un crime envers la patrie. Ils se sont révélés partie intégrante de l'Etat capitaliste, de l'appareil capitaliste pour l'exploitation du prolétariat, exploitation non seulement de sa sueur, mais de son sang. Ils sont responsables de la durée de la guerre, des effroyables sacrifices qu'elle a coûtés au prolétariat, de la pérennité du capitalisme.

Le centre de la II-e Internationale, en Angleterre Mac Donald et Philippe Snowden, en France Jean Longuet, en Allemagne Kautsky et Haase, en Italie Modigliani, Turati, Treves, en Russie, Axelrod, Martof, protestait en paroles contre la guerre; il exprimait en paroles son mécontentement de voir les prolétaires s'entretenir, mais ne faisait en réalité aucune agitation, pour dresser le prolétariat contre ses oppresseurs, pour lui faire tourner ses armes contre ceux qui l'obligeaient à massacrer ses frères, les prolétaires des autres nationalités. Il ne créait pas d'organisations illégales du prolétariat, il ne le conviait pas à manifester publiquement à déclancher des grèves; il fournait une „opposition loyale" à l'égard de la bande des assassins et des pillards universels, il jouait dans cette guerre le rôle de Ponce Pilate; il s'en lavait les mains en protestant de son innocence. Pour ces raisons la bourgeoisie, quoique mécontente de ces personnages, ne les poursuivait pas, considérant que leurs protestations pouvaient être utiles, car elles étaient les soupapes de sûreté du mécontentement des masses.

La troisième tendance représentée en Angleterre par Mac Laine et ses amis, en France par Lorient,

en Allemagne par Karl Liebknecht et Rosa Luxembour, en Russie par les bolchéviks, condamnait comme trahison à la classe ouvrière la politique des socialistes réformistes, devenus des auxiliaires de la bourgeoisie. Elle la stigmatisait, elle en dénonçait l'action émoullente sur les énergies prolétariennes; elle formait des organisations clandestines; elle appelait les ouvriers à des démonstrations publiques; elle les conviait à la lutte révolutionnaire et à la guerre civile contre la guerre impérialiste. La bourgeoisie traquait implacablement comme des traîtres à la patrie les représentants de cette troisième tendance communiste, elle les emprisonnait, elle les déportait, car elle n'était pas sans comprendre que, bien que faibles, au début, ils étaient les ennemis mortels de la bourgeoisie.

Quelle était donc, pendant la guerre, la différence entre le communisme et les autres „formes de socialisme“? La première forme du socialisme (le réformisme) vendait le sang des prolétaires, aidait les possédants à plonger le monde dans la profonde misère, dans ce chaos, où il se trouve aujourd'hui après quatre années de guerre impérialiste. La deuxième protestait verbalement contre la politique impérialiste, mais se gardait bien de rompre avec les traîtres et se contentait d'opposer des mots et des larmes à cette politique de trahison et de perfidie, sans jamais consentir à aucun sacrifice et en évitant soigneusement les „histoires“. Les communistes sacrifiaient leur sécurité personnelle, donnaient leur vie à seule fin de porter aux travailleurs dans les ténèbres ensanglantées de la guerre le flambeau de la lutte révolutionnaire émancipatrice et d'organiser la classe ouvrière. Ils étaient les seuls et uniques défenseurs en fait de la classe laborieuse et du socialisme.

Quelle différence y a-t-il aujourd'hui entre ces „trois formes de socialisme“? La première est celle des réformistes, des conciliateurs qui ont fait ouvertement cause commune avec la bourgeoisie contre le prolétariat, partout où la bourgeoisie a eu besoin de leur concours, partout où elle a bien voulu les admettre autour des tables ministérielles. Les menchéviks, et ceux qu'on appelle en Russie les socialistes révolutionnaires sept mois durant, ont fait de concert avec les représentants des propriétaires et des capitalistes russes un rempart de leur corps à la propriété privée, ont défendu les intérêts de la ploutocratie franco-anglaise contre les ouvriers et les paysans de Russie. Les réformistes allemands, Ebert, Scheidemann et Leghien, depuis une année et demie défendent le capitalisme de concert avec les partis bourgeois; ils ont remis sur pied l'armée du Kaiser pour avoir une arme contre les travailleurs, auxquels ils opposent des mitrailleuses et des lance-bombes; ils ont encore l'impudence audace d'affirmer que cette dictature de la contre-révolution capitaliste représente la domination de la „démocratie“ et que les bourgeois du prolétariat sont les défenseurs de la volonté du peuple contre la minorité révolutionnaire qui entend lui faire violence.

En Angleterre cette droite, Henderson et consorts est à tout moment prête à revenir à la bourgeoisie, sitôt qu'il y aura possibilité de cohabitation avec la fraction la plus intellectuelle de la bourgeoisie, avec les libéraux indépendants. Si elle ne siège pas au gouvernement, à côté des jingoes, comme pendant la

guerre, c'est uniquement parce que Bonar Law, Carson et Churchill ne veulent pas leur permettre de s'immiscer dans leurs affaires, en prononçant des phrases dont M. Henderson, sous la pression des masses ouvrières, ne peut plus s'abstenir aujourd'hui.

Ces M. Henderson et Cie qui parlent aujourd'hui d'un gouvernement ouvrier attendent le jour où, après avoir acquis la majorité au Parlement, ils pourraient initier au pouvoir l'ex-ministre de la guerre Eldon, le commandant des forces navales Fisher et le vieux renard Asquith,—aussi bien que Churchill—convaincus dans le fond de l'âme, que la classe ouvrière n'est pas en état de gouverner elle-même le pays; bref, ils veulent tout autant que lord Fisher, au moyen d'un gouvernement ouvrier, sauver le capitalisme anglais de la révolution. En France, Albert Thomas, qui interviewé pendant la guerre par un représentant de la presse réactionnaire, (du *Novoté Vrémia*) sur les tâches de la classe ouvrière, déclarait: „Des canons, des canons, et toujours des canons, voilà ce qu'il nous faut!“, cet Albert Thomas et son compère Renaudel ne souhaitent rien plus qu'un arrangement avec la bourgeoisie radicale; et s'ils maudissent leur gouvernement actuel si farouchement réactionnaire, c'est parce qu'il crée un terrain propice à la révolution. En présence de la criminelle agression des alliés contre la Russie ouvrière, les droitiers de France et d'Angleterre n'ont pas fait un pas de plus que les organes libéraux tels que le *Daily News* et le *Manchester Guardian*. Et, sous le couvert de protestations contre l'intervention, ils avaient surtout en vue d'empêcher les ouvriers de recourir à l'unique forme efficace de protestation: la grève générale. Lorsque les hordes de Dénikine, de Youdénitch, et de Koltchak menaient leur offensive contre la Russie ouvrière et paysanne, ce sont eux qui se sont ingénies à faire échouer la grève de juillet 1919. La social-démocratie allemande a organisé cette campagne contre la Russie soviétiste, et dépêché à cet effet en Lithuanie ses légions de spadassins pour lutter avec le prolétariat de ce pays. Toute la politique de l'ex-droite de la Deuxième Internationale consistait depuis la guerre à organiser ouvertement la sanglante offensive du capitalisme contre la classe ouvrière. Pour atteindre ce but, la droite de la social-démocratie allemande n'a pas hésité à recourir à l'assassinat de Rosa Luxembour, de Karl Liebknecht, de Lénine, leaders de la Révolution; et si de temps à autre Renaudel et Henderson laissent paraître quelque mécontentement à propos d'une tentative de ce genre, ils n'en défendent pas moins en même temps la II^e Internationale, c'est-à-dire la cohabitation avec les Noske, les Scheidemann, éclaboussés de sang; ils prouvent ainsi que le cas échéant, ils n'hésiteraient pas à agir de même.

Quelle est donc l'attitude du centre de la II^e Internationale depuis la guerre? Par la voix de Mac Donald, de Snowden, de la majorité de l'Indépendant Labour party, il prête concours à la droite en s'efforçant de persuader aux ouvriers que l'on peut atteindre au socialisme par la voie constitutionnelle, autrement dit par l'utilisation des pauvres droits que la bourgeoisie a accordés à la classe ouvrière, tandis que tout le pouvoir réel se trouvait entre ses mains. Il proteste contre la répression sanglante de l'impérialisme anglais à l'égard des ouvriers et paysans irlandais, égyptiens, hindous, mais il se garde bien de faire de l'agitation parmi les soldats et matelots an

glais, qui ne sont que des instruments entre les mains de lord French et du général Dayer. Ils s'efforcent d'empêcher les ouvriers d'opérer aucune pression directe sur les capitalistes et apparaissent ainsi comme le frein principal de la révolution. En France, ils tentent en la personne de Longuet de détourner les ouvriers, des actes révolutionnaires, estimant qu'il est suffisant de semer des phrases redondantes. En Allemagne, le "centre" a, au début de la Révolution, directement, ouvertement, en pleine harmonie avec les scheidemanniens, aidé les capitalistes à restaurer leur pouvoir, sans supprimer (lorsque ses représentants étaient dans le gouvernement) le vieil appareil bureaucratique et militaire, après avoir dérobé, au moyen de leurs trompeuses paroles démocratiques, le pouvoir aux Soviets ouvriers, et empêché toute relation avec la Russie Soviétiste. Ayant dû abandonner le gouvernement sous la pression de ses propres membres, la social-démocratie indépendante allemande s'efforce en la personne de ses chefs de contenir les masses en proclamant des mots d'ordre panachés et trompeurs, tels que l'union du pouvoir des Soviets avec celui du Parlement bourgeois ou encore "le gouvernement ouvrier" dans lequel les travailleurs doivent être représentés par M. Crispian, par le traquant de sang ouvrier, Leghien, tête de bureaucratie syndicale, etc. En Italie, les leaders de ce centre, comme Treves, Turati, Modigliani, demeurent dans le parti socialiste italien, devenu en fait parti communiste, uniquement pour empêcher aux moments décisifs les travailleurs de passer à l'action, pour falsifier au Parlement leur volonté claire, précise et révolutionnaire. En Autriche, les "centristes" Otto Bauer, Frédéric Adler, Karl Renner, soutiennent de la plus adroite et plus conciliatrice façon, la coalition avec la "démocratie" réactionnaire, antisémite, dite chrétienne; et de même qu'ils avaient vendu des armes à la garde blanche tchèque contre la Hongrie soviétiste, il en vendent aujourd'hui aux gardes blancs polonais contre la Russie soviétiste. Ils expliquent leur politique de trahison par le fait que, dans la situation où se trouve l'Autriche, il n'y a pas de place pour la lutte de classe, car elle doit mendier au seuil de l'Entente. Ils ont troqué le drapeau de combat du socialisme contre les haillons du mendiant.

Les communistes ont cependant réussi par leur défense énergique et courageuse des intérêts du prolétariat des villes et des campagnes à se mettre à la tête de la Russie grande et populaire, à arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et de ses laquais, à créer le premier gouvernement prolétarien, à le défendre au cours de deux années et demie avec l'épée de l'armée rouge, et à poser, en dépit des misères inouïes des masses populaires les fondements de l'économie communiste. Les communistes d'Allemagne ont réussi, en même temps, à organiser leur légion d'avant-garde du prolétariat, à lui insuffler la volonté de combattre à vie et à mort, et ont prouvé qu'ils savaient mourir en prison, tomber dans les combats, tomber sous les coups des spadassins capitalistes et des social-conciliateurs, couvrir leur drapeau de leur corps, susciter dans les masses ouvrières allemandes profondément déçues par les leaders de la social-démocratie, des volontés de combat sans cesse renaissantes, mener à la victoire et au salut 70 millions d'Allemands, condamnés par la politique du Capital Allié à mourir de famine, les mener au salut par la

révolution prolétarienne, en union avec la Russie prolétarienne, sous le drapeau de la dictature du prolétariat. Les communistes de Hongrie, parti jeune et résolu, ont eu le courage de prendre sur eux la défense des masses laborieuses au moment où il ne restait plus qu'à choisir entre une lutte à outrance et le noeud coulant du Capital de l'Entente. Parmi ces difficultés inouïes, ils ont donné un premier exemple d'édification du socialisme agraire, ils se sont défaits trois mois durant et s'ils ont succombé, victimes d'une trahison, sous les balles des hobereaux roumains, armés contre eux par les bourreaux anglais et français, s'ils sont tombés victimes des intrigues des social conciliateurs, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que leurs sacrifices, leurs souffrances, leur lutte ont semé profondément au coeur du prolétariat hongrois la foi en la possibilité de la victoire. Les atrocités des magnats hongrois, auxquels le capital mondial est venu en aide, ne feront que fortifier l'oeuvre d'éducation du prolétariat hongrois, éprouver en lui la volonté terrible de vaincre sous le drapeau de la Hongrie soviétiste. Les communistes de Pologne, dans un pays qui se débat au milieu de difficultés incroyables, constamment ruiné par la guerre, entravent par leur action incessante la guerre contre la Russie soviétiste au moment où "le parti socialiste polonais", qui adhère à la II-e Internationale, incarné par Pilsudsky, s'efforce de faire pour le capital international ce que n'ont pas pu faire les généraux du tsar, tuer la Russie soviétiste. En Bulgarie, les communistes par leur opposition résolue à la guerre, par leur défense énergique des intérêts du prolétariat ont groupé autour d'eux tous les éléments révolutionnaires du pays et c'est au seuil des combats décisifs pour la conquête du pouvoir qu'ils se trouvent aujourd'hui. Les Communistes de Serbie, qui au début de la guerre ont eu seuls le courage de se placer à côté des bolchéviks russes et de se faire entendre du haut de la tribune parlementaire, travaillent avec nous, la main dans la main. Ils développent une action parallèle afin de prendre entre leurs mains, de concert avec les communistes bulgares, la solution de la question balkanique et enlever ainsi au capital international la possibilité d'utiliser les rivalités nationales des Balkans pour déchaîner dans le monde de nouvelles guerres. Les communistes d'Italie, à la tête d'une masse considérable et toujours croissante de travailleurs, vont à l'attaque contre la forteresse capitaliste. Par une vague grossissante de grèves ils viennent d'ébranler cette forteresse, par leurs manifestations ils rassemblent les masses ouvrières en vue de l'insurrection prochaine. Par leur propagande en faveur des Soviets et par leur organisation ils préparent la victoire de l'Italie soviétiste. En France les communistes luttent dans les rangs du Parti Socialiste Français contre la politique trompeuse du politicien Longuet, et préparent l'avant-garde du prolétariat français au rôle dirigeant qui lui incombera, dès que les masses populaires françaises auront compris combien les chefs de la bourgeoisie les ont trompées, en leur parlant de victoire, quand elles exigeront des comptes de leur bourgeoisie. Les Communistes Américains prouvent, par les centaines d'années de prison dont les a gratifiés la bourgeoisie pour leur propagande et leur agitation communiste; ce que signifie en fait "la démocratie" capitaliste; ils démasquent la domination des trusts, des spéculateurs sur les masses populaires passives. Dans tous les coins

les plus reculés du monde, que ce soit en Amérique du Sud, au Mexique, en Australie, ou dans les ports de la Chine, le communisme est l'âme de tous ceux qui dans la classe ouvrière veulent lutter pour l'émancipation. Certes, cette émancipation n'est pas partout imminente, de même que les communistes ne sont pas partout en état de prendre le pouvoir; mais partout le communisme apparaît comme l'étoile qui éclaire le chemin dans la lutte contre le capitalisme. Quand les représentants de l'Independent Labour Party nous demandent en quoi diffère le communisme des autres formes de socialisme, nous leur répondons: "Il ne peut pas y avoir de socialisme en dehors du communisme"; tout ce qui, en dehors du communisme, prétend être du socialisme n'est que fourberie des valets de la bourgeoisie, ou leurres des hommes et des groupes, qui n'ont pas su choisir entre la lutte des classes à outrance et le rôle d'auxiliaires de la bourgeoisie expirante.

2. La dictature du prolétariat et le prolétariat anglais.

La deuxième question présentée par l'Independent Labour Party exige de l'Internationale Communiste des éclaircissements sur la façon dont, à son avis, la théorie de la dictature du prolétariat doit être appliquée en Angleterre. Nous estimons qu'il n'est pas un pays au monde où la théorie de la dictature du prolétariat puisse être appliquée mieux et plus directement appliquée qu'en Angleterre.

Le système capitaliste, qui domine en Grande-Bretagne a été forgé au moyen de la plus impitoyable dictature du capital. Le capital anglais a arraché par force la terre aux paysans. Dès le XVI^e siècle, il a commencé à chasser le paysan de ses terres, afin de créer de vastes fiefs capitalistes. Au moyen de méthodes dictatoriales il a prolétarisé les paysans et les artisans, allant jusqu'à leur couper les oreilles et les narines s'ils se refusaient à travailler pour lui. Il les parquait dans des maisons de travail, qui étaient des maisons de famine et de mort, il arrachait le mari à la femme, l'enfant à la mère, à seule fin de les faire travailler sans répit. Il pendait les ouvriers lorsque, ruinés par les fabriques capitalistes, ceux-ci tentaient de détruire les machines, ne se rendant pas compte que le mal n'était pas en elles, mais dans le fait qu'elles appartenaient aux capitalistes. Il fusillait, comme ce fut le cas en 1917 à Peterloo, les travailleurs qui s'étaient rassemblés pour manifester pacifiquement leur mécontentement. Il enfermait dans les prisons, par centaines, les meilleurs représentants de la classe ouvrière anglaise, qui, pendant le mouvement chartiste s'efforçaient de soulever le prolétariat anglais pour la lutte émancipatrice. De Cromwell et de Warren Hastings jusqu'à Dayer, Allembey et French, il a les armes à la main, tenu sous son talon de fer les masses paysannes d'Irlande, des Indes et d'Egypte. Pour fortifier sa domination, il les a jetées les unes contre les autres; il a noyé dans le sang toutes leurs tentatives de révolte. Il n'y a pas de capitalisme au monde qui soit parvenu au pouvoir et qui s'y soit maintenu par une dictature aussi impitoyable et aussi sanglante. Si les cyniques historiens de la bourgeoisie libérale anglaise peuvent persuader une partie importante des travailleurs britanniques du caractère pacifique de la domination de la bourgeoisie anglaise,

leur faire croire que l'Angleterre ne connaît pas de Révolution, qu'en Angleterre, le peuple a la possibilité constitutionnelle de réaliser constitutionnellement toutes les réformes souhaitées par la majorité, cela constitue un infâme mensonge qui ne peut porter que parce que la classe ouvrière anglaise a dans ses sphères supérieures et privilégiées oublié en un demi-siècle toute l'histoire révolutionnaire du capitalisme et des masses ouvrières anglaises. Dès que la majorité du peuple anglais se tournera contre la coterie qui détient en ce moment le pouvoir, cette dernière sans perdre une minute, jettera le parlementarisme aux poubelles et appliquera à l'Angleterre la dictature que French et Churchill appliquent en ce moment à l'Irlande. Elle s'apprête déjà à rejeter le décor parlementaire pour recourir à une politique de fer et de sang. Lorsque Churchill déclare que la classe ouvrière anglaise, que le Labour Party n'est pas en état de gouverner, cela veut dire qu'il est prêt à combattre tout mouvement à l'aide de la force armée et à déclarer le Parlement „incapable de gouverner l'Angleterre". La circulaire de lord Churchill (février 1919), dans laquelle il préconisait l'emploi de la force armée contre les ouvriers pendant les grèves, prouve que le militarisme anglais ne songe pas à distinguer entre ses esclaves anglais, égyptiens, hindous ou irlandais. Celui qui dit à l'ouvrier anglais qu'il peut vaincre la dictature du capital, présentement établie dans l'empire britannique, autrement que par l'organisation du prolétariat, autrement qu'en réunissant les totalités du pouvoir de fait dans les mains de la classe ouvrière, qu'en retirant tous les droits politiques à tous les groupes et classes qui défendent l'exploitation capitaliste, en organisant l'armée rouge ouvrière, celui-là ne fait pas que se tromper: il trompe aussi les autres, il n'est pas impossible d'admettre que la classe ouvrière anglaise reçoive formellement le pouvoir même sans révolution, par suite d'une victoire aux élections parlementaires. La révolution universelle connaît diverses étapes; les ouvriers hongrois n'ont ils pas reçu le pouvoir sans insurrection, dans des collisions armées, par suite de la capitulation du gouvernement de Karoly? Les ouvriers russes se sont emparés du pouvoir moins par l'emploi de la force armée, que par le fait que cette force était de leur côté. Mais lorsqu'il s'agit de dictature du prolétariat, peu importe la façon dont le prolétariat reçoit le pouvoir; l'essentiel est qu'il ne peut pas le défendre et le maintenir sans désarmer la classe capitaliste, sans lui retirer, jusqu'à ce qu'elle se soit fondue dans la nation laborieuse, tous ses droits politiques, sans concentrer dans ses mains toutes les sources d'énergie et sans les utiliser toutes pour la défense de son pouvoir. Si la classe ouvrière anglaise pouvait acquérir le pouvoir par suite des élections parlementaires démocratiques, ce que nous considérons comme très invraisemblable, tant que tous les moyens de façonner l'opinion publique demeurent entre les mains de la bourgeoisie, les communistes n'en seraient pas moins obligés de déclarer aux ouvriers: 1) qu'il est fort peu probable que la bourgeoisie anglaise, qui a le plus énergiquement, le plus obstinément réprimé les mouvements populaires, qui est au monde la bourgeoisie la plus riche, qui asservit non seulement des millions d'ouvriers anglais, mais des centaines de millions d'ouvriers et de paysans de ses colonies, puisse abandonner le pouvoir sans combat, et se soumettre

à un parlement de papier; 2) qu'il faut donc que les travailleurs se préparent non à une facile victoire parlementaire, mais à ne vaincre qu'au prix d'une douloureuse guerre civile; 3) que, s'ils réussissaient pourtant à prendre le pouvoir sans guerre civile, cela signifierait seulement que la guerre civile s'imposera ultérieurement lorsque la classe ouvrière voudra réaliser sa volonté, se défendre de l'exploitation capitaliste et de la spéculation, lorsqu'elle voudra affranchir les masses populaires des colonies, qui gémissent sous le joug de l'impérialisme anglais.

La dictature du prolétariat est d'autant plus applicable en Angleterre que le prolétariat constitue l'énorme majorité de la population, que son éducation et ses aptitudes techniques sont très développées et qu'il est organisé en syndicats puissants. Il n'a besoin que d'une ferme volonté révolutionnaire et de se créer un ferme parti révolutionnaire qui saura exprimer, appliquer et propager cette volonté parmi les masses populaires.

Nous avons ainsi répondu non seulement à la 2-c, mais aussi à la 7-e question des camarades anglais, qui portait: La dictature du prolétariat doit-elle nécessairement être instituée par la force des armes.

3. Les Soviets et le Parlement.

Les camarades anglais nous demandent si le système soviétiste est obligatoire pour la III-e Internationale. Nous allons tout d'abord répondre à cette question par une incursion dans l'histoire de la révolution bourgeoise anglaise. Lorsque, au temps de la révolution anglaise, les indépendants, qui représentaient alors la partie la plus riche de la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers, devinrent une force conservatrice s'opposant aux réformes ultérieures exigées par l'Armée Populaire, Cromwell déclare, en 1653, sous la pression des masses de l'armée: «Le moment est arrivé, je dois agir». Dans un discours au Parlement il dit la vérité sur la politique scélérate de cette clique de potentats; on lui fait remarquer que ce n'est pas un discours constitutionnel. Alors, Cromwell pour toute réponse: «Vous croyez que ce n'est pas un langage parlementaire, et moi, je veux mettre fin à vos discours parlementaires. Je vous le déclare: vous n'êtes plus un Parlement. Faites les entrer». Et il fait entrer ses soldats révolutionnaires et disperse le Parlement des indépendants. La révolution, c'est la lutte des classes, lutte d'autant plus âpre que les intérêts des classes sont plus opposés. Lutte à mort, lutte civile, lutte à main armée, la révolution ne souffre point d'institutions fallacieuses, où les discours et raisonnements ne sont que pour voiler aux yeux des masses la marche des événements; elle est d'autant plus forte que les masses voient plus clairement ce dont il s'agit, ou ce qui sert la cause du gouvernement révolutionnaire; c'est pourquoi il ne lui faut point d'institutions trompeuses étouffant par le bruit des paroles la tâche de la lutte des classes. Bien plus: elle ne peut pas parler, elle est contrainte d'agir et d'agir vite. Aussi Cromwell fut-il obligé de disperser le Parlement des indépendants. Il se créa un petit Parlement composé d'artisans, de petits propriétaires fonciers, de marchands. Ce parlement qui était le représentant de la petite bourgeoisie, force principale de la révolution, ce parlement qui était une armée des masses, n'était en somme qu'un soviét des

représentants de l'armée de la révolution anglaise. Et c'est justement parce que Cromwell était lié à la bourgeoisie, à une partie de la classe des propriétaires, au corps des officiers généraux qu'il dut encore dissoudre ce parlement en donnant comme explication que ce dernier avait porté atteinte à la liberté et à la propriété. Le parlement, en effet, estimait que, si quelqu'un possédait douze vaches, il devait les partager avec ceux de ses voisins qui n'en avaient point et si ces gens là avaient continué à être les maîtres, personne n'aurait pu garder son avoir. Aussi ce parlement dut-il être dissous. La révolution, de même que la contre-révolution ou tout autre groupement social déterminé agissant en période révolutionnaire, ne peut discourir; elle doit agir. Pendant la Révolution française les jacobins vainquirent sous le drapeau de la démocratie. La constitution de 1793 était démocratique, l'une des plus démocratiques qui soient mais pour défendre les masses populaires contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire, les propriétaires et la contre-révolution européenne, les jacobins durent chasser les girondins du parlement et priver les classes contre-révolutionnaires de tout droit de suffrage. Et ces mesures ne furent pas chez eux que de belles paroles, ils les appliquèrent.

La révolution ouvrière ne copie pas, bien entendu, les révolutions bourgeoises dont elle diffère beaucoup par le contenu et les formes. Toutefois, elle est forcée d'agir avec beaucoup plus de décision encore que ne l'ont fait les révolutions bourgeoises, car elle représente un changement dix fois plus profond que toutes ces dernières. La révolution bourgeoise remplaçait une forme de propriété privée par une autre; la révolution prolétarienne, elle, supprime toute propriété privée, elle provoque ainsi dix fois plus de haine, de colère et de résistance. Avec les moyens actuels de transport et de communication, toutes les forces contre-révolutionnaires du monde se rassemblent immédiatement contre la révolution ouvrière d'un pays quelconque, et tout retard dans l'action équivaut à la mort. C'est pourquoi la révolution ouvrière est obligée d'agir vite et résolument, et ne peut se permettre le luxe de longs discours avec la contre-révolution. La contre-révolution, ainsi que l'ont démontré les expériences finlandaise, russe, hongroise et allemande, n'est pas moins expéditive: elle ne raisonne pas avec les ouvriers révolutionnaires, elle cherche à les étrangler dans le noied coulant de la faim et par une pluie de fer. Si les ouvriers anglais, une fois arrivés au pouvoir, n'avaient immédiatement privé des ses droits politiques et chassé du Parlement la bourgeoisie, il est certain qu'ils n'auraient pu tarder longtemps à le faire, si tant est qu'ils voulassent se servir du pouvoir pour leur affranchissement. Et la bourgeoisie chassée du Parlement, des municipalités etc., ou aurait pu conserver ceux-ci en qualité d'organes des ouvriers. S'il en avait été ainsi, la classe ouvrière aurait été tenue d'envisager le problème du mode des élections, de résoudre s'il est préférable d'être le Parlement et la municipalité ouvrière sur la base territoriale ou sur la base de la production. La base territoriale -- élection par district -- est le système le plus avantageux pour la bourgeoisie, car si le Parlement en son entier, doit produire l'impression de représenter toute la nation, les élections doivent être faites par district, par groupe territorial de la nation, sans distinction de classes.

Or le Parlement ouvrier, la municipalité ouvrière ne veulent point que la population se fasse sur eux une idée fautive, ils veulent qu'elle sache positivement qui est représenté en eux et par qui il est représenté. C'est pourquoi le principe d'élection par branches de production, par fabriques, usines, collectivités d'employés d'industrie, d'intellectuels laborieux et de manœuvres travaillant sur les bases de la collectivité — est le principe le plus conforme à la démocratie ouvrière. Les députés ouvriers doivent être liés à un groupe déterminé de production, ils doivent subir constamment son influence, et les masses doivent avoir, à tout instant, la possibilité de les rappeler. La dictature du prolétariat, à l'époque de concentration du capitalisme, est liée au système soviétiste, car le capitalisme a concentré les ouvriers dans de grandes branches de production, et cette concentration, source de l'énergie révolutionnaire, demande à s'exprimer par le système électoral. La démocratie bourgeoise voulait opposer à la clique parlementaire la masse des électeurs impersonnelle et amorphe. La démocratie ouvrière se base sur le contact étroit des représentants ouvriers avec les masses qui les ont délégués, sur le droit de rappel du député, si sa politique ne répond plus aux idées de ses électeurs. La démocratie ouvrière exige l'application du système électoral soviétiste, c'est-à-dire élections par fabriques, usines et branches de production. Les communistes, en Russie, quand ils lançaient leur mot d'ordre: «Tout le pouvoir aux Soviets», ne savaient pas encore, si la forme soviétiste serait celle de la dictature du prolétariat dans les autres pays. Les révolutions d'Allemagne, de Hongrie et de Bavière démontrèrent que partout les ouvriers tendent à baser leur dictature sur le système soviétiste, comme étant celui qui répond le mieux à leurs intérêts; que partout une méfiance profonde envers le parlementarisme bourgeois, — la social-démocratie ayant trahi les masses — se fait jour dans la tendance que celles-ci ont à prendre, en la personne de leurs représentants intimement liés avec elles, le pouvoir entre leurs mains et à le contrôler constamment. Dans quelle mesure des formes différentes du gouvernement soviétiste sont possibles dans d'autres pays — comme nous le demandent nos camarades anglais dans leur sixième question — nous ne pouvons le dire de façon précise. Théoriquement, il faut admettre la possibilité de variation du type de gouvernement soviétiste en rapport avec la différence de structure économique des divers pays, envahis tour à tour par la révolution. Mais l'expérience du développement de la révolution universelle ne nous a donc jusqu'à ce jour aucune indication sur la manière dont cette possibilité théorique pourrait se manifester dans la réalité. L'Internationale Communiste ne juge pas devoir enseigner à la révolution la forme, sous laquelle celle-ci doit se développer. Ses mots d'ordre, basés sur l'expérience du niveau atteint par la révolution universelle, ne sont point, bien entendu, des prescriptions sacrées et sont susceptibles de modifications suivant la nouvelle expérience de la révolution universelle. L'important c'est que les masses comprennent que, sans le détronement de la bourgeoisie, son désarmement, son anéantissement économique, la victoire du socialisme est impossible, que ce détronement et cet anéantissement exigent un pouvoir ouvrier, c'est-à-dire le pouvoir de la classe qui fait la révolution, que ce pouvoir doit se manifester

par l'organisation, au centre et en province, de collectivités ouvrières pléiopotentiaires sous l'entière dépendance des masses ouvrières par lesquelles elles peuvent être destituées à chaque instant.

4. La parole et l'action dans l'Internationale Communiste.

Dans une série de questions, comme la première, la septième, la neuvième, les camarades anglais demandent jusqu'à quel point l'Internationale Communiste exige des partis qui lui sont affiliés l'application stricte dans la vie du programme et des idées communistes. A ces questions nous donnerons une réponse courte et claire. Le programme communiste représente la formule des conditions générales du développement de la révolution universelle dans les pays capitalistes. Dans aucun pays capitaliste, il n'est possible de vaincre la bourgeoisie sans guerre civile, de mener victorieusement cette guerre civile sans l'érection du prolétariat en classe prédominante du pays, c'est-à-dire sans l'organisation de la dictature du prolétariat, dictature qui doit se baser partout sur les organes du pouvoir ouvrier: sur les Soviets. Etant donné que le programme du Communisme n'est pas une invention des fondateurs de la III^e Internationale, mais bien une méthode de lutte correspondant aux conditions générales du développement de la révolution universelle, il va de soi, que seul peut être membre de l'Internationale le parti ayant l'intention d'imprégner toute son agitation, toute sa propagande, toute sa politique de cet esprit de décision dans la lutte et de la conscience claire des conditions de la lutte qui trouvent leur expression dans le programme de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste n'admet point l'écart entre la parole et l'action. C'était un symptôme de pourriture de la II^e Internationale que le fait d'admettre dans ses rangs des partis n'ayant en fait rien de commun avec le socialisme (tel le parti ouvrier anglais, fondé en qualité de bloc du parti et des trade-unions, dans des buts politiques concrets, bien déterminés et non en vue de la lutte pour le socialisme) ou des partis dont l'action pratique allait à l'encontre des intérêts du socialisme. C'est seulement parce que la majorité des partis de la II^e Internationale étaient des partis réformistes par essence et, par suite, ne luttaient pour le socialisme qu'en paroles, que cette tolérance n'obligeant personne à rien y fut possible. Il ne faut pas oublier non plus que la lutte de la II^e Internationale — étant principalement une lutte au Parlement et en cabinet particulier entre les chefs des syndicats des trusts capitalistes — elle devait tenir compte de la grande diversité des groupements sociaux. A mesure que la révolution universelle se déroule dans tous les pays à régime capitaliste et que la classe des propriétaires s'unit en une masse contre-révolutionnaire, les différences entre les divers groupes de capitalistes disparaissent, et le centre de la lutte est reporté sur les combats directs entre le travail et le capital. Cela signifie que les conditions de cette lutte se nivellement, deviennent, à chaque pas de la révolution universelle, de plus en plus semblables pour tous les pays. L'unification de la tactique révolutionnaire ouvrière en est facilitée. Ce fait crée une base pour une politique de principes ferme et commune à tous les partis, membres consciencieux de la

III-e Internationale. Or il y a des chefs de partis, qui doivent tenir compte de la possibilité d'être contraints, sous la pression des membres de leur parti, d'entrer dans la III-e Internationale. Ces chefs eux-mêmes sont adversaires des méthodes révolutionnaires de la III-e Internationale, à laquelle ils lancent le reproche de vouloir imposer, de Moscou, aux ouvriers des autres pays, sa politique révolutionnaire, ses modes déterminés d'action. En réalité ils craignent que leurs propres ouvriers ne leur imposent ces procédés révolutionnaires et, forcés de tenir compte de la nécessité éventuelle de leur adhésion à la III-e Internationale, ils s'efforcent d'obtenir un passeport pour leurs manœuvres opportunistes, en faisant appel à l'Internationale Communiste, afin que celle-ci, prenant en considération la corrélation différente des forces, leur permette de se prononcer en paroles pour la III-e Internationale, tout en menant de fait une politique d'indécision, de flottement entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Non seulement l'Internationale Communiste ne peut, mais elle se refuse de la manière la plus catégorique, à accueillir dans son bateau les représentants de partis accordant encore leur confiance à des personnages capables d'une telle divergence entre la parole et l'action. Elle dit franchement aux ouvriers qui accourent dans ses rangs : vous n'êtes en état de mener la politique de l'Internationale Communiste qu'autant que vous êtes capables de rompre résolument avec vos chefs, lesquels vous trompent consciemment, ou bien, atteints du mal de la duplicité intérieure inconsciente, vous trompent tout en se trompant eux mêmes. Ce n'est qu'au fur et à mesure qu'elles s'affranchissent de ces chefs, que les masses ouvrières sont en état de mener en fait la politique de la III-e Internationale. Et tant que ces ouvriers ne représentent dans un parti donné que la minorité, nous leurs disons ouvertement : nous vous saluons, comme nos frères, mais nous vous invitons à lutter pour l'adhésion de votre parti à l'Internationale Communiste, non pas en mendiant le consentement des chefs de la droite à cette adhésion, mais par une agitation, une lutte résolue au sein de votre propre parti pour en éloigner les droitiers opportunistes. L'Internationale Communiste, organisation de lutte, veut savoir d'une façon certaine sur quelles forces elle peut compter, quels partis représentent en fait ses détachements. Elle n'aspire nullement à produire une impression fictive de force et décline consciemment l'admission dans ses rangs de partis, dont la structure interne est telle, que le gouvernail du parti des ouvriers révolutionnaires est confié aux opportunistes capables de tromper les masses au moment décisif et de tourner ce gouvernail dans le chenal d'une transaction avec la bourgeoisie.

5. L'Internationale Communiste et l'utilisation du Parlement.

A la question des camarades anglais concernant les proportions dans lesquelles l'Internationale Communiste admet l'utilisation des méthodes parlementaires (question 3), l'Internationale Communiste a déjà donné sa réponse dans toute une série de documents. L'Internationale Communiste ne considère pas le Parlement comme un organe, qu'elle pourrait employer en qualité d'organe de la dictature du pro-

létariat et d'appareil de son pouvoir. L'Internationale Communiste n'estime pas que la victoire du prolétariat puisse être garantie du fait que les ouvriers obtiendront la majorité aux élections parlementaires, bien qu'il n'y ait pas de doute que l'obtention d'une telle majorité, en démontrant que la plus grande partie du peuple se prononce pour le communisme, puisse être, politiquement, et dans le sens de l'agitation, d'une grande utilité à la victoire du prolétariat. Toutefois, dans un pays où la classe ouvrière n'en est encore qu'à la lutte pour son pouvoir, l'Internationale Communiste estime que l'utilisation de l'agitation électorale et du Parlement au profit de l'agitation et de l'organisation communistes, est non seulement admissible, mais encore désirable et même, en général, obligatoire. Là où les ouvriers ne se sont pas encore saisis du pouvoir, où leur presse est pauvre et ne trouve accès qu'après d'une partie du prolétariat, où les organisations communistes sont souvent contraintes au travail clandestin, là, la liberté relative pendant les élections - si les ouvriers l'obtiennent - et la tribune parlementaire peuvent apporter un secours immense à la cause de l'agitation et de la propagande de la révolution. La politique de la fraction bolchéviste dans la troisième Douma, la politique des bolchéviques dans la „conférence démocratique“ démontrèrent l'utilité de la tribune parlementaire pour l'agitation communiste, comme la démontra également la pratique de Karl Liebknecht au Reichstag aux plus sombres jours de la réaction allemande. Toutefois, les procédés révolutionnaires de l'utilisation du parlementarisme diffèrent des procédés opportunistes. Les chefs ouvriers opportunistes entrent au Parlement dans le but d'y obtenir, au moyen de transactions avec la bourgeoisie, une amélioration de situation pour l'aristocratie ouvrière. Les communistes révolutionnaires, une fois entrés au Parlement, s'assignent pour tâche de démasquer la bourgeoisie aux yeux des masses ouvrières par tous les moyens, depuis leurs discours jusqu'aux conflits parlementaires qui attirent l'attention des masses ouvrières sur l'objet de la lutte. Ils se donnent pour tâche de forcer, par leurs attaques violentes, la presse bourgeoise à communiquer ce que veulent les communistes à l'immense masse de la population indigente qui ne lit pas la presse communiste. Ils s'assignent la tâche d'aider les masses ouvrières à s'organiser, à créer des organisations légales ou même illégales, si besoin en est ; c'est pourquoi leur travail au Parlement n'est en somme qu'un auxiliaire du travail communiste sur les masses en général. Leur agitation doit tendre à provoquer des mouvements de masses, à les appuyer, à les défendre devant le monde entier et du haut de la tribune parlementaire. Aussi la fraction communiste du Parlement doit-elle être entièrement subordonnée au parti communiste, organe directeur de la lutte révolutionnaire des masses, et au Comité Central du Parti, guide du Parti Communiste lui-même. Le fait que les masses ouvrières d'Europe et d'Amérique ne connaissent qu'une utilisation réactionnaire, opportuniste du Parlement et n'ont pas eu sous les yeux d'exemple de son utilisation révolutionnaire, le fait qu'elles ont vu constamment la corruption des membres du Parlement et très peu d'exemples de parlementaires périssant sur les barricades, rend la politique de l'Internationale Communiste sous ce rapport très difficile à réaliser

dans la vie. Toutefois, nous croyons fermement que les masses ouvrières jetées parfois par le crétinisme parlementaire des chefs opportunistes dans le camp d'un crétinisme naïf anti-parlementaire, comprendront la justesse de la politique de l'Internationale Communiste.

6. L'Internationale Communiste et le Parti Ouvrier.

Dans leur quatrième question nos camarades nous demandent notre opinion sur l'appartenance du Parti Ouvrier Indépendant au Parti Ouvrier anglais. Cette question se pose non seulement devant le Parti Ouvrier Indépendant, mais aussi devant le Parti Socialiste Britannique, qui appartient à la III^e Internationale en même temps qu'au Parti Ouvrier. La réponse à cette question est très difficile, car elle exige non seulement une connaissance détaillée du mécanisme extérieur de la politique anglaise, mais encore l'estimation de l'avenir du Parti Ouvrier. Nous avons tâché de rassembler tous les matériaux relatifs à cette question, et nous basant sur ces matériaux, nous sommes arrivés à la conclusion suivante :

Le Parti Ouvrier fut fondé non comme parti politique, mais comme bloc des partis des syndicats et autres organisations ouvrières, afin de créer au moyen des élections une représentation ouvrière au Parlement pour la défense des intérêts des organisations professionnelles des ouvriers anglais contre les tentatives du capital anglais d'entraver le mouvement professionnel. La majorité des délégués du Parti Ouvrier était composée de politiciens ouvriers libéraux. Pendant le gouvernement de Campbell Bannerman et d'Asquith, le parti ouvrier se traîne en somme à la remorque du parti libéral. Depuis, les tendances socialistes de la classe ouvrière anglaise se sont accentuées et, par suite, l'élément socialiste du Parti Ouvrier, lui aussi, est devenu plus fort. En raison de la faiblesse des partis socialistes anglais, la question de leur liaison étroite avec les masses ouvrières et les organisations professionnelles de ces dernières était pour eux la question principale : une question de vie ou de mort. Comme ils ne voulaient pas se détacher de ces masses, ils furent contraints d'appartenir au Parti Ouvrier. Le fait que ce Parti Ouvrier n'était pas un parti politique à programme et à tactique déterminés, obligatoires pour tous ses membres, qu'il n'avait ni organisations locales, ni presse menant quotidiennement sa politique, facilitait aux partis socialistes leur adhésion au Parti Ouvrier.

Actuellement on remarque une tendance des chefs opportunistes à transformer le Parti Ouvrier en un véritable parti ayant une organisation locale et un programme. Cette tendance a pour but la création d'un grand parti opportuniste, afin de retarder par là le développement révolutionnaire des masses. Au cas, où cette tendance prendrait le dessus, le Parti Ouvrier ne laisserait plus aux organisations socialistes affiliées le droit d'avoir leur propre politique communiste, ni de faire la propagande de la lutte révolutionnaire. Il les priverait de toute liberté d'action. Il va de soi que, dans ce cas aucune organisation voulant suivre une politique communiste ne pourrait appartenir au Parti Ouvrier. Il faudrait alors, après une lutte énergique contre cette tendance, sortir du Parti Ouvrier et tâcher de conserver le contact avec les masses ouvrières, en renforçant

l'action communiste dans les organisations professionnelles, en détachant ces dernières du Parti Ouvrier opportuniste et en les faisant adhérer au communisme. Toutefois, tant que le Parti Ouvrier ne représente encore qu'un bloc d'organisations auxquelles il permet de mener une propagande parmi les masses dans l'esprit de leur programme, nous estimons possible l'adhésion de ces organisations au Parti Ouvrier. Cette adhésion ne doit point consister en l'utilisation mécanique du parti comme terrain de ralliement des masses avec lesquelles on veut maintenir le contact, mais doit être un moyen d'arracher ces dernières à l'influence de la majorité opportuniste des chefs du Parti Ouvrier. Nous considérons comme inadmissible la politique du Parti Ouvrier Indépendant par rapport au Parti Ouvrier pendant la guerre et au moment de l'agitation électorale, en décembre 1918. Pendant la guerre, le Parti Ouvrier Indépendant fut contre le soutien de l'impérialisme anglais, mais ne propagea pas ses idées et ne démontra pas aux masses ouvrières que les chefs du Parti Ouvrier étaient en train de les trahir. L'appartenance au Parti Ouvrier fut une cohabitation sous même toit avec l'opportunisme et non une lutte contre ce dernier. Au moment des élections, les candidats du Parti Ouvrier Indépendant, suivant leurs idées et leur tempérament, menèrent une lutte plus ou moins âpre contre la politique guerrière du gouvernement, mais le Parti Ouvrier Indépendant comme parti isolé, n'expliqua pas aux masses que le Parti Ouvrier, dans son ensemble était responsable de cette guerre, par l'appui qu'il avait prêté au gouvernement et qu'il était tout aussi fautif que le gouvernement impérialiste. Nous offrons aux méditations des partis appartenant simultanément à la III^e Internationale et au Parti Ouvrier l'exemple suivant : Quand les communistes russes, en minorité, entraient dans les soviets de la majorité mencheviste et se trouvaient même contraints d'agir en conformité avec les résolutions de cette majorité, ils ne renonçaient jamais pour un seul instant à lutter énergiquement contre la politique de cette majorité qu'ils dévouaient impitoyablement à la classe ouvrière comme une politique de trahison du prolétariat. C'est cette politique envers le Parti Ouvrier que nous imposons comme condition d'adhésion à la III^e Internationale.

7. L'Internationale Communiste et les éléments du centre.

Les trois dernières questions des camarades anglais portent sur notre sentiment relativement aux tentatives d'accord avec les éléments qui se sont séparés de la II^e Internationale, mais ne font pas partie de la III^e. Ces éléments ne présentent pas une masse homogène. Les chefs de la droite du Parti Suisse, qui sabotèrent par leur referendum les résolutions du congrès du parti concernant l'adhésion au parti communiste, s'opposent en fait non seulement à la dictature du prolétariat et au système soviétique, mais encore à la révolution en général. Ils estiment que la classe ouvrière pourrait vaincre une "démocratie", telle que la "démocratie" suisse, par voie de lutte parlementaire. Ils ne se contentent pas de participer au Parlement, ni même d'y poursuivre une tactique opportuniste. Ils acceptent même des postes de confiance dans les organes exécutifs locaux du pouvoir

bourgeois, jusqu'à des postes de préfets de police, dont le devoir est d'étouffer par la force le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. La grande majorité de la social-démocratie indépendante allemande est pour la dictature du prolétariat et le système soviétiste. Sous la pression des masses ouvrières, qui évoluent de plus en plus chaque jour à gauche, les chefs de la droite de la social-démocratie indépendante allemande, encore opposée au système soviétiste au début de 1918, ont été eux-mêmes contraints d'accepter ce programme. Si ces chefs ne mettent pas à exécution la résolution précise de leur congrès, qui leur ordonne d'entrer sans délai dans l'Internationale Communiste, si les pourparlers avec les autres partis traînent en longueur, c'est que ces chefs sabotent sciemment la décision du Congrès, se mettent sciemment en travers de la volonté des ouvriers allemands. Ces chefs se sont considérés quittes envers la décision de leur propre Congrès en s'informant auprès de l'Internationale Communiste si elle était disposée à conférer avec eux. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste leur a donné une réponse par écrit. Les chefs de la social-démocratie indépendante ont caché cette réponse aux masses ouvrières. Ils n'ont entrepris aucune autre démarche pour tirer au clair leur attitude envers l'Internationale Communiste, et tout dernièrement même il nous a fallu leur rappeler par lettre la volonté de l'immense majorité des membres de leur propre parti. Chaque conférence à laquelle ils prennent part, chaque délibération qu'ils entreprennent avec d'autres partis, ne poursuivent qu'un but unique: gagner du temps; car, suivant le mot de leur guide politique Rudolph Hilferding, il faut attendre et ne pas faire voile avec un navire qui va, peut-être, sombrer. En automne de l'année passée, au moment de l'offensive de Dénikine et de Youdénitch, ce navire, aux yeux de monsieur Hilferding, c'était la Russie Soviétiste, ce cœur de l'Internationale Communiste. Le chef de la social-démocratie indépendante allemande pontait alors sur la mort de la Russie Soviétiste. Or, la Russie Soviétiste n'a pas péri et l'Internationale Communiste n'a fait que se fortifier. Mais, de même que Lloyd George et Churchill traînent actuellement en longueur les négociations de paix entamées avec la Russie, attendant que la garde blanche polonaise réalise ce que n'ont pu faire Dénikine et Youdénitch, de même monsieur Hilferding, lui aussi, est tout disposé à attendre pour voir si le membre de la II-e Internationale, Joseph Pilsudsky, maréchal des troupes de la garde blanche polonaise, ne va pas les délivrer de la III-e Internationale. Les longuettistes français sont, en paroles, pour la dictature du prolétariat et la Russie Soviétiste, mais ils ne croient pas en la révolution et ne font rien pour l'accélérer; ils arrangent aussi des conférences et "attendent" la création d'une nouvelle Internationale, qui serait composée de l'Internationale Communiste actuelle et d'éléments "révolutionnaires" dans leur genre.

Enfin, parmi les membres du parti, au nom duquel les camarades Walhead, et Ellen Clifford se sont adressés à nous, il n'y a qu'un quart de partisans sincères et conséquents avec eux-mêmes de l'Internationale Communiste. Une autre partie estime que la question n'est pas encore bien éclaircie; quant à la troisième, qui comprend certainement la moitié du parti et abrite les plus influents des vieux chefs du

Parti Indépendant, elle représente une politique d'opportunisme, de transactions avec la bourgeoisie, une politique de pacifisme pleurard, politique toute d'idéologie petite bourgeoise. Cette partie agit en adversaire conscient de la politique communiste. La conférence de ces groupes pour "l'examen de la question" n'est qu'une manoeuvre de leurs chefs, qui s'efforcent d'obtenir encore un délai avant leur krach final. Il va de soi, que l'Internationale Communiste comprend parfaitement que son unification avec le prolétariat révolutionnaire, pour autant qu'il est encore malheureusement lié à ces partis, ne peut avoir lieu que par le développement de la révolution, l'affermissement de la conscience révolutionnaire des masses ouvrières, et non par voie de conférences et de transactions avec les chefs qui trompent ces masses. L'Internationale Communiste n'a rien à redouter de telles conférences, à condition qu'elles soient publiques, que les débats sur les questions concernant l'Internationale Communiste soient publiés par les organes de la presse de ces partis, et que ces derniers prennent l'obligation de renoncer à pratiquer la diplomatie secrète, et à cacher impudemment les documents de la III-e Internationale. Mais prétendre que l'Internationale Communiste délègue ses chefs — en butte aux persécutions dans le monde entier, — pour qu'ils aillent instruire messieurs les opportunistes en Suisse, voilà qui montre clairement que ces messieurs sabotent consciemment la volonté des ouvriers. Car, si des ouvriers révolutionnaires n'ayant aucunes ressources pécuniaires, mais voulant apprendre ce que c'est que l'Internationale Communiste et voir de leurs propres yeux la Russie Soviétiste, réussissent à venir chez nous, même d'Australie et d'Amérique, en se faufilant à travers une dizaine de fronts, il est certain que les représentants de partis politiques influents et forts peuvent obtenir de leurs gouvernements l'autorisation d'un voyage à Moscou, ou même peuvent arriver illégalement sans risquer d'être fusillés. En tous cas leurs gouvernements sauront garantir leurs précieuses vies. Nous les invitons chacun en particulier et tous ensemble à venir négocier avec nous à Moscou, et nous promettons de leur y donner un tableau exact de notre politique et de nos principes. Nous leur garantissons que chacune de leurs paroles sera conservée pour la postérité par les sténographes et publiée, afin que les ouvriers de leurs pays apprennent en quoi la politique de ces chefs opportunistes diffère de la politique de l'Internationale Communiste, et nous sommes persuadés que ce voyage serait d'un grand profit à la cause de la propagation des idées communistes.

Aux communistes du Parti Ouvrier Indépendant d'Angleterre.

C'est avec une attention soutenue que l'Internationale Communiste suit le développement de la lutte de classes en Angleterre. Elle salue avec une vive joie toute manifestation du réveil de la conscience révolutionnaire dans les masses ouvrières anglaises, toute manifestation de leur énergie révolutionnaire. Marx écrivait autrefois, que la révolution universelle ne serait qu'une tempête dans un verre d'eau, tant que la classe ouvrière anglaise ne se soulèverait pas et ne détrônerait pas le capitalisme anglais, le plus puissant des capitalismes du monde. A l'heure qu'il

est, le capitalisme anglais n'est plus le plus puissant, il a beaucoup de concurrents et se trouve lui-même fortement attaqué par ses esclaves des colonies. Il est possible, que le prolétariat révolutionnaire de l'Europe, après avoir brisé les chaînes de ses gouvernements capitalistes et s'être heurté à la résistance du capital anglo-saxon et à l'influence du capital anglais et américain, qui voudraient le bloquer, -- il est possible que ce prolétariat révolutionnaire de l'Europe, allié aux peuples révoltés de l'Orient, achève le capitalisme anglais dans un combat révolutionnaire dont le terrain sera le monde entier. Il dépend des ouvriers anglais d'avoir l'honneur d'en finir eux-mêmes avec leurs oppresseurs; il dépend des ouvriers anglais que leur classe, qui la première indiqua par son illustre mouvement chartiste aux ouvriers de tous les pays le chemin à suivre, ne soit pas affranchie par d'autres, mais qu'elle soit elle-même le tirailleur de la révolution mondiale. Elle dispose, à cette fin, des possibilités inouïes: puissantes confédérations professionnelles englobant plus de six millions d'ouvriers, habitude de l'action organisée, niveau d'instruction considérablement élevé, conscience révolutionnaire et énergie révolutionnaire actuellement en réveil. Pour devenir le tirailleur de la révolution mondiale, il ne lui manque qu'une chose: se libérer des traditions de la politique libérale ouvrière de ses chefs, passer sur le terrain de l'action révolutionnaire et organiser dans ce but un puissant parti communiste qui la guide dans sa lutte, imprègne de son esprit les organisations des masses et prenne sur lui l'initiative de la création de nouvelles organisations, propres à unir ces masses: les soviets ouvriers. Toutefois, les forces révolutionnaires d'Angleterre sont éparpillées: elles sont disséminées parmi les partis socialistes britannique et socialiste ouvrier les organisations du sud du pays de Galles et de l'Ecosse qui sont à l'aile gauche du Parti Ouvrier Indépendant et des groupes communistes. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste invite tous les ouvriers communistes d'Angleterre à s'unir en un seul parti. Ce parti, avec le programme fortement cimenté de l'Internationale Communiste, doit jouer, dans toute la lutte des ouvriers anglais,

lutte révolutionnaire, mais encore insuffisamment consciente, le rôle de guide, donnant aux masses non seulement les mots d'ordre généraux, mais indiquant aussi d'une manière concrète la voie menant à l'affranchissement. Il doit lier la masse ouvrière anglaise au mouvement populaire de l'Egypte, des Indes, afin que la population révolutionnaire des colonies anglaises puisse se libérer avec le secours des ouvriers anglais et non pas contre eux ou appuyée simplement par leurs protestations passives. Car c'est de cela que va dépendre l'attitude de ces colonies envers le prolétariat anglais à l'heure critique, où ce dernier devra faire sa révolution dans un pays qui reçoit la plupart de ses moyens d'alimentation des colonies. En levant le jeune drapeau du communisme, le parti communiste d'Angleterre doit avoir en vue que l'on peut mener ce drapeau à la victoire non par la seule propagande ou même par voie d'agitation, mais uniquement par la participation active à la lutte du prolétariat, à ses organisations de masse, c'est-à-dire en démontrant par des actes aux masses ouvrières que les communistes savent lutter mieux que qui que ce soit. Cette lutte qui s'engage pour chaque amélioration à obtenir, si insignifiante soit-elle, le parti communiste l'élargit et déploie ses forces dans la lutte pour le détroitement du capitalisme. L'énorme et puissant capitalisme anglais ne trouve pas en face de lui de puissant parti communiste anglais. C'est pour cela qu'il est à même de briser partiellement le mouvement anglais, de retarder la crise, de la rendre ainsi encore plus dangereuse, plus douloureuse pour la classe ouvrière. L'affranchissement de la classe ouvrière anglaise et du monde entier dépend du ralliement des éléments communistes de l'Angleterre sous le drapeau d'un seul parti communiste; c'est pourquoi nous répondons aux communistes anglais appelant le prolétariat international à s'unir autour de l'Internationale Communiste:

Communistes d'Angleterre, unissez-vous!

Le Comité Exécutif de la Troisième Internationale Communiste.

Moscou.

A tous les membres du Parti Indépendant d'Allemagne.

Le 15 juillet 1920, comme vous le savez, s'ouvre à Moscou le Deuxième Congrès mondial de l'Internationale Communiste (dont la première séance aura lieu à Pétrograd). Les ouvriers conscients du monde entier ont répondu avec empressement à notre appel d'envoyer à ce congrès leurs représentants. La plupart des délégués (Angleterre, France, Autriche, Hongrie, Italie, Amérique, Suède, Hollande, Bulgarie, etc.) sont déjà arrivés en Russie. Les autres sont en route pour Moscou. Déjà maintenant il est clair pour tous que notre Deuxième Congrès sera véritablement le congrès international des ouvriers d'avant-garde. Il totalisera l'expérience de notre lutte et nous montrera, à nous les ouvriers du monde entier, le chemin à suivre dans la lutte ultérieure; à la voix du Congrès les ouvriers du monde entier prêtent l'oreille.

Camarades, est-ce que vous allez rester à l'écart d'un tel congrès?

Nous vous le déclarons franchement: Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et les ouvriers communistes de tous les pays seront extrêmement peinés si vous, ouvriers, membres du U. S. P. D., n'êtes pas avec nous à notre Congrès.

Nous savons que vous, prolétaires du groupe U. S. P. D., êtes de tout coeur avec nous. Nous savons que vous désirez passionnément entrer dans les rangs de notre association internationale des ouvriers, dans la III-e Internationale; il serait donc d'autant plus inadmissible que les chefs de droite de votre Comité Central aillent à l'encontre de votre désir qui est aussi le nôtre.

Sous votre pression, sous la pression des *ouvriers*!

le Congrès de Leipzig du U. S. P. D. a décidé de sortir de la II-e Internationale et d'entrer en relation avec la III-e. Mais les chefs de droite de votre C. C. ont, en fait, saboté et continuent de saboter cette décision. Ils ont manigancé la convocation d'une conférence intermédiaire des partis qui sont sortis de la II-e Internationale, mais n'ont pas encore adhéré à la III-e. C'est là une tentative désespérée à laquelle ont renoncé même les chefs modérés du parti socialiste français. Deux délégués de ce parti, Cachin et Frossard, sont déjà arrivés à Moscou et nous leur dirons ouvertement à quelles conditions le Parti Français pourra être admis dans la III-e Internationale. Les ouvriers français forcent même ces chefs modérés à chercher un rapprochement avec la III-e Internationale. — Vos représentants sont jusqu'à présent les seuls que nous ne voyions pas à Moscou.

Nous avons adressé au U. S. P. D. une lettre ouverte dans laquelle nous avons exposé d'une façon exacte et détaillée les conditions auxquelles nous pourrions accepter votre parti, aussi bien que les autres partis qui jusqu'à présent ont suivi le courant "centriste". Votre C. C. n'a même pas imprimé cette lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il vous la cache, il met la lumière sous le boisseau. Seuls les communistes l'ont imprimée. Le Comité Central du U. S. P. D., dans sa lettre du 6 juin, signée Doimig, nous communique que la lettre ouverte du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste n'est pas encore imprimée par suite "du manque de papier". Vos chefs de droite n'ont pu trouver de meilleur prétexte. Cette conduite montre

combien nous avions raison de dire que votre entrée dans la III-e Internationale n'était possible que par-dessus les têtes de vos chefs de droite.

Puisque telle est la situation, voici, camarades, ce que nous vous proposons: que les organisations locales ou régionales du U. S. P. D. qui désirent entrer immédiatement dans la III-e Internationale élisent et envoient immédiatement leurs délégués à notre Congrès fixé pour le 15 juillet. N'attendez plus personne. Ne permettez pas d'agir contre votre volonté. Sachez vous organiser vite et accomplir votre devoir. — Les ouvriers révolutionnaires, membres du U. S. P., D. doivent être au Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Nous vous attendons, camarades, dépêchez-vous. Examinez notre proposition à toutes vos réunions ouvrières. Publiez la dans vos journaux. Démasquez ceux qui ne veulent pas tenir compte de votre volonté. Agissez.

Salut communiste.

Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste **Zinoviev**.

Le Secrétaire **K. Radck**.

Les membres du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste: **Serrati, Bombacci, Vacirka, Graziadei** (Parti Socialiste Italien).

V. Oulianoff (Lénine), N. Boukharine, Karkhan, Balabanoff, Kilinger (Parti Communiste Russe).

Appel aux asservis de Perse, d'Arménie et de Turquie.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste convoque pour le 15 août 1920, à Bakou, un congrès général des délégués ouvriers et paysans de Perse, d'Arménie et de Turquie.

Qu'est-ce, à l'heure présente, que l'Internationale Communiste? C'est une organisation révolutionnaire unissant les masses laborieuses de la Russie, de la Pologne, de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique; réveillées par le tonnerre de la guerre mondiale et poussées par la faim, ces masses se sont insurgées pour travailler désormais non dans l'intérêt des riches, mais dans leur propre intérêt, et pour se défendre dorénavant contre les forbans internationaux, au lieu de combattre, comme elles le faisaient jusqu'ici, contre leurs frères opprimés et asservis. Ces masses laborieuses, voyant que l'union et l'organisation font la force et que le gage de leur victoire est là, rien que là, ont créé, l'année passée, une puissante institution révolutionnaire qui s'appelle la III-e Internationale. En dépit de toutes les représailles des gouvernements capitalistes, l'Internationale Communiste est devenue, en 18 mois, l'âme et le cœur des ouvriers et des paysans révolutionnaires du monde entier aspirant à l'émancipation.

Pourquoi l'Internationale Communiste convoque-t-elle maintenant un congrès d'ouvriers et de paysans, persans, arméniens et turcs? Qu'a-t-elle à leur pro-

poser et que leur demande-t-elle? Les ouvriers et les paysans de l'Europe et de l'Amérique, en lutte contre le capitalisme, vous adressent cet appel, sachant que vous souffrez vous aussi, comme eux, sous le joug du capitalisme universel et que vous êtes contraints à vous défendre, comme eux, contre les bandits impérialistes; ils vous adressent cet appel parce que votre adhésion au mouvement des ouvriers et paysans d'Europe et d'Amérique hâtera la fin du capitalisme universel et assurera l'émancipation générale des ouvriers et des paysans.

Ouvriers et paysans de Perse! Le gouvernement persan et ses valets mercenaires, les khans, vous volent et vous exploitent depuis des siècles. Toutes les terres de votre pays appartiennent aux serviteurs du gouvernement, qui en sont les maîtres absolus, qui vous imposent des impôts et des taxes excessives; ces satrapes, grands et petits, après avoir épuisé toutes les forces vitales de la population, ont vendu, l'année passée, le pays aux capitalistes anglais pour une somme de deux millions de livres sterling, et à condition qu'ils y formeraient une armée régulière destinée à vous opprimer et à vous faire verser de nouveaux impôts dans les poches des khans et du gouvernement de Téhéran. Les satrapes persans ont vendu à l'Angleterre les riches puits naphthières du sud de la Perse, livrant ainsi au pillage votre pays.

Paysans de Mésopotamie! Les Anglais ont proclamé l'indépendance de votre pays. Mais 80.000 soldats anglais occupent votre territoire, vous tuent, pillent vos maisons et violent vos femmes!

Paysans d'Anatolie! Les gouvernements anglais, français et italien ont tenu Constantinople sous le feu de leurs canons; ils ont contraint le sultan à consentir au démembrement des territoires foncièrement turcs et à la remise entre les mains des capitalistes de toutes les finances ottomanes, pour achever la ruine économique du peuple turc, déjà complètement épuisé par une guerre de 6 ans. Ces gouvernements ont occupé les mines de charbon de Héracée, ils ont occupé vos ports; ils ont débarqué dans votre pays des troupes qui foulent aux pieds vos champs et dictent leurs lois à vos laboureurs pacifiques, les transformant peu à peu en bêtes de somme taillables et corvéables à merci. Une partie de vos beys et de vos effendis s'est vendue aux capitalistes de l'Entente; l'autre vous appelle à vous opposer à main armée à l'envahissement étranger, sans pourtant vous laisser prendre le pouvoir dans votre pays et cultiver à votre propre profit vos terres et vos champs que le sultan avait donnés à une foule de parasites. Et demain, quand les capitalistes étrangers auront passé avec vos oppresseurs un traité de paix plus acceptable, vos gouvernants actuels en profiteront pour vous imposer des chaînes nouvelles, comme le font les propriétaires fonciers et les anciens fonctionnaires dans toutes les régions occupées par des troupes étrangères.

Paysans et ouvriers d'Arménie! Pendant de longues années vous avez été les victimes du capitalisme étranger qui déplorait avec grandiloquence les massacres commis dans votre pays par les Kurdes. Le capitalisme étranger vous appelait à la lutte contre le sultan et tirait de vos efforts de gros bénéfices réguliers. Pendant la guerre, les impérialistes européens ne vous ont pas seulement promis l'indépendance; ils ont engagé vos maîtres d'écoles, vos prêtres et vos marchands à réclamer pour les Arméniens les terres des paysans turcs, suscitant ainsi une guerre éternelle entre les peuples arménien et turc, guerre qui serait pour les capitalistes une source intarissable de nouveaux bénéfices. Car, tant que vous poursuivrez ces guerres intérieures, les impérialistes étrangers en tireront profit, menaçant d'un côté, la Turquie du danger d'une révolte arménienne et, de l'autre côté, les Arméniens — du recommencement des massacres.

Paysans de Syrie et d'Arabie. Les Anglais et les Français vous ont promis l'indépendance, mais leurs troupes occupent votre pays; ils vous dictent leurs lois et vous voilà, après avoir secoué le joug du sultan, asservis aux gouvernements de Paris et de Londres qui vous oppriment et vous pillent plus encore que ne le faisait le sultan.

Vous le comprenez parfaitement vous-mêmes. Les paysans et les ouvriers persans se sont révoltés contre le gouvernement perfide de Téhéran. Les paysans de Mésopotamie se soulèvent contre l'envahisseur anglais, et la presse britannique a publié des nouvelles alarmantes sur les pertes qu'a subies l'armée anglaise lors des combats aux environs de Bagdad.

Paysans d'Anatolie! On vous appelle à combattre sous les drapeaux de Kemal-pacha contre les envahisseurs étrangers, mais nous savons que vous vou-

lez aussi former votre propre parti populaire paysan qui sera à même de poursuivre la lutte au cas même où les pachas concluraient la paix avec les bandits de l'Entente.

Les Alliés ne réussissent pas à rétablir l'ordre en Syrie, et vous, paysans arméniens, que l'Entente, malgré toutes ses promesses, fait mourir de faim, pour vous mieux tenir entre ses mains, vous commencez à comprendre que l'espoir d'assurer votre salut avec l'aide des capitalistes de l'Entente est dénué de tout fondement. Votre gouvernement bourgeois, formé de représentants du parti Dachnaksou-tune, qui est au service des Alliés, a dû demander la paix et des secours au gouvernement ouvrier et paysan de la Russie. Nous voyons maintenant que vous comprenez vous-mêmes vos besoins et vos intérêts et nous vous proposons, en qualité de représentants du prolétariat européen possédant une expérience considérable, notre concours, pour assurer votre émancipation politique et sociale. Nous vous disons: „Le temps où les capitalistes européens et américains auraient pu vous écraser par leurs armes est passé sans retour. Partout, en Europe et en Amérique, les ouvriers se lèvent, armés et menaçants, contre les capitalistes et leur déclarent une guerre sanglante.“

Si nous n'avons pas encore vaincu le capitalisme mondial, nous l'avons pourtant réduit à une situation où il ne peut plus disposer à son gré du sang des peuples. Depuis deux ans et demi, la révolution russe lutte contre le monde entier. Les capitalistes français, anglais et américains ont fait de grands efforts et employé tous les moyens en leur pouvoir: les armes et la faim pour vaincre les paysans et les ouvriers russes, pour les soumettre et les réduire en esclavage. Mais ils ont échoué. Les ouvriers et les paysans russes ont courageusement défendu leur pouvoir, ils ont formé leur propre armée prolétarienne et battu en toutes les rencontres les armées réactionnaires que soutenaient les capitalistes de l'Entente.

Ouvriers et paysans du proche Orient! Si vous savez vous organiser et créer votre propre pouvoir ouvrier et paysan, si vous vous armez et si vous opérez votre jonction avec l'armée ouvrière et paysanne russe, vous aurez raison des capitalistes anglais, français et américains, vous vous débarrasserez de vos oppresseurs, vous obtiendrez votre liberté, vous pourrez créer la république mondiale des travailleurs libres et utiliser les richesses des pays dans vos propres intérêts et dans ceux de toute l'humanité, qui échangera volontiers avec vous les articles de première nécessité et vous aidera avec joie. De toutes ces choses, nous voulons nous entretenir avec vous au prochain congrès.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste se rendra à Bakou en qualité de représentant des ouvriers anglais, français, américains, allemands et italiens, pour débattre avec vous des moyens d'unir les efforts du prolétariat européen aux vôtres, aux fins d'une lutte commune contre notre ennemi commun.

Ne ménagez pas vos efforts pour vous rendre nombreux à Bakou, le 1-er septembre. Vous traversiez auparavant les déserts pour visiter les lieux saints, franchissez donc maintenant les monts et les vallées, les fleuves et les rivières, les forêts et les steppes, pour vous aboucher avec nous et vous

entendre avec nous sur les moyens de nous émanciper tous des chaînes de l'esclavage et de nous unir fraternellement, pour vivre en frères égaux et libres.

Nous adressons cet appel, en tout premier lieu, aux ouvriers et paysans du proche Orient; mais c'est avec joie que nous verrons parmi les délégués, les représentants des masses opprimées de l'extrême Orient, — les représentants de l'Inde, — ainsi que ceux des peuples musulmans qui se développent librement en étroite union avec la Russie Soviétiste.

Par milliers, les paysans et les ouvriers turcs, arméniens et persans s'uniront pacifiquement à Bakou, le 2 septembre, pour libérer le proche Orient.

Que ce Congrès signifie à nos ennemis d'Europe, d'Amérique et de vos pays mêmes que le temps de l'esclavage est passé, que vous vous êtes levés et que vous triompherez.

Que ce congrès signifie aux travailleurs du monde entier que vous défendez votre droit et que vous vous joignez à la puissante armée révolutionnaire qui fait maintenant la guerre à l'injustice et à la spoliation.

Que votre congrès insuffle la vigueur et la foi aux millions de citoyens asservis dans le monde entier! Qu'il leur inspire la confiance en eux mêmes, et qu'il rapproche le jour du triomphe et de la libération définitive.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Le président : G. Zinoviev.

Le Secrétaire : K. Radek.

*Pour le Parti Socialiste Britannique :
V. Mac Laine, Tom Quelch.*

*Pour les Comités de fabriques anglais :
Jack Tanner, G. T. Murphy.*

Pour les délégués français au Congrès de l'Internationale Communiste:

A. Rosmer, Deslinières, Jacques Sadoul.

Pour les délégués italiens au Congrès de l'Internationale Communiste:

Bombacci, A. Graziadei.

Pour le Parti Communiste Américain:

L. Frayna, A. Stoklinsky.

Pour le Parti Ouvrier Communiste Américain:

A. Bilan.

Pour la Confédération Générale du Travail d'Espagne:

Angel Postana.

Pour le Comité Central du Parti Communiste Russe:

*N. Bokharine, V. Vorovsky, A. Balabanoff,
G. Klinger.*

Pour le Comité Central des Syndicats Russes.

C. A. Lozovsky.

Pour le Parti Communiste Polonais:

J. Markhevsky.

Pour le Parti Communiste Bulgare et pour la Fédération Communiste des Balkans:

N. Chabline.

Pour le Parti Communiste Autrichien:

Reisler.

Pour le Parti Communiste Hongrois:

Racocz, Roudnyansky.

Pour le Parti Communiste Hollandais:

D. Wijncoop.



Après le Congrès.

Le congrès de Berlin marque une étape de la plus grande importance dans la voie de notre développement. Ce congrès a fait fusionner la presque totalité des unions de la jeunesse en une «Internationale de la Jeunesse Communiste» mondiale. Et ce fusionnement n'a pas été de pure forme, comme on peut le voir par les résolutions du congrès, votées à l'unanimité par les délégués des 14 organisations représentées.

Plusieurs autres organisations ont adhéré depuis à notre Internationale et notamment l'Alliance de la Jeunesse Socialiste et Révolutionnaire de Hollande, la Ligue de la Jeunesse Socialiste de Manchester, créée tout récemment, la Ligue Indépendante Américaine de la Jeunesse Socialiste, la Ligue de la Jeunesse Socialiste de la Yougo-Slavie (créée tout récemment), l'Union de la Jeunesse Communiste Lithuanienne et Blanc-russienne, le Groupe Communiste de Bruxelles (anciennement «Fédération bruxelloise des Jeunes gardes Socialistes») et, enfin, l'Union de la Jeunesse Communiste Bulgare.

La première tâche qui échet au comité exécutif, élu par le congrès, fut l'établissement d'une liaison permanente avec toutes les organisations; nous avons déjà en ce moment un appareil, au moyen duquel nous pouvons communiquer nos décisions aux diverses organisations, être au courant de tout ce qui s'y passe et par leur intermédiaire, recevoir les publications périodiques des unions de la jeunesse et des partis communistes.

Dans ce service de liaison, nos principaux organes exécutifs sont les secrétariats créés par une décision du Congrès et qui mettent à exécution sur place, les dispositions et les prescriptions du Comité Exécutif. Ces prescriptions ont pour but l'éducation de la conscience de classe de la jeunesse ouvrière de tous les pays, la reconstruction des organisations de la jeunesse et leur consolidation sur la base du programme adopté par le Congrès de Berlin.

On pourrait dire que notre travail se poursuit dans trois directions.

1. Nous dirigeons spirituellement, et soutenons matériellement et moralement les organisations qui ont adhéré à notre Internationale. Il est à remarquer, d'ailleurs, que dans ce domaine le comité exécutif n'a plus grand-chose à faire, l'activité de la plupart des organisations se déroulant dans des conditions parfaitement satisfaisantes. Ce sont les organisations les plus imposantes qui se développent le mieux, et notamment les organisations suédoise, italienne, russe et allemande; elles s'accroissent sans cesse numériquement, elles élargissent constamment les cadres de leur travail et acquièrent une importance de plus en plus grande pour tout le mouvement ouvrier dans ces pays.

Notre intervention n'a été nécessaire qu'en Autriche où notre secrétariat local a réussi par une action

pleine de tact, à apaiser une querelle, qui avait éclaté au sein de l'organisation de ce pays au sujet de l'activité du comité exécutif. En Suisse, la jeunesse ayant décidé de quitter le parti, se trouve aux prises avec des embarras financiers et, cherchant à assurer son existence, faillit proclamer des mots d'ordre très vastes (et très vagues), tels que: «indépendance de tous les partis», etc. Le Comité Exécutif s'empressa de secourir les camarades suisses: il leur fit parvenir des fonds et de la littérature politique, manda leur délégué pour s'aboucher avec lui et envoya son propre représentant à leur conférence. Au Danemark, à l'issue d'un referendum, — qui eut lieu l'automne passé, une opposition social-patriote assez forte s'était formée au sein de l'Union de la Jeunesse de ce pays. Toutes les démarches du Comité Exécutif ont échoué, à la suite de l'attitude «ententiste» du Comité Central local. En fin de compte, nous avons cependant réussi à surmonter le fétichisme de l'unité, et le tiers des groupes d'opposition (c'est-à-dire réactionnaires) a été expulsé de l'Union et, lors de son congrès d'avril, l'Union de la Jeunesse Danoise a pris la résolution d'adhérer à notre Internationale. En Lithuanie et en Russie blanche, après l'évacuation des troupes rouges, nous avons de nouveau créé une organisation clandestine qui s'est trouvée à court d'argent et d'imprimés. Le Comité Exécutif l'a aidée, au possible; il a publié, entre autres, une feuille volante spéciale, contenant le manifeste, le programme et les statuts de l'Internationale de la Jeunesse, et une autre feuille contenant l'article de Münzenberg.

2. Nous avons développé une propagande très active parmi les organisations congénères, mais non adhérentes encore à l'Internationale de la Jeunesse Communiste. Nous considérons comme telles: la Fédération des Jeunes Travailleurs Tchéco-Slovaque, les Jeunes gardes Belges et l'Union de la Jeunesse Socialiste de Finlande. Dans toutes ces organisations, le Comité Exécutif cherche à créer sa propre opposition, pour conquérir, par son organe, toute l'organisation, ou en cas d'échec, pour y provoquer une scission définitive. En France, l'opposition, dont le centre est toujours dans la Seine, se forme assez vite, ayant créé un «Comité pour l'autonomie et l'adhésion à la III-e Internationale», lequel entretient des relations permanentes avec le groupe Lorient. Le comité a décidé d'insister sur ses revendications au congrès du parti et si cet effort ne réussit pas, de quitter le parti. En Tchéco-Slovaquie, il y a en ce moment une opposition assez forte, qui s'organise et fait paraître à Prague un organe spécial *L'Avant-Garde*. En Bohême, le Comité Exécutif poursuit à l'heure présente, une lutte énergique contre la tendance à fonder une nouvelle «Internationale de la Jeunesse» indépendante; le centre de cette tendance se trouve au comité de l'Union de la

Jeunesse locale, dirigé par Danneberg. En Belgique, nous avons été forcés de modifier quelque peu notre tactique, le groupe bruxellois ayant déjà quitté la Fédération des Jeunes-Gardes; et il est à espérer que les groupes flamands, qui acceptent un programme radical et se trouvent sous l'influence des camarades bruxellois et du Comité Exécutif, quitteront aussi les Jeunes Gardes, tombées sous la tutelle du Parti Ouvrier belge. En Finlande, la majorité radicale a contraint le Comité Exécutif, hésitant et composé de socialistes de la droite, à un referendum qui aura lieu tout prochainement. La situation dans ce pays rappelle donc celle du Danemark, l'été passé. Mais l'opposition radicale finlandaise paraît être plus forte que ne l'était l'opposition danoise.

Le Comité Exécutif se livre aussi à une propagande active au sein de l'Union de la Jeunesse Ouvrière austro-allemande (la seule organisation qui ne soit pas sortie de l'ancienne Internationale de la Jeunesse Socialiste). Après que nous eûmes informé, par une lettre spéciale, son comité central et tous les groupes locaux de la situation véritable et que nous leur eûmes fourni toutes les données concernant notre congrès, la décision fut prise de discuter encore une fois la question de l'Internationale Communiste (au congrès d'octobre, Danneberg, en parlant de notre Internationale, avait présenté la question sous un jour tout à fait faux); cette discussion devait avoir lieu au cours d'une conférence récente à laquelle participait un représentant de notre Comité Exécutif. Nous ignorons encore les résultats de cette conférence qui a dû se tenir fin mars.

3. Nous avons créé nombre d'organisations nouvelles. Notons ici avant tout, la création de l'Union de la Jeunesse Communiste de Yougo-Slovaquie. Elle se forme par la fusion des groupes communistes des anciennes organisations de la jeunesse en Serbie, Croatie, Slavonie, Bosnie-Herzégovine, etc. Les éléments non communistes, très insignifiants, des organisations de la jeunesse de ces pays sont restés en dehors. Le comité central de la nouvelle organisation fait paraître une revue bi-mensuelle *La Fédération des Etudiants communistes de Paris*, qui a contribué tout particulièrement à l'union des organisations communistes de Yougo-Slavie. Une nouvelle Union de la Jeunesse a été créée en Angleterre; son premier noyau s'est formé à Manchester. Mais, à vrai dire, cette Union n'est encore qu'en voie d'organisation.

Ce bref exposé met déjà nettement en relief les bases théoriques et les méthodes pratiques qui sont celles du Comité Exécutif. — Une revue mensuelle, publiée en allemand, a pour but le développement et l'approfondissement ultérieur des principes et du programme de notre mouvement. La décision du Congrès, relative à la publication de cette revue en autres langues, n'a pu être mise jusqu'ici à exécution par suite de difficultés d'ordre technique et financier. Un numéro mixte, contenant les articles les plus importants des Nos 14—17, a pu cependant être publié en Scandinavie. Un numéro mixte analogue en langues française et italienne sera

prochainement édité. Dans une série de pays, tels que la Suède, l'Espagne, la Yougo-Slavie, les Etats-Unis et la France, les résolutions du congrès, le manifeste et d'autres articles parus dans le N° 16 de notre organe ont été publiés en brochures. La publication de la revue est complétée par *l'Internationale Jugendkorrespondenz* — (Correspondance Internationale de la Jeunesse), — hebdomadaire qui publie toute l'information courante. 12 numéros ont déjà paru depuis novembre, en devenant de plus en plus volumineux. Nous continuons en outre la publication de *l'Internationale Jugendbibliothek* — (Bibliothèque internationale de la Jeunesse). Nous avons publié dans le N° 4 de cette revue une intéressante étude sur: «L'éducation socialiste des adolescents et le mouvement socialiste de la jeunesse»; le N° 15 — contenait deux rapports sur les tâches de l'organisation prolétarienne de la jeunesse après le passage du pouvoir au prolétariat. Dans le N° 16 — nous avons donné les oeuvres posthumes de Eugène Lévine. En dehors du programme projeté, nous avons publié l'ouvrage de Münzenberg: *les Organisations socialistes de la Jeunesse avant et après la guerre*. Sont actuellement sous presse: les comptes-rendus du premier congrès de l'Internationale de la Jeunesse Communiste, intitulés — *Sous le drapeau rouge*, et un appel à la Jeunesse de tous les pays qui a pour titre: «A bas les frontières!» Ces deux dernières publications paraîtront dans toutes les langues.

A côté de cette propagande et des publications périodiques, le Comité Exécutif poursuit son travail politique intérieur, tendant à approfondir les principes fondamentaux du mouvement tout entier. C'est ainsi qu'il a réuni toutes les matières intéressant la question de la lutte des organisations internationales de la Jeunesse contre le militarisme; elles ont servi de base à l'élaboration de *Thèses sur la tactique antimilitariste des organisations de la Jeunesse communiste* qui seront soumises à l'examen du Bureau dans sa prochaine séance. Le Comité a de même réuni toutes les matières relatives au mouvement syndicaliste. Il a adopté ensuite une ligne de conduite nettement définie envers les organisations communistes des Ecoles supérieures; il a adressé un message à la Conférence Internationale des Etudiants à Genève et mandaté pour assister à cette conférence un délégué spécial; il a fait paraître enfin un mémoire traitant de l'attitude des organisations de la jeunesse de divers pays envers les organisations de la jeunesse intellectuelle.

Le Comité Exécutif a dû remplir tout ce travail dans des conditions extrêmement difficiles: assez souvent les membres du Comité se sont vus dans la nécessité d'abandonner leur travail courant pour visiter telle ou telle autre organisation; les arrestations, les maladies, la fermeture d'imprimeries et le sabotage des entrepreneurs privés ont également entravé nos efforts.

**Un membre du Comité Exécutif
de l'Internationale de la Jeunesse
Communiste.**



Jugendbildnis von
KARL LIEBKNECHT

A l'Internationale Communiste de la Jeunesse, aux Jeunes Prolétaires de tous les pays.

C'est avec une joie immense que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a appris la formation au Congrès de Berlin, d'une Internationale Communiste de la Jeunesse. C'est là un fait d'une importance capitale dans l'histoire de la Révolution Communiste. C'est le digne couronnement de la longue et héroïque lutte soutenue par les organisations révolutionnaires de la jeunesse de tous les pays contre la guerre et le social-patriotisme, pour la dictature du prolétariat et l'avènement du communisme, lutte qui, dans les sombres années de la guerre mondiale, a jeté un rayon de pure lumière. Le congrès de Berlin, dans l'histoire du mouvement international de la jeunesse, marque une ère nouvelle: l'ère de la lutte en commun des organisations de la jeunesse de tous les pays avec, pour mot d'ordre, le programme de combat adopté à Berlin. Nous nous rendons parfaitement compte du rôle immense que cet organe est appelé à jouer dans la lutte ouverte aussi bien que dans la lutte clandestine pour la Révolution mondiale, dans l'Armée Rouge et dans l'Etat Soviétique. C'est à vous, jeunes gens, qu'échoit l'honneur en même temps qu'incombe la lourde tâche de parachever l'œuvre d'édification de la société communiste commencée par nous.

De toutes les infâmies commises par la II-e Internationale depuis que l'esprit de trahison s'était glissé

en elle, il n'en était pas de plus odieuse que la campagne menée contre le mouvement révolutionnaire de la jeunesse, contre l'indépendance propre de ce mouvement et la participation active des jeunes à la lutte pour le socialisme. Les social-patriotes et les centristes redoutaient et redoutent encore l'esprit révolutionnaire de la jeunesse prolétaire et de son Internationale. Mais la III-e Internationale, à l'avènement de laquelle ont contribué les différentes Associations de la Jeunesse dans tous les pays, reconnaît pleinement toute l'importance de votre travail et de votre lutte et, c'est avec amour et en toute camaraderie qu'elle soutiendra votre action de son fraternel appui.

De nouvelles troupes fraîches: la phalange des jeunes, -- viennent de grossir notre armée. La III-e Internationale a accueilli dans ses rangs l'Internationale de la Jeunesse Communiste. Aussi avons-nous pleine confiance dans le triomphe de notre cause. En avant, jeunes amis! Serrez vos rangs, organisez-vous en associations communistes, formez les bataillons de l'Internationale Communiste de la Jeunesse et lancez-les à l'assaut de la citadelle capitaliste pour la conquête de la liberté et du bonheur de l'humanité.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

THÈSES

sur les rapports réciproques de l'Internationale Communiste et de l'Internationale de la Jeunesse Communiste d'une part, et du Parti Communiste et des organisations de la Jeunesse Communiste d'autre part.

Note de la Rédaction. Les thèses ci-dessous n'ayant pas été examinées par le Comité de l'Internationale Communiste, nous ne les donnons ici que comme matière à discussion.

1. L'Internationale Communiste de la Jeunesse, comme plateforme s'en tient aux résolutions adoptées par le premier congrès de Moscou de la Troisième Internationale. Elle renonce à la formule d'un programme distinct et se rallie entièrement au programme de l'Internationale Communiste se réservant uniquement le droit à l'autonomie en matière d'organisation. L'Internationale Communiste de la Jeunesse se déclare partie intégrale de l'Internationale Communiste.

2. L'Internationale Communiste de la Jeunesse n'est pas un parti, mais une organisation politique qui, de concert avec les organisations de la Jeunesse adhérant à elle, se donne pour but de prendre une part active à toute sorte de lutte pour la révolution prolétarienne et ceci, principalement dans la sphère la plus à la portée de la jeunesse, comme la propagande antimilitariste, l'éducation anticléricale, la protection économique de la jeunesse et l'éducation de la jeunesse laborieuse. Ce travail sera mené consciemment dans une direction opposée à celle de l'activité des organisations de la jeunesse des Social-patriotes et des Indépendants dans lesquelles la jeunesse est élevée exclusivement pour le plus grand bien des partis retardant la révolution ou même ouvertement

contre-révolutionnaires des Social-patriotes et des Indépendants.

3. L'Internationale Communiste et l'Internationale Communiste de la Jeunesse aspirant à établir entre elles un lien d'organisation, l'Internationale Communiste de la Jeunesse délègue aux organes directeurs du mouvement international des représentants jouissant des mêmes droits que ceux-ci. L'Internationale Communiste prête à l'Internationale de la Jeunesse un appui énergique.

C'est de la même façon que se déterminent les rapports entre les partis communistes et les organisations de la Jeunesse Communiste, comme on le voit par ce qui suit.

1. Les organisations de la Jeunesse Communiste renoncent à la formule d'un programme politique distinct, tout en conservant l'autonomie dans l'organisation de leur travail et accomplissent leurs tâches en étroite union avec le Parti Communiste de leur pays.

2. Tous deux délèguent à égalité leurs représentants aux organes centraux.

3. Les partis communistes soutiennent les organisations de la Jeunesse Communiste par tous les moyens en leur pouvoir.

Internationale Communiste Mouvement Féminin

Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique.

L'année 1919 fut pour les ouvrières de l'Europe Occidentale une année de lutte active, acharnée et infatigable pour l'égalité politique. Cette année de lutte fut en même temps une année de victoire. Les femmes d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne et de Hollande ont obtenu la reconnaissance en leur faveur, reconnaissance juridique au moins, de tout ou partie des droits réservés aux hommes. Les femmes ont vaincu, mais cette victoire est fictive, car les droits politiques sont une arme puissante d'édification de la société libre seulement dans le cas, où le pouvoir tout entier se trouve entre les mains des ouvriers et paysans. Et cette année de lutte a démontré aux ouvrières européennes et américaines l'évidence de cette vérité. Elle leur a démontré que, tant que la bourgeoisie reste au pouvoir, ni le droit de vote, ni les institutions parlementaires ne peuvent abolir l'exploitation capitaliste. Elle leur a prouvé que pendant une période de guerre civile acharnée, l'important n'est pas le droit d'être élu ou d'être élu à tel ou tel gouvernement bourgeois, mais la prise du pouvoir par les masses travailleuses, la dictature du prolétariat. Tant que cette dictature ne sera pas solidement établie, toutes les améliorations partielles dans le domaine économique ou politique ne seront que des châteaux de cartes qui s'écrouleront au premier choc de la bourgeoisie.

* * *

Le mouvement féministe en Allemagne, au cours de la période qui date de la „Journée internationale de la femme“ en 1919 jusqu'à nos jours, présente le tableau suivant:

La célébration de la „Journée internationale“ eut lieu dans une atmosphère de victoire, car la lutte révolutionnaire avait donné enfin aux ouvrières et paysannes allemandes les mêmes droits qu'aux hommes. Mais cette victoire n'aveugla pas les femmes communistes qui n'interrompirent pas leur propagande révolutionnaire. Ce n'est pas à la coopération avec la bourgeoisie qu'elles appelèrent la classe ouvrière, hommes et femmes, mais à la lutte décisive pour l'obtention de la plénitude du pouvoir, pour l'introduction du régime communiste. „La

violence ne peut être renversée que par la violence“. Et les ouvrières ne déposèrent pas les armes. Pendant toute une année, elles menèrent une guerre infatigable et sanglante contre leur ennemi de classe: la bourgeoisie.

Pourquoi luttèrent-elles?

Pour elles, pour le droit au travail, pour leurs enfants affamés, pour le droit au pain. Elles luttèrent contre la guerre et contre la paix des bandits, contre le fardeau écrasant des impôts, la dissipation des deniers publics et la spéculation.

La vie quotidienne des ouvrières a-t-elle changé depuis leur émancipation? Non. Au cours d'une réunion nombreuse, tenue au mois de juin 1919, et dans laquelle on discutait la question du remplacement de la main-d'œuvre féminine par celle des hommes revenus du front, les ouvrières de Berlin firent le plus sombre tableau de leur situation.

„Après avoir fait de nos maris de la chair à canon“ — dit une ouvrière de la maison Auer — „on nous a envoyées de force dans les fabriques où, pour notre labeur forcé, nous avons reçu des salaires de famine. Et maintenant, on nous renvoie, on nous jette à la rue où la faim et la prostitution nous guettent“.

„Le gouvernement socialiste“ — dit une autre, — ne s'occupe pas de nos invalides du travail. La pension la plus élevée, en cas de perte totale de la capacité de travail, ne dépasse pas 858 marks par an. De cette somme, il faut déduire 260 marks pour le logement, 75 pour le chauffage et 8 pour les impôts d'Etat et les impôts communaux. Il reste pour la nourriture, les vêtements, les chaussures et l'entretien de la famille, si l'on en a une, 515 marks seulement, soit 10 marks par semaine.

La situation de l'invalides de guerre dans „l'Etat socialiste“ de Noske-Scheidemann n'est pas meilleure. En tout et pour tout, il reçoit 4 marks 90 pfennigs par jour. Qu'il soit célibataire ou qu'il ait de la famille, qu'il lui faille ou non un traitement spécial, — la bourgeoisie trouve que cette aumône doit lui suffire.

Les enfants ont particulièrement à souffrir de la misère affreuse du prolétariat allemand. Les femmes communistes allemandes conjointement avec les ouvrières, mem-

bres du Parti indépendant, ont organisé une agitation énergique en faveur de la maternité et de l'enfance.

Le camarade Liez, membre du Parti indépendant, déposa le 17 avril à l'Assemblée Nationale un projet de loi dans lequel il demandait pour les ouvrières enceintes un repos de 8 semaines avant et après l'accouchement, avec conservation du salaire habituel, de plus l'assistance médicale gratuite pour les accouchées et pour les mères allaitant leurs enfants.

A la suite de longs débats, cette proposition fut acceptée sous la forme suivante:

1) Une ouvrière assurée reçoit pour son accouchement un subside de 50 marks en un seul versement.

2) Pendant les 4 semaines précédant l'accouchement et les 6 semaines suivantes, elle reçoit quotidiennement 1 mark 50 pf.

3) Pour l'assistance médicale, on lui donne 20 marks.

4) Si la mère allaite son enfant, elle reçoit durant 12 semaines 75 pf. par jour.

Telle est l'assurance de la maternité dans un pays où une bouteille de lait coûte 3 marks.

La situation de la mère avec un enfant naturel est pire. Pour de soi-disant raisons „morales", on ne lui prête presque aucune aide. Les femmes accouchant 8 semaines après la libération de leur mari du service militaire sont privées de l'assistance habituelle.

L'assurance de la maternité ainsi organisée ne tranche pas le problème et les ouvrières doivent de nouveau recourir à des moyens révolutionnaires de lutte. Il leur faut également lutter pour l'égalisation de leur salaire à celui des hommes et contre les dérogations commises par les entrepreneurs à la loi de la journée de 8 heures conquise par la révolution.

Après une année de lutte, la situation économique des ouvrières ne s'est pas améliorée; le gouvernement bourgeois n'a pas été en mesure de venir à bout de la désorganisation et de la famine, et les ouvrières allemandes exigent avec une insistance croissante la remise du pouvoir entre les mains des paysans et des ouvriers.

* * *

La situation des ouvrières en Autriche est loin d'être meilleure qu'en Allemagne.

Là aussi, elles ont à soutenir une lutte énergique et voici le tableau de leur mouvement que dessine Schleisinger dans le journal *La Socialiste* du 6 avril 1919.

La révolution dota d'égalité politique complète tous les peuples de l'Autriche. Elle accorda aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes et celles-ci prirent la part la plus active aux élections de l'Assemblée Nationale.

Les social-démocrates craignaient que, par suite du droit électoral des femmes, des candidats réactionnaires et cléricaux ne fussent élus, mais ce fut le contraire qui arriva. Les réactionnaires furent blackboulés et les social-démocrates obtinrent la majorité des voix. Le dixième de la fraction s.-d. au Parlement est composé de femmes.

La tâche la plus pressante qui incombe aux élus au Parlement est d'alléger la misère des ouvrières et des enfants affamés.

La tâche est pénible, la dictature du prolétariat et le communisme pouvant seuls créer aux ouvrières, dans ce domaine comme dans les autres, des conditions de vie humaine.

La révolution qui avait donné aux femmes le droit de

vote, éveilla parmi les ouvrières l'intérêt pour la vie politique et pour la lutte révolutionnaire.

Le nombre des femmes, membres des organisations régionales des différents partis à Vienne au mois de juillet 1919, montait déjà à 2.000. Au mois de juin de la même année, des débats animés eurent lieu dans toutes les organisations autrichiennes sur la question de savoir si les organisations indépendantes de femmes étaient nécessaires. La masse des ouvrières à l'unanimité se prononça pour la négative. Les mêmes organisations doivent réunir les hommes et les femmes, car elles luttent contre un seul et même ennemi et marchent vers un seul et même but. Mais la propagande et l'agitation parmi les ouvrières se fait par un groupe spécial d'agitation formé de femmes, élues par l'organisation générale du parti.

A Vienne, le 2 août 1919, une conférence d'ouvrières eut lieu, à laquelle prirent part les représentants du Tyrol, de la Styrie, de la Carinthie, de Salzbourg, de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie. La conférence délibéra sur la question de l'organisation du travail parmi les femmes et de leurs relations avec le parti. Toutes les déléguées, sauf une seule, se prononcèrent pour la coopération des ouvriers et des ouvrières en une seule et même organisation, mais elles demandèrent également la création d'un groupe spécial d'agitation parmi les femmes.

Le Parteitag composé de la Tchéco-Slavie, de la Bohême et de la Moravie, pays détachés de l'Autriche, siégea à Teplitz — Mechau, le 30 août 1919.

A cette séance on élit dans l'organisation générale du parti, un groupe spécial destiné à s'occuper des intérêts des ouvrières de ces pays de l'ancienne Autriche. Cette conférence à laquelle 65 délégués prirent part, fut clôturée par les paroles suivantes d'Adélaïde Papp: „Nous sommes persuadés que bientôt sonnera l'heure où l'organisation universelle des ouvriers abolira toutes les frontières et où, en dépit de tous les obstacles, nous serons tous frères et soeurs".

Ainsi que les Autrichiennes, les femmes tchéco-slovaques reçurent les mêmes droits que les hommes. Le 15 juin, les ouvrières et les paysannes tchéco-slovaques prirent part pour la première fois aux élections municipales. On appréhendait également, que les femmes (surtout en Moravie où le clergé est très influent) donnassent leurs voix aux candidats réactionnaires, mais le résultat des élections ne justifia pas ces craintes. Au contraire, grâce aux femmes (qui formaient 60% des électeurs), le parti social-démocrate arriva en tête de la liste.

L'activité extraordinaire des paysannes au cours des élections est intéressante à noter. Dans certains villages, elles se rendirent toutes ensemble aux urnes et votèrent comme un seul homme pour les social-démocrates. Les social-démocrates obtinrent à ces élections un million de voix dont 600.000 féminines. Les ouvrières tchéco-slovaques ont donc brillamment passé leur premier examen politique et l'on est en droit d'espérer qu'au moment décisif du dernier combat contre l'impérialisme mondial — elles ne seront pas les dernières dans les rangs des champions révolutionnaires.

Les ouvrières et les paysannes de Hongrie ne restèrent pas passives dans la période de la lutte la plus acharnée du prolétariat hongrois pour sa libération. Par dizaines de mille, elles furent dans les rues, aux côtés des ouvriers, les aidant de la parole et de l'action, mou-

rant avec eux pour la liberté des travailleurs. Le nombre des ouvrières membres du parti hongrois est très grand. Les paysannes participent d'une façon particulièrement active aux organisations de parti, organisations devant lesquelles se dresse entre autres un problème sérieux. Sur 4 millions de femmes ayant en Hongrie droit de vote, — 1.600.000 sont complètement illettrées. Une masse énorme d'ouvrières et de paysannes se trouve encore entièrement sous l'influence du clergé catholique. „Nous avons en perspective un ouvrage immense, mais un ouvrage vivant, fécond. Les semences jetées par la révolution donneront des germes magnifiques“ écrivait Sirène Bukhinger dans *La Socialiste* (numéro de *La Journée des ouvrières* en 1919).

Tout le prolétariat autrichien et surtout les paysannes et les ouvrières étaient enivrés par la victoire. Tout le monde attendait des miracles de l'égalité politique. Mais en Autriche comme en Allemagne, au songe joyeux succéda un réveil pénible. Elfrida Fridländer écrivit à ce sujet, pour la *Journée des ouvrières* de 1920, les lignes suivantes: Autant les ouvrières et les paysannes avaient, tout d'abord, montré d'intérêt pour la vie politique et participé d'une façon active aux élections à l'Assemblée Nationale, autant maintenant elles se sont détachées du mouvement. Elles ont perdu l'espoir d'améliorer leur vie au moyen de l'Assemblée Nationale, elles ne croient pas que l'égalité politique dans un régime bourgeois puisse abolir la famine, la misère, la prostitution. Et en même temps croit en elle la conscience que la remise de la plénitude du pouvoir entre les mains de la classe ouvrière est une nécessité impérieuse.

Voilà pourquoi, surtout en province, les ouvrières et les paysannes, ces derniers temps, entrent au nombre de plus en plus grand dans les rangs du Parti Communiste.

Nous avons dit que les ouvrières et les paysannes de l'Europe Occidentale peuvent célébrer l'année 1919 comme une année de victoire. Mais pour la France ce n'est pas exact. Nulle part le travail des femmes ne fut exploité à tel point qu'en France pendant la guerre et nulle part la lutte pour les droits des femmes ne fut menée aussi mollement qu'en ce pays.

Le 21 mai 1919, elles reçurent quelques droits politiques insignifiants, mais toute tentative de lutte révolutionnaire est, comme par le passé, sévèrement punie. Comme par le passé, le premier mai 1920 fut un jour de tuerie pour les ouvriers et les ouvrières, comme par le passé, le pavé de Paris fut rougi du sang ouvrier.

Louise Saumoneau, champion du mouvement féministe français, champion qui dans les derniers temps a beaucoup évolué à droite, écrit ce qui suit dans son appel aux travailleurs.

„Dans tous les pays où règne le capitalisme, la situation des ouvrières est la même. L'exploitation et l'esclavage sévissent partout et quoique les mots: „Liberté, Egalité, Fraternité“ soient inscrits au fronton de toutes nos casernes, prisons et palais ministériels, — ils ne sont que lettre morte pour la bourgeoisie qui n'en poursuit pas moins sa politique de cruauté. La vie elle-même, continue le camarade Saumoneau, nous appelle, nous ouvrières et paysannes, à la lutte révolutionnaire. Serrons nos rangs, groupons-nous en organisations de production et en organisations politiques. Mettons fin à l'exploitation des ouvriers et des ouvrières. Il est temps de transformer la propriété privée en propriété nationale. Mais

l'émancipation de la classe ouvrière est impossible tant que la bourgeoisie est au pouvoir; c'est pourquoi, il nous est indispensable de conquérir tout le pouvoir, il faut absolument que les ouvriers et ouvrières, les paysans et paysannes puissent établir eux-mêmes les lois qui les régiront et les faire exécuter.

Jusqu'à présent, les ouvrières de France ont été à l'avant-garde du mouvement ouvrier; nous devons y rester jusqu'à l'entière victoire du prolétariat mondial sur la bourgeoisie internationale, jusqu'au triomphe définitif du régime communiste“.

* * *

Dans tous les pays, les femmes ont obtenu des droits plus ou moins étendus, mais il est intéressant de noter que l'étendue des droits politiques accordés aux femmes a varié dans chaque pays en raison inverse de la force de la bourgeoisie dans ce même pays.

En Autriche, par exemple, les femmes jouissent de tous les droits à partir de 21 ans; en France, à partir de 24 et en Angleterre à 30 ans. Enivrée par sa victoire, la bourgeoisie n'a cru devoir accorder aux femmes les droits civils qu'à l'âge où elles ont des enfants en bas âge et sont surchargées de soins domestiques. La bourgeoisie anglaise a eu peur de donner le droit de vote à la jeunesse révolutionnaire, sachant bien que celle-ci voterait contre elle.

Ainsi les femmes n'ont pu toujours participer aux élections, mais là où elles ont voté, elles ont donné leurs voix aux socialistes; une femme seulement, lady Mac Arthur, membre du Parti Ouvrier Indépendant, a été élue au Parlement.

Malgré cet échec, les ouvrières anglaises n'ont pas perdu courage et poursuivent énergiquement leur lutte contre la bourgeoisie, en prenant une part très active au mouvement ouvrier dans les villes.

Le 24 juin, au cours d'un congrès du parti, tenu à Southport, les ouvrières convoquèrent une conférence à laquelle arrivèrent 154 déléguées, venues de tous les coins de l'Angleterre. Dans son rapport, la présidente du congrès, Suzanne Laurens, communiqua que le pays était couvert d'un réseau d'organisations d'ouvrières, adhérant étroitement au Parti Ouvrier, effectuant un travail intense et en état de croissance ininterrompue. Outre leur participation à la lutte commune, les ouvrières font de la propagande pour la protection de la maternité et de l'enfance, pour l'amélioration des habitations, etc. Mais c'est avec une énergie toute particulière qu'elles ont réagi contre le chômage qui a été la conséquence de la démobilisation de l'armée.

La conférence élabora une série de revendications économiques et politiques qu'elle présenta au gouvernement.

Au point de vue économique, les ouvrières réclamaient la réglementation des prix des produits alimentaires, l'organisation de réfectoires publics et l'alimentation gratuite des citoyens pauvres.

En outre, la conférence exigeait que le gouvernement assurât du travail aux femmes renvoyées par les patrons.

Au point de vue politique, elle se prononça pour la non-intervention de l'Angleterre dans les affaires de la Russie Soviétiste et pour la démobilisation de l'armée.

La conférence espérait qu'il serait fait droit à ses réclamations très modérées dans l'ensemble, mais bientôt elle put se convaincre que la bourgeoisie se souciait très

peu de l'amélioration de la situation économique de la classe qu'elle exploitait. C'est le Comité Central des Ouvrières britanniques qui se chargea de la protection des femmes renvoyées des usines et fabriques; à cet effet, il organisa spécialement pour elles différents cours professionnels et s'occupa de trouver du travail à la fin de leurs études.

Les ouvrières irlandaises manifestent aussi un intérêt très vif pour la vie politique. Le syndicat des ouvrières irlandaises a élaboré une série de mesures, votées à l'unanimité au cours d'une série de meetings.

Ces mesures sont:

- 1) Contrôle ouvrier sur la production.
- 2) Amélioration des conditions du travail pour les adolescents et pour les ouvriers âgés. (En Angleterre, les enfants de 14 à 15 ans travaillent 8 à 9 heures par jour).
- 3) Pour les ouvrières de 14 à 15 ans, liberté de 5 heures par semaine pour la fréquentation de cours d'instruction primaire, couture, etc.

Le 21 avril 1920, eut lieu à Londres une conférence nationale des ouvrières qui réunit 400 déléguées, représentant 180 organisations.

Les débats qui se déroulèrent au cours de cette conférence, montrèrent que, depuis la conférence du 24 juin 1919, le gouvernement n'avait pris aucune mesure pour assurer la protection de la maternité et de l'enfance; que le repos de 6 semaines, avant et après les couches, n'était encore qu'un beau rêve pour les ouvrières anglaises qui n'osaient même pas songer à la possibilité de recevoir leur plein salaire pour cette période. Les ouvrières britanniques constatèrent que leur pays si riche et si vaste se trouve, sous ce rapport, très en arrière même de la petite et pauvre Norvège. La conférence formula le vœu de l'enseignement obligatoire pour toute la jeunesse jusqu'à l'âge de 18 ans et de la défense absolue aux femmes de participer à tous les travaux supplémentaires qui se font la nuit et qui exténuent l'organisme. La question de l'égalisation des salaires entre hommes et femmes provoqua de vifs débats. „Cette question — dit une déléguée — a de l'importance non seulement pour nous, mais pour toute la classe ouvrière, parce que, par suite de l'infériorité de nos salaires, nous faisons concurrence aux ouvriers, nos camarades. Pour combattre l'exploitation du travail de la femme, il nous faut faire front commun avec les ouvriers“.

La proposition de Marie Philippet que toutes les ouvrières travaillant aux fabriques et usines doivent appartenir au parti, donna également lieu à des débats assez mouvementés.

La conférence fut clôturée par une résolution exigeant le rappel d'Europe des troupes exotiques et l'indépendance de l'Irlande.

Quant aux femmes italiennes, il est à noter que bien que le Parlement ait résolu en principe qu'elles jouiront des mêmes droits que les hommes, le projet relatif à cette question a été surchargé d'un si grand nombre d'amendements que la loi ne pourra entrer en vigueur avant le mois d'août prochain. Mais les ouvrières italiennes, dans l'attente de cette loi, ne restent pas inactives et ne se tiennent pas à l'écart du mouvement révolutionnaire. Toutes les organisations d'ouvrières et de femmes italiennes ont adhéré à la III-e Internationale, conjointement avec le Parti socialiste, avec lequel elles fusionnent.

En dépit de toutes les difficultés et représailles du gouvernement, les ouvrières italiennes ont fait parmi leurs sœurs une propagande très énergique des idées communistes.

Leurs efforts ont complètement réussi. Le groupe des femmes socialistes de Rome a adressé, à la fin de l'année 1919, à l'Internationale des ouvrières la résolution qui suit:

„Le groupe des femmes socialistes de Rome est convaincu que le traité de Versailles ne conduira qu'au renforcement de l'impérialisme mondial. Il rendra encore plus lourde l'oppression des masses prolétariennes et augmentera la misère, la famine et la mortalité infantile. L'action armée de l'Entente contre la Russie et la Hongrie est en contradiction flagrante avec le droit des nations d'organiser librement leur régime politique.

„Le groupe de femmes socialistes considère cette action comme une tentative d'étouffer le jeune régime communiste qui a pris naissance en Russie Soviétique et qui seul peut émanciper les travailleurs du monde. Le groupe proteste énergiquement contre cette violence qui ne pourra qu'engendrer de nouvelles guerres et de nouvelles victimes.

„Ceci posé, le groupe des femmes socialistes fait appel aux prolétaires de tous les pays et les invite à l'organisation d'une Internationale des travailleurs“.

* * *

Le Parti Socialiste de Suisse s'était divisé, dès le début de la guerre, en deux camps opposés. La majorité se rangea du côté de la bourgeoisie, mais la minorité évolua d'une façon continue de Zimmerwald à la III-e Internationale. La jeunesse et les ouvrières ont adhéré à cette minorité du Parti socialiste.

Les ouvrières de Suisse se déclarèrent contre la guerre et lancèrent à la conférence des femmes, tenue en 1915 à Berne, le cri: „A bas la guerre! Vive le prolétariat mondial!“ Bien que la Suisse fût restée neutre pendant la guerre, la vie chère et le chômage qui en furent les conséquences, affectèrent néanmoins ce pays. Les ouvrières y furent contraintes de lutter contre les difficultés toujours croissantes de la vie, et Rosa Koch, qui se trouvait à leur tête, fit connaissance avec les prisons de la „libre“ Suisse.

Le 5 avril 1919, un meeting imposant eut lieu à Zülich en signe de protestation contre la vie chère qui rend insupportable la situation de la grande famille prolétarienne mondiale. Ce mouvement, commencé à Zurich, se répandit par tout les pays, revêtant en plusieurs villes la forme de grèves.

Les ouvrières de Zurich et de Bâle prirent part, en été, à la grève de protestation contre l'exploitation forcée des ouvriers et ouvrières employés dans l'industrie textile, et ce furent les femmes qui, pendant cette grève, firent preuve du maximum d'activité et d'efforts organisés. Avec le concours de leur organisation de parti, elles prêtèrent une aide efficace et régulière aux camarades grévistes et organisèrent l'envoi de leurs enfants à la campagne chez les paysans, membres du parti.

En septembre 1919, le Parti Suisse tint son congrès extraordinaire. Il mit à la discussion, comme question fondamentale, celle de l'adhésion du Parti à la III-e

Internationale. Tandis que les voix des hommes se divisèrent en deux parties égales, les 20 femmes déléguées du congrès votèrent toutes pour l'adhésion. Si, à l'heure qu'il est, le Parti Suisse appartient à la famille de la III^e Internationale, l'honneur en revient, pour une part considérable, au prolétariat suisse féminin.

„La journée des ouvrières“, en 1919, comme en 1920, se passa en Suisse, sous l'égide des mots d'ordre de protestation contre la vie chère et de revendication pour la femme de la totalité des droits politiques. Jusqu'ici encore la „république démocratique“ suisse ne peut se décider à accorder aux femmes les droits politiques dont jouit la population masculine. Mais ce que le gouvernement bourgeois n'ose leur donner, les ouvrières de Suisse le conquerront par une lutte révolutionnaire sans trêve. Les droits politiques que la classe ouvrière aura conquis elle-même seront plus étendus et plus sûres que ceux que jettent aux ouvrières de Suisse, à titre d'aumône, leurs gouvernants capitalistes. Voilà pourquoi les ouvrières de ce pays qui n'ont pas jusqu'ici de droits politiques, ne perdent pas courage. Elles savent que le jour est proche où la marche de la révolution mondiale leur donnera la place qui leur convient dans leur patrie. Et, en attendant, les organisations des ouvrières, ainsi que leur journal *Die Vorkämpferin*, font une propagande socialiste très intense.

* * *

Même en Espagne, les femmes, sous la pression de la révolution mondiale, jouissent des mêmes droits que les hommes. Nous disons „même en Espagne“, parce que c'est un des pays où le clergé joue un rôle prédominant. Mais cette égalité des droits n'y est pas encore complète, car le clergé et la bourgeoisie espagnole n'ont accordé aux femmes que le droit de vote passif et seulement pour les élections aux conseils communaux. Les ouvrières espagnoles sont donc, depuis l'âge de 20 ans, éligibles aux institutions communales, mais elles n'ont pas le droit de participer à ces élections.

* * *

Le prolétariat féminin des Pays-Bas lutte aussi pour sa liberté, et la bourgeoisie hollandaise s'est vue dans la nécessité de faire des concessions à l'esprit du temps. Les femmes hollandaises ne jouissent, elles aussi, que d'un droit de vote passif pour les conseils communaux. Aux élections de mai 1919, les socialistes hollandais ont fait élire, aux institutions communales, 50 femmes (presque toutes socialistes). Mais ces déléguées, comme toutes les ouvrières de Hollande, privées du droit de vote actif, n'ont pu contribuer à l'élection des délégués qu'aurait voulu la classe ouvrière. Il est vrai que la presse bourgeoise console les femmes et leur promet que, dans deux ou trois ans, elles jouiront du droit de vote complet. La Chambre basse s'est déjà prononcée en faveur de ce projet, et si la Chambre haute l'approuve, les femmes de Hollande pourront participer, en 1922, aux élections parlementaires et en 1923 aux élections communales. Mais nous ignorons si les ouvrières hollandaises consentiront à attendre jusqu'à cette époque. Autant que nous le sachions, elles cherchent à passer directement du Par-

lement bourgeois aux Soviets prolétariens et leur mot d'ordre est: „Tout le pouvoir aux Soviets! En avant, par les Soviets et par la dictature du prolétariat vers le communisme!“

* * *

Quant à l'Amérique, nous ne sommes malheureusement que très peu renseignés sur elle en général et sur la marche de la lutte révolutionnaire des ouvrières du Nouveau Monde, mais le peu que nous en connaissons prouve qu'en Amérique le temps est à l'orage. Nous avons appris que la camarade Kitty Richard O'Giere a été condamnée à 5 ans de prison pour son activité socialiste, ses continuelles protestations contre la guerre fratricide et ses revendications en faveur de la liberté à tous les travailleurs. Nous savons aussi que l'incarcération de cette camarade n'a point suspendu la propagande. Des champions nouveaux ont pris sa place et poursuivent, avec la même abnégation et le même courage, la grande oeuvre communiste qu'elle avait commencée.

* * *

Le mouvement des ouvrières et des paysannes de l'Europe Occidentale et de l'Amérique a le caractère d'un mouvement international. Déjà en 1919, quand le chauvinisme battait son plein, les ouvrières du monde entier, venues à la conférence internationale des femmes, se sont donné la main en soeurs et amies. Depuis lors, les liens internationaux des ouvrières se sont considérablement raffermis. Le Bureau International des Femmes, dont le secrétaire est Klara Zetkin, n'a cessé un seul instant de fonctionner.

Le 8 février 1919, les ouvrières d'Angleterre adressaient leur salut fraternel aux ouvrières d'Autriche. La camarade A. Gopy (Autriche) reçut de la camarade Isabella Ford (Angleterre) la lettre suivante qu'elle pria de porter à la connaissance des ouvrières autrichiennes: „Nous, ouvrières d'Angleterre, nous vous saluons à l'occasion des élections à l'Assemblée Constituante. Notre bourgeoisie cherche, par tous les moyens en son pouvoir, à nous inspirer des sentiments de haine envers les prolétaires autrichiens, nos frères et soeurs. Mais sachez que nous suivons non la voie de la haine et de la vengeance, mais celle de la fraternité et de la solidarité mondiales de tous les travailleurs“.

En réponse à ce salut, la camarade Zetkin adressa un appel aux ouvrières du monde entier, les invitant à l'union, à la fraternisation et à la lutte commune et vigoureuse contre les ennemis du prolétariat universel.

„Il nous est encore difficile d'établir entre nous un lien réciproque étroit d'idées. La guerre nous empêche toujours d'organiser des relations régulières, mais, paroles superflues, nous nous comprenons les unes les autres, parce que notre but et notre voie sont les mêmes. En avant, par la révolution mondiale au communisme universel! A l'oeuvre! Vive le mouvement internationale des ouvrières!“

Tel est également l'appel de Klara Zetkin. Et cet appel a trouvé des échos chaleureux. Ouvrières du monde entier, construisez l'édifice du communisme.

Z. LITNA.



BIBLIOGRAPHIE



Bertrand Russel et le „Socialisme Corporatif“.

La doctrine connue sous le nom de „socialisme corporatif“ (guild socialism) a acquis, ces temps derniers, une très grande popularité non seulement en Angleterre, mais dans tous les pays. La presse socialiste tout entière d'Europe et d'Amérique lui consacre beaucoup d'attention et de place. Chez nous, en Russie, le public lettré, en raison de notre isolement du reste de l'Europe, ignore complètement cette nouvelle théorie et ce nouveau mouvement politique. Je me propose de donner, dans cet article, un exposé bref et objectif de la „théorie du socialisme corporatif“.

C'est un mouvement sans avenir; ce n'est pas un mouvement profond de masse, mais quelque chose de superficiel, de temporaire, de fugitif; néanmoins, il est nécessaire d'en avoir connaissance.

Je traduis les mots „Guild Socialism“ par „Socialisme corporatif“ et je sais que ce n'est pas là une traduction exacte. Mais comme il n'y a pas en français de mot qui traduise exactement le mot anglais „guild“, je me servirai du terme: „Socialisme corporatif“. D'ailleurs, le lecteur verra par la suite, comment il faut entendre le mot „Guild“.

Le „socialisme corporatif“, c'est quelque chose d'hybride, de bien anglais, une sorte de compromis entre le syndicalisme et le socialisme. C'est une tentative de réprimer „la révolte syndicaliste contre le socialisme orthodoxe gouvernemental“, une tentative de réconcilier Bakounine avec Marx. Il va de soi que c'est une tentative vouée à l'insuccès, car tout effort de „conciliation“ en matière de principes révolutionnaires a toujours abouti et aboutit toujours à un échec complet, à une faillite irréparable, et conduit fatalement au marais stagnant de l'idéologie „petit-bourgeois“.

Les partisans du „socialisme corporatif“ estiment la doctrine de Marx surannée. Ils disent, voyez un peu, que Marx avait raison en ce qui concerne le principe, le fondement, mais qu'il se trompait en ce qui concerne les détails. Bakounine se trompait, au contraire, sur le principe et avait raison dans les détails. Donc, Bakounine est également suranné, mais son „grand successeur“ Kropotkine l'a restauré. Quant à Marx, personne ne l'a restauré; au contraire,

son „grand successeur“ Edouard Bernstein a convaincu tous les gens raisonnables qu'il est grand temps de le réléguer aux archives.

C'est ainsi que s'exprime Bertrand Russel.

Le théoricien du „Socialisme corporatif“ admet entièrement la doctrine revisionniste de Bernstein. Quant à Russel lui-même, il n'a absolument rien à dire contre Marx et la „doctrine“ marxiste, mais il est d'accord, en tout point, avec Bernstein. Il estime que Bernstein a démontré de façon irréfutable que la concentration du capital est une pure invention, que l'antagonisme des classes, au lieu de s'envenimer, s'adoucit, au contraire, de plus en plus et que, en somme, la prophétie de Marx ne saurait soutenir la critique (V. „Roads to Freedom“, by Bertrand Russel, London 1919). C'est la doctrine revisionniste petite-bourgeoise de Bernstein qui est le point de départ de la „nouvelle“ théorie de Russel.

En se basant ainsi sur Bernstein, Russel arrive naturellement à la conclusion que la révolution est chose inutile. En d'autres termes, il ne veut pas de révolution „sanglante“. La révolution sociale doit revêtir la forme d'un coup d'Etat pacifique. Le régime socialiste ne doit pas fatalement être construit sur les „ruines“ de la société capitaliste. Pourquoi en serait-il ainsi? Pourquoi veut-on à tout prix démolir le régime capitaliste? Il ne le faut point. La société capitaliste peut vivre. Les „socialistes corporatifs“ la „transformeront“ lentement et successivement en un régime socialiste. Le socialisme doit prendre son origine dans les profondeurs du régime capitaliste.

„Les partisans des révolutions sanglantes se trompent profondément — écrit Russel. — Une révolution sanglante ne peut réussir que dans le cas où le prolétariat est assez fort. Mais, s'il l'est assez, il peut donc vaincre sans verser du sang. Si le prolétariat est si fort qu'il peut provoquer un soulèvement armé et vaincre, il peut donc triompher sans avoir recours à une révolte armée“. Au pis aller, Russel admet la grève générale, mais c'est tout ce qu'il permet et rien de plus.

Outre que Marx est suranné, outre qu'il se trompait dans les détails (et Russel est d'avis que les

détails sont plus importants que les principes), il avait encore tort, parce qu'il était étatiste et il l'était jusqu'à la moëlle. Il se représente le régime socialiste dans les cadres d'une organisation d'Etat, il le voit incrusté dans la grande machine de l'Etat; or, „dans les cadres“, „incrusté“, — cela veut dire „privé de liberté“. „La liberté“, — voilà ce qu'on ne trouve pas chez Marx, la liberté absolue, illimitée, sans réserve. La liberté absolue est impossible dans les cadres de l'Etat. Et c'est là la supériorité de Bakounine: tous les articles et discours de ce dernier sont empreints d'un sentiment de liberté absolue, alors que la théorie de Marx est pénétrée de „l'esprit de nécessité“, de l'esprit de coercition, d'inévitabilité. Qui donc a dit que Marx veut libérer le prolétariat? Mais pas le moins du monde! Marx veut mettre le prolétariat au pouvoir, transformer le prolétariat en classe gouvernante. Mais la transformation du prolétariat en classe gouvernante ne signifie point son émancipation.

Russel n'a pas compris Marx. Il l'a lu, étudié, mais ne l'a pas compris. Il a emprunté toute sa critique de Marx, en partie, à Bernstein et, en partie, à Kropotkine. Il répète l'argumentation ordinaire et banale des anarchistes. Il cherche à démontrer que „l'idéal de Marx est celui d'un pédant et d'un bureaucrate“, que Marx est pour l'oppression de la volonté de la minorité par celle de la majorité ou, autrement dit, qu'il est pour la politique de violence; il cherche à démontrer que l'Etat socialiste, comme ses adeptes le dépeignent, ne sera, en fin de compte, que l'Etat capitaliste à rebours: c'est le prolétariat qui y opprimerait la bourgeoisie. Les opprimés y deviendraient les oppresseurs et les oppresseurs — les opprimés. Le prolétariat et la bourgeoisie changeraient tout simplement de place. Mais l'oppression restera. Dans toute cette „critique“ il y a une chose à retenir: Russel n'a pas compris Marx et il ne se rend pas compte que toutes ses flèches vont frapper non pas Marx, mais Bernstein, qu'il bat en brèche non pas le vrai marxisme, mais le marxisme défiguré et dénaturé par les revisionnistes et les opportunistes.

Continuons. Russel estime plus loin que les „méthodes“ de Marx sont aussi fausses que sa tactique. Le parlementarisme lui-même (encore un coup qu'il assène à Bernstein et non à Marx) ne peut et ne pourra avoir de résultats pratiques. Avec une bonne foi extraordinaire, Russel nous ressert les arguments ressassés et que tout le monde connaît depuis longtemps, des anarchistes contre la lutte parlementaire. Et il en arrive à la conclusion que ce n'est pas au Parlement qu'il faut mener la lutte, mais dans les fabriques et usines, que ce n'est pas aux parlottes politiques qu'il faut combattre mais là, „où les ouvriers travaillent“. C'est la lutte industrielle et non la lutte politique qu'il faut.

La conclusion, vous le voyez, frise le syndicalisme. Parti de Bernstein, Russel arrive à Sorel, à la révolte syndicaliste contre le parlementarisme socialiste étatiste.

Mais...

Mais, il n'est pas non plus d'accord avec les syndicalistes et anarchistes. Il est vrai que ceux-ci ont une supériorité énorme sur les socialistes: ils sont pour la liberté absolue, ils renient l'Etat. Mais cet avantage est, en même temps, un défaut, parce

que l'Etat est un mal, mais un mal inévitable. On ne saurait se représenter la société socialiste future comme une organisation sociale complètement dégagée de l'Etat. L'Etat doit être maintenu „jusqu'à certain degré et sous une certaine forme“. L'Etat doit être maintenu, mais il doit être „rendu inoffensif“. Les anarchistes et les syndicalistes ne l'ont pas compris et c'est là leur erreur. Les adeptes du „socialisme corporatif“ ont donné à l'humanité cette nouvelle formule: maintenir l'Etat, tout en le rendant inoffensif, et c'est là leur grand mérite.

En négligeant l'élément psychologique et en ne voulant pas tenir compte de la nature humaine, les anarchistes et les syndicalistes commettent une grave erreur. Ils ne basent leur théorie, tout comme les socialistes-étatistes, que sur des faits objectifs; ils tirent des conclusions définitives de l'étude de l'histoire, mais ils ne font pas d'analyse psychologique et ils pensent que la psychologie est sans importance et que l'élément subjectif ne joue aucun rôle. Et cependant, c'est précisément le contraire: l'élément subjectif, la nature humaine, joue une rôle prépondérant; l'élément subjectif est, à un certain degré, la prémisses de tous les éléments objectifs... Si les anarchistes et les syndicalistes avaient étudié l'histoire, ils sauraient que l'on ne peut se passer de l'Etat. Telle est la nature humaine: elle ne peut se passer d'organes de coercition, d'autorité, de crainte de l'autorité, d'agents de police et de gendarmes. La police et les gendarmes sont indispensables. Il se peut, — admet Russel, — qu'au cours des siècles, la nature humaine, sous l'influence d'une longue culture et d'une liberté relative, change à tel point que l'on puisse organiser la vie sans l'aide de moyens de coercition. C'est à ce moment alors que l'on pourra poser pratiquement et réellement la question de l'anarchie et de la liberté absolue. Mais en attendant... mais en attendant, pour l'amour de Dieu, laissez les gendarmes et la police tranquilles!

L'Etat doit donc être maintenu, mais il doit être rendu inoffensif. Comment s'y prendre? Mais ici nous passons de la partie critique de la théorie de Russel à la partie organisatrice.

* * *

Quelle est, à proprement parler, la différence qui sépare le syndicalisme du socialisme? Elle est, dit-on, dans le fait que le socialisme adopte le point de vue „de la consommation“ et le syndicalisme celui „de la production“.

Pour les socialistes, tout ouvrier est, avant tout, un consommateur. Quand les socialistes disent que les ouvriers sont exploités, cela signifie que les ouvriers sont exploités à titre de consommateurs. Les socialistes disent: l'ouvrier a le droit de recevoir tout le produit de son travail et cette phrase renferme la quintessence du point de vue „consommateur“. L'ouvrier doit avoir le produit qu'il fabrique ou les produits, en général: voilà l'idéal socialiste.

Quand les socialistes disent que les ouvriers doivent s'organiser et s'unir, cela veut dire qu'ils doivent s'organiser et s'unir, comme consommateurs, en un parti politique. Tout parti politique est un parti de consommation. Quand les socialistes disent que les ouvriers doivent lutter, cela veut dire qu'ils doivent lutter comme consommateurs. Toute lutte politique

est une lutte pour la consommation. Quant à la société socialiste de l'avenir, les socialistes la représentent comme une société de consommation, comme une énorme coopérative internationale et mondiale.

Pour les syndicalistes, tout ouvrier est, avant tout, une force productrice. En langage syndicaliste, le mot „exploitation“ veut dire oppression de l'ouvrier par la fabrique, par l'usine, oppression en l'ouvrier de la force qui crée des valeurs d'utilité publique. En langage syndicaliste, le mot „organisation“ signifie organisation productrice; les ouvriers doivent s'organiser dans leurs fabriques et usines, former, pour ainsi dire, des „béliers“ de production industrielle et non des partis politiques. De même, le mot „lutte“ veut dire, en langage syndicaliste, lutte à la fabrique et à l'usine et non lutte en dehors de ces établissements industriels.

Lequel de ces deux points de vue est juste? Ils le sont tous les deux. Aussi la tâche du „socialisme corporatif“ consiste-t-elle à les concilier.

Dans cette question également, les „socialistes corporatifs“ cherchent donc à „réconcilier“ les adversaires. Les „socialistes corporatifs“ estiment que tout ouvrier est en même temps un producteur et un consommateur. Ils déclarent que l'ouvrier est exploité et comme consommateur et comme producteur; il doit donc lutter à l'intérieur et en dehors de sa fabrique; tout ouvrier doit être simultanément membre, de deux organisations: du parti ouvrier, politique (parlementaire) et du foyer de production industrielle. Chacune de ces organisations a ses buts et tâches spéciales, ses ressources et méthodes propres. Le fusionnement de ces deux organisations est impossible et même inutile. Elles peuvent et doivent exister simultanément et parallèlement.

Le lecteur voit donc que le „socialisme corporatif“ commence par la proclamation du dualisme. C'est de ce principe qu'est imprégnée toute la théorie de Russel . . . J'ai déjà dit, au début de cet article, que le „socialisme corporatif“ est une sorte de compromis entre le socialisme mal compris et le syndicalisme. Mais ce n'est pas tout à fait exact. Nous avons ici, au lieu d'une nouvelle, d'une troisième, d'une „moyenne“ théorie, un éclectisme simple, naïf et confiant. „Tous deux ils ont raison, tous deux ils ont le même droit à l'existence, tous deux ils se trompent assez souvent; nous les acceptons tous deux, nous croyons à tous deux, nous les suivons tous deux“, — voilà l'essence du „socialisme corporatif“.

Les socialistes disent: dans la société socialiste future tout le pouvoir appartiendra à l'Etat socialiste prolétarien. Les syndicalistes: dans la société future tout le pouvoir sera entre les mains des unions industrielles des ouvriers. Les „socialistes corporatifs“, eux, déclarent: dans la société future il y aura une dualité de pouvoir: d'un côté, les organisations industrielles unies et de l'autre: l'Etat prolétarien . . . Quel éclectisme naïf?

Le passage du capitalisme au socialisme (progressif, sans douleur) commencera, au dire des „socialistes corporatifs“, par la nationalisation de l'industrie. L'administration des fabriques et usines sera concentrée entre les mains de comités techniques élus par les ouvriers, et chaque fabrique et usine deviendra ainsi une unité administrative indépendante. Toutes les fabriques et usines et toutes les entreprises de cha-

que branche d'industrie s'uniront sur la base d'une fédération et formeront des fédérations industrielles ou des corporations (d'où la dénomination „socialisme corporatif“). L'Etat sera gouverné par le Grand Conseil des Corporations qui sera composé de représentants de toutes les fédérations industrielles. Le Grand Conseil des Corporations représentera le pouvoir suprême de l'Etat.

Mais . . . Mais le pouvoir du Grand Conseil des Corporations sera limité; ce pouvoir ne réglementera que quelques côtés, strictement définis, de la vie sociale, notamment la production. Le Grand Conseil des Corporations sera l'instance suprême pour toutes les questions concernant la production, et rien que cela. Il ne discutera et ne résoudra que les questions relatives à l'approvisionnement des entreprises industrielles en matières brutes et en combustible, à l'enregistrement et à la répartition de la main-d'œuvre, à la protection du travail, etc. Il y aura, à côté du Grand Conseil des Corporations, un . . . Parlement. Oui, un Parlement! Un Parlement pur et simple! Et c'est lui qui discutera et résoudra toutes les questions ayant trait à la consommation (c'est-à-dire les questions purement politiques).

Le passage du capitalisme au socialisme ne détruira pas le Parlement. Cette institution politique sera maintenue. Mais les ouvriers la conquerront lentement, progressivement. L'on observera deux processus parallèles: d'un côté, la nationalisation lente et progressive de l'industrie et d'un autre côté, la conquête lente et progressive du Parlement. . . Dans la société socialiste future, le Parlement sera aussi l'organe du pouvoir suprême. . . Pour conjurer toute divergence de vues entre le Parlement et le Grand Conseil des Corporations, on créera une commission de contrôle spéciale, composée d'un nombre égal de représentants des deux organes du pouvoir suprême.

Il va sans dire que les deux organes du pouvoir suprême auront des idées diamétralement opposées sur le pouvoir, la société et l'Etat. Le Grand Conseil des Corporations considérera l'Etat comme une fédération d'industries autonomes, alors que le Parlement y verra une fédération de régions politiquement autonomes. Le Parlement adoptera le point de vue géographique et territorial et le Grand Conseil des Corporations — le point de vue industriel et extra-territorial. La commission de contrôle spéciale conciliera les deux points de vue. Mais comment — seul, Russel serait en mesure de le dire.

Le livre de Russel „Les voies de la liberté“ parut en 1918, alors que la Russie était déjà en république soviétiste. Le pouvoir des Soviets a brillamment réfuté par la pratique toutes les curieuses subtilités de la théorie de Russel. Mais celui-ci n'en a été nullement touché. Il ne pouvait naviguer de conserve avec la Russie Soviétiste.

La voie de Russel n'est pas la nôtre, parce que nous, marxistes, nous sommes des étatistes, parce que nous avons opéré la révolution par la force, parce que nous réalisons la dictature du prolétariat, parce que nous opprimons la bourgeoisie, etc. Mais l'essentiel que Russel ne peut admettre, c'est notre

devise: Qui ne travaille, ne mange! Du point de vue de Russel, cette devise est une infraction grossière aux principes de la liberté, une horrible violence.

«Les socialistes, — dit-il — en proclamant le principe: Qui ne travaille, ne mange! — restaurent l'esclavage. Sous peine de famine ils forcent les gens au travail. C'est l'esclavage, Tout travail forcé est de l'esclavage (évidemment). Les socialistes éminent en principe ce travail forcé.»

Russel estime que la question du travail doit être abordée d'une tout autre façon. Il faut rendre le travail non pas obligatoire, mais agréable: voilà la tâche, voilà la nouvelle formule des «socialistes corporatifs». «Tant que le travail n'aura été rendu agréable, nous n'aurons pas le droit de dire que nous sommes proches du régime social, conforme à la justice». Il faut arranger les choses de façon que l'homme veuille travailler et aime le travail, que le besoin de créer et de travailler devienne chez lui une nécessité impérieuse, en un mot qu'il ne puisse se passer de travail. Et jusqu'au moment où le travail n'aura pas été rendu agréable, on ne peut pas punir l'homme qui refuse de travailler, parce que ce refus serait tout à fait compréhensible et dans la nature des choses.

Donc, rendez le travail agréable (ce en quoi nous sommes d'accord) et en attendant, ne retirez pas aux paresseux, aux fainéants, aux parasites et aux exploités le droit d'exploiter la paresse!

Mais...

Mais Russel (il le reconnaît lui-même) est un Anglais typique, un homme qui aime le juste milieu, c'est-à-dire le compromis. Aussi, même dans cette question, (du travail agréable et du travail forcé) veut-il passer une transaction avec les socialistes, partisans de la doctrine étatique. Voici ce qu'il propose.

«Instaurons, dit Russel, le régime suivant: tout citoyen, travailleur ou fainéant, reçoit tous les articles de première nécessité dont il a besoin: nourriture, vêtements, habitation. La nourriture, les vêtements, les habitations, et en général toutes les choses dont un homme ne peut se passer, doivent être mises à la disposition de tout le monde; tout citoyen doit en jouir gratuitement, librement et en quantité illimitée, comme il jouit de l'air et de la lumière. *Mais toutes les choses qui ne sont pas absolument nécessaires et qui servent à la satisfaction des besoins d'un ordre supérieur chez l'homme civilisé (livres, théâtres, etc.) ne seront réparties qu'entre les travailleurs.* Quant aux articles de luxe, ils deviendront des primes de travail».

Quelle différence y a-t-il entre cette «théorie» de Russel et la nôtre, la théorie soviétique? En principe, aucune. Chez lui et chez nous on trouve l'«esclavage». Nous autres, nous forçons les gens au travail sous peine de faim physique, Russel, veut les faire travailler sous peine de faim spirituelle. Ce n'est pas là une différence de principe. Ce qui nous distingue de Russel, c'est que notre théorie est appropriée à la vie pratique, parfaitement réalisable. Mais la théorie de Russel n'est pas pratique; elle est même irréalisable.

Russel, en général, n'est pas un homme pratique. Et toute sa doctrine est peu pratique; elle n'est pas pour notre humanité. Il nous reproche (ainsi qu'aux

anarchistes et aux syndicalistes) de ne pas tenir compte de l'élément subjectif, de la nature humaine. Par contre, lui, il laisse complètement de côté l'élément objectif, les facteurs économiques. Les théories de Marx et de Bakounine ont pour base l'histoire. La théorie de Russel repose sur la psychologie. Et — notez-le bien — non pas sur la psychologie des masses, mais sur celle de l'individu; non pas sur la psychologie scientifique, expérimentale, mais sur des observations psychologiques accidentelles, assez souvent, il est vrai, profondes et justes, parfois brillantes et originales, mais non moins souvent fausses et paradoxales. Une telle théorie ne saurait certes prétendre au titre de théorie scientifique sérieuse.

Mais il importe peu à Russel que sa théorie soit sérieuse et scientifique. Lui-même, il est prêt à reconnaître que toute sa doctrine n'est autre chose qu'un assemblage d'idées disparates empruntées à Marx, Bakounine et autres. Mais qui peut prouver, demande-t-il, qu'une théorie même ainsi formée de lambeaux de provenance diverse doive être nécessairement fautive?

La théorie de Russel, ainsi qu'il le dit lui-même, doit être rangée parmi les théories révisionnistes basées sur «la critique» de Marx. Mais en réalité elle montre qu'il n'a pas compris ce qu'il critique.

Russel n'a pas compris Marx. Marx tendait à *la destruction des classes, à la création d'une société humaine sans classes, en dehors des classes.* L'Etat prolétarien n'est qu'une phase transitoire, un phénomène social passager. La dictature du prolétariat passera et disparaîtra dès que le prolétariat aura remporté sa dernière victoire. Le prolétariat ne prend le pouvoir en mains, que pour déraciner à jamais l'autorité de la bourgeoisie, et quand celle-ci aura été anéantie, quand le vieux monde aura péri, le prolétariat créera un monde nouveau où il n'y aura pas de pouvoir. Tout cela est clair, simple, vieux et tous, nous le savons depuis longtemps. Mais Russel ignore tout cela. Et c'est parce qu'il ne s'attache pas au véritable Marx, mais au Marx que les anarchistes, d'un côté, et les révisionnistes, de l'autre, ont façonné à leur guise.

Débutant par une critique basée sur un malentendu, Russel continue sa marche à travers un maquis presque impénétrable de sophismes et de syllogismes assez curieux — originaux et justes parfois, mais naïfs et faux dans la plupart des cas — et aboutit, enfin, à une société dualiste syndico-socialiste, reposant simultanément sur deux principes diamétralement opposés et qui s'excluent l'un l'autre.

Russel se classe parmi les révolutionnaires et se déclare même de l'extrême gauche. Mais il renie la révolution. Le développement normal des syndicats, dit-il, conduira peu à peu à la nationalisation de l'industrie et à la formation des corporations industrielles. Le développement normal du parti ouvrier aboutira au socialisme. Tout doit suivre la «voie normale»... Les idées révolutionnaires au dernier plan. Le premier libéral bourgeois anglais venu n'hésitera pas à apposer sa signature au bas de cette théorie du développement normal, lent et successif, parce que les libéraux anglais rêvent, eux aussi, la liberté absolue dans une société humaine sans l'Etat. Et ce n'est pas sans raison que le «Times» loue le livre de Russel. Tout de suite il a reconnu en lui

„son socialisme normal“, placide, pacifique et de bon ton. „Ah! voilà un bon socialiste!“ s'exclame le *Times*. Si bon en effet qu'il ne ressemble même pas à un socialiste!

A nous autres communistes, qui vivons et travaillons dans la tempête révolutionnaire de l'organisation du socialisme, la théorie de Russel ne peut que paraître d'une curieuse naïveté. Mais les Anglais prennent au sérieux les déclarations de Russel. L'on y prête en Angleterre une oreille attentive. Russel a des partisans en Grande-Bretagne. Le „socialisme corporatif“ a encore du succès en Angleterre.

Le „socialisme corporatif“ prit naissance en 1914, à la veille de la guerre, quand une révolte syndicaliste éclata en Angleterre contre Webb et les „vieux leaders“; et il surgit, ce „socialisme corporatif“ comme une tentative de réprimer cette révolte et de réconcilier les rebelles avec les vieilles idoles qu'ils se proposaient d'abattre. En 1914, eut lieu le premier congrès des „socialistes corporatifs“ qui élaborèrent le premier programme du „socialisme corporatif“... *Des gens à qui ni la guerre ni les grandes perturbations ultérieures n'ont rien appris, et qui ont conservé dans son intégrité ce programme jusqu'à nos jours*: tels sont les socialistes corporatifs et tel est Bertrand Russel. C'est en 1918, pendant les derniers mois de la guerre, qu'il a écrit son livre „Les voies de la liberté“ où il expose les bases du socialisme corporatif. Mais ce livre passe complètement sous silence la guerre, la révolution russe et toutes les questions maudites, soulevées par la guerre. La guerre et la révolution ont passé près de Russel sans le toucher. En 1918, il cherche à démontrer ce qui lui paraissait juste en 1914. Avec une facilité extraordinaire il franchit l'abîme qui sépare 1914 de 1918. Il ne l'a pas remarqué, tout simplement.

Russel a des partisans. Pas dans les masses, naturellement. Celles-ci n'acceptent pas les théories

moyennes, hybrides que sont les théories éclectiques. Le „socialisme corporatif“ n'est pas un mouvement de masse et il ne le sera jamais. Le „socialisme corporatif“ et Russel ne jouissent de quelque popularité que parmi les „intellectuels“ et dans certains groupes d'ouvriers cultivés.

Mais nous ne croyons pas que les „intellectuels“ anglais se contentent longtemps du compromis de Russel. Le „socialisme corporatif“ n'a pas d'avenir. Ce n'est qu'un répit, une halte sur la longue et douloureuse voie qui reste encore à parcourir. Dans deux ou trois ans, le „socialisme corporatif“ sera oublié et, peut-être, sera-ce Russel lui-même qui le reniera le premier.

Les révolutionnaires jeunes, énergiques et forts, les John Mac-Lean, les Sylvia Pankhurst n'ont pas fait halte à la station de Russel; ils ont continué infatigablement leur marche en avant et sont maintenant loin du „socialisme corporatif“; ils en sont à la dernière étape vers le „soviétisme“ et la révolution prolétarienne. Mais les intellectuels se reposent toujours dans la salle d'attente de la station de Russel, alors que les masses suivent énergiquement les révolutionnaires jeunes et forts.....

Au moment où nous écrivons ces lignes, Bertrand Russel voyage en Russie où il étudie le régime soviétiste. Il se propose de faire un nouveau livre sur la Russie et sur le „soviétisme“. Quel sera ce livre? Quelles paroles va prononcer Russel? Dirait-il quelque chose de nouveau? Va-t-il reviser sa vieille théorie sous l'influence de ce qu'il aura vu en Russie, ou bien va-t-il analyser le „soviétisme“ au point de vue de son ancienne théorie?

Qui vivra verra...

A. Menchōi.

NOUVEAUX LIVRES ET JOURNAUX.

La rédaction de l'Internationale Communiste prie instamment de lui envoyer tous les périodiques ouvriers.

La croissance prodigieuse, incroyable du mouvement communiste a sa répercussion entre autres dans l'accroissement extraordinaire de la littérature communiste dans toutes les langues du monde. Comme par enchantement surgissent partout des revues, des journaux, des éditions de toutes sortes. Il serait extrêmement désirable de donner, ne fût-ce qu'un bref aperçu de la presse communiste. Mais c'est là une tâche difficile encore à réaliser. La raison en est tout d'abord que le tableau change incessamment à nos yeux: sous les coups de la police, des organes disparaissent qui sont immédiatement remplacés par d'autres encore plus nombreux. De loin, alors que les brigands de l'Entente continuent en fait à bloquer la République paysanne et ouvrière, il est impossible de suivre tous ces changements. En outre, les camarades communistes ont encore très peu fait pour nous tenir au courant des nouveautés littéraires. Nous retardons considérablement sur la vie qui poursuit sa course précipitée.

Voilà pourquoi, en attendant, nous sommes obligé de nous assigner une tâche des plus modestes: faire part à nos lecteurs des renseignements bibliographiques au fur et à mesure qu'ils parviennent à notre rédaction. Puis commencer, nous ne

donnerons sur la question qui nous intéresse qu'une liste très générale des périodiques et des livres et brochures les plus répandus en France, Italie, Angleterre, Etats-Unis et Argentine.

France.

„La Revue Communiste“. Paris. Rédacteur Charles Rappoport N^o 1.

En France, plus qu'ailleurs peut-être, un journal sérieux destiné à l'étude du communisme était nécessaire. Pour mettre fin à cette confusion d'idées qui règne chez les centristes et les reconstructeurs il fallait avoir dans la presse un organe avec un programme clair. A en juger par l'article paru dans le premier numéro de „La Revue Communiste“ et signé Ch. Rappoport, cet organe maintenant est né. „Pourquoi et comment sommes-nous devenus somnolistes?“ se demande l'auteur et il répond ainsi: „Le réformisme opportuniste et le socialisme nationaliste de la II^e Internationale, comme on le sait, ont fait faillite irrémédiablement.“

Nous pouvons maintenant affirmer que la II^e Internationale est morte d'une maladie chronique qui devait fatalement amener sa fin tragique. Cette maladie était la contradiction, entre sa

théorie révolutionnaire fondée sur la lutte de classe et sa pratique réformiste fondée sur la collaboration des classes.

Le nom lui-même de la III-e Internationale était un compromis. Elle était l'Internationale *socialiste* ou *social-démocratique* alors que les créateurs du mouvement prolétarien contemporain étaient des communistes. Le mot „socialisme“ — je l'affirme sur la foi du témoignage personnel d'Engels-même — avait été accepté à *contre-cœur* par Marx et Engels. „Outre ces communications et beaucoup d'autres qui viennent, on ne peut plus à propos, nous trouvons dans la „Revue Communiste“ les articles de nos intrépides camarades, Lorient, Souvarine, Martine Bigot, Georges Pioch. Deux poèmes consacrés par ce dernier „aux glorieux soviets russes, au camarade Trotzky“ — l'un vent que, poète véritable, il a compris la révolution et qu'il n'est pas impossible à un poète d'aimer la révolution.

Le journal consacre beaucoup de place aux théoriciens russes du communisme. Mais il est inadmissible qu'aux côtés de ces derniers figurent les noms de Crispin et Doiming. Cela ne fait qu'embrouiller les ouvriers français et allemands.

Dans ce numéro on trouve également un article de l'ex-secrétaire de la C. G. T., le camarade Griffuelhes, l'un des théoriciens français du syndicalisme, actuellement dans les rangs des communistes.

Le „Bulletin Communiste“ (organe du Comité de la III-e Internationale). Hebdomadaire. Numéros 1 à 10.

Le „Bulletin“ est l'organe officiel des communistes français. Il a reproduit beaucoup d'articles déjà parus dans „l'Internationale Communiste“. Parmi une foule de correspondances intéressantes, celle du camarade autrichien, Otto Masel, est à signaler. Nous attirons l'attention dans le no 4 sur la réponse de Lorient aux réformistes qui se plaisent à alléguer l'insuffisance de la conscience révolutionnaire en France. „Est-ce que les masses russes — écrit Lorient — avaient plus conscience du rôle auquel l'histoire les prédestinait? La conscience populaire est en évolution constante. Le niveau de la conscience influe beaucoup moins sur la révolution que la révolution sur le niveau de la conscience“. Parmi les nombreuses données du „Bulletin“ sur le mouvement français, il convient de signaler particulièrement à l'attention le manifeste des étudiants communistes parisiens qui témoigne d'une compréhension très juste de ses devoirs de la part de l'élite intellectuelle de la jeunesse.

„Le Soviét“, organe de la Fédération Communiste des Soviets. Paris, Numéros 1, 2, et 3.

La Fédération Communiste des Soviets (section française de l'Internationale Communiste de Moscou) insiste particulièrement sur la nécessité de la propagande et de la mise en vigueur du principe des soviets. Le premier numéro contient une lettre ouverte au sénateur Raymond Poincaré, signée Emile Graud, dans laquelle l'auteur demande à Poincaré des explications sur quelques questions. A moins que, un de ces jours les masses populaires parisiennes qui ont déjà assez de vous, ne prennent fantaisie de promener par les rues votre tête au bout d'une pique pour la bien montrer à vos complices, circonstance qui simplifierait considérablement pour l'avenir les débats sur votre affaire, quand la justice s'en occupera!

Chacune de ces lignes vaudra probablement à l'auteur une année de prison. Le journal „Le Soviét“ a déjà vu la confiscation de sa correspondance et des perquisitions dans ses locaux. Ces désagréments ne diminueront certes pas l'effort de la propagande. Le camarade Chauvelon insère dans le journal des articles sur le marxisme; Lebours, Hanot et d'autres font la rubrique des affaires courantes. De loin, nous ne pouvons que nous réjouir des diversités de nuances de la presse communiste française; pourtant la multiplicité des organisations ne laisse pas de nous inquiéter. Le parti communiste, la fédération communiste des soviets, le comité de la III-e Internationale forment trois organisations distinctes, alors que l'unité du mouvement communiste est la condition de sa force et de son développement futur. On voudrait croire que les auteurs pour les „soviets“ agissent et agiront en étroite union avec le reste des communistes français.

Mais l'important, ce qu'il est temps de comprendre, c'est que l'on ne peut organiser des soviets de serre chaude, que les véritables soviets exigent avant tout un large mouvement révolutionnaire des masses. Sinon on ne fait que „jouer au soviét“.

„La Vie ouvrière“ (Paris) journal hebdomadaire sous la direction de I. Monatte, est par excellence l'organe des communistes syndicalistes français. Il vient de faire une énergique campagne de propagande en faveur des communistes russes que l'on torture en ce moment. Il a contribué à faire connaître à la France le grand écrivain hongrois André Lazko condamné à mort à

Budapest pour participation à l'oeuvre soviétiste. La „Vie Ouvrière“, par son grand format et la richesse de sa matière est un magnifique organe de large propagande. C'est pourquoi, comme Lorient, Souvarine, et beaucoup d'autres, Pierre Monatte se trouve actuellement en prison, accusé de complot contre l'Etat:

- 1) *Bukharine*. Le Programme des Communistes.
- 2) *Antonio Coen*. La Vérité sur l'affaire Sadoul.
- 3) *Lénine*. Lettre aux ouvriers américains.
- 4) *Lénine*. Le problème du pouvoir des soviets.
- 5) *Marchand*. Lettre à M. M. Poincaré et Albert Thomas.
- 6) *Arthur Ransome*. Pour la Russie.
- 7) *Arthur Ransome*. Six semaines en Russie.
- 8) *Reynaud*. Petit catéchisme bolchévique.
- 9) *Boris Souvarine*. Eloge des bolchéviques.
- 10) *Boris Souvarine*. La Troisième Internationale.
- 11) *Jacques Sadoul*. Vive la République des Soviets.
- 12) *Jacques Sadoul*. Notes sur la Révolution bolchévique.
- 13) *Léon Trotzky*. L'avènement du bolchévisme.
- 14) *Tchitchérine*. Terreur blanche et terreur rouge.
- 15) X. Manifeste et Résolution de l'Internationale.
- 16) X. Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie.
- 17) Hommage à la République des Soviets.
- 18) Pochettes de cartes postales (Lénine, Trotzky, etc.).
- 19) *Robert Thol*. 2-me et 3-me Internationale.

Suisse.

„Le Phare“, journal mensuel, paraissant à La Chaux-de-Fonds sous la direction de J. Humbert-Droz. Information internationale très riche. Y collaborent: Bukharine, Zinoviev, Miasnikoff, Collontai, Lénine et autres. Journal très bien dirigé.

„La Nouvelle Internationale“ (Genève), périodique hebdomadaire des cercles de la Jeunesse Socialiste Romande, qui ont tout dernièrement décidé de sortir du parti socialiste suisse pour adopter exclusivement la plateforme communiste.

Autriche Allemande.

- 1) „*Die Rote Fahne*“ (Le Drapeau Rouge). Quotidien. Organe central du parti communiste autrichien. Fondé en 1918. Rédacteur Josef Strosser, Alsterstrasse 69.
- 2) *Klassenkampf* (La Lutte de Classe). Journal communiste hebdomadaire pour la province.
- 3) *Rätekorrespondenz* (La Correspondance Communiste). Organe des fractions communistes des Soviets Ouvriers. Fondé depuis peu. Rédacteur, Paul Friedländer.
- 4) *Die Kommunistische Jugend* (La Jeunesse Communiste) Rédacteur Schiller.
- 5) *Der Rote Soldat* (Le Soldat Rouge). Organe du groupe des soldats du Parti Communiste autrichien. Bi-mensuel.
- 6) *Kommunismus* (Le Communisme). Journal hebdomadaire. Organe du bureau sud-est. Rédacteur, Dr. K. Frank. Actuellement commencent à paraître les journaux suivants des minorités nationales:
 - 1) „*Prunopis Svobody*“ (Journal hebdomadaire). Organe du Parti social-démocrate tchèque (centraliste) d'Autriche Communiste.
 - 2) „*Svit*“ (Journal hebdomadaire communiste. Organe du groupe polonais des socialistes).
 - 3) *Freie Tribune* (Wochenblatt) Organe hebdomadaire du Parti Social-Démocrate Ouvrier Juif: Poale-Zion. Parait en allemand. Wien, II. Glockengasse 6.
 - 4) *Awagard* (L'avant-garde). Organe hebdomadaire du bureau de l'organisation des Poale-Zion gauche. Parait en hébreux. Wien, II. Glockengasse 6.
 - 5) „*Wecker*“ (Le Réveil). Organe bi-mensuel des organisations juives du Bund Communiste. Parait en hébreux.
 - 6) „*Nova Doba*“ (Organe hebdomadaire du groupe des communistes ukrainiens. Rédacteur Vinnitchenko).

Italie.

Le journal le plus répandu et le plus aimé des masses prolétaires italiennes est *l'Avanti* (En avant), organe central du Parti Socialiste d'Italie. Quand, pendant la guerre mondiale, après l'insurrection des ouvriers à Turin, le rédacteur de *l'Avanti* eut été jeté en prison, des meetings-protestation où l'on réclama

la libération du camarade Serrati, eurent lieu dans toutes les villes. Quand, l'année dernière, la bourgeoisie organisa le pillage des bureaux de l'Avanti auxquels on mit le feu, les ouvriers de l'Italie tout entière, réunirent en quelques jours plus d'un million et demi de lires pour réparer les dégâts.

Le tirage du journal est énorme. L'édition de Milan monte à plus de 200.000 exemplaires, celle de Turin (via xx Septembre, 19) à 80.000 exemplaires et celle de Rome (via del seminario, 87) à 90.000 exemplaires.

Un autre journal très répandu également, c'est „Il Lavoratore“ (Le Travailleur) qui paraît dans la ville de Trieste récemment annexée et tire à 80.000 exemplaires. Non loin de Trieste, dans la ville de Pola, s'imprime le journal „Il Proletariato“ (Le Proletaire) dont le tirage est beaucoup moindre.

Parmi les journaux communistes nous mentionnerons „Compagni“ (Les Camarades) tirant à 10.000 exemplaires, „Communismo“ (Le Communisme) bimensuel dont le tirage, (actuellement 6.000 exemplaires) à mesure que les masses commencent à connaître ce périodique tout nouveau, monte rapidement. „La Difesa della Lavoratrice“ (La Défense de l'Ouvrière) paraît deux fois par mois à 8.000 exemplaires. Ces trois journaux sont édités à Milan.

Il faut encore signaler le journal hebdomadaire, „Ordine Nuovo“ (L'Ordre Nouveau) édité à Turin et dont le rédacteur est Antonio Graci. La spécialité de ce journal est la question des comités d'usines et de fabriques; à son exemple, d'autres périodiques ont également commencé à s'y intéresser.

Un journal intéressant au point de vue du courant de gauche dans le parti italien, c'est l'organe de la fraction des communistes-ostensionistes „Il Soviet“ (Le Soviet) dont le rédacteur est Bordiga lui-même, le leader de la fraction.

L'organe du parti des jeunes socialistes-communistes qui compte déjà 40.000 membres, est „L'Avanguardia“ (L'Avant-Garde) qui s'édite à Rome.

La Confédération du Travail a pour organe „La Battaglia Sindacale“ (La Lutte Professionnelle) qui paraît à Milan.

Outre les grands journaux mentionnés, il paraît dans toute l'Italie un grand nombre (60) de périodiques hebdomadaires à tendances social-communistes. Cette presse est d'intérêt purement local. Nous allons en énumérer les organes par régions:

Vénétie.

Vérone: „Verona del Popolo“ (Le Populaire de Vérone).
Vicence: „Il Vicentino“ (Le Vicentin).
Trévise: „Il Lavoratore“ (Le Travailleur).
Padoue: „L'Eco dei Lavoratori“ (L'Echo des Travailleurs).
Venise: „Il Secolo Nuovo“ (Le Nouveau Siècle).
Feltre: „L'Avvenire“ (L'Avenir).
Udine: „Il Lavoratore Friulano“ (Le Travailleur du Frioul).

Emilie et Romagne.

Bologne: „La squilla“.
Parme: „L'Idca“ (L'Idée).
Modène: „Il Domani“ (Demain).
Reggio d'Emilie: „La Giustizia“ (La Justice).
Imola: „La Lotta“ (La Lutte).
Ravenna: „La Romagna Socialista“ (La Romagne socialiste).
Forlì: „La Lotta di classe“ (La Lutte de classe).
Faenza: „Il Socialista“ (Le Socialiste).
Cecina: „Spartaco“ (Spartacus).
Rimini: „Il Condottino“ (Le Paysan).
Ferrare: „La Bandiera Socialista“ (L'Etendard socialiste).

Toscane.

Livourne: „La Parola socialista“ (La Parole Socialiste).
Florence: „La Difesa“ (La Défense).
Pistoie: „L'Avvenire“ (L'Avenir).
Colle di val d'Elsa: „La Martiniella rossa“.
Viareggio: „Versiglia Nuova“.
Plombino: „Il Martello“ (Le Marteau).
Massa Carrara: „La Battaglia“ (La Bataille).

Lombardie.

Milan: „La Battaglia Socialista“ (La Bataille Socialiste).
Busto Arsizio: „Il Lavoratore“ (Le Travail).

Côme: „Il Lavoratore Comano“ (Le Travailleur Comasque).
Varèse: „Il Nuovo Ideale“ (Le Nouvel Idéal).
Monza: „La Brianza“.
Pavie: „La Fièbe“ (Le Peuple).
Vigevano: „L'Indipendente“ (L'Indépendant).
Mortara: „Il Proletariato“ (Le Proletariat).
Sondrio: „Il Lavoratore Valtellinese“ (Le Travailleur de la Valtellone).
Bergame: „La Riscossa“ (L'Eveil).
Crema: „La Parola“ (La Parole).
Crémone: „L'Eco del Popolo“ (L'Echo du Peuple).
Pallanza: „L'Aurora“ (L'Aurore).
Mondazì: „Lotte nuove“ (La Lutte Nouvelle).
Cuneo: „L'Alba“ (Le Point du Jour).

Piémont.

Turin: „Falce e Martello“ (La Faux et le Marteau).
„L'Ordine Nuovo“ (L'Ordre Nouveau).
Alexandrie: „L'idea nuova“ (La Pensée Nouvelle).
Tortona: „La scure“ (La Hache).
Novare: „Il Lavoratore“ (Le Travailleur).
Biella: „Carriere Biellese“ (Le Courrier de Biella).
Verceil: „La Risaia“.

Ligurie.

Opeglia: „La Lima“ (La Lime).
San-Remo: „La Parola dei socialisti“ (La Parole des Socialistes).
Savone: „Bandiera Rossa“ (Le Drapeau Rouge).

Ombrie et Marches.

Città di Castello: „La Rivendicazione“ (La Revendication).
Pesaro: „L'avvenire“ (L'Avenir).
San-Marino: „Il Titano“ (Le Titan).

Lagium.

Rome: „L'avanguardia“ (L'Avant-Garde).
Naples: „Il Soviet“ (Le Soviet).

Abruzzes et Calabre.

Aquila: „L'Avvenire“ (L'Avenir).
Cantanzara: „Calabria, avanti“ (En Avant, la Calabre!).
Cosenza: „Falce e Martello“ (La Faux et le Marteau).

Apulie.

Tarente: „Bandiera Rossa“ (Le Drapeau Rouge).
Bari: „La Regione“ (La Région).

Sicile.

Syracuse: „Guardia Rossa“ (La Garde Rouge).
Palerme: „La Dittatura“ (La Dictature).
Catane: „Il Riscatto“ (La Vengeance).

Littérature Communiste en Angleterre

- 1) *G. Zinoviev's The Communist Party and Industrial Unionism* (Le Parti Communiste et les Syndicats).
- 2) *Alexandra Kollontay's Communism and the Family*.
- 3) *J. F. Watton Newbold's The Counter-Revolution*.
- 4) *Sylvia Pankhurst's The Soviet of the Street*.
- 5) *L. Moller's Soviets for the British*.
- 6) *Lenin's Bourgeois Democracy and the Dictatorship of the Proletariat*.
- 7) *Arthur Ransome's The Truth about Russia*.
- 8) *A. Rhys William's Questions and answers about Russia*.
- 9) *John Red's Red Russia Book I*.
- 10) *Ruys William's The red Funeral in Vladivostok*.
- 11) *Israel Zangwill's Hands off Russia*.
- 12) *Lenin's The Chief Task of our times*.

- 13) *Bukharin's Soviets or Parliament.*
- 14) *Jack Tanner's The Social General Strike.*
- 15) *Cedar and E. Paul's Independent Working Class Education.*
- 16) *Sylvia Pankhurst's The Schooling of the Future.*
- 17) *A. Lunatscharsky's Self Education of the Workers.*
- 18) *E. Sylvia Pankhurst's Housing and the Workers Revolution.*
- 19) *Wülfred R. Humphries's Life in Russia to-day.*
- 20) *G. Walton Newbold's Capitalism and Counter-Revolution.*
- 21) *Alice Riggs Hunt's Facts about Communist Hungary in May 1919.*
- 22) *O. V. Kuusinen's The Finnish Revolution.*
- 23) *Charles Henry Schmidt's The Hungarian Revolution.*
- 24) *Trotsky's Bolcheviki and World Peace.*
- 25) *Arthur Ransome's Six Weeks in Russia in 1919.*
- 26) *South Wales Miners' Industrial Democracy for Miners.*
- 27) *Karl Dannenberg's Karl Marx: The Man and his Work.*
- 28) *The Red Flag.*
- 29) *Sylvia Pankhurst's Rebel Ireland.*
- 30) *Palme Dutt's The Two Internationals.*
- 31) *Achille Loria's „Karl Marx“.*
- 32) *Lucien Destini's The Coming of Socialism.*
- 33) *Bela Kun's Revolutionary Essays.*
- 34) *John Maclean's The Coming War with America.*
- 35) *Wm. T. Goode's Bolshevism at Work.*
- 36) *German Spartakus Their Aims and Objects.*
- 37) *G. M. Roebuck's The Nationalisation of Women.*
- 38) *Boris Souvarine The Third International.*
- 39) *Lenin's The State and Revolution.*
- 40) *Kautsky's The Proletarian Revolution.*
- 41) *Dr. Gorter's The World Revolution.*
- 42) *R. Palme Dutt's The Two Internationals.*
- 43) *Bryan's Essays on Socialism and War.*
- 44) *Mac Laine's Trade-Unionism at the Cross Road.*
- 45) *Lenin's Toward Soviets.*
- 46) *Radek's Socialism, Science to Practice.*
- 47) *Newbold's Politics of Capitalism.*
- 48) — *Marx and Capitalism.*
- 49) *Maclean's War after the War.*
- 50) *Newbold's Menace of American Capitalism.*
- 51) *Stumiatzki's Bankers, bondholders and Bolsheviki.*
- 52) *Newbold's Bankers, bondholders and Bolsheviki.*
- 53) *Tschichérine's Russian Plan for League of Nations.*
- 54) *Sadouf's Socialist Soviet Republic.*
- 55) *Fairchild's Socialism and League of Nations.*
- 56) *Mc Laine's Evolution of Industry.*
- 57) *Maclean's Condemned of the Dock.*
- 58) *Price's Origin and Growth of the Russian Soviets.*
- 59) *Rickman's Eye-Witness from Russia.*
- 60) *Price's Capitalist Europe and Socialist Russia.*
- 61) *Paul's Hands off Russia.*
- 62) *Lenin's Soviets at Work.*
- 63) — *Land Revolution in Russia.*
- 64) — *State and Revolution.*
- 65) — *Proletarian Revolution.*
- 66) *Moeny's Fifty Points about Capitalism.*
- 67) *Litvinoff's Bolshevik Revolution.*
- 68) *First Code of Laws of Russian Republic.*
- 69) *Craik's Short History of British Working Class Movement.*
- 70) *Starr's Worker's Look at History.*
- 71) *Trotsky's History of Russian Revolution.*
5. *Das neue Kommunistische Manifest, Moskau 1919, mit einem Vorwort von Dr. Heinrich Laufenberg. Verlag: Willaschek und K-ie, Hamburg.*
6. *Hans Berliner: Der Bolschewistische Staat. Verlag: Die Lichtstrahlen. Julian Borchardt, Berlin-Lichterfelde, 1919.*
7. *Die Wahrheit über die Bolschewiki. Tatsachenbericht, von einem Russen niedergeschrieben, 1919, Berlin-Wilmersdorf, Verlag der Wochenschrift: Die Aktion.*
8. *Die Sünden des Bolschewismus. Von einem Bolschewik. A. Hoffmanns Verlag, Berlin.*
9. *Kapitän Sadouf Es lebe die Räterepublik. Verlag: „Promachos“, Bern—Belp und Biel, 1919.*
10. *Fritz Sturm's Das Bolschewistische Russland. Verlag: Willaschek und C-ie Hamburg.*
11. *Vom sozialistischen Aufbau. 2-tes Heft: Justiz und Rechtsmessen. Zwei Berichte aus Russland, Verlag, Der Kämpfer, Chemnitz, Kommunistische Partei (Spartakusbund).*
12. *Alexandrine Taublers Eine Verteidigung der Bolschewiki. Wien, 1919. Verlag, Wilhelm Müller.*
13. *Boris Souvarine Eloge des Bolchévics, Paris, librairie du Peuple.*
14. *Philipp Price Die Wahrheit über Sowietrussland. Verlag, Der Arbeiterrat, Berlin.*
15. *Was will Spartakus? Verlag Willaschek u. C-ie, Hamburg.*
16. *Karl Liebknecht zum Gedächtnis. Rede Heinrich Laufenbergs 26. Januar 1919). Verlag Willaschek u. C-ie, Hamburg.*
17. *Der weisse Terror. Skizzen aus der Büchlerschaft Ebert-Scheidemann-Noske, 1919. Spartakus-Buchdruckerei und Verlag, Stuttgart-Degerloch.*
18. *Alle Macht den Räten. Ein Wort an die Frauen und Männer des werktätigen Volkes, 1919. Verlag Spartakus, Stuttgart-Degerloch.*
19. *Dr. Heinrich Laufenberg: Was heisst Sozialisierung? Verlag Willaschek u. C-ie, Hamburg.*
20. *Fritz Wolfheim: Knechtschaft oder Weltrevolution? Verlag Willaschek u. C-ie, Hamburg.*
21. *Dr. Heinrich Laufenberg: Die Hamburger Revolution. Verlag Willaschek u. C-ie, Hamburg.*
22. *Arbeiterklasse und Staatsgewalt. Feste von Heinrich Laufenberg. Verlag Willaschek u. C-ie, Hamburg.*
23. *Pelle: Die Vorgänge in Chemnitz und die Kommunistische Partei. Verlag: „Der Kämpfer“, Chemnitz.*
24. *Die Gewerkschaftsvereine und der Aufbau der Volkswirtschaft. Belehrt nach den Erfahrungen in Russland von B. Koselew. Verlag „Der Kämpfer“, Chemnitz.*
25. *Heinrich Brandler: Durch die Räte zur Einheit der Arbeiterklasse und zum Kommunismus. Kommunistische Zeitfragen Nr. 1. Verlag: „Der Kämpfer“, Chemnitz.*
26. *Die Wahrheit über die Berliner Strassenkämpfe. „Freiheit“, Berlin, 1919.*
27. *Stecklows Wer sind die Kommunisten?*
28. *Heinrich Laufenberg Massen und Führer.*
29. *Hans Hackmacks Die Jugend der neuen Zeit. Hoffmanns Verlag, Berlin.*
30. *Karl Grünberg: Die sozialistische Volkswehr. Hoffmanns Verlag, Berlin.*
31. *Der kommunistische Aufbau. Die Zukunftsziele des Kommunismus, von Julius Borchardt. Der praktische Kommunismus der Gegenwart, von Hans Berliner. Verlag der Lichtstrahlen, Julian Borchardt, Berlin 1919.*
32. *Julian Borchardt: Die Diktatur des Proletariats. Lichtstrahlen, Julian Borchardt, Berlin 1919.*
33. *W. Münzenberg: Von der Revolte zur Revolution. Verlag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund), 1919.*
34. *Der Spartakistenprozess in Stuttgart, von W. Münzenberg.*
35. *W. Münzenbergs Nieder mit Spartakus.*
36. *Lichtstrahlen. Zeitschrift für internationalen Kommunismus, herausgegeben von Julian Borchardt. Verlag der Lichtstrahlen, Berlin Nr. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.*
37. *Revolutionbibliothek. Verlag: Gesellschaft und Erziehung, Berlin, 1919, Nr. 1. Leo Trotzky: Arbeit, Disziplin und Ordnung usw, Nr. 3. Das Kommunistische Manifest Nr. 5. N. Bucharin. Das Programm der Kommunisten.*
38. *Die Kommunistische Bibliothek, Nr. 3. N. Lenin. Die nächsten Aufgaben der Sowjetmacht. Nr. 5. N. Bucharin: Programm der Kommunisten. Verlag: Rote Fahne.*
39. *Kämpfer, Monatsschrift für kommunistische Propaganda und Aufklärung. Herausgeber: Wilhelm Seitz. Verlag: Minna Otto Emden. Nr. 1 und 2.*

Liste des Editions Communistes dont l'importation en Suisse est interdite.

Par décision des autorités suisses est interdite l'importation des livres suivants:

1. *N. Lenin: Staat und Revolution. Politische Aktionsbibliothek, herausgegeben von Franz Pfemfer. Verlag: Die Aktion, Berlin-Wilmersdorf.*
2. *Lenin: Staat und Revolution (Die Diktatur des Proletariats). Verlag: Die Lichtstrahlen. Julian Borchardt, Berlin-Lichterfelde, 1919.*
3. *Leo Trotzky: Von der Oktoberrevolution bis zum Brester Friedensvertrag. A. Hoffmanns Verlag, Berlin.*
4. *Die Verfassung der russischen sozialistischen föderativen Sowjet-Republik. Berlin-Wilmersdorf. Verlag der Wochenschrift: Die Aktion.*

40. Internationale sozialistische Jugendbibliothek. Heft 2: Programm und Aufbau der sozialistischen Jugendinternationale, von Wilhelm Münzenberg. Heft 3: Die sozialistische Jugendinternationale, von Wilhelm Münzenberg. Verlag: Junge Garde, Berlin.
41. Der Revolutionär, 1. Jahrgang, Nr. 5 und 9 (März und Mai 1919). Verlag: Der Revolutionär, Mauthausen.
42. Proletarische Flugchriften. Verlag der Kommunistischen Arbeiterzeitung, Hamburg. Nr. 1: Das bolschewistische Russland, von Fritz Sturm, Nr. 2: Der Weg zum Sozialismus, von Paul Fröhlich. Nr. 3: Anarchismus und Räteregierung, von Karl Radeck. Nr. 4: Betriebsorganisation oder Gewerkschaft, von Fritz Wolffheim.
43. Sowjet, Kommunistische Monatschrift, Wien, Nr. 1 — 5: (Mai — November 1919).
44. Die Erde, politische und kulturpolitische Halbmonatschrift. Herausgeber: Walter Rilla. Verlag: Die Erde, Breslau, Nr. Nr. 5—7, 9—13.
45. Comunismo. Rivista della terza internazionale. Direttore G. M. Serrati. Milano 1919. Nr. 3.
46. Documenti della rivoluzione. Milano, Soviets editrice „Avanti“ 1919. Nr. 1. Costituzione della repubblica socialista dei Sowjet.
- № 1. Costituzione della repubblica socialista dei Sowjet
- № 2. *Leone Trotzky*. Della rivoluzione di ottobre al trattato di pace di Brest-Litowsk.
- № 3. La terra alla nazione per i contadini. Discussione, deliberazioni, decreti e legge.
- № 4. *N. Lenin*. La Lotta per il pane. — *Leo Trotzky*: L'avoro, disciplina e ordine salveranno la Repubblica socialista dei Sowjet.
- № 5. Spartakus. Scoppi obiettivi e vicende.
- № 6. *Cachin, Lapoint, Mayeras*: *La Francia Socialista* contro l'intervento in Russia.
- № 7. L'opera economica, politica e sociale dei Sowjet di Russia.
- № 8. *N. Lenin*. L'opera di ricostruzione dei Sowjet. La disciplina del lavoro. I fini e mezzi della rivoluzione russa.
- № 9. Testimonianze sullo sviluppo della rivoluzione russa.
- № 10. Della seconda alla terza internazionale.
47. Der freie Arbeiter, anarchistische Halbmonatschrift, 12. Jahrgang, Nr. 9—11 (August—September 1919).
49. Världrevolutionen av Herman Gorter.
50. Revolutionen och Staaten av N. Lenin.
51. Den Ryska Arbetare och Revolutionen av Leo Trotzky.
52. *Frederik Ströms* Världrevolutionen aller Världreaktion.
53. Vad vill Finnlands Kommunistiska Parti?
54. Världrevolutionens Program av N. Bucharin.
55. Det Vita Strickvärdet i Finland.
56. Sanningen om Ryssland av K. Kilbom.
57. Vad vil Spartacus? av Z. Höglind?
58. *A. Lunatschorsky*: Arbeitskolon.
59. Die junge Garde, Zentralorgan der sozialistischen Jugend Deutschlands. Nr. 34 vom 16. August 1919 und Nr. 12 vom 7. September 1919.
60. Die Kommunistin, Frauenorgan der Kommunistischen Partei Deutschlands, herausgegeben von *Klara Zetkin*. Nr. 1. Die Sozialistin, 18. November 1919.
51. Der Kämpfer, Organ der Kommunistischen Partei, Chemnitz, 2. Jahrgang, Nr. 86 (April 1919), Nr. 167 (August 1919).

N. Lénine „Le communisme de gauche“, maladie infantile du Communisme, Pétrograd 1920.

Ce livre, petit par son format, n'en représente pas moins un appoint précieux dans la littérature révolutionnaire mondiale. Sous une forme extraordinairement concise, l'auteur nous donne une fine analyse de l'origine, de la nature et des problèmes du communisme, de même qu'une critique complète et définitive de la „base“ théorique du communisme de „gauche“ en Allemagne et en Angleterre. Dans le prochain numéro de „L'Internationale Communiste“ nous donnerons une critique détaillée de cette oeuvre d'un intérêt puissant.

Viennent de paraître:

- G. *Zinoviev*. Compte-rendu du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Deuxième Congrès (en russe).
Les questions pressantes du mouvement ouvrier (en russe, en allemand et en français).
De l'histoire de notre parti (en français et en allemand).
- L. *Trotzky*. Terrorisme et Communisme (en français, allemand et anglais).
L'armée et le Peuple (en français, allemand et anglais).
- Lénine. Le communisme de gauche, maladie infantile du communisme (en français et en allemand).
- Recueils „La lutte pour Petrograd“.
Thèses pour le II-e Congrès de l'Internationale Communiste.
- Pour paraître très prochainement en allemand et en français la brochure:
- N. Lénine. L'impérialisme comme dernier stade du capitalisme (Avec préface nouvelle, spécialement pour l'édition en langues étrangères).

TABLE DES MATIÈRES DU N° 12.

| | Page. | | Page. |
|---|-------|--|-------|
| M. Gorki. Vladimir Ilitch Lénine | 1967 | M. Pavlovitch. L'Ukraine, objectif de la contre-révolution internationale | 2211 |
| Thèses présentées au II-e Congrès de l'Internationale Communiste par le Comité Exécutif: | | Rakowsky. Les relations entre Républiques Soviétiques | 2219 |
| Conditions d'admission des partis dans l'Internationale Communiste | 1976 | Lettre du cadet P. Strouvé à M. Ivan Mikhaïlof, membre du gouvernement de l'admiral Koltchak | 2225 |
| Supplément aux thèses sur le parlementarisme | 1981 | Lettre de Henri Barbusse au rédacteur de „La Revue Communiste” | 2229 |
| Le mouvement syndical, les comités de fabriques et d'usines et la III-e Internationale | 1936 | Lettre de Maxime Gorki à Wells | 2229 |
| Sur la question agraire | 1993 | | |
| G. Zinoviev. Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers? | 2203 | | |
| N. Lénine. Sur les tâches principales du 2-e Congrès de l'Internationale Communiste | 2207 | Documents du Mouvement Communiste International. | |
| L. Trotsky. A propos du prochain congrès de l'Internationale Communiste | 2019 | Déclaration d'un groupe de membres du I. L. P. (Parti Ouvrier Indépendant) Anglais | 2282 |
| G. Zinoviev. Ce qu'a été jusqu'ici l'Internationale Communiste et ce qu'elle doit être | 2027 | Déclaration de Bela Kun et de ses camarades au Soviet des ouvriers du district de Vienne | 2285 |
| L. Kaméneff. La dictature du prolétariat | 2041 | Résolution de la Conférence Socialiste Balkanique | 2285 |
| J. Markhlewsky. La question agraire et la révolution mondiale | 2051 | Thèses directrices sur la tactique de l'Internationale dans la lutte pour la dictature prolétarienne | 2239 |
| Mc. Laine, Tom Quelch. Le mouvement communiste en Angleterre | 2061 | | |
| Mc. Laine. La situation actuelle en Angleterre | 2066 | Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. | |
| K. L'activité de l'Union des Comités ouvriers écossais | 2076 | Lettre ouverte du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en réponse aux questions du Parti Ouvrier Indépendant de Grande-Bretagne | 2261 |
| Thomas Darragh. L'Inde révolutionnaire et le communisme | 2079 | A tous les membres du Parti Indépendant d'Allemagne | 2273 |
| Cachin. Discours | 2093 | Appel aux asservis de Perse, d'Arménie et de Turquie | 2275 |
| Frossard. Discours | 2097 | | |
| Cachin et Frossard. Déclaration | 2101 | | |
| L'Aventure Kapp-Lüttwitz et le Parti Communiste Allemand: | | L'Internationale de la Jeunesse Communiste. | |
| P. Lévy. Lettre au Comité Central du Parti Communiste Allemand | 2106 | Un Membre du C. E. de l'I. J. C. Après le Congrès | 2281 |
| Ernst Meyer. Sur la „Déclaration de Loyalisme” du Parti Communiste | 2109 | Thèses sur les rapports réciproques de l'Internationale Communiste et de l'Internationale de la Jeunesse Communiste d'une part, et du Parti Communiste et des organisations de la Jeunesse Communiste d'autre part | 2285 |
| Klara Zetkin. La situation en Allemagne | 2111 | | |
| Karl Radek. Le Parti Communiste Allemand pendant la période de l'aventure de Kapp | 2110 | Internationale Communiste — Mouvement Féminin. | |
| Serrati. Le mouvement italien | 2131 | Z. Lilina. Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique | 2287 |
| Nicolas Bombacci. L'opposition des réformistes à la révolution communiste en Italie | 2135 | | |
| Pour la régénération du parti socialiste italien (Éditorial publié par l'Ordine Nuova) | 2139 | Bibliographie. | |
| * * * Lettre d'Autriche allemande | 2145 | A. Menchof. Bertrand Russel et le „Socialisme Corporatif” | 2297 |
| Hilda Wertheim. Les Soviets ouvriers en Autriche allemande | 2151 | Nouveaux livres et journaux | 2306 |
| F. Ström. La situation en Suède | 2155 | Liste des Editions Communistes dont l'importation en Suisse est interdite | 2311 |
| Bjalmar Wixten. L'association suédoise de la jeunesse | 2159 | N. Lénine. „Le communisme de gauche”, maladie infantile du Communisme, Petrograd 1920 | 2313 |
| Maria Nilson. La situation en Danemark en 1920 | 2169 | Dernières publications. | |
| Koullerwo Manner. Le mouvement gréviste en Finlande | 2176 | | |
| Pak Dinchoun. L'Orient révolutionnaire et la tâche immédiate de l'Internationale Communiste | 2181 | | |
| Roi. Le mouvement révolutionnaire dans l'Inde | 2187 | | |
| K. Radek. La question polonaise et l'Internationale | 2197 | | |

Illustrations: Karl Marx; Rosa Luxembourg dans la prison de Varsovie (entre les pages 2108 et 2109); portrait de Frédéric Engels dans sa jeunesse; (entre les pages 2124 et 2126); Dobrodjanu-Gércia (entre les pages 2230 et 2231); Karl Liebknecht dans sa jeunesse (entre les pages 2284 et 2285).

Petrograd, 30 Juillet 1920.